



LES CONSEQUENCES DU DROIT DE VOTE DES FEMMES DANS L'ENTRE-DEUX- GUERRES EN ANGLETERRE

Véronique Molinari

► To cite this version:

Véronique Molinari. LES CONSEQUENCES DU DROIT DE VOTE DES FEMMES DANS L'ENTRE-DEUX- GUERRES EN ANGLETERRE. Histoire. Université Stendhal - Grenoble III, 1998. Français. NNT: . tel-00912762

HAL Id: tel-00912762

<https://theses.hal.science/tel-00912762>

Submitted on 3 Dec 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Université Stendhal
Grenoble III
Etudes anglophones**

**LES CONSEQUENCES DU DROIT DE VOTE DES
FEMMES DANS L'ENTRE-DEUX- GUERRES EN
ANGLETERRE**

Thèse nouveau régime présentée par

Véronique MOLINARI

Sous la direction de Mme le Professeur Monique Curcurù

Composition du jury :

**Mme Françoise Barret-Ducrocq (Présidente du jury), Professeur à
l'Université de Paris 7 ;**

Mme Françoise Camus, Professeur à l'Université de Besançon ;

Mme Monique Curcurù, Professeur à l'Université Stendhal-Grenoble 3.

Octobre 1998

“Any historian recording women’s struggle for equal opportunities... has to leave the neatly-defined realms of legislation for a complex scene in which custom and prejudices decide the rate of advance.”

Vera Brittain, *Lady into Woman* (1953)

Introduction

Si la lutte pour le suffrage féminin au début du siècle a désormais été très largement traitée, la période qui suivit la réforme électorale de 1918 fut, en revanche, longtemps négligée par les historiens, qui préférèrent passer des "violences" des suffragettes d'avant-guerre au militantisme du Mouvement de Libération de la Femme, plus de cinquante ans plus tard. Billie Melman, dans son ouvrage sur l'image de la femme dans les années vingt, pouvait d'ailleurs écrire, encore en 1988 : "*Dans le domaine de la politique, tout comme dans le domaine culturel, les années vingt sont réduites à un appendice aux décennies glorieuses et riches en événements de la lutte pour les droits politiques*"¹. Depuis, la période de l'entre-deux-guerres a fait l'objet de plusieurs études : celles de Johanna Alberti² et de Brian Harrison³, tout d'abord, qui se sont intéressés à l'évolution du féminisme durant la période à travers la vie de certaines des féministes les plus connues ; celles d'Olive Banks⁴ et de Harold Smith⁵, couvrant toutes deux une période plus large et qui s'attachent à donner une vue générale du féminisme du début du siècle aux années soixante-dix, ou encore celles de Deirdre Beddoe et Susan Kingsley Kent⁶, plus particulièrement intéressées par le retour à la domesticité qui suivit la Première Guerre. Néanmoins, à

¹ "In the field of politics as in the cultural field the twenties are reduced to an appendix to the eventful and glorious decades of the struggle for political rights", Billie Melman, *Women and the Popular Imagination in the Twenties*, New-York : St Martin Press, 1988, p. 9.

² J. Alberti, *Beyond Suffrage : Feminists in War and Peace 1914-1918*, Basingstoke : Macmillan, 1989 ; J. Alberti, *Eleanor Rathbone*, London : Sage Publications, 1996.

³ B. Harrison, *Prudent Revolutionaries : Portraits of British Feminists between the Wars*, Oxford : Clarendon, 1987.

⁴ O. Banks, *The Politics of British Feminism 1918-1970*, Aldershot : Edward Elgar, 1993.

⁵ H. Smith (ed), *British Feminism in the Twentieth Century*, London : Edward Elgar, 1990.

⁶ D. Beddoe, *Back to Home and Duty : Women between the wars 1918-39*, London : Pandora, 1989 ; S.K. Kent, *Making Peace - The Reconstruction of Gender in Inter-War Britain*, Princeton University Press, 1993.

l'exception de l'ouvrage de Martin Pugh⁷, qui donne une image assez complète de la condition féminine et du mouvement féministe durant la période, ces recherches ont jusqu'à présent principalement été concentrées sur la différence entre l'ancien et le "nouveau" féminisme, le déclin du mouvement et le retour à la domesticité, sans toutefois poser une question essentielle —ou se contentant de réponses rapides et non argumentées—, "Le droit de vote changea-t-il réellement les choses ? Les femmes surent-elles l'utiliser ?", et sans s'intéresser, au-delà de la National Union of Societies for Equal Citizenship (NUSEC), la principale organisation, aux autres organisations féministes telles que le Six Point Group, l'Open Door Council ou les Women Citizen's Associations. Martin Pugh lui-même s'intéresse assez peu aux changements apportés par le droit de vote ou à sa perception par les femmes, les hommes politiques et la presse⁸.

Il est pourtant légitime, lorsque l'on connaît le temps passé et les attaques de toutes sortes endurées par les suffragistes⁹ pour obtenir le droit de vote, de se demander ce que firent ces dernières une fois celui-ci obtenu et quels furent les changements apportés. Sans compter que se taire sur son utilisation et sur ses conséquences revient à interpréter —à tort— le droit de vote comme une fin et non comme un moyen, et à dépeindre les femmes qui le réclamèrent un peu comme un enfant qui réclamerait un jouet et qui, celui-ci obtenu, se calmerait, satisfait, pour

⁷ M.Pugh, *Women and the Women's Movement in Britain 1914-1959*, London : Macmillan, 1993.

⁸ Son attitude est d'ailleurs plutôt négative : il sous-entend que peu de choses ont changé et sous-estime certainement les activités des différentes organisations féminines dans l'entre-deux-guerres dont il faut relativiser le déclin. Seule Vivien Cheryl Law, dans une thèse récente (*The Women's Cause : Feminist Campaigns 1918-28*, PhD, London University, 1993), s'attache à relativiser ce déclin.

⁹ La distinction doit être faite dès maintenant entre deux termes qui seront fréquemment utilisés dans la première partie de ce travail : suffragiste et suffragette. "Suffragiste" désigne toute personne, homme ou femme, qui a défendu le droit de vote des femmes par des moyens légaux et constitutionnels ; "suffragette", en revanche, désigne exclusivement une femme membre d'une société suffragiste militante (principalement la Women's Social and Political Union) avant 1918. Le terme fut employé pour la première fois par le *Daily Mail*, le 10 janvier 1906, et devint dès lors fréquemment utilisé comme moyen de différencier les militantes des autres suffragistes. Les membres de la WSPU elles-mêmes adoptèrent le nom et en firent le titre de leur journal.

rapidement l'abandonner dans un coin. Or, si le droit de vote en tant que tel et en tant que symbole d'égalité eût à lui seul justifié que l'on se batte pour lui, le fait est qu'il représentait bien plus que cela aux yeux des suffragistes, ainsi que le révèlent autobiographies et tracts : un moyen de faire avancer la cause féministe et de combattre les nombreuses inégalités légales, économiques et sociales, bien entendu, mais également d'œuvrer pour la protection de l'enfance et d'améliorer le système politique et social.

Outre la place qui leur revient dans l'étude de la question du suffrage féminin, les années d'entre-deux-guerres permettent par ailleurs des comparaisons intéressantes avec l'époque actuelle, non seulement parce que l'on parle parfois aujourd'hui d'un retour en arrière et que certains droits que l'on croyait acquis semblent menacés —il faut rappeler à cet égard que, comme l'entre-deux-guerres, les années 1980-1990 suivent une période de militantisme féministe important, les années 1970—, mais également parce que la représentation féminine au Parlement reste étonnamment basse et que le vote féminin et la façon de le "capturer" sont plus que jamais d'actualité après les deux élections successives de Bill Clinton aux Etats-Unis et Tony Blair en Grande-Bretagne .

Le jugement porté sur le mouvement féministe de l'entre-deux-guerres et les résultats du droit de vote des femmes est souvent négatif ; d'une part parce que de nombreux objectifs, tels que l'égalité des salaires, n'ont, encore aujourd'hui, toujours pas été atteints ; d'autre part parce que les "remèdes" législatifs apportés aux revendications féminines se sont parfois révélés décevants¹⁰. L'un des buts de cette

¹⁰ "The enfranchisement of women has sometimes seemed to modern feminists a very empty victory. Certainly, even on the most optimistic assessment, enfranchisement has achieved much less for women than was hoped for by those who worked so devotedly for the cause for so many years", écrit Olive Banks en 1993 (*The Politics of British Feminism*", p. 1).

étude est de rectifier, ou tout au moins de relativiser, cette vision, et de montrer que les changements, bien que limités dans le temps et dans leur portée, furent réels.

La question a en effet jusqu'à présent été présentée de deux manières principales, mais opposées : les ouvrages écrits par des féministes et publiés dans les années trente ou après la deuxième guerre présentent les résultats du droit de vote et du travail accompli durant toutes ces années comme indiscutables¹¹, même si l'optimisme et la satisfaction que l'on retrouve dans ce genre d'ouvrages, notamment face à la quantité de législation obtenue, n'en restent pas moins nuancés par certains articles de journaux féministes de l'époque, dans lesquels ces mêmes auteurs se révèlent parfaitement conscientes des limites des réformes en questions. Certains ouvrages plus récents, tels que ceux de Brian Harrison, ont au contraire eu tendance à diminuer complètement l'importance du droit de vote, affirmant qu'il n'a rien changé et apportant comme preuve le fort courant anti-féministe qui traversa les années 1920 et 1930.

Or, tout comme on ne peut pas se baser sur une liste de lois pour désigner avec un optimisme débordant les résultats du suffrage féminin après 1918, il est impossible de minimiser ces derniers au point de déclarer que le vote ne changea rien à la situation des femmes (une idée de plus en plus répandue) alors que tant d'écrits et de témoignages de femmes ayant vécu cette réforme indiquent le contraire. Certes, les résultats obtenus peuvent, aujourd'hui, nous paraître dérisoires, mais il est essentiel de considérer les choses de façon relative et de ne négliger à aucun prix la façon dont ces résultats furent perçus par les principales intéressées, les femmes et les féministes de l'époque, sachant que ce qui peut maintenant nous sembler dérisoire pouvait très bien apparaître alors comme quelque chose de considérable. Il est enfin

¹¹ Millicent Garrett Fawcett, *What the Vote has Done* ; Ray Strachey (ed.), *Our Freedom and its Results* ; Eleanor Rathbone, *The Harvest of the Women's Movement*.

essentiel de savoir ce que les suffragistes *attendaient* du droit de vote pour le comparer à ce que les femmes ont finalement obtenu : si, pour certaines, les déceptions furent grandes, c'est en grande partie que l'on avait surestimé ce qu'il était en mesure d'apporter ou l'usage que les femmes en feraient.

Le droit de vote féminin fut accordé en deux fois (1918 et 1928). Cette recherche, bien qu'embrassant dans son intitulé l'entre-deux-guerres, concerne de façon disproportionnée les années vingt. La raison est que le véritable changement s'opéra en 1918 avec l'arrivée dans l'électorat de 8,5 millions de femmes et que lorsqu'une deuxième réforme électorale fut votée, en 1928¹², rendant les femmes majoritaires dans l'électorat, le suffrage féminin n'avait plus grand chose de nouveau et entraîna moins de bouleversements ; plus qu'un tournant, comme l'avait été 1918, 1928 représenta en fait plutôt une continuité. En outre, dans les années trente, la crise économique et le conflit mondial imminent concoururent à éclipser les questions féminines que la menace, ou tout au moins le mystère, que représentait l'électorat féminin n'était plus là pour faire entendre.

Pour tenter de répondre à la question "Quelle différence le vote des femmes a-t-il réellement fait ?", différents critères ont été pris en compte, et principalement : le rôle et les méthodes des organisations féministes pour optimiser ce nouveau pouvoir ; son utilisation par les électrices ; la réaction puis l'attitude des acteurs politiques (motivations et stratégies dans la gestion des femmes à l'intérieur et à l'extérieur des partis) ; la mesure dans laquelle le mouvement féministe parvint à atteindre les buts législatifs qu'il s'était fixés et, enfin, l'impact des femmes en politique.

¹² Equal Franchise Act.

Parce que la question est principalement étudiée du point de vue des acteurs politiques en présence —féministes et suffragistes, hommes et femmes politiques, partis—, les principales sources utilisées ont été, d'une part, les rapport annuels et les publications diverses des différentes organisations féministes, la presse féministe et féminine, et les autobiographies, concentrés en grande partie à la Fawcett Library (Londres) ; d'autre part les rapports des congrès annuels, les débats du Parlement et la propagande électorale, l'étude de cette dernière s'étant révélée particulièrement passionnante, non seulement parce que la richesse du matériel électoral destiné aux électrices et encore largement inexploité dément l'hypothèse que les partis politiques restèrent insensibles à la nouvelle force électorale féminine, mais également parce que de tels efforts restèrent tout à fait uniques.

La réforme électorale de 1918 est si étroitement liée, dans le temps, à la Première Guerre mondiale, qu'il est impossible d'étudier l'entre-deux-guerres et les conséquences du droit de vote des femmes sans tenir compte du conflit et des bouleversements qu'on lui attribue. Deux questions se posent notamment : premièrement, quel rôle la guerre a-t-elle joué dans l'obtention du droit de vote en 1918 ? ; deuxièmement, dans quelle mesure les changements —positifs ou négatifs— de l'entre-deux-guerres peuvent-ils être attribués, d'une part à la guerre, d'autre part à l'obtention du droit de vote —qu'il s'agisse de la peur d'un bloc féminin au sein de l'électorat, des efforts des partis pour s'adapter à et, surtout, s'approprier ce nouvel électorat... ou, pourquoi pas, de la reconnaissance de la femme en tant qu'être humain et citoyenne ? C'est pourquoi, avant de s'intéresser à la nature des changements occasionnés par le droit de vote, il est important de tenter de définir l'impact de la guerre à court terme (vote de la réforme) et à plus long terme (entre-

deux-guerres) ainsi que l'opposition rencontrée et les forces qui, au cours de la période, freinèrent les progrès que le droit de vote pouvait laisser espérer. La première partie, en s'intéressant aux quatre années précédant le Representation of the People Act, tentera ainsi de revenir sur certaines idées préconçues quant aux raisons qui motivèrent le vote de la réforme électorale de 1918, et concernant par exemple le rôle des suffragistes ou les soi-disant conversions d'hommes politiques face à la valeur des travailleuses de guerre, et, ce faisant, de relativiser la profondeur des changements sociaux connus pendant la guerre.

La deuxième partie aura une double fonction : montrer les choix opérés et l'orientation prise par le mouvement féministe après l'obtention du droit de vote — autrement dit l'impact du droit de vote sur les organisations féministes (redéfinition du féminisme, déclin...)— et dépeindre le climat politique, économique et social peu favorable, et lui-même étroitement lié à la guerre, dans lequel les nouvelles campagnes durent être menées.

La troisième partie s'interrogera sur le poids des femmes en tant que nouvelle force électorale, à commencer par la perception qu'en eurent les partis politiques et la réaction de ces derniers face aux enjeux représentés par 8,4 millions puis 5,2 millions d'électrices, mais également les adhésions féminines massives aux partis, les efforts constants des organisations féministes pour éduquer et organiser les nouvelles électrices, et le comportement politique de ces dernières, autant de questions particulièrement importantes lorsque l'on sait qu'à l'origine de tous les espoirs suffragistes se trouvait l'émergence d'un bloc électoral féminin aux intérêts et aux valeurs distincts.

L'importance des enjeux politiques ayant été établie, la quatrième partie s'attachera à montrer que l'importante législation féminine votée dans l'entre-deux-

guerres était sans aucun doute étroitement liée à l'obtention du droit de vote par les femmes, non pas tant grâce à l'influence directe de ces dernières que grâce à la plus grande attention portée aux questions féminines par le Parlement en raison de la peur de l'électorat et de la pression des organisations féministes ; elle s'intéressera par conséquent à l'évolution de la législation féminine, aux attentes et aux déceptions des suffragistes à son égard, aux réformes féminines et à leurs limites, mais aussi au rôle souvent passé sous silence des organisations féministes dans la réussite de bon nombre de ces réformes.

Enfin, la sous-représentation féminine en politique, à laquelle l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement travailliste en 1997 n'a que partiellement remédié (les femmes représentent désormais 20 % des députés à la Chambre des Communes contre un peu moins de 10 % en 1996), pose la question de savoir pourquoi cette accession au pouvoir fut si lente après que, la même année —1918— les femmes furent devenues à la fois électrices et éligibles au Parlement et adhérèrent massivement aux partis ; de savoir, en fait, de quelle façon les femmes exploitèrent leurs nouveaux droits pour accéder au pouvoir.

En dépit de la distinction entre "nouvelles féministes" et féministes égalitaristes, sur laquelle insiste plus particulièrement la deuxième partie et qui émergea de façon marquée à la fin des années vingt entre celles qui insistaient sur la nécessité de prendre en compte les besoins spécifiquement féminins (allocations familiales, contraception...) et celles qui réclamaient l'égalité de traitement entre les sexes, c'est le terme général "féministe" qui sera le plus souvent utilisé dans cette étude. La raison est que la distinction devient peu importante en relation avec les méthodes employées et les principales revendications avancées. Ainsi, toutes deux

(la NUSEC et les WCA aussi bien que le Six Point Group ou l'ODC) entreprirent de la même manière d'organiser et éduquer les nouvelles électrices, de faire pression sur les candidats parlementaires (cf troisième partie), et luttèrent pour de nombreuses causes communes au Parlement (cf quatrième partie). Les "besoins" ou "intérêts féminins", quand ils seront mentionnés, feront donc généralement référence à l'ensemble des revendications avancées et concernant aussi bien les mesures strictement égalitaires telles que l'égalité des salaires, du droit de vote, la garde des enfants ou l'ouverture des professions, que les mesures propres aux femmes tels que la contraception, les congés de maternité, l'accès aux soins des mères et de leurs enfants, sachant que si les priorités pouvaient être différentes selon les organisations et que si toutes n'étaient pas toujours prêtes à accepter les mêmes compromis, ces questions faisaient généralement l'unanimité¹³.

¹³ A l'exception de la protection légale, de l'avortement —que peu osaient réclamer— et des allocations familiales

Première partie :

L'IMPACT DE LA GUERRE

Toute tentative de comprendre l'impact de la réforme électorale de 1918 dans les années qui la suivirent doit, semble-t-il, commencer par un examen non seulement de l'origine de cette réforme mais également de la façon dont elle fut décidée et des facteurs qui jouèrent en sa faveur. Or, la réforme est si étroitement liée, dans le temps, à la Première Guerre mondiale, qu'il est impossible de ne pas tenir compte de celle-ci et des bouleversements qu'on lui attribue, notamment concernant les rôles sexuels et l'émancipation féminine. Ce n'est d'ailleurs pas uniquement le lien entre le rôle des femmes durant la Première Guerre et leur obtention du droit de vote qu'il faut essayer d'établir — ou de minimiser — mais également le lien entre ces changements connus en temps de guerre et la situation de l'entre-deux-guerres. Si l'on veut juger de l'impact d'une telle réforme, votée dans un climat si particulier, il paraît en effet essentiel de voir dans quelle mesure les changements —positifs ou négatifs— de l'entre-deux-guerres peuvent être attribués, d'une part aux effets de la guerre, d'autre part à ceux de la réforme, c'est-à-dire à l'obtention du droit de vote par les femmes.

Si les mouvements féministes au début du siècle, et la lutte pour le suffrage en particulier, ont, ces vingt dernières années, fait l'objet de nombreuses études, la période de la guerre n'est, elle, qu'un sujet d'étude très récent. Des ouvrages s'étaient,

certes, intéressés au sujet¹ mais leur objet était principalement de dépeindre le rôle des femmes au cours de la guerre, dans les usines ou dans l'armée, non pas d'expliquer les liens entre celui-ci et l'obtention du droit de vote à la fin de cette guerre — événement d'ailleurs souvent à peine mentionné². Par ailleurs, la même lacune se retrouve dans les ouvrages traitant de la lutte pour le suffrage, dont bon nombre s'arrêtent en 1914 ou ne consacrent que quelques pages à la période, sans réellement expliquer ce qui conduisit à la réforme électorale de 1918.

La version longtemps la plus répandue fut sans conteste celle qui présente le droit de vote comme une récompense accordée aux femmes pour leurs "loyaux services" pendant la guerre³. Si c'est, en effet, ainsi que fut présentée la réforme par les hommes politiques et la presse de l'époque, les historiens ont, plus récemment, refusé d'accorder autant d'importance à cette version⁴, certains allant jusqu'à soutenir que, loin d'être un déclencheur, la guerre fut au contraire un frein à la réforme électorale, qu'ils considèrent comme ayant été sur le point d'être votée à la veille de la guerre⁵. En fait, tout porte à croire que, si le rôle économique et social joué par les femmes au cours de la Première Guerre a incontestablement contribué à leur obtention du droit de vote, d'autres facteurs doivent être pris en compte, tels que l'action du mouvement suffragiste avant et pendant la guerre, l'image de la femme, mais aussi les impératifs et le climat politiques.

Il faut, en outre, si l'on veut tenter de comprendre l'influence de la guerre sur le statut des femmes, s'attacher à déterminer dans quelle mesure les changements

¹ Gail Braybon, *Women Workers and the First World War, the British Experience*, London : Croom Helm, 1981 ; Arthur Marwick, *Women at War, 1914-1918*, Glasgow : Fontana, 1977 ; David Mitchell, *Women on the Warpath, the story of the women of the First World War*, London : J. Cape, 1966

² Excepté par Marwick, chapitre 6 : "Women's Rights 1916-19".

³ Exemple : W.L. O'Neil, *The Woman Movement, Feminism in the United-States and in England*, London : George Allen & Unwin, 1969, p.79 : "Their performance on the home front won English women the vote".

⁴ Exemple : Martin Pugh, *Women's Suffrage in Britain, 1867-1928*, London : The Historical Association, 1980.

opérés en temps de guerre peuvent être imputables aux événements qui précédèrent 1914, s'ils se révélèrent durables ou éphémères (en ce qui concerne par exemple le travail des femmes), qualitatifs ou quantitatifs, mais aussi dans quelle mesure la guerre a pu, paradoxalement, renforcer les idées traditionnelles sur la place des femmes dans la société.

⁵ Sandra Holton, *Feminism and Democracy*, Cambridge : CUP, 1986.

CHAPITRE I

LA SITUATION A LA VEILLE DE LA GUERRE

La lutte pour le suffrage féminin qui occupa la période victorienne et édouardienne a fait l'objet de trop nombreux ouvrages pour que l'on s'y attarde longtemps. Un bref rappel des événements qui précédèrent semble cependant s'imposer, non seulement afin de connaître la situation au moment où éclata le conflit, ce qui est nécessaire pour ensuite comprendre le cheminement qui, pendant la guerre, mena à la réforme électorale de 1918, mais également afin de familiariser le lecteur avec les organisations suffragistes, que l'on retrouve pendant, mais aussi après la guerre, sous des formes parfois différentes.

I. LA LUTTE POUR LE SUFFRAGE

Seul un tiers de la population britannique pouvait, en 1914, exercer le droit de vote parlementaire, alors limité par la loi⁶ à la classe relativement réduite des personnes de sexe masculin, propriétaires ou occupants de locaux commerciaux, soit huit millions d'électeurs (dont un million et demi jouissant du vote plural⁷) sur une

⁶ Dernière réforme électorale : 1884 (voir annexe 3).

⁷ Les premiers concernés par le vote plural étaient les électeurs possédant plusieurs propriétés sises dans différentes circonscriptions. Aucune limite n'était en effet imposée à ceux-ci, qui pouvaient voter plusieurs fois au cours d'une même élection, à condition que cela se fasse à chaque fois dans une circonscription différente.

population totale d'hommes et de femmes de plus de vingt et un ans de vingt-six millions.

Les femmes n'avaient pourtant pas toujours été exclues des élections parlementaires : au seizième et dix-septième siècles, sous la loi des Tudor et des Stuart, le droit d'élire des représentants au Parlement n'était pas réservé aux hommes mais était accordé à toute femme propriétaire foncière ou "burgess". Si ce droit tomba en désuétude au dix-huitième siècle, ce n'est en revanche qu'au dix-neuvième siècle que les femmes en furent officiellement déchues, lorsque la réforme électorale de 1832, pour la première fois dans l'histoire anglaise, choisit d'employer "man" dans son texte, terme que John Stuart Mill tenta en vain de faire remplacer par "person " lors de la seconde réforme de 1867, qui étendit le droit de vote aux ouvriers des villes.

Les années suivantes virent, grâce à l'action des premières organisations suffragistes, une légère évolution de la législation en faveur des femmes : en 1869, les contribuables et célibataires obtinrent le droit de participer aux élections municipales grâce au "Municipal Corporations Act" ; la Loi sur l'Enseignement de 1870 ("Education Act") leur ouvrit les Commissions Scolaires nouvellement créées et la loi sur le droit à la propriété pour les femmes mariées ("Married Women Property Act") votée la même année représenta une reconnaissance indéniable d'émancipation juridique⁸. Enfin, la loi sur le Gouvernement Local de 1894, pour laquelle s'était battue la Ligue pour le Suffrage Féminin (Women's Franchise

⁸ Le Married Women's Property Committee, créé en 1865 par le Dr. Pankhurst, avait toujours été d'avis qu'avant de se battre pour le droit de vote, les femmes devaient avoir le contrôle de leur propre argent (les femmes mariées, n'ayant jusqu'alors aucune existence légale distincte de celle de leur mari, n'avaient au dix-neuvième siècle aucun droit sur leurs rentes ou propriétés). Ce fut chose faite lorsque le projet de loi rédigé par le Dr. Pankhurst se concrétisa en 1882.

League)⁹, étendit le droit de vote aux femmes mariées (mari et femme ne pouvant toutefois pas être retenus pour la même propriété).

Plus aucune réforme ne vint, après 1894, ajouter la moindre amélioration à la situation des femmes. C'est alors que les mouvements suffragistes prirent de l'ampleur, avec notamment l'apparition de deux principales organisations : la National Union of Women's Suffrage Societies (NUWSS) et la Women's Social and Political Union (WSPU)¹⁰, deux organisations "rivaless", inspirées par des idéaux différents et qui allaient poursuivre des lignes d'action totalement opposées.

1. Les sociétés constitutionnelles

Les premières organisations suffragistes existaient en fait de façon organisée depuis 1867¹¹, année où une loi électorale votée par les libéraux étendit l'électorat masculin aux ouvriers des villes sans rien accorder aux demandes des femmes. En 1897, le mouvement fut cependant réorganisé et regroupé au sein d'une même National Union of Women's Suffrage Societies présidée par Dame Millicent Garrett Fawcett¹² et qui réclama *"le vote parlementaire pour les femmes selon les mêmes conditions qu'il est ou pourrait être accordé aux hommes."* La NUWSS, qui devint rapidement la principale organisation constitutionnelle, adopta, jusqu'en 1912, une attitude neutre vis-à-vis des partis politiques, soutenant les députés qui se déclaraient en faveur du vote des femmes quel que soit leur parti. A partir de cette date, cependant, déçue par le gouvernement libéral¹³, et en particulier par l'échec d'un

⁹ Fondée en 1889 dans ce but précis.

¹⁰ Principales organisations citées : voir annexe 2.

¹¹ On en compte quelques unes avant cette date, mais de manière éparse. Par exemple, l'Association pour le Suffrage Féminin de Sheffield, formée en 1851.

¹² Voir notes biographiques, annexe 1.

¹³ Les libéraux jouèrent un rôle indéniable dans le développement du mouvement suffragiste au 19ème siècle, non seulement grâce à des hommes tels que John Stuart Mill et Henry Fawcett, mais également par un soutien parlementaire crucial dans les premières années. Par la suite, toutefois, bien qu'adhérant pour la plupart à la cause des femmes, ils ne firent jamais de celle-ci une priorité. Le fait est que, si la

projet de loi préparé par Asquith et qui devait accorder le vote à un million de femmes¹⁴, elle changea de tactique et décida de soutenir les candidats travaillistes aux élections partielles.

De nombreuses critiques ont été formulées à l'encontre de la NUWSS, lui reprochant une trop grande "timidité" et des méthodes inadéquates, consistant à concentrer tous les efforts sur des projets de loi présentés par des députés (Private Member's Bill) ou à soutenir les hommes politiques favorables au vote des femmes indépendamment de leur parti. Il faut cependant rappeler que, pendant la plus grande partie de la campagne, aucun parti politique n'embrassa officiellement la cause du mouvement suffragiste et que l'échec des projets de lois présentés par les députés, entre 1908 et 1912 semble avoir été dû principalement aux perpétuels ajournements d'Asquith, l'un des principaux opposants à la "cause". On l'accusa également parfois de n'être qu'une "*vieille bande démodée*"¹⁵, recrutant presque exclusivement dans la bourgeoisie et dont la propagande et les tactiques étaient dépassées¹⁶.

base du parti était largement du côté des suffragistes, les dirigeants, eux, étaient de farouches opposants et c'est en particulier l'opposition de Gladstone en 1884 et celle d'Asquith à différentes reprises qui détruisirent toute chance de réforme. Une autre raison pour laquelle les libéraux ne donnèrent pas tout leur soutien aux divers projets de loi destinés à accorder aux femmes un suffrage restreint est purement politique : le système électoral d'avant-guerre favorisait nettement les classes les plus aisées de la population. Accorder aux femmes le droit de vote selon les mêmes critères que les hommes, ainsi que le réclamaient la plupart des mouvements suffragistes, aurait donc augmenté l'importance de la propriété dans ce système. Sans compter que les femmes propriétaires étaient alors relativement peu nombreuses (un million environ) et d'un niveau social tel qu'elles soutiendraient sans aucun doute le parti conservateur. C'est cette crainte qui fut à l'origine de l'échec du projet de loi présenté en 1910 par une commission d'arbitrage, composée de 54 députés de tous partis, et proposant d'accorder le vote aux femmes possédant ou occupant une propriété en propre (un peu plus d'un million d'électrices). Après la deuxième lecture et un résultat plus qu'optimiste (255 pour, 88 contre), Lloyd George et Winston Churchill s'opposèrent en effet au projet, arguant qu'il n'était pas assez démocratique et ne pourrait pas être sujet à amendement. Lloyd George, qui jusqu'alors s'était montré en faveur du vote des femmes, fut fortement critiqué pour son attitude.

¹⁴ On avait fait traîner le travail des commissions et la loi, votée en deuxième lecture, avait été abandonnée au terme de la législature en mars 1912.

¹⁵ "*an old-fashioned gang*", Andrew Rosen, *Rise up Women ! The Militant Campaign of the WSPU, 1903-14*, London : Routledge & Kegan Paul, 1974, p. 37

¹⁶ *Suffragist effort had been conducted upon a plane ethically too high to reach the politicians and socially too high to reach the people. The suffrage movement had been a ladies' movement, restricted almost entirely to the middle and upper classes, conventional, and punctilious observant of a high and narrow code of honour.*", Teresa Billington-Greig, *The Militant Suffrage Movement - Emancipation in a Hurry*, London : Frank Palmer, 1911, p. 30

A ces critiques et au discours des militantes qui accusaient l'action constitutionnelle de n'avoir jamais rien obtenu, Mrs Fawcett rétorquait en 1912 que tout cela était très loin de la vérité. Les progrès accomplis par les femmes dans le domaine de l'éducation, de la profession médicale ou de la fonction publique, soulignait-elle, avaient été encouragés par les activistes du mouvement suffragiste non-violent, et bon nombre de ces réformes avaient été obtenues grâce à leur action parlementaire. Néanmoins, il fallut en effet attendre l'arrivée sur la scène des "suffragettes", comme elles furent surnommées par le *Daily Mail*¹⁷, pour que le mouvement fasse de nouveau parler de lui et que l'Union Nationale reprenne, parallèlement, de la vigueur pour devenir numériquement la principale organisation, comptant plus de 50.000 membres après 1909. Bien que moins spectaculaire que la WSPU, elle joua un grand rôle dans la lutte pour le suffrage et servit notamment de contrepoids à l'extrémisme des militantes, que leurs actions rendaient de plus en plus impopulaires auprès de la population.

2. Les militantes

La principale organisation militante¹⁸, et la plus célèbre des organisations suffragistes, la Women's Social and Political Union, fut fondée en octobre 1903, à Manchester, par Emmeline Pankhurst¹⁹ dans le but de promouvoir, par un travail social et politique, les intérêts des ouvrières. Après avoir été, dans un premier temps, presque exclusivement occupé à tenter de convertir les organisations travaillistes à sa cause, le mouvement s'éloigna rapidement du parti travailliste et du milieu ouvrier de Manchester pour devenir principalement bourgeois et se concentrer sur la question

¹⁷ Terme utilisé pour la première fois le 10 janvier 1906 (cf p. 8, note 9).

¹⁸ On peut également inclure dans l'action militante, à un niveau moindre, la " Women's Tax Resistance League" et la "Men's Political Union for Women's Enfranchisement" (fondée en 1910 par Victor Duval).

du suffrage. En juin 1906, après avoir achevé avec succès des études de droit²⁰, Christabel prit la tête de la WSPU et entreprit de mettre fin aux relations avec le parti travailliste²¹, comprenant que celui-ci était trop faible numériquement pour être d'un grand secours et craignant en outre de compromettre, par une alliance avec le mouvement ouvrier, le soutien de nombreux suffragistes ne partageant pas ces idées²². Elle annonça que la WSPU ne se contenterait désormais plus de s'opposer aux candidats libéraux mais adopterait une attitude impartiale envers tous les autres candidats. Le 12 octobre 1907, une constitution rédigée par Teresa Billington fut adoptée, se donnant pour premier objectif l'obtention du droit de vote parlementaire selon les mêmes conditions qu'il était ou pourrait être accordé aux hommes, lequel devait lui-même servir à établir l'égalité des droits et des chances. Six stratégies étaient envisagées, avec comme lignes principales : opposition au gouvernement en place, action indépendante de tout parti politique, agitation et, enfin, conversion de l'opinion publique²³.

Les tactiques de l'organisation avaient été jusqu'alors de faire parler d'elle en interrompant les réunions politiques, en harcelant sans répit les candidats, les députés ou les ministres, puis en recherchant les emprisonnements afin de faire de la suffragette une martyre et obtenir une publicité gratuite grâce aux journaux. "*Deeds*,

¹⁹ Voir notes biographiques, annexe 1.

²⁰ Si les femmes pouvaient poursuivre des études de droit, la profession d'avocat et autres professions légales leur restèrent fermées jusqu'en 1919 ("Sex Disqualification (Removal) Act").

²¹ Le Labour Party fut tout d'abord le Labour Representation Committee, créée en 1900. Il changea son nom en 1906.

²² "*Surveying the London work as I found it, I considered that in one sense it was too exclusively dependent for its demonstrations upon the women of the East End [...]critical murmurs of "stage army" were being quite unjustly made by Members of Parliament about the East End contingents, and it was evident that the House of Commons, and even its Labour members, were more impressed by the demonstrations of the feminine bourgeoisie than of the feminine proletariat*". Christabel Pankhurst, *Unshackled*, London : Hutchinson, 1959, pp. 66-67.

Sylvia Pankhurst suggéra à l'époque que la décision de sa sœur de rompre avec le parti travailliste avait comme autre raison la tendance de plus en plus marquée de ce dernier de ne vouloir soutenir rien de moins, en matière de réforme électorale, que le suffrage universel, fût-ce aux dépens du suffrage féminin. Voir à ce sujet le chapitre intitulé "The Break with the Labour Party" dans Sylvia Pankhurst, *The Suffragette Movement*, London : Virago, 1931, pp. 241 à 251.

not words !" (des actes, et non des mots), était le slogan choisi, par opposition à l'action constitutionnelle de Mrs Fawcett qui, selon Christabel, piétinait depuis trente ans sans succès. En 1909 commença une nouvelles phase de l'action militante, avec les premières grèves de la faim, destinées à obtenir pour les suffragettes le statut de prisonnières politiques, et de nouvelles méthodes plus violentes, auxquelles le gouvernement répliqua par une répression sévère : les manifestantes furent brutalisées, les meneuses arrêtées, et le ministre de l'Intérieur répondit aux grèves de la faim en ordonnant de nourrir les suffragettes de force ("forcible feeding"), des faits qui, lorsqu'ils furent révélés, leur obtint le soutien de l'opinion publique révoltée.

L'action militante des suffragettes jusqu'en 1909 semble avoir été, dans l'ensemble, une réussite. Christabel avait compris qu'il valait mieux concentrer tous les efforts sur une simple et unique demande plutôt que de se disperser et les tactiques employées permirent, grâce à la publicité qu'elles entraînèrent, de rallier une partie de l'opinion publique à leur cause. Après 1911, toutefois, l'action militante devint de plus en plus violente, et tout porte à croire que, loin de gagner le soutien du public et des hommes politiques, les nouvelles méthodes de la WSPU eurent au contraire pour effet de susciter un violent antagonisme à leur égard. Les suffragettes s'étaient mises à briser les vitrines, provoquer des incendies criminels, détruire des œuvres d'art et mettre le feu aux boîtes aux lettres, attirant ainsi l'hostilité grandissante de la population. Les partisans de la cause, parmi lesquels certains députés, furent également nombreux à condamner ces excès et Mrs Fawcett, craignant des retombées néfastes sur son organisation, se dissocia publiquement du mouvement militant et de celles que l'on surnommait maintenant "the shrieking sisterhood"²⁴.

²³ Voir constitution de la WSPU annexe 4.

²⁴ NUWSS, "Protest Against Violence", tract de juillet 1913.

Un nombre important de suffragettes s'était déjà détaché, en 1907, de la WSPU afin de former, sous la direction de Charlotte Despard, la Women's Freedom League, qui préconisait la résistance passive comme, par exemple, le refus par les femmes seules de payer les impôts ou celui de participer aux recensements ²⁵. Le départ, en 1912, des époux Pethick-Lawrence de la WSPU, dont ils avaient, avec les Pankhurst, été les piliers, marqua la fin de l'organisation, celle-ci se trouvant réduite —et l'attitude dictatoriale de Christabel en est tenue pour responsable— à quelques fidèles disciples de la famille. Tout porte d'ailleurs à croire que si l'action militante de la WSPU fut, jusqu'à cette date, d'une grande aide au mouvement suffragiste, elle lui causa, par la suite, beaucoup de tort.

En transgressant les lois, les suffragettes avaient à la fois cherché à attirer l'attention sur les revendications féminines en refusant d'obéir à des lois faites uniquement par des hommes, à discréditer le gouvernement en révélant son incapacité à faire respecter ces lois et à faire pression sur ce même gouvernement dans l'espoir qu'il accède à leur demande. Pour que cette ligne d'action eût été efficace, il eût fallu qu'elle soit considérée sérieusement, en tant que protestation politique. Or, à partir du moment où les activités militantes furent attribuées à l'hystérie —et de nombreux médecins en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis contribuèrent en ce sens au mouvement anti-suffragiste— et au fanatisme, elles allèrent involontairement à l'encontre du but recherché et fournirent des armes à ceux qui soutenaient que les femmes étaient inaptes à voter. *"La façon dont certaines femmes [...] se sont conduites ces dernières années"*, déclara un député à la Chambre

²⁵ Ces méthodes n'étaient pas nouvelles : en 1880, en France, Hubertine Auclert avait écrit au préfet de la Seine : *"je laisse aux hommes qui s'arrogent le privilège de gouverner [...] le privilège de payer les impôts qu'ils votent et répartissent à leur gré [...] Je n'ai pas de droits, donc je n'ai pas de charges; je ne vote pas, donc je ne paie pas"*. En 1881, elle appela les femmes au boycott du recensement, qui servait notamment de base pour la délimitation des circonscriptions électorales : *"Si nous ne comptons pas, pourquoi nous compte-t-on ?"* (Albert du Roy, *Citoyennes ! Il y a 50 ans le Vote des Femmes*, Paris : Flammarion, 1994, p 85-6).

des Communes en mars 1912, "[...] donne beaucoup de crédibilité à l'argument selon lequel l'équilibre mental du sexe féminin n'est pas aussi solide que l'équilibre mental du sexe masculin" ²⁶. Quant au *Times* du 26 juin 1912, il déclarait qu'en utilisant de pareilles tactiques les suffragettes fournissaient *"une preuve convaincante qu'elles manquaient de cette sobriété et de cette retenue qui sont les qualités premières requises pour le pouvoir politique."* ²⁷

Comme F.E. Smith et Lloyd George le firent tous deux remarquer, leur violence eut en effet souvent pour conséquence de pousser les indifférents dans le camp des anti-suffragistes. Dès 1907, certains hommes politiques parmi les partisans de la cause s'étaient sentis obligés de se dissocier publiquement du mouvement militant et de s'excuser pour les actions des suffragettes. En 1912, l'hostilité envers celles-ci était telle que les suffragettes ne pouvaient plus guère tenir de réunions en plein air, la police étant désormais incapable d'assurer leur défense. Des affrontements eurent lieu et des actes de vandalisme furent perpétrés à plusieurs reprises dans les locaux des organisations suffragistes, militantes ou non militantes. Ces excès fournirent aux anti-suffragistes un argument de choix : accéder à la demande des suffragettes reviendrait désormais à céder au chantage et à attribuer l'obtention du vote aux méthodes militantes. La menace de ces femmes "hystériques" participant aux décisions du pays fut également largement exploitée, comme nous le montre cet extrait d'un débat du Parlement en 1912 :

Si l'on accorde le droit de vote aux femmes, celles qui prendront le plus part à la politique ne seront pas les constitutionnalistes calmes et réservées, sous les auspices desquelles ce projet de loi est aujourd'hui

²⁶ "The way in which certain types of women [...] have acted in the last year or two [...] lends a great deal of colour to the argument that the mental equilibrium of the female sex is not as stable as the mental equilibrium of the male sex." Viscount Helmsley, Speech in the House of Commons, 28 March 1912, *Parliamentary Debates*.

²⁷ "a convincing proof that they are deficient in that sobriety and self-restraint which are the first qualifications for political power."

*censé être, mais [...] ces militantes mêmes qui ont jeté...tant de discrédit et de honte sur leur sexe [...] Cela introduirait un élément désastreux dans notre vie publique [...] Souvenons-nous que si le projet de loi est voté, il sera attribué, que cela nous plaise ou non, aux méthodes militantes*²⁸.

Le militantisme des suffragettes, en sortant les anti-suffragistes de leur isolement politique, rendit plus aisée l'opposition au vote des femmes, au point que Lord Curzon, président de la National League for Opposing Women's Suffrage²⁹, déclara lors d'une réunion de celle-ci en juin 1914 : *"Ces folles furieuses sont, dans un certain sens, les plus efficaces sergents-recruteurs que nous puissions trouver et chacune d'entre elles joue, inconsciemment, en notre faveur"*³⁰. D'ailleurs, si la multiplication rapide du nombre de sociétés anti-suffragistes cessa après avril 1913, leur nombre d'adhérents continua lui d'augmenter.

*La cause anti-suffragiste se trouve aujourd'hui, partout dans le Royaume-Uni, dans une position plus forte qu'elle ne la jamais été au cours de ces vingt dernières années, constate avec satisfaction Lord Curzon en juin 1914. Cela est peut-être dû, dans l'ensemble, aux tactiques et, j'ose ajouter, aux erreurs, de nos opposants, auxquels j'aimerais, en passant, adresser tous mes remerciements [...] Je pense pouvoir dire que la cause du vote des femmes est absolument perdue dans l'actuelle Chambre des Communes*³¹.

²⁸ "If the vote is given to the women those who will take the greatest part in politics will not be the quiet, retiring, constitutional women under whose auspices this Bill is supposed to be at present, but [...] those very militant women who have brought [...] so much disgrace and discredit upon their sex [...] It would introduce a disastrous element into our public life [...] Let us remember that if this Bill is once passed, whether we like it or not, it will be attributed to the militant methods.", Viscount Helmsley, Speech in the House of Commons, 28 march 1912, *Parliamentary Debates*.

²⁹ Créée en 1910 à la suite d'une fusion de la Women's National Anti-Suffrage League et de la Men's League for Opposing Women's Suffrage. Pour une étude détaillée de l'anti-suffragisme en Grande-Bretagne voir Brian Harrison, *Separate Sphere : the Opposition to Women's Suffrage in Britain*, London : Croom Helm, 1979.

³⁰ "These wild women are in a sense the most capable recruiting sergeants that we could have and every one of them is an unconscious agent for our cause." Brian Harrison, *Separate Spheres*, p. 176.

³¹ "The anti-suffrage cause stands in a stronger position at the present moment in all parts of the U.K. than it has done at any time during the past twenty years. This has been due, perhaps, in the main, to the tactics, and I may add, to the errors of our opponents, for which in passing let me give them a hearty vote of thanks [...] I think we may say that the cause of the women's vote is absolutely dead in the present House of Commons." (Lord Curzon, lors de la réunion annuelle de la NLOWs, en juin 1914).

II. CE QUE L'ON POUVAIT EN ATTENDRE

Deux points de vue tout à fait contradictoires s'opposent quant à l'issue qu'aurait pu avoir, à court terme, la lutte pour le suffrage, si la guerre n'était pas intervenue. Certains, tout d'abord, accusent les excès des militantes d'avoir été tels qu'ils ruinèrent les chances des femmes de voir la question du droit de vote traitée au Parlement. *"Si les suffragettes militantes n'avaient pas été trop entreprenantes,"* estime David Butler, *"un projet de loi concernant le suffrage féminin aurait probablement pu aboutir, mais leur violence exacerba les craintes quant à l'usage que les femmes pourraient faire du vote si on le leur accordait."*³²

Le jugement porté sur les suffragettes est peut-être un peu sévère. D'autres obstacles sérieux existaient et le vote des femmes ne fut jamais une question centrale au Parlement ; les suffragettes elles-mêmes étaient fréquemment écartées des gros titres par les conflits sociaux et la menace plus sérieuse d'une guerre civile en Irlande. Toutefois, si l'on ne peut tenir leurs actions militantes pour responsables de l'échec parlementaire, il reste indéniable qu'elles nuisirent fortement à l'unité, et donc à la force, du mouvement suffragiste.

Lloyd George avait déclaré à une délégation de suffragistes venues le voir en 1913 : *"Je pense que le soutien de ce Parlement est perdu en ce qui concerne la question du suffrage [...] On a éveillé son hostilité, on y a distillé du poison"*³³. Les mois qui suivirent lui donnèrent raison : il n'y eut en effet aucun débat parlementaire sur la question en 1914, et l'hostilité de la population envers les suffragettes était

³² *"If the militant suffragettes had not overreached themselves, some measure of female suffrage would probably have been achieved, but their violence exacerbated fears of what women might do with the vote if it were granted."* David Butler, *The Electoral System in Britain since 1918*, London : Macmillan, 1963, p. 6.

³³ *"I think this Parliament has been ruined so far as suffrage is concerned [...] it has been antagonised, its mind is poisoned."* *Votes for Women*, 31/10/13, p. 66 (à propos de la délégation du 23 octobre).

telle qu'il était désormais difficile d'aborder le sujet dans des réunions. Il est certain que, pour beaucoup, accorder le droit de vote aux femmes alors que la campagne des suffragettes redoublait de violence risquait d'être perçu comme une capitulation vis-à-vis de la WSPU et Asquith, qui voyait avec inquiétude de nombreuses femmes se détourner du parti libéral et souhaitait maintenant remédier à cette situation, se trouvait face à un dilemme : comment parvenir à un compromis sans donner l'impression de céder au chantage des militantes ?

Pour d'autres, les lignes d'une solution précise au problème s'étaient déjà dessinées avant que n'éclate le conflit, et la question n'était plus qu'une question de détail, à savoir : selon quelles conditions les femmes devaient-elles recevoir le droit de vote ? Une partie de la réponse semblait être apparue dans la proposition faite par W.H. Dickinson en 1913 d'accorder le suffrage aux épouses aussi bien qu'aux célibataires, proposition qui allait être utilisée dans la loi de 1918 et permettre d'atténuer les craintes des libéraux et des travaillistes de voir un suffrage limité aux femmes célibataires ou ayant des biens augmenter l'électorat des conservateurs.

Sandra Holton³⁴ est de celles pour qui les négociations entre suffragistes et hommes politiques en étaient déjà à un stade avancé juste avant que la guerre n'éclate, et avance comme preuve les rencontres entre Sylvia Pankhurst et Lloyd George qui eurent lieu en juillet 1914. Au mois de juin déjà, il est vrai, le premier ministre, Asquith, avait, après maints refus, finalement accepté de recevoir une délégation d'ouvrières de l'East London Federation de Sylvia Pankhurst³⁵, réclamant le droit de vote à vingt et un ans, et à laquelle il avait déclaré :

³⁴ Sandra Holton, *Feminism and Democracy - Women's Suffrage and Reform Politics in Britain 1900-1918*, Cambridge : CUP, 1986.

³⁵ Formée au milieu de l'année 1913 et expulsée de la WSPU début 1914.

*Un point à propos duquel, j'ai le plaisir de vous dire, je suis entièrement d'accord avec vous est que [...] si vous devez donner le droit de vote aux femmes, il faut le leur donner selon les mêmes conditions qu'aux hommes [...] Si ce changement doit se produire, nous devons y faire face avec vigueur et lui donner une base complète et démocratique*³⁶.

La réponse d'Asquith était, selon Sylvia Pankhurst, un signe indéniable que sa vieille hostilité s'était atténuée et qu'il semblait presque avouer sa conversion³⁷.

Bien qu'aucune promesse n'ait été faite, la capitulation d'Asquith, en acceptant enfin de recevoir une délégation, semblait devoir annoncer un changement d'attitude de la part du premier ministre et de son gouvernement, et fut accueillie avec enthousiasme par les suffragistes. Le *Labour Leader* déclara : *"Derrière les paroles du Premier Ministre, il semblait y avoir une reconnaissance du fait que le suffrage féminin ne pouvait plus être retardé très longtemps"*³⁸. Quant à *The Nation*, le journal prédisait avec confiance : *"Le prochain gouvernement libéral sera sûrement un gouvernement suffragiste"*³⁹. Même *The Suffragette* faisait remarquer, sous la plume de Christabel, que si Mr. Asquith se rangeait autrefois dans le camp du refus absolu en matière de suffrage féminin, il en était maintenant arrivé à accepter l'idée d'une éventuelle conciliation⁴⁰. Lloyd George, lors d'un entretien avec Sylvia Pankhurst, début juillet, aurait en outre confié à cette dernière qu'une élection générale allait sans doute bientôt intervenir, et qu'il refuserait de rejoindre le nouveau gouvernement libéral, à moins que celui-ci ne soutienne un projet de réforme, dont une clause sur le

³⁶ "On one point I am glad to say I am in complete agreement with you [...] if you are going to give the franchise to women, you must give it to them on the same terms that you do to men [...] If the change has to come, we must face it boldly, and make it thoroughgoing and democratic in its basis.", Sylvia Pankhurst, *The Suffragette Movement*, p. 575.

³⁷ *Ibid.*

³⁸ "Behind the Prime Minister's words there seemed to be a recognition that women's suffrage cannot be long delayed." *Ibid.*, p. 576

³⁹ "The next Liberal Cabinet is bound to be a suffragist Cabinet.", *Ibid.*

⁴⁰ *Ibid.*, p. 576-7.

suffrage féminin serait soumise à un vote de conscience par la Chambre des Communes. Il se déclarait prêt à démissionner en cas d'échec d'un tel amendement.

Tout porterait donc à croire, notamment si l'on se base sur les écrits de Sylvia Pankhurst, que, quelques semaines à peine avant que n'éclate la guerre, des négociations avaient eu lieu, motivées peut-être par la perspective d'une élection générale.

Il n'est [...] pas impensable de suggérer que les suffragistes britanniques auraient eu des chances de gagner le droit de vote avant 1918 si un gouvernement libéral avait remporté l'élection attendue, déclare Sandra Holton. Il est même possible de dire qu'il aurait pu y avoir une mesure limitée sous un gouvernement conservateur. Tout cela doit modifier les interprétations qui donnent la guerre comme facteur décisif dans l'obtention finale du vote par les femmes. Il se peut même que la guerre ait en fait retardé la victoire⁴¹.

L'une des raisons, sans doute, pour laquelle ces négociations furent longtemps négligées est que les papiers de la NUWSS, c'est-à-dire la principale organisation suffragiste, ne fournissent aucune preuve quant à une possible participation de celle-ci, et qu'il est difficile de comprendre pourquoi certains membres du gouvernement choisirent, pour entamer les négociations, un groupe relativement peu important comparé à la NUWSS ou aux organisations féministes libérales.

Rien n'indique avec certitude que les négociations mentionnées par Sylvia Pankhurst et reprises par Sandra Holton étaient sur le point d'aboutir. Il était difficile, on l'a vu, pour les hommes politiques, de céder sur la question à un tel moment sans donner l'impression de céder au chantage des militantes. Il est néanmoins probable

⁴¹ "It seems reasonable to argue [...] that British suffragists might fairly have expected to have gained the vote by 1918 if a Liberal government had been returned in the expected general election. It is even possible that there might have been a limited measure of women's suffrage under a Conservative government. All this must significantly modify those interpretations which stress the advent of war as

que la situation n'était pas aussi sombre pour les suffragistes qu'on voulut bien la dépeindre, ne serait-ce que parce que l'idée du vote des femmes avait désormais fait son chemin dans les esprits et ne semblait certainement plus aussi saugrenue que cinquante ans auparavant.

the decisive factor in the eventual winning of the women's vote. It might even be that the war postponed such a victory.", S. Holton, *Feminism and Democracy*, p. 130.

CHAPITRE II

LES SOCIÉTÉS SUFFRAGISTES PENDANT

LA GUERRE

Lorsque la guerre éclata, le 4 août 1914, les conflits sociaux, le suffrage féminin, la menace d'une guerre civile en Irlande, toutes les querelles qui avaient agité les cinq dernières années semblent avoir été rapidement reléguées au second plan, pour ne pas dire oubliées. Les grèves cessèrent, la législation concernant l'autonomie de l'Irlande fut suspendue et, le 7 août, McKenna, le ministre de l'Intérieur, proclama la libération des prisonniers politiques qui s'engageraient à cesser leurs activités illégales. Le 10 février, on annonça que cette dernière condition ne s'appliquait pas aux suffragettes ni aux syndicalistes impliqués dans les récentes grèves, qui seraient libérés sans que rien ne soit exigé d'eux⁴².

La version la plus répandue veut que les différentes sociétés suffragistes aient alors cessé toute activité, leur refusant ainsi toute part dans l'obtention du droit de vote en 1918 et laissant penser que la campagne d'avant-guerre n'était, somme toute, pas si importante que cela si ses dirigeantes étaient prêtes à l'abandonner du jour au lendemain : *"Les Pankhurst saisirent l'occasion pour s'échapper d'une situation impossible et se trouver un nouveau rôle politique, ce qu'elles firent en se lançant dans le recrutement de soldats [...] Bien que beaucoup plus divisées, les modérées se*

⁴² Sylvia Pankhurst, *The Suffragette Movement*, p. 591.

mirent en grande partie au travail de guerre bénévole"⁴³, déclare Martin Pugh. *"Dans le mois qui suivit la déclaration de guerre [...] toute activité militante cessa"*, confirme Roger Fulford⁴⁴. Ce point de vue, loin d'être limité aux deux ouvrages cités, se retrouve en réalité dans la majorité des écrits sur le sujet. Or, s'il est vrai que la campagne pour le suffrage féminin prit alors différentes directions et céda, pour certaines organisations, la priorité au travail bénévole, il est faux de suggérer que les sociétés suffragistes cessèrent de fonctionner en tant que telles.

I. LA WOMEN'S SOCIAL AND POLITICAL UNION

La WSPU est en réalité l'une des seules, sinon la seule société à offrir un revirement de conduite aussi frappant, passant des extrêmes militants à des extrêmes patriotiques, et, parce qu'elle fut pendant longtemps l'un des principaux centres d'intérêt des études sur le mouvement pour le droit de vote (les "suffragettes" sont désormais beaucoup plus célèbres que les autres suffragistes), c'est également son attitude, plutôt que celle d'autres organisations suffragistes pendant la guerre qui fut souvent donnée comme exemple.

Lorsque la guerre éclata, Emmeline et Christabel Pankhurst virent en elle le désastre mondial si souvent prédit par les suffragettes, résultat de la domination et du vice des hommes, mais qui entraînerait aussi la fin de cette période de domination et

⁴³ Pugh, "Women's Suffrage in Britain 1867-1928", p. 33 : *"the Pankhursts seized the opportunity to escape from an impossible position and find a new political role ; this they did by throwing themselves into the recruitment of soldiers [...] Though much more divided, the moderates largely settled down to voluntary work."*

⁴⁴ Roger Fulford, *Votes for Women, The Story of a Struggle*, London : Faber & Faber, 1957, p. 304 : *"Within one month of the declaration of war [...] all militancy was suspended"*.

verrait une "ère de la femme" s'élever de ses cendres. De son exil, en France⁴⁵, Christabel envoya un article à l'organe de la WSPU, *The Suffragette* :

Un terrible nuage de guerre semble sur le point d'éclater et d'inonder les peuples d'Europe de feu, de massacres et de ruines ; voilà le monde tel que l'ont construit les hommes, la vie telle que l'ont ordonnée les hommes. Une civilisation créée par l'homme, suffisamment hideuse et cruelle en temps de paix, est sur le point d'être détruite [...] Cette grande guerre [...] est la vengeance de la nature — est la vengeance de Dieu envers le peuple qui a tenu les femmes assujetties et qui, ce faisant, a détruit le parfait équilibre humain [...] Seule l'aide des femmes en tant que citoyennes peut permettre de sauver le monde [...] Femmes de la WSPU, nous devons protéger notre Union coûte que coûte. Elle a de grandes tâches à accomplir, elle a beaucoup à faire pour sauver l'humanité⁴⁶.

Malgré le ton déterminé de cet éditorial, les dirigeantes de la WSPU, comme celles des autres sociétés suffragistes, allaient maintenant devoir chercher une ligne de conduite. La décision de McKenna, en mettant fin à la persécution la plus visible des femmes, les grèves de la faim des suffragistes détenues à Holloway et leur alimentation forcée, avait en effet fait disparaître l'un des points de ralliement les plus efficaces du mouvement. Dès le 13 août, une circulaire fut envoyée par Mrs Pankhurst aux membres de la WSPU, déclarant qu'il était préférable, compte tenu de la situation, d'interrompre provisoirement les activités de l'organisation :

⁴⁵ Christabel Pankhurst, comme d'autres militantes, avait été relâchée de prison afin que cesse sa grève de la faim mais pouvait, d'un moment à l'autre, être de nouveau arrêtée, ainsi que le permettait le "Prisoners's Temporary Discharge for Ill-Health Act" voté en 1913 et surnommée le "Cat and Mouse Act" — la "loi du Chat et de la Souris". Elle avait préféré fuir en France, d'où elle continua à orchestrer certaines actions militantes et à publier *The Suffragette*. L'amnistie proclamée par McKenna allait néanmoins lui permettre de revenir bientôt en Grande-Bretagne.

⁴⁶ *The Suffragette*, 7/8/14, p. 301, Jacqueline de Vries, "Gendering Patriotism", in Sybil Oldfield (ed) *This Working-day World : women's lives and cultures in Britain 1914-1945*, London : Taylor & Francis, 1994, p. 75 : "A dreadful war-cloud seems about to burst and deluge the peoples of Europe with fire, slaughter, ruin — this then is the World as men have made it, life as men have ordered it. A man-made civilization, hideous and cruel enough in time of peace, is to be destroyed [...] This great war [...] is Nature's vengeance — is God's vengeance upon the people who held women in subjection, and by doing that have destroyed the perfect human balance [...] Only by the help of women as citizens can the World be saved [...] Women of the WSPU, we must protect our Union through everything. It has great tasks to perform, it has much to do for the saving of humanity."

Même la guerre ne pouvait pas affecter le combat de la WSPU tant que nos camarades étaient en prison et se faisaient torturer. Depuis leur libération, il a été possible d'examiner quelle devait être la direction adoptée par la WSPU, compte tenu de la situation de conflit. Il est évident que même les actions militantes les plus énergiques de la WSPU sont, pour l'instant, rendues moins efficaces par opposition à la violence infiniment plus grande qu'il est faite dans cette guerre... Dans les circonstances actuelles, il a été décidé d'économiser l'énergie et les ressources financières de l'Union par une interruption provisoire des activités⁴⁷.

La circulaire en question n'a été que très rarement citée dans son intégralité dans les différents ouvrages, et les deux allusions au droit de vote contenues dans le texte ont, en règle générale, été omises, laissant supposer un changement de politique et de priorité qui, s'il fut en effet adopté par la suite par Emmeline et Christabel Pankhurst, ne date en aucun cas du début du conflit. Ces deux allusions, que l'on trouve dans le texte intégral de la circulaire, cité par Arthur Marwick, sont pourtant importantes en ce sens qu'elles montrent bien que la WSPU envisageait de reprendre la lutte pour le droit de vote dès la fin des hostilités, ce qui n'était pour beaucoup qu'une question de mois :

Quant à chercher à obtenir le droit de vote par des moyens non-violents, une telle tentative est, nous le savons, vaine, même en des circonstances ordinaires. Elle ne pourra être que moins efficace encore en ces temps de conflit international [...] Il reviendra, à l'avenir, aux femmes —et elles seules peuvent y parvenir— de faire en sorte que la tragédie actuelle et le péril dont elle menace la civilisation, ne se reproduisent pas ; c'est pour cela que, dès que l'occasion se présentera, la WSPU descendra dans l'arène politique afin de veiller à ce que soit promulguée une loi donnant aux femmes le droit de vote selon les mêmes termes qu'aux hommes⁴⁸.

Un mois plus tard, le 8 septembre 1914, Christabel, de retour en Angleterre après son exil parisien, fit sa réapparition à la London Opera House afin de dénoncer le "Péril Allemand" et encourager les hommes à s'engager. Là encore, cependant, de

⁴⁷ Emmeline Pankhurst, circulaire du 13 août 1914 (texte original : annexe 5)

nombreux historiens ont eu tendance à n'évoquer que l'aspect patriote et recruteur du discours et à omettre les passages plus féministes tels que les implications pour les femmes de l'attitude de l'Allemagne : *"Il est évident", déclare Christabel, "que le principe de la primauté de la force sur lequel est aujourd'hui fondée la politique allemande est tout à fait contraire au principe sur lequel repose la revendication des femmes à la citoyenneté"*⁴⁹ ; le travail des femmes : *"Si vous voulez que le pays soit prospère", souligne-t-elle aux dirigeants, "il vous faut organiser et utiliser l'énergie productive des femmes tout autant que celle des hommes [...] Comment se fait-il que toute femme qui veut gagner sa vie n'ait pas un métier entre les mains..."*⁵⁰ ; ou les réponses aux questions concernant l'absence de femmes au front :

*Si l'on a besoin de nous au front, nous irons. Si l'on a besoin de nous pour s'occuper de la prospérité économique du pays, nous serons là [...] mais il doit être clair que si les femmes ne participent pas à proprement parler à la bataille, cela ne veut pas dire pour autant que leur revendication d'égalité politique doive s'en trouver diminuée. Cela signifie simplement qu'hommes et femmes décideront ensemble des tâches que, dans l'intérêt de tous, il est plus important qu'ils accomplissent [...] Nous n'admettrons donc jamais que, parce que nous ne participons pas au vrai combat, nous ne soyons pas aussi importantes en tant que citoyennes [...] Pour chaque homme qui se bat, il faut un certain nombre de non-combattants pour le nourrir, l'habiller et éviter que l'Etat pour lequel il se bat tombe en ruines*⁵¹.

De plus en plus, toutefois, il est vrai, les discours de Christabel et Emmeline Pankhurst prenaient des allures de recrutement. L'hebdomadaire *The Suffragette* fut lui aussi, à partir d'avril 1915 et après un silence de huit mois, utilisé pour la propagande anti-allemande avant d'être rebaptisé, en octobre, *Britannia* et de prôner des mesures telles que la conscription, l'internement politique des étrangers et une guerre d'usure contre l'Allemagne. Le premier numéro d'avril 1915, peu intéressé par

⁴⁸ Ibid.

⁴⁹ A. Marwick, *Women at War*, p. 29 (texte original : annexe 6)

⁵⁰ Ibid., p. 43

le féminisme et concernant beaucoup plus l'effort de mobilisation, révèle néanmoins une certaine continuité idéologique avec l'avant-guerre et présente le droit de vote, non pas comme un but en soi, mais comme un moyen d'améliorer la condition humaine⁵².

Militantes ou non, les suffragistes comprenaient que leur attitude en temps de guerre déterminerait leur avenir politique : la guerre offrait une occasion sans précédent de démontrer le rôle vital des femmes dans la sauvegarde du pays. Cependant, tandis que certaines jugeaient que leur rôle premier était de travailler pour la paix, les dirigeantes de la WSPU avaient, au contraire, décidé de s'engager à fond dans l'effort de guerre. Si Christabel et Emmeline Pankhurst se changèrent rapidement en d'ardentes patriotes, elles ne furent cependant suivies dans leur campagne que par une minorité de leurs membres. L'abandon de la propagande suffragiste au profit d'une propagande de guerre entraîna le départ de nombreuses femmes de l'organisation et aboutit, le 22 octobre 1915, à une réunion de membres et ex-membres de la WSPU afin de protester contre l'usage par les Pankhurst des fonds et du nom de la WSPU pour la poursuite de buts qui n'étaient pas directement liés au vote des femmes. La réunion fut également soutenue par un volume important de lettres et de télégrammes dénonçant la politique des dirigeantes qui consistait à *"exprimer une philosophie masculine et à recevoir les applaudissements des hommes"*⁵³, référence faite à la collaboration des Pankhurst avec Lloyd George pour

⁵¹ *Ibid.*, p. 30

⁵² "This paper [...] has always sought to rouse women to a sense of their personal dignity and importance [...] and so quite naturally, in the present national crisis, our appeal is to the patriotism of women. In militant women, the love of country is necessarily strong. The supreme reason why we have fought for the vote is that we might obtain the power to help in making British civilization an even finer contribution to the civilization of the world than it has been in the past.", *The Suffragette*, 16/4/15, p. 3

⁵³ Law, *The Women's Cause : Feminist Campaigns*, PhD London University, 1992, p. 44 : "voicing a male philosophy and receiving the applause of men."

le recrutement de femmes dans l'industrie de guerre. Le 25 novembre 1915, à l'occasion d'une deuxième réunion, fut rédigé un manifeste contestant à l'organisation actuelle le droit d'utiliser le nom de la WSPU dans un but autre que celui établi dans sa constitution, soit : *"d'assurer le vote parlementaire pour les femmes selon les mêmes conditions qu'il est ou pourrait être accordé aux hommes"*. Il fallut toutefois attendre 1917 pour que la question soit réglée et que la WSPU devienne le "Women's Party" et s'engage plus en avant dans un conservatisme extrême en s'opposant entre autres à l'autonomie de l'Irlande et en réclamant l'abolition des syndicats.

Deux factions au moins se séparèrent ainsi du groupe principal afin de poursuivre des stratégies alternatives :

- les Suffragettes de la WSPU (SWSPU), créées en octobre 1915, et qui semblent avoir partagé avec Christabel l'opinion que la négligence du point de vue féminin par les gouvernements européens était l'une des causes de la guerre, mais pour qui la meilleure façon de se montrer patriotes et d'éviter une nouvelle guerre était de faire campagne pour le vote des femmes et non pas de recruter pour l'armée ;
- la WSPU Indépendante (IWSPU), formée en mars 1916, et à propos de laquelle le journal *The Independent Suffragette* déclara qu'elle avait l'intention de *"travailler pour le suffrage dans l'esprit de l'ancienne WSPU"*⁵⁴.

Sans être ouvertement pacifistes, ces deux groupes évitèrent d'adopter une position officielle au sujet de la guerre qui aurait pu éloigner certains membres.

⁵⁴ De Vries, "Gendering Patriotism", p. 79 : *"work in the spirit of the old WSPU [...] to unite members for suffrage work."*

II. LA NATIONAL UNION OF WOMEN'S SUFFRAGE SOCIETIES

Ne serait-ce qu'à cause de son organisation bien plus démocratique, la National Union ne connut pas de changement aussi radical. Elle fut d'abord extrêmement hésitante quant à l'attitude à adopter vis-à-vis de la guerre et prit part, le premier jour des hostilités, à une grande manifestation pour la paix. Puis, sous la direction de Mrs Fawcett, l'organisation déclara à son tour qu'elle suspendait provisoirement (mais n'abandonnait pas ! insista-t-elle) ses activités afin de se lancer dans un important programme d'œuvres sociales : *"L'heure est venue pour chacun d'entre nous de faire preuve d'abnégation et d'efforts déterminés afin d'aider notre pays"*⁵⁵.

L'une des premières actions des sections de l'Union Nationale fut d'établir, par région, des registres de bénévoles que l'on dirigeait vers un certain nombre d'organismes charitables, encouragés à veiller à ce que ces bénévoles ne prennent pas la place de femmes ayant besoin du travail en question pour vivre. Le chômage féminin était en effet un problème sérieux lors de cette première année de guerre, et la NUWSS s'occupa également de créer un certain nombre d'ateliers et de cantines à prix modique afin d'aider les femmes dans le besoin.

En continuant à être actives, les sociétés suffragistes restaient présentes aux yeux du public et les œuvres de secours, en plus d'être un moyen de réconcilier pacifistes et non-pacifistes au sein de l'organisation, étaient sans conteste une excellente chose pour la cause féminine. La NUWSS en était d'ailleurs parfaitement consciente, comme le montre le jugement porté dans son rapport annuel sur cette première année de guerre : *"Le travail de l'Union Nationale, cette année, comprend*

⁵⁵ "Now is the time for resolute effort and self-sacrifice on the part of everyone of us to help our country", NUSEC, Annual Report, 1914, p. 30.

peu de propagande directe pour le droit de vote, mais les suffragistes ont fait un travail de première importance pour l'intérêt des femmes et pour la poursuite de la cause"⁵⁶.

Il ne fait aucun doute que, pour un certain nombre de sociétés, ce genre d'activités en vint à dominer les activités suffragistes. La section londonienne de la NUWSS (la LSWs) fut peut-être la plus engagée dans l'effort de guerre : son "Women's Service Bureau", établi dans le but de libérer de leur travail des hommes dont on avait besoin au front en procurant des femmes pour les remplacer, comptait, en 1918, 15.000 inscrites et un département spécial ainsi que des ateliers de formation furent même créés pour le recrutement de "munitionnettes". Bien que promettant tout son soutien à l'effort de guerre, la NUWSS n'oublia cependant à aucun moment ses perspectives féministes d'avant-guerre et le but premier de l'organisation : le droit de vote. Dès 1915, le rapport annuel de l'Union Nationale énonça d'ailleurs clairement que *"les sociétés ne [s'étaient] en aucune façon éloignées de leur dévouement à la cause pour laquelle elles exist[aient], ou leur détermination à l'obtenir"*⁵⁷. Un Comité pour les Intérêts Féminins (Women's Interests Committee) fut d'ailleurs mis en place afin de veiller aux intérêts sociaux, industriels et économiques des femmes ; il prit part, par exemple, en 1915, à un congrès d'organisations et de syndicats féminins organisé par le ministère du Commerce afin de discuter des problèmes industriels rencontrés par les femmes, et fit campagne contre l'emploi systématique des femmes à des postes subordonnés⁵⁸.

⁵⁶ NUWSS Annual Report, 1915, p. 10 : *"The work of the National Union this year includes little direct suffrage propaganda, but suffragists have done work of first rate importance to the interests of women and to the furtherance of the cause of their enfranchisement."*

⁵⁷ Ibid. : *"The societies have in no sense departed from their devotion to the cause for which they exist, or from their determination to obtain it."*

⁵⁸ Sandra Holton, *Feminism and Democracy — Women's Suffrage and Reform Politics in Britain 1900-1918*, Cambridge : CUP, p. 132

Si la ligne d'action décidée par Mrs Fawcett fut approuvée et suivie par la majorité des membres de l'Union Nationale, cette dernière comptait cependant dans ses rangs trop d'opposantes au conflit pour que l'unité du mouvement demeure. Mrs Fawcett, qui ne souhaitait pas trop impliquer son organisation dans le mouvement pacifiste, avait refusé d'envoyer des déléguées au Congrès International des Femmes, tenu en avril 1915 à La Haye, insistant qu'il s'agissait d'un congrès pour la paix et que l'exécutif de l'Union Nationale n'avait aucun mandat pour travailler dans une telle direction. Elle craignait en réalité surtout que la présence de déléguées ne porte atteinte à la réputation de l'Union en indiquant un manque de patriotisme. Un compromis fut atteint, selon lequel les membres pourraient assister au congrès, à condition que ce ne fût pas en tant que représentantes de l'organisation⁵⁹, ce qui n'empêcha pas onze des principaux membres de se retirer et de rejoindre d'autres anciennes suffragistes au sein de la Ligue Internationale des Femmes pour la Paix (WILP)⁶⁰.

En s'associant aux pacifistes, les suffragistes couraient le risque de fournir à leurs opposants une justification à l'argument qui voulait que les femmes soient, par nature, opposées à la guerre et ne participent pas à la défense de leur pays. Par chance pour les suffragistes, le mouvement pacifiste en Grande-Bretagne resta dans l'ensemble peu important (la Women's International League comptait, en 1916, 2.458 membres seulement et 3.687 en 1918)⁶¹ si bien que lorsque la question du vote refit

⁵⁹ NUWSS minutes, 18/3/15.

⁶⁰ Une organisation ayant comme double objectif le règlement des conflits internationaux et le vote des femmes. De nombreux ouvrages et articles ont été publiés sur le sujet des femmes et du pacifisme. Voir par exemple Sybil Oldfield, *Women against the Iron Fist*, Oxford : Blackwell, 1989 ; Ruth Roach Pierson (ed), *Women and Peace*, London : Croom Helm, 1987 ; Jo Vellacott, "Feminist Consciousness and the First World War", *History Workshop Journal*, 23, printemps 1987, et "Anti-War Suffragists", *History*, octobre 1977 ; Anne Wiltsher, *Most Dangerous Women : Feminist Peace Campaigners of the Great War*, London : Pandora, 1985 ; Jill Liddington, *The Long Road to Greenham : Feminism and anti-militarism in Britain since 1820*, London : Virago, 1989 ; Kamester, Margaret & Vellacott, Jo (eds) *Militarism vs Feminism*, London, 1987.

⁶¹ M. Pugh, *Women and the Women's Movement*, London : Macmillan, 1993, p. 10.

son apparition en 1917, aucun argument de ce genre ne put être avancé. Le patriotisme des Pankhurst et la contribution de milliers de femmes à l'effort de guerre coupa l'herbe sous les pieds des anti-suffragistes.

III. AUTRES ORGANISATIONS

Un certain nombre de sociétés, enfin, continuèrent officiellement leur travail de propagande pour le suffrage :

-les United Suffragists appelèrent immédiatement à des contributions pour leur nouveau journal, *Votes for Women* et, dans la première édition de celui-ci, déclarèrent clairement leur intention de continuer la lutte :

Doit-on tirer un trait sur huit longues années de travail en raison de cette guerre ? Les femmes qui se battent pour le droit de vote doivent-elles redevenir des coupeuses de bois et des puiseuses d'eau pour les héroïques défenseurs de leur pays ? Les organisations suffragistes seront-elles inutiles en tant que telles jusqu'à ce que les pays en guerre cessent, par épuisement, de s'entre-tuer ? Ce n'est pas l'avis des United Suffragists⁶².

- l'East London Federation, créée par Sylvia Pankhurst en 1913, abandonna quant à elle la cause du suffrage féminin pour celle du suffrage universel et resta farouchement opposée à la guerre. Elle changea en 1915 son nom pour devenir la Workers' Suffrage Federation, vint en aide aux familles ouvrières touchées par la guerre (elle ouvrit quatre cliniques pour les mères et leurs enfants) et réclama —en vain — l'égalité des salaires et de meilleures conditions pour les femmes.

⁶² *Votes for Women*, 21/8/14, p. 705 : "Is the work of eight long years to be scrapped on account of this war ? Are women who are suffragists to relapse again into mere hewers of wood and drawers of water for the heroic defenders of their country ? Are suffragist organisations useless as such until the "Nations in Arms" cease killing one another from sheer exhaustion ? Such are not the opinions of the United Suffragists."

- la Catholic Women's Suffrage Society, créée en 1911, appela, au début de la guerre, à continuer la lutte pour le suffrage malgré les circonstances :

*Bien que nous sachions que nos membres, de façon individuelle ou collective, donneront toute l'aide qu'elles pourront en ces tristes instants, nous souhaitons leur rappeler qu'aucune catastrophe, nationale ou internationale, ne peut diminuer l'importance du mouvement féministe. Au contraire, les effroyables événements qui se déroulent en Europe rendent d'autant plus importante l'obtention par les femmes du pouvoir d'aider à la reconstruction de la civilisation [...] Les femmes n'ont toujours pas le droit de vote, et une très lourde responsabilité repose sur les épaules des suffragistes ; il nous appartient de faire en sorte que la situation des femmes ne soit pas pire après la guerre qu'elle ne l'était avant*⁶³.

- la Women's Freedom League, enfin, continua la campagne qu'elle avait commencée dans le nord du Pays de Galles début août 1914, fit sa tournée de propagande annuelle, et organisa de nouvelles campagnes dans les principales villes anglaises et galloises⁶⁴. Il était plus que jamais nécessaire, insistait sa présidente, Mrs Despard, que les femmes s'unissent et insistent sur leurs droits :

*Tant que le matérialisme — la force physique — sera à l'ordre du jour, tant que seront absentes les considérations spirituelles que les femmes et les honnêtes travailleurs des deux sexes pourraient apporter au gouvernement des nations, nous aurons ces explosions de conflit armé, cette hystérie guerrière*⁶⁵.

⁶³ *The Catholic Citizen*, 15/10/28, p. 94 : "Although we are confident that our members individually or collectively will give what service they can during these pitiful times, we would remind them that no calamity, national or international, can detract from the importance of the movement. On the contrary, the appalling events happening on the Continent make it doubly important that women should have power to help in the rebuilding of civilization [...] women are still voteless, and a very heavy responsibility lies on the shoulders of suffragists ; it rests with us to see that the position of women is not worse after the war than it was before."

⁶⁴ Elle aurait même profité des efforts relâchés de ses rivales pour augmenter le nombre de ses adhérentes : "There are many people who meant to go on with suffrage but had nothing to follow. Even before the war, there were tons of people who would have liked a WFL in their district, but they were afraid to join the WSPU and so joined the National Union", expliqua une déléguée de la Ligue (WFL Conference Reports, 16/10/15, p. 150)

⁶⁵ D. Mitchell, *Women on the Warpath*, p. 305 : "So long as materialism —physical force — is the order of the day, so long as the spiritual considerations which women and honest workers of both sexes could bring to the government of the nations are absent, we shall have these epidemics of armed strife, this war hysteria."

Si elle continua à réclamer le droit de vote, la WFL n'en participa pas moins à l'effort national : elle fonda le Women's Suffrage National Aid Corps, avec pour but d'apporter une aide matérielle aux familles dans le besoin. Ayant à sa disposition plus d'argent, plus de bénévoles et plus d'expérience que l'East London Federation de Sylvia Pankhurst, la Ligue put accomplir plus : restaurant végétariens à bas prix, vêtements d'enfants confectionnés puis distribués aux nécessiteux, colis envoyés aux prisonniers de guerre en Allemagne... Un hôpital de cinquante places fut également ouvert dans la demeure de l'une des adhérentes, ainsi que plusieurs maternités. En revanche, si elle coopéra avec les autorités, la WFL ne le fit jamais aux dépens de ses principes. Ainsi, celles qui, parmi ses membres, s'étaient enrôlées dans le corps de police féminin volontaire formé par Nina Boyle, suivirent les instructions du comité exécutif et refusèrent notamment de se charger des enquêtes exigées par la tentative du gouvernement d'appliquer de nouveau les lois iniques sur les maladies vénériennes, combattues plus de trente ans auparavant par Josephine Butler.

Le travail ne manqua pas pour les sociétés qui continuèrent la lutte féministe. La guerre avait à peine commencé que le gouvernement lança une triple attaque contre les femmes : en soumettant tout d'abord, dès octobre 1914, le comportement des femmes de soldats recevant une allocation à la surveillance de la police afin que celles-ci, notamment, ne dépensent pas cet argent, comme on les accusait de le faire, en boissons et en cigarettes, et qu'elles ne trompent pas leur mari !⁶⁶ ; en limitant les heures durant lesquelles elles pouvaient fréquenter les pubs : en novembre 1914, le Conseil des Armées publia une circulaire demandant que les femmes ne soient pas servies après six heures du soir ; en rétablissant, enfin, les lois sur les maladies

⁶⁶ Voir Susan Pedersen, "Gender, Welfare and Citizenship in Britain during the Great War", *The American Historical Review*, vol. 95, n°4, October 1990, en particulier pp. 988-89.

vénériennes dans le cadre de la loi sur la Défense du Royaume (Defence Of the Realm Act—DORA) : il devenait un délit pour une femme souffrant d'une maladie vénérienne de racoler ou d'avoir une relation sexuelle avec un membre de l'armée de Sa Majesté. Tout homme protégé par l'uniforme pouvait donc accuser n'importe quelle femme de l'avoir contaminé, sans même avoir à comparaître devant un tribunal et sans voir son nom divulgué. Un couvre-feu fut établi et les femmes "d'un certain genre" rencontrées dans les rues des quartiers fréquentés par des militaires entre sept heures du soir et huit heures du matin risquaient l'arrestation.

Les sociétés suffragistes et autres groupes féminins, outrés par ces mesures et leurs implications pour la liberté des femmes, organisèrent, dès janvier 1915, des manifestations en signe de protestation. La Catholic Women's Suffrage Society prit également part au mouvement de protestation contre les maisons closes qui avaient été ouvertes tout spécialement pour les officiers britanniques dans le nord de la France et dont la fermeture fut d'ailleurs obtenue⁶⁷.

Les anti-suffragistes restés en Angleterre⁶⁸ virent sans doute avec une irritation grandissante la publicité faite autour du travail accompli par les femmes dans tous les domaines :

Elles cousent et tricotent pour les soldats, mais avec un accompagnement incessant de louanges suffragistes tel qu'elles pourraient tout autant broder les noms sacrés de Mrs Pankhurst ou Mrs Fawcett sur chaque chaussette et chaque cache-nez afin d'aviser les soldats et l'ensemble du pays que l'exclusivité du patriotisme attentionné et bienveillant revient au mouvement suffragiste seul.

⁶⁷ *The Catholic Citizen*, 15/12/28, "History of the Catholic Women's Suffrage Society", p. 104.

⁶⁸ Composée en majorité d'hommes, la National League for Opposing Women's Suffrage, fut directement affectée par le départ de bon nombre de ses membres à l'armée.

put-on lire dans un numéro de *l'Anti-Suffrage Review*, en mars 1915⁶⁹, le même journal qui, en 1917, allait s'opposer au vote des femmes en déclarant que les suffragistes ne représentaient qu'une faible proportion des femmes impliquées dans le travail de guerre mais qu'elles avaient en revanche constitué une majorité dans les mouvements pacifistes. Quoi qu'ils aient désormais pu dire, les arguments des anti-suffragistes avaient cependant, avec la guerre, perdu beaucoup de poids face au travail accompli par les femmes. Sans compter que ces dernières ne représentaient plus une masse silencieuse qui pouvait être montrée du doigt comme preuve que la majorité des femmes ne désirait pas le droit de vote, comme cela avait été le cas avant la guerre. Les femmes connaissaient désormais leur valeur et n'étaient plus, pour la plupart, indifférentes à la question.

Certes, l'on peut dire que les sociétés suffragistes dans l'ensemble "tournèrent au ralenti" durant la période de la guerre, mais il serait faux, exception faite de la WSPU, de déclarer qu'elles *cessèrent* leurs activités. Certaines restèrent actives dans le domaine politique, d'autres se concentrèrent sur les problèmes sociaux et économiques soulevés par la guerre, mais presque toutes étaient prêtes, le cas échéant ou la guerre finie, à reprendre leurs activités. Dès que des rumeurs concernant la modification du registre électoral commencèrent à circuler, fin 1915 - début 1916, un certain nombre d'organisations suffragistes se rencontrèrent à Londres et, malgré les éternelles divergences d'opinion entre celles qui réclamaient le suffrage universel et celles qui désiraient simplement le droit de vote selon les mêmes

⁶⁹ "They sew and knit comforts for the soldiers, but with such a perpetual running accompaniment of suffragist self-laudation that they might as well embroider the sacred name of Mrs Pankhurst or Mrs Fawcett on every sock and every muffler, so as to give notice to the soldiers as well as to the country at large that Suffragism alone has the trademark of thoughtful and benevolent patriotism."

conditions que les hommes, décidèrent d'un commun accord de faire en sorte que tout projet de loi qui augmenterait le nombre d'électeurs inclût la question du vote des femmes.

CHAPITRE III

LA POPULATION FEMININE PENDANT LA GUERRE

Le rôle des femmes pendant la guerre, et principalement la façon dont elles remplacèrent les hommes dans les usines et dans l'armée, est désormais bien documenté⁷⁰. Notre but, ici, n'est donc pas de fournir une description détaillée de la participation féminine à l'effort de guerre, mais d'examiner la façon dont celle-ci fut présentée et perçue —par la population, les hommes politiques, les femmes elles-mêmes, ceci afin d'établir la durabilité et la profondeur des changements occasionnés par le conflit et dans quelle mesure le rôle joué par les femmes durant la guerre put influencer les hommes politiques au moment des débats sur la réforme électorale de 1918.

I. L'EXPERIENCE DE LA GUERRE

La guerre a révolutionné la condition industrielle des femmes. Elles étaient esclaves, elle les a affranchies, déclare en 1920 Mrs Fawcett⁷¹.

⁷⁰ Gail Braybon, *Women Workers in the First World War - The British Experience*, London : Croom Helm, 1981 ; G. Braybon & Penny Summerfield, *Out of the Cage. Women's Experiences in Two World Wars*, London : Pandora, 1987 ; Arthur Marwick, *Women at War, 1914-1918*, Glasgow : Fontana, 1977 ; David Mitchell, *Women on the Warpath The Story of the Women of the First World War*, London : Jonathan Cape, 1966 ; Marie-Noële Bonnes Raud, *Les femmes au service de l'institution militaire en Grande-Bretagne pendant la première guerre mondiale*, Doctorat, Bordeaux 3, 1992.

⁷¹ "The war revolutionised the industrial position of women. It found them serfs and left them free." Millicent Garrett Fawcett, *The Women's Victory — And After*, London : Sidgwick and Jackson, 1920, p. 106.

Cette image d'une guerre émancipatrice, associée au travail des femmes et à leur participation à l'effort national, est sans doute l'une des plus fortes de la période. Car si, malgré une idéologie victorienne qui aurait voulu les confiner au foyer, bon nombre de femmes faisaient déjà partie de la population active au début du siècle (4,17 millions en 1901, sur une population féminine de 16,79 millions⁷²), ce fut sans conteste la Première Guerre, et le départ de nombreux hommes au front, qui projeta la main d'œuvre féminine sur le devant de la scène, mettant par la même occasion en exergue les préjugés, la discrimination, et les conditions d'exploitation dont celle-ci était victime.

Lorsque le conflit éclata, en août 1914, ni le gouvernement ni l'institution militaire ne prévoyaient, comme on le sait, une guerre longue et statique et les femmes qui souhaitaient participer à l'effort collectif se virent dans un premier temps refuser leur aide : la guerre était une affaire d'hommes. Les femmes médecins elles-mêmes lorsque, par l'intermédiaire du Dr Elsie Inglis, elles offrirent leurs services au ministère de la Guerre, reçurent, en guise de réponse l'ordre de *"rentrer chez elles et de rester tranquilles"*⁷³, comme pour donner raison, se souvient Ray Strachey, au vieil argument anti-suffragiste qu'en temps de crise nationale, les femmes étaient de pauvres créatures inutiles et passives pour lesquelles il fallait se battre et dont le seul rôle était de rester sagement à la maison à pleurer⁷⁴. Tandis, toutefois, que la guerre continuait et que les autorités militaires réclamaient plus de soldats, la nécessité d'augmenter les réserves de munitions se heurta à une pénurie de main-d'œuvre⁷⁵. En

⁷² Martin Pugh, *Women's Suffrage in Britain, 1867-1928*, London : The Historical Association, 1980, p. 30.

⁷³ *"Go home and keep quiet"*, Ray Strachey, *The Cause*, Bath : Redwood Press, 1974 (1ère ed. 1928), p. 338

⁷⁴ *Ibid.*

⁷⁵ En janvier 1915, deux millions d'hommes environ sur un total de 10,6 millions d'actifs de sexe masculin avaient rejoint les forces armées

mars 1915, le ministère du Commerce appela donc toute femme désireuse de participer à l'effort collectif en travaillant dans l'industrie, l'agriculture ou le commerce, à s'inscrire sur les registres de la Bourse du Travail ("Register of Women for War Service")⁷⁶ et, le même mois, une réunion du ministre du Commerce, du ministre des Finances⁷⁷ et des 35 principaux syndicats concernés par l'effort de guerre aboutit à un accord —le "Treasury Agreement"— admettant l'accès d'ouvriers non-qualifiés, dont les femmes, à des emplois occupés jusqu'à présent par des ouvriers qualifiés. L'accord spécifiait toutefois que l'entrée de ces dernières dans l'industrie ne devait en aucun cas affecter le salaire d'embauche des hommes et que ces dérogations n'étaient en outre valables que pour la durée de la guerre. Celle-ci finie, les femmes devraient libérer ces emplois et retourner à leur foyer⁷⁸.

Les premiers transferts de main-d'œuvre furent en réalité d'abord le fait d'initiatives individuelles, d'épouses remplaçant leur mari dans les bureaux ou les commerces, mais la "substitution" à proprement parler ne commença pas avant l'été 1915, à une échelle réduite, puis de manière massive durant l'automne : les femmes rejoignirent alors les usines d'équipement et d'explosifs et l'on put constater, dès 1916, grâce aux différents efforts des employeurs, du gouvernement et des organisations féministes, une nette augmentation de leur nombre dans la population active. En quelques semaines seulement, elles apprirent à accomplir les opérations mécaniques les plus difficiles, mettant ainsi fin à la réticence des employeurs à les

⁷⁶ "If the full fighting power of the Nation is to be put forth on the field of battle, the full working power of the Nation must be available to carry on its ordinary processes at home. Any woman who by working helps to release and equip a man fighting does national war service", James Bishop, *The Illustrated London News, Social History of the First World War*, London : Angus & Robertson, 1982, p. 82

⁷⁷ Lloyd George. Il allait être remplacé à ce poste au mois de mai par McKenna et devenir lui-même ministre des Munitions.

⁷⁸ "The employment of females is desired only to help this country in its perilous conditions, and no man shall be any worse off through the employment of females [...] when women in consequence of this agreement are employed to take the place of men, such women shall not continue to be employed

embaucher. On les vit occuper toutes sortes d'emplois traditionnellement réservés aux hommes —conductrices et receveuses d'autobus, laveuses de vitres, ramoneurs ; surtout, elles vinrent par milliers remplir les usines d'équipement et de munitions indispensables à la guerre⁷⁹ aux dépens des secteurs traditionnellement féminins.

De même, au sein de l'armée, la pénurie de soldats et, sur le territoire national, de docteurs, obligea le gouvernement à se tourner vers cette armée de réserve que constituaient les femmes. Les hommes furent libérés des tâches auxiliaires ou bureaucratiques et remplacés par des femmes dans les cantines, les cuisines, les transmissions ou les transports, autant de tâches qui, on le remarquera, restaient en grande partie subalternes. Diverses organisations féminines, pour la plupart bénévoles et organisées sur le mode militaire, furent créées entre 1917 et 1918 afin de fournir les recrues nécessaires, les plus importantes étant les *VADs (Voluntary Aid Departments)*⁸⁰ et les *WAACs (Women's Army Auxiliary Corps)*. D'autres organisations bénévoles virent le jour au début de la guerre, telles que la *Women's Volunteer Reserve*, créée en février 1915 ou la *Women's Legion* (juillet 1915), toutes deux dirigées par Lady Londonderry et organisées selon le modèle militaire. La première organisation avait pour mission principale d'apporter son aide dans les transports, les transmissions, les premiers secours... La seconde était divisée en trois sections : cantine, ambulance et cuisine, et offrait ses services au ministère des Munitions et celui de l'Alimentation, aux hôpitaux londoniens et à l'armée (la

after men become available.", M.N. Bonnes Raud, *Les femmes au service de l'institution militaire en Grande-Bretagne pendant la première guerre mondiale*, p. 374.

⁷⁹ 125 femmes travaillaient à l'arsenal de Woolwich en 1914, 25.000 en 1917

⁸⁰ Ces détachements, organisés par la Croix Rouge, avaient été créés au début du siècle et comptaient, en 1914, près de 50.000 femmes mais, comme leur nom l'indique, ces organisations étaient bénévoles et n'avaient en conséquence pas les ressources nécessaires pour payer leurs employées ou s'équiper pour œuvrer en dehors de la Grande-Bretagne. En 1915, cependant, la pénurie d'infirmières sur le front commença à inquiéter les autorités militaires, qui décidèrent de recruter des VADS afin de libérer des infirmières qualifiées et de les envoyer dans des zones de combats où la présence des premières n'était pas autorisée. Un paiement direct fut introduit, de vingt Livres par an et pouvant s'élever à un maximum de trente Livres par an pour les infirmières travaillant dans les hôpitaux

dernière section devint la "Military Cooking Section", acceptée officiellement par le service de l'Intendance du ministère de la Guerre en juillet 1916). En tout, ce furent plus de 100.000 femmes qui, entre 1917 et 1919, passèrent par les services auxiliaires et remplacèrent soldats, marins et aviateurs⁸¹.

L'arrivée des femmes dans les rangs de la police dès le début de la guerre fut, sans doute, plus remarquée encore. Elle fut occasionnée par une multiplication de rumeurs et une inquiétude grandissante concernant la conduite "immorale" de jeunes femmes et de jeunes soldats, notamment dans les villes où se trouvaient des camps militaires. Les deux principaux corps de police féminins étaient d'une part les "Patrouilles Féminines" (*Women's Patrols*), mises en place à Londres dès septembre 1914 par les dirigeantes de la *National Union of Women Workers*⁸² et qui, dès février 1915 s'élevaient à 900 patrouilles, actives près des camps militaires, des ports, des pubs et des cinémas (elles furent officiellement reconnues par une circulaire du ministère de l'Intérieur le 29 octobre 1914)⁸³ ; d'autre part, les *Women's Police Volunteers*, formées peu après par Nina Boyle et Margaret Damer Dawson sous les auspices de la Women's Freedom League et dont le but était de procurer un corps de police à temps complet, prêt à être posté n'importe où dans le pays, avec l'espoir de devenir le noyau d'un service permanent qui formerait une partie intégrante de la

militaires. Au total, 8.495 VADs furent employées par les autorités militaires dont 2.812 dans les zones de combat.

⁸¹ David Mitchell, *Women on the Warpath, The Story of the Women of the First World War*, London : Jonathan Cape, 1966, pp. 221-2. Sur celles-ci, près de 32.000 servirent dans la Women's Royal Air Force, 3.000 environ dans la Women's Royal Navy Service et quelque 5.000 dans la section des transports motorisés de la *Women's Legion*. Il faut toutefois noter qu'elles restèrent, dans leur grande majorité, confinées à des emplois subalternes et considérés comme "féminins". Ainsi, par exemple, les trois-quarts des jeunes femmes enrôlées dans la WRAF étaient employées à des tâches domestiques ou à des emplois de bureau. Elles avaient beau, elles aussi, porter l'uniforme, être soumises à une discipline militaire et à la même hiérarchie que les hommes, les femmes restaient, dans l'armée, subordonnées à ces derniers.

⁸² Créée en 1895 par un groupe de femmes engagées dans des activités religieuses et philanthropiques, la NUWW fut rebaptisée en 1918 le "National Council of Women". Organisation relativement conservatrice, elle n'embrassa jamais vraiment la cause féministe, suffrage mis à part, mais s'occupa plutôt d'aider les travailleuses bénévoles, notamment dans les petites villes et les régions rurales.

force de police nationale. Un certain nombre d'anciennes suffragettes s'enrôlèrent dans cette force de police, considérant que les femmes devaient être protégées par des femmes, et le ministère des Munitions accueillit également favorablement ces nouvelles gardiennes de la paix, qui, pensait-il, pouvaient lui être utiles afin de faire régner l'ordre dans les usines de munitions et dans leur proximité⁸⁴. A la fin de la guerre, près de mille d'entre elles avaient été postées dans ces régions. Le rôle des femmes dans la police ne se limita cependant pas à celui de "gardiennes de la morale" —rôle d'ailleurs loin de faire l'unanimité auprès des jeunes filles et jeunes hommes entre lesquels les patrouilles s'interposaient— mais prit peu à peu de l'importance ; les fonctions assignées aux agents féminins se multiplièrent, restant néanmoins dans les limites de ce qui paraissait convenable pour une femme, et on leur demanda notamment d'être présentes aux audiences lors de procès impliquant femmes ou enfants et de se charger des enquêtes concernant des agressions sur des femmes.

Si l'apparition de femmes en uniforme au sein de l'armée et de la police peut sembler un progrès notable en matière d'égalité des sexes et d'accès à de nouvelles fonctions, l'importance du phénomène doit être relativisée. Il faut bien voir, tout d'abord, qu'étant, à l'origine, des organisations bénévoles, n'offrant donc aucune rémunération à leurs membres⁸⁵, les différentes organisations paramilitaires et le prestige conféré par l'uniforme furent, dans un premier temps, plus faciles d'accès pour les jeunes femmes de l'aristocratie et de la bourgeoisie. Ces activités étaient donc, assez souvent, considérées par ces dernières non comme une carrière mais comme un

⁸³ En quelques mois, entre 2.000 et 3.000 femmes furent enrôlées avec l'approbation des autorités policières. Elles étaient environ 7.000 agents à la fin de la guerre (*Time and Tide*, 27/5/21, p. 498).

⁸⁴ *Ibid.*

⁸⁵ Les WPV, rebaptisées Women's Police Service au début de 1915, par exemple, dépendirent tout d'abord entièrement de contributions volontaires ; ce n'est qu'en 1916 que le gouvernement accepta de leur verser une maigre subvention.

travail temporaire qui devrait être abandonné à la fin de la guerre. Comme beaucoup d'autres employeurs, la police, une fois l'urgence passée, s'empressa d'ailleurs de remettre les choses à leur place, et ceci malgré les nombreuses demandes des féministes de voir les gardiennes de la paix recevoir un statut officiel (campagne qui allait occuper une place importante jusque dans les années trente). Il n'y avait plus, en 1926, dans le pays, que 137 gardiennes de la paix pour 53.734 hommes.

Entre juillet 1914 et juillet 1918, le nombre de femmes occupant un emploi passa de 4,93 millions à 6,19 millions, soit une augmentation de 1,26 millions⁸⁶. Si l'importance de ce chiffre ne doit pas être surestimée —on a en effet calculé que sur ces 1,26 millions qui rejoignirent la population active pendant le conflit, 22 % seulement n'avaient jamais travaillé⁸⁷— la guerre permit toutefois certainement aux femmes d'accéder à un plus grand nombre d'activités professionnelles. Certaines purent ainsi quitter des emplois pénibles et peu rémunérés, comme employée de maison, pour des emplois parfois mieux rémunérés et en tous cas plus gratifiants, qui se révélèrent pour beaucoup être une expérience nouvelle et motivante. Nombre d'entre elles eurent en effet accès à des emplois qu'elles n'auraient jamais pensé pouvoir occuper en temps normal et furent tentées par l'idée d'une carrière à long terme, parfois soutenues par leurs familles qui étaient de plus en plus nombreuses à voir d'un bon œil l'indépendance économique de leur fille. Il semble en outre que le choix de ces dernières de poursuivre une carrière ait été tout autant motivé par des facteurs économiques que par l'idée d'une vie professionnelle plus riche et plus indépendante. Car, quelles qu'aient pu être les limites des changements occasionnés par la guerre, il est indéniable que l'un des principaux profits retirés par les femmes de

⁸⁶ M. Pugh, *Women and the Women's Movement*, p. 20.

ces années fut une plus grande liberté, permise, d'une part, par une indépendance financière nouvelle que procurait un revenu personnel, auquel pouvait s'ajouter une allocation pour les femmes de mobilisés (separation allowances), d'autre part, par l'occasion de quitter la sphère domestique et de connaître, par le biais du travail, qu'il fût rémunéré ou bénévole, une vie sociale plus riche.

Pour les jeunes femmes de la classe moyenne et des milieux plus aisés qui quittèrent l'existence protégée de foyers confortables et d'écoles privées, d'où elles avaient rarement le droit de sortir seules, pour rejoindre les hôpitaux et les camps militaires, la guerre bouscula en outre le cloisonnement social en même temps que les rigidités de la mode : auxiliaires ou infirmières, elles découvrirent les classes populaires, parfois même les peuples de couleur, mais aussi, comme Vera Brittain, le sexe masculin :

Pendant mes vingt premières années, je n'avais jamais posé les yeux sur le corps d'un homme nu [...] Maintenant encore, je suis heureuse d'avoir pu, grâce aux soins que je leur prodiguai, apprendre comment était fait un homme et d'avoir été si tôt libérée des inhibitions sexuelles dont, même aujourd'hui, sont victimes nombre de mes contemporaines, aussi bien mariées que célibataires — et cela à cause de la tradition victorienne qui, encore en 1914, voulait qu'une jeune femme ne connût rien d'autre des hommes que leur visage et leurs vêtements, jusqu'à ce que le mariage la projetât brutalement dans une situation d'intimité terriblement déconcertante et qu'elle ne s'était jamais vraiment représentée⁸⁸.

La hantise de la mort, partout présente, eut par ailleurs tôt fait de rendre l'amour plus avide et plus dérisoire à la fois. Attendre, pour le connaître, le moment

⁸⁷ La plupart avaient déjà une occupation, avaient occupé un emploi avant leur mariage ou étaient de jeunes filles sur le point d'obtenir leur premier emploi.

⁸⁸ "Throughout my two decades of life, I had never looked the nude body of an adult male; [...] I still have reason to be thankful for the knowledge of masculine functioning which the care of them gave me, and for my early release from the sex-inhibitions that even today — thanks to the Victorian tradition which up to 1914 dictated that a young woman should know nothing of men but their faces and their clothes until marriage pitchforked her into an incompletely visualised and highly disconcerting intimacy — beset many of my female contemporaries, both married and single.", Vera Brittain, *Testament of Youth*, p. 165-6.

du mariage, pouvait signifier le perdre à jamais ; or, quand la vie elle-même était devenue si précaire, la simple perte de sa chasteté semblait bien triviale :

Des milliers de jeunes femmes des classes "protégées", ainsi que des milliers d'autres des classes ouvrières [...], quittèrent le domicile parental [...] pour vivre dans des chambres, des foyers et des casernes [...] et dans de nombreux foyers l'absence d'un père mobilisé libéra ses filles du contrôle qu'il aurait exercé en temps normal sur leurs allées et venues, se souvient Irene Clephane. Si ces jeunes hommes, aujourd'hui en vie mais morts demain, si ces jeunes femmes, qui lisaient avec peur les noms sur les listes des morts et des blessés, ne saisissaient pas leur chance tout de suite, ils savaient que, pour beaucoup d'entre eux, ils ne la saisiraient plus jamais. Le sexe devint à la fois précieux et sans importance : précieux en tant qu'expérience personnelle désirée ; sans importance parce qu'il n'engageait à rien — excepté pour ces jeunes femmes qui, par accident ou dessein, se retrouvaient mères de "bébés de la guerre"⁸⁹.

Pour les hommes qui avaient passé des mois dans la crasse et le sang dans les Flandres ou au Proche-Orient, le contact renoué avec les femmes lors des permissions avait souvent les mêmes conséquences. "Donnez du bon temps aux gars en permission" ("Give the boys on leave a good time") était le sentiment souvent exprimé au pays, et le "bon temps" consistait en grande partie à consommer de l'alcool... et des femmes. Une chanson populaire de l'époque n'assurait-elle pas qu'il y avait "une fille pour chaque soldat" ?⁹⁰

Ce besoin de saisir sa chance quand elle se présentait ne disparut pas tout à fait avec la fin de la guerre, écrit en 1935 Irene Clephane⁹¹, et l'attitude plus franche

⁸⁹ "Thousands of young women of the "protected" classes, as well as thousands more of the [...] working classes, left the parental home [...] to live in rooms, in hostels, in barracks [...] and in many a home the absence of the father on service freed his daughters from the control he would have exercised over their comings and goings in a normal period. If these young men, alive today and dead tomorrow, if these young women who, as they read the casualty lists, felt fear in their hearts, did not seize the experience at once, they knew that for many of them it would elude them for ever. Sex became both precious — and unimportant : precious as a desired personal experience ; unimportant because it had no implications — except for those young women who, by accident or design, found themselves mothers of "war babies".", Irene Cléphane, *Towards Sex Freedom*, London : John Lane, 1935, p. 196. Le nombre de naissances illégitimes qui, en 1907, avait été de 3,9 % passa d'ailleurs, durant les années 1915-18, à 5,2 %.

⁹⁰ "There's A Girl for Every Soldier".

⁹¹ Irene Clephane, *Towards Sex Freedom*, p. 205.

envers la sexualité qu'avait engendrée la proximité de la mort continua à se faire sentir dans les années qui suivirent, marquées, elles aussi, par un fort sentiment d'insécurité. Cette franchise de la nouvelle génération, que confirment tous les observateurs de l'époque, ne doit néanmoins pas être généralisée et semble en outre, si l'on en croit Vera Brittain ou Mary Agnes Hamilton, s'être plus souvent traduite par des mots que par des actions. Le changement par rapport à ce qui pouvait se faire ou se dire (publiquement tout au moins) avant la guerre, n'en est pas moins important : *"Ce qui, autrefois, ne pouvait être mentionné, certainement pas, en tous cas, par ou en présence des dames, est maintenant devenu le sujet principal de leurs conversations"*, constate en 1936 Mary Agnes Hamilton, tout en reconnaissant un certain désir de provocation de la part des intéressées⁹². Et Vera Brittain de renchérir :

*Nous étions maintenant, en tant que génération de femmes, sophistiquées dans une mesure qui était révolutionnaire comparée à l'ignorance romantique de 1914. Là où nous parlions autrefois, par un détour poli, d'une "certaine condition", "une certaine profession", nous utilisons maintenant sans même rougir les mots "grossesse" et "prostitution". Entre amies, nous discutons sodomie et lesbianisme avec aussi peu d'hésitation que lorsque nous comparions les mérites de différents contraceptifs, et nous connaissions théoriquement bien les différentes sortes d'homosexualité et de maladies vénériennes, dont l'existence même était inconnue de nos grand-parents. Nous n'avions pas tout à fait perdu, et ne perdrons peut-être jamais, un certain sentiment timide d'audace dans cette franchise..."*⁹³

⁹² "What once might not be mentioned, and certainly might not be mentioned by or in the presence of ladies, has now become the staple of their interchange...", M.A. Hamilton, "Changes in Social Life", in Ray Strachey, *Our Freedom and Its Results*, London : Hogarth Press, 1936, p. 252.

⁹³ "As a generation of women we were now sophisticated to an extent which was revolutionary when compared with the romantic ignorance of 1914. Where we had once spoken with polite evasion of "a certain condition", "a certain profession", we now unblushingly the word "pregnancy" and "prostitution". Among our friends we discussed sodomy and lesbianism with as little hesitation as we compared the merits of different contraceptives, and were theoretically familiar with varieties of homosexuality and venereal disease of which the very existence was unknown to our grand-parents. We had not quite lost — and perhaps never shall lose — a self-conscious feeling of boldness in our candour.", Vera Brittain, *Testament of Youth*, p. 578.

Pour celles qui, depuis de nombreuses années, se battaient contre le double code de conduite en matière de moralité, la tournure que prenaient les événements n'était cependant pas ce à quoi elles avaient aspiré. L'objectif du mouvement suffragiste avait toujours été des critères moraux identiques pour les deux sexes, mais aussi, et surtout, des critères élevés, l'idée étant que la moralité des hommes devait s'aligner sur ce qui était considéré comme convenable et souhaitable pour les femmes. Ce qui se passait était, à leur grande déception, tout à fait l'opposé.

II. L'IMAGE DE LA FEMME

Si l'on veut maintenant juger dans quelle mesure cette participation à l'effort de guerre put influencer les hommes politiques au moment d'accorder le droit de vote aux femmes, il est nécessaire de se pencher sur l'image de la femme et de voir si celle-ci évolua au cours du conflit. Autrement dit, l'octroi du droit de vote en 1918 correspondit-il à un changement des mentalités et à une reconnaissance des femmes en tant que membres à part entière de la société ? Rien n'est moins sûr. Comme nous le verrons, en dépit de changements étroitement liés aux exigences de la propagande, le travail des femmes continua à susciter certaines hostilités en même temps que la figure féminine restait avant tout celle de la mère et de la ménagère.

1. L'ouvrière

Pour Mrs Fawcett, la guerre n'ouvrit pas seulement aux femmes de nouvelles possibilités d'emploi dans un certain nombre de professions qualifiées, elle bouleversa les opinions des hommes et leur conception du genre de travail dont était

capable la femme moyenne⁹⁴, idée qui, pendant comme après la guerre, était en effet fort répandue : *"De tous les changements apportés par la guerre, aucun n'a été plus grand que le changement de statut et de situation des femmes ; et pourtant, ce n'est pas tant que la femme elle-même a changé, mais que la conception que l'homme a d'elle a changé"*, écrit Marion Phillips en 1918⁹⁵. Mais les changements d'attitude furent-ils réellement aussi spectaculaires que ces deux témoignages —et bien d'autres— veulent bien le laisser croire ? D'où pouvait provenir ce sentiment que, parce que les femmes accomplissaient de nouvelles tâches, un bouleversement social avait eu lieu ?

La presse et la propagande furent certainement largement responsables de la promotion d'une telle idée. Très tôt, se souvient Mrs Fawcett, les journaux avaient regorgé d'articles, souvent appuyés d'illustrations, vantant les capacités "merveilleuses", "époustouflantes", "extraordinaires" des femmes en mécanique. Les ministres des Munitions successifs et autres membres du gouvernement s'étaient eux aussi mis à parler avec enthousiasme du service rendu à la nation⁹⁶ : Ray Strachey confirme :

Des femmes d'âge moyen, qui avaient jusqu'à présent été des mères de famille tranquilles, se transformèrent soudainement en d'efficaces plombiers, ramoneurs ou fossoyeurs, des jeunes filles frivoles et gloussantes devinrent peintres en bâtiment et électriciennes ; des ladies qui avaient passé leur vie à la chasse devinrent batelières et laboureurs, et, grâce à leur travail assidu et à leur dur labeur, elles permirent à la vie du pays de continuer [...] De grands armateurs annoncèrent ouvertement qu'ils pouvaient construire des cuirassés avec, pour unique main-d'œuvre, des femmes ; des enseignants en technologie découvrirent

⁹⁴ "revolutionized men's minds and their conception of the sort of work of which the ordinary everyday woman was capable.", *The Women's Victory —and After*, London : Sidgwick & Jackson, 1920, p. 106.

⁹⁵ "of all the changes worked by the war, none has been greater than the change in the status and position of women ; and yet, it is not so much that woman herself has changed, as that man's conception of her has changed", in Marion Phillips, *Women and the Labour Party*, London : Headley Bros, 1918, p. 18

⁹⁶ Fawcett, *The Women's Victory —and After*, p. 112

*que certaines femmes avaient de grandes capacités en mécanique. Des directeurs de banque leur confièrent de lourdes responsabilités financières et même les paysans [...] leur permirent de s'occuper du bétail. Un concert de louanges exagérées s'élevait, rien n'était trop beau à dire et à croire*⁹⁷.

Or, outre le fait que cet enthousiasme exagéré montrait bien combien le travail accompli par les femmes avant la guerre avait été peu considéré (la presse, se souvient Ray Strachey en 1928, déclarait que *"la nation [était] reconnaissante envers les femmes", sans même se rendre encore compte que les femmes étaient la nation au même titre que les hommes*"⁹⁸), aucune preuve n'étayait réellement les déclarations enthousiastes, et parfois peut-être sincères, des journalistes. Car si les femmes elles-mêmes avaient probablement beaucoup gagné et appris grâce à leur expérience de guerre, rien ne prouvait qu'il en allait de même pour l'attitude des hommes à leur égard.

Il n'y eut d'ailleurs pas que des louanges à l'égard des travailleuses de guerre, loin s'en faut. Les rumeurs étaient nombreuses et les signes d'hostilité évidents. Les travailleuses étaient accusées d'être surpayées et de dépenser ces salaires excessifs pour des articles de luxe, manteaux de fourrure et bijoux —mythe qui sera de nouveau utilisé au moment de la démobilisation, quand les femmes qui s'accrocheront à leur emploi seront accusées de travailler, non pas pour vivre, mais pour de l'argent de poche⁹⁹—, mais aussi de travailler vite et mal, allant jusqu'à

⁹⁷ "Middle-aged women who had been quiet mothers of families were suddenly transformed into efficient plumbers, chimney sweepers, or grave-diggers, flighty and giggling young girls turned into house-painters and electricians ; ladies whose lives had been spent on the hunting field turned into canal boatmen and ploughmen, and through their steady work and toil, the life of the country was carried on [...] Big shipbuilders openly announced that they could build ironclads with no labour but that of women ; technical teachers discovered that some women had really great mechanical abilities. Bank managers trusted them with serious financial responsibilities and even farmers [...] allowed them to manage stock. A chorus of exaggerated praise arose, and nothing was too good to be said and believed ." Ray Strachey, *Our Freedom and Its Results*, p. 128.

⁹⁸ (the press) "began to say that 'the nation is grateful to the women', not realising even yet that the women **were** the nation just as much as the men were", Ray Strachey, *The Cause*, p. 344.

⁹⁹ Voir Deirdre Beddoe, *Back to Home and Duty : Women between the Wars 1918-39*, London : Pandora, 1989, p. 52

saboter les machines afin de pouvoir se reposer... Le fait que plusieurs journalistes aient ressenti le besoin de dénoncer ces fausses rumeurs montre d'ailleurs combien ces dernières étaient répandues¹⁰⁰. Ces ressentiments semblent, toutefois, avoir été autant le fait de préjugés de classe que de préjugés sexuels : beaucoup de gens, y compris certaines femmes, étaient contrariés à l'idée que des femmes de la classe ouvrière parviennent à obtenir une certaine indépendance financière, notamment en quittant les emplois qui leur étaient réservés : ceux, par exemple, d'employées de maison. D'autres rumeurs concernèrent les enfants négligés par les mères au travail, les naissances illégitimes, et l'alcoolisme des femmes de soldats, toutes supposées illustrer les effets néfastes de l'abandon de leur foyer par les femmes.

Sur le lieu de travail, les femmes durent également parfois faire face à une certaine hostilité de la part de leurs collègues, qui sentaient leur position menacée par une main-d'œuvre non qualifiée—catégorie dans laquelle les femmes étaient généralement classées quelles que soient leurs compétences réelles ou potentielles—et notoirement mal payée¹⁰¹. Les femmes avaient, qui plus est toujours été considérées comme des briseuses de grève et comme un réservoir de main-d'œuvre bon marché utilisé par les employeurs pour faire baisser les salaires et contrecarrer les aspirations des syndicats à un salaire familial, gagné par le chef de famille et qui aurait suffi à subvenir aux besoins des siens sans l'apport d'un deuxième salaire.

¹⁰⁰ Voir par exemple : *Daily News*, "Munitions Girls' Pay", 6/1/17 et "Furs and Finer", 10/3/17 ; *Daily Mail*, "Munitions Girls are not too well paid", 13/4/16 etc.

¹⁰¹ Les conditions gouvernant l'industrie britannique avaient, il est vrai, été gagnées au prix de longues et dures batailles menées par les syndicats. Or, déjà avant la guerre, des inquiétudes avaient commencé à naître devant l'arrivée de la production dite de masse et de la mécanisation, qui commençaient à menacer les privilèges des ouvriers qualifiés. La situation d'urgence provoquée par la guerre avait entraîné en outre certains changements dans le rythme et les conditions de travail que les syndicats acceptaient de mauvaise grâce : subdivision du travail qualifié, embauche d'ouvriers semi-qualifiés, travail posé, et une accélération du rythme de production contraire à leur politique. Lorsqu'à cela s'ajouta la perspective peu réjouissante de devoir quitter les usines pour le front tandis que les femmes prendraient leur place, les ouvriers protestèrent.

Pourtant, le fait que, même lorsqu'elles recevaient le même salaire que les hommes, appartenaient à un syndicat et devaient laisser leur emploi aux soldats qui rentreraient de la guerre, les femmes continuaient à être confrontées à une certaine hostilité, montre que ce n'est pas seulement à cause de leur manque de qualifications qu'elles étaient rejetées, mais tout simplement, aussi, parce qu'elles étaient des femmes. Ainsi, en 1916, un journaliste du *Daily Mail* rapportait que les femmes rencontraient, sur leur lieu de travail, *"une barrière de méfiance, de dénigrement, et probablement un mépris amusé"*¹⁰².

Quant à l'attitude des employeurs, celle-ci semble avoir varié de façon assez importante selon les secteurs : les agriculteurs, dans leur ensemble, se montrèrent plus qu'hostiles à l'idée de se faire aider par des femmes et préférèrent, malgré la propagande, embaucher de jeunes garçons, dont bon nombre quittait l'école à douze ans, ou des retraités, soutenant que les femmes n'étaient pas assez fortes pour labourer les champs et qu'elles coûtaient trop cher. Dans l'industrie, cette hostilité, qui existait également, fut plus ou moins contenue selon le degré d'intervention de l'Etat. Ainsi, les usines de munitions contrôlées par l'Etat virent, jusqu'en octobre 1916, le nombre de leurs employées augmenter de presque 300 % contre 36 % dans les autres usines ; de même dans les industries chimiques où l'augmentation fut de 244 % dans les établissements contrôlés par l'Etat et de 49 % dans les autres¹⁰³, ce qui laissait présager le renvoi massif des femmes à la fin de la guerre, après que le gouvernement eut cessé son intervention dans l'industrie.

Les opinions sur la qualité du travail féminin étaient elles-mêmes partagées. Elles semblent, dans l'ensemble, avoir été favorables, certains employeurs allant jusqu'à décrire leurs nouvelles employées comme plus compétentes que leurs

¹⁰² *"a barrier of distrust, disparagement, and probably amused contempt"*, 23/6/16, *"Will woman lose her balance ?"*

collègues masculins, mais condescendantes, les femmes étant jugées parfaitement compétentes pour les tâches routinières et subalternes telles que la sténodactylo ou le travail de guichet, mais incapables d'occuper des postes à responsabilités, attitude qui ne disparut jamais entièrement...

De même, les femmes en uniforme ne furent jamais réellement acceptées par la population. Il était déjà assez difficile pour les hommes de voir usurper leur rôle de soutien de famille par des milliers de femmes au travail sans devoir en plus supporter la vue de femmes auxquelles l'uniforme conférait un prestige auquel eux-mêmes, pour la plupart, n'avaient pas droit et qui, plus que toutes les autres travailleuses de guerre, semblaient cristalliser la peur de la "masculinisation". Très vite, les femmes engagées dans l'armée, et les WAACs et les VADs plus que les autres —sans doute parce qu'elles s'étaient trouvées en France avec les soldats—, furent les victimes de nombreuses rumeurs concernant leur moralité et semblant ne vouloir retenir d'elles que l'image simpliste et réductrice des suiveuses de camps du passé ; lorsque, au début de 1918, elle retourna en Angleterre pour prendre part à des réunions de recrutement, Mrs Gwynne-Vaughan (Chief Controller Overseas) dut faire face à des mères scandalisées, qui soupçonnaient les WAACs d'envoyer leurs filles dans des lieux de perdition. "*L'immoralité*", déclara-t-elle plus tard, "*est un moyen excellent d'attaquer un régiment de femmes*"¹⁰⁴. L'image que l'on voulait maintenant leur donner, comme le découvre, à l'armistice, une ex-WAAC, était bien loin de celle présentée par les affiches de propagande du début de la guerre qui les avait incitées à s'engager :

*Et voilà que nous apprenions pour la première fois que nous étions
considérées comme des moins que rien et qu'on nous avait enrôlées pour*

¹⁰³ Pugh, *Women and the Women's Movement*, p. 25.

¹⁰⁴ "*Immorality is an excellent stick with which to beat a corps of women*", in D. Mitchell, *Women on the Warpath*, p. 225.

*satisfaire les appétits sexuels des soldats. Cela, après l'acharnement avec lequel nous avons travaillé et les privations que nous avons endurées pour notre pays, était vraiment horrible*¹⁰⁵.

De même, lorsque Vera Brittain, après avoir servi deux ans comme infirmière dans les VADs en France, décida de reprendre ses études à Oxford, elle était consciente de ne pas être la bienvenue :

*J'étais la seule femme de retour de la guerre et ramenais avec moi... —pensée terrifiante— le fruit psychologique de mes embarrassantes expériences. Durant la guerre, les rumeurs sur l'immoralité de certaines VADs, tout comme de certaines WAACs, avaient été consommées avec une horreur vorace par les lecteurs anglais ; qui savait dans quelle fange [...] j'avais pu me vautrer ? Qui pouvait savoir dans quelle terrible mesure je risquais de corrompre la moralité de mes innocentes cadettes ?*¹⁰⁶

Pourtant, les journalistes continuaient à se délecter d'histoires concernant le succès formidable des ouvrières ou les félicitations d'employeurs, et les nombreux articles destinés à encourager les femmes à entreprendre un travail de guerre, à taire les difficultés que représentaient les longues heures de travail et les salaires très variables. La presse, jouant le jeu du gouvernement, fit en effet de son mieux pour répandre l'idée qu'il était patriote, et donc très respectable désormais, pour une femme de travailler. A cette époque, en 1916-1917, se souvient Mrs Fawcett, les conversions d'hommes publics importants et de journaux n'arrivaient pas par deux

¹⁰⁵ "Here we learned for the first time that we were regarded as scum and that we had been enlisted for the sexual satisfaction of soldiers. This, after the way we had worked so hard and put up with so much deprivation for our country's sake was absolutely terrible." M.N. Bonnes Raud, *Les femmes au service de l'institution militaire...*, p. 753, cf Imperial War Museum, Department of Documents, Miss O.M. Taylor.

¹⁰⁶ "I was the only woman returning, bringing with me [...] —terrifying thought— the psychological fruit of my embarrassing experiences. During the war, the tales of immorality among VADs, as among WAACs, had been consumed with voracious horror by readers at home ; who know in what cesspools of iniquity I had not wallowed ? Who could calculate the awful extent to which I might corrupt the morals of my innocent juniors ?", Vera Brittain, *Testament of Youth*, London : Virago, 1993 (1ère ed. 1933), p. 476-7.

ou par trois, mais par bataillons entiers¹⁰⁷ : *"Leur travail est absolument indispensable"*, affirma Lloyd George, *"et elles-mêmes s'adaptent extraordinairement bien [...] Je tiens beaucoup à témoigner du rôle formidable joué par les femmes d'Angleterre en cette période vitale de l'histoire humaine"*¹⁰⁸. Quant à Montagu, dans son premiers discours fait à la Chambre des Communes après avoir été nommé ministre des Munitions, il alla jusqu'à déclarer : *"Les femmes [...] se sont montrées capables d'entreprendre un travail qui, avant la guerre, était considéré uniquement comme le domaine des hommes, et même souvent d'hommes qualifiés seulement. Il n'est, en réalité, pas exagéré de dire que ce sont les femmes des usines de munitions qui ont sauvé nos armées et assuré la victoire"*¹⁰⁹. Ces "conversions" furent loin d'être les seules et l'on compte, parmi les plus connues, celles de Churchill et Asquith, deux farouches opposants au vote des femmes.

Il devient dès lors beaucoup moins surprenant que, devant toute cette attention prêtée au travail des femmes, et toutes ces louanges, les féministes et leurs sympathisants aient pensé —ou en aient profité pour déclarer— que les capacités des femmes étaient enfin reconnues et que les attitudes avaient définitivement changé. Certains, néanmoins, comprirent que cet optimisme était quelque peu prématuré et que l'enthousiasme dont faisaient preuve la presse et le gouvernement n'était dicté que par un intérêt provisoire ; ainsi, le *Women's Dreadnought* de Sylvia Pankhurst avait, dès 1915, prédit avec clairvoyance : *"Nous savons que ceux qui, aujourd'hui, crient : 'Hosanna', crieront demain : 'Crucifiez-les !'"*¹¹⁰. Il ne savait pas si bien

¹⁰⁷ Fawcett, *The Women's Victory —and After*, p. 116

¹⁰⁸ *"Their work is absolutely indispensable, and they themselves are extraordinarily adaptable [...] I am anxious to bear testimony to the tremendous part played by the women of England in this vital epoch of human history."*, *Ibid.*, p. 112

¹⁰⁹ *"Women [...] have proved themselves able to undertake work which, before the war, was regarded solely as the province of men, and often of skilled men alone. Indeed, it is not too much to say that our armies have been saved and victory assured by the women in the munitions factories."*, *Ibid.*

¹¹⁰ *"We know that those who cry 'Hosanna' today will cry 'crucify' tomorrow"*, 3/4/15, "A Contrast and Caution".

dire : dès que commença à apparaître le problème de la démobilisation, le gouvernement s'empessa de faire voter une loi pour le rétablissement des pratiques industrielles d'avant-guerre ("Restoration of Pre-War Practices Act") et la presse passa des louanges aux critiques les plus acerbes concernant le travail des femmes, remettant en cause la qualité de leur travail et condamnant les excédents de personnel, notamment dans les services du gouvernement. Les travailleuses de guerre étaient, du jour au lendemain, devenues des "parasites"¹¹¹.

Si la guerre permit aux femmes d'avoir accès à un plus grand nombre d'activités professionnelles, il semblerait par ailleurs, au vu des chiffres, que ce phénomène ait été de courte durée : en 1920, soit deux ans après la fin de la guerre, près des deux tiers des femmes qui étaient entrées dans le monde du travail entre 1914 et 1918 l'avaient de nouveau quitté. Un an plus tard, tandis qu'avait commencé, dès l'été 1920, une longue période de dépression et de chômage, le nombre de femmes actives était à peine supérieur à celui de 1914.

2. La mère

*Lorsque les hommes sont appelés à donner inutilement leur vie à la guerre, les femmes sont appelées à passer (et souvent à sacrifier) la leur à mettre au monde les enfants qui compenseront ces pertes [...] Les états militaires ont toujours eu tendance à rabaisser les femmes au rôle de reproductrices et d'esclaves*¹¹².

déclara Helena M. Swanwick lorsqu'en 1915 elle dénonça la guerre et ses conséquences sur les femmes dans un opuscule intitulé *Women and War*.

¹¹¹ *Edinburgh Evening News*, 16/6/19, in Pugh, *Women and the Women's Movement*, p. 81

¹¹² "When men are called upon to waste their lives in war, women are called upon to spend (and frequently to give up) their lives in child-bearing to make good the waste [...] Militarist states always tend to degrade women to the position of breeders and slaves.", Helena M. Swanwick, *The War in Its Effects upon Women / Women and War*, New York : Garland Publishing Inc., 1971 (1^{ère} édition 1916), p. 8

L'importance de la politique pro-nataliste menée par le gouvernement britannique durant la Première Guerre est là pour lui donner raison, au point que l'on a pu parler d'une "militarisation des ventres"¹¹³. Le fait est que le taux de natalité, en baisse depuis la fin des années 1870, était en train de connaître un déclin prononcé dû à l'éclatement des familles provoqué par la guerre. Devant ce phénomène et, surtout, tandis que des milliers d'hommes mouraient au front, mettre au monde et élever la future génération devenait alors tout naturellement un acte patriote, exalté par les médias et par les communiqués officiels.

Les harangues syndicales et patronales ne manquèrent pas non plus de faire référence à la reproduction de la race, mais il s'agissait cette fois d'exclure la femme de la condition ouvrière. Le président de l'association des constructeurs de navires, qui s'opposait à la présence d'ouvrières dans les chantiers navals, déclara en 1916 dans le *Yorkshire Factory Times* que le travail était "*nuisible aux mères de nos futures générations et ne [pouvait] pas permettre d'élever une génération forte et virile*"¹¹⁴, réaction qui n'était de toute évidence pas tant due à une préoccupation pour la santé des mères et des mères potentielles qu'à la crainte que les femmes puissent préférer une occupation extérieure rémunérée à leur foyer. Le *Times* déclarait d'ailleurs que, même si elles permettaient de préserver la santé des femmes, de bonnes conditions de travail présentaient un autre danger : celui d'attirer les femmes mariées hors de chez elles¹¹⁵. Pour beaucoup, en effet, le fait que les femmes puissent rester physiquement en bonne santé tout en travaillant

¹¹³ M.N. Bonnes Raud, *Les femmes au service de l'institution militaire...*, p. 51

¹¹⁴ "*detrimental to the mothers of our future generations and cannot conduce to the raising of a strong and virile generation*", Ibid., p. 498, cf *Yorkshire Factory Times*, 20/4/16.

¹¹⁵ "*It would be deplorable if the measures taken to preserve the health of girls and mothers in the war factories led married women definitely to abandon their homes for industrial work. If their incursion into skilled labour is to be permanent, then we have paid infinitely too high for any immediate advantage to our arms. But one must feel that public opinion, if not the instinct of the women, will restore them, after the war, to their traditional place*", *The Times*, 24/6/16, "Women Workers and their Children".

était une considération secondaire ; la question était plutôt de savoir si l'on pouvait les laisser être distraites de leurs fonctions premières par le travail de guerre : *"La femme qui travaille a un double devoir"*, écrit Marion Phillips dans le *Trade Union Worker*, *"...Il y a tout d'abord son devoir d'épouse et de mère. Qu'elle meure de faim et s'épuise aujourd'hui au travail, et quel sera le sort de ses enfants ?"*¹¹⁶

La conséquence inattendue mais heureuse d'une telle politique fut l'indulgence dont il fut fait preuve à l'égard des milliers de jeunes mères célibataires dont on découvrit l'existence neuf mois après le départ des premiers volontaires et l'acceptation de ces enfants de soldats nés hors mariage. Peut-être pourrait-on dire qu'il y eut, à cet égard, un certain "relâchement" de la morale traditionnelle, cela sans toutefois oublier que ces femmes ne furent jamais totalement acceptées. En février 1918 fut créée la Commission Nationale pour la Mère Célibataire¹¹⁷ et les rapports officiels abondèrent en matière de politique sociale, concernant notamment la protection de l'enfant. Il est d'ailleurs assez surprenant de voir comment la situation contribua à accélérer la mise en place d'une politique sociale à un moment où le manque de ressources aurait logiquement dû la réduire. Toutefois, cette politique en faveur des femmes, ou plus précisément des mères, loin d'annoncer un quelconque changement dans la conception masculine de la femme, ne faisait que renforcer l'image traditionnelle de celle-ci en tant qu'épouse et mère.

¹¹⁶ "The woman worker has a double duty. [...] First, there is the duty of wifedom and motherhood. Let her starve and work out her strength today, and what will be the fate of her children in the future ?", January 1916, "The worker of today and tomorrow".

¹¹⁷ The National Council for the Unmarried Mother. Attirant l'attention sur le taux élevé de mortalité infantile parmi les enfants illégitimes, la commission demanda que des dispositions soient prises afin de permettre aux mères célibataires de recevoir une pension de la part des pères et de pouvoir travailler tout en gardant leurs enfants.

Il existait bien évidemment, cependant, une contradiction entre le besoin de recruter des femmes mariées dans l'industrie de guerre et la croyance répandue que les femmes ne devaient pas travailler durant leur grossesse ou quand leurs enfants étaient en bas âge. Le ministère des Munitions encouragea donc la création de crèches et de garderies dans les usines, en précisant toutefois, en réponse aux critiques, que cela devait être une mesure de guerre et, par conséquent, temporaire. A la fin de la guerre, la prééminence de la fonction de reproduction de la femme, et donc sa présence essentielle au foyer, fut de nouveau utilisée comme argument afin d'écarter cette dernière de la vie active en insistant sur le caractère secondaire de sa fonction productive. Ainsi, syndicats, gouvernement et opinion publique se rejoignirent pour concourir à enfermer la femme dans son rôle de mère et, par là même, à affirmer le caractère accessoire de son salaire qui devait rester, le cas échéant, un salaire d'appoint du chef de famille ou un salaire provisoire en attendant qu'elle trouve un mari. Le principe d'avant-guerre du salaire familial restait la situation idéale vers laquelle tendait la politique syndicale vis-à-vis des femmes, rendant ainsi presque impossible toute revendication d'égalité des salaires, et ceci malgré l'argument développé alors par Mrs Fawcett selon lequel aucune loi n'obligeait le mari à consacrer son salaire à sa famille¹¹⁸.

Tout comme la participation à l'activité économique du pays, et en particulier à l'industrie de guerre, mettre au monde des enfants avait été présenté aux femmes comme une sorte de service national et de participation à l'effort de guerre. Cependant, alors qu'on les pria, à la fin de la guerre, d'abandonner leur emploi, on continua à demander aux femmes de remplir leur rôle d'épouse et de mère :

Un appel est de nouveau lancé aux femmes de Grande-Bretagne,
déclarait en avril 1919 un prospectus du ministère du Travail, *un appel*,

¹¹⁸ M.G. Fawcett, "Equal Pay for Equal Value", *The Contemporary Review*, CXIV (Oct. 1918), p. 389.

*par bonheur, non pas à fabriquer des obus et à les remplir pour qu'une énergie impitoyable soit vaincue, mais un appel à renouveler les foyers anglais, à coudre et à repriser, à faire la cuisine et le ménage, et à élever des bébés heureux et en bonne santé qui, à leur tour, deviendront des hommes et des femmes dignes de l'Empire*¹¹⁹.

L'attitude même des hommes politiques qui, en 1918, accordèrent le droit de vote aux femmes, semble refléter la ténacité de la conception traditionnelle de la femme plutôt qu'une réévaluation radicale de son rôle. Earl Grey proposa d'ailleurs, lors de la Speaker's Conference de 1917, au cours de laquelle fut discuté le projet de loi, d'accorder une voix supplémentaire à tous les hommes et toutes les femmes mariés qui avaient donné naissance à quatre enfants, la raison invoquée étant que ces personnes avaient *"une plus grande expérience de la vie et [que] leur vote [était] donc de plus grande valeur. En outre, ils [avaient] rendu un service à l'Etat sans lequel l'Etat [n'aurait] pas [pu] continué à exister"*¹²⁰. On verra d'ailleurs comment, en fixant la majorité électorale à trente ans, les hommes politiques choisirent délibérément d'exclure de l'électorat les femmes plus jeunes pour leur préférer les femmes probablement mariées et mères de famille, qui non seulement ne représentaient pas une menace industrielle, mais étaient également plus susceptibles de s'identifier politiquement à un homme, en l'occurrence leur mari.

Enfin, les femmes ne furent pas seulement exhortées à donner la vie, elles furent également encouragées à sacrifier leurs fils pour la patrie. L'Angleterre dépendant d'une conscription volontaire, les autorités avaient craint une influence féminine néfaste à l'engagement des frères et des maris, et avaient entrepris de

¹¹⁹ "A call comes again to the women of Britain, a call happily not to make shells or to fill them so that a ruthless energy shall be destroyed, but a call to renew the homes of England, to sew and to mend, to cook and to clean and to rear babies in the health and happiness, who in their turn, shall grow into men and women worthy of the Empire.", in M.N. Bonnes Raud, *Les femmes dans l'institution militaire...*, p. 501.

¹²⁰ "an additional experience of life, and their vote is therefore of more value. Further, they have rendered a service to the state without which the state could not continue to exist.", M. Pugh, *Women and the Women's Movement*, p. 41, cf. *A Memorandum on Franchise Reform*, Grey Papers, 236/3

réveiller la fibre patriotique des femmes en exaltant cette fois leur sens soi-disant inné du sacrifice. Celles-ci prirent alors des allures de sergent-recruteur sur les affiches de propagande, représentées comme Britannia brandissant l'épée de la justice ou comme l'épouse et mère regardant par la fenêtre partir les hommes à la guerre avec pour légende "*Women of Britain say -Go !*" Il s'agissait, là encore, de persuader les femmes que leur sacrifice était indispensable au pays et de les responsabiliser¹²¹.

L'une des premières conséquences de la guerre avait été d'élever le statut du soldat au-dessus de tout et si l'on accepta que les femmes deviennent infirmières ou cantinières, la propagande officielle ne manqua pas de souligner que la meilleure contribution qu'une femme puisse faire à l'effort de guerre était d'envoyer ses hommes au front et d'élever la future génération de combattants. Le fait que la conception traditionnelle de la femme se soit trouvée renforcée par la guerre ne fut cependant pas totalement préjudiciable à la cause féministe mais permit une amélioration de la politique sociale et, surtout, joua tout autant en faveur du vote des femmes que la présence de ces dernières dans le monde du travail. En effet, si le droit de vote devait être considéré comme une récompense accordée aux femmes par les hommes politiques, alors les premières récompensées furent sans aucun doute les mères de famille et non les jeunes femmes qui avaient travaillé dans les usines et que la loi exclut de l'électorat en fixant un âge minimum à trente ans.

¹²¹ Une affiche intitulée "Four Questions to the Women of England" interrogeait :
 "1- You have read what the Germans have done in Belgium. Have you thought what they would do if they invaded England ?
 2 - Do you realise that the Safety of your Home and Children depends on our getting more men now ?
 3-Do you realise that the one word "GO" from you may send another man to fight for our King and Country ?
 4- When the War is over and your husband or your son is asked "What did you do in the Great War ?" is he to hang his head because you would not let him go
 Women of England, do your duty, send your men to-day to join our Glorious Army
 (M.N. Bonnes Raud, *Les femmes dans l'institution militaire...*, p. 169).

3. La ménagère

Le fait qu'un peu plus de six millions de femmes aient, en 1918, participé à la vie économique du pays ne doit enfin pas occulter le fait que la majorité d'entre elles était restée au foyer. En fait, loin de faire disparaître les barrières entre les sexes, la guerre semble avoir, dans une certaine mesure, renforcé les rôles traditionnels de l'un et de l'autre : pour la plupart des femmes, les premiers temps du conflit furent en effet marqués, d'une part, par le départ à la guerre des hommes de leur entourage, d'autre part, par la montée en flèche du prix des denrées alimentaires à laquelle elles devaient faire face, deux phénomènes concourant à renforcer l'image conventionnelle de l'homme comme combattant et de la femme comme ménagère. Le rôle des femmes en tant que maîtresses de maison et consommatrices avisées prit une importance particulière à partir de février 1915, moment où l'Allemagne imposa un blocus sous-marin aux Iles Britanniques et où le pays eut à souffrir d'importantes pénuries. La ménagère se vit alors confier la responsabilité par le gouvernement de maîtriser ses dépenses et d'utiliser le plus rationnellement possible les denrées rares.

Des campagnes furent lancées pour encourager l'économie de nourriture et de combustibles, dispensant des recettes ou des conseils sur la nutrition et faisant de la ménagère le principal acteur de cette guerre domestique : *"Une grande responsabilité incombe aujourd'hui à quiconque achète, cuisine ou consomme de la nourriture. Le gaspillage [...] est, en règle générale, un acte irresponsable mais, dans les circonstances actuelles, cela va même à l'encontre du patriotisme [...] le devoir national veut aujourd'hui que l'on fasse son propre pain"* put-on lire dans un "manuel pour les ménagères" publié par la National Food Economy League en

1917¹²². Ou encore, offrant, non sans une certaine ironie, un véritable parallèle entre la ménagère et le soldat : *"La ligne de front se déplace et s'étend, et maintenant vous y êtes. Le combat n'a pas seulement lieu sur terre et sur mer ; il a lieu dans VOTRE garde-manger, VOTRE cuisine et VOTRE salle à manger. Chaque repas que VOUS servez est maintenant bel et bien une bataille"*¹²³. La cuisine, assurait une affiche de 1916, était "la clef de la Victoire".

Qu'elles aient ou non suivi les consignes qu'on leur donnait, l'important est qu'un grand nombre de femmes purent ainsi prendre conscience de l'importance conférée à leur travail domestique en tant que partie intégrante de l'effort de guerre national. Il serait d'ailleurs faux de croire que cette importance accrue donnée au rôle traditionnel et domestique de la femme ait pu se révéler entièrement préjudiciable à la cause féminine. Elle attira au contraire l'attention du gouvernement et de la presse sur la population féminine du pays et joua en faveur de cette dernière au moment du débat sur le droit de vote.

Les échecs répétés essuyés par le mouvement suffragiste avant 1914 semblent démontrer le peu de cas que les hommes politiques faisaient des femmes et de leurs revendications. Ceux-ci surent toutefois, lorsque cela s'avéra utile, organiser une habile propagande destinée à les attirer dans l'industrie en leur présentant leur travail comme un engagement au même titre que les hommes. Tous ces changements furent d'autant plus visibles qu'ils furent largement exploités par une presse obligée par la

¹²² "A great responsibility has fallen today on everyone who has to do with the buying, cooking and using food. Waste [...] is at all times folly, but at such time as this [...] it is unpatriotic [...] baking at home is urged as a national duty at this time.", in M. Pugh, *Women and the Women's Movement*, p. 13

¹²³ "The fighting line shifts and extends and now YOU are in it. THE struggle is not only on land and sea ; it is in YOUR larder, YOUR kitchen, and YOUR dining-room ; Every meal YOU serve is now literally a battle." *Win the War Cookery Book*, Ibid.

censure et la pénurie d'informations militaires à se tourner vers un autre "sensationnalisme". Des photographies d'ouvrières en pantalon de travail confectionnant des obus ou de femmes en uniforme conduisant les camionnettes de la poste furent ainsi régulièrement publiées, accompagnées de commentaires élogieux, d'autant plus élogieux, il est vrai, si les femmes en question étaient issues de la bourgeoisie et n'étaient mues que par un sentiment patriotique : leur rôle n'était alors considéré que comme temporaire et permettait d'éluder les questions fondamentales des salaires et des conditions de travail.

Les changements, s'ils existèrent, n'eurent cependant pas tout de suite l'ampleur que certains leur accordèrent. Les femmes virent certes de nouvelles possibilités de carrières s'ouvrir à elles et devinrent, grâce au rôle qu'elles avaient joué, plus conscientes de leur valeur. Les hommes de leur côté avaient pu découvrir de nouvelles facettes de leurs compagnes et ne pouvaient plus les considérer comme les frêles créatures sans défense qu'avaient pris pour modèle les anti-suffragistes. Mais le fait est que le gouvernement semble n'avoir considéré l'épisode que comme une parenthèse commode et, la guerre finie, le travail des femmes allait s'avérer n'avoir été qu'un embrigadement provisoire et non une intégration dans le monde du travail. La guerre, par son caractère inhabituel, avait justifié le non-conformisme ; la paix exigeait un retour à la normale : le foyer devait reprendre sa dimension traditionnelle et les femmes, comme les hommes, devaient être rapidement démobilisées.

Si les liens pouvant être établis entre le rôle des femmes pendant la guerre et leur obtention du droit de vote en 1918 doivent par conséquent être relativisés, il est cependant impossible d'en nier totalement l'existence. Il était devenu très difficile, compte tenu de la tâche accomplie, de ne pas reconnaître la valeur des femmes et de ne pas la récompenser. La "munitionnette", comme la mère de famille, la femme

soldat, comme la ménagère, avaient joué leur rôle dans l'effort national, et les organisations suffragistes, après un certain silence, n'allaient pas manquer, le moment voulu, de le rappeler à qui de droit.

CHAPITRE IV

LA REFORME ELECTORALE

I. L'ORIGINE DE LA REFORME :

Le système électoral britannique était, en 1916, encore gouverné par les lois de 1884 et 1885, selon lesquelles tout individu de sexe masculin devait, afin de jouir du droit de vote, justifier de l'occupation d'un logement de manière ininterrompue pendant les 12 mois précédant le 15 juillet écoulé. Lorsque le conflit éclata, en 1914, la Grande-Bretagne comptait ainsi huit millions d'électeurs, sur un total de 12,5 millions d'hommes de plus de vingt et un ans, mais la guerre et les déplacements de population qu'elle entraîna obligèrent assez rapidement le gouvernement à reconsidérer les critères selon lesquels avaient été établis les derniers registres électoraux. Par ailleurs, selon les termes de la loi sur le Parlement de 1911, qui limitaient normalement la durée de vie d'un parlement à cinq ans¹²⁴, des élections auraient dû se tenir au plus tard en janvier 1916. Outre la difficulté que pouvait représenter la tenue d'élections par temps de guerre, le problème était qu'en partant se battre en Europe ou en rejoignant les usines de munitions dans d'autres régions du pays, plusieurs millions d'hommes avaient cessé de remplir l'obligation de résidence exigée par la loi et avaient par conséquent perdu leur droit de vote. Bon nombre de ceux qui risquaient alors leur vie au front ne l'avaient même jamais eu. La révision

annuelle du registre électoral entreprise en 1915 ayant, quant à elle, été suspendue durant l'été, le seul registre disponible était celui de 1914.

Moins d'un homme sur cinq se trouvait par conséquent là où il avait été enregistré et, qui plus est, moins d'un homme sur cinq était suffisamment sédentaire pour être enregistré de nouveau¹²⁵. Si, comme c'était le cas, des élections devaient avoir lieu, les registres existants seraient absolument inutiles ; si, par ailleurs, on décidait d'en établir un nouveau selon les anciens critères, les soldats ne pourraient pas en faire partie. L'alternative était peu attrayante. Et pourtant, l'absence d'unité entre libéraux et conservateurs au sein du gouvernement de Coalition nouvellement créé¹²⁶ était telle que des élections semblaient inévitables.

La question devint particulièrement litigieuse avec l'adoption de la conscription en mai 1916 : si un homme pouvait être obligé à offrir sa vie pour son pays, il devait au moins pouvoir avoir une certaine influence, en tant qu'électeur, sur la politique qui appelait à ce sacrifice. Arthur Henderson, dirigeant travailliste, qui avait rejoint le gouvernement de coalition l'année précédente, profita de l'occasion pour soulever la question plus générale d'une réforme électorale, qui comprendrait le vote des femmes ; il avait, pour cela, le soutien d'un autre ministre, Sir Robert Cecil, conservateur et suffragiste. Pendant ce temps, certains Unionistes, tels que Sir Edward Carson, menaient une campagne virulente en faveur du "vote du soldat". Fin 1915, on avait en effet envisagé la possibilité d'un registre spécial dans lequel les

¹²⁴ Sept ans auparavant.

¹²⁵ Ray Strachey, *The Cause*, p. 352.

¹²⁶ Mai 1915. Les libéraux conservèrent les postes clefs (Munitions, Affaires Etrangères, ministère de la Guerre, des Finances...) tandis que les conservateurs, à l'exception de Balfour (ministère de la Marine), se voyaient confier des postes de moindre importance. Des divergences importantes apparurent rapidement, notamment causées par l'introduction de la conscription obligatoire (le "Military Service Act") en janvier 1916, qui concerna dans un premier temps tous les hommes célibataires entre 18 et 41 ans. Celle-ci fut votée malgré l'opposition de quelque cinquante libéraux à la Chambre des Communes et, tandis que Lloyd George encourageait des mesures encore plus sévères, Asquith envisagea sérieusement de se retirer. Le gouvernement de Coalition sur le point de

soldats bénéficieraient d'une période de qualification considérablement plus brève que les douze mois requis. Cette proposition réveilla les vieilles controverses : si l'on décidait de réduire, pour les soldats, la période de résidence, pourquoi ne le ferait-on pas aussi pour ceux qui travaillaient dans les usines de munitions, ceux que l'armée avait refusés pour des raisons médicales et ceux que retenaient des postes importants ?

Le fait que certains hommes politiques prônèrent l'octroi du droit de vote aux soldats menaça sérieusement de faire passer dans la loi le vieil argument anti-suffragiste de la force physique selon lequel les femmes, étant incapables de participer à la défense de leur pays, ne devaient pas participer à sa vie politique. Accepter de faire du service militaire une condition à l'obtention du droit de vote aurait en effet équivalu à ériger un obstacle que les femmes n'auraient quasiment eu aucune chance de franchir, perspective qui avait de quoi alarmer les suffragistes.

Tant que les débats s'étaient centrés sur la façon de protéger les droits des électeurs existants, les suffragistes n'avaient fait que garder un œil sur le déroulement des discussions, mais lorsqu'il devint clair qu'une réforme plus fondamentale serait nécessaire, la NUWSS, comme d'autres organisations, jugea que le moment était venu d'intervenir. Le 4 mai, elle adressa une lettre à Asquith, expliquant qu'il n'était pas dans l'intention de ses membres de demander le droit de vote si le gouvernement ne faisait que réinscrire sur les registres électoraux les hommes qui avaient perdu leur qualification en raison de leur départ pour l'armée, mais que si la base même du registre devait être modifiée et inclure un service national, militaire ou industriel, tout serait fait pour mettre en avant les services rendus par les femmes. Leurs revendications reprendraient et auraient alors d'autant

s'effondrer, la perspective d'une élection générale commença à être sérieusement envisagée. Au mois de mai, une deuxième loi sur le service militaire introduisit le principe de la conscription universelle.

plus de force qu'elles avaient désormais le soutien d'une plus grande partie de la population, et notamment de la presse¹²⁷. Asquith nia, dans sa réponse du 7 mai, qu'une quelconque modification du registre ait été envisagée par le gouvernement mais assura que, si cela devait se produire, les remarques de Mrs Fawcett seraient alors prises en compte sans que les controverses d'avant-guerre influencent son jugement¹²⁸. Deux semaines plus tard, à peine, les réponses du premier ministre à des questions posées à la Chambre des Communes montrèrent qu'il avait déjà abandonné cette attitude.

Le gouvernement commença alors une série d'efforts futiles pour régler le problème grâce à des projets de loi pour des "registres spéciaux", mais aucun d'entre eux ne reçut le soutien du Parlement. La réticence du gouvernement à entreprendre une importante réforme électorale en pleine guerre dura jusqu'au mois de juillet quand Asquith, déclarant que le gouvernement n'avait pas pu trouver de solution au problème, tenta de se décharger de l'affaire en la confiant au Parlement. La Chambre des Communes protesta et renvoya l'affaire au gouvernement. Ce fut Walter Long, ministre de l'administration locale qui, en août, proposa de nommer une commission composée de membres des deux Chambres et représentant les trois partis qui, sous la présidence du Speaker (président de la Chambre des Communes), aurait pour rôle de rédiger des projets de loi concernant le suffrage et les difficultés soulevées par

¹²⁷ *"When the Government deals with the franchise, an opportunity will present itself of dealing with it on wider lines than by the simple removal of what may be called the accidental disqualification of a large body of the best men in the country, and we trust that you may include in your Bill clauses which would remove the disabilities under which women now labour. An agreed Bill on these lines would, we are confident, receive a very wide measure of support throughout the country [...] The great variety of organs of public opinion that the continued exclusion of women from representation will [...] be an impossibility after the war."*, Letter of Millicent Garrett Fawcett to Asquith, MGF Papers, MGF/89/II/119, 4 May 1916.

¹²⁸ *"fully and impartially weighed without any prejudgement from the controversies of the past"*, in Marwick, *The Deluge, British Society and the First World War*, London : The Bodley Head, 1965, p. 101.

l'inscription sur les registres. Cette proposition fut accueillie, de tous côtés semble-t-il, avec enthousiasme.

Le contexte politique de l'époque et les changements apportés par un remaniement ministériel furent certainement favorables à la cause suffragiste : tout d'abord, la formation du premier gouvernement de Coalition eut pour résultat le départ de quelques anti-suffragistes convaincus et l'arrivée, à leur place, de sympathisants au vote des femmes, tels qu'Arthur Henderson, A.J. Balfour, Bonar Law, Lord Selborne, ou encore Lord Robert Cecil¹²⁹. Mais le gouvernement de Coalition fut également favorable aux suffragistes pour une autre raison : la discipline et l'allégeance aux partis avait toujours joué en la défaveur du mouvement : "Oui, je suis votre ami, mais je ne suis pas prêt à diviser mon parti pour vous défendre", disait un dirigeant ; "Oui, je suis votre ami, mais je vous dis franchement, ne comptez pas sur ma voix si la victoire du vote des femmes signifie le retrait de la vie publique de mon dirigeant, Mr Asquith", disait un autre¹³⁰. *"J'avais l'habitude", se souvient Mrs Fawcett, "de dire des deux principaux partis, libéral et conservateur, que, du point de vue du suffrage, le premier était une armée sans généraux, et le second des généraux sans armée"*¹³¹. La Coalition permit de réunir ces deux éléments, et les suffragistes parlementaires devinrent à la fois forts en hommes et en officiers.

¹²⁹ Martin Pugh fait remarquer que, malgré l'arrivée de ces hommes politiques, la question du vote des femmes n'en eut pas moins qu'une importance secondaire lors des débats qui suivirent (M. Pugh, "Politicians and the Woman's Vote", *History*, p. 363). Il est vrai, si l'on en juge par les documents disponibles, que seuls deux ministres, Lord Robert Cecil et Arthur Henderson, appuyèrent réellement l'idée, allant jusqu'à démissionner si les femmes étaient exclues d'un éventuel projet de réforme.

¹³⁰ Référence, notamment, à ce qui s'était passé en 1912 lorsque des bruits avaient couru qu'en cas de victoire du projet de loi pour le suffrage féminin débattu au Parlement, Asquith démissionnerait. Les Nationalistes Irlandais, craignant d'ébranler la stabilité du gouvernement au moment où le Home Rule semblait sur le point d'être voté, avaient également retiré leur soutien au projet.

II. LES DEBATS : LA "SPEAKER'S CONFERENCE" ET LE DEBAT AU PARLEMENT

La conférence convoquée sur la proposition de Walter Long se réunit pour la première fois le 12 octobre 1916 sous la présidence du Speaker, J.W. Lowther. Ce dernier, en dépit de ses convictions anti-suffragistes notoires, avait souhaité que les opinions concernant le suffrage féminin soient partagées de manière égale et avait donc, en sélectionnant les trente-deux membres qui composeraient la commission, fait en sorte de respecter un certain équilibre à cet égard. La tâche n'était cependant plus aussi aisée qu'avant la guerre et il était, semble-t-il, devenu difficile de prévoir avec certitude quelle position adopteraient désormais les anti-suffragistes. C'est une des raisons pour lesquelles dresser avec précision une liste des membres selon leurs convictions n'est pas chose facile. Les premiers membres de la commission semblent toutefois s'être répartis en : dix-sept suffragistes, dix "antis" et cinq dont la position paraissait incertaine¹³². Toutes les délibérations furent conduites dans le plus grand secret et, malgré la requête avancée par la NUWSS, sans aucune représentation féminine. Une note exposant les arguments que ses membres avaient souhaité soulever circula toutefois parmi les membres de la commission et un certain nombre de résolutions féministes en provenance d'associations politiques, de conseils municipaux, de syndicats et sociétés suffragistes furent envoyées au président de la commission¹³³.

¹³¹ "I had been accustomed to say of the two chief parties, Liberal and Conservatives, that from the suffrage point of view, the first was an army without generals, and the second was generals without an army.", Fawcett, *The Women's Victory — And After*, p. 125

¹³² Liste annexe 7.

¹³³ Fawcett, *The Women's Victory — And After*, p. 138

Avant même que la conférence ne fasse son rapport, une autre crise gouvernementale favorable aux suffragistes provoqua la chute du gouvernement d'Asquith et l'arrivée au pouvoir, à la mi-décembre, de Lloyd George. Si ce changement n'affecta pas le déroulement des débats, l'arrivée d'un sympathisant de la cause féminine n'en représenta pas moins une cause d'optimisme pour les suffragistes, tout comme le fut le soutien du magnat de la presse, Lord Northcliffe, qui, grâce à son influence, permit de faire une publicité favorable au suffrage féminin dans ses différents journaux. La question du vote des femmes ne fut cependant pas abordée avant le 10 janvier 1917, après que tous les autres points eurent été réglés. J.W.Lowther, craignant sans doute qu'une question aussi controversée entravât le bon déroulement des débats, avait en effet préféré la garder pour la fin. Il proposa, le moment venu, de procéder à une série de votes non officiels afin de tester les opinions : les membres de la commission se déclarèrent, par 15 voix à 6, favorables au suffrage féminin mais refusèrent par 12 voix à 10 que ce dernier soit établi suivant les mêmes conditions que le suffrage masculin. W.H.Dickinson présenta alors de nouveau la proposition qu'il avait faite en 1913 et visant à accorder le droit de vote à toute femme occupant un logement en tant que propriétaire ou locataire ou dont le mari remplissait déjà ces conditions¹³⁴. La proposition fut acceptée par 9 voix contre 8, les partisans de la cause des femmes gagnant ainsi, par une faible majorité, le droit de faire figurer le suffrage féminin dans le rapport que le Speaker présenterait au Parlement. Restait à faire en sorte que les électrices ne soient pas supérieures ou égales en nombre aux électeurs. La proposition de Dickinson aurait accordé le droit de vote à environ huit millions de femmes, ce qui était plus que ce que la majorité des membres de la commission n'étaient prêts à accepter. Ces derniers suggérèrent donc une limite d'âge de trente ou trente-cinq ans, le choix étant laissé au Parlement,

¹³⁴ Texte : annexe 8.

ce qui, pensaient-ils, aurait accordé le droit de vote à un maximum de six millions de femmes¹³⁵, chiffre raisonnable à côté des dix millions d'hommes que l'on attendait sur les registres électoraux.

Le rapport de la commission fut rendu public le 30 janvier 1917, témoignant d'un soutien unanime envers 33 réformes électorales radicales et d'un soutien moins unanime envers la section 8 concernant le vote des femmes¹³⁶. Il reçut un accueil mitigé de la part des suffragistes, même si le sentiment prédominant semble avoir été le soulagement : la proposition, si elle était loin d'être parfaite, n'en était pas moins concrète et bénéficiait d'un fort appui officiel. Une mesure qui donnerait le droit de vote à six millions de femmes valait certainement la peine d'être immédiatement appliquée, sans compter qu'après une réforme de cette importance, qui donnait le droit de vote à la majorité des hommes, il y avait peu de chances que le Parlement reconsidérât une réforme électorale avant de nombreuses années. Accepter un droit de vote partiel donnait aux femmes un accès, même limité, au pouvoir politique ; refuser ne les aurait pas seulement laissées sans le droit de vote, mais aurait peut-être retardé l'aboutissement de leur combat pour une durée inconnue.

Les différentes sociétés suffragistes se rencontrèrent immédiatement et, après de nombreux débats, s'accordèrent pour soutenir le rapport. Les femmes travaillistes, dont l'acquiescement comptait pour beaucoup, étaient particulièrement réticentes à cette idée, soutenant que les jeunes femmes exclues du projet de loi étaient celles-là même qui avaient le plus besoin de la protection que pouvait leur conférer le droit de vote. Les femmes qui continueraient à travailler après la guerre et qui seraient le plus durement touchées par des lois telles que le rétablissement des pratiques industrielles

¹³⁵ Il y eut en réalité 8,4 millions de femmes enregistrées en 1918.

¹³⁶ Propositions de la "Speaker's Conference" : annexe 9.

d'avant-guerre avaient, en effet, pour la plupart, moins de trente ans et se verraient par conséquent refuser ce droit de vote. Le problème était réel, et ressenti par toutes les suffragistes ; ces dernières ne voulaient cependant pas risquer de compromettre un succès partiel en réclamant davantage, et les députés travaillistes de la Chambre des Communes, qui savaient ce qui pouvait et ne pouvait pas être réclamé, se joignirent à elles pour persuader les travaillistes de s'unir aux autres. Dickinson lui-même avait fortement déconseillé à Mrs Fawcett de discuter les termes de la réforme¹³⁷. La quasi-totalité des organisations suffragistes, à l'exception de la Workers' Suffrage Association de Sylvia Pankhurst, farouchement opposée au principe et au gouvernement de Lloyd George, se résolurent donc à accepter la proposition d'un suffrage limité et la NUWSS put bientôt faire part au premier ministre de leur décision commune de soutenir un projet de loi selon les termes du rapport à la condition que la limite d'âge soit fixée à trente et non trente-cinq ans¹³⁸.

Le 29 mars, une délégation de travailleuses de guerre organisée par la NUWSS fut reçue par le premier ministre, auquel elles avaient l'intention de demander la présentation, dans les meilleurs délais, d'une loi basée sur les recommandations de la conférence. Elles arrivaient trop tard : la veille, Asquith, maintenant chef de l'opposition après la scission du parti libéral¹³⁹, et ancien opposant au vote des femmes, avait proposé une motion au Parlement pour réclamer la présentation immédiate d'un projet de loi selon les termes du rapport de la commission, et réitéré une déclaration faite quelques mois auparavant (le 14 août 1916) dans laquelle il

¹³⁷ "Do all you can to induce women to see that it will be bad tactics to fall foul of the Conference because it may not have done all that they expected. The whole matter will need the most careful handling so as to avoid the risk of the Government having an excuse for saying that as it is impossible to satisfy the advocates of W.S. they refrain from dealing with W.S. at all.", Dickinson to M.G. Fawcett, 19/1/17.

¹³⁸ Ray Strachey, *The Cause*, p. 357.

¹³⁹ Voir dans Chris Cook, *A Short History of the Liberal Party 1900-1970*, Portsmouth : Macmillan, 1976, le chapitre "Liberals at War".

demandait que fût prise en compte la question féminine¹⁴⁰. Les dirigeants de chaque parti, ainsi que Lloyd George, avaient pris une position identique et, après un débat au cours duquel le vote des femmes se révéla être le principal sujet de discussion, la motion avait été votée à 341 voix contre 62. Les déléguées firent toutefois part à Lloyd George de leur opposition à la limite d'âge, et déclarèrent qu'elles seraient extrêmement reconnaissantes au gouvernement si celui-ci acceptait d'y apporter une modification, même si, Mrs Fawcett le reconnut en 1920, leur *"préoccupation principale restait la sécurité de tout le projet"* : *"nous préférons un projet de loi imparfait qui pourrait être voté à la mesure la plus parfaite du monde qui ne pourrait jamais l'être"*¹⁴¹. Un point important restant à éclaircir était de savoir si la question du suffrage féminin allait figurer dès le départ dans le projet de loi ou si elle devrait y être rajoutée par le biais d'un amendement. Mrs Fawcett, n'ayant pas oublié l'échec de 1912, insista auprès du gouvernement pour que la première solution soit adoptée, ce à quoi Lloyd George acquiesça.

Lorsqu'eut lieu la deuxième lecture du projet de loi qui devait devenir le "Representation of the People Act", la discussion tourna en grande partie autour du suffrage féminin. Il ne s'agissait cependant pas encore de se prononcer sur la question mais seulement de permettre ou non au projet de continuer sa route et le fait que le feu vert eût été donné par 329 voix contre 40 ne constituait donc pas réellement une indication quant à la façon dont les choses allaient se dérouler ultérieurement. La clause IV, concernant le suffrage féminin, fut discutée en commission le 19 juin

¹⁴⁰ Discours du 28 mars : annexe 10.

¹⁴¹ "at the same time, our chief concern was for the safety of the whole scheme. We emphasized this, showing how we preferred an imperfect Bill which could pass to the most perfect measure in the world which could not". *The Women's Victory — And After*, p. 146

1917. La victoire fut écrasante : 387 pour, 57 contre, chaque parti enregistrant une nette majorité de voix favorables :

	Libéraux	Conservateurs	Nationalistes	Travailleurs
Pour	184	140	33	30
Contre	12	45	—	—

Pugh, dans son étude, compare ces résultats avec ceux des mêmes 444 députés en 1913 et 1911 : parmi les 387 "suffragistes" de 1917, tout d'abord, 240 avaient voté en 1913, 153 pour et 87 contre le suffrage féminin ; quant aux 57 "anti-suffragistes" de 1917, 43 d'entre eux avaient voté en 1913, tous contre. 87 députés sur 283 avaient donc, entre ces deux votes, changé d'allégeance, soit 30,7 % ¹⁴². Si l'on regarde dans le détail, on constate que les travaillistes votèrent, une fois de plus, de façon unanime en faveur du vote des femmes mais que les Nationalistes Irlandais firent, eux, volte-face : ils avaient rejeté, à 54 voix contre 13, le projet de loi de W.H.Dickinson en 1913, ils l'acceptaient maintenant à l'unanimité. La raison d'une telle attitude n'a cependant qu'un rapport lointain avec la guerre ; la question du suffrage féminin n'avait jamais revêtu, pour les Nationalistes, une importance particulière et la priorité donnée au "Home Rule" voulait, en 1913, que l'on n'embarrassât pas le premier ministre ni que l'on perdît du temps au Parlement à discuter un projet de loi qui n'avait de toute manière que peu de chances d'être accepté par la Chambre des Lords. En 1917, le gouvernement d'Asquith ayant, comme nous l'avons vu, cédé la place à un gouvernement de coalition avec, à sa tête, Lloyd George, plus rien ne semblait s'opposer à un vote en faveur du suffrage féminin. On compte, enfin, 32 "convertis" à la cause des femmes chez les libéraux et 35 chez les conservateurs. C'est sans doute chez ces derniers qu'il faudrait chercher si la guerre eut un impact quelconque mais,

¹⁴² Voir annexe 12.

là encore, peut-être la comparaison avec l'année 1913 n'est-elle pas la plus représentative en ce sens que les actions militantes des suffragettes se faisaient alors de plus en plus violentes et contribuaient indubitablement à éveiller chez certains députés, notamment les libéraux, un sentiment d'hostilité envers la cause suffragiste. 1911, année où les suffragettes suspendirent les hostilités pour la durée des débats concernant le premier Conciliation Bill, présenterait à cet égard une plus grande similitude avec 1917. Or, on trouve cette fois que parmi ceux qui votèrent en faveur du vote des femmes en 1917, 151 avaient alors voté pour et 18 contre le projet de loi de l'époque ; chez les opposants, les chiffres sont de 4 pour et 21 contre. Il y eut donc, entre ces deux années, une différence nette de 14 voix (18-4) sur 194 en faveur des femmes, soit 7,2 % ¹⁴³. Ce chiffre qui semblerait minimiser l'importance des changements intervenus au cours de la guerre et donner une image plus représentative de l'attitude des Communes dans la période que celui des années de militantisme suffragiste doit cependant lui aussi être relativisé, compte tenu de la forte abstention anti-suffragiste à cette occasion. La véritable mesure des changements se trouvera sans doute quelque part entre ces deux chiffres (30,7 et 7,2 %).

La guerre fut maintes fois mentionnée au cours des débats du 19 juin mais, il est important de le souligner, l'argument du vote en tant que récompense, tel que le présentait désormais Asquith, fut rejeté par tous, suffragistes et anti-suffragistes. Comment pouvait-il d'ailleurs en être autrement alors que, comme le souligne MacCallum Scott au cours de l'une de ses interventions¹⁴⁴, les femmes que l'on aurait été censé remercier étaient celles-là même qui, par leur âge, étaient exclues de

¹⁴³ Voir annexe 12.

¹⁴⁴ *Hansard, HC Debates*, vol. XCIV, 19/6/17, col. 1687.

l'électorat ? Les principaux arguments avancés en faveur du suffrage féminin furent en fait les suivants : tout d'abord, les femmes avaient prouvé que, contrairement au vieil argument anti-suffragiste, elles pouvaient être utiles en temps de guerre, indépendamment de la force physique ; ensuite, et ce fut là-dessus que les suffragistes insistèrent le plus, les femmes occupant un emploi devaient avoir, la guerre finie, leur mot à dire, et auraient besoin d'un certain pouvoir politique afin de défendre la nouvelle place qu'elles avaient gagnée dans l'industrie :

*La Guerre a fait naître de nombreuses catégories de femmes qui, après la Guerre, verront leurs intérêts affectés par la législation indépendamment de leur mari, de leur père, ou autres hommes de la famille [...] Nous voulons qu'il soit conféré aux femmes occupant un emploi dans l'industrie la sécurité la plus élémentaire, celle que le droit de vote confère et qui est qu'elles ne seront pas négligées ou opprimées par le Parlement [...] Cela n'a rien à voir avec leur sexe. Cela a seulement à voir avec leur emploi et leur condition sociale*¹⁴⁵.

Il y a aujourd'hui des dizaines de milliers, des centaines de milliers, et même des millions de femmes qui travaillent dans l'industrie et qui n'y étaient pas avant que la Guerre commence. Il y en a un million, je crois, selon les estimations du ministère du Commerce, qui occupent véritablement la place des hommes pendant que ceux-ci sont absents. Il y en a encore deux millions qui, bien qu'elles ne remplacent pas véritablement les hommes, contribuent néanmoins énormément à l'effort industriel ou militaire [...] Aussitôt que nous nous efforcerons de retrouver les conditions d'un temps de paix, la question se posera : quelle doit être la situation de ces femmes... ? [...] on ne peut pas s'attendre à ce que justice soit rendue à cette partie de l'armée industrielle que représentent les femmes si chaque membre du Parlement est pourvu d'un électorat exclusivement masculin"¹⁴⁶.

¹⁴⁵ Ibid., cc. 1661-1662, Lord Hugh Cecil : "The war has brought into existence great classes of women who, after the War, will have interests affected by legislation independently of their husbands or fathers or other male relations [...] We want to have the ordinary security given to women engaged in industrial work — the ordinary security that the vote gives, that they shall not be neglected or oppressed by Parliament [...] It has nothing to do with their sex. It has only to do with their occupation and position in life."

¹⁴⁶ Ibid, col. 1678-1680, Sir John Simon : "You have got now tens of thousands, hundreds of thousands, and even millions of women who are working in industry, who were not so doing before the War began. You have 1,000,000 of them, I think, according to the estimates of the Board of Trade actually taking the places of men while the men are away. You have another 2,000,000 of them who, although they are not actually taking the places of men, are none the less contributing immensely to some industrial or military effort. The moment that we endeavour to return to the conditions of peace the question will at once arise, What is to be the position of these women [...] ? You cannot expect justice to be done to that part of the industrial army which consists of women if you provide every Member of Parliament with an exclusively male electorate."

Enfin, de nombreux députés étaient d'avis qu'on ne pouvait pas compromettre la totalité du projet de loi pour seulement un point de désaccord :

Chaque Membre de cette Chambre a deux alternatives et il n'y en a, à mon avis, pas de troisième. Vous pouvez soit faire opposition à toutes les recommandations de la Commission dans leur ensemble et consacrer toute votre influence et tout votre pouvoir parlementaire à les détruire, soit vous décider à les soutenir dans leur intégralité¹⁴⁷.

Pourquoi, peut-on néanmoins se demander, une majorité de 7 contre 1 en faveur du suffrage féminin ne se changea-t-elle pas en un vote en faveur du suffrage universel ? En effet, si l'attitude du gouvernement fut, en règle générale, de suivre à la lettre le rapport de la commission afin de ne pas compromettre l'importante mais fragile majorité en faveur du projet de loi, des amendements étaient en théorie possibles là où existait un consensus. C'est ce qui arriva lorsque, durant les mois d'été suivant le débat au Parlement, les suffragistes réclamèrent que le droit de voter aux élections municipales fût établi selon les mêmes critères que pour les élections parlementaires. La commission, en omettant de traiter du problème des élections municipales, avait en effet créé une anomalie et fait que certaines femmes qui allaient sous peu se trouver en droit de voter aux élections parlementaires ne pourraient pas le faire aux élections locales¹⁴⁸. Le gouvernement s'opposa tout d'abord à l'insertion d'un tel amendement dans le projet de loi mais, devant la quantité de lettres et de télégrammes qui parvinrent au ministère de tous les coins du pays, finit par retirer son opposition. Après que, le 20 novembre, le ministre de

¹⁴⁷ Ibid, col 1672, Sir Frederick Smith (Attorney General) : "Every Member of this House has two alternatives, and, in my judgement, there is no third. You can either oppose all the recommendations of the Speaker's Conference root and branch, and devote all your Parliamentary influence and power to destroy them or you can make up your mind that you shall support them in their entirety."

¹⁴⁸ Selon les lois en vigueur, avaient le droit de vote les femmes occupant ou possédant une propriété en propre ainsi que les célibataires et les veuves ayant certains biens. Selon la nouvelle loi aurait dû

l'Intérieur eut permis de procéder à un vote de conscience sur la question, la Chambre étendit le droit de vote aux élections municipales aux cinq millions de femmes mariées concernées. Tout porte en réalité à croire que l'argument consistant à ne pas vouloir contrevenir aux décisions contenues dans le rapport de la commission ne fut qu'une excuse pour ne pas avoir à traiter les questions que la Chambre n'avait nulle envie de traiter. En fait, un amendement réclamant que la restriction d'âge de trente ans soit supprimée avait été proposé par un groupe de farouches opposants au projet dans l'espoir d'ébranler la majorité. Le débat qui s'ensuivit ne manqua pas d'intérêt, certains suffragistes s'opposant soudain au suffrage universel, tandis que les partisans dudit amendement se plaisaient à dénoncer le caractère illogique d'une loi qui allait priver du droit de vote non seulement les jeunes "munitionnettes", mais également les veuves de moins de trente ans dont le nombre augmentait de jour en jour. Le fait est que la seule logique derrière cette loi était politique. Accorder le droit de vote à environ six millions de femmes était un beau geste mais pas une capitulation, et si ce compromis parvint à rassembler un maximum de soutien en faveur de la clause IV, il est peu probable qu'une proposition plus radicale et plus rationnelle aurait pu réussir le même tour de force. Sir George Cave, le ministre de l'Intérieur, déclara d'ailleurs que, si un tel amendement devait être voté, le gouvernement devrait alors reconsidérer le projet de loi, une des raisons sans doute pour lesquelles les radicaux votèrent majoritairement contre l'amendement en question et que l'on ne trouva, parmi les 25 partisans de ce dernier, que quatre suffragistes libéraux.

Il est évident que la clause IV profita de ce qu'elle faisait partie d'un projet de réforme général considéré comme essentiel par le gouvernement. De nombreux

être ajoutée à celles-ci toute femme de plus de trente ans dont le mari possédait déjà le droit de vote aux élections municipales.

députés acquiescèrent en l'occurrence à des clauses qu'ils désapprouvaient dans le seul but de préserver la mesure dans sa totalité, attitude qui explique en partie le fait qu'autant de voix aient été données en faveur de la mesure concernant le suffrage féminin. Rien n'est moins sûr qu'un aussi grand nombre aurait soutenu la même mesure si elle avait constitué un projet isolé.

Tout n'était cependant pas encore gagné, et les suffragistes, qui avaient toujours redouté les décisions de la Chambre des Lords, virent une fois de plus leurs craintes se réveiller. Non seulement les Lords étaient moins influençables que les membres des Communes, mais leur Chambre avait, qui plus est, toujours été le bastion de la ligue anti-suffragiste, la National League for Opposing Women's Suffrage, dont le président, Lord Curzon, n'était autre que le chef de la majorité ministérielle. La NUWSS avait essayé, sans succès, d'obtenir un entretien avec lui. Comme à la Chambre des Communes, néanmoins, la seconde lecture du projet de loi, le 17 décembre, se fit sans encombre. Il y eut quelques discours sur la question du vote des femmes mais il était évident que les interventions majeures étaient, pour la plupart, réservées aux trois jours de débat sur la clause IV.

Ce dernier commença le 8 janvier 1918. Quelques jours plus tôt, l'état de New-York avait voté en faveur du suffrage féminin et le 10 janvier, tandis que les Lords étaient en pleine séance, la Chambre des Représentants se prononçait pour l'amendement fédéral¹⁴⁹. Ces événements, bien qu'applaudis par les suffragistes, n'affectèrent pas les débats. Proposant que la clause IV soit rejetée, Loreburn rappela, dans un long discours, les actions des militantes avant la guerre, sujet qui avait à peine été mentionné au cours des débats de la Chambre des Communes. Ces souvenirs furent, semble-t-il, perçus de différentes manières par les Lords : certains,

¹⁴⁹ L'amendement Susan B. Anthony, qui allait être ratifié et devenir, en 1920, le 19^{ème} amendement, donnant le droit de vote aux Américaines.

tels que Lord Balfour de Burleigh, voyaient en eux un argument contre le suffrage féminin (*"Je n'oublierai jamais la destruction perpétrée sur certains de nos plus anciens et plus précieux monuments d'Ecosse. Les responsables [...] méritent, à mon avis, une infamie éternelle"*¹⁵⁰) ; d'autres, tels que le Marquis de Crewe, étaient au contraire enclins à soutenir la mesure afin que de semblables événements ne se reproduisent pas une fois la guerre finie. Les craintes de ces derniers se justifiaient par la croyance que toute reprise de l'agitation militante se ferait maintenant dans un contexte totalement différent de celui des années 1912-1914 et où l'indignation de ceux et de celles qui se verraient refuser la pleine citoyenneté serait alimentée par le sentiment d'avoir contribué pleinement à l'effort de guerre et leur connaissance des récents événements en Russie. Toute nouvelle agitation ne se limiterait peut-être donc pas aux campagnes des suffragistes pour un suffrage limité mais risquait de se transformer en une violence de masse pour le suffrage universel. Mieux valait ne pas risquer cela.

Le 10 janvier, enfin, après une intervention du Lord Chancellor (Lord Finlay) sur les dangers d'un électorat féminin, Lord Selborne fit une intervention dont l'importance réside dans le fait qu'elle influença le discours de Lord Curzon, plus tard dans le débat. Selborne soutenait que si la clause IV, et par conséquent l'intégralité du projet, était rejetée, la Chambre des Lords serait bien plus isolée qu'en 1831-1832 : elle serait condamnée non seulement par la Chambre des Communes et par les femmes, mais également par les militaires qui seraient ainsi privés du droit de vote :

¹⁵⁰ "I shall never forget the destruction perpetrated upon some of our most ancient and valuable buildings in Scotland. Those who did it [...] in my opinion merit perennial infamy". HL Debates, 9/1/18, col.435 et col.448..

n'était-il pas plus sûr d'accorder ce droit aux femmes ?¹⁵¹ Lorsque Curzon prit à son tour la parole, son intervention commença comme un discours anti-suffragiste conventionnel, semblable à celui de Loreburn, la veille, et rejetant l'argument de la participation des femmes à l'effort de guerre tout comme celui des antécédents que pouvaient représenter certains pays comme la Russie ou certains états d'Amérique ; la notion de séparation des sphères et l'argument de la force physique firent, une fois de plus, leur apparition. Soudain, vers la fin de son discours, Curzon prit son auditoire par surprise en annonçant que, en dépit de tout ce qu'il venait de dire à l'encontre du suffrage féminin, il devait lui-même s'abstenir de voter sur la question : en tant que chef de la majorité ministérielle, il ne pouvait pas prendre la responsabilité de provoquer un conflit entre les Lords et les Communes, ce qui ne manquerait pas de se produire en cas de rejet¹⁵².

Curzon fut, bien entendu, rendu responsable par la NLOWS des résultats du vote, 134 voix contre 71 en faveur de la clause IV, bien qu'il n'ait plus tard que son discours ait pu avoir l'influence déterminante qu'on lui prêta alors. Une douzaine de pairs seulement s'étaient, il est vrai, abstenus avec lui, alors que le projet de loi avait été voté par une majorité de plus de 60 voix. Le 6 février 1918, la loi électorale recevait l'assentiment royal et donnait aux femmes, avec d'importantes restrictions, le droit de vote. Le "vote pour les femmes", "Votes for Women", le vieux cri de guerre des suffragistes, était devenu réalité.

¹⁵¹ *The Times*, 11/1/18, "Electoral Reform - The Vote for Women Agreed To - House of Lords, Thursday, January 10th", p. 8 (compte rendu du débat).

¹⁵² *Ibid.* Selon M. Pugh ("Politicians and the Woman's Vote, 1914-1918"), un autre facteur ayant pu inciter à la prudence était la commission Bryce qui, en janvier, était en plein travail, et le fait qu'il aurait été peu sage, à ce stade, d'attirer l'attention par une attitude d'intransigeance. David H. Close ("The Collapse of Resistance to Democracy : Conservatives, Adult suffrage, and the Second Chamber Reform 1911-1918", *The Historical Journal*, vol.20, n°4, 1977, p. 911) réfute cette hypothèse en s'appuyant sur une déclaration de Lord Salisbury à la Chambre des Lords au cours de laquelle celui-ci

III. LE ROLE DES SUFFRAGISTES :

Les années 1914-1915 avaient été, on l'a vu, relativement calmes au sein du mouvement suffragiste. L'absence de pour ainsi dire toute agitation durant cette période, loin de porter préjudice à la cause féministe est d'ailleurs souvent présentée comme ayant permis à de nombreux hommes politiques, en 1916, de réviser leur opinion sans perdre la face et, surtout, sans donner l'impression de céder au chantage¹⁵³ En 1916, néanmoins, stimulées par les initiatives parlementaires et les négociations concernant un nouveau registre, les différentes organisations reprirent petit à petit leurs activités et entreprirent de recueillir des témoignages de soutien.

Nous pensons, écrit Mrs Alderton¹⁵⁴, que la question du suffrage féminin est proche de la crise, et si nous remettons notre travail à après la guerre, nous pourrions perdre une occasion inestimable d'obtenir la liberté politique et économique pour les femmes. Nous sommes tout à fait conscientes que la plupart des libérales donnent, en ce moment, énormément aux activités de guerre, et qu'il peut leur sembler difficile, et même déplacé, d'organiser des réunions ; cependant, malgré toute la pression que peut nous imposer notre travail de guerre, il est important que nous ne perdions pas de vue ce qui va se passer après la guerre. Si nous voulons que les femmes prennent part à la "grande reconstruction de la nation", au règlement des questions économiques, à l'étude des problèmes touchant au service militaire, à la lutte antialcoolique, la moralité, l'éducation, etc., nous devons nous tenir au courant des changements qui nous entourent et qui, indirectement, projettent la question du suffrage féminin sur le devant de la scène¹⁵⁵.

conseilla aux membres présents de ne pas tenir compte de la commission (Hansard, House of Lords Debates, vol. 5, XXVII, 17, December 1917, cc. 175-6).

¹⁵³ L'absence de campagne de la part des organisations suffragistes fut d'ailleurs utilisée comme argument par un partisan du vote des femmes, Sir Alfred Mond, au cours des débats du 19 juin, en réponse à ceux qui soutenaient que les femmes ne réclamaient pas vraiment le droit de vote : "We may be told there is no great agitation in favour of the suffrage. That is true, but it would be unfair to argue from that that there is no demand for it. The loyal way in which all those interested in the movement who fought for it have, since the beginning of the War, subordinated all their activities to the purpose of helping to win the War [...] is, I think, a feature of great nobility which ought to be recognised.", House of Commons Debates, 19 June 1917, col. 1715-1716.

¹⁵⁴ Présidente de L'Union des Femmes Libérales pour le Suffrage (Liberal Women's Suffrage Union)

¹⁵⁵ "We are of opinion that the question of women's suffrage is rapidly approaching a crisis, and if we postpone our work until after the war we may lose a priceless opportunity of securing political and economic liberty for women. We are fully aware that most Liberal women are at present giving of their best to war activities and it may be difficult, and even irksome to them to arrange meetings ; but in all our stress of war work it is important that we should not lose sight of what is to happen after the

La NUWSS et la WFL encouragèrent leurs membres à inonder les ministres de courrier et, au printemps 1916, Eleanor Rathbone, membre du comité exécutif de la NUWSS, forma un comité consultatif des sociétés suffragistes représentant vingt organisations différentes¹⁵⁶. Ce comité obtint, début août, un entretien avec Lord Robert Cecil et Bonar Law, à qui la délégation souligna la nécessité pour les femmes d'obtenir le droit de vote à temps pour participer aux élections à venir, qui auraient à traiter des problèmes de reconstruction de l'après-guerre¹⁵⁷.

Lorsque la Speaker's Conference fut enfin annoncée, fin 1916, la NUWSS encouragea immédiatement ses sociétés à tenir des réunions de propagande, et lança une campagne de presse avec l'aide d'un groupe de femmes journalistes. Une grande manifestation fut également organisée à Londres pour la nouvelle année, tandis que se succédaient les délégations et les requêtes auprès des députés¹⁵⁸. Mi-décembre, enfin, se tint une réunion informelle au domicile de Sir John Simon, afin de discuter du déroulement des débats concernant la question du suffrage à la conférence¹⁵⁹. Simon et Dickinson, tout en admettant qu'il y avait de fortes chances pour que la conférence se déclarât favorable au suffrage féminin, pensaient qu'il y avait très peu de chances en revanche pour qu'elle recommandât le suffrage universel et que si les défenseurs de ce dernier, à l'instar de la Women's International League for Peace ou la Workers' Suffrage Federation, se montraient trop pressants, ils

war. If we want women to take their share in the "great rebuilding of the nation", in the settlement of the economic questions, in the consideration of the problems relating to military service, temperance, morality, education etc, we must keep ourselves in touch with the changes which are going on around us, and which indirectly are bringing women's suffrage so acutely to the front." Monthly News of the Conservative and Unionist Women's Franchise Association, March 1917, "Liberal Women and the Vote".

¹⁵⁶ La WSPU refusa d'en faire partie

¹⁵⁷ Fawcett, *Women and the Women's Victory*, p. 134

¹⁵⁸ NUWSS minutes, 3/11/16 et 7/12/16

¹⁵⁹ Etaient présents Sir John Simon, W.H. Dickinson, Henry Nevinston, Mary Macarthur, Kathleen Courtney et Mrs Fawcett.

risquaient de compromettre toute chance de succès. Suffragistes et parlementaires discutèrent de la meilleure façon de régler la question du nombre supérieur de femmes par rapport aux hommes, et s'accordèrent à penser que la manière la plus acceptable de réduire le nombre d'électrices était d'élever leur âge minimum légal¹⁶⁰. Cette réunion, et celles tenues au mois d'août, sont absentes de quasiment tous les ouvrages sur la question¹⁶¹. Or, elles montrent que si les suffragistes ne purent pas prendre part en personne à la conférence, elles ne manquèrent pas de se tenir au courant du déroulement des débats et d'exercer, bien que dans une moindre mesure, leur influence.

Comme le rapport de la conférence était sur le point d'être publié, W.H. Dickinson confia à Mrs Fawcett que la mesure décidée par la conférence représentait une base solide¹⁶² et conseilla à cette dernière de ne pas discuter les termes de la réforme, même si ceux-ci ne répondaient pas tout à fait aux attentes des suffragistes ; cela n'aurait fait que fournir au gouvernement une excuse pour reporter, une fois de plus, le règlement de la question. Il était plus que jamais nécessaire que les suffragistes présentent un front uni et que les défenseurs du suffrage universel restent modérés dans leurs exigences. Mrs Fawcett, bien qu'elle n'approuvât pas entièrement la limite d'âge et l'exclusion des jeunes femmes vivant chez leurs parents, suivit néanmoins le conseil de Dickinson : à l'occasion d'une rencontre avec le ministre responsable (Walter Long), en février, elle fit part de sa décision et de celle de vingt-

¹⁶⁰ Memorandum on Conversation at 36, Eccleston Squar, December 15th, 1916 (confidential), MGF/89/II/128a.

¹⁶¹ A l'exception de celui de Sandra Holton, (*Feminism and Democracy*), qui utilise l'argument de cette dernière réunion afin de donner tort à ceux qui décrivent le mouvement suffragiste comme ayant alors été moribond et inefficace.

¹⁶² "Something very substantial, upon which to build a demand which I have great hopes will be successful," Dickinson to Mrs Fawcett, 19/1/17, in M. Pugh, "Politicians and the Women's Vote", *History*, vol. 59, n° 197, 1974, p. 365.

deux sociétés suffragistes¹⁶³ de soutenir les propositions de la commission et de ne pas demander plus, ceci à la condition que le gouvernement acceptât, de son côté, d'inclure lesdites propositions dans le projet de loi. La limite d'âge n'en fut pas moins une source de discorde parmi les suffragistes, l'un des principaux griefs étant que les jeunes femmes qui avaient travaillé dans les usines de munitions, et dont le travail avait été tant vanté, seraient exclues de la réforme. Peu de temps après, une importante manifestation en faveur du vote des femmes fut organisée, au cours de laquelle l'accent fut mis, comme il se devait, sur le travail de guerre¹⁶⁴, et une délégation à caractère similaire fut reçue, un mois plus tard, par le premier ministre. Entre temps, chaque membre du cabinet avait été contacté personnellement.

Une fois les débats du Parlement entamés, les suffragistes jugèrent que le terrain sous leurs pieds était suffisamment solide pour tenter, à l'instigation d'Eleanor Rathbone, une amélioration du projet de loi : elles demandèrent au gouvernement d'appliquer aux électrices des gouvernements locaux le même principe qui avait été adopté pour le vote parlementaire, autrement dit d'admettre sur le registre électoral non seulement celles qui pouvaient se qualifier en tant que telles, mais également les épouses des électeurs. Sir George Cave, le représentant du gouvernement responsable du projet de loi aux Communes, s'y opposa tout d'abord, avant d'être inondé, ainsi que le président de la Chambre, de lettres et de télégrammes provenant de différentes organisations à travers le pays. Le 20 novembre, le gouvernement retira son opposition et l'amendement fut voté¹⁶⁵.

¹⁶³ Une conférence avait été convoquée par la NUWSS afin d'examiner s'il était souhaitable ou non d'accepter, pour commencer, une mesure limitée de suffrage féminin. Il fut décidé d'accepter les propositions offertes, qui donneraient le vote à six millions de femmes, mais pas avant, cependant, que ne soit enregistrée la promesse que les sociétés suffragistes continueraient le combat pour l'égalité du droit de vote. *The Catholic Citizen*, 15/12/28, "History of the CWSS", p. 105

¹⁶⁴ Soixante-dix métiers différents furent représentés, de l'allumeuse de réverbère à la gardienne de la paix.

Après toutes ces années de lutte, l'obtention du vote par les femmes ne fut certes pas le triomphe auquel on aurait pu s'attendre ; des problèmes bien plus graves préoccupaient le pays, et la victoire fut silencieuse.

Je me souviens que Christabel et moi étions assises dans son appartement, emmitouflées dans nos manteaux, devant un feu minuscule, lorsque nous entendîmes la nouvelle, se souvient Jessie Kenney. Nous étions épuisées par notre travail de guerre, il n'était pas question du merveilleux défilé de victoire que nous avions prévu dans tous les détails¹⁶⁶.

Cicely Hamilton déclare quant à elle, quelques années plus tard : *Je peux dire sans me tromper qu'au moment où la mesure accordant le droit de vote aux femmes fut votée, un grand nombre de celles qui étaient concernées auraient été bien plus touchées par la nouvelle que la Grosse Bertha avait explosé ou que le prix du bacon avait diminué de trois pence [...] la nourriture et la destruction des armements ennemis étaient bien plus importants alors que le statut des femmes ou les urnes électorales¹⁶⁷..*

Selon les termes de la réforme électorale de 1918, le Parlement accorda le droit de vote aux femmes âgées de trente ans et plus qui étaient elles-mêmes déjà inscrites sur les listes électorales pour les élections municipales ou dont le mari jouissait de ce droit. Cette mesure permit à 8.479.196 femmes, dans les Iles britanniques, de s'inscrire sur les registres électoraux, contre 12.913.166 hommes, accordant ainsi aux femmes une part de 39,6 % de l'électorat. S'il est indéniable qu'une telle réforme représenta un progrès considérable en matière de droits politiques, deux de ses

¹⁶⁵ Cf pp. 92-93.

¹⁶⁶ "I remember sitting with Christabel in her flat, both of us huddled in our coats over a tiny fire, when we heard about the Vote [...] We were exhausted by our war work and there was no question of the wonderful victory procession we had planned in such detail.", David Mitchell, *Queen Christabel*, London : MacDonald & Jan, 1977, pp. 267-68.

¹⁶⁷ "It is safe to say that at the moment the measure enfranchising women became the law of the land, a large proportion of those concerned would have been stirred to far greater emotion by the news that Big Bertha had exploded or that bacon had gone down three pence [...] food and the destruction of enemy armament were of far more importance at the moment than the status of women or the ballot box.", *Time and Tide*, 25/2/21.

aspects doivent toutefois être pris en considération, la restriction d'âge et la décision de lier les droits de la femme à ceux de son mari, qui sont la preuve que la réforme électorale en question n'avait rien de révolutionnaire : la femme, même munie du droit de vote, restait avant tout une mère et une épouse et il était préférable que les jeunes femmes que la guerre avait rendues plus indépendantes, celles que l'on surnommerait bientôt les "flappers", n'aient pas leur mot à dire dans la reconstruction du pays. Il est néanmoins légitime de se demander combien de temps encore les femmes auraient dû attendre si les sociétés suffragistes n'avaient pas continué leurs activités pendant la guerre, et n'avaient pas su profiter de l'occasion présentée par la nécessité de remettre à jour le registre électoral. Les louanges généreuses, mais essentiellement vides, sur l'effort de guerre des femmes ne semblent en effet pas avoir joué un rôle aussi important que le laissèrent entendre la presse ou les hommes politiques, d'autant plus que ces louanges se changèrent rapidement en reproches lorsque commença la démobilisation.

De nombreux observateurs de l'époque, dans les deux camps, attribuèrent la décision du gouvernement d'accorder aux femmes le droit de vote à son appréciation du travail accompli par celles-ci au cours de la guerre. Les historiens, en grand nombre, ont accepté cette explication, ajoutant que l'arrêt des activités militantes durant les années de guerre avaient permis aux hommes politiques de revenir sur leur opposition tout en gardant intacte leur crédibilité. Si cette dernière remarque est certainement justifiée, soutenir que les mentalités avaient changé et que certains préjugés avaient disparu face à la valeur du travail accompli par les femmes n'est, en revanche, pas seulement difficile à prouver mais également peu plausible.

Car s'il est possible que la participation des femmes à l'effort de guerre ait amené certains sceptiques à réviser leur opinion sur la valeur de ces dernières, en donner comme preuve les articles élogieux trouvés dans la presse ou les commentaires flatteurs d'hommes politiques serait toutefois trompeur : les premiers, comme on l'a vu, relevaient le plus souvent soit de la propagande (en particulier au début du conflit), soit de convictions personnelles de certains barons de la presse, comme Northcliffe ; quant aux commentaires d'anciens anti-suffragistes "convertis" dont Asquith fournit, à partir de 1917, quelques exemples¹⁶⁸, ceux-ci étaient souvent contredits en privé ; à cet égard, les propos d'Asquith sur les élections de Paisley, en 1920, auraient tout aussi bien pu être tenus cinquante ans plus tôt : *"Il y a environ quinze mille femmes inscrites sur le registre électoral — une masse épaisse, impénétrable, et en grande partie inaccessible — dont tout ce que l'on sait est qu'elles sont pour la plupart profondément ignorantes des affaires politiques,*

crédules au plus haut point et aussi constantes dans leurs opinions qu'une flamme agitée par le vent"¹⁶⁹.

Bien d'autres éléments tendent à contredire la thèse d'un changement flagrant des mentalités et du droit de vote comme récompense : la restriction d'âge, éliminant d'office les jeunes femmes ayant participé à l'effort de guerre, le renvoi massif d'ouvrières à la fin de la guerre, ou encore la réticence, une fois la loi promulguée, à aborder certains domaines de réforme.

Il ne faut en outre pas oublier que la réforme électorale de 1918 ne fut à aucun moment une mesure destinée aux femmes, mais fut occasionnée par la nécessité de modifier les registres électoraux afin de pouvoir faire voter les *hommes* partis à l'armée. La question du vote des femmes fut d'ailleurs la seule parmi les propositions de la Speaker's Conference à ne pas faire l'unanimité et, si l'on en juge par certains discours tenus dans les deux Chambres au moment des débats, ce fut en grande partie pour protéger l'intégralité du projet que la clause IV fut votée.

*Je ne crois pas que nous aurions obtenu le droit de vote à ce moment précis, écrivit plus tard Mrs Fawcett, si ce n'est qu'il était absolument nécessaire d'introduire une loi afin d'empêcher que ne soient totalement privés de leurs droits électoraux les millions d'hommes qui étaient partis servir leur pays à l'étranger, dans la Marine et dans l'Armée, ou dans des usines de munitions ou dans d'autres emplois, et qui avaient été éloignés de leur lieu habituel de résidence*¹⁷⁰.

¹⁶⁸ Voir discours annexe 10.

¹⁶⁹ "There are about 15.000 women on the Register — a dim, impenetrable, for the most part ungetatable element — of whom all that one knows is that they are for the most part hopelessly ignorant of politics, credulous to the last degree, and flickering with gusts of sentiment like a candle in the wind." Letters from Lord Oxford to a friend, 1933, pp. 125-6, in Pugh, *Women and the Women's Movement*, p. 40.

¹⁷⁰ "I do not believe we should have won the vote just when we did, except for the fact that it was absolutely necessary to introduce legislation in order to prevent the almost total disfranchisement of many millions of men who had been serving their country abroad, in the Navy and Army, or in munitions or other work which had withdrawn them from places where they usually resided...", Fawcett, "Progress of the Women's Movement in the United Kingdom", in Ida Husted, Harper (ed.), *History of Woman Suffrage*, 1922.

Millicent Garrett Fawcett n'était pas la seule féministe à rejeter l'idée selon laquelle la victoire de la cause suffragiste en 1918 pouvait être attribuée aux services de guerre rendus par les femmes. Pour Vera Brittain, la loi électorale de 1918, comme les réformes qui suivirent, était la conséquence logique du mouvement féministe, et la guerre n'avait fait que hâter sa venue¹⁷¹. Quant à Evelyn Sharp, ancienne suffragette, elle considère que cette croyance n'est juste que dans la mesure où la gratitude envers les femmes offrit une excuse pratique aux anti-suffragistes, au sein du cabinet et à l'extérieur, pour se sortir de façon diplomatique d'une situation qui, déjà avant la guerre, était devenue intenable¹⁷², idée également évoquée par J.H. Thomas, député, lors de l'inauguration des Women Citizens' Associations¹⁷³.

Quant à évaluer avec justesse le rôle émancipateur de la guerre, il est nécessaire pour cela d'aller plus en avant dans le temps. Certes les changements existèrent, mais il faut néanmoins attendre un retour à la normale et de nouvelles situations de crise, telles que la démobilisation ou la Dépression, pour pouvoir juger de leur profondeur.

¹⁷¹ *Manchester Guardian*, 13/11/29, "Their Name Liveth", in Berry et Bishop (ed) *Testament of a Generation, The Journalism of Vera Brittain and Winifred Holtby*, London : Virago, 1985, p. 208

¹⁷² "popular error which still sometimes ascribes the victory of the suffrage cause, in 1918, to women's war service. This assumption is true only in so far as gratitude to women offered an excuse to the anti-suffragists in the Cabinet and elsewhere to climb down from a position that had become untenable before the war.", Evelyn Sharp, *Unfinished Adventure*, London : John Lane, 1933, pp. 155-6.

¹⁷³ "I do not agree with [...] those who believe that women established their right to full citizenship by their services during this war [...] Women had established their claim long before this war. All that the war did was to give a convenient excuse to a large number of people to diplomatically get out of an impossible position.", WCA, "The Citizenship of Women", 1933, Rapport de la réunion d'inauguration de 1918, p. 4.

Deuxième partie :

***L'ENTRE-DEUX-GUERRES ET LA
REACTION ANTI-FEMINISTE***

La guerre prit fin, se souvient Irene Clephane, et cet instant fut tout d'abord accompagné par un sentiment d'intense soulagement, puis par une sensation de désœuvrement total [...] Les conflits en temps de paix durent reprendre dans un monde bien plus pauvre que celui d'avant-guerre, et leur reprise entraîna un chaos bien plus grand que n'avait représenté la transition d'une situation de paix à une situation de guerre [...] Au cours de ces réadaptations, les femmes souffrirent cruellement¹.

Les années d'entre-deux-guerres offrent souvent une double image : celle des "années folles", tout d'abord, symbolisées par l'envie de s'amuser et d'oublier la guerre, par une meilleure qualité de vie et de nouveaux loisirs ; celle aussi d'une période de crise économique et de chômage, d'années sombres où règne un sentiment d'instabilité et de désillusion². On peut dire que c'est cette même dualité qui caractérise en grande partie la condition féminine durant la période : les femmes connaissent alors une certaine émancipation, qu'elles manifestent principalement par leur tenue vestimentaire, une plus grande activité physique, un comportement sexuel plus libre et, de manière générale, une plus grande indépendance ; elles sont cependant dans le même temps confrontées à une forte réaction anti-féministe et à une tendance marquée à la domesticité qui cherche à les écarter de la vie active pour les confiner à leur foyer, ce qui fera dire à certains que la condition féminine connaît, dans les années trente, un "retour en arrière".

¹ "The war ended, and with its cessation came first a sense of intense relief, then a sense of complete aimlessness [...] The struggles of peace-time had to be resumed in a world far poorer than before the war : and their resumption involved greater chaos than the transition from peace to wartime conditions [...] In these adjustments, women suffered cruelly.", I. Clephane, *Towards Sex Freedom*, p. 199-200.

² "The world as we had inherited it was an uncertain, unstable place suffering the aftermath, the nervous reaction of four years of physical torture.", Barbara Cartland, *The Isthmus Years*, London : Hutchinson, 1942, p. 18.

Le fait est que si l'idée que la guerre a bouleversé les rôles sexuels et émancipé les femmes bien plus que les années de lutte antérieures est très répandue au lendemain du conflit, il devient vite évident que ces changements ont été assez mal vécus par les hommes et notamment par les soldats, qui semblent nourrir une certaine rancœur à l'égard de celles qui, non seulement, n'ont pas eu à aller se battre mais ont au contraire tiré profit de leur absence pour se forger une place dans la vie économique du pays³. Quant ceux-ci rentrent du front, ils retrouvent, en outre, des foyers qui se sont parfaitement bien passés d'eux durant quatre ans, des enfants qu'ils connaissent à peine et des femmes qui ont pris goût à une certaine indépendance et n'ont pas toujours l'intention d'y renoncer pour se soumettre de nouveau à une présence masculine. La réadaptation n'est certes pas facile ; sans compter que la guerre et les expériences totalement différentes vécues par les uns et les autres, au front et au foyer, ont très tôt dressé une barrière insurmontable entre individus et que les couples n'ont pas été épargnés⁴.

Cette incompréhension, et l'animosité que souvent elle engendre, continuent à être ressenties longtemps après la fin de la guerre et se traduisent notamment par une augmentation des crimes sexuels dont sont victimes femmes et enfants, et des violences physiques et verbales à l'encontre de celles que l'on accuse de "voler" le

³ Emmeline Pethick-Lawrence se souvient à ce sujet de la visite d'un officier en permission qui, fin 1916, lui avait confié que *"Many men at the front felt that women had left them to their fate —but he put it more strongly than that."*, Emmeline Pethick-Lawrence, *My Part in a Changing World*, London : Victor Gollancz, 1949, p. 316.

⁴ Vera Brittain, qui perçoit progressivement les changements produits par la guerre sur son fiancé, à travers les lettres qui lui parviennent du front et lors de rares permissions, ressent très tôt cette division et avoue *"the fear that the War would come between us —as indeed, with time, the War always did, putting a barrier of indescribable experience between men and the women they loved[...]"* Quite early I realised this possibility of a permanent impediment to understanding." V. Brittain, *Testament of Youth*, p. 143. Lorsque, après avoir, à son tour, servi trois ans dans l'armée, Vera Brittain réintègre la

travail des hommes de retour du front, qui plus est pour un simple salaire d'appoint, et d'avoir, surtout, trahi leur féminité⁵. Dès le départ, il apparaît évident que cette paix tant attendue ne se fera pas sans mal.

Le seul fait de signer un armistice ne suffit pas à éteindre les forts sentiments d'hostilité que quatre années de guerre avaient attisés, écrit Cicely Hamilton en 1935. Il fallut du temps avant que ceux-ci ne s'éteignent [...] L'humeur combative semblait être devenue une habitude pour nous⁶.

Pour nombre de ceux à qui le monde apparaît comme instable et incertain, l'idée de sécurité devient alors tout naturellement associée à la situation d'avant-guerre. En matière de relations hommes-femmes, ce besoin d'un retour aux valeurs traditionnelles et le désir urgent d'éviter toute violence et tout conflit dans la société britannique d'après 1918 conduit à réaffirmer les différences entre les sphères publiques et privées et donc entre les sexes. A un moment où les féministes comptent bien exploiter le début d'émancipation amorcé par la guerre et leur pouvoir politique nouvellement acquis, elles se heurtent à l'opposition de nombreux hommes, mais aussi de nombreuses femmes qui, réagissant violemment à l'expérience de la guerre, veulent simplement que tout rentre dans l'ordre : que les hommes retrouvent un emploi et que les femmes retournent au foyer. Cette tendance réactionnaire, que va bientôt venir renforcer un fort courant anti-féministe commun, à l'époque, à de nombreux pays d'Europe, se traduit de différentes manières : très concrètement,

vie civile et étudiante, c'est cette même incompréhension qu'elle perçoit entre elle et ses collègues d'université qui n'ont connu la guerre que de loin (p. 484-86).

⁵ Pour Vera Brittain, l'anti-féminisme de la période était la conséquence de la transformation de la névrose de guerre en peur : peur de l'inconnu, de la perte du pouvoir et, par conséquent, des femmes ("post-war reaction, in which war neurosis had been transformed into fear —fear especially of incalculable results following from unforeseen causes ; fear of the loss of power by those in possession of it ; fear, therefore, of women"). *Testament of Youth*, p. 582.

d'abord, par la démobilisation des travailleuses de guerre et la restriction du travail féminin, dont les femmes mariées sont les premières victimes, mais aussi, simultanément, par l'éloge des fonctions maternelles et domestiques de la femme.

⁶ "*The passion of enmity, fanned through four years, was not extinguished by the mere act of signing an armistice ; it took time to burn itself out[...] The war mood seemed to have become a habit with us.*", C. Hamilton, *Life Errant*, London : Dent, 1935, p. 186-7.

CHAPITRE I

LES ORGANISATIONS FEMINISTES APRES

L'OBTENTION DU DROIT DE VOTE

I. LA REORGANISATION DU MOUVEMENT

La réforme électorale de 1918, en accordant le droit de vote aux femmes de trente ans et plus, marqua, pour les féministes, la fin d'une étape, mais en aucun cas la fin de la bataille. Le droit de vote n'avait pas seulement représenté pour elles le symbole du droit des femmes à la citoyenneté mais aussi, et surtout, la clef nécessaire à l'ouverture de toutes les autres portes qui leur restaient fermées ; la clef obtenue, ces portes devaient maintenant être ouvertes :

La lutte pour le suffrage n'est pas terminée, affirma le Woman's Leader en 1920. Quand nous nous battions de toutes nos forces pour le droit de vote, nous ne le recherchions pas seulement en tant que tel, mais en tant que symbole et que clef. Nous avons maintenant la clef, nous l'avons tournée dans la serrure, mais à quoi nous servira-t-elle, à nous ou à celles qui nous suivent, si nous ne pouvons ouvrir la porte et la tenir ouverte ? Le symbole doit devenir réalité⁷.

⁷ "Suffrage work is not yet done. When we strove with most passion for the vote, we sought it not for itself only, but as a symbol and a key. We have got the key now, we have turned it in the lock, but of what use will it be to us or to those who follow us, unless we can push the door open and hold it open? The symbol must be made real.", *The Woman's Leader*, 6/2/20, p. 7.

A peine la réforme électorale avait-elle reçu l'assentiment royal que les différentes sociétés tinrent leur conseil annuel afin de discuter de leurs actions futures. Certaines estimèrent que la lutte était quasiment terminée et choisirent de se retirer de la scène politique —ce fut le cas des United Suffragists, qui cessèrent leurs activités en février 1918⁸ ; d'autres se dirigèrent vers de nouvelles causes, comme par exemple la Workers' Suffrage Federation de Sylvia Pankhurst, qui avait connu un changement idéologique tel qu'elle était maintenant une organisation très différente de la fédération originelle, tournée non plus vers un féminisme socialiste, mais vers le socialisme international.

Pour les principales organisations, telles que la NUWSS, la WFL ou la CWSS, il était cependant hors de question de mettre la clef sous la porte ; il était au contraire urgent qu'elles se concertent sur les objectifs qui devaient maintenant être les leurs et qu'elles trouvent de nouveaux points de ralliement pour le mouvement. L'unité de celui-ci avait, jusqu'en 1914, été maintenue par un objectif principal commun : le droit de vote ; il semblait maintenant normal de s'attaquer aux autres causes du féminisme. L'anomalie que représentait la restriction d'âge pour les électrices devait certainement faire l'objet d'efforts, mais ne pouvait en aucun cas constituer une base suffisante pour une campagne. En cherchant à formuler un nouveau programme, la question se posa pour la première fois de savoir ce qu'était exactement une réforme féministe.

⁸ *"Though our object in its entirety has not been attained, our society feels that to continue in existence only for the purpose of removing women's remaining political disabilities is impracticable, and that to widen our scope to undertake other reforms would be but to add to the number already in existence for such a purpose", Votes for Women, February 1918, p. 332.*

1. La NUWSS

En février 1918, un article parut dans *The Common Cause* sur l' "Avenir de la NUWSS", dans lequel Eleanor Rathbone déclarait à propos du droit de vote parlementaire qu'il n'avait été "*que la clef de voûte de l'édifice pour la construction duquel l'Union Nationale avait été créée*"⁹. Maintenant que la clef était solidement en place, l'organisation devait essayer de concevoir ce à quoi la construction en question devait ressembler.

Dès 1917, alors que la réforme électorale semblait désormais sur le point d'aboutir, la NUWSS s'était réunie pour discuter du futur rôle de la société¹⁰ et avait pu constater que ses membres étaient divisées entre celles qui souhaitaient travailler pour l'égalité des chances entre hommes et femmes, et celles qui voulaient maintenant s'occuper de l'éducation des nouvelles électrices, et qui se tournèrent par la suite vers les associations de citoyennes. En 1918, la NUWSS décida par conséquent de continuer à travailler pour l'égalité du droit de vote mais signifia son intention de promouvoir un programme plus large que celui qui l'avait occupée jusqu'alors en étendant tout d'abord ses objectifs à l' "*obtention de toutes les autres réformes, économiques, juridiques et sociales, nécessaires à la réalisation d'une véritable égalité des libertés, des statuts et des chances entre hommes et femmes*"¹¹, puis en adoptant un nouveau nom reflétant les changements décidés : l'Union Nationale des Sociétés pour le Suffrage des Femmes (NUWSS) devint ainsi, en 1919, l'Union Nationale des Sociétés pour l'Egalité de la Citoyenneté (NUSEC). Pouvait

⁹ "*merely the keystone of the edifice the National Union exists to build*", in Alberti, *Beyond Suffrage : Feminists in War and Peace 1914-28*, Basingstoke : Macmillan, 1989, p. 74.

¹⁰ NUWSS minutes, 30/10/17.

¹¹ Fawcett, *The Women's Victory and After*, p. 160.

adhérer à l'organisation toute société dont l'un des buts était l'égalité entre les sexes —une tentative sans doute de réunir les éléments épars qui recherchaient, sous des noms et par des moyens différents, ce même but.

L'année écoulée avait cependant montré que le domaine de réformes couvert par les nouveaux objectifs de l'organisation était beaucoup trop vaste pour que celle-ci puisse s'y aventurer sans disperser ses énergies et que des changements de méthodes semblaient nécessaires. Au conseil annuel de 1919, il fut donc décidé que chaque année seraient choisies un certain nombre de questions jugées mûres pour une action immédiate, et sur lesquelles seraient plus particulièrement concentrés les efforts de l'organisation. Pour une organisation dont l'objectif principal avait, pendant longtemps, été clairement défini, faire un choix ne s'avéra pas chose facile¹². Les six premières questions choisies pour être la cible des campagnes de l'année 1919 concernèrent 1) l'égalité des salaires et des chances, 2) l'égalité des critères moraux (notamment la réforme des lois iniques sur le divorce et la prostitution), 3) les pensions pour les veuves de civils avec enfants à charge, 4) l'égalité du droit de vote et l'élection de femmes députées au Parlement, avec la représentation proportionnelle comme moyen d'y parvenir, 5) l'égalité des droits de tutelle pour les deux parents, 6) l'ouverture des professions libérales aux femmes¹³.

L'énorme campagne pour le droit de vote avait cependant non seulement absorbé toutes les énergies du mouvement, elle avait également dominé sa réflexion, et il semblait difficile qu'un programme tel que celui qui venait d'être voté puisse

¹² "No problem of policy organisation which its delegates were called upon to face in the old days of concentration required anything resembling the mental effort of selecting from the present heart-breaking tangle of sex-injustices, six immediate problems upon which to concentrate the activities of their organisation.", *Woman's Leader*, 12/3/20, "The Second Round", p. 125.

¹³ *The Common Cause*, 31/10/19, "The Future Work of the NUSEC", p. 361 ; Fawcett, *The Victory and After*, p. 161.

représenter un point de ralliement aussi puissant que celui qui venait de disparaître. Les organisations féministes n'eurent pas à attendre longtemps pour constater les résultats de ce changement : dès 1921, Eleanor Rathbone, qui avait, en 1919, remplacé Mrs Fawcett à la tête de la NUSEC, déplorait une baisse d'intérêt de la part des adhérentes et la difficulté à attirer de nouvelles recrues.

Il est vrai, bien sûr, avoue-t-elle, qu'un programme de six points ne permet pas une concentration de réflexion et d'activité aussi intense que notre simple ancien objectif, 'Le droit de vote pour les femmes'. Le fait est que la force même de notre programme est aussi sa faiblesse. Sa richesse et sa diversité font qu'il est plus difficile à comprendre. C'est pour cette raison que nous avons plus que jamais besoin de sociétés fortes, dirigées par des femmes capables, et qui joueraient le rôle d'interprètes ; celles-ci ne sont malheureusement pas assez nombreuses¹⁴.

Une autre raison donnée par Eleanor Rathbone au désintérêt de certaines pour la cause suffragiste était que les femmes des classes aisées qui avaient eu, jusqu'alors, le plus d'argent et de temps à consacrer à la cause féministe avaient obtenu ce qu'elles voulaient : le droit de voter, de se présenter aux élections parlementaires et d'entrer dans les professions libérales. Bon nombre d'entre elles avaient par conséquent quitté le mouvement ou ne faisaient désormais guère plus qu'acte de présence :

Quand elles travaillaient pour le droit de vote, dénonce Rathbone, elles trouvaient que c'était de la bonne propagande que de parler et d'écrire à propos des torts subis par l'ouvrière exploitée, l'épouse malheureuse et la veuve de l'Assistance Publique. De tels arguments avaient, constataient-elles, plus de poids auprès du public que le simple fait de rappeler à ce dernier la situation intolérable qui faisait que leurs propres jardiniers et

¹⁴ "It is true, of course, that a programme containing six points does not allow of such intense concentration of thought and activity as our old simple objective, "Votes for Women". The fact is that the very strength of our programme is its weakness. Its richness and diversity make it harder to grasp. For that reason, we are more dependent than ever on having strong societies with capable officers to act as interpreters and we have not enough of those.", "The Uses of Unpopularity", discours présidentiel du 8 mars 1921, in *Milestones, Presidential Addresses at the Annual Council Meetings of the NUSEC by Eleanor Rathbone, 1920-29*, Liverpool : Lee & Nightingale, 1929, p. 9.

cochers pouvaient voter tandis qu'elles-mêmes ne le pouvaient pas. Mais maintenant ces utiles arguments ont rempli leur rôle et l'engagement sous-entendu par leur utilisation semble oublié¹⁵.

Avec un programme aussi ambitieux que celui qu'elle s'était fixée, c'était un travail de longue haleine qui attendait l'organisation. Fidèle à ses méthodes d'avant la guerre, la NUSEC opta pour une action parlementaire et un long travail législatif, dont le caractère complexe et, à première vue peu attrayant, peut sans doute expliquer pourquoi cette période fut si longtemps négligée par les historiens au profit des années de militantisme suffragiste plus mouvementées.

La NUSEC s'étant donné comme but premier l'obtention de réformes législatives, sa section parlementaire occupa tout naturellement un rôle central dans l'organisation. *"Seuls les amateurs, dans les organisations politiques, s'imaginent que l'on peut obtenir du Parlement qu'il vote des lois par le simple fait d'adopter des résolutions et de les envoyer au gouvernement et aux députés"* lit-on dans le rapport annuel de 1920¹⁶. De telles résolutions étaient certes nécessaires, mais il fallait surtout qu'une section parlementaire active soit à l'œuvre dans les coulisses, afin de recueillir et de diffuser les informations, s'entretenir avec les députés, élaborer des projets de loi et faire en sorte qu'ils soient présentés au Parlement.

Il est vrai d'un nombre important de réformes qu'elles n'auraient jamais abouti si la NUSEC n'avait pas pris l'initiative de les promouvoir et si sa technique parlementaire n'avait pas été adaptée au travail de précision que nécessitait leur vote.

¹⁵ *"When they were working for the suffrage, they found it good propaganda to speak and write of the wrongs of the sweated woman worker, the unhappily married wife, and the Poor Law widow. Such arguments, they found, had more weight with the public than the mere reiteration of the intolerable fact that their own gardeners and coachmen had votes and they themselves had none. But now these useful arguments have served their turn and the pledge implied by their use seems to be forgotten."*, *Woman's Leader*, 11/3/21, *Ibid*.

On peut citer parmi celles-ci le "Matrimonial Causes Amendment Act" de 1923, élaboré par la NUSEC et présenté au Parlement par un simple député (private member's bill), que le gouvernement fut persuadé d'adopter ; le "Guardianship of Infants Act", voté comme loi gouvernementale après trois tentatives abortives durant les trois années précédentes, et le "Summary Jurisdiction (Separation and Maintenance) Act" de 1925¹⁷. Ces résultats, s'ils ne furent pas toujours des réussites complètes et si les féministes durent souvent se contenter de mesures amputées, illustrent néanmoins la méthode de la NUSEC, telle que la décrit Eleanor Rathbone lors d'une conférence à Bedford College quelques années plus tard :

Nous savions quand un compromis était nécessaire. Il existe une école de réformateurs qui méprise les compromis. Supposez qu'ils jettent leur dévolu sur la lune. Leur méthode est de scander : "Nous voulons la lune, nous voulons la lune, nous voulons la LUNE." Ce que l'expérience nous a appris, c'est qu'il valait mieux commencer par déclarer : "Nous voulons la lune", mais une fois certaines qu'elle était impossible à obtenir, décréter fermement : "Si vous ne pouvez pas nous donner la lune, alors donnez-nous cette grosse étoile, là" ; et, si cela échouait : "Donnez-nous au moins cette petite étoile, là-bas, tout près de l'horizon. Celle-là, vous savez que vous pouvez l'atteindre." Et une fois que nous l'avions obtenue, nous entreprenions, à partir de cette position stratégique, de nous emparer des plus proches¹⁸.

A celles qui reprochaient enfin aux méthodes parlementaires de la NUSEC de manquer d'audace, Eleanor Rathbone répondait que le contexte et les revendications

¹⁶ "Only amateurs in political organisations imagine that Parliament can be induced to put Bills on the Statute Book by the simple process of passing resolutions and sending them to the Government and individual MPs", NUSEC, Annual Report, 1920, p. 5.

¹⁷ Voir liste des réformes annexe 13.

¹⁸ "We knew when it was necessary to compromise. There is a school of reformers which despises compromise. Suppose they set their affections on the moon. Their way is to go on chanting, "We want the moon, we want the moon, we want the MOON." The plan which experience taught us was to begin by declaring, "We want the moon", but when certain that was unobtainable, to say firmly, "If you can't give us the moon, give us that particular star, that big one" ; if that failed, "At least let us have that little star, just near the horizon. You know you can reach that one." And when we got it, from the vantage ground of that little star, we proceeded to grasp at those nearest it.", E. Rathbone, *The Harvest of the Women's Movement*, conférence donnée à Bedford College le 29 novembre 1935, p. 9.

avaient changé et qu'il ne servait à rien de présenter demande sur demande aux membres du gouvernement puis laisser à ceux-ci le soin d'en faire des lois. Une telle façon de faire avait peut-être donné des résultats à l'époque de la campagne pour le droit de vote, lorsque la réforme demandée était simple et pouvait facilement être formulée en un projet de loi ; les réformes que cherchait désormais à obtenir la NUSEC exigeaient cependant des modifications complexes du droit écrit et jurisprudentiel et les dirigeantes devaient savoir exactement ce qu'elles voulaient et de quelle manière cela pouvait être obtenu si elles ne voulaient pas être bernées¹⁹.

Qu'elle ait essayé d'influencer la politique des différents partis (son rôle traditionnel) ou de promouvoir l'élection au Parlement d'hommes et, celle-ci étant devenue possible, de femmes dévoués à la cause féministe, la NUSEC conserva son indépendance vis-à-vis de tout parti. On peut d'ailleurs dire à son propos qu'elle avait, dans les années qui suivirent la guerre, un pied dans chaque camp avec, parmi ses membres, des libérales (M. Corbett-Ashby, M. Wintringham, H.A.L. Fisher), des travaillistes (E. Snowden, E. Picton-Tuberville, M. Stocks) et des conservatrices (Lady Selborne, Dame H. Gwynne Vaughan, Lady F. Balfour). De nombreuses femmes telles que Millicent Garrett Fawcett, Eleanor Rathbone ou Kathleen Courtney étaient, quant à elles, à l'écart de, ou même carrément hostiles, à la politique de parti.

¹⁹ "We were backwoodsmen in pre-war days, now we need to be skilled artisans. If we go to the Government saying merely this or that is wrong, put it right for us, they can bluff us as a lazy builder bluffs an ignorant housewife who asks him to cure her smoky chimney, saying "Madam, what you want is impossible ; if we did it the house would tumble down." Our method is to study the faulty structure for ourselves and make our plans, though they may not be exactly the plan which the builder

La NUSEC resta, après la guerre, tout comme elle l'avait été avant, au centre du mouvement féministe, mais ne fut pas la seule société suffragiste à poursuivre ses activités :

- la Women's Freedom League continua à fonctionner plus ou moins comme avant et resta fidèle au principe de l'égalité des droits²⁰, notamment celui du droit de vote, qui continua d'être le principal objectif de l'organisation dans les années qui suivirent.
- la Catholic Women's Suffrage Society choisit de continuer à travailler pour l'extension du droit de vote et d'ajouter à cet objectif l'égalité politique, économique et sociale entre hommes et femmes. Elle dut changer de nom en 1923 en raison de certaines contraintes imposées par l'usage du terme "catholique" dans sa dénomination²¹ et devint la St Joan's Social and Political Alliance.
- L'International Women's Suffrage Alliance, à travers sa section anglaise, continua à avoir des intérêts internationaux plutôt que nationaux. Principalement concernée, au moment de sa formation, en 1904, par l'obtention du droit de vote²², elle décida, en 1918, de se renommer l'International Alliance of Women for Suffrage and Equal

carries out, yet he sees we know too much to be pacified with bluff.", "Apologia Pro Vita Nostra", discours présidentiel du 24 février 1926, *Milestones*, p. 32.

²⁰ Ses objectifs : la réforme des lois sur la prostitution, le besoin urgent de logements, une femme au ministère de la santé, le choix de sa nationalité pour la femme mariée, la présence de femmes dans les jurys.

²¹ Alors que la société se préparait, début 1923, à participer au Congrès de l'IWSA qui devait se tenir à Rome en mai de cette même année la CWSS reçut l'ordre du Vatican de s'en abstenir : par décision du Saint Siège, "*no society calling itself Catholic could take part in, and be officially represented at, any meeting of a non-confessional, Protestant or neutral nature.*" Une telle interdiction aurait rendu difficile le travail de la CWSS qui décida, lors d'une réunion spéciale, le 23 juin 1923, de modifier son nom. Elle devint, le 20 octobre, la Saint Joan's Social and Political Alliance (*The Catholic Citizen*, 15/12/28, "The History of the CWSS", p. 107).

²² L'IWSA, organisation internationale, s'était développée à la suite d'une division au sein de l'International Council of Women lors du congrès de 1904 à Berlin. A ce moment-là, celles pour qui le suffrage féminin était une priorité avaient décidé de former l'IWSA (Alliance Internationale pour le Suffrage des Femmes). Dirigée jusqu'en 1923 par Carrie Chapman Catt, l'Alliance était dominée par les Américaines, bien que comprenant néanmoins des sociétés suffragistes membres du Canada, de Grande-Bretagne, Allemagne, France, Pays-Bas, Norvège, Suède...

Citizenship et étendit ses activités pour inclure l'égalité entre les sexes dans pratiquement tous les domaines.

- la London Society for Women's Suffrage (ancienne section londonienne de la NUWSS) décida quant à elle de resserrer, et non pas d'élargir, ses objectifs. Elle choisit de continuer la lutte pour l'égalité du droit de vote et l'égalité des chances, mais de concentrer dans un premier temps ses efforts sur l'obtention de l'égalité économique²³.

2. Le Six Point Group

Tout comme, au début du siècle, l'impatience de certaines suffragistes face à la lenteur des progrès accomplis par la NUWSS avait conduit à la formation d'une organisation militante (la WSPU), une nouvelle organisation vit le jour en 1921, motivée par le sentiment que les choses stagnaient en dépit du pouvoir nouvellement acquis²⁴ et que les méthodes de la NUWSS n'étaient pas assez efficaces : les réformes voulues ne pouvaient, selon les nouvelles venues, être atteintes que par initiative du gouvernement, quantité de projets de loi ayant échoué pendant les années précédentes pour la bonne raison qu'ils avaient été présentés par de simples députés²⁵.

Un programme politique applicable devait, en outre, être un programme dont chaque point pouvait être réglé par une loi simple et évidente. Face à la

²³ LSWS, Annual Report., 1917-18, p. 21.

²⁴ "For a long while now, there has been a strong feeling amongst women, especially the younger women, that in spite of their newly acquired power of the vote, they were getting "no forrader". There was so much that needed doing, yet so little was being done. A state of stagnation seemed to have supervened.", *Time and Tide*, 25/2/21, p. 175.

²⁵ "Now, a Private Member's Bill does many things. It keeps private members happy. It gives publicity to necessary reforms. It tests the feeling of the House. It absorbs the energies of ardent reformers and prevents them from making a nuisance of themselves to the powers that be. But there is one thing it does not do : it does not become law. [...] Our parliamentary system is deliberately, and probably wisely, so arranged that no controversial Bill which is not a Government Bill has any chance of

discrimination contre les femmes, il était par exemple inutile de réclamer des critères moraux égaux ; mieux valait travailler à amender la loi pénale afin d'élever l'âge de consentement, supprimer la possibilité pour l'accusé de plaider l'ignorance de l'âge de la victime dans le cas d'un détournement de mineur, ou encore durcir les peines contre les tenanciers de bordels. Un article paru dans *Time and Tide* en novembre 1920²⁶ et évoquant six domaines de réformes à traiter en priorité servit de base et donna son nom à la nouvelle organisation formée, le 17 février 1921, par Lady Rhondda et quelques autres anciennes suffragistes. Les six points en question concernaient 1) la situation des mères célibataires et de leurs enfants, 2) les veuves avec enfants à charge, 3) les crimes sexuels commis sur des enfants, 4) la tutelle des enfants, 5) l'inégalité des salaires entre hommes et femmes dans le professorat, 6) l'inégalité des chances dans la fonction publique²⁷. Le point n°2, parce qu'il avait été atteint, et le point n°4, parce qu'il ne pourrait plus progresser pendant un certain temps²⁸, furent remplacés en 1926 par l'égalité des droits politiques et des droits du travail²⁹ ; par la suite, chaque réforme atteinte fut remplacée par une autre afin qu'il y ait en permanence six points au programme. Si ce programme présente une similitude frappante avec celui de la NUSEC du début des années vingt, mentionné plus haut, les différences entre les deux organisations furent de plus en plus marquées au fil des

passing into law [...] and if by chance it does so pass it will emerge in such a form that its own mother wouldn't know it, and its best friends will say 'better dead.'", Time and Tide, 21/1/21.

²⁶ *Time and Tide*, 19/11/20.

²⁷ *Time and Tide*, 31/12/20, p. 700, et 21/1/21, p. 52.

²⁸ Le "Guardianship of Infants Act", voté en 1925, venait après plusieurs tentatives de la part d'organisations féministes de faire voter par le Parlement un projet de loi accordant aux deux parents les mêmes droits de tutelle sur leurs enfants. La loi de 1925, présentée par les conservateurs, était bien loin de la réforme demandée : la mère ne se voyait accorder des droits de tutelle égaux à ceux du père qu'en cas de dissolution du mariage (par divorce ou séparation légale), ceci afin que soit préservée l'unité du foyer qui, beaucoup le croyaient, serait menacée si mari et femme avaient les mêmes droits. Le compromis fut accepté par les organisations féministes car, si la nouvelle loi n'accordait pas le principe demandé, elle mettait néanmoins fin à certains des principaux griefs (la femme pouvait, jusqu'alors, se voir interdire de revoir ses enfants après un divorce ou une séparation). Il fallut cependant, par la suite, attendre 1962 pour de nouvelles tentatives d'améliorer cette loi.

années et, alors qu'un nouveau genre de féminisme, défendu par la NUSEC, allait prendre une importance grandissante au sein du mouvement, le Six Point Group resta fidèle à une politique égalitaire.

Bien que non militant, le SPG comptait de nombreuses anciennes suffragettes parmi ses membres et se considérait plus ou moins comme le successeur de la WSPU. Lady Rhondda envisagea d'ailleurs, en 1925, de demander à Mrs Pankhurst de prendre la tête de la campagne pour l'extension du suffrage mais abandonna l'idée sur le conseil de Lady Astor³⁰. Aucun retour réel aux méthodes d'avant 1914 n'eut cependant lieu.

La création de *Time and Tide*, le journal qui servit d'organe au SPG, avait précédé d'un an celle de l'organisation et avait été, elle aussi, due à l'initiative de Lady Rhondda. Constatant que les femmes ne pouvaient pas compter sur la presse établie, entièrement contrôlée par les hommes, pour faire entendre leur voix, cette dernière en était arrivée à la conclusion que seul un magazine dirigé par des femmes pouvait procurer aux lectrices l'éducation politique et l'analyse féministe qui feraient d'elles une entité électorale pouvant changer la société. Elle choisit donc, pour *Time and Tide*, une direction et un personnel exclusivement féminins et employa certaines des femmes écrivains les plus en vue de l'entre-deux-guerres : Elizabeth Robbins, Rebecca West, Winifred Holtby, Vera Brittain ou encore Virginia Woolf. Bien qu'offrant un point de vue féministe marqué, et même s'il servit régulièrement de plate-forme au SPG, le journal ne se voulait pas un moyen de propagande, mais

²⁹ *Time and Tide*, 15/10/26, p. 921.

³⁰ David Mitchell, *The Fighting Pankhursts*, London : Jonathan Cape, 1967, p. 156.

souhaitait aborder, outre les questions féminines, les différents aspects de la vie nationale. Il annonçait, dans son premier numéro, les raisons de sa création :

*Il y a [...] aujourd'hui une demande pour une presse plus indépendante, une presse dont le point de vue ne serait dicté par aucune conviction politique ou personnelle [...] c'est un tel journal que Time and Tide aspire à être [...] Il manque autre chose dans notre presse [...] un journal qui traiterait les hommes et les femmes comme faisant tout autant partie de la grande famille de l'humanité, travaillant côte à côte pour les mêmes objectifs et par des moyens tout aussi valables...*³¹

Time and Tide se proposa donc de combiner des discussions sur les questions politiques actuelles avec des articles d'intérêt féministe et des rubriques variées sur la littérature, le théâtre, la musique, le jardinage ou le sport. S'il conserva un certain nombre de collaboratrices, le journal perdit cependant au bout de quelques années son caractère féministe pour devenir, dans les années trente, une revue indépendante sur les questions d'actualité.

3. Fragmentation

Outre les principales organisations telles que la NUSEC, le SPG ou la WFL, intéressées par les droits des femmes ou l'émancipation féminine de manière générale, les années vingt virent fleurir quantité d'organisations travaillant pour des objectifs plus spécifiques et couvrant pour ainsi dire tous les aspects de l'activité féministe : l'Association for Moral and Social Hygiene, opposée aux lois sur les maladies vénériennes et sur la prostitution, la League of the Church Militant, défendant l'égalité des sexes dans l'Eglise Anglicane et, plus particulièrement,

³¹ "There is a demand today for a more independent Press, one whose attitude is not dictated by any party or personal bias [...] such a paper *Time and Tide* aspires to be [...] There is another need in our Press [...] the lack of a paper which shall treat men and women as equally part of the great

l'ordination des femmes, la London Society for Women's Service, concernée par l'extension des possibilités d'emploi pour les femmes et leur accès à la haute fonction publique, l'Open Door Council, opposé à la protection légale et favorable à des droits du travail égaux, la Women's Local Government Society, visant à promouvoir la représentation des femmes dans les autorités locales, la National Association of Women in the Civil Service, défendant les droits des femmes dans la fonction publique, la National Federation of Women Teachers, dans l'enseignement, mais aussi des associations aux objectifs féministes moins évidents telles que la Married Women's Association ou la Housewives' League.

Cette fragmentation du mouvement, qui fut l'une des principales caractéristiques du féminisme de l'entre-deux-guerres, fut à la fois une force et une faiblesse. Il y avait sans aucun doute beaucoup trop à entreprendre pour une seule organisation, si grande fût-elle, et un travail efficace nécessitait, pour chaque question, une connaissance approfondie du sujet. Quant aux priorités à accorder, même si elles tendaient vers un même but final, elles variaient bien souvent selon les groupes de femmes concernées. Tout, en cette nouvelle étape de la lutte féministe, semblait donc indiquer la nécessité d'établir un réseau d'organisations spécialisées, à la condition toutefois que celles-ci sachent unir leurs forces aux moments critiques et lorsque des actions de masse seraient nécessaires. Très tôt, en effet, certaines dirigeantes perçurent le danger représenté par un mouvement féministe fragmenté et désuni, et la nécessité de coordonner les efforts de toutes ses composantes. Dès 1920, le *Woman's Leader*, nouvellement créé³², définissait son rôle comme unificateur :

family, working side by side ultimately for the same objects by ways equally valuable...", *Time and Tide*, 14/5/20, première page.

³² Il remplaçait *The Common Cause* comme organe de la NUSEC.

Le mouvement féministe en est à un stade tout à fait critique et intéressant [...] La lutte pour l'égalité des chances est elle-même subdivisée en un certain nombre de luttes différentes. Les femmes dans la politique, dans les gouvernements locaux, dans la fonction publique, dans l'enseignement [...] mènent chacune leur propre bataille. Les groupes risquent de se perdre de vue et certains de ceux qui les composent d'oublier que la bataille est la même pour tous. Nous pensons que notre journal permettra d'éviter cela. Il ne tentera pas de jouer le même rôle que les organes des différentes organisations [...] Il sera un point de rencontre pour les différents groupes et servira à leur rappeler l'unité de leur cause³³.

S'il est indubitable que l'absence d'une voix unique fut une faiblesse pour le mouvement féministe, dont les différents groupes ne partageaient en outre pas toujours nécessairement les mêmes idées sur certaines questions, une certaine collaboration et coordination existaient néanmoins, grâce, notamment, à des adhérentes et à des causes communes : des femmes comme Nancy Astor et Eleanor Rathbone parvinrent ainsi toutes deux à conserver leurs relations avec un nombre d'organisations assez variées ; quant à Dorothy Jewson et Monica Whately, elles étaient à la fois membres actifs du parti travailliste et d'organisations féministes (l'ODC et le SPG pour la deuxième). En outre, si certaines questions telles que la protection légale et la légalisation de la contraception étaient la cause de bien des divisions, d'autres, telles que l'amendement de la loi pénale de 1885, le problème des femmes agents de police, l'égalité du droit de vote, les droits de tutelle, le droit au

³³ "The women's movement is [...] at a most critical and interesting stage [...] the struggle for equal opportunities [...] is itself sub-divided into a number of separate struggles —women in politics, women in local government, women civil servants, women teachers [...] are carrying it on each in their own part of the field. There is a danger that the groups should lose sight of each other and that some at least of those who form them should cease to realise that the battle is the same. Our paper will, we believe, help to prevent this. It will not attempt to do the same work as the "organs" of the different associations of women [...] It will be a meeting ground for all the different groups and will serve to remind them of the unity of their cause.", *Woman's Leader*, 6/2/20, p. 7.

travail ou encore la nationalité des femmes mariées³⁴ amenèrent les groupes à collaborer.

Trois principales organisations s'occupèrent enfin, dès les années vingt, de coordonner les efforts des différents groupes féminins :

La première, le National Council of Women (NCW), était apparue à la fin du dix-neuvième siècle quand, sous le nom de National Union of Women Workers, elle avait englobé un certain nombre d'organisations féminines charitables ou religieuses. Après avoir progressivement évolué de la philanthropie vers la politique, elle devint, à la fin de la guerre, un point de rencontre pour toutes les organisations féminines sociales et politiques du pays (à l'exception de celles du parti travailliste, qui refusèrent d'en faire partie) et préféra, contrairement à la NUSEC, dont l'activité première restait de mener des campagnes et des actions parlementaires, un rôle exclusivement coordinateur. Le NCW, tel qu'il était stipulé dans l'article premier de sa constitution³⁵, ne défendait l'intérêt d'aucune organisation en particulier et n'avait aucun pouvoir sur les organisations qui le composaient, celles-ci étant libres d'appliquer ou non ses décisions. Le NCW n'eut cependant, semble-t-il, jamais vraiment la puissance qu'aurait pu lui conférer sa taille (142 sociétés y étaient affiliées en 1918 et 130 en 1937 avec, cette même année, un nombre total d'adhérentes de 2,5 millions). L'explication est peut-être justement qu'il était difficile de garder une certaine cohésion étant donné que des groupes extrêmement disparates

³⁴ Jusqu'en 1870, une femme qui épousait un étranger gardait sa nationalité. La loi, modifiée cette année-là, lui imposa par la suite d'adopter celle de son mari. Le problème était devenu particulièrement grave pendant la guerre pour les femmes mariées à des ressortissants de pays ennemis et même après la fin de la guerre, lorsque certaines se virent saisir leurs biens au nom de la dette de guerre allemande : *"Her property may be confiscated to pay the war debts owing by the enemy state to her own land of birth. In other words, the British government has seized the British property of 2.000 British-born women because Germany went mad in 1914. It would be humorous if it were not tragic"* (Woman Magazine, July 1924, Helena Normanton, "Who would be a married woman ?", p. 382).

³⁵ *Handbook of the National Council of Women of Great Britain and Ireland, 1919-20.*

le composaient et difficile, pour les mêmes raisons, de choisir les questions spécifiques sur lesquelles concentrer les efforts. On lui doit néanmoins certaines initiatives intéressantes, telles que la création des Associations de Citoyennes (Women Citizen's Associations³⁶) en 1918.

La deuxième organisation, le Standing Joint Committee of Industrial Women's Organisations (SJCOWO) avait été créée en 1916 et comptait, en 1923, 23 sociétés, toutes très proches du parti travailliste, auquel elle servait, depuis janvier 1919, de conseiller en matière de questions féminines. Ce lien étroit avec le mouvement travailliste fut à la fois un avantage et un inconvénient pour l'organisation. Un avantage dans la mesure où il conférait à celle-ci une certaine cohérence idéologique ; un inconvénient parce que son allégeance au parti travailliste l'isolait du reste du mouvement féministe, avec lequel il ne s'associa pour ainsi dire jamais.

La troisième organisation qui tenta de coordonner les efforts des différents groupes fut le Comité Consultatif des Organisations Féminines (Consultative Committee of Women's Organisations), établi en mars 1921 à la suite d'une réunion organisée par Lady Astor et à laquelle participèrent une quarantaine de sociétés. Lady Astor, qui avait pu constater, durant sa première année au Parlement³⁷, la faiblesse de la pression féminine, souhaitait en effet augmenter l'efficacité des différentes organisations, notamment dans le domaine parlementaire et celui de l'éducation des électrices. Outre la présence, dans ses rangs, des principales organisations féminines, le CCWO bénéficiait du soutien de plusieurs hommes politiques importants, tels que W.H. Dickinson ou le Major J. Hills. Le dialogue entre parlementaires et féministes était, en effet, l'une des préoccupations majeures de Lady Astor, qui s'efforça

³⁶ Voir 3^{ème} partie, chapitre II ("éducation des électrices").

³⁷ Elle fut élue députée en 1919.

constamment de rapprocher les deux : parmi les premières initiatives du CCWO figuraient ainsi la création d'un comité parlementaire, composé aux deux tiers de députés et, de façon beaucoup moins formelle, des réceptions mensuelles données par Lady Astor à son domicile ("At Homes"), auxquelles étaient conviés féministes et hommes politiques et dont le but était de fournir aux deux une autre occasion de rencontre que les habituelles confrontations et délégations.

Les objectifs et les méthodes du CCWO étaient cependant incontestablement beaucoup plus proches de ceux d'organisations purement féministes, telles que la NUSEC ou le SPG, que de certaines sociétés féminines à but unique et le comité eut à souffrir au fil des années, d'un certain nombre de désistements de la part de ces dernières. La fédération des Women's Institutes déclara ainsi très tôt que les buts recherchés n'étaient pas les siens et fut suivie, en 1926, par le Midwives' Institute, la Total Abstinence Union, l'Association of Headmistresses et la Conservative Women's Reform Association. Quant à l'une des questions les plus controversées, celle du contrôle des naissances, elle fut responsable, à la suite de propositions visant à permettre que soient fournies des informations sur le sujet dans les maternités locales, du départ de la Mothers' Union et de la Saint Joan's Social and Political Alliance. Néanmoins, on peut dire que la combinaison du travail d'un groupe de pression traditionnel et de la facilité de Nancy Astor à se mouvoir dans les milieux politiques firent du CCWO une organisation relativement efficace qui pouvait, dans les années vingt, se vanter d'avoir participé à la réussite d'un nombre non négligeable de réformes. Après 1926, cependant, les divisions entre "nouvelles" féministes et féministes égalitaristes rendirent difficile une collaboration entre les différents groupes et, une fois obtenue l'extension du suffrage —un des rares points d'entente— en 1928, le comité cessa d'exister.

II. "NOUVEAU" FÉMINISME ET FÉMINISME ÉGALITARISTE

Le débat qui allait profondément diviser le mouvement féministe de l'entre-deux-guerres avait commencé en 1925, autour de la NUSEC et du concept de "nouveau" féminisme, introduit cette année-là par Eleanor Rathbone dans son discours présidentiel :

*Les barrières légales sont tombées, déclara-t-elle, [...] les femmes sont pour ainsi dire libres. Enfin, nous en avons fini avec cette ennuyeuse habitude de mesurer tout ce que veulent les femmes, où tout ce qui leur est offert, en nous référant aux critères masculins [...] Enfin, nous pouvons cesser de considérer tous nos problèmes à travers les yeux des hommes et d'en discuter en termes d'hommes. Nous pouvons exiger ce que nous voulons pour les femmes, non pas parce que c'est ce qu'ont les hommes, mais parce que c'est ce dont les femmes ont besoin...*³⁸

Les idées mises en avant par Eleanor Rathbone sous le nom de "nouveau" féminisme n'étaient, en réalité, pas nouvelles —pas plus d'ailleurs que les critiques dirigées à l'encontre des féministes égalitaristes— mais avaient évolué parallèlement à celles de l' "ancien" féminisme pendant environ une génération³⁹. Ce qui était nouveau, en revanche, et qui posait problème, c'était la suggestion qu'individus et organisations allaient devoir faire un choix entre ces deux conceptions du féminisme.

³⁸ "Now the legal barriers are down [...] women are virtually free. At last we have done with the boring business of measuring everything that women want, or is offered them by men's standards [...] At last we can stop looking at all our problems through men's eyes and discussing them in men's phraseology. We can demand what we want for women, not because it is what men have got, but because it is what women need...", "The Old and the New Feminism", discours présidentiel du 11 mars 1925, *Milestones*, p. 28.

³⁹ Avant la première guerre, le Women's Industrial Council s'était déjà montré très critique à l'égard de la préoccupation des féministes pour des questions telles que le suffrage, et s'était targué de connaître la façon dont les problèmes de classe et d'exploitation affectaient la majorité des femmes britanniques (Helen Mapper, *Happy Women at Work, the WIC, 1889-1914*, London : Hutchinson, 1985).

Or, pour beaucoup de féministes, il était impossible de considérer la bataille pour l'égalité comme presque terminée, ou d'accepter une redéfinition du féminisme qui constituait une acceptation d'un monde où les différences entre les sexes étaient soulignées aux dépens de la liberté et de l'égalité. Commença alors, dans les pages des deux principaux journaux, *Time and Tide* et le *Woman's Leader*, un long débat entre partisans et opposantes de la nouvelle politique de la NUSEC sur ce qu'était réellement le féminisme et sur les moyens qui devaient être mis en œuvre pour y parvenir.

Pour Eleanor Rathbone, accorder aux femmes les privilèges politiques, professionnels et sociaux qui leur avaient été jusqu'alors refusés, dans un système social prévu par des hommes pour des hommes ne pouvait pas les conduire bien loin vers l'idéal féministe, qu'elle définissait comme étant "*la demande des femmes pour que la structure [...] entière de la société reflète, dans une mesure proportionnelle, leurs expériences, leurs besoins et leurs aspirations*"⁴⁰. Il ne s'agissait plus de réclamer les mêmes droits que les hommes —les femmes ne pourraient jamais satisfaire leurs besoins en adoptant ou en imitant les valeurs masculines— mais de demander des droits adaptés aux conditions particulières des femmes, notamment en tant qu'épouses et mères. Les définitions s'affrontèrent, chaque partie mettant en doute le féminisme de l'autre et, surtout, pour la première fois, la relation entre féminisme et égalité fut remise en question.

⁴⁰ "*The demand of women that the whole structure [...] of society shall reflect in a proportionate degree their experiences, their needs and their aspirations.*", *Woman's Leader*, 17/7/25, "*What is Feminism ?*", p. 195. La NUSEC put, dès lors, appliquer une telle définition du féminisme à une activité qui concernait la majorité des femmes : la maternité.

En réponse à un article paru dans *Time and Tide* et dénonçant la mise au second plan des idées féministes par certains membres de la NUSEC⁴¹, Eleanor Rathbone protesta : *"Nous ne sommes pas des loups déguisés en agneaux [...] que vous pensez [...], indifférentes ou peu enthousiastes vis-à-vis de l'égalité et du féminisme —des mots que l'auteur considère apparemment comme synonymes— et qui essaient de détourner les énergies de l'Union vers d'autres objectifs qu'elles camouflent sous le nom de 'nouveau féminisme'..."*⁴². Pour elle, celles qui recherchaient à tout prix l'égalité souffraient d'une sorte de complexe d'infériorité, résultat de générations d'assujettissement sexuel, qui les empêchait de penser autrement qu'en termes d'hommes :

*A chaque proposition faite pour le bien des femmes, elles posent la question "les hommes le font-ils ? Les hommes le désirent-ils pour eux-mêmes ?" et, si la réponse est négative, elles se méfient de la proposition en question ou la rejettent comme n'étant pas féministe. Nous, les "nouvelles" féministes, posons des questions différentes : "La proposition est-elle bonne en soi ? Correspond-elle aux besoins naturels et quotidiens des femmes ? Les femmes la désirent-elles pour elles-mêmes ?"*⁴³

La façon qu'avaient les égalitaristes de vouloir prendre les droits ou les responsabilités des hommes comme références était, reprenait Eleanor Rathbone, une

⁴¹ *Time and Tide*, 5/3/26, "The New Feminism" : "It is probably an odd thing that within this, probably the largest feminist body in the country, there are a considerable number of people to whom feminism is by no means of the first importance, but merely a means to other ends : these people are first philanthropists or sociologists or internationalists or party politicians, and only secondarily, if at all, feminists..."

⁴² "We are not the wolves in sheep's clothing [...] you think us [...] indifferent to or half-hearted about equality and feminism —words which the writer apparently regards as synonyms— and who try to divert the energies of the Union to other ends, which they camouflage as 'the new feminism' ". *Time and Tide*, "The 'New Feminism' of the NUSEC", 12/3/26, p. 254.

⁴³ "To every proposal for the good of women they apply the test "do men do it; do men want it for themselves", and if the answer is in the negative, they are suspicious of the proposal or at least set it aside as not part of feminism. We of "the new" feminism apply a different test, "Is this good in itself ? Does it meet the needs of women's natures and women's lives; do women want it for themselves ?", *Time and Tide*, 12/3/26, "The 'New' Feminism", Lettre d'Eleanor Rathbone, p. 254.

interprétation d'une "étroitesse navrante" de ce qu'était l'égalité⁴⁴. L'expérience du mariage et, surtout, de la maternité étaient, soulignait-elle, différentes pour les hommes et les femmes, et des questions telles que la contraception, les allocations familiales ou le logement ne touchaient par conséquent pas les deux sexes de manière égale. Parce qu'elles étaient les premières à souffrir des mauvaises conditions de la situation actuelle, l'intérêt des femmes à voir ces réformes votées était plus grand que celui des hommes.

Afin de mettre sa nouvelle politique en application, la NUSEC décida, dès 1926, d'ajouter à son programme immédiat le droit à l'information sur la contraception et les allocations familiales. Tandis que Mary Stocks et Eva Hubback s'occupaient du premier, Rathbone concentra ses efforts sur la campagne pour le deuxième. Elle avait formé, en 1917, le Family Endowment Committee ; elle contribua à son expansion pour qu'il devienne la Family Endowment Society et publia, en 1927, *The Disinherited Family*, considéré par certains comme le texte féministe le plus important de la période. *Time and Tide*, qui n'avait tout d'abord pas critiqué la participation de la NUSEC dans les campagnes pour les allocations familiales ou la contraception avait cependant commencé, à la fin de 1925, à exprimer de sérieux doutes quant à la priorité consentie par la NUSEC aux réformes sociales et mit régulièrement en garde les féministes contre un affaiblissement du mouvement si celui-ci continuait à se disperser :

A un moment où tous les efforts devraient être concentrés sur la campagne pour l'égalité politique, écrit-il, il est regrettable de voir l'un

⁴⁴ *Woman's Leader*, 11/2/27, "What is Equality ?", p. 3.

*des groupes féministes les plus importants souligner de nouveau son intention de diviser ses énergies en une douzaine de domaines*⁴⁵.

Pour les égalitaristes, choisir de faire campagne pour des réformes aussi controversées tandis que le reste du mouvement était en pleine campagne pour l'extension du droit de vote semblait montrer le peu de cas que faisait l'organisation des réformes pour l'égalité politique⁴⁶. Le "nouveau" féminisme, de toutes manières, accusait Elizabeth Abbott⁴⁷, ne croyait pas en de nombreuses réformes égalitaires ; il cherchait à ajouter au programme de la NUSEC des projets de réforme sociale dans lesquels il se proposait d'inclure une dose convenable d'égalité mais, dans les cas où les deux se révélaient incompatibles, ce n'était pas le projet qui devait disparaître, mais bel et bien l'égalité : *"Le problème ne se situe pas entre "ancien" et "nouveau" féminisme (il n'existe rien de tel que le "nouveau" féminisme, tout comme il n'existe rien de tel que la "nouvelle" liberté. Il y a la liberté et il y a la tyrannie)"*, assure-t-elle, *"Le problème se situe entre le féminisme —l'égalitarisme— et ce qui n'est pas du féminisme"*⁴⁸. Aux critiques des nouvelles féministes qui les accusaient de vouloir singer les hommes (Kathleen Courtney, membre de l'exécutif, les avait comparées à une petite fille qui court derrière son grand frère en criant "Moi aussi !" ⁴⁹), Elizabeth Abbott répondait enfin que la demande pour l'égalité n'avait jamais été une demande pour une identité ni un effort d'imitation :

⁴⁵ "At a moment when all efforts should be concentrated upon achieving political equality, it is regrettable to find one of the important feminist bodies giving new emphasis to its intention of dividing its energies into a dozen fields", *Time and Tide*, 6/8/26.

⁴⁶ *Time and Tide*, "The New Feminism", 5/3/26.

⁴⁷ Membre du comité exécutif de la NUSEC jusqu'en 1927, duquel elle démissionna en compagnie de dix autres membres.

⁴⁸ "The issue is not between "old" and "new" feminism (there is no such thing as "new" feminism just as there is no such thing as "new" freedom. There is freedom and there is tyranny). The issue is between feminism —equalitarianism— and that which is not feminism.", *Woman's Leader*, 11/2/27, "What is Equality ?", p. 3.

⁴⁹ Ray Strachey (ed.), *Our Freedom and Its Results*, p. 57.

La demande d'égalité est une demande pour que les droits, les libertés et les chances que l'Etat accorde à ses citoyens ne soient pas refusés aux femmes ; une demande pour que chaque fois, et partout où l'Etat accorde une valeur à ses citoyens, il n'accorde pas une valeur inférieure aux femmes ; une demande pour la suppression de toutes les interdictions arbitraires qui entravent le progrès des femmes dans quel que domaine que ce soit de leur vie et de leur travail. Voilà ce qu'est l'égalité⁵⁰.

Time and Tide confirmait : "Pour nous le féminisme [...] signifie, en effet, l'égalité ; égalité dans le sens où parvenir à un véritable féminisme voudrait dire que la société mettrait l'accent non pas sur le sexe d'un individu mais sur son 'humanité'..."⁵¹. La société n'avait certes pas besoin qu'on lui rappelât les différences entre hommes et femmes, et le rôle des féministes n'était pas, comme le faisaient les "nouvelles", de souligner l'importance du point de vue féminin —ce qui pourrait éventuellement se faire en temps voulu—, mais bien au contraire d'insister sur l'importance de l'être humain en tant que tel. Comme Winifred Holtby le fait remarquer dans un article de 1926 intitulé "Feminism Divided" (elle-même se situait du côté des égalitaristes), l'accent mis sur les différences avait jusque là été responsable d'une division horizontale entre les sexes défavorable aux femmes. Or cette ligne, et les différentes tentatives de la préserver —que ce soit au moyen de lois ou de traditions sociales—, n'entravait pas seulement un développement normal de la personnalité chez la femme, elle privait cette dernière de la possibilité de contribuer au bien commun.

⁵⁰ "The demand for equality has been a demand that such rights, liberties and opportunities as the State allows to its citizens shall not be withheld from women; a demand that wherever and whenever the State sets a value upon its citizens, it shall not set an inferior value upon women; a demand for the removal of every arbitrary impediment that hinders the progress, in any realm of life and work, of women. That is equality.", *Woman's Leader*, "What is Equality ?", p. 3

Le conflit ne porta pas seulement un coup sérieux à l'unité déjà chancelante du mouvement féministe, il divisa également et affaiblit l'organisation qui en était à l'origine. Trois principales questions furent, à l'intérieur de la NUSEC, au centre du débat entre "nouvelles" et "anciennes" féministes : les allocations familiales, la contraception et la protection légale. Ce qui ne signifie pas, comme l'ont parfois prétendu certains opposants ou historiens, que les égalitaristes n'étaient intéressées que par la condition des femmes célibataires, par opposition aux "nouvelles" féministes, présentées comme plus préoccupées par les problèmes quotidiens des mères et des femmes au foyer. Cicely Hamilton et Emmeline Pethick-Lawrence militaient toutes deux en faveur du contrôle des naissances, Lady Astor et Lord Balfour of Burleigh furent tous deux membres du comité directeur de la Family Endowment Society dans les années vingt ; quant au programme du SPG, on ne peut guère dire qu'il ne représentait que les intérêts d'une certaine classe de femmes, comme on le lui a parfois reproché. Certaines —c'était le cas de Mrs Fawcett et d'Helena Normanton⁵²— étaient, il est vrai, opposées aux allocations familiales, dont le coût aurait été, selon elles, trop important, et qui auraient enlevé aux parents une partie de leurs responsabilités. Elles n'étaient cependant qu'une minorité. Ce qui incitait les égalitaristes à s'opposer à la participation active de l'organisation dans de telles campagnes n'était, de manière générale, pas un désaccord avec les objectifs recherchés, mais la crainte de voir ces questions détourner l'énergie de la NUSEC d'autres réformes égalitaires plus urgentes dont elles prendraient alors la place sur le programme. Malgré cette opposition, émanant par ailleurs de certaines des

⁵¹ "To us feminism[...] does mean equality; equality in the sense that the achievement of a real feminism would mean that society laid the stress not on the sex of an individual, but on his or her humanity...", *Time and Tide*, 12/3/26.

principales dirigeantes, dont Mrs Fawcett, qui avait démissionné l'année précédente, les allocations familiales et la contraception furent incluses dans le programme de 1926.

Peu de temps après, une autre question allait finir de diviser l'organisation et aboutir au départ de plusieurs membres : celle de la protection légale. La position de la NUSEC à ce sujet avait pourtant tout d'abord été sans équivoque : durant l'été 1924, lorsque le gouvernement travailliste avait proposé de présenter au Parlement un projet de loi industrielle imposant entre autres des horaires quotidiens moins lourds pour les femmes⁵², Chrystal Macmillan avait suggéré d'écrire aux députés et à la presse afin de faire connaître l'opposition de l'Union Nationale à une législation qui imposait des restrictions basées sur le sexe du travailleur plutôt que sur la nature du travail et, en mars, 1925, la rédaction de *Time and Tide* avait remarqué avec approbation que le conseil annuel de la NUSEC avait voté de manière unanime sur la question, sans accepter aucun compromis. Le fait que les principales dirigeantes travaillistes n'aient jamais cessé de soutenir le principe de la protection légale et d'accuser les féministes de s'occuper à tort des affaires des ouvrières avait cependant progressivement poussé la NUSEC à adopter une attitude plus conciliante. En mars 1927, Eleanor Rathbone décida de modérer l'opposition de l'organisation à la protection légale en proposant un amendement pour que le comité exécutif se demande, avant toute chose, si oui ou non les travailleuses concernées souhaitaient ces réglementations et travaillaient à leur promotion au travers de leurs propres

⁵² Fawcett, "The Case Against Family Allowances", *Woman's Leader*, 30/1/25, p. 3 ; Normanton, "Family Endowment", *Woman's Leader*, 27/2/22, p. 29.

⁵³ Le premier gouvernement travailliste de MacDonald souhaitait réglementer d'une manière générale les horaires de travail, mais la réforme échoua en raison de l'absence de majorité parlementaire et de la brièveté du gouvernement.

organisations⁵⁴. Onze membres⁵⁵ du comité exécutif nouvellement élu donnèrent alors leur démission, expliquant que si la valeur d'une loi ou d'une réforme devait être jugée par rapport aux souhaits de ceux qu'elle concernait, rien n'aurait jamais été fait : *"les femmes concernées ne le veulent pas' est notre vieil ami, le sempiternel argument anti-féministe. Il a été utilisé contre le suffrage, contre l'éducation, contre l'admission au gouvernement local, contre la lutte des femmes mariées pour disposer de leurs biens, contre toute amélioration du statut des femmes"*⁵⁶.

Cette division ne porta pas seulement préjudice à la NUSEC en la privant de certaines de ses dirigeantes les plus actives, elle accentua les différences entre l'organisation et les autres groupes féministes. La National Union of Women Teachers, par exemple, qui avait été jusqu'alors affiliée à la NUSEC, se tourna alors vers le SPG et l'ODC, non seulement parce qu'elle était opposée à la protection légale, mais également parce qu'elle désapprouvait les tentatives d'Eleanor Rathbone de lier les allocations familiales à la question de l'égalité des salaires : bien que n'étant pas opposée au principe des allocations, elle considérait en effet que l'égalité des salaires était une question de justice envers les femmes et n'avait rien à voir avec les responsabilités familiales.

Si le débat fut, comme on l'a vu, assez violent, il serait cependant exagéré de parler d'une division totale au sein du mouvement féministe : les égalitaristes, tout en donnant la priorité aux questions purement égalitaires, reconnaissaient que des mesures telles que les allocations ou la légalisation de la contraception étaient

⁵⁴ NUSEC, Annual Report, 1927-28, p. 4 : *"Whether the workers affected desire the regulation and are promoting it through their organisations."*

⁵⁵ Lady Balfour of Burleigh, Mrs Soddy, Mrs Abbott, Miss Beaumont, Mrs Bethune-Baker, Miss Fraser, Miss Macmillan, Miss Merrifield, Mrs Phillips, Mrs Robie Uniacke, Miss Whately.

⁵⁶ *"That 'the women concerned do not want it' is our old friend, the perennial anti-feminist argument. It has been used against suffrage, against education, against admission to local government, against*

souhaitables ; quant aux nouvelles féministes de la NUSEC, elles continuèrent largement, parallèlement à leurs nouvelles campagnes, à travailler pour l'égalité de traitement entre les sexes : en 1927, année où les onze membres démissionnèrent de l'exécutif, les principaux efforts de l'organisation furent dirigés vers la campagne pour l'extension du droit de vote —obtenue peu de temps après.

Il est difficile de nier que les besoins des femmes pouvaient —alors peut-être plus encore que maintenant— être très différents de ceux des hommes et qu'une politique strictement égalitaire pouvait ne pas répondre à ces besoins. Le problème posé par le "nouveau" féminisme, outre le fait qu'il remettait dangereusement l'accent sur le rôle de la femme en tant qu'épouse et mère, ne venait pas tant des revendications mais des arguments utilisés : ceux-ci ne mettaient plus en avant les *droits* mais les *besoins* des femmes en tant que mères ; ce n'était plus l'égalité mais la différence entre les sexes et la notion de complémentarité qui caractérisait les relations entre les hommes et les femmes⁵⁷. Ainsi, pour Eleanor Rathbone, comme pour Mary Stocks, rédactrice en chef du *Woman's Leader*, les allocations familiales étaient plus importantes pour les femmes que l'égalité des salaires : "*La majorité des travailleuses*", expliquait-elle, "*ne sont que des oiseaux de passage dans leur profession. Etre une épouse, mettre au monde des enfants et les élever sont leur*

the fight of married women to control their own property, against every improvement in the status of women.", *Time and Tide*, 25/3/27.

⁵⁷ "Whatever may be the truth about the innate differences between the sexes, it is unquestionable that their differences in functions, especially the differences between the paternal and the maternal function and all its results upon social life and occupational groupings, do bring it about that each sex tends to acquire a special kind of experience and to develop its own form of expertise.", Rathbone, Strachey (ed.), *Our Freedom and Its Results*, p. 73-4.

occupation permanente"⁵⁸. De même, les informations sur la contraception à l'attention des femmes mariées n'étaient pas demandées dans le but de donner à celles-ci la possibilité de disposer de leur corps mais de leur permettre d'accomplir aux mieux leur fonction maternelle. Or, comme le comprirent très vite les égalitaristes, dès lors qu'elles remirent l'accent sur les rôles sexuels et basèrent leurs revendications sur les besoins traditionnels des femmes, l'idéologie des "nouvelles" féministes devint dangereusement semblable à celle des anti-féministes. Helen Ward, dont les idées se situaient entre celles d'Eleanor Rathbone et celles d'Elizabeth Abbott, déclarait dans le *Woman's Leader* : "*Certains aspects du nouveau féminisme nous rappellent désagréablement la Société Contre le Suffrage dans toute sa gloire*"⁵⁹. Quant à Lady Dorothy Balfour of Burleigh, elle craignait que le fait de ne plus tenir compte des revendications égalitaires des soixante dernières années n'aboutît à une situation où les nouvelles barrières érigées par les féministes s'avéreraient plus difficiles encore à faire tomber que les barrières actuelles⁶⁰.

La NUSEC ne survécut que quelques années à cette division. Outre la perte de nombreuses dirigeantes de valeur, il était devenu difficile à l'organisation, compte tenu de sa nouvelle orientation idéologique, de continuer à exister en tant que mouvement politique et social distinct. Tandis que la NUSEC déclinait rapidement en taille et en influence, une nouvelle organisation, formée en 1928, se développa au

⁵⁸ "The majority of women workers are only birds of passage in their trades. Marriage and the bearing and rearing of children are their permanent occupations", Rathbone, "The Remuneration of Women's Services", *Economic Journal*, March 1917, p. 65.

⁵⁹ "Certains aspects of the 'new feminism' makes us uncomfortably reminiscent of the Anti-Suffrage Society in all its glory", *Woman's Leader*, 25/2/27, "What is Equality ?", p. 20.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 21.

sein de l'ancienne structure : largement inspirés des Women's Institutes⁶¹, les Townswomen's Guilds souhaitaient rester à l'écart des groupes féministes et tenter plutôt de répondre aux intérêts de leurs membres pour les occupations ménagères traditionnelles. Elles remportèrent un succès considérable : quatre ans après leur création, 146 Guilds avaient été formés. L'une des raisons avancées pour le succès rapide des Townswomen's Guilds était le choix des activités proposées, qui allaient de la cuisine au théâtre et des travaux manuels au chant ; l'éducation civique, bien que faisant officiellement partie des objectifs des Guilds n'était guère populaire⁶². On était bien loin, avec cette nouvelle organisation, des objectifs féministes égalitaristes du début des années vingt. Or, c'est exactement ce type d'organisation à orientation domestique qui en vint, dans les années trente, à supplanter numériquement les organisations féministes, qui avaient, de leur côté, de plus en plus de difficultés à recruter. Il semble cependant difficile de parler à cet égard de concurrence directe entre les deux types d'organisation : il est peu probable en effet que celles qui se dirigèrent vers les Guilds ou les Women's Institutes aient été le même type de femmes qui avait participé —même indirectement— à la lutte suffragiste et féministe ; ces femmes étaient, dans leur grande majorité, de simples ménagères, qui n'avaient jamais auparavant appartenu à aucune organisation et pour qui les Guilds ou les Institutes offraient, pour la première fois, la possibilité d'une activité extérieure au foyer :

⁶¹ Fondés en 1915 au Pays de Galles, les Women's Institutes avaient pour objectif premier d'améliorer la vie des femmes dans les campagnes. Celles-ci pouvaient suivre des formations en couture, tissage, apprendre à faire des conserves, produire leur pain, leur fromage... Un autre type d'activités très populaires étaient celles qui touchaient au chant, au théâtre ou à la danse. Les WIs furent sans aucune doute l'organisation la plus populaire de l'entre-deux-guerres, avec 1.400 Institutes en 1920 et 5.534 en 1937 (318.000 adhérentes).

⁶² Mary Stott, *Organisation Woman : the Story of the National Union of Townswomen's Guilds*, London : Heineman, 1978, p. 22.

*Les membres potentiels souhaitaient trouver de la compagnie en dehors des murs de leur foyer, mais elles ne pouvaient convenablement rechercher que la compagnie d'autres femmes. Elles n'étaient pas prêtes pour une indépendance politique et culturelle, et de nombreux maris n'étaient pas non plus prêts, on s'en doute, à voir leurs femmes adopter une vision politique indépendante*⁶³.

La NUTG (National Union of Townswomen's Guilds) était, au début des années trente, devenue trop importante, et ses objectifs trop différents de ceux de l'organisation mère, pour pouvoir continuer à fonctionner au sein de cette dernière. La scission fut décidée en mars 1932. Dès lors, la NUTG ne cessa de croître et le NCEC (National Council for Equal Citizenship) —la partie qui décida de poursuivre le travail de la NUSEC— de décliner⁶⁴.

III - DECLIN DU MOUVEMENT

Le déclin de la NUSEC porta un coup sérieux à l'ensemble du mouvement féministe. Nombre de lois votées dans les années vingt avaient en effet en grande partie dû leur réussite au travail parlementaire de l'Union Nationale⁶⁵ et, une fois celle-ci disparue, aucune organisation ne fut suffisamment puissante pour pouvoir prendre sa place. Cette disparition ne doit cependant pas nous amener à la

⁶³ *"The potential members wanted company outside the walls of home, but they could only acceptably seek the company of other women. They were not ready for political and cultural independence —and nor were many of their husbands, one suspects, ready for wives who would take an independent political line."*, Mary Stott, *Organisation Woman*, p. 20.

⁶⁴ La NUSEC avait eu, en 1914, jusqu'à 478 sociétés qui lui étaient affiliées. Ce chiffre était tombé à 220 en 1920, 163 en 1924 et 90 en 1929. Après la scission de l'organisation, en 1932, il ne dépassa plus les 50. Tandis que la première devait déménager dans des locaux plus importants, la deuxième n'avait plus les moyens d'employer une secrétaire à plein temps ; tandis que la NUTG reprenait le *Woman's Leader* (qui avait été le journal de la NUSEC) pour en faire *The Townswoman*, le NCEC devait renoncer à lancer un simple bulletin, le nombre de ses membres intéressés par un abonnement étant insuffisant.

⁶⁵ Parmi celles où l'on trouve l'influence directe de l'organisation : le "Matrimonial Causes Act" de 1923, le "Guardianship of Infants Act" de 1925 ou encore le "Summary Jurisdiction (Separation and Maintenance) Act de 1925.

conclusion, sans doute tentante, que l'ensemble du mouvement suffragiste disparut du même coup. La WFL, le SPG, l'ODC et la LSWS, pour ne citer qu'eux, restèrent actifs et firent notamment campagne pour le droit au travail des femmes mariées, pour un système d'assurance sociale plus juste envers les femmes, pour l'égalité des salaires, et pour un plus grand nombre de femmes au Parlement. Malgré cela, il est impossible de nier que le mouvement féministe perdit, dans les années trente, l'importance qu'il avait eu jusqu'alors, tant en nombre qu'en influence. Il suffit pour s'en convaincre d'examiner les archives des différentes organisations : les rapports annuels s'amincissent (à l'exception de ceux du SPG et de l'ODC), les journaux disparaissent (*The Woman's Leader*, *The Vote*) ou s'éloignent des préoccupations strictement féministes (*Time and Tide*).

Considérer le mouvement féministe comme moribond dès les années vingt (et n'est-ce pas ce que sous-entendit pendant longtemps l'absence de toute étude à son sujet ?) est cependant impossible : trop de réformes parlementaires sont là pour témoigner du travail accompli par les différentes organisations⁶⁶, et notamment la NUSEC. En revanche, certains des éléments qui allaient progressivement affaiblir le mouvement étaient, eux, déjà visibles. C'est le cas, on l'a vu, de la division entre nouveau et ancien féminisme et de la fragmentation du mouvement, mais aussi de certains autres facteurs.

Ce succès parlementaire même, qui caractérisa les premières années de l'exercice du droit de vote par les femmes, joua, dans une certaine mesure, en la défaveur du mouvement : alors que les barrières semblaient tomber les unes après les autres, il devenait en effet de plus en plus difficile aux féministes de faire

comprendre aux femmes, et notamment aux plus jeunes d'entre elles, la nécessité de continuer la lutte. *"Le mot d'ordre d'Égalité a perdu beaucoup de sa force auprès de la jeune génération"* constate en 1926 Eleanor Rathbone, parce que celle-ci *"n'a jamais connu l'inégalité sous ses pires formes"*⁶⁷. Les jeunes femmes n'éprouvaient, semble-t-il, pas le besoin de s'engager politiquement et préféraient manifester leur émancipation en prenant un travail, en fumant ou encore en se coupant les cheveux à la garçonne (la jeune femme émancipée était très certainement celle qui conduisait sa propre voiture, pas celle qui se présentait au Parlement) —ce qui n'était pas non plus sans rencontrer la désapprobation de la génération précédente⁶⁸. C'est en effet avec une contrariété évidente que les féministes voient les jeunes filles se maquiller en public et manifester ouvertement leur désir de plaire aux hommes et de trouver un mari⁶⁹. Pour Lady Rhondda, cette génération est marquée par une *"soif de sexe perpétuelle et non assouvie"*⁷⁰. Quant à Winifred Holtby, elle commente : *"Il y a aujourd'hui un crime bien plus grave que la promiscuité : c'est la chasteté"*⁷¹. De tels changements étaient bien loin de ce pour quoi elles s'étaient battues : certes les jeunes femmes étaient plus libres de leurs mouvements et pouvaient, si elles le voulaient, accéder à de nombreux emplois, mais leur préoccupation majeure restait celle de plaire et de se conformer aux attentes masculines.

⁶⁶ Comme la quatrième partie (évolution de la législation) s'attachera à le montrer, la vingtaine de lois votées au cours des dix années suivant la réforme électorale de 1918 ne le furent pas, pour la plupart, sans une pression importante des organisations féminines.

⁶⁷ *"The watchword of Equality has lost much of its potency for the younger generation, which has never known the harsher forms of inequality"*, "Apologia Pro Vita Nostra", 24 février 1926, *Milestones*, p. 33.

⁶⁸ *"The emancipation of today displays itself mainly in cigarettes and shorts"*, se plaint Sylvia Pankhurst. *"There is even a reaction from the ideal of an intellectual and emancipated womanhood, for which the pioneers toiled and suffered, to be seen in painted lips and nails, and the return of trailing shirts and other absurdities of dress which betoken the slave-women's sex appeal rather than the free-woman's intelligent companionship"*, in Mitchell, *The Fighting Pankhursts*, p. 241.

⁶⁹ M.A. Hamilton, in Ray Strachey (ed.), *Our Freedom and Its Results*, p. 171.

⁷⁰ *"a perpetual, unsatisfied sex-hunger"*, Viscountess Rhondda, *Notes on the Way*, London : Macmillan, 1937, p. 19.

Cette difficulté des organisations féministes à recruter des jeunes femmes contribua en retour à accentuer le fossé des générations, jusqu'à ce que le féminisme apparaisse à certains comme carrément démodé (tout comme, d'ailleurs, après les mouvements de libération de la femme des années soixante-dix, il apparaîtrait démodé aux jeunes femmes des années quatre-vingt et quatre-vingt dix).

*"Pourquoi", s'interroge Winifred Holtby en 1935, "les femmes elles-mêmes sont-elles souvent les premières à renier les mouvements de ces cent cinquante dernières années, qui leur ont au moins obtenu les fondements de l'égalité politique, économique, éducative et morale ?"*⁷¹ Et Ray Strachey de confirmer : *"Les jeunes femmes modernes connaissent étonnamment peu de choses de ce à quoi ressemblait la vie avant la guerre, et font preuve d'une forte hostilité envers le mot "féminisme" et tout ce qu'elles imaginent qu'il évoque"*⁷². Les principales figures du féminisme étaient, il est vrai, désormais âgées (Mrs Fawcett avait, en 1925, 78 ans, Mrs Despard 81 ans) et le mouvement dans son ensemble n'était pas non plus tout jeune : ses membres étaient nés dans les années 1860 (c'était le cas d'Helena Swanwick, Emmeline Pethick-Lawrence, Flora Drummond, Elizabeth Robbins), 1870 (Eleanor Rathbone, Cicely Hamilton, Nancy Astor, Kathleen Courtney) ou 1880 (Margery Corbett-Ashby, Lady Rhondda, Ray Strachey, Eva Hubback). Les plus jeunes, Vera Brittain, Winifred Holtby ou Rebecca West, nées dans les années 1890, si elles contribuèrent de façon importante au féminisme par

⁷¹ "Today, there is a far worse crime than promiscuity : it is chastity", *Time and Tide*, 4/3/35.

⁷² "Why [...] are women themselves often the first to repudiate the movements of the past hundred and fifty years, which gained for them at least the foundations of political, economic, educational and moral equality ?", *Women and a changing civilisation*, London : John Lane, The Bodley Head, 1934, p. 6.

leurs écrits, ne jouèrent jamais un rôle prépondérant dans les organisations auxquelles elles adhèrent. Si le mouvement féministe voulait seulement survivre, il était évident qu'il lui faudrait recruter davantage de jeunes femmes élevées au début du siècle et qui s'engageaient alors dans la vie adulte. Or, parmi celles qui souhaitaient s'engager politiquement, la majorité optait désormais de plus en plus pour un parti plutôt que pour une organisation féministe.

La cause féministe semblait, il faut dire, de moindre importance face à la détérioration de la situation internationale et la menace d'un nouveau conflit. La guerre civile espagnole, en 1936-39, et l'invasion de l'Abyssinie par l'Italie, en 1935, devinrent alors des sujets de préoccupation majeurs pour les femmes députées⁷⁴, tandis que de nombreuses féministes s'engageaient dans le mouvement pacifiste et la lutte contre le fascisme. En 1934 fut formé le Women's World Committee Against War and Fascism (WWCAWF), organisation regroupant communistes, socialistes et féministes, et à laquelle s'affilièrent notamment le SPG et la NUWT ; elle comptait parmi ses membres Vera Brittain, Charlotte Despard, Sylvia Pankhurst, Ellen Wilkinson et Selina Cooper. Pour beaucoup, c'était le cas de Vera Brittain, la lutte prit alors la forme d'aide apportée aux réfugiés, et plus particulièrement aux femmes victimes du fascisme. Car si de nombreuses féministes se déclaraient principalement préoccupées par les victimes directes de ce dernier (juifs, communistes, socialistes), d'autres admettaient porter une attention plus particulière aux femmes, comme c'était par exemple le cas de Monica Whately qui, en 1935, dans un opuscule publié par le

⁷³ "Modern young women know amazingly little of what life was like before the war, and show a strong hostility to the word "feminism" and all which they imagine it to connote", *Our Freedom and Its Results*, p. 10.

⁷⁴ En avril 1937, Ellen Wilkinson, Eleanor Rathbone et la Duchesse d'Atholl se rendirent en Espagne. De retour en Grande-Bretagne, toutes trois travaillèrent à attirer l'attention de la Chambre des

SPG et intitulé "Women Behind Nazi Bars", attira l'attention sur la façon dont étaient traitées les opposantes au régime fasciste.

La situation des femmes allemandes était, il faut dire, d'autant plus frappante que celles-ci avaient connu, au début des années vingt, une émancipation beaucoup plus rapide que la plupart de leurs voisines européennes et avaient représenté un modèle pour les féministes anglaises : elles étaient relativement nombreuses au Parlement (entre 30 et 42 femmes siégèrent dans chacun des Reichstags en 1919 et 1933 —plus que dans aucun autre pays), étaient entrées dans toutes les professions et, au recensement de 1925, 11.478.000 Allemandes avaient été enregistrées comme actives, dont 3.645.000 femmes mariées.

La "jeune fille moderne" typique de l'Allemagne d'après-guerre, écrit Winifred Holtby, était une jeune créature mince, bronzée, musclée et vigoureuse, qui gagnait sa vie, avait des idées concernant l'amour libre qui choquait ses parents, passait ses vacances en randonnée à travers la campagne, vêtue d'un short et d'une chemise, et qui croyait que le communisme allait peut-être donner naissance à un paradis terrestre⁷⁵.

Ce qui se passait depuis qu' Hitler était arrivé au pouvoir, en 1933, avait de quoi effrayer les féministes : les femmes avaient disparu du Reichstag ainsi que du gouvernement, étaient exclues de la direction des établissements scolaires, de la médecine nationale...⁷⁶ En revanche, toute femme mariée qui quittait son emploi se voyait offrir 1.000 Marks.

Communes sur la gravité de la situation et s'engagèrent dans les programmes d'aide aux réfugiés et aux victimes du fascisme.

⁷⁵ "The typical "modern girl" of post-war Germany was a lean young creature, browned with sunbathing, muscular, vigorous, who earned her own living, held theories about free love which shocked her parents, who spent her holiday tramping across country in shorts and shirt, and believed that Communism might inaugurate an earthly paradise.", Winifred Holtby, *Women and a changing civilisation*, p. 152.

⁷⁶ Il fut même envisagé, en 1933, d' "inviter" les femmes à abandonner leur droit de vote parlementaire. Mais celui avait de toute manière perdu toute valeur dans un système qui ne permettait qu'un parti.

L'Angleterre elle-même n'était pas tout à fait à l'abri des idées fascistes. Elle connaissait depuis les années vingt, comme le reste de l'Europe, un anti-féminisme croissant, aggravé par la crise économique —ce qui ne facilitait en rien le travail des féministes. Durant toute la période, et plus que jamais à partir des années trente, années de Dépression⁷⁷, le mouvement féministe fut, en réalité, plus souvent sur la défensive qu'en position d'attaque, cherchant avant tout à préserver les droits des femmes, droit au travail et à l'éducation notamment, avant même de songer à en acquérir de nouveaux.

⁷⁷ André Siegfried (*La Crise Britannique au XXème Siècle*, Paris : A. Colin, 1931, p. 32) distingue trois phases dans la crise économique britannique de l'entre-deux-guerres : la crise de **1921**, contre-coup immédiat de la guerre et du boom mort-né de 1919, suivie par la crise charbonnière de **1925** (grève générale de 1926) et enfin, après une légère reprise (surtout dans l'Angleterre du Sud en 1927-29), la crise mondiale de **1930**, déclenchée par le krach boursier de New York. Le chômage atteignit, dans le pays, son chiffre record de près de trois millions au début de 1933, soit 23 % des travailleurs couverts par l'assurance-chômage. La reprise qui s'opéra de 1934 à 1937 fut ensuite très lente et très irrégulière et, si la production remonta légèrement, cela fut en grande partie le résultat du processus de réarmement. Jusqu'en 1929, certains avaient cherché à se convaincre que les difficultés étaient temporaires, le produit de forces extérieures et des bouleversements de toutes sortes provoqués par la guerre, et qu'un retour à la situation économique d'avant-guerre restait possible. Alors que la crise se prolongeait dans les années trente, il devint cependant impossible d'en ignorer plus longtemps les causes réelles : la concurrence importante des autres pays (en particulier des Etats-Unis et du Japon) et le coût trop élevé de la production industrielle britannique qui avaient entraîné, entre 1913 et 1927, une chute des exportations de 21 %, tandis que le volume des importations avait augmenté d'autant et que, au même moment, les exportations mondiales s'accroissaient globalement de 18 %. Or, les exportations avaient jusqu'à la guerre représenté une part essentielle de la production industrielle

CHAPITRE II

LES FEMMES ET LE TRAVAIL

Si le rôle politique des femmes attira tout naturellement l'attention principale des féministes après l'obtention du droit de vote, bon nombre d'entre elles considéraient néanmoins leur activité économique comme une indication plus précise de l'émancipation féminine. Puisque la source de nombreux problèmes était l'existence d'une sphère distincte pour les femmes, il était nécessaire que ces dernières obtiennent l'accès aux mêmes domaines d'activités que les hommes. Or, si l'émancipation économique avait, pendant la guerre, semblé accessible, la démobilisation, puis la Dépression, obligèrent les féministes à rester sur la défensive : il était non seulement difficile de faire progresser la situation économique des femmes et de leur ouvrir de nouvelles possibilités d'emploi à un moment où la femme au travail était considérée comme une menace pour le travailleur, mais difficile également de défendre ce droit même au travail. Parce que le droit de vote n'était pas une arme suffisamment puissante face aux forces économiques en présence, les quelques changements qui marquèrent l'emploi féminin, et qui se traduisirent principalement par l'ouverture de nouvelles professions et l'augmentation du nombre de femmes diplômées, restèrent extrêmement limités.

I. LA DEMOBILISATION

Les femmes avaient toujours su, en accomplissant leur travail de guerre, que les hommes devraient, la guerre finie, retrouver leur emploi. La démobilisation n'en fut pas moins particulièrement rapide et brutale. Malgré les avertissements d'un Comité pour la Reconstruction et de certains syndicats féminins que les travailleuses de guerre allaient, à la fin du conflit, poser un problème plus important encore que celui des quatre millions de soldats dont la démobilisation avait été organisée longtemps à l'avance, rien n'avait été prévu par le gouvernement. Peut-être ce dernier croyait-il que la plupart des femmes retourneraient à leur ancien emploi (domestique) ou se retireraient tout simplement du monde du travail ?

Dès le début de 1918, alors que les industries de guerre commençaient à ralentir leur activité, des milliers d'entre elles furent licenciées pour, parfois, ne pas retrouver d'emploi et avec, en guise de préavis, deux mois de salaire et un billet de train. Les emplois qui restaient devaient, quant à eux, être laissés aux soldats de retour du front. La situation, se souvient Ray Strachey en 1928, fut terriblement difficile pour les femmes : *"Tout le monde s'attendait, bien entendu, à ce qu'elles rentrent tranquillement chez elles et que tout redevienne comme avant"*⁷⁸. Avant même, d'ailleurs, que ne commence réellement la démobilisation, les journaux avaient laissé entendre qu'il serait antipatriotique de la part des femmes de ne pas laisser leur place aux soldats, d'autant plus que certains emplois —et tout particulièrement les emplois domestiques— ne demandaient qu'à les "réabsorber". On put ainsi lire, dès novembre 1918, dans le *Times* :

⁷⁸ "Everyone assumed, of course, that they would go quietly back to their homes and that everything could be as it had been before.", Ray Strachey, *The Cause*, p. 370.

En ce qui concerne la situation des femmes employées dans les industries de munitions, ces dernières méritent les sincères remerciements du pays tout entier pour les services inestimables qu'elles ont généreusement rendu à la cause nationale. Il est impossible de penser que ces femmes qui, en vraies patriotes, ont offert leur aide à un moment de grande tension nationale puissent se montrer réticentes à l'idée de laisser un emploi que réclame le soldat ou le marin de retour après avoir servi son pays à l'étranger. Au cours de la guerre, de nombreuses femmes ont quitté des secteurs qui leur étaient propres afin d'entreprendre un travail de guerre. Ces secteurs sont impatients de les réabsorber⁷⁹.

La tâche n'était cependant pas aussi aisée que certains se plaisaient à le croire. Sans même parler de ce que pouvaient ou non désirer les principales intéressées, un simple retour en arrière tel que bon nombre le souhaitaient, était tout bonnement irréalisable, ne serait-ce que parce que, compte tenu du déséquilibre numérique entre les sexes causé par la guerre⁸⁰, une femme sur trois devait désormais subvenir à ses propres besoins⁸¹. Les prix avaient, en outre, presque doublé par rapport à 1914 et les femmes qui étaient jusqu'à présent parvenues à vivre d'une petite allocation ou d'un maigre revenu ne pouvaient plus le faire. L'opinion publique semblait, néanmoins, vouloir croire qu'une femme pouvait toujours compter sur un homme et que si elle continuait à travailler, ce n'était que par pure malveillance. Très vite, d'ailleurs, la presse qui, dans un premier temps, avait encouragé la participation des femmes à l'effort de guerre puis s'était, quatre années durant, répandue en louanges sur le travail accompli, passa aux critiques les plus acerbes : avec la démobilisation d'environ quatre millions d'hommes et la récession qui touchait les secteurs de

⁷⁹ "As regards the position of women employed in the munitions industry, these deserve the grateful thanks of the whole country for the invaluable services which they have so freely given to the national cause. It is impossible to think that the women who came patriotically forward to assist in a time of national stress will be reluctant to leave employment claimed by the soldier or the sailor returned from serving his country abroad. During the war, large number of women have left industries peculiarly their own in order to take up war work. These industries are eager to re-absorb them.", *The Times*, 15/11/18, p. 8.

⁸⁰ 1.209 femmes pour 1.000 hommes pour la tranche des 25-29 ans

⁸¹ Ray Strachey, *The Cause*, p. 370-1.

l'industrie de guerre, celles qui avaient été, seulement quelques mois auparavant, des héroïnes étaient maintenant des briseuses de grèves et des parasites qui volaient aux ex-soldats leur emploi et les empêchaient ainsi de fonder ou d'entretenir une famille. C'est dans cet esprit qu'en juin 1919, *l'Edinburgh Evening News*, condamnant les excédents de personnel dans les services du gouvernement, demanda le renvoi des femmes mariées de ces derniers⁸², vœu qui fut exaucé.

Face à toutes ces attaques, *Time and Tide*⁸³ dénonça, en 1920, les chiffres trop facilement cités de près de 300.000 ex-soldats au chômage et 100.000 femmes employées dans les bureaux du gouvernement, qui donnaient l'impression aux gens que tous ces ex-soldats étaient capables ou désireux d'entreprendre le travail de ces femmes et qu'il suffisait de renvoyer ces dernières pour qu'aussitôt un nombre égal d'hommes fût embauché. Ces hommes, on l'oubliait trop souvent, appartenaient à des catégories très différentes de travailleurs, tandis que les emplois dénoncés étaient exclusivement des emplois de bureau. Très vite, pourtant, les critiques dirigées vers les femmes mariées qui "s'accrochaient" à leur emploi plutôt que de dépendre de leur mari et s'occuper de leur foyer, s'étendirent aux femmes célibataires que l'on accusait de ne travailler pour rien de plus que de l'argent de poche. Irene Clephane observe, à propos de ce changement d'attitude de la presse entre 1918 et 1919 :

La femme qui n'avait personne pour la faire vivre, celle qui avait elle-même des personnes à charge, ou celle encore qui n'avait pas d'autre nécessité de travailler que le désir puissant d'être indépendante et intègre, toutes devinrent, dans l'esprit de beaucoup de gens, l'objet d'opprobre tout aussi violent que celui dont allaient être victimes, dans les années suivantes, les "héros" de retour qui se trouvèrent

⁸² Martin Pugh, *Women and the Women's Movement*, p. 81.

⁸³ *Time and Tide*, 28/5/20, p. 50.

*métamorphosés en propres à rien lorsque, eux aussi, furent touchés par le chômage*⁸⁴.

Ce changement brutal de la part de la presse et de l'opinion publique, s'il en surprit certains, n'était toutefois pas complètement imprévisible et, pour ceux qui voulaient les voir et ne pas se laisser aveugler par les louanges excessives et intéressées des discours officiels, les signes étaient là. *"Ceux qui aujourd'hui crient 'Hosanna' crieront demain 'crucifiez-les!'"*, avait prédit, dès 1915, Sylvia Pankhurst⁸⁵ et, en septembre 1916, Nina Boyle, de la Women's Freedom League, avait conseillé aux féministes de ne pas se montrer trop optimistes quant à l'après-guerre :

*Même les journaux les plus serviles et les plus adulateurs, se rendant apparemment compte que leurs panégyriques excessives peuvent donner de la force aux revendications féminines, commencent à changer de registre, observait-elle au moment où se précisait le projet de loi électorale incluant les femmes. Le Daily Mail [...] a détourné son attention des travailleuses de guerre pour s'intéresser aux tire-au-flanc, et nous pouvons maintenant nous attendre à ce que les flots de louanges se changent en torrents d'injures*⁸⁶.

Peut-être plus violentes encore furent les attaques de la presse concernant le paiement d'allocations de chômage aux femmes, une question que, dans le contexte d'une campagne dirigée contre les dépenses soi-disant excessives du gouvernement⁸⁷,

⁸⁴ "The woman who had no one to support her, the woman who herself had dependants, the woman who had no necessity, save that of the urge to personal independence and integrity, to earn : all of them became, in many people's minds, objects of opprobrium as violent as that meted out in the ensuing years to the returned 'heroes' who found themselves metamorphosed into worthless wastrels when they too fell into unemployment." Irene Clephane, *Towards Sex Freedom*, London : John Lane 1935, p. 201.

⁸⁵ *Women's Dreadnought*, 3/4/15 (cf pp. 68-69).

⁸⁶ "Even the slavish, adulating press, appearing to realise that its fulsome panegyrics may add strength to the women's claims, are beginning to play on another string. The Daily Mail [...] has turned its attention from women workers to women shirkers, and we may now expect the streams of praise to be converted into torrents of abuse.", *The Vote*, 22/9/16, p. 1183, "Signs of the Times".

⁸⁷ Face à l'agitation sociale provoquée par un taux de chômage sans précédent (2.171.288 en mars 1921 - plusieurs manifestations eurent lieu à travers le pays la même année, et la première marche pour la faim en novembre 1922), le gouvernement, par une série de lois en 1921 et 1922, étendit la période durant laquelle l'assurance-chômage pouvait être perçue (précédemment 15 semaines par an), modifia

la presse s'empessa de relier à la pénurie de domestiques : "*Quand les filles des usines de munitions se laisseront-elles de leurs vacances ?*", demanda le *Daily News*, "*C'est ce qu'aimeraient bien savoir les ménagères qui ont besoin de domestiques et les blanchisseurs qui ont besoin d'employées*"⁸⁸. Un grand nombre de femmes avaient en effet quitté le secteur domestique pour un travail de guerre, et le gouvernement souhaitait qu'elles y retournent... pour les mêmes salaires et les mêmes conditions qu'avant la guerre. Le travail domestique n'était-il pas, d'ailleurs, le travail féminin par excellence et la préparation idéale à la vie de mère et de ménagère qui attendait toutes les femmes ? Même si, après avoir goûté, grâce à la guerre, aux joies de l'indépendance et à un salaire relativement élevé, la perspective de journées de quatorze heures passées comme une esclave solitaire n'avait, plus que jamais, que peu d'attrait pour celles-ci qui, d'ailleurs, comme on voulut bien l'oublier, n'avaient souvent pas l'expérience nécessaire pour un tel emploi. Ainsi, le 6 décembre 1918, le jour où leur furent payées les premières allocations de chômage, le *Daily Chronicle* titra : "*Des chômeuses en manteau de fourrure*", suivi peu de temps après par

les taux d'allocations et augmenta les contributions. Le Fonds pour le Chômage fut pour cela autorisé à emprunter jusqu'à £30M au Ministère des Finances. Une mesure votée en novembre 1921 ("Unemployment Workers' Dependant (Temporary Provisions) Act") prévoyait également une aide pour les chômeurs ayant femme et enfants à charge. Après de telles dépenses, les différents ministères reçurent la consigne de prévoir, dans leur prochain budget, d'importantes économies. La nécessité de mener une politique d'austérité, défendue par beaucoup, devint le thème des débats sur le Finance Bill au printemps 1921 et fut notamment l'objet de pression de la part du *Daily Mail* et autres journaux nationaux. Une campagne "anti-gaspillage" fut alors organisée, un "manifeste" réclamant des économies signé par 170 députés et la City, en la personne de Reginald McKenna (président de la Banque Midland) appela à des mesures sévères d'austérité. Afin de contrer ces attaques, le gouvernement nomma, le 16 août, la commission Geddes, chargée d'examiner les domaines qui devraient faire l'objet de réductions budgétaires et composée d'hommes d'affaires importants sous la présidence de Sir Eric Geddes, ancien ministre des Transports. Les deux premiers rapports furent publiés le 10 février 1922 : les premiers secteurs touchés par les compressions budgétaires seraient l'armée, la marine et l'aviation (£20M, £21M, £5½M), l'Éducation (£18M), la Santé (£2½M), les pensions de guerre (£3,3M). Au total, £75M devaient être économisés. Un troisième rapport, publié le 24 février, recommanda une économie supplémentaire de £11M (Mowatt, *Britain between the Wars 1918-1940*, Cambridge : Methuen, p. 130) mais devant les protestations, le gouvernement rabaisa la somme totale à économiser à £64M.

⁸⁸ "*When are munitions girls to grow tired of their holiday ? Housewives who want servants and laundry men who want workers are anxious to know.*", 8/1/19, "Demand for Servants".

l'*Evening Standard* qui, à son tour, dénonça : *"Les oisives payées par l'Etat veulent que continuent les jours d'abondance"*⁸⁹. De telles attaques ne disparurent jamais vraiment durant les années qui suivirent : en 1924, le *Daily Mail* dénonçait encore les *"250.000 femmes touchant de l'argent à ne rien faire"*⁹⁰ pour renchérir en mars 1925, n'hésitant pas à attribuer aux jeunes femmes en question tous les maux de la société britannique : *"les loyers sont élevés, la population est mécontente, le chômage augmente et la vie de famille est désorganisée, tout cela parce que la jeune femme d'aujourd'hui... refuse d'assumer l'emploi indiqué et naturel qui lui est réservé"*⁹¹.

Tout, pourtant, avait été prévu pour forcer les femmes sans emploi à se tourner vers le travail domestique : le gouvernement avait, dès 1919, ouvert des centres de formation destinés presque exclusivement à cet effet et décidé la suppression de leur allocation aux chômeuses qui refuseraient un emploi, même sous-payé, dans la domesticité. En mai 1919, les demandeuses d'emploi ne furent plus enregistrées en fonction du travail qu'elles avaient effectué pendant la guerre, mais de l'emploi qu'elles occupaient *avant* celle-ci ; 17.000 d'entre elles furent ainsi reclassées comme travailleuses domestiques plutôt qu'industrielles et, cette même année, 195.000 femmes purent être placées, souvent contre leur gré, dans ce type d'emploi. L'insulte finale était que si une femme cédait à toutes ces pressions et acceptait un emploi domestique, elle devenait automatiquement inéligible pour toute indemnité future, le service domestique étant l'un des rares secteurs non couverts par les régimes d'assurances. Enfin, le Comité Central pour l'Emploi Féminin (Central Committee

⁸⁹ *"Unemployed in Fur Coats"* ; *"Slackers with state pay want luxurious days to continue"*, 9/1/19, in Deirdre Beddoe, *Back to Home and Duty : Women between the wars 1918-39*, London : Pandora, 1989, p. 52.

⁹⁰ *"1/4 million women living by doing nothing"*, 19/11/24, in Billie Melman, *Women and the Popular Imagination in the Twenties*, New York : St Martin Press, 1988, p. 26.

for Women's Employment), mis en place durant la guerre et qui avait reçu, en 1920, une subvention d'un demi-million de livres afin de former les femmes dans différents domaines (journalisme, horticulture, coiffure, service domestique) vit, en 1921, cette subvention réservée exclusivement à la formation domestique.

Car outre le problème bien réel auquel se trouvaient confrontées les autorités et qui était de trouver du travail pour les quatre millions d'hommes de retour de la guerre, il semble évident que quatre années n'avaient pas suffi à faire disparaître les préjugés et lorsque le gouvernement, fidèle à la promesse faite en mars 1915 aux syndicats (*Treasury Agreement*) vota, dès 1918, une loi concernant le rétablissement des pratiques industrielles d'avant-guerre (*Restoration of Pre-War Practices Act*, juillet 1918), celle-ci fut rapidement appliquée à des industries qui n'existaient pas avant 1914, privant ainsi injustement des femmes de leur emploi. Cette loi ne revenait pas seulement à ignorer les compétences acquises par les femmes durant les quatre années de guerre, c'était également, comme le dénonça la WFL, un moyen pour les syndicats de légaliser leurs pratiques discriminatoires d'avant-guerre⁹¹. Au moment où les femmes venaient à peine de se voir accorder le droit de vote, c'était un développement législatif dangereux, d'autant plus qu'aucune femme ne fut invitée à participer aux différentes commissions qui le précédèrent. Enfin, si la plupart des femmes jugeaient normal de rendre son travail à l'homme qui l'occupait avant elles, elles n'apprécièrent guère, dans l'ensemble, de devoir laisser leur place à un homme qui n'était jamais parti se battre ou à un subalterne qui avait travaillé sous leurs

⁹¹ "Rents are high, discontent is caused, unemployment is increased and home-life disorganised, all because the young woman of today [...] will not undertake the proper and natural employment that is awaiting her.", *Daily Mail*, 18/3/25.

⁹² *IWSN*, July 1919, p. 137.

ordres⁹³. Ces attaques contre les travailleuses furent d'autant plus difficiles à contrer que le gouvernement lui-même montra l'exemple : en licenciant tout d'abord bon nombre de ses fonctionnaires (70.000 en novembre 1919) sans aucun dédommagement ; en reléguant ensuite celles qui restaient à des tâches routinières afin de laisser aux hommes les postes les plus attrayants... et les mieux rémunérés⁹⁴.

Les femmes, pense-t-on, auraient pu protester. Certaines résistèrent ; d'autres, la majorité, fatiguées peut-être par ces années de travail, ou tout à la joie des retrouvailles mais aussi, il est certain, par reconnaissance envers ceux qui s'étaient battus⁹⁵, acceptèrent ce retour du pendule.

L'attitude du gouvernement et des syndicats au moment de la démobilisation fut, en tout cas, l'illustration flagrante du décalage qu'il avait pu y avoir entre les discours officiels et la réalité. Car bien plus qu'un simple retour en arrière, on assiste, au moment de la démobilisation, à une réelle tentative de nier le travail de guerre des femmes : tous les discours tournent autour des "ex-soldats", qui ont bravement défendu leur pays ; personne ne mentionne plus les milliers de femmes qui ont, elles aussi, servi dans l'armée et seul *The Vote*, l'organe de la WFL, semble se soucier, en 1919, des 1.200 infirmières de retour du front, sans emploi, et dont le nombre augmente chaque jour. Celles-ci ne sont d'ailleurs pas les seules : dès 1919, des milliers de femmes qui ont servi dans les forces armées se voient congédier sans plus de cérémonie et une association est formée, au début de 1920, par celles qui ont été à la tête des six services féminins afin d'aider ces femmes dans leur retour à la vie civile.

⁹³ Ray Strachey, *The Cause*, p. 130.

⁹⁴ Voir Meta Zimmeck, "Strategies and Stratagems for the Employment of Women in the British Civil Service 1919-1939", *The Historical Journal*, 27, n°4, 1984, p. 901-924

⁹⁵ *The Times*, 7/12/18, p. 9.

Pire encore, tandis que l'on invoque les services rendus au pays pour réclamer la priorité à l'emploi des soldats, la LSWS est révoltée de constater, en 1919, que le travail de guerre accompli par les femmes joue en leur défaveur lorsqu'elles recherchent un emploi : *"Que les femmes se voient refuser la possibilité d'un nouvel emploi pour la simple raison qu'elles ont servi leur pays durant la guerre semble presque incroyable, mais il a pu être vérifié à maintes et maintes reprises que les employeurs refusent d'examiner la candidature de femmes ayant servi dans l'armée"*⁹⁶. Peut-être les employeurs craignent-ils une certaine indépendance et émancipation chez ces femmes ? La différence de traitement n'en reste pas moins choquante.

On peut enfin lire, en décembre 1918, une lettre d'E. Austen Hinton au *Saturday Review*, essayant de minimiser les efforts de guerre des femmes et décrétant que celle qui avait entrepris *"ce qu'elle appelle 'un travail de guerre' "* l'avait fait *"dans l'espoir de connaître une aventure ou une amourette"*⁹⁷. Pour ceux ou celles qui en doutaient encore, il devint clair que le travail des femmes n'avait été qu'un embrigadement provisoire et en aucune façon une intégration des femmes dans le monde du travail :

Quand la guerre arriva, constate The Vote en 1920, il devint nécessaire d'utiliser toute la main-d'œuvre disponible. Toutes les palissades, toutes les gares... furent placardées d'affiches affirmant "Femmes, votre pays a besoin de vous !" [...] et les femmes répondirent par milliers à l'appel de leur pays. Les avis sur les capacités féminines

⁹⁶ "That women should be refused the chance of other work simply because they had served their country during the war seems almost incredible, but it has been proved again and again by concrete instances that employers are refusing to consider the application of women with war service behind them", LSWS, Annual Report., 1918-19, p. 17. Brittain confirme : "Obviously it wasn't a popular thing to have been close to the War ; patriots, especially of the female variety, were as much discredited in 1919 as in 1914 they had been honoured.", *Testament of Youth*, p. 490.

⁹⁷ "what she calls 'war work'" did so "for the sake of a love or flirtation", Susan Kingsley Kent, *Making Peace - The Reconstruction of Gender in Inter-War Britain*, Princeton University Press, 1993, p. 100.

changèrent avec une rapidité surprenante [...] Pour reprendre les mots du premier ministre et d'autres membres du gouvernement, cette guerre a été remportée par les femmes... Maintenant que le conflit est terminé, il semble que nous pourrions tout à fait coller sur chaque panneau d'affichage du pays : "Femmes, votre pays n'a plus besoin de vous et souhaite se débarrasser de vous !" ⁹⁸

II. LA DEPRESSION :

L'effondrement de l'économie, qui commença en 1920, et pour lequel le gouvernement était peu préparé, n'améliora pas les choses pour les femmes à la recherche d'un emploi, et la situation fut d'autant plus pénible pour certaines qu'elles se voyaient prises au piège : d'une part, le chômage important et prolongé⁹⁹ suscitait une forte hostilité envers les travailleuses ; d'autre part, ces longues périodes de chômage dont étaient victimes les hommes forçaient de nombreuses filles et épouses à chercher elles-mêmes un emploi afin de faire vivre leur famille.

Si de nombreuses féministes considéraient le droit à l'emploi comme la prochaine étape après l'obtention du droit de vote dans le processus de l'émancipation féminine, l'entre-deux-guerres ne leur fournit guère d'occasions de se

⁹⁸ "When war came, it was necessary to use every available source of labour. Every hoarding, railway station, etc. was placarded 'Women, your country needs you !' [...] and the women came forward by thousands in response to their country's call. Opinion on women's capacity altered with startling rapidity [...] To use the words of the Prime Minister and other members of the Government, this war has been won by the women [...] Now the war is over, and it seems we could justly post on every hoarding throughout the country "Women, your country no longer needs you and wishes to get rid of you !", *The Vote*, 9/1/20, p. 462.

⁹⁹ Jusqu'aux années vingt, le chômage avait été périodique. Le caractère angoissant de la crise qui commença en 1920-21 n'était pas tant dû à son importance qu'à sa permanence. Le nombre de chômeurs couverts par une assurance-chômage qui était de 2.171.288 en juin 1921 était encore, en juin 1931, de 2.707.000 (Mowatt, *Britain between the Wars*, p. 126, p. 379). Les secteurs les plus touchés étaient la métallurgie (36,7 % des chômeurs couverts par l'assurance en décembre 1921), la construction navale (36,1 %), la mécanique (27,2 %) et le bâtiment (20,5 %). A partir de 1925-26, ce

réjouir. *"Il est clair que les questions féminines sont, pour l'instant, dans le creux de la vague, et qu'une organisation solide sera nécessaire avant que l'on puisse atteindre un semblant d'égalité"*¹⁰⁰, pouvait-on lire dans le rapport annuel de la NUSEC en 1921. Face aux premières vagues de chômage, le droit à l'emploi des ex-soldats servit tout d'abord de cheval de Troie à des centaines d'hommes dont le service national n'avait pas été plus important que celui des femmes dans l'industrie. Puis, comme la situation économique s'aggravait et que l'on s'éloignait de la guerre, ni le gouvernement ni la presse ne cherchèrent plus à dissimuler leurs véritables intentions derrière des excuses patriotiques : les femmes devaient céder la place aux hommes parce que leur place était au foyer et que la priorité devait être donnée à ceux qui avaient une famille à nourrir.

Les premières visées par l'escalade des mesures destinées à écarter les femmes du monde du travail furent tout naturellement les femmes mariées et, là encore, la fonction publique montra l'exemple : en 1921, la mairie de St Pancras, à Londres, décida de renvoyer quatre de ses employées qui venaient de se marier, dont un médecin. Aux yeux des principales organisations féministes, il s'agissait là d'une infraction flagrante à la loi contre la discrimination sexuelle ("Sex Disqualification Removal Act"¹⁰¹) votée quelques mois plus tôt et selon laquelle "aucune femme ne [pouvait] être empêchée par son sexe ou par le mariage d'exercer une fonction publique, ni d'être nommée à ou de détenir une quelconque charge ou poste civil ou

furent surtout le charbon puis le textile, c'est-à-dire, les industries d'exportation sur lesquelles le dix-neuvième siècle avait fondé sa prospérité.

¹⁰⁰ "[It is] clear that women's questions are for the moment in the trough of the wave, and that much solid organisation is necessary before anything approaching a real equality can be secured", NUSEC, Annual Report, 1921, p. 3.

¹⁰¹ Voir annexe 13 ainsi que la quatrième partie (évolution de la législation), chapitre II.

judiciaire, ni de choisir d'assumer ou d'exercer une profession civile". Lorsque la NUSEC voulut attaquer la municipalité en justice pour licenciement abusif, on lui fit cependant comprendre que la loi sur laquelle elle comptait se baser n'empêchait pas une autorité locale de renvoyer une femme mariée. En 1924, ce fut au tour du London County Council d'interdire l'emploi des enseignantes, puis des médecins, mariées dans ses services, avant que la pratique ne s'étende à la totalité des services publics. Tandis qu'en 1911, 9,6 % des femmes mariées occupaient un emploi, ce chiffre tomba à 8,7 % en 1921 pour ne remonter qu'à 10 % en 1931¹⁰².

La stratégie n'était certes pas nouvelle et avait été appliquée dans certains secteurs à la fin du dix-neuvième siècle, quand un grand nombre de femmes avaient commencé à "envahir" des emplois traditionnellement masculins. Cette décision du LCC fut néanmoins d'autant plus choquante aux yeux des féministes qu'elle représentait un réel retour en arrière : le LCC avait en effet déjà voté, en 1906, un règlement (n°346) interdisant l'emploi des femmes mariées, mais en avait exempté certaines catégories, dont les enseignantes et les médecins. En substituant un nouveau règlement à l'ancien, le LCC choisissait donc délibérément de faire machine arrière en matière de discrimination sexuelle.

L'interdiction d'exercer faite aux enseignantes fut adoptée de manière quasi-unanime par les autorités locales du pays. En 1926, trois quarts d'entre elles environ avaient opté pour cette solution, officiellement afin de fournir un travail aux nouveaux diplômés destinés à l'enseignement et que les suppressions de postes exigées par les compressions budgétaires laissaient sans emploi¹⁰³. En réalité, plus

¹⁰² M. Pugh, *Women and the Women's Movement*, p. 93.

¹⁰³ Alison M. Oram, "Serving two masters ? The introduction of a marriage bar in teaching in the 1920s", in, *The Sexual Dynamics of History*, The London Feminist History Group, London : Pluto Press, 1983, p. 147.

que comme solution à un problème économique immédiat, c'était en réponse à la pression générale que les autorités locales faisaient ce choix. Le courrier adressé à la presse et aux autorités elles-mêmes soulignait clairement que le mariage était un métier en soi et que les femmes mariées n'avaient pas à chercher un travail à l'extérieur ; non seulement l'idée de deux salaires pour un seul foyer était égoïste, particulièrement en temps de crise, mais elle menaçait la revendication des hommes pour un salaire familial plus élevé.

Les victimes de ces licenciements abusifs ne purent, de manière générale, trouver aucun soutien auprès de leur syndicat. La National Union of Teachers, bien que comprenant une majorité de femmes, était dirigée à 80 % par des hommes et ceux-ci ne souhaitaient pas se mettre à dos leurs adhérents masculins qui, dans leur ensemble, soutenaient la politique des autorités locales, non pas parce que celle-ci leur permettrait d'obtenir plus d'emplois —la plupart des jeunes enseignants au chômage étaient des femmes— mais parce que c'était à eux que reviendraient les postes à responsabilités, auxquels de nombreuses femmes n'auraient plus accès si elles devaient quitter leur carrière encore jeunes. Au début des années vingt, certaines syndicalistes se retirèrent de la NUT, à laquelle elles reprochaient par ailleurs de ne pas se battre pour l'égalité des salaires, afin de rejoindre la National Union of Women Teachers mais, si celle-ci essaya d'aider des enseignantes à contester leur licenciement, elle n'avait malheureusement pas les ressources nécessaires pour avoir un grand impact.

La campagne pour le droit au travail des femmes mariées fut, avec celle pour l'égalité des salaires, l'une des campagnes permanentes des années vingt et trente, présente sur le programme des principales organisations féministes. Il était extrêmement difficile, cependant, de s'attaquer à des pratiques cautionnées par le

gouvernement et un projet de loi présenté par la NUSEC afin d'éviter le licenciement des femmes mariées des services publics et proposé au Parlement en 1927 par Sir John Newman fut rejeté par 84 voix à 63 après que le gouvernement s'y fut opposé. L'inquiétude générale à propos de la dénatalité¹⁰⁴ contribua sans doute également à l'échec du projet de loi ; certains craignaient en effet qu'une telle loi accentue encore la tendance à la baisse de la natalité que connaissait le pays compte tenu du fait que les femmes qui travaillaient avaient tendance à avoir moins d'enfants que celles sans emploi¹⁰⁵. Il fallut attendre 1944 pour que l'interdiction soit levée pour les enseignantes, et 1946 pour qu'elle soit abolie dans l'ensemble de la fonction publique.

L'interdiction de travailler n'est pas la seule discrimination dont furent victimes les femmes mariées : celles qui souhaitaient bénéficier d'allocations de chômage durent, par exemple, à partir de 1931, remplir des conditions beaucoup plus sévères qu'un homme ou une femme célibataire¹⁰⁶ et le National Health Insurance Act de 1933 réduisit les indemnités auxquelles les femmes mariées avaient droit en cas de maladie. La mesure était d'une injustice flagrante : lorsque les chiffres

¹⁰⁴ Tandis que la femme victorienne avait eu, en moyenne, 5,8 enfants (1870-79), celle de 1925 n'en avait plus que 2,2 (A.M.Carr Saunders et D. Caradoz-Jones, *A Survey of Social Conditions in England and Wales*, Oxford : Clarendon, 1958, p. 23). Voir également chapitre III (Le retour au foyer), 1.

¹⁰⁵ *Hansard, HC Debates*, 29/4/27, cc. 1204-1209.

¹⁰⁶ La nouvelle loi ("Anomalies Act"), présentée par le gouvernement, proposait notamment que les contributions faites par les femmes *avant* leur mariage ne soient pas prises en compte, ceci afin que des femmes mariées n'ayant pas l'intention de retravailler ne puissent pas bénéficier des indemnités de chômage ; la première année où elle fut appliquée, 180.000 femmes se virent ainsi refuser les indemnités pour lesquelles elles avaient contribué. Cette mesure n'était pas isolée : suite au rapport publié par la Commission Royale sur le fonctionnement du système d'assurances (elle-même mise en place en réponse aux critiques des conservateurs contre les dépenses excessives du gouvernement) et visant à limiter certains abus, le gouvernement d'union nationale avait également décidé de réduire de 10 % le montant des allocations de chômage pour hommes et femmes, limiter la période durant laquelle celles-ci pourraient être perçues et instaurer, pour ceux qui, d'après les nouveaux critères, n'auraient plus droit à ces aides, un examen des ressources (means-test) par une commission locale d'assistance publique, préalable à toute demande de "paiement transitoire".

révélèrent que les femmes mariées représentaient une charge plus lourde que les hommes pour le régime d'assurance-maladie, le ministère décida de réduire les indemnités de celles-ci. Quand, cependant, il devint évident que les hommes coûtaient plus que les femmes au régime d'assurance-chômage, aucune proposition ne fut faite de réduire les indemnités versées aux hommes ou d'augmenter celles versées aux femmes.

Si les intérêts économiques jouèrent indéniablement un rôle important dans ces attaques contre les femmes mariées, ils furent parfois aussi un moyen de dissimuler d'autres raisons, idéologiques. Pour Eleanor Rathbone¹⁰⁷, il était indéniable que, derrière la résistance à l'emploi des femmes mariées se trouvait une raison bien plus profonde : l'instinct de domination. De tous temps, l'homme le plus pauvre et le plus opprimé avait eu la satisfaction d'être le maître de sa femme et de ses enfants, et de pouvoir ainsi exercer son autorité. Avec l'émancipation progressive des femmes et la protection de l'enfance de toute forme physique d'abus de pouvoir paternel, ce privilège avait été sapé, mais il lui restait néanmoins une forme de pouvoir sur sa famille : l'argent. Qu'il soit généreux ou avare, l'homme éprouvait une certaine satisfaction et un agréable sentiment de pouvoir du fait que sa femme et ses enfants n'avaient, au monde, que ce qu'il choisissait de leur accorder. Que sa femme devienne économiquement indépendante grâce à son travail ou à des allocations familiales, pour lesquelles se battait Eleanor Rathbone, et c'était un dernier symbole d'autorité qui disparaissait.

¹⁰⁷ E. Rathbone, *The Disinherited Family*, London : Edward Arnold, 1927.

Il serait néanmoins totalement injuste de réduire ces attaques contre l'emploi des femmes mariées au désir, de la part des hommes, de conserver leurs privilèges dans la sphère économique et domestique. Comme le fait remarquer Winifred Holtby en 1934¹⁰⁸, les critiques les plus acerbes provenaient souvent des femmes elles-mêmes. Dans un pamphlet intitulé "The married woman : is she a person ?"¹⁰⁹, l'Open Door Council, créée en 1926 dans le but spécifique de défendre les droits industriels des femmes, distingue, parmi les opposants au travail de la femme mariée, ceux qui voient en elle une concurrente directe pour un nombre d'emplois limité et ceux, ou plutôt celles, qui la considèrent comme une concurrente indirecte : l'épouse du chômeur, la jeune fiancée qui craint qu'elles ne réduise les chances de son futur époux de trouver un travail, la femme qui tient pour acquis son rôle de "dépendante", celle pour qui le mariage a toujours représenté un moyen d'échapper à la vie active et qui craint qu'en reconnaissant le travail comme un droit pour la femme mariée on en arrive à le considérer comme un devoir.

Une étude, publiée en 1933 par l'Organisation Internationale du Travail afin de démontrer l'absence de tout lien entre le chômage masculin et l'emploi des femmes, faisait part des résultats d'une enquête menée en Allemagne et dont le but était de calculer le nombre d'emplois qui pouvaient être libérés pour les hommes si l'on interdisait aux femmes mariées l'accès au marché du travail¹¹⁰. Partant d'un chiffre¹¹¹ de 3,6 millions de femmes mariées sur 11,5 millions de femmes salariées, les enquêteurs constatèrent que, parmi ces femmes mariées, 2,5 millions travaillaient dans une entreprise familiale et 309.160 en tant qu'indépendantes, autant de

¹⁰⁸ *New Chronicle*, 9/3/34, in Berry & Bishop, *Testament of a Generation*, p. 81.

¹⁰⁹ O.D.C., May 1938, p. 7-9.

¹¹⁰ Marguerite Thibert, *The Economic Depression and the Employment of Women*, Research Division, International Labour Office, Genève, 1933.

travailleuses ne pouvant donc être touchées par la législation. Cela ne laissait donc plus que 835.600 femmes au plus dont l'emploi pouvait être libéré. Mais là encore, il était nécessaire de prendre en compte les qualifications requises (on comptait, par exemple, parmi ces travailleuses 44.233 employées de maison —et il semblait difficile de remplacer une bonne d'enfants par un vitrier ou un maçon), ainsi que les moyens financiers du mari supposé entretenir son épouse —et 80 % des femmes mariées avouaient travailler par nécessité. Le chiffre maximum de femmes mariées pouvant être remplacées par des hommes auquel arrivèrent les enquêteurs était 200.000 (d'autres l'estimaient même à 80.000). Pouvait-on réellement espérer résoudre grâce à ces 200.000 emplois le problème du chômage, qui touchait alors plus de quatre millions d'hommes et allait encore s'aggraver dans les années à venir ?

Plus insidieusement, on chercha également à limiter l'accès des femmes à certains emplois en votant des lois officiellement destinées à les "protéger" contre les dangers de certaines tâches. Là encore, la stratégie n'était pas nouvelle (depuis 1842, par exemple, la loi interdisait aux femmes le travail au fond des mines, avait fixé des horaires quotidiens moins lourds que pour les hommes...), mais elle fut, pour les féministes, beaucoup plus difficile à combattre que l'interdiction faite aux femmes mariées de travailler, pour la simple raison que l'opposition ne venait pas uniquement des hommes, mais également des premières concernées : les ouvrières.

La lutte féministe est plus dure dans le monde industriel que dans le monde politique, constate Time and Tide, car l'opposition, dans ce domaine, n'est pas seulement le fait de préjugés naturels, mais également

¹¹¹ Les chiffres utilisés sont de 1925.

*de l'assentiment de la part de ces femmes qui ne voient aucun danger dans une soi-disant 'protection' basée sur le sexe plutôt que sur la nature du travail*¹¹².

La question ne fut d'ailleurs pas seulement un point important de désaccord entre les femmes du parti travailliste et les féministes. Elle divisa, on l'a vu, le mouvement féministe lui-même et fut la cause d'une scission au sein de la NUSEC en 1927.

Dès qu'avait été adoptée la première mesure de protection légale après la guerre (Convention de Washington, 1919), interdisant le travail de nuit "aux femmes et aux jeunes gens", certaines féministes s'étaient élevées contre ceux dont le but était, de toute évidence, d'écarter les femmes de certains emplois plutôt que de les protéger :

*La tentative de protéger les femmes contre le travail de nuit ne se fait que dans certaines directions et [...] les motifs de certaines de ces personnes qui font preuve d'une telle galanterie [...] ne sont pas au-dessus de tout soupçon. Si le travail de nuit est réellement aussi nuisible pour les femmes en particulier, pourquoi ne l'interdire que dans l'industrie ? Quasiment tout le travail de nuit dans les foyers (et il y en a beaucoup lorsqu'il y a des bébés) est effectué par les femmes. Qui proteste ?*¹¹³

En 1924, cependant, lorsque le nouveau gouvernement travailliste décida d'étendre la "protection" des ouvrières par une nouvelle loi industrielle ("Factory Act"), les organisation féminines travaillistes l'approuvèrent, déclenchant ainsi avec les féministes, et plus particulièrement les égalitaristes parmi elles, un conflit qui

¹¹² "The feminist struggle is harder in the industrial than in the political world, for here the opposition comes not merely from natural prejudice but also from acquiescence by those women who see no danger in so-called 'protection' based upon sex rather than occupation.", *Time and Tide*, 29/5/25, p. 514.

¹¹³ "The attempt to shield women from night-work is only made in certain directions, and [...] the motives of some people who show such chivalry [...] is not always above suspicion. If night-work is really so deleterious to women in particular, why forbid it only in industry ? Practically all the night-work in the homes (and there is a good deal of it where babies are concerned) is done by women. Does anyone object ?" , *Time and Tide*, 11/6/20, p. 100.

allait s'envenimer en 1926 avec une nouvelle mesure soutenue par les travaillistes : le "Lead Paint Act". Cette même année, certaines égalitaristes, menées par Lady Rhondda, décidèrent de former une nouvelle organisation afin de défendre l'égalité des droits pour les femmes dans le domaine industriel¹¹⁴. Accusée par les travaillistes de n'être qu'une organisation féministe bourgeoise, l'Open Door Council ne parvint cependant jamais vraiment à mobiliser le soutien des ouvrières qu'il tentait de défendre. En 1924, Barbara Drake¹¹⁵ dénonçait déjà dans *The Labour Woman* :

*Chaque nouvelle proposition de réglementation du travail féminin s'est heurtée à la même opposition de la part d'un petit groupe de femmes actives en politique (mais sans aucune expérience industrielle) qui, aujourd'hui, tout comme leurs mères et leurs grands-mères avant elles, s'élèvent contre l'iniquité de l'intrusion de l'Etat dans la liberté individuelle et des lois ne s'appliquant qu'aux membres de leur propre sexe. A l'époque où les femmes n'avaient pas encore le droit de vote, l'argument le plus solide qu'elles pouvaient avancer contre la protection légale était que les femmes que cela concernait n'avaient pas pris part à son élaboration¹¹⁶. Ce grief était certainement réel alors, mais a depuis perdu toute raison d'être [...] L'attaque concerne principalement les clauses interdisant le travail de nuit des femmes, et cela en dépit du fait que celles-ci ont été acceptées par les organisations ouvrières féminines du monde entier...*¹¹⁷

¹¹⁴ Parmi ses membres : Elizabeth Abott, du comité exécutif de la NUSEC, Miss Craig, de celui de la LSWS, ainsi que les présidentes de trois autres sociétés : Emmeline Pethick-Lawrence (WFL), Virginia Crawford (SJSPA), et Lady Rhondda (SPG).

¹¹⁵ Nièce de Béatrice Webb et membre de la Fabian Society, elle fut chargée, en 1919, d'une des principales études sur les femmes et l'industrie.

¹¹⁶ Comme le dénonce une affiche publiée en 1908 par The Artists' Suffrage League et représentant une ouvrière s'exclamant, face au texte du Factory Act affiché sur la porte de l'usine "What a cheek ! I've never been asked !", les lois industrielle réglementant les emplois féminins votées au dix-neuvième siècle l'avaient été sans que les principales intéressées —les ouvrières— elles-mêmes aient été consultées. D'où la nécessité d'un Parlement qui aurait des comptes à rendre à un électorat féminin.

¹¹⁷ "Each new proposal for the regulation of women's labour has encountered the same opposition from a small group of politically active (but industrially inexperienced) women, who argue today, as their mothers and their grandmothers argued before them, against the iniquity of state interference with individual freedom and of laws in particular applying to their own sex. In the day before women's political enfranchisement, the most substantial argument to be advanced against protective legislation was that the women who were subject to it had no share in framing it. The grievance was undoubtedly a real one at that time, but has since lost all its substance [...] The attack centres round the provision prohibiting women's night-work, notwithstanding the fact that these have been accepted by industrial women's organisations all over the world..", *The Labour Woman*, 1/8/24, p. 123-4.

Si certains membres du comité exécutif de la NUSEC finirent par admettre qu'elles n'avaient en effet pas à s'opposer à la protection légale si les femmes du mouvement travailliste elles-mêmes estimaient qu'elle était dans l'intérêt des ouvrières¹¹⁸, pour les égalitaristes, une telle concession était inacceptable, et cela pour diverses raisons : ces prétendus "traitements de faveur", interdisant aux femmes de travailler la nuit, de nettoyer des machines en marche ou de soulever des charges importantes réduisaient en réalité les possibilités d'emploi de ces dernières —c'en était le but premier— et tendaient à dévaluer les salaires féminins, déjà bas. Ces restrictions n'étaient en outre imposées que dans des emplois bien rémunérés pour lesquels les femmes étaient en compétition avec les hommes ; ainsi, si l'interdiction de travailler la nuit touchait de nombreuses techniciennes, elle ne s'appliquait pas en revanche aux domestiques ou aux infirmières. Enfin, le fait de classer les ouvrières avec les enfants affectait l'image même des femmes dans la société, perpétuant l'idée qu'elles n'étaient pas tout à fait adultes, incapables de s'occuper d'elles-mêmes, qu'elles étaient le sexe faible, physiquement et mentalement¹¹⁹.

Les égalitaristes furent accusées à tort de s'opposer à toute législation protectrice, erreur souvent perpétuée par les historiens. Il suffit pourtant de lire les programmes ou les comptes-rendus de campagnes de l'ODC pour voir qu'elles étaient en réalité en faveur d'une protection légale pour les travailleurs, mais une protection établie en fonction de la nature du travail et non pas du sexe du

¹¹⁸ "Do not let us be determined adherents of a great principle if it is other women who have to bear the cost" déclara Eleanor Rathbone.

¹¹⁹ Winifred Holtby, *Women and a Changing Civilisation*, p. 81.

travailleur¹²⁰ : elles s'opposèrent ainsi au "Lead Paint (Protection Against Poisoning) Act" de 1926, qui interdisait aux femmes les emplois pour lesquels il était fait usage de plomb, car il avait été prouvé, et d'ailleurs reconnu au cours des débats sur le projet de loi, que le saturnisme avait, chez le père comme chez la mère, un effet abortif. Une protection légale dans ce domaine était donc nécessaire, mais la limiter aux femmes n'avait d'autre valeur que discriminatoire¹²¹. Leurs opposants préférèrent cependant ignorer cet aspect de leurs revendications et dépeindre les égalitaristes comme des partisans du "laissez-faire", opposées à toute intervention de l'Etat.

Les attaques contre les femmes au travail, et les femmes mariées en particulier, loin de cesser avec le temps, semblèrent s'amplifier encore dans les années trente où, à la crise économique, vint s'ajouter le fort courant anti-féministe qui traversait alors l'Europe. Les articles et les rapports annuels publiés au début de la décennie par les différentes sociétés féministes¹²² révèlent une inquiétude grandissante face au fascisme. L'année 1933 est ainsi décrite, par l'ODC, comme "une année noire pour les femmes", marquée, en Allemagne, par des attaques généralisées contre leurs droits politiques et économiques et la glorification de leur retour au foyer, et 1934 comme plus sombre encore, y compris pour les femmes britanniques : sous l'"Anomalies Regulation", près de 250.000 femmes mariées s'étaient vu refuser les indemnités de chômage pour lesquelles elles avaient cotisé, les attaques contre le

¹²⁰ Voir par exemple "The Real Protection of the Woman Worker", ODC, December. 1926. C'est également le cas de la WFL : voir leur programme de 1929 (*The Vote*, 1/2/29), ou le rapport de la 24ème conférence annuelle (*The Vote*, 24/3/31).

¹²¹ Voir "The Factories Bill, Women Wage Earners need Real Protection", ODC, December. 1929, p. 12-3.

¹²² Voir par exemple les rapports annuels du Six Point Group et de l'ODC entre 1932 et 1936.

droit au travail des femmes mariées s'étaient encore intensifiées, de plus en plus d'autorités locales appliquant le "marriage bar", et la nouvelle convention sur le travail de nuit adoptée par l'OIT avait placé de nouvelles restrictions, encore plus sévères, sur les femmes. Et ce n'était encore pas là les attaques les plus dangereuses. En 1933, l'industriel Sir Herbert Austin se déclara favorable à la solution préconisée par les nazis pour résoudre le problème du chômage masculin : licencier des femmes¹²³ ; et ,dans le rapport publié en novembre 1934 par la commission chargée d'enquêter sur certaines régions particulièrement touchées par la crise, le membre de la commission responsable de Durham et Tyneside, le Capitaine D.Evan Wallace suggéra (section 7) au gouvernement, comme moyen de résorber le chômage masculin, de prendre en considération la possibilité de limiter l'accès des femmes à certains emplois :

Envisager les possibilités d'emplois qui pourraient être trouvés pour une proportion importante des 160.000 personnes à présent au chômage dans cette région soulève inévitablement la question de la capacité d'absorption du marché du travail à travers le pays. Il est clair que cette capacité a été matériellement affectée par l'invasion des femmes dans le secteur industriel... il semblerait nécessaire, en ce qui concerne les conditions actuelles et les perspectives d'avenir, d'envisager sérieusement de limiter l'extension de l'emploi [...] féminin¹²⁴.

L'ODC répliqua immédiatement en envoyant à tous les députés une lettre de protestation, signée par dix autres sociétés féminines, et soulignant le droit des femmes, comme de tout adulte, au travail. Au cas où le gouvernement choisirait de

¹²³ *Time and Tide*, 7/10/33, SPG, Annual Report, 1933-34.

¹²⁴ "Consideration of the possibilities of finding work for a substantial proportion of the 160 000 persons now unemployed in this area inevitably raises the question of the absorptive capacity of the labour market throughout the country. It is clear that this capacity has been materially affected by the invasion of women into the industrial field [...] and it would appear necessary having regard to present conditions and future prospects, to consider seriously some limitation of the field of female.. labour.", ODC, Annual Report 1934-35, p. 12-13.

faire référence à la suggestion du Capitaine Wallace, les députés étaient priés de s'élever contre lui.

Les attaques dont furent victimes les femmes dans l'entre-deux-guerres restent caractéristiques des périodes de crise économique. La façon dont avait évolué, en peu de temps, la condition de la femme, dans nombre de domaines, mais plus particulièrement dans la sphère économique, était, pour beaucoup, l'un des phénomènes les plus visibles, et souvent mal accepté, de la société contemporaine. Il est peu surprenant, dès lors, qu'attribuant à des phénomènes concomitants un rapport de causalité —attitude plus courante encore en période de crise, où les victimes cherchent un responsable à leurs malheurs—, l'emploi des femmes ait été désigné comme l'une des causes de l'important chômage qui sévissait. Winifred Holtby voyait dans les commentaires dirigés contre les travailleuses un mélange de peur, de ressentiment et d'hostilité. *"L'idée d'un réservoir de main-d'œuvre bon marché attendant d'envahir et d'avaloir tous les emplois empêche les hommes de dormir. Et il y a peu d'émotions aussi destructrices pour le bonheur des communautés que la peur."*, écrit-elle en 1934¹²⁵.

Si nombre de ceux qui étaient directement touchés par la crise croyaient réellement que l'interdiction faite aux femmes mariées de travailler pouvait être une solution à leur problème, ceux qui défendaient le principe pour les raisons idéologiques évoquées avaient, eux, tout intérêt à ne pas chercher à étayer leurs

¹²⁵ "The sense of a reservoir of low-paid labour waiting to overflow and swallow all the jobs keeps men awake at nights. And few emotions are so destructive of the happiness of communities as fear." *News Chronicle*, 9/3/34, "Fear and the woman who earns", in Berry & Bishop, *Testament of a Generation*, p. 81-2.

arguments de preuves concrètes. En effet, pour prouver que le chômage masculin était dû en partie au travail des femmes, il aurait tout d'abord fallu démontrer qu'une augmentation du nombre de femmes salariées avait bien eu lieu durant les années précédant la crise. Or, les chiffres auraient immédiatement montré que l'emploi féminin s'était développé, pour la plupart des pays européens, dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle et non pas plus tard ; le pourcentage de femmes dans la population active était en fait resté pratiquement stationnaire ces trente dernières années¹²⁶ :

1891	1901	1911	1921	1931
31,1 %	29,1 %	29,6 %	29,5 %	29,8 %

Les chiffres publiés pour le chômage au début des années trente et donnant un chiffre croissant pour les hommes (de 23,8 % en juillet 1931 à 26,3 % en juin 1932 pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord) et décroissant pour les femmes (19,5 % à 14,1 %) étaient quant à eux trompeurs, car basés sur le nombre de chômeurs *recevant des indemnités*. Or, outre le fait que certaines professions dans lesquelles les femmes étaient fortement représentées, telles que le service domestique, la fonction publique ou le commerce, n'étaient pas couvertes par les assurances nationales, les récentes lois, telles que l'"Anomalies Act" de 1931, avaient retiré ce droit à un grand

¹²⁶ A.H. Halsey (ed.), *British Social Trends since 1900*, London : Macmillan, 1988, p. 168 ; Holcombe, *Victorian Ladies at Work. Middle-class working women in England and Wales 1850-1914*, Newton Abbott : David & Charley, 1973. Femmes actives par rapport à la population féminine en Grande-Bretagne : 1911 : 35,32 %, 1921 : 33,12 %, 1931 : 34,20 % —dont seulement 10,4 % de femmes mariées (base : femmes de plus de 15 ans employées ou temporairement au chômage au moment du recensement).

nombre de femmes mariées, creusant ainsi, mais principalement dans les chiffres officiels, la différence entre les taux de chômage masculin et féminin.

III. LES EMPLOIS FEMININS :

En même temps qu'elle contribuait à alimenter l'idéologie anti-féministe ambiante, la situation économique obligeait de plus en plus de femmes à chercher un emploi : des femmes dont le mari était au chômage et dont il fallait bien faire vivre la famille, mais aussi des jeunes filles de la classe moyenne que leurs familles encourageaient maintenant à prendre un emploi. Il était, en effet, non seulement devenu financièrement difficile pour des parents d'entretenir leur fille en attendant que celle-ci se marie, mais le mariage lui-même n'était plus, pour une femme, le même refuge qu'il avait pu être et, après l'hécatombe de la guerre, les maris risquaient d'être rares (une femme sur six restait célibataire toute sa vie¹²⁷). Il devint donc normal pour la jeune fille de la classe moyenne, dans les années vingt et trente, de subvenir à ses propres besoins, ce qui représentait, pour beaucoup, une certaine émancipation. Dans la tranche d'âge des 25-34 ans, 76,23 % des femmes célibataires avaient, en 1921, un emploi, et 80,41 % en 1931¹²⁸.

Si Ray Strachey constate avec satisfaction cette évolution¹²⁹, certains aspects, néanmoins, la chagrinent : il est clair, tout d'abord, que les jeunes filles continuent à considérer leur travail comme une occupation provisoire avant le mariage, encouragées en cela par toutes les influences subtiles des conventions et de la

¹²⁷ Ray Strachey, *Careers and Openings for Women - A Survey of Women's Employment and a Guide for those Seeking Work*, London : Faber & Faber, 1935, p. 19.

¹²⁸ A.H. Halsey (ed.), *British Social Trends since 1900*, p. 172. Le chiffre était de 73,59 en 1911.

¹²⁹ Ray Strachey, *Careers and Openings...*, p. 19.

littérature qui, dans ses grand romans d'amour pas moins que dans les petits récits sentimentaux, ne traite, de manière générale, les femmes qu'en relation avec l'amour :

A tout moment —rêvent certaines jeunes filles— leurs vies peuvent être totalement transformées et cela, non pas par un quelconque effort de leur part, mais grâce à la venue du Prince Charmant et à la magie de l'amour. Face à cette séduisante perspective, les dures réalités de la vente et d'un emploi de bureau routinier offrent une image peu attrayante. Ces jeunes filles accomplissent donc leur travail sans beaucoup d'entrain, la tête ailleurs, et prêtent plutôt toute leur attention aux rouges à lèvres, à la mode, et à la bonne tenue d'une permanente¹³⁰.

Les conséquences de ce manque d'ambition professionnelle et de ces espoirs futiles sont que ces jeunes filles sont prêtes à prendre le premier emploi qu'on leur propose, généralement au bas de l'échelle, et acceptent, sans trop se plaindre, et par conséquent sans s'organiser, les mauvaises conditions de travail et les bas salaires, parce qu'elles pensent pouvoir un jour y échapper. Les employeurs, quant à eux, ne prennent bien évidemment pas la peine de former ou d'encourager la promotion d'employées dont l'intérêt se trouve ailleurs que dans leur emploi. Celles qui ont de l'ambition, ou tout simplement de l'intérêt pour leur travail, n'ont cependant guère plus de chance : elles restent des femmes, et une telle attitude de leur part n'est souvent pas mieux vue par leurs employeurs ni par l'opinion publique. Difficile, donc, d'échapper à ces obstacles.

Les femmes, d'ailleurs, malgré les nouvelles possibilités qui s'ouvraient théoriquement à elles, grâce notamment à la loi contre la discrimination sexuelle (le

¹³⁰ "At any moment —so some girls dream— their lives may be completely transformed, and that not by any effort of their own, but by the advent of Prince Charming and the magic of falling in love. Against this glittering possibility, the hard realities of salesmanship and office routine make a very unattractive show. They go about their work half-heartedly, with their thoughts elsewhere, and their

"Sex Disqualification (Removal) Act"), restèrent très largement confinées à des emplois subalternes, situés au bas de l'échelle, et sans grandes chances de promotion¹³¹. Les plus découragées déclaraient même que les perspectives étaient alors plus sombres que durant les années qui avaient précédé la guerre.

Partout, en Angleterre, aujourd'hui, des hommes et des femmes travaillent ensemble dans des usines et dans des fermes, des magasins et des bureaux, des théâtres et des cabinets de consultation, constate en 1929 Winifred Holtby¹³², mais c'est presque toujours l'homme qui est assis derrière le grand bureau.. et la femme qui est assise à la petite table, derrière la machine à écrire. Le directeur d'entreprise emploie une secrétaire, le médecin une assistante, l'avocat un clerc [...] Et tant que ce sont les hommes qui donnent les ordres et que les femmes leur obéissent, tout va bien.

Dans la fonction publique, en pleine expansion¹³³, la restriction des femmes aux plus bas échelons se fit de manière quasi-systématique et, au moment où les employées de guerre rejoignaient les rangs des chômeurs, les fonctionnaires restantes durent mener leur propre bataille : une commission du Whitley Council¹³⁴ avait en effet été nommée afin d'examiner la situation des femmes dans la fonction publique

earnest attention is given instead to lipstick and the fashions, and the efficacy of a permanent wave."
Ibid., p. 52

¹³¹ "Now that the crushing need for their services as comrades-in-arms is over," lit-on dans *Time and Tide* en 1921, "... women are not expected to meet men as equal in work, but to be ready to drop back into the subordinate jobs", *Time and Tide*, 22/4/21, "On Sticking one's Jobs", p. 378.

¹³² "All over England today men and women are working together in factories and on farms, in shops and offices and theatres and consulting-rooms. But it is nearly always the man who sits at the big desk and the woman who sits at the little table behind the typewriter. The company director employs a woman secretary, the male doctor an assistant, the lawyer a clerk [...] And so long as the men give the orders and the women obey them all goes well.", *Manchester Guardian*, 24/5/29, "The Man Colleague", in Berry & Bishop, *Testament of a Generation*, p. 61.

¹³³ Le nombre de fonctionnaires était passé de 57.706 en 1914 à 116.241 en 1923 et 120.418 en 1930.

¹³⁴ En 1917, la commission nommée l'année précédente par le gouvernement sous la présidence de J.H. Whitley (industriel et député libéral) et chargée d'étudier les relations industrielles afin de prévenir les conflits du travail, avait recommandé la mise en place de conseils permanents de discussion et d'arbitrage dans chaque industrie, associant patrons et ouvriers. L'idée avait été accueillie avec enthousiasme par le gouvernement et, en 1920, 56 "Whitley councils" avaient déjà été formés, associant plus de trois millions de personnes, y compris (non sans une certaine réticence initiale du gouvernement) dans la fonction publique. Les industries concernées étaient cependant pour la plupart assez petites (les employés du charbon, des transports ferroviaires, de la construction navale ou du

et proposer une réorganisation des échelons mais ne comprenait que quatre femmes sur ses vingt-cinq membres. Son rapport, publié en février 1920, proposait notamment que la nomination des femmes se fasse désormais par sélection et non plus par concours, ce qui était une manière de supprimer la concurrence directe avec les hommes, que leur promotion se fasse également séparément de celle des hommes, et que toutes les tâches routinières de l'échelon le plus bas leur soient réservées¹³⁵, la raison donnée à cette dernière décision étant que les femmes s'adaptaient plus facilement que les hommes à un travail monotone et répétitif : *"Ce travail est considéré intolérable pour les hommes ; les femmes, dit-on, ressentent moins la monotonie grâce à leur 'capacité à mener une double vie en rêve'"*¹³⁶.

Cette remarque est loin d'être isolée ; la commission gouvernementale enquêtant, en 1929, sur la répartition des femmes dans l'industrie, commenta, à propos du nombre toujours plus important de femmes travaillant à des machines automatiques : *"Bien que ce travail soit, si l'on en juge par les critères habituels, ennuyeux et monotone, les femmes en semblent parfaitement satisfaites"*¹³⁷. Le fait, d'ailleurs, que le nombre d'ouvriers qualifiés ait, entre 1911 et 1951 augmenté de 11 % chez les hommes et baissé de 34 % chez les femmes, chute reflétant en grande partie l'effondrement de l'industrie textile, n'était pas sans inquiéter les féministes : dans son rapport annuel de 1935-6, le Six Point Group dénonçait ainsi l'utilisation de plus en plus importante de machines employant une grande quantité de main-d'œuvre

coton préférèrent rester à l'écart) et de nombreux conseils disparurent après quelques années (Mowatt, *Britain between the Wars*, p. 37).

¹³⁵ LSWS, Annual Report., 1919-20, p. 8-9. Hommes et femmes devaient également travailler dans des établissements séparés.

¹³⁶ *"The work is considered intolerable for men ; women, it is said, suffer less from monotony owing to their 'capacity for leading a double life in phantasy'"*, Vera Brittain, 1928, in Law, *The Women's Cause : Feminist Campaigns*, PhD, London University, 1992, p. 195.

non-qualifiée comme représentant une menace pour le statut des ouvrières : ces emplois étaient occupés presque exclusivement par des femmes et une telle ségrégation contribuait, en outre, à faire baisser les salaires.

En attribuant aux femmes le travail de type purement mécanique, tendant à abrutir, et aux hommes le travail touchant à l'élaboration de politiques et à l'organisation des affaires gouvernementales, les recommandations du Whitley Council sur la fonction publique étaient bien loin du concept d'égalité que défendaient les féministes. Lloyd George avait d'ailleurs répondu à celles-ci :

*Il ne sert à rien de prétendre que les conditions sont tout à fait égales...Un homme entre dans la Fonction Publique ; il y reste et gravit les échelons.. C'est sa carrière [...] Ce n'est pas le cas pour une femme [...] elle se marie et elle part [...] Le fait est que les conditions ne sont pas égales [...] quiconque fait miroiter aux femmes la perspective d'une égalité absolue fait quelque chose d'incompatible avec la nature des choses*¹³⁸.

En avril 1920, soit deux mois à peine après la publication du rapport, la Federation of Women of the Civil Service organisa une manifestation afin de réclamer l'égalité des emplois, des salaires, et des chances. Trois mille femmes, de tous les secteurs de la fonction publique et d'organisations féminines, étaient présentes. Le 5 août 1921 le Parlement accepta de débattre d'une résolution présentée

¹³⁷ "Though this work is, if judged by ordinary standards, dull and monotonous, the women seem to be perfectly contented with it", in Jane Lewis, *Women in England 1870-1950, Sexual Divisions and social change*, London : Harvester Wheatsheaf, 1984, p. 183.

¹³⁸ "It is no use pretending that the conditions are quite equal.. A man enters the Civil Service, he is here and he works his way up [...] That is his career [...] That is not the case with a woman [...] she marries and she leaves [...] The fact is that the conditions are not equal [...] anybody who places before women the prospect of absolute equality is doing something which is inconsistent with the nature of things." *The Woman Clerk*, February 1920, p. 33.

par la LSWS concernant le rapport du Whitley Council, et de faire quelques concessions¹³⁹ ; celles-ci ne furent, cependant, jamais réellement appliquées.

Si, enfin, la préoccupation des féministes concernant l'égalité des salaires avait été stimulée par l'expérience de la guerre, la question ne fit guère de progrès dans les années qui suivirent. Bien que le principe de l'égalité des salaires ait été contenu dans le Traité de Versailles (article 427) et que le rapport de la commission gouvernementale sur les femmes dans l'industrie, publié en décembre 1918, ait recommandé que le gouvernement montre l'exemple en l'adoptant lui-même, les gouvernements successifs prétextèrent, jusque dans les années cinquante, que les finances du pays ne permettaient pas les dépenses supplémentaires que cela impliquerait. Même les travaillistes, qui s'étaient plusieurs fois engagés publiquement à soutenir le principe et furent les seuls à l'inclure dans leurs manifestes électoraux¹⁴⁰, surent, une fois au pouvoir, faire preuve de la même habileté que les autres gouvernements et évitèrent les conséquences d'anciennes déclarations gênantes. Tandis que l'égalité des salaires était appliquée dans un certain nombre de professions telles que le droit, la médecine ou la comédie, les progrès dans l'industrie furent donc négligeables.

Revenus moyens des femmes en pourcentage des salaires masculins 1906-35¹⁴¹ :

1906	1924	1931	1935

¹³⁹ Après une période conditionnelle de trois ans, les conditions d'entrée devraient être les mêmes pour les femmes et les hommes ; les conditions de service seraient les mêmes et les salaires féminins seraient revus. Voir le rapport annuel de la LSWS de 1921, p. 9-11.

¹⁴⁰ Voir les manifestes de 1918 et 1923, in F.W.S. Craig (ed.), *British General Election Manifestos, 1918-1974*, London & Basingstoke : Macmillan, 1975.

¹⁴¹ Toutes industries confondues : textile, habillement, alimentaire, boissons et tabac, imprimerie et papeterie, métallurgie. Source : A.L. Bowley, *Wages and Incomes in the U.K. since 1860*, Cambridge : CUP, 1937.

43,7 %

47,7 %

48,3 %

48,0 %

A partir de 1920, les défenseurs de l'égalité des salaires se concentrèrent plus particulièrement sur les professions de l'enseignement et de la fonction publique, où la décision revenait directement au gouvernement. Sans succès. Le gouvernement était d'ailleurs, là encore, loin de montrer l'exemple : le conseil municipal de Woolwich (Londres) fut accusé, lors d'un audit en 1929, de payer aux femmes qu'il employait les mêmes salaires qu'aux hommes et obligé à revoir ses salaires ; quant à la première avocate à être nommée au Public Trustee Office, en 1937, elle reçut un salaire inférieur à celui de ses collègues hommes tandis que la profession d'avocat connaissait, en revanche, dans le privé, l'égalité des salaires¹⁴².

Les hommes avaient, disait-on, de plus grandes responsabilités familiales, et il était par conséquent normal que leurs salaires soient supérieurs à ceux des femmes. Eleanor Rathbone démontra, en 1927, la fausseté de cet argument dans l'un des principaux ouvrages féministes de la période : *The Disinherited Family*¹⁴³. Examinant le milieu familial des hommes de plus de vingt ans en Angleterre, l'auteur montrait que¹⁴⁴ :

27 % de ces hommes étaient célibataires ou veufs sans enfant à charge ;

24,7 % des hommes mariés sans enfant ou sans enfant de moins de 14 ans ;

16,6 % des hommes avec 1 enfant à charge ;

13 % _____ 2 _____

8,8 % _____ 3 _____

¹⁴² *The Catholic Citizen*, 15/12/37 ("It is shameful that the government should inaugurate the injustice of paying unequal salaries in these professions").

¹⁴³ Eleanor Rathbone, *The Disinherited Family*, London : Edward Arnold, 1927.

¹⁴⁴ *Ibid.*, p. 16.

9,9 % _____ 4 _____

Moins de 50 % des hommes pouvaient donc réclamer, avec légitimité, le salaire dit familial que gouvernement et syndicats utilisaient pour justifier les différences de salaire entre hommes et femmes¹⁴⁵. Pour Eleanor Rathbone, le meilleur moyen de mettre fin à cette injustice était d'établir, à travail égal, un salaire de base égal pour tous et d'introduire par ailleurs des allocations familiales en fonction du nombre d'enfants à charge. Les allocations familiales ne furent cependant pas mises en place avant 1945 ("Family Allowance Act", pour les mères de deux enfants et plus) et il fallut attendre 1970 pour que l'égalité des salaires fût enfin l'objet d'une loi ("Equal Pay Act"). En attendant, le salaire des femmes continuait à être considéré comme un salaire d'appoint à celui de leur époux, ou de l'argent de poche que les jeunes filles pouvaient dépenser pour des babioles.

Un autre argument utilisé pour justifier la différence de salaires entre hommes et femmes aurait presque pu faire sourire s'il n'avait pas été sérieux : les femmes, disait-on, mangeaient moins que les hommes, et n'avaient donc pas besoin d'autant d'argent pour se nourrir. *The Vote* se fit un plaisir, en 1923, de ridiculiser l'évidente mauvaise foi de l'argument en question en faisant remarquer qu'il était plutôt étrange, en l'occurrence, que les repas servis aux femmes dans le restaurant de la Chambre des Communes coûtent plus cher que ceux servis aux hommes...¹⁴⁶

¹⁴⁵ Par ailleurs, il fut calculé que, dans la fonction publique, parmi les femmes ayant plus de sept ans de service, 37 % avaient des personnes à charge, chiffre qui passait à 41 % parmi celles qui avaient dix ans de service, 43 % pour quinze ans de service et 84 % pour vingt ans de service (chiffres cités devant la Commission Royale sur la Fonction Publique). W. Holtby, *Women and a Changing Civilisation*, p. 86.

¹⁴⁶ *The Vote*, 11/5/23, "Women's Appetites !", p. 148.

Le fait que de plus en plus de professions se soient, dans les années vingt et trente, ouvertes aux femmes, ne signifie pas pour autant que les femmes profitèrent de ces nouvelles possibilités d'emplois pour conquérir de nouveaux secteurs du marché du travail. Sous de nombreux aspects, le travail féminin de l'entre-deux-guerres resta en fait similaire à celui d'avant 1914. Les femmes eurent, en effet, du mal à s'établir dans les professions libérales et en particulier dans les professions légales, qui leur restèrent quasiment fermées malgré le "Sex Disqualification (Removal) Act". En 1935, on ne trouvait ainsi pas plus de 195 avocates (116 solicitors et 79 barristers). Les progrès furent également lents dans la profession médicale, en théorie pourtant déjà ouverte aux femmes, et si le nombre de femmes médecins passa de 477 en 1914 à 1.253 en 1921 et 2.810 en 1931¹⁴⁷, celles-ci restèrent largement confinées à la médecine générale ; de nombreux hôpitaux leur bloquaient d'ailleurs l'entrée et certains refusaient de dispenser des cours de médecine à des étudiants et étudiantes sous prétexte que cela était embarrassant pour les médecins chargés des cours¹⁴⁸.

*L'inversion du processus qui a été l'un des aspects frappants de l'industrie de guerre est maintenant pratiquement achevé, peut-on lire dans le rapport annuel de l'Inspecteur Général des Usines et des Ateliers de 1923. Les femmes ont retrouvé les industries féminines et, même dans les emplois masculins pour lesquelles elles furent, pendant la guerre, jugées particulièrement bien adaptées, elles sont désormais très rares. Celles qui restent ont été gardées comme témoins d'une période en train de disparaître et, même si elles ne sont pas licenciées, ce seront des hommes qui, à leur mariage ou à leur départ en retraite, leur succéderont*¹⁴⁹.

¹⁴⁷ Pugh, *Women and the Women's Movement*, p. 94.

¹⁴⁸ Voir *Time and Tide*, 23/3/28, p. 275 et *The Vote*, 8/6/28.

¹⁴⁹ "the reversal of the process which was so striking a feature of war-time industry is now practically complete. Women have returned to women's industries and very few of them are bound to be found even in those sections of men's trades for which war-time observation showed them to be peculiarly well-fitted. Those who do remain have been retained as survivors of a vanishing period and, although they will not be dismissed, they will be succeeded, as they marry or retire, by men.", *Time and Tide*, 8/8/24.

On comprend, à la lecture de ce rapport officiel, combien l'inquiétude des féministes était justifiée et pourquoi elles encourageaient, en 1921, les femmes à "*ne pas lâcher leur emploi*"¹⁵⁰. Durant toute la période, il s'agit en fait plus, en la matière, de préserver des acquis que de faire de nouvelles conquêtes¹⁵¹ et, lors du recensement de 1927, c'est avec peu de surprise que l'on constatait que les femmes occupaient toujours plus ou moins les mêmes emplois : le service domestique, notamment, malgré le fort recul connu pendant la guerre, était redevenu, grâce aux efforts du gouvernement, le premier secteur féminin (33 %), toujours suivi par le textile (12 %), la confection (11 %), la vente (9 %), le secrétariat (8 %) et l'enseignement (4 %).¹⁵² La conquête du marché du travail allait encore prendre de nombreuses années...

¹⁵⁰ *Time and Tide*, 22/4/21, "On Sticking One's Jobs", p. 378.

¹⁵¹ NCEC, Annual Report, 1932-33 : "*During 1932, the almost complete attention of Parliament was inevitably devoted to the industrial depression and to measures of relieving it [...] It is, therefore, not surprising that our main efforts [...] should have been directed more to the task of trying to prevent any retreat in the social services and in the economic position of woman generally, than to planning or initiating advances.*"

¹⁵² *The Woman's Leader*, 20/5/27, "The occupation of the 'occupied'", p. 119.

CHAPITRE III

LE RETOUR AU FOYER

Parallèlement aux efforts des employeurs et du gouvernement pour barrer aux femmes, et plus particulièrement aux femmes mariées, l'accès au marché du travail, d'autres moyens moins ouvertement anti-féministes furent mis en œuvre pour encourager les femmes à retrouver leur rôle "naturel"... et leurs fourneaux. Il s'agissait non seulement de libérer des emplois pour les hommes, mais aussi de redonner à ces derniers une compagne plus proche du modèle féminin d'avant-guerre. Le rêve de nombreux soldats, au front, avait été de retrouver un foyer confortable, un lit avec des draps et quatre repas par jour. Ceux qui n'étaient pas mariés souhaitaient le devenir et, si l'on en croit Barbara Cartland, il n'était pas rare qu'un homme demandât une femme en mariage après seulement le deuxième rendez-vous (la romancière elle-même déclarait avoir reçu quarante-neuf propositions en mariage avant de finalement dire oui, en 1927¹⁵³). Afin de donner à ces héros ce qu'ils attendaient, les médias et les discours politiques s'empressèrent d'encourager le mariage et firent plus que jamais de la maternité l'occupation la plus noble qui soit,

¹⁵³ B. Cartland, *The Isthmus Years*, p. 15. Le nombre de divorces allait parallèlement augmenter durant les années vingt, suite au nombre de mariages conclus à la hâte pendant la guerre. Tandis qu'on ne comptait, en 1910-12, que 823 divorces par an, ce chiffre passa à 3.619 en 1920-22. Le vote du "Matrimonial Causes Act" de 1937, qui augmentait le nombre de raisons justifiant une demande de divorce, allait également permettre à de nombreux couples de mettre fin à leur union : le nombre de divorces passa de 4.057 en 1936 à 7.955 en 1939 (Thomson, *England in the Twentieth Century*, p. 74-

tandis que les jeunes femmes émancipées et les féministes devenaient des objets d'opprobre.

Les craintes de l'altération de l'organisme et de la mentalité féminine qui avaient dominé les réactions à la mobilisation des femmes n'avaient en effet pas disparu avec la fin de la guerre et, en tentant d'éliminer, en contradiction avec les lois biologiques, certaines différences essentielles entre hommes et femmes, le féminisme semblait mettre en danger non seulement la féminité, mais également la masculinité, et produire des hommes émasculés et névrosés tels que ceux que se plurent à dépeindre certains écrivains d'après-guerre, D.H. Lawrence parmi eux. Or, il était essentiel, si l'on voulait un retour à la stabilité sociale, d'une part de conforter une identité masculine mise à mal par quatre ans de combats anonymes, d'autre part d'effacer, autant que possible, le souvenir de la guerre et de répondre au désir urgent des combattants de voir l'ordre ancien restauré et de retrouver leurs femmes telles qu'ils les avaient laissées, là où ils les avaient laissées.

I. L'EPOUSE ET LA MERE : LES MODELES FEMININS

Certains hommes politiques n'avaient pas attendu la fin de la guerre pour prôner le retour des femmes à la sphère domestique : dès janvier 1918, Lord Curzon, ancien président de la ligue anti-suffragiste, la NLOWS, et chef de la majorité ministérielle à la Chambre Haute, avait déclaré que *"le premier devoir du pays, une fois la guerre finie, sera[it] de [...] rendre leur mère aux enfants et de retrouver une*

5 ; Carr Saunders et Caradoz-Jones, *A Survey of Social Conditions in England and Wales*, Oxford : Clarendon, 1958, p. 8)

condition de vie domestique et sociale plus saine"¹⁵⁴. La dénatalité que connut la Grande-Bretagne dans l'entre-deux-guerres contribua cependant intensément à alimenter ce genre de discours, qu'il soit motivé par des raisons économiques ou idéologiques, et à infléchir les idées de certains sur la condition féminine.

La baisse des naissances, qui avait débuté au cours de l'ère victorienne, devint en effet particulièrement marquée dans les années vingt et trente, atteignant, en 1933, le taux de natalité le plus bas jamais enregistré (1,44 %) ¹⁵⁵. L'inquiétude qui gagna alors le pays fut aggravée par le fait que la tendance était nettement plus marquée parmi les classes moyennes que parmi les classes ouvrières ¹⁵⁶ et que, si la Dépression était en partie responsable de cette volonté des couples de limiter la taille de leur famille, elle ne suffisait pas à l'expliquer ; l'évolution des relations au sein du couple ainsi que le souci d'une meilleure qualité de vie devaient de toutes évidence être également pris en compte. Parlementaires et médecins se penchèrent sur la question, et la presse se fit un plaisir, en publiant régulièrement chiffres et tendances, d'exploiter la peur d'une dépopulation, liée à la crainte de voir les classes moyennes balayées par les classes populaires et la "race blanche" par la "race noire" ; l'affaiblissement numérique des hommes de race blanche dans les pays du

¹⁵⁴ "The first duty of the country after the war is over will be to [...] get the mother back to her children, and to resume a more healthy condition of social and domestic life.", B. Harrison, *Separate Spheres*, p. 230.

¹⁵⁵ Noreen Branson, *Britain in the Nineteen-Thirties*, London : Weidenfeld & Nicolson, 1971, p. 348. Ce taux restera très faible pendant toute la décennie, avec une légère amélioration au cours de la seconde moitié de la période ; il ne remontera réellement qu'après la seconde guerre. 1933 fut également l'année où le chômage atteignit son taux le plus élevé (plus de 2,72 M de chômeurs recevant des indemnités ; on estime cependant le nombre de chômeurs total à 3,75 M).

¹⁵⁶ Dans les unions contractées entre 1920 et 1924, on compte une moyenne de 2,72 enfants pour les femmes de la classe des travailleurs manuels et de 1,9 pour les femmes de la classe des travailleurs non-manuels, le chiffre le plus élevé se trouvant chez les épouses d'ouvriers (3,35) et le moins élevé chez les épouses de salariés touchant un traitement (1,65). Source : Carr Saunders et D. Caradoz-Jones, *A Survey of Social Conditions in England and Wales*, p. 24-5.

Commonwealth britannique et les risques encourus si ceux-ci n'étaient plus assez nombreux pour sauvegarder l'équilibre racial outre-mer devint alors un thème courant dans les débats et les publications de l'époque¹⁵⁷.

Il est indubitable que ce climat d'inquiétude contribua efficacement à renforcer l'idéologie ambiante qui cherchait à mettre en valeur les fonctions féminines traditionnelles et à souligner les différences sexuelles, idéologie qui, poussée plus en avant, allait devenir, dans d'autres pays d'Europe, le "Kinder, Küche, Kirche" des fascistes. Emmeline Pethick-Lawrence avoue d'ailleurs, en 1938, dans une lettre à Edith How Marty, la crainte que lui inspire cette tendance à lier natalité et emploi des femmes :

*Certaines enquêtes qui sont actuellement menées sur les causes de la chute de la natalité ne sont qu'un préliminaire à un effort déterminé de chasser les femmes de l'industrie et, si nous ne faisons pas attention, la politique nazie envers les femmes sera adoptée par notre propre gouvernement*¹⁵⁸.

En même temps que l'épouse, et surtout la mère, étaient présentées comme les modèles par excellence, celles qui ne s'y conformaient pas devenaient, tout naturellement, l'objet d'opprobre. Ainsi, "célibat féminin" fut, dans les discours comme dans la littérature, plus que jamais associé avec "frustration" :

¹⁵⁷ "I must say that I look upon the continued diminution of the birth-rate in this country with considerable apprehension...", déclara, en 1935, Neville Chamberlain, alors ministre des Finances... "the time may not be far distant [...] when [...] the countries of the British Empire will be crying out for more citizens of the right breed, and when we in this country shall not be able to supply the demand." (Hansard, HC Debates, 14/4/35, in N. Branson et M. Heinemann, *Britain in the Nineteen Thirties*, p. 165.)

¹⁵⁸ "Certain investigations which are being carried out with regard to the causes of the falling birth rate are only a preliminary to a determined effort to drive women out of industry and that, if we are not alert the nazi policy towards women will be commenced by our own government", Lettre d'E. Pethick-Lawrence à E. How Marty le 4 février 1938, in J. Alberti, "British feminists and anti-feminism", Sybil Oldfield, *This working day world, Women's Lives and Culture(s) in Britain 1914-1945*, London : Taylor & Francis, p. 117.

Aux yeux de certains hommes d'état modernes, dénonce Cicely Hamilton, les femmes ne sont pas des personnes —elles sont les facultés reproductrices personnifiées. Ce qui signifie qu'elles sont reléguées à une existence secondaire et que ne sont considérées comme 'normales' que les épouses et les mères de garçons... La conséquence inévitable de ce retour à la 'normale' sera la réapparition du traditionnel mépris pour la vieille fille, la femme qui n'est pas parvenue à se trouver un mari et qui n'a donc pas réussi dans la vie¹⁵⁹.

Cette "existence secondaire", que dénonce Cicely Hamilton, est la conséquence directe de l'usage qui fait qu'une femme est souvent jugée non pas en fonction de ce qu'elle est ou de ce qu'elle fait, mais de l'homme qu'elle a épousé et des enfants qu'elle a eus, perte d'identité d'ailleurs symbolisée par l'abandon, par la femme, de son "nom de jeune fille" et par l'adoption du nom, ainsi que, dans certains cas, du titre, de son mari. Accusée de rejeter son devoir, l'épouse sans enfants n'est cependant pas vraiment mieux traitée que la célibataire et si, à un moment où elle craint pour sa population, la société "refuse de laisser la femme choisir", il faut dire qu'elle reçoit souvent pour cela l'approbation des femmes elles-mêmes¹⁶⁰ :

La société, habituée à défendre ses intérêts biologiques à un moment où une augmentation de la population est souhaitée, refuse de laisser les femmes choisir, constate Winifred Holtby. Elle guette le moindre de leurs gestes et les poursuit avec acharnement jusqu'à ce qu'elles se réfugient dans le mariage et la maternité, cela avec... en général, l'entière coopération des femmes [...] Elle continue à traquer celles qui ne se marient pas (environ une sur quatre en Angleterre aujourd'hui) et celles

¹⁵⁹ "In the eyes of certain modern statesmen women are not personalities —they are reproductive faculty personified. Which means that they are back at the secondary existence, counting only as 'normal' women as wives and mothers of sons. An inevitable result of this return to the 'normal' will be a revival of the old contempt for the spinster —the woman who has failed to attract a husband, and who has therefore failed in life...", Cicely Hamilton, *Life Errant*, London : Dent, 1935, p. 151.

¹⁶⁰ Le National Baby Week Council, institué pendant la guerre, comptait, en 1921, plus d'un million d'adhérentes et un millier de comités chargés d'organiser des "baby shows", des concours du plus beau bébé, des parades de landaus ou encore des conférences. Il était, pour Eleanor Rathbone, "an annual festival[...] for a collective effort to glorify the functions of motherhood and impress on those who discharge it the truth that theirs is indeed a work of national importance." (Johanna Alberti, *Eleanor Rathbone*, London : Sage, 1996, p. 77)

*qui n'ont pas d'enfants, les persuadant que leur bonheur n'est pas du bonheur, leur satisfaction pas une satisfaction...*¹⁶¹.

L'apparition de la psychanalyse et la diffusion des idées freudiennes, dans les années vingt, jouèrent, à cet égard, un rôle important en venant confirmer que l'on ne pouvait échapper à sa nature et que le bonheur et la santé d'une femme dépendaient de l'expérience de la maternité. Les femmes mariées qui ne désiraient pas d'enfant furent par conséquent accusées de nuire, non seulement à l'avenir de la race, mais également à leur propre développement physiologique et psychologique¹⁶². Plus directement on les traita d'"anormales".

L'intérêt porté à la procréation eut pour conséquence heureuse de mettre assez rapidement en lumière le nombre élevé de femmes qui décédaient au cours de leur grossesse : tandis que le taux de mortalité infantile baissait (de 12,8 % en 1905 à 6,5 % en 1928 pour les enfants de moins d'un an¹⁶³), la mortalité maternelle restait en

¹⁶¹ "Society, trained to safeguard its biological interests at a time when increase of population was desirable, will not let women choose. It dogs their steps, hounding them into marriage, into maternity, with the best intentions —and usually with the full co-operation of women[...] It continues to track down those who do not marry (about one in four in modern England) and who do not have children, persuading them that their happiness is not happiness, their satisfaction not satisfaction...", W. Holtby, *Women and a changing civilisation*, p. 132.

¹⁶² Charlotte Haldane, *Motherhood and its Enemies*, London : Chatto & Windus, 1927.

¹⁶³ Les taux de mortalité infantile continuent néanmoins à connaître des écarts très importants selon les classes sociales :

Total infant mortality rates (per 1.000 legitimate live births) by social status. England & Wales.

	Class I	Class II	Class III	Class IV	Class V	All classes
1921	38,4	55,5	76,8	89,4	97,0	79,1
1939	26,8	34,4	44,4	51,4	60,1	47,4

(Class I = professional occupations ; class II = intermediate occupations ; class II = skilled occupations ; class IV = partly skilled occupations ; class V = unskilled occupations)

Source : : Carr Saunders et D. Caradoz-Jones, *A Survey of Social Conditions in England and Wales*, p. 222.

effet quant à elle élevée¹⁶⁴ en dépit des progrès réalisés en matière d'hygiène et de contrôle médical¹⁶⁵. Les rumeurs sur les causes de cette mortalité et la pression des associations féminines poussèrent les milieux gouvernementaux à réagir : une première commission d'enquête fut nommée à la fin des années vingt, une deuxième en 1933¹⁶⁶. Cependant, en même temps que la mortalité maternelle devenait un sujet de préoccupation, la peur d'un déclin des capacités mentales et physiques des femmes modernes à remplir leur rôle de mère était de plus en plus souvent évoquée¹⁶⁷. Décrivant la jeune femme moderne, Arabella Kenealy, dans son ouvrage anti-féministe, critiquait : "[sa] poitrine [...] a rétréci au lieu de s'épanouir [...] Le bassin reste étroit et puéril. Jamais il ne pourra servir de foyer à un bébé d'un type normal et en bonne santé... les organes reproducteurs sont structurellement immatures ou fonctionnellement défectueux"¹⁶⁸. Quant à Barbara Cartland, elle dénonçait les effets de la minceur, alors à la mode, sur la santé des enfants :

au début des années trente, il était terrifiant de constater les effets des régimes sur les enfants qui naissaient [...] Des femmes qui n'avaient rien d'autre que la peau et les os parlaient avec enthousiasme de perdre encore 500 grammes [...] Des jeunes femmes qui auraient dû être de jeunes mères en pleine santé faisaient fausse couche après fausse couche,

¹⁶⁴ Elle augmenta même entre 1922 et 1933 et 39.000 femmes moururent en couches entre 1920 et 1930 en Angleterre et au Pays de Galles, (W.Holby *Women and a Changing Civilisation*), p. 141. Des améliorations ne se firent sentir qu'à partir des années 1940.

¹⁶⁵ La proportion des naissances ayant lieu à l'hôpital augmente progressivement, de 15 % en 1927 à 25 % en 1937. Jane Lewis, *The Politics of Motherhood*, London : Croom Helm, 1980, p. 154.

¹⁶⁶ Toutes deux mirent en évidence le fait que le nombre de décès chez les femmes était aussi élevé dans les milieux aisés que dans les milieux défavorisés, contrairement aux idées généralement admises selon lesquelles le manque d'hygiène et les carences alimentaires étaient en grande partie responsables des complications pouvant survenir durant la grossesse où à la naissance.

¹⁶⁷ Winifred Holtby mentionne, en 1934, la tendance populaire à suggérer que les mères modernes sont négligentes et ne valent pas leurs propres mères : "*The cinema, that illuminating guide to public sentiment, has an odd predilection for 'silver-haired' mothers, while music-hall songs croon praises of 'that old-fashioned mother of mine', as if new mothers were less admirable.*", *Women and a Changing Civilisation*, p. 136.

¹⁶⁸ "*the breasts [...] have shrunk in place of blossoming [...] The pelvis remains narrow and puerile. Never can it serve as hostel for a babe of normal, healthful type [...] the reproductive organs are structurally immature or functionally defective*", Kenealy, *Feminism and Sex Extinction*, London : Fisher Unwin, 1920, p. 134.

*mettaient au monde des enfants chétifs, souvent malformés, qui allaient rester handicapés toute leur vie à cause de la vanité stupide et égoïste de leur mère*¹⁶⁹.

Le bien-être de l'enfant devint à son tour une excuse supplémentaire pour culpabiliser les femmes qui travaillaient à l'extérieur ; celles-ci furent ainsi rendues responsables du taux élevé de mortalité infantile parce qu'elles ne nourrissaient plus autant leur enfant au sein ou le confiaient à une nourrice —ceci malgré différentes études faites sur la santé des nourrissons et des enfants, et démontrant que ceux-ci ne s'étaient jamais aussi bien portés que pendant la guerre, c'est-à-dire à un moment où une grande quantité de femmes pouvaient, grâce à leur salaire, mieux s'occuper d'eux— et tout fut fait pour rendre le plus difficile possible aux femmes de concilier enfants et travail¹⁷⁰. Les crèches ouvertes pendant la guerre avaient d'ailleurs fermé dès la fin du conflit. En 1916, Walter Long, membre du gouvernement de coalition et ancien opposant au vote des femmes, avait déclaré en s'adressant à la Women's Land Army : *"Il y a toujours, malheureusement, des villages où les femmes sont convaincues que leur place est à la maison. Il faut [...] combattre cette idée"*¹⁷¹. Une fois la guerre finie, cette volonté officielle avait disparu aussi soudainement qu'elle était apparue... jusqu'à la guerre suivante, où il redeviendrait alors convenable de laisser exposés aux dangers de la guerre ces jeunes enfants dont on avait considéré la

¹⁶⁹ "At the beginning of the thirties, it was ghastly to see the effect of slimming on the children born at that time. The desire to be slim had become more than a craze —it was almost madness. Women who were nothing but skin and bone talked animatedly of taking off another pound [...] Young women who should have been healthy young mothers had miscarriage after miscarriage, they produced tiny, often mis-shapen children who were to be handicapped all their lives by the senseless vanity of their mothers", Cartland, *The Isthmus Years*, p. 106.

¹⁷⁰ *Time and Tide* déplore, en 1920, la réticence des employeurs à embaucher des femmes à temps partiel —ce qui paraissait être l'une des meilleures solutions pour que les femmes puissent combiner travail et vie de famille : *"Part time professional work is feasible for most married women when all-day work is not [...] For some unreasonable reason, there is a conviction among employers that work must be for the whole day or not at all."*, *Time and Tide*, 17/12/20, p. 653.

surveillance comme primordiale quand l'alternative à cette surveillance était un emploi civil bien rémunéré.

L'éloge de la maternité et du mariage se retrouvait à un niveau plus populaire dans les magazines féminins, qui se multiplièrent dans l'entre-deux-guerres —une soixantaine de nouveaux magazines furent lancés entre 1920 et 1945— et dans lesquels la croyance que la raison d'être d'une femme était de trouver un mari —et de le garder !— était largement répandue. Articles et rubriques de conseils s'appliquaient, pour la plupart, à convaincre leurs lectrices que le mariage était le "meilleur métier du monde" (The Best Job of All !) et qu'il n'était pas naturel de souhaiter autre chose :

Une fille qui déclare préférer rester célibataire se raconte des histoires, affirmait Woman's Fair. ...[sa] vie n'est pas complète sans le mariage. Rien d'autre ne peut satisfaire ce besoin fondamental. Si vous vous accrochez ainsi au célibat, il y a de fortes chances que ce soit parce qu'il y a un problème avec votre caractère ou votre physique ou parce que vous vous faites de fausses idées¹⁷².

Celles qui avaient opté pour une carrière plutôt que pour le mariage étaient fréquemment dépeintes comme solitaires et névrosées et la réussite en dehors du foyer considérée comme une menace au modèle féminin souhaité. Quelqu'un comme Nancy Astor, qui fut la première femme à siéger aux Communes, n'était ainsi que peu mentionné dans les magazines féminins, de peur sans doute qu'on ne la prît comme

¹⁷¹ "There are still, unfortunately, villages to be found where the women have become imbued with the idea that their place is the home. The idea must be met and combated.", Vera Brittain, *Lady into Woman*, London : Andrew Dakers, 1953, p. 186.

¹⁷² "Any girl who declares she prefers to stay single is only fooling herself[...]. [Her] life.. isn't complete without marriage. Nothing else can satisfy this fundamental need. If you are clinging to single blessedness, the chances are that there is something wrong with you emotional make up or your attributes, or that you are the victim of false ideas.", *Woman's Fair*, February 1938, p. 19, in Cynthia White, *Women's Magazines 1693-1968*, London : Michael Joseph, 1970, p. 109.

exemple. *Home Chat*, tout en reconnaissant que Lady Astor avait la chance de pouvoir combiner sa carrière de députée avec son rôle de mère de six enfants —elle en avait aussi, il est vrai, les moyens—, avertissait ses lectrices que "*la plupart des épouses et des mères se contenteront de suivre ces pionnières de très loin*"¹⁷³. On trouve à la même époque, dans *Time and Tide*, une longue série de correspondance sur la difficulté de concilier mariage et carrière, qui entraîna parfois des courriers indignés, comme la lettre suivante signée "A Mere Man" et écrite en réponse à un article qui avait "osé" suggérer qu'une femme pourrait, une fois ses enfants devenus grands, reprendre une carrière :

*Pas un mot sur les devoirs moraux d'une épouse et d'une mère [...] Quelle plus belle image que la mère, le centre du foyer, le repos du mari après ses heures de labeur, la source intarissable de réconfort [...] Et tout cela devrait être sacrifié pour une carrière ? Une carrière qui l'entraînerait hors du foyer, la retiendrait là où ni son mari ni ses enfants ne pourraient compter sur son aide, où, en vérité, elle ne serait utile qu'à elle-même*¹⁷⁴.

A un moment où de plus en plus de possibilités professionnelles s'offraient à elles, il était clair que le choix continuait en réalité souvent pour les femmes à être entre un emploi et un mari.

Certaines féministes, en voyant l'accent de nouveau mis sur les différences sexuelles, n'hésitèrent pas à dénoncer —plus particulièrement dans les années trente, où se faisait sentir la peur du fascisme— ce qu'elles considéraient être un danger, non

¹⁷³ "Most wives and mothers will be quite content to follow these pioneers at a very considerable distance", *Home Chat*, 7/2/20, in White, *Women's Magazines*, p. 201.

¹⁷⁴ "Not a word about the moral duties of wifedom and motherhood[...] What more beautiful picture can there be than the mother, the centre of the home, the rest for the husband from his hours of toil, the never-failing fount of comfort [...] And this is to be sacrificed for a career ? A career which must

seulement pour le féminisme, mais également pour la démocratie et la raison. Winifred Holtby dénonça ainsi, en 1934, *"ce mouvement puissant visant à vêtir de nouveau la silhouette féminine d'envahissantes traînes, volants et frous-frous, à souligner la différence entre hommes et femmes, à rappeler, en bref, la Femme à son Vrai Devoir, celui de [...] porter des fils et d'être le repos du guerrier fatigué"*¹⁷⁵. Elle constata également, dans un article sur Sir Oswald Mosley et le fascisme paru le même année, que *"chaque fois que, dans l'histoire, la société a tenté de limiter les chances, les intérêts et les pouvoirs des femmes, elle l'a fait au nom sacré du mariage et de la maternité [...] Trop souvent, l'importance donnée au sexe d'un individu a éclipsé la valeur de celui-ci en tant que citoyen, travailleur et être humain"*¹⁷⁶. Quant à Vera Brittain, elle craignait en 1928 que cette *"tendance au culte de la fertilité ne dégénère en croyance que les femmes n'ont pas d'autre valeur sociale que leurs fonctions reproductrices —croyance qui les élimine immédiatement de la catégorie des êtres humains"*¹⁷⁷.

De telles opinions n'étaient cependant pas, il est important de le souligner, celles de la majorité ; l'idéologie puissante qui voulait mettre l'accent sur les différences biologiques entre hommes et femmes afin de confiner ces dernières à un

take her out of the home, must keep her where neither husband or children can depend upon her help, where she can, indeed, only help —herself.", *Time and Tide*, 7/1/21, p. 13.

¹⁷⁵ "this powerful movement to reclothe the female form in swathing trails and frills and flounces, to emphasise the difference between men and women —to recall Woman, in short, to Her True Duty... the bearing of sons and recreation of the tired warrior.", Holtby, *Women and a changing civilisation*, p. 119.

¹⁷⁶ "Throughout history, whenever society has tried to curtail the opportunities, interests and powers of women, it has done so in the sacred names of marriage and maternity[...] In the importance of the sex too often has lain the unimportance of the citizen, the worker and the human being.", *The Clarion*, 24/3/34, "Black Words for Women Only", in Paul Berry et Alan Bishop (eds.), *Testament of a Generation : the Journalism of Vera Brittain and Winifred Holtby*, London : Virago, 1985, p. 86.

¹⁷⁷ "the tendency of fertility-worship to degenerate into the belief that women have no social value part from their reproductive functions —a belief which immediately removes them from the category of human beings.", Vera Brittain, *Time and Tide*, 22/6/28, "Men on Women".

rôle de mère et d'épouse était en effet loin d'être limitée aux ennemis du féminisme et avait ses défenseurs au sein-même du mouvement : la NUSEC s'était, on l'a vu, progressivement dirigée vers un "nouveau" féminisme qui, par opposition à l'"ancien" féminisme égalitariste, refusait de baser ses revendications sur celles des hommes et soutenait que les femmes avaient des besoins spécifiques, différents de ces derniers. Pour Rathbone qui, elle-même, utilisa la peur de la dénatalité et avança des arguments pro-natalistes pour défendre les allocations familiales, la maternité devait tout particulièrement être prise en compte car elle était l'occupation première des femmes¹⁷⁸. Eva Hubbak confirmait : *"La nouvelle féministe reconnaît que les différences sexuelles —c'est-à-dire des besoins différents et un point de vue différent— doivent prévaloir en ce qui concerne cette occupation féminine primordiale : la maternité"*¹⁷⁹.

Sans doute les nouvelles féministes étaient-elles conscientes des problèmes particuliers auxquels étaient confrontées les femmes, qu'elles travaillent, gratuitement, au foyer ou qu'elles aient à combiner deux emplois, l'un rémunéré, l'autre non, mais le fait est que leur politique ne visait qu'à améliorer la condition des femmes dans la société, non à la changer radicalement ; c'est pour cette raison, et aussi parce qu'elle se rendait compte que l'idée rencontrait l'opposition d'hommes de toutes classes, qu'Eleanor Rathbone montra peu de résistance lorsque les autres défenseurs des allocations familiales commencèrent à ignorer le principe féministe qui les sous-tendait pour mettre en avant celui de la redistribution des richesses.

¹⁷⁸ Mary Stocks, *Eleanor Rathbone*, p. 64.

¹⁷⁹ *"The new feminist recognises that sex differences —ie different needs and a different outlook— must prevail in that most important of women's occupations, maternity."*, *Time and Tide*, 12/3/26.

Déjà en 1920, une nouvelle rubrique du *Woman's Leader* intitulée "The Home in Parliament", avait tenté de rapprocher le journal de la ménagère en montrant à celle-ci que le Parlement, auquel elle s'intéressait peu de manière générale, était également un lieu où l'on traitait des questions domestiques la concernant. Le premier article annonçait :

Parce que la femme d'intérieur pense très souvent que le Parlement ne la concerne pas, et parce que celui-ci a en fait beaucoup plus de choses à voir avec le foyer que vous ne l'imaginez, et parce que, enfin, durant la prochaine session en particulier, le Parlement discutera et décidera d'un certain nombre de questions que toute bonne ménagère se doit de comprendre : pour ces raisons, vous trouverez, chaque semaine, sur cette page, durant la session parlementaire, un article concernant les questions domestiques dont s'occupe le Parlement et montrant combien le foyer fait partie de ses discussions et de ses débats¹⁸⁰.

Sans doute le but était-il d'appâter de nouvelles lectrices et d'intéresser à la politique la simple ménagère, qui était désormais une électrice et qu'il fallait par conséquent inciter à participer à la vie politique ; le ton et les sujets abordés n'en surprennent pas moins dans le journal de la principale organisation féministe. Sans compter qu'en jouant le jeu de ses opposants et en acceptant les modèles établis, le nouveau féminisme représentait lui-même un danger pour la "cause" telle que l'avaient pendant longtemps conçue les féministes et, comme le remarque Olive

¹⁸⁰ "Because the home-loving woman so often thinks that Parliament is no concern of hers, and because, as a matter of fact, Parliament has a great deal more to do with the home than you imagine, and because, during the coming parliamentary session in particular, Parliament will be discussing and deciding a number of questions which every good housekeeper must understand : for these reasons you will find every week on this page, during the session, an article on home questions with which Parliament is concerned, showing just how the home comes into Parliament's discussions and debates.", *The Woman's Leader*, 6/2/20, "The Home in Parliament", p. 10.

Banks, risquait d'"enfermer les femmes dans le culte de la domesticité dont les premières féministes avaient essayé de se libérer"¹⁸¹.

S'il est enfin indéniable que l'après-guerre vit fleurir quantité de réformes en faveur des femmes, celles-ci s'inscrivirent là encore presque exclusivement dans une vision très traditionnelle, concernant, pour la plupart, les femmes, légalement et matériellement, en tant que mères et épouses¹⁸², ce qui porte à croire que c'était encore ainsi que les hommes politiques entendaient les considérer. Pourquoi, d'ailleurs, s'opposer à des réformes destinées à aider les mères à élever leurs enfants et à améliorer leur niveau de vie ? Les discours des uns et des autres revêtent, à ce sujet, une similitude frappante : *"Je crois fermement que le progrès d'une nation dépend d'un foyer heureux"* déclare un candidat conservateur en novembre 1922¹⁸³. *"Le foyer est une **institution sacrée** et seuls le dévouement, le bonheur et l'amour de la Mère peuvent faire qu'elle reste sacrée. **La Mère est le pivot de notre Vie Nationale**"* proclame encore, en décembre 1923, un travailliste¹⁸⁴. Et enfin, chez les libéraux, en 1922 : *"Les hommes font les maisons mais les femmes font les foyers"*¹⁸⁵. Contrairement à ce qui a pu être dit ou écrit sur certaines "conversions" et sur les changements d'attitudes et de mentalités qu'aurait amenés la reconnaissance du travail accompli par les femmes durant la Première Guerre, tout porte en fait à croire qu'il était tout à fait possible pour des hommes politiques de soutenir certaines

¹⁸¹ "trapped women in the cult of domesticity from which earlier feminists had tried to free themselves", Banks, *Faces of Feminism : a Study of Feminism as a Social Movement*, Oxford : Blackwell, 1986, p. 178.

¹⁸² Voir annexe 13.

¹⁸³ "I firmly believe that the progress of a nation depends upon a contented fireside", candidat pour Huddersfield, 1922, Pugh, *Women and the Women's Movement*, p. 114.

¹⁸⁴ "The home is **a sacred institution** and can only be kept sacred by the devotion, happiness and love of the Mother. **Motherhood is the pivot of our National Life**", candidat pour Wellington, 1923, *Ibid.*, p. 115.

réformes sans toutefois souscrire à l'idéologie féministe et sans abandonner pour autant leurs convictions sur le rôle traditionnel des deux sexes.

II. LE CULTE DE LA DOMESTICITE

Si les films et les romans de l'époque finissent presque toujours par un mariage et ne s'intéressent guère à la vie domestique qui suit, la presse féminine, en revanche, fut la première à encourager, dès les années vingt, la tendance à la "domesticité" qui allait devenir particulièrement marquée dans les années trente¹⁸⁶ et que, utilisant un vocabulaire caractéristique de cette presse, Cynthia White surnomme "dear housewifeliness"¹⁸⁷ ; les titres des magazines parus à l'époque sont, à cet égard, très évocateurs : *Good Housekeeping* (1922), *Woman and Home* (1926), *My Home* (1928), *Mother* (1936).

L'un des premiers arguments utilisés afin de convaincre les jeunes femmes de l'importance de bien tenir un foyer reste d'ailleurs très étroitement lié à l'idée du mariage : aucun homme, leur assurait-on, n'épouserait une femme plus intéressée par son métier que par les activités ménagères ; l'"ange de la maison" restait le modèle dont rêvaient la plupart d'entre eux : "*Je l'ai épousée [...] parce qu'elle était l'exemple parfait de la petite femme d'intérieur*", témoigne un lecteur. "*Je savais qu'elle veillerait à ce que chaque détail soit parfait dans ma maison, de la liasse de papiers propres pour le rasage dans la salle de bains au dîner qu'il me faudrait les*

¹⁸⁵ "Men make houses but women make homes", candidat pour Sparbrook, 1922, *Ibid.*

¹⁸⁶ Voir M. Pugh, "The Cult of Domesticity in the 1930s", *Women and the Women's Movement*, p. 209-234 ; M. Pugh, "Domesticity and the decline of feminism, 1930-50", in Harold Smith (ed.), *British Feminism in the Twentieth Century*, London : Edward Elgar, 1990, p. 144-64.

¹⁸⁷ C. White, *Women's Magazines*, p. 100.

soirs où je serais retenu au bureau"¹⁸⁸. "Je veux une femme dont le principal et le seul intérêt soit moi —et ensuite notre foyer"¹⁸⁹, avoue franchement un autre. Car ce que l'on demande aux femmes est bel et bien de mener une existence secondaire, autrement dit de vivre exclusivement par et pour quelqu'un d'autre —un homme, tout d'abord, des enfants, ensuite.

On aurait pu s'attendre, de la part de magazines féminins, à ce qu'ils dénoncent plus ou moins cette attitude ; ils y souscrivirent au contraire entièrement. Vera Brittain, dans un article pour le *Manchester Guardian*, en 1929, fait d'ailleurs part de son indignation à la lecture d'un article intitulé "Keeping House for Him", publié dans un magazine féminin dont elle tait le nom, et qui assurait ses lectrices que :

*La profession de la femme au foyer est la plus belle du monde. Si vous pouvez tenir efficacement la maison de votre mari, alors vous pouvez aussi garder son amour [...] Toute femme a de l'ambition pour son mari et, quand on y pense, beaucoup de choses dépendent d'elle. Elle est responsable de son élégance et de sa ponctualité, sa cuisine joue un rôle important pour sa santé, et si elle est une petite femme heureuse et gaie en même temps qu'elle gère attentivement le budget familial, il pourra aller travailler libre de tout souci ménager*¹⁹⁰.

Outre ce que sous-entendait l'article quant à la profondeur des sentiments qu'un mari pouvait porter à sa femme, ce que Vera Brittain trouvait plutôt choquant était la description qui y était faite de l'épouse comme d'une femme n'ayant pas de vie à elle

¹⁸⁸ "I married[...] because she was an admirable example of the "hearth-cat". I knew she would see to it that every detail was perfect in my home, from taking care that there was always a sheaf of fresh shaving-papers in the bath-room, to having exactly the right sort of dinner for the evenings I'd been kept late at the office.", *Home Chat*, 22/2/30, in C. White, *Ibid.*, p. 101.

¹⁸⁹ "I want a wife whose first and only interest is me —and then our home.", *Woman's Own*, 30/4/28, p. 7.

¹⁹⁰ "The career of the homemaker is the finest in the world. If you can keep your husband's house efficiently, you can also keep his love[...] Every wife is ambitious for her husband and, when you come to think of it, a lot depends on her. She has to do with his smart appearance and his punctuality, her cooking makes a great difference to his health, and if she is a cheerful, happy little woman as well as a careful manager, he will be able to go to work free of all home worries.", *Manchester Guardian*, 29/11/29, in Berry et Bishop, *Testament of a Generation*, p. 127.

et dont toutes les activités seraient dirigées vers la carrière, le confort, la santé... d'une autre personne.

Un deuxième argument de plus en plus utilisé par les magazines féminins afin d'encourager cette tendance à la domesticité était que tenir un foyer était une profession à part entière, qui réclamait par conséquent une certaine compétence. L'attitude de la presse était d'ailleurs, là encore, en complet accord avec celle du gouvernement qui, afin d'éviter trop de remous de la part de celles que l'on évinçait du marché du travail mais aussi de flatter celles qui n'avaient jamais eu l'intention d'y entrer, faisait à ce moment même tout pour donner à l'occupation de ménagère un nouveau prestige, prestige d'autant plus nécessaire que les femmes de la classe moyenne, touchées par la pénurie de domestiques, étaient de plus en plus nombreuses à devoir effectuer elles-mêmes une partie, ou l'intégralité, des tâches domestiques que leurs mères n'avaient jamais eu à accomplir.

Afin d'aider les femmes à remplir du mieux possible ce rôle et, crise oblige, de la manière la plus économique qui fût, les différents magazines se mirent à fournir quantité de conseils pratiques et employèrent, pour cela, de plus en plus de professionnels. *Good Housekeeping*, mensuel américain dont l'édition anglaise fit son apparition en 1922, put rapidement se targuer d'être le leader en la matière, testant systématiquement tous les appareils et toutes les marchandises mentionnés dans le magazine et accordant, ou refusant, aux fabricants son label de garantie.

Les Women's Institutes jouèrent également un rôle prépondérant dans ce que l'on peut appeler la "professionnalisation" du rôle de la ménagère, apportant la preuve, si besoin était, que cette tendance n'était pas quelque chose que les magazines "imposaient" aux femmes, mais que les femmes *elles-mêmes* recherchaient : les WIs

devinrent en effet rapidement l'organisation féminine la plus importante de l'entre-deux-guerres, avec 160.000 membres en 1922 et 297.000 en 1932¹⁹¹. Celle-ci visant en priorité les femmes mariées et les mères de famille, la quasi-totalité des activités proposées tournaient autour du foyer et des meilleurs moyens d'en améliorer le confort et, là encore, la bonne tenue d'un ménage fut présentée comme une activité "d'importance nationale" : *"L'objectif des Women's Institutes est de présenter le travail de la ménagère [...] comme une occupation privilégiée, demandant des compétences particulières, et importante pour le pays"*¹⁹², écrit Margaret Wintringham, députée, dans un article pour *Good Housekeeping*.

A un moment où, malgré la crise, un niveau de vie plus élevé stimulait les aspirations à une vie plus confortable et où la taille plus réduite des familles permettait de dépenser davantage par personne, de tels discours trouvèrent un écho très favorable auprès des femmes. Cette professionnalisation du rôle de la ménagère, si elle aida à améliorer le confort des foyers, se fit néanmoins au détriment de celle-ci, de deux façons au moins : d'une part en augmentant, par ses exigences qualitatives, le volume des tâches ménagères (et les appareils électroménagers étaient encore beaucoup trop chers pour la plupart des foyers) ; d'autre part en l'encourageant à passer plus de temps que jamais à s'occuper du ménage au détriment d'intérêts et d'activités extérieurs et en contribuant ainsi à rétablir un rôle féminin insulaire.

¹⁹¹ Pugh, *Women and the Women's Movement*, p. 227.

¹⁹² *"The whole tendency of the Women's Institutes outlook is to present the work of the Housekeeper[...] in the light of a highly privileged, skilled and nationally important occupation"*, *Good Housekeeping*, September 1922, p. 15.

III. LES FEMMES SUPERFLUES

Dans une société où le principal rôle reconnu aux femmes était celui d'épouse et de mère, les femmes sans mari ne pouvaient que déranger. Or, elles étaient près de deux millions, à la fin d'une guerre particulièrement meurtrière (744.000 hommes étaient morts au combat¹⁹³) à être ce qu'on appela des femmes "en trop" ou "superflues"¹⁹⁴ et des milliers qui, sans perspective de mariage, allaient être contraintes à chercher un emploi ou à s'accrocher à leur emploi de guerre. A un moment où les hommes de retour du front allaient eux-mêmes devoir réintégrer la vie active, cette concurrence faisait peur.

Très vite, la presse s'empara de cette inquiétude qu'elle transforma en un véritable "problème national" : dès 1919, dans un article intitulé *"Our Surplus Girls"*, le *Daily Mail* dénonçait l'excédent de femmes en Grande-Bretagne et proposait comme solution l'émigration massive des célibataires vers les dominions¹⁹⁵ ; en février 1920, le ton devenait plus querelleur : *"Un million de femmes de trop"* titrait cette fois le journal, dénonçant la chasse acharnée au mari à laquelle se livraient des *"jeunes femmes attirantes aux forts instincts de reproduction"*¹⁹⁶ et ces hordes de

¹⁹³ Soit un homme sur 10 de la génération âgée entre 20 et 45 ans durant la guerre. En plus des soldats et des marins, on compta 14.661 hommes de la marine marchande et 1.117 civils, victimes des raids aériens (Robert Rhodes James, *The British Revolution 1880-1939*, New-York, 1977, p. 404).

¹⁹⁴ Les femmes étaient depuis longtemps plus nombreuses que les hommes mais, tandis que les chiffres en Angleterre et au Pays de Galles n'avaient jamais dépassé, entre 1801 et 1914, 1068 femmes pour 1.000 hommes, la moyenne en 1921 était de 1.096 pour 1000, avec une disparité particulièrement marquée pour la tranche d'âge des 25-29 ans (1.209/1.000) (A.M.Carr-Saunders et D. Caradoz-Jones, *A Survey of the Social Structure of England and Wales*, OUP, 1927, in Melman, *Women and the Popular Imagination, in the Twenties*, New-York : St Martin Press, 1988, p. 5).

¹⁹⁵ *Daily Mail*, 30/6/19.

¹⁹⁶ *"There is a large proportion of physically attractive girls with strong reproductive instincts and they are vying and competing with each other for the scarce and elusive male."*, *Daily Mail*, "A Million Women Too Many, 1920 Husband Hunt", 5/2/20.

célibataires qui, en entrant dans le monde du travail, privaient les hommes d'un emploi (Irène Cléthane évoque également dans ses Mémoires une sorte de chasse au mari, lorsqu'elle observe que les femmes qui voulaient se marier devaient se contenter d'hommes ayant le double de leur âge ou épousaient des hommes plus jeunes qu'elles, laissant ainsi aux jeunes femmes qui auraient normalement dû être les épouses de ces hommes la recherche fiévreuse d'un mari¹⁹⁷).

Les débats suscités par le déséquilibre entre les sexes s'amplifièrent avec la publication, au cours de l'été 1921, des chiffres officiels du recensement et devinrent plus que jamais l'un des sujets favoris de la presse qui, à la même période, délaisa de plus en plus fréquemment le terme relativement neutre "surplus" pour le plus agressif "superflues", traduisant non seulement l'idée d'excédent mais également, et ce n'est pas un hasard, d'inutilité¹⁹⁸. Les conséquences d'une telle situation, insistaient les journaux, pourraient être catastrophiques pour la Grande-Bretagne, mais peu d'entre eux atteignirent les extrêmes du *Daily Mail* qui, fidèle à lui-même, alla jusqu'à prédire, en 1921, une évolution de la race humaine semblable à celle des abeilles, soit une société "*dans laquelle il y aura[it] une petite proportion de reproductrices chargées de préserver la race et entourées d'une foule de mâles, qui vivr[aient] grâce au travail d'une multitude d'ouvrières stériles...*"¹⁹⁹. Cette dernière remarque n'est pas fortuite : dès le départ, en effet, "femmes superflues" avait été, dans l'esprit

¹⁹⁷ Encore en 1927, le *Daily Mail* titrerait : "Nearly 2.000.000 Surplus Women. Most husbands older than wives", et observe que 63,5 % des maris étaient plus vieux que leurs femmes (sans toutefois spécifier la différence d'âge).

¹⁹⁸ "*This excessive female population was habitually described, non too flatteringly, as 'superfluous'*" remarque Vera Brittain, "*although the teachers, nurses, doctors and civil servants of whom it was largely composed were far more socially valuable than many childless wives and numerous irresponsible married mothers.*", Brittain, *Testament of Youth*, p. 577.

de tous, synonyme de "vieilles filles" et avait désigné non pas les veuves mais les jeunes, et parfois moins jeunes, femmes célibataires, que la presse —et d'autres— considérait comme une menace pour l'ordre politique, économique et social du pays : *"Les femmes superflues sont un désastre pour la race humaine. [Elles] entrent en concurrence avec les hommes et aggravent la guerre économique"* affirma le *Daily Mail*²⁰⁰.

L'excédent de jeunes femmes fut ainsi tout naturellement utilisé comme argument contre le suffrage universel : *"Etant donné qu'elle [la célibataire]... est numériquement supérieure, elle dominera progressivement l'électorat"*²⁰¹. L'octroi du droit de vote à la femme de plus de trente ans, plus susceptible d'être, ou d'avoir été, mariée, avait été accepté dans la mesure où il représentait une certaine stabilité et une identification probable à un comportement masculin —en l'occurrence celui du mari. Accorder le même droit à la jeune femme célibataire²⁰² risquait en revanche, soulignaient certains, de donner un essor à certains comportements dont on ne parvenait à contenir l'influence sociale et économique néfaste que parce qu'elle n'était pas représentée politiquement.

De plus en plus, enfin, les femmes célibataires devinrent la cible d'hostilité, de mépris et de dérision, et cela plus encore si on les supposait vierges, ce qu'elles avaient jusqu'à présent été censées être. Progressivement, "spinster" en vint d'ailleurs

¹⁹⁹ "...in which there will be a small proportion of mother-women to maintain the race and a host of male drones. They will be supported by the labour of an immense number of sterile female workers...", *Daily Mail*, 8/8/2., in Melman, *Women and the Popular Imagination*, p. 19.

²⁰⁰ "The superfluous women are a disaster to the human race... [They] compete with men and aggravate the economic war", *Daily Mail*, 26/6/23, in Melman, p. 20.

²⁰¹ "As she [...] preponderates in numbers, she will gradually dominate the electorate", *Daily Mail*, 17/6/24.

²⁰² En réalité, environ la moitié des femmes entre vingt-cinq et trente ans qui obtinrent le droit de voter étaient mariées.

à changer de sens : alors que le terme avait auparavant désigné la femme célibataire, il fut de plus en plus fréquemment utilisé pour désigner la femme qui n'avait jamais eu de rapport sexuel, acquérant ainsi une signification très proche de la définition actuelle de "vieille fille".

La moralité puritaine enseignait aux femmes non mariées que la perte de leur virginité les condamnait aux flammes de l'enfer dans l'autre monde ; la moralité du vingtième siècle leur enseigne que conserver leur virginité les condamne à l'horreur de la folie ici-bas., constate Winifred Holtby en 1934. [...] De nombreuses femmes qui, par leur situation et leur tempérament, pourraient être heureuses [...] sont tourmentées par la superstition actuelle qui veut que la folie ou l'amertume soient ce qui attend les vierges²⁰³.

Particulièrement vitrioliques à cet égard furent les attaques du théoricien catholique social, Anthony M. Ludovici, selon lequel les "instincts refoulés" de ces femmes risquaient de se transformer en instincts destructeurs et de se retourner contre la société²⁰⁴. Ces femmes étaient dangereuses non seulement parce qu'elles étaient hostiles aux hommes, mais parce qu'elles répandaient l'idée que les deux sexes pouvaient très bien être heureux l'un sans l'autre et que, de plus en plus, elles étaient suivies par des milliers de femmes déçues par le mariage²⁰⁵. L'idée que les femmes célibataires étaient coupables d'alimenter une certaine hostilité entre les sexes en sortant de leur rôle d'épouse et de mère n'était d'ailleurs pas limitée à Ludovici : dans

²⁰³ "puritan morality taught unmarried women that the loss of virginity dooms them to the torments of Hell in the next world ; twentieth century morality teaches them that the retention of virginity dooms them to the horror of insanity in this one [...] So many women whose circumstances and temperament provide them with adequate material for happiness are tormented by the current superstition that madness or bitterness lie in wait for virgins". W. Holtby, *Women and a Changing Civilisation*, p. 132.

²⁰⁴ "A thwarted instinct does not meekly subside. It seeks compensation and damages for its rebuff", Ludovici, *Lysistrata or Woman's Future and Future Woman*, London : Trubner, 1927, p. 37.

²⁰⁵ *Ibid.*, p. 5. Il prédisait, lui aussi, en cas de réussite de ces femmes, la fin de la domination masculine et un exercice de la sexualité limité (*Ibid.*, p. 89). Les femmes iraient même plus loin, prétendait-il : elles utiliseraient des moyens de gestation extracorporelle et , au bout du compte, "the superfluosity of men above a certain essential minimum (about 5 to every 1.000 women) will have become recognized officially and unofficially as a social fact." (*Ibid.*, p. 95).

un autre classique anti-féministe publié la même année, *Motherhood and Its Enemies*, Charlotte Haldane déclarait à leur propos : *"Elles ont [...] provoqué des "antagonismes entre sexes" en rivalisant économiquement avec les hommes et en refusant de se conformer... aux idéaux masculins des relations entre les hommes et les femmes"*²⁰⁶.

Transformées en ennemi public numéro un, les célibataires devaient même, pour Anthony M. Ludovici, Charlotte Haldane et d'autres, être tenues autant que possible à l'écart du pouvoir, où leur influence risquait d'être malsaine²⁰⁷ : *"Nous n'avons pas encore les moyens d'étudier dans le détail les effets psychologiques d'une virginité permanente, mais nous en savons assez pour nous rendre compte qu'il est peut-être malavisé de confier à des vierges âgées certaines responsabilités envers l'Etat et les individus"*, déclarait Charlotte Haldane, avec sans doute bien peu de reconnaissance pour le rôle joué par les femmes célibataires dans les œuvres sociales ou l'enseignement. Le célibat, après avoir, pendant de nombreuses années, été brandi comme insulte à l'encontre des suffragistes et des féministes²⁰⁸, était d'ailleurs maintenant également utilisé à l'encontre des femmes au pouvoir, dont bon nombre,

²⁰⁶ *"They have [...] fomented "sex antagonisms" by competing with men economically and refusing to conform [...] to the masculine ideals of sex-relationships"*, C. Haldane, *Motherhood and Its Enemies*, London : Chatto and Windus, 1927, p. 168.

²⁰⁷ *"We do not yet have the means to investigate the psychological effects of permanent virginity in great detail, but enough is known to make us aware that in entrusting responsibility towards individuals and the State to elderly virgins we may be acting unwisely"*, C. Haldane, *Ibid.*, p. 154. Et Ludovici de renchérir : *"Since the spinsters of any country represent a body of human beings who are not leading natural lives, and whose fundamental instincts are able to find no normal expression or satisfaction, it follows[...] that the influence of this body of spinsters on the life of the nation to which they belong, must be abnormal, and therefore contrary to the normal needs and the natural development of that nation."*, A.M. Ludovici, *Woman : A Vindication*, p. 231.

²⁰⁸ Sir Almoth Wright affirmait en 1913 que les actions militantes de la part de femmes respectables avaient pour origine les troubles physiologiques dus aux "restrictions sexuelles sévères" (*The Unexpurgated Case Against Woman Suffrage*, New-York, 1913, pp. 136-7). Ce genre de remarque n'est d'ailleurs pas limitée au début du siècle. William O'Neill, dans son ouvrage sur le mouvement féministe en Angleterre et aux Etats-Unis (*The Woman Movement*), observe tout d'abord que les féministes étaient souvent "amères et frustrées" ("bitter and frustrated", p. 81), pour ensuite déclarer : *"Feminists invariably described their colleagues as beautiful, a fact not usually supported by the*

en effet, étaient célibataires, pour la simple raison qu'il était extrêmement difficile pour une femme de mener de front une carrière politique et une vie de famille²⁰⁹. Oswald Mosley, dans *The Greater Britain* (1932) mentionne ainsi la "professional spinster politician" et deux ans plus tard, dans *The Fascist Week*, dénonce la femme député, ce "distressing type", qu'il oppose à la "femme normale"²¹⁰.

Certes ces attitudes sont extrêmes —aucun des ouvrages cités n'eut d'ailleurs une grande influence— ; elles n'en reflètent pas moins les idées exprimées, avec sans doute moins de virulence, à l'époque et soutenues par psychologues et sexologues, et qui pouvaient se résumer en une seule phrase : les femmes "seules" n'avaient pas leur place dans la société. Ces dernières pouvaient d'ailleurs parfois se heurter à des situations pour le moins humiliantes, telles que le refus, de la part de certains restaurants et cafés, de leur ouvrir leurs portes après certaines heures (des règlements qui s'appliquaient tout autant à des *groupes* de femmes non accompagnées ne serait-ce que d'un seul homme)²¹¹.

Face au problème posé par ce déséquilibre numérique entre les sexes, l'idée d'une émigration massive des femmes célibataires vers les dominions, qui avait déjà été avancée dans les années 1860-80, et occasionnellement par la suite, mais jamais

photographic record [...] had they all been physically beautiful, few would have become ardent suffragists" (p. 82)...

²⁰⁹ Voir 5^{ème} partie, chapitre III.

²¹⁰ "When one remembers how "this distressing type" has fought for maternity and child welfare services, improved education and better housing", remarque Winifred Holtby, "one is driven to wonder precisely what Sir Oswald visualizes as the interests of "normality". W. Holtby, *The Clarion*, "Black Words for Women Only", 24/3/34, in Berry & Bishop, *Testament of a Generation*, p. 84-5.

²¹¹ "And is it not, perhaps, rather insulting to presume that every unaccompanied woman who enters a café after ten o'clock does so for purposes of prostitution ?", dénonce, en 1930, Vera Brittain, qui a elle-même été victime d'une semblable interdiction alors qu'elle voulait, en compagnie d'une amie, s'abriter pour attendre le bus. "For that, after all, is clearly the purpose of the rule. Women are dangerous. Especially women after ten o'clock at night...", *Manchester Guardian*, 28/3/30, "Ladies in Restaurants", in Berry & Bishop, *Testament of a Generation*, p. 69.

appliquée²¹², refit son apparition²¹³. "*La solution*", déclarait Ludovici en 1921, reprenant l'idée suggérée en juin 1919 par le *Daily Mail*, "*est de procurer aux femmes célibataires des partenaires convenables au moyen d'un système consulaire. Cela permettrait d'avoir un flux constant de vierges vers les colonies*"²¹⁴.

Encourager les femmes à embarquer pour les colonies et territoires autonomes où, leur assurait-on, elles trouveraient facilement un mari, présentait un double avantage en promettant de résoudre à la fois le problème de la sur-représentation numérique des femmes en Grande-Bretagne et celui de leur sous-représentation dans la population coloniale de l'Empire ; en 1912, seulement 114.731 femmes pour 153.259 hommes avaient en effet émigré et, en 1922, 45.336 pour 53.525, soit une moyenne de 847 femmes pour 1.000 hommes comparé à 1.096 pour 1.000 en Grande-Bretagne²¹⁵. Dès 1918, deux principaux organismes, l'Overseas Settlement Committee et la Society for the Overseas Settlement of British Women, furent mis en place par le gouvernement britannique dans le but d'encourager et d'aider les femmes à l'étranger et d'autres suivirent dans les années vingt. Les journaux, quant à eux, s'emparèrent de l'idée et ne l'abandonnèrent plus pendant les dix années qui suivirent, certains allant jusqu'à déclarer qu'il fallait non seulement encourager l'émigration

²¹² "The first difficulty is chiefly mechanical. It is not easy to convey a multitude of women across the Atlantic, or to the Antipodes, by any ordinary means or transit. To transport the half million from where they are redundant to where they are wanted, at an average of 50 passengers to each ship, would require 10.000 vessels, or at least 10.000 voyages", W.R. Gregg, "Why are Women Redundant ?", *National Review*, April 1862, in S. Jeffreys, *The Spinster and her Enemies, Feminism and Sexuality 1880-1930*, London : Pandora, 1985, p. 87.

²¹³ Cf p. 202 Pour plus de détails concernant les solutions proposées au dix-neuvième siècle, voir Una Monk, *New Horizons : A Hundred Years of Women's Migration* (HMSO, 1963) et James A. Hammerton, "Feminism and Female Emigration, 1861-86", in Martha Vicinus (ed.), *A Widening Sphere : Changing Roles of Victorian Women* (Methuen, 1980).

²¹⁴ "The remedy is to find suitable mates for spinsters by a consular system. This would allow a constant flow of virgins to the colonies and dependencies.", A.M. Ludovici, *Woman : A Vindication*, 1921, in Melman, *Women and the Popular Imagination*, p. 134.

²¹⁵ Gates, *The Woman's Year Book*, 1923-24, "Migration for Women".

féminine, mais également limiter l'immigration de femmes seules sur le territoire britannique²¹⁶. Vera Brittain ne put s'empêcher de faire part à Winifred Holtby, des réflexions que lui inspirait un éditorial du *Times* sur la question publié durant l'été 1921 :

Ils se sont montrés très gentils envers nous dans un éditorial aujourd'hui, et ont déclaré qu'on ne pouvait pas attendre des femmes qui avaient perdu leur mari ou fiancé à la guerre qu'elles se condamnent au veuvage ou au célibat éternel. En revanche, ils ont suggéré que les femmes qui étaient prêtes à chercher du travail à l'étranger n'obtiendraient pas seulement ainsi une meilleure chance de se trouver un mari, mais rendraient service à leur pays ! Cela ne vient jamais à l'esprit de personne, semble-t-il, que certaines femmes peuvent ne pas vouloir d'un mari [...] Personnellement, je ne vois aucune objection à être "superflue" aussi longtemps que l'on me permettra d'être utile, et si je me laisserais volontiers entraîner à l'étranger par mon travail, ce n'est pas parce que je serais ainsi mieux placée pour capturer l'homme rare²¹⁷.

Ces idées, si elles ne furent jamais réellement mises en pratique (les émigrants reçurent une aide officielle, mais cela n'empêcha pas leur nombre de tomber de 256.000 en 1923 à 92.000 en 1930²¹⁸), restèrent cependant très présentes durant les dix années qui suivirent la guerre et il était, encore en 1927, possible de lire des titres tels que "*The Surplus Women — What is to Become of Them ?*" ou "*Surplus Women Problem : Work Waiting Overseas. Dominions*

²¹⁶ "Legislative measures should be taken for the prevention of too heavy a flow of foreign virgins in the country", *Daily Mail*, 26/6/23.

²¹⁷ "They were quite nice to us in a leading article to-day, and said that women who had lost their husbands or lovers in the War couldn't be expected on that account to relegate themselves to perpetual widowhood or spinsterhood. But they suggested that women who were willing to seek work abroad would not only obtain for themselves a better chance of getting a husband but would be doing their country a service ! It never seems to occur to anybody that some women may not want husbands[...] Personally I haven't the least objection to being superfluous so long as I am allowed to be useful, and though I shall be delighted for any work I may do to take me abroad, it will not be because I shall thereby be enabled the better to capture the elusive male.", Brittain, *Testament of Youth*, pp. 577-8.

²¹⁸ Charles L. Mowatt, *Britain between the Wars, 1918-1939*, Cambridge : Methuen, 1983, p. 226.

Asked not to be Fastidious"²¹⁹. En aucun cas, par ailleurs, ces articles n'étaient limités à une certaine presse. Certains journaux féministes, tels que le *Woman's Leader* ou *Time and Tide*, publièrent eux-mêmes parfois des conseils aux femmes qui envisageaient de partir, même si l'on est surpris de lire dans un article de ce dernier, à propos des hommes australiens : *"Le seul conseil qu'ils aient trouvé à envoyer aux femmes britanniques est le suivant : 'Dites-leur d'apprendre à faire la cuisine —quelles que puissent être leurs autres qualifications— si elles viennent en Australie'*"²²⁰ ...

Ce n'est enfin pas un hasard si un genre d'histoire très en vogue dans les magazines féminins des années vingt fut celui que Melman appelle l' "Histoire d'amour impériale", et dans lequel l'émigration féminine était utilisée comme point de départ aux aventures sentimentales d'une jeune immigrante britannique célibataire dans l'un des dominions où les hommes (blancs et anglo-saxons) étaient nombreux et les jeunes femmes rares et, par conséquent, très convoitées²²¹. L'utilisation de l'empire britannique comme cadre romanesque n'était pas nouvelle ; en revanche, tandis que les romans victoriens et édouardiens avaient été des ouvrages essentiellement masculins, tant au niveau des auteurs que des personnages, des thèmes (la conquête, l'aventure, la domination) ou du lectorat, les nouvelles publiées par ces magazines étaient clairement destinées à un public féminin. Or, il est difficile de ne pas voir dans l'émergence et le succès d'un genre romanesque dépeignant une

²¹⁹ *Daily Mail*, 20/4/27, p. 11 ; 21/4/27, p. 4.

²²⁰ "So far as they had any advice to send to British women, it was this : 'Tell them to learn to cook — no matter what other qualifications they may have— if coming to Australia", *Time and Tide*, 27/8/20, p. 322.

²²¹ Les titres sont très évocateurs : "Silly Little Woman : A Romance of Wild Places and Wild Men" (*Violet Magazine*), "The Hopeless Case, A Romance of South Africa" (*Violet Magazine*), "A Bride for

société où l'équilibre entre les sexes n'était pas seulement rétabli mais renversé par rapport à la communauté d'origine et où toute femme avait droit au bonheur amoureux une réponse aux inquiétudes provoquées par l'"excédent" de femmes.

Ce dernier cessa progressivement, dans les années trente, d'être évoqué, pour la simple raison sans doute que l'équilibre entre les sexes commençait à se rétablir, ce changement démographique pouvant notamment s'expliquer par le fait que l'émigration qui avait, avant la guerre, entraîné tant d'hommes en âge de se marier loin de leur pays avait, après 1918, commencé à diminuer et, après 1930, à s'inverser (il y eut alors plus de retours que de départs²²²), et par le fait que la guerre, si elle causa la mort de plus de 740.000 hommes, avait en même temps empêché, pendant quatre ans, l'émigration masculine qui était, juste avant la guerre, d'environ 150.000 individus par an.

IV. FEMMES EMANCIPEES ET FEMINISTES : UNE MENACE

Ces diverses tentatives de recréer l'ordre —ou un semblant d'ordre— après le grand bouleversement qu'avait connu le pays, notamment en cherchant à remettre l'accent sur la séparation des sphères, contribuèrent indéniablement à alimenter l'anti-féminisme d'après-guerre qui, s'il n'eut pas en Grande-Bretagne l'ampleur qu'il connut à la même période dans d'autres pays d'Europe, et que le fascisme ne fit que renforcer, continua à filtrer à travers la plupart des discussions concernant les femmes longtemps après que celles-ci eurent obtenu le droit de vote. La démobilisation, l'éloge de la ménagère et la célébration de la mère s'accompagnèrent,

Australia : A Natural Love Story of the Feelings and Experiences of a Pretty Girl Emigrant" (*Girl Friendly*), voir B. Melman, *Woman and the Popular Imagination*, p. 134-144.

durant tout ce temps, non seulement d'attaques contre la célibataire mais également d'une critique virulente de la femme "émancipée" et du féminisme.

On décèle, dès la fin du conflit, une peur de la femme telle que semble l'avoir transformée la guerre : une femme plus "masculine", plus libérée et, surtout, plus indépendante qui, pendant que les hommes se battaient dans le sang et la boue des tranchées, a accédé à l'espace et aux responsabilités publiques. Pour certains hommes qui rentrent du front psychologiquement fragilisés et dépressifs et qui ont, pendant tout ce temps, redouté d'être trompés, usurpés et renversés, le rejet de cette nouvelle image féminine est total. La littérature masculine d'après-guerre, qui n'hésite pas à utiliser l'image de l'anti-héros est également parfois fortement misogyne et illustre parfaitement cette peur et cette rancune éprouvées face aux femmes. Face aux idéaux du front, représentés par la camaraderie, la solidarité masculine et le sacrifice pour de nobles cause, la société civile est dépeinte comme basement matérialiste et moralement dégénérée... et est fréquemment personnifiée par une femme, intolérante et égoïste. Les personnages féminins de *Mort d'un Héros*, notamment, tels que choisit de les présenter Richard Aldington, sont de véritables parasites, insensibles à la souffrance puis à la mort de leur mari, amant, et fils : Elizabeth et Fanny décrivent George (mari de l'une, amant de l'autre), commotionné par la guerre, comme "un peu gaga"²²³ ; quant à Mrs Winterbourne —et ce sont, à travers elle, de nombreuses femmes qui sont attaquées—, elle réagit de manière presque obscène à l'annonce de la mort de son fils, qu'elle apprend alors qu'elle se trouve alors dans les bras de son amant :

²²² Voir A.H. Halsey (ed.), *British Social Trends since 1900*, London : Macmillan, 1988, p. 100.

²²³ Richard Aldington, *Death of a Hero*, London : Chatto & Windus, 1929, p. 302.

L'effet qu'eut sur son tempérament la mort de Georges fut, chose assez étrange, presque exclusivement érotique. La guerre eut ce même effet sur un grand nombre de femmes. Cette atmosphère de mort, de blessures, de boue, de sang, à une distance si éloignée du danger, tout cela leur fut un coup de fouet, les excita amoureusement à un point obsédant. Certainement, au cours de cette éternité de 1914 à 1918, elles en vinrent à s'imaginer que seuls les hommes étaient mortels, et elles immortelles ; c'est pourquoi elles essayèrent de se comporter comme des houris envers tous les pachas disponibles, d'où l'attrait du "travail de guerre", avec ses innombrables occasions²²⁴.

Dans *Ile, mon île*, recueil de nouvelles situées pendant la guerre, D.H. Lawrence présente des femmes plus encore en position de force. Dans "Monkey Nuts", un jeune soldat se fait harceler sexuellement par une jeune volontaire de la Land Army qui a jeté son dévolu sur lui et dans "Tickets, Please", le rapport de domination est clairement renversé lorsque le personnage principal, un inspecteur de tramway, est attaqué moralement et physiquement par les receveuses avec qui il travaille et qui, parce qu'il les a tour à tour séduites, ont décidé d'une vengeance commune²²⁵.

Les changements d'apparence apportés par la mode dérangent eux aussi : maquillage²²⁶, cheveux coupés court, à la garçonne, robes droites découvrant les

²²⁴ "The effect of George's death on her temperament was, strangely enough, almost wholly erotic. The war did that to lots of women. All the dying and wounds and mud and bloodness —at a safe distance— gave them a great kick, and excited them to an almost unbearable pitch of amorousness. Of course, in that eternity of 1914-18 they must have come to feel that men alone were mortal, and they were immortals ; wherefore they tried to behave like houris with all available sheiks —hence the lure of "war-work" with its unbounded opportunities.", *Ibid.*, p. 12 (traduction tirée de la version française de Henry D. Davray et Madeleine Vernon, *Mort d'un héros*, Actes Sud, 1987, p. 31).

²²⁵ "She had taken off her belt, and swinging it, she fetched him a sharp blow over the head with the buckle end [...] immediately the other girls rushed upon him, pulling and tearing and beating him. Their blood was now thoroughly up. He was their sport now. They were going to have their own back, out of him". "Tickets, Please", D.H. Lawrence, *England, My England*, Leipzig : Tauchnitz, p. 68.

²²⁶ Encore léger au début des années vingt et souvent limité à un fond de teint et de la poudre de riz. Le rouge à lèvres, le fard à joues, le mascara et le fard à paupières, plus voyant, durent attendre environ dix ans avant d'entrer véritablement dans les mœurs (Robert Graves et Alan Hodge, *The Long Week-End*, 1941, p. 39)

mollets, donnent l'image d'une femme androgyne et provocante à la fois. Or, cette tentative de gommer les distinctions entre les sexes, qui est aussi, pour les femmes, un symbole d'émancipation et permet une plus grande liberté de mouvement, si elle est considérée comme séduisante par certains, est, pour beaucoup d'autres, le symptôme d'une certaine décadence, signe extérieur d'une dégénérescence raciale interne et d'un déclin moral²²⁷. La "flapper", comme on surnomme la jeune femme moderne, est accusée d'agir contre nature —et contre l'idéal féminin—, une attaque qui ne concerne souvent pas que son apparence mais également son goût pour l'indépendance et l'action : elle conduit désormais sa propre voiture, parfois même un avion.... Très vite, journalistes et soi-disant experts dénoncent les effets pernicioeux de la nouvelle allure féminine sur le physique et le mental :

*Avec les cheveux courts, des jupes à peine plus longues que des kilts, des hanches étroites, une poitrine insignifiante, une nouvelle femme est apparue, sûre d'elle, active, sportive, compétente, et qui fuit la servitude des occupations ménagères [...] Ce changement vers un genre plus neutre... ne peut s'accomplir qu'aux dépens de l'intégrité de ses organes sexuels*²²⁸.

²²⁷ "There were plenty of critics ready to believe 'the worst' of every young girl and the newspapers ran articles on 'Miss 1924 — What is her worth ? Is the modern girl immodest ?'. Miss Winifred Graham, a novelist, when interviewed, described her as a 'vapid, pleasure-loving nymph' and went on : 'There is not comparison between these travesties of womanhood, painted and dyed, wanting their cocktails or brandies-and-sodas, and their mothers or, rather, grandmothers'., B. Cartland, *The Isthmus Years*, p. 43.

²²⁸ "With short hair, skirts little longer than kilts, narrow hips, insignificant breasts, there has arrived a confident, active, game-loving, capable human being, who shuns the servitude of household occupations [...] this change to a more neutral type [...] can be accomplished only at the expense of the integrity of her sexual organs.", *Daily Express*, 12/11/24, in Melman, *Women and the Popular Imagination in the Twenties*, New-York : St Martin's Press, 1988, p. 23.

Le mois suivant, Sir William A. Lane, médecin consultant au Guy's Hospital, avertit, dans le même journal, qu' *"en essayant de ressembler à des garçons, les femmes d'aujourd'hui détruisent les caractères propres à leur sexe"*²²⁹.

Replacées dans le contexte incertain de l'après-guerre, l'exagération et l'intolérance de ce genre de propos peuvent peut-être en partie s'expliquer par la peur de voir les changements connus par les femmes menacer la masculinité des hommes : tandis que les jeunes femmes prenaient des allures garçonnières, les hommes modernes semblaient, eux, devenir de plus en plus efféminés et passifs. Le 6 juillet 1925, le *Daily Express* décrivait le *"frère de la jeune femme moderne"* comme *"un jeune homme du monde, mince, habillé avec trop de recherche [...] prêtant attention à ce que portent les autres hommes..."*²³⁰ et, deux jours plus tard, faisait de la disparition de la virilité sa première page. Arabella Kenealy allait plus loin encore quand elle déclarait :

*"l'homme devient émasculé lorsque la femme envahit son domaine [...] ces jeunes hommes névrosés, au menton fuyant, de la nouvelle génération ne font pas le poids face aux jeunes femmes à la mâchoire carrée, musclées et déterminées, que produisent les objectifs et les méthodes du féminisme"*²³¹.

²²⁹ "In trying to look like boys, women of the present day destroy the character of their sex...", *Daily Express*, 29/12/24, *Ibid.*, p. 22.

²³⁰ "a slim, overdressed youth about town [...] who is concerned with what other men wear"

²³¹ "The male becomes emasculate when the women invade his domain[...] these weak-chinned, neurotic young men of the rising generation are no match for the heavy-jawed, sinewy, resolute young women Feminism's aims and methods are giving us.", A. Kenealy, *Feminism and Sex Extinction*, p. 249.

La situation ne pourrait en outre que se dégrader, pensait-elle, étant donné que plus une femme était masculine et active, moins son fils avait des chances de l'être lui-même —et moins elle avait d'ailleurs de chances de produire un fils ²³²!

Un autre sujet d'inquiétude concernant les jeunes femmes modernes était la détermination d'un certain nombre d'entre elles à profiter d'une vie sociale mieux remplie. Si de plus en plus de femmes recherchaient une carrière, avertissait-on, de moins en moins se marieraient et fonderaient un foyer ; quant à celles qui décideraient de mener les deux de front, elles allaient au devant d'ennuis assurés et ne pourraient jamais être heureuses. Tel était en tout cas le message que magazines féminins et romans s'efforçaient de transmettre à leurs lectrices. Si un emploi était tout à fait acceptable en attendant le mariage (*Woman's Own* va d'ailleurs jusqu'à indiquer les professions les plus susceptibles de favoriser les rencontres : infirmière, secrétaire particulière...²³³), les magazines se plaisaient en revanche à décrire le triste sort qui attendait celle qui aurait eu la malencontreuse idée de vouloir se consacrer à sa carrière : *"Il vous suffit d'entrer dans un restaurant pour voir l'air contrarié et fatigué qui se lit sur le visage de la femme qui dîne seule"*, avertissait *Woman's Own*²³⁴. Ce message était généralement renforcé par un certain nombre de lettres et d'articles écrits par des hommes, et dans lesquels ceux-ci expliquaient combien ils étaient peu attirés par la jeune femme active et ayant sa propre carrière, et préféraient épouser quelqu'un qui passerait ses journées à s'occuper de son foyer. Quatre années

²³² "Suppose [...] a mother who deviates from the normal in having developed along masculine lines, and who is, accordingly, tall or strong or mentally virile [...] her sons will be more or less emasculated in mind or body, or in both [...] A woman who wins golf or hockey-matches may be said therefore to energise her muscles with the potential manhood of possible sons.", *Ibid.*, p. 69.

²³³ *Woman's Own*, 4/3/33, p. 704-5.

de guerre et les avancées du féminisme n'avaient à cet égard, de toute évidence, guère changé de choses au caractère masculin... :

*Je crains d'être assez vieux jeu pour vouloir une épouse à plein-temps, écrit un lecteur, dont le principal intérêt dans la vie sera son foyer, ses enfants, et moi [...] Je veux une épouse qui écoutera mes problèmes, et sera prête à me calmer et à me réconforter. Je ne veux pas rentrer [du travail] fatigué et avoir, moi, à la réconforter*²³⁵.

L'idée qu'il était moralement répréhensible pour une femme de délaisser son foyer, si elle fut particulièrement mise en avant par la presse féminine, se retrouvait également dans certains romans dont les héroïnes, si elles mènent dans un premier temps une vie active et indépendante, finissent généralement par se marier et abandonner leur carrière. Celles qui ne font pas ce choix, ou tentent de combiner les deux en donnant la priorité à leur carrière, rencontrent l'échec ou finissent par se rendre compte qu'elles ont gâché leur vie de famille et tentent —mais il est parfois trop tard— de rattraper les choses en réintégrant pleinement leur foyer. Laurence, dans *Three Kingdoms*, de Storm Jameson (1926) y parvient : elle se rend compte, après avoir laissé pendant quelque temps son fils à une nurse pour aller travailler dans une agence de publicité, qu' "*une femme comme [elle]... ne peut pas faire trois choses à la fois... une femme ne devrait pas être mère si elle n'est pas prête à remplir ce rôle correctement*"²³⁶. L'héroïne de *This Freedom*, d'A.S.M.Hutchinson, cependant, parce qu'elle se rend compte trop tard des conséquences qu'a eues sur les

²³⁴ "You have only to go into a restaurant, and note the strained, dissatisfied look on the face of a woman feeding alone", *Woman's Own*, 6/1/34, p. 381.

²³⁵ "I'm afraid I'm old-fashioned enough to want a whole-time wife, whose main interest in life will be her home, her children and me [...] I want a wife to listen to my troubles, to be ready and willing to soothe and comfort me. I don't want to come back [from work] tired and find myself having to comfort her.", *Woman's Own*, 30/4/38, p. 7.

²³⁶ "A woman like me [...] can't do three things [...] a woman ought not to be a mother at all if she isn't prepared to do it properly.", S. Jameson, *Three Kingdoms*, p. 396, in N. Beauman, *A Very Great Profession*, p. 77.

siens son absence du foyer, n'a pas cette chance de pouvoir revenir en arrière et ses enfants, qui ont manqué d'amour maternel, ratent leur vie : Huggo fait de la prison, Doda meurt à la suite d'un avortement et Benji se suicide (!).

Mais plus à blâmer encore que la femme émancipée était la féministe qui, en insistant sur l'égalité des droits des femmes à entrer dans le monde du travail et de la politique, représentait pour beaucoup une menace pour le retour à la normale largement souhaité et le spectre d'un conflit continu après l'armistice. Le féminisme mènerait tout droit vers une "guerre des sexes", prédisait-on, et c'est dans l'intention de dénoncer ce danger, ainsi que celui d'une dégradation de la race anglaise due à la masculinisation de ses femmes (!), qu'Arabella Kenealy publie, en 1920, *Feminism and Sex Extinction*, ouvrage en introduction duquel elle déclare :

*L'homme et la femme dépendent naturellement l'un de l'autre dans toute relation humaine [...] La doctrine et les pratiques féministes menacent ces prévisions et ces dispositions parfaites de la nature en dressant entre les sexes des rivalités personnelles, la concurrence économique et un conflit général d'intérêt*²³⁷.

Le discours féministe, dénonce-t-on, outre le fait qu'il encourage les rivalités entre les hommes et les femmes, est contraire aux lois biologiques et renforce la tendance à la masculinisation des femmes amorcée par la guerre²³⁸. Il est attaqué de toutes parts. Vera Brittain reconnaît, en 1927, que le mouvement féministe n'est pas très populaire et cite l'opposition de la presse comme étant la plus visible. Celle-ci —

²³⁷ "Men and women are naturally dependent upon one another in every human relation[...] Feminist doctrine and practice menace these most excellent previsions and provisions of Nature by thrusting personal rivalries, economic competition and general conflict of interest between the sexes.", A. Keneally, *Feminism and Sex Extinction*, p. vii.

et l'attitude est dangereuse— suggère que le féminisme est un mouvement démodé et hystérique, car désormais inutile : *"toutes les défenses de l'ennemi sont tombées"*, déclare un hebdomadaire, *"toutes les grandes batailles ont été menées et gagnées. Il ne reste rien d'autre à faire, aujourd'hui, pour les féministes bagarreuses, que de transformer des petits griefs [...] en un semblant de grandes causes passées"*²³⁹. Plus graves, cependant, que les critiques de la presse, sont les discours des psychanalystes et des sexologues, qui dirigent à l'encontre des femmes du mouvement des attaques non plus seulement idéologiques mais personnelles, en les traitant notamment de femmes anormales et sexuellement insatisfaites qui haïssent les hommes, de femmes incapables de s'adapter à leur rôle sexuel féminin ²⁴⁰, de "dégénérées", de "menace pour la civilisation"²⁴¹.

Certes, l'équation entre féminisme et guerre des sexes n'était pas nouvelle. Le contexte, toutefois, était tout à fait différent de celui d'avant-guerre et l'inquiétude suscitée par le nombre important de femmes célibataires combinée à l'impatience manifestée par la société de retourner à un mode de vie traditionnel et familial donnait aux diatribes dirigées contre les féministes une force sans précédent.

²³⁸ Charlotte Haldane avouait, en 1927, son mépris pour celles qui avaient été *"the war-working type of woman —aping the cropped hair, the great booted feet, and grim jaw, the uniform, and if possible, the medals of the military men."*, C. Haldane, *Motherhood and its Enemies*, p. 94.

²³⁹ *"all the strongholds of the enemy have been taken, all the big battles fought and won. Nowadays there is nothing left for the fighting feminist but to magnify minor grievances [...] into some semblance of the grand old causes."*, V. Brittain, *Why Feminism Lives*, pamphlet, published by the Six Point Group, 1927.

²⁴⁰ Karl Abraham, "Manifestation of the Female Castration Complex", 1920, in Kent, "Gender Reconstruction", p. 74.

²⁴¹ *"These degenerate women are a menace to civilisation ; they provoke sex misunderstanding and antagonism ; they wreck conjugal happiness and pose as superior moral beings when they are really victims of disease."*, W. Gallichan, *The Poison of Prudery*, London : T. Werner Laurie, 1929, p. 184, cité dans Sheila.Jeffreys, "Women and Sexuality", Jane Purvis (ed.), *Women's History, Britain 1850-1945*, p. 203.

Ce fut non seulement au nom des soldats de retour du front, mais également de la défense de la race que les travailleuses de guerre, qualifiées de profiteuses et, souvent désormais, d'incapables, furent priées de retourner à leurs foyers. Si ce qui semble à première vue un grand pas en arrière put se faire avec autant de facilité et sans trop de protestations de la part des intéressées, c'est non seulement parce que nombre d'entre elles, fatiguées par la guerre, avaient eu hâte de retrouver une vie normale mais également, en grande partie, parce que les changements opérés par la guerre avaient été, somme toute, assez superficiels. Les femmes étaient, certes, sorties de leur sphère domestique, mais elles étaient néanmoins, dans l'ensemble, restées dans des positions subordonnées à celles des hommes, qui continuèrent à dominer le marché du travail et le monde politique.

Margaret et Patrice Higonnet, afin d'illustrer cette subordination constante des rôles féminin et masculin et, de manière plus générale, le caractère provisoire et superficiel des changements en question, utilisent l'image d'une double hélice (mâle/femelle) : les femmes que l'on avait mobilisées à l'occasion de la guerre avaient pu certes "avancer" en termes d'emploi et de politique sociale, mais c'était en même temps le front, un domaine principalement masculin, qui était devenu la priorité économique et culturelle. *"Dans cette danse sociale", expliquent-ils, "la femme semble avoir fait un pas en avant tandis que les partenaires changent de place —mais c'est en fait toujours l'homme qui la mène"*²⁴². Quand avait cessé le combat et que les hommes, de retour du front, reculèrent, sur le côté masculin de l'hélice, les femmes elles aussi reculèrent en retournant au foyer et la hiérarchie entre les sexes put ainsi être maintenue.

La guerre finie, les monuments aux morts avaient, d'ailleurs, remis, symboliquement, chaque sexe à sa place. *"Les femmes de ce pays ont su jouer un rôle actif [...] mais, pour la plupart, ne sont pas mortes [...] Il est nécessaire, en temps de guerre, de mourir si l'on veut que son nom connaisse la postérité..."*, constate Vera Brittain en 1929. *"Les monuments aux morts, la peinture et la littérature de guerre ne révèlent pour la plupart à la future génération que l'œuvre et la souffrance des hommes car celles-ci furent couronnées et immortalisées par la mort"*²⁴³.

²⁴² *"In this social dance, the woman appears to have taken a step forward as the partners change places —but in fact he is still leading her."*, Margaret et Patrice Higonnet, "The Double Helix", in *Behind the Lines : Gender and the Two World Wars*, New Haven, 1987, p. 35

²⁴³ *"The women of this country knew how to bear an active part [...] but for the most part they did not die [...] In wartime it is necessary to die in order that one's name shall live for evermore [...] for the most part, war memorials, war paintings and war literature reveal to a later generation only the work and agony of the men because this was crowned and immortalised in death."* Vera Brittain, "Their Name Liveth", *Manchester Guardian*, 13/11/29, in Berry & Bishop (eds.), *Testament of a Generation*, p. 206

Le désir de paix et d'un retour à la normale, la crise économique, la chute de la natalité, furent autant de facteurs qui, au moment où celle-ci avait énormément à entreprendre, se combinèrent pour gêner la poursuite de la lutte féministe et l'exploitation du droit de vote : difficile, en effet, de parler d'émancipation ou d'évolution des rôles sexuels à un moment où la population préférait regarder vers le passé que vers l'avenir ; difficile, également, de défendre le droit au travail des femmes et l'égalité des salaires alors que le pays était durement touché par le chômage. Et cela sans compter que la fragmentation et la division qui régnaient au sein du mouvement féministe lui-même empêchaient en grande partie la cohésion nécessaire à une action efficace. D'ailleurs, tandis que la guerre et les années vingt avaient connu, de l'avis de tous, un début d'émancipation féminine, c'était un retour en arrière qui semblait menacer les années trente, provoquant de nombreuses mises en garde, de la part des anciennes féministes à l'attention de la jeune génération, contre le danger, en cette période trouble, de se reposer sur ses lauriers :

*Il serait une erreur de croire que nous [...] sommes à l'abri d'un retour à la féminité et à la dépendance que la féminité sous-entend, avertit Cicely Hamilton en 1927. Toute marée connaît un flux et un reflux. La paix pour notre temps que nous espérons tous entraînera une réaction plus ou moins forte contre l'indépendance des femmes*²⁴⁴.

Une génération de femmes a grandi dans l'ignorance presque totale de la vieille division infranchissable entre la 'sphère masculine' et la

²⁴⁴ "It would be a mistake to imagine that we [...] are proof against the danger of a return to femininity, and the dependence femininity implies [...] the flow of every tide is followed by its ebb ; [...] The peace in our time for which we all crave will mean a reaction, more or less strong, against the independence of women.", *Time and Tide*, 12/8/27, "The Return to Femininity".

'sphère féminine' observe Winifred Holtby, mais, dit-elle à propos des années trente, la situation [...] est en train de changer —a, en fait, déjà changé [...] La crise économique a rouvert la question du droit des femmes au travail [...] La mode de la psychologie réveille les vieilles controverses quant à leurs capacités²⁴⁵.

En même temps, on ne peut nier que, malgré tous les efforts, politiques et médiatiques, pour faire comprendre aux femmes quelle était leur place, les choses avaient changé et la situation des Britanniques, si ce n'était pas le cas pour toutes les femmes d'Europe, était bien meilleure qu'elle ne l'avait été un demi-siècle auparavant. Si aussi peu d'entre elles adhéraient désormais au mouvement féministe, c'est d'ailleurs en grande partie parce qu'elles avaient moins de griefs et ne ressentaient plus autant les inégalités.

Certains de ces changements peuvent très certainement être imputés à la guerre, tels que les habitudes vestimentaires, dues au fait que dans de nombreux emplois de guerre les femmes avaient pris l'habitude de s'habiller court ou en pantalons pour plus de commodité, ou la plus grande liberté de mouvement dont jouissaient à présent les jeunes femmes et qui entraînait à son tour une plus grande promiscuité. D'autres étaient dus indubitablement au fait que les femmes faisaient maintenant partie de l'électorat : une plus grande égalité des droits au sein du mariage, l'accès aux professions libérales, ou encore le droit de siéger aux Communes, c'est-à-dire de participer à l'élaboration des lois, même si cette possibilité qu'avaient désormais les femmes de s'exprimer politiquement n'empêchait pas

²⁴⁵ "A generation of women grew up with little knowledge of the old impassable division between 'man's place' and 'woman's place'. That [...] is changing —indeed has already changed [...] The economic slump has reopened the question of women's right to earn [...] Psychological fashions arouse old controversies about the capacity of the female individual.", W. Holtby, *Women and a Changing Civilisation*, p;7.

certaines comportements franchement discriminatoires qui, non seulement restaient impunis, mais étaient cautionnés par le gouvernement.

Avant d'aller plus en avant et de juger de l'impact du droit de vote à proprement parler, il est cependant essentiel de voir si les femmes surent réellement tirer profit de cette nouvelle arme, ainsi que le présentaient les féministes, et si la perception que les hommes politiques avaient d'elles changea dès lors qu'elles eurent un poids dans la balance électorale.

Troisième partie :

UNE NOUVELLE FORCE

ELECTORALE ?

Les femmes doivent encore apprendre qu'elles ont beau se croire insignifiantes dans le vaste monde de la politique, la possession du droit de vote leur confère une réelle importance aux yeux de leurs représentants ou représentants potentiels au Parlement¹.

Quelle qu'ait pu être la confiance accordée au droit de vote comme outil représentatif, pas un instant les suffragistes n'avaient cru que la seule possession de ce dernier permettrait l'obtention des réformes souhaitées. Si les femmes voulaient que leurs demandes soient prises en compte et que les choses changent, il était évident qu'il leur faudrait au contraire exercer judicieusement ce nouveau pouvoir et que les résultats obtenus dépendraient en grande partie de leur aptitude, en cas de nécessité, à s'unir et à former un bloc féminin dans l'électorat.

Ce "bloc" électoral, aux intérêts et aux valeurs distinctes, était à la base de tous les espoirs de la part des suffragistes tout comme il était à l'origine de toutes les craintes de la part des hommes politiques et il est par conséquent utile d'examiner les raisons pour lesquelles il n'émergea jamais et quelles furent les tentatives, de la part des organisations féministes, de le faire apparaître.

Il est par ailleurs impossible de juger des effets d'une réforme telle que la loi électorale de 1918 sans s'intéresser tout d'abord à la façon dont les femmes ont utilisé ce nouveau droit. On a en effet trop souvent eu tendance à s'attacher uniquement aux résultats (notamment aux réformes qui ont suivi) ou, selon le point de vue que l'on adopte, à l'absence de résultats, pouvant être attribués à ce dernier et à ignorer la participation des principales intéressées, comme si les femmes n'avaient eu, dans cette affaire, qu'un rôle passif. Or, il ne faut pas oublier que le droit de vote avait,

depuis presque toujours, été présenté par les suffragistes comme une arme ou une clef, un instrument, en tout cas, que l'on manie, et que les femmes doivent par conséquent être considérées non pas seulement en tant que spectatrices mais également en tant qu'actrices : on a entrevu le rôle joué par les organisations féministes (pression parlementaire etc.) mais une autre question à se poser est "comment les électrices elles-mêmes ont-elles réagi ?" : se sont-elles désintéressées de la politique ou ont-elles "bêtement" copié leur mari comme le prédisaient certains "antis" ? Ont-elles plus volontiers soutenu des candidates que des candidats, comme l'espéraient les suffragistes ? Et, si elles se sont présentées aux urnes, pour qui ont-elles voté ?

Avant, toutefois, de s'intéresser au comportement politique des femmes et à la façon dont les différentes organisations féministes tentèrent d'organiser ces dernières en une force électorale, il est intéressant de savoir quelle fut la réaction des partis face à ce nouveau pouvoir dont les enjeux apparaissaient à beaucoup comme considérables et qui suscitait un mélange de crainte et de convoitise.

¹ *"Women have yet fully to learn that however insignificant they may think themselves, in the great world of politics, the possession of the vote endows them with a real significance in the eyes of their representatives or would-be representatives in Parliament."*, *Woman's Leader*, 23/11/23, p. 341.

CHAPITRE I

LA REACTION DES PARTIS POLITIQUES

Etudier la réaction des milieux politiques devant l'arrivée, dans l'électorat, de plus de huit millions de femmes nécessite de laisser pour un temps les différents écrits féministes pour s'intéresser aux archives des différents partis. Les sources, assez nombreuses et pourtant encore inexploitées², se révèlent très vite passionnantes, témoignant d'efforts pour capter l'électorat féminin jamais renouvelés par la suite, et permettant au lecteur de découvrir à la fois les espoirs, les craintes, mais aussi, à travers la diversité des méthodes choisies pour s'adresser aux électrices, la perception que les partis pouvaient avoir de ces dernières.

La création d'un électorat important à la suite d'une guerre où allégeances politiques avaient été relâchées et parfois même rejetées ne pouvait pas manquer d'inquiéter les hommes politiques. La présence, qui plus est, dans cet électorat, de huit millions de femmes dont on ignorait tout du comportement politique contribua encore à exacerber les appréhensions, d'autant plus que, si l'on s'était longtemps demandé en faveur de quel parti les électrices risquaient de faire pencher la balance, une autre possibilité, autrement plus effrayante, était à craindre : celle qu'elles votent en bloc pour des candidates, comme le leur demandaient les dirigeantes féministes et,

² A l'exception de l'étude des manifestes électoraux faite par Jorgen Rasmussen dans son article "Women in Labour : The Flapper Vote and Party System Transformation in Britain", *Electoral Studies*, April 1984, vol.3, n°1, pp. 47 à 63.

pourquoi pas, lancent leur propre parti. L'électorat féminin tel qu'il avait été déterminé était normalement assez varié pour inonder la minorité féministe, mais seul le temps pourrait dire si la menace était ou non réelle. Dans l'attente, il continua, pendant quelques années encore après 1918, à être désigné comme "quantité inconnue"³, plus influencé semble-t-il par certains projets de loi particuliers que par un programme politique général. "Comment les femmes vont-elles voter ?" continuait à s'interroger la presse à la veille de chaque élection et *Punch*, en 1922, choisissait de poser la question sous la forme d'une caricature, celle d'une électrice-sphinx qui, d'un air mystérieux, glissait son bulletin de vote dans l'urne.

Très tôt, par conséquent, les principaux partis comprirent que s'ils voulaient lutter contre l'émergence d'un parti féminin et mobiliser le soutien de cet électorat encore libre d'attaches, il leur faudrait s'adapter : réorganiser l'appareil du parti, tout d'abord, afin que celui-ci soit plus facile d'accès et plus convivial pour les femmes, mettre en place une importante machine de propagande afin de donner d'eux la meilleure image possible et, surtout, convaincre les électrices qu'ils étaient le parti le plus soucieux de défendre leurs intérêts.

I. REORGANISATION DES PARTIS

Si l'on devait définir quelle fut la première conséquence de l'arrivée des femmes dans l'électorat, la réponse serait sans doute : la réorganisation de ceux qui allaient devenir les deux principaux partis de l'entre-deux-guerres. Avant même que la réforme électorale n'eût reçu l'assentiment royal (celui-ci ne faisant aucun doute) et au moment même où les organisations féministes commençaient à mettre en place les

³ "This statement, so far as we are concerned", remarque *The Vote* en 1923, "is very satisfactory, because it proves that women are not flocking under Party colours.", *The Vote*, 8/6/23, "Woman —

structures qui serviraient à éduquer et à organiser les électrices, conservateurs et travaillistes comprirent en effet qu'il leur faudrait, outre s'attacher à conquérir les voix des nouvelles électrices, chercher à s'assurer très vite la collaboration plus étroite de ces dernières au sein même de leurs partis respectifs. Or, s'ils comptaient, depuis un certain temps déjà, des membres féminins (un nombre assez important d'ailleurs en ce qui concerne les conservateurs), principalement mis à contribution pour la collecte de fonds et, en période de campagnes, pour le démarchage électoral, leur structure n'était de toute évidence pas adaptée pour accueillir le nombre élevé de femmes qu'ils comptaient bien pouvoir attirer dans leurs rangs. L'enjeu était trop important pour qu'ils hésitent bien longtemps : une réorganisation était nécessaire.

1. Les conservateurs

Le parti conservateur fut le premier à s'attaquer à la question en convoquant, dès novembre 1917, un congrès extraordinaire, motivé par la réforme électorale imminente. Si celle-ci devenait loi, comme cela allait très certainement être le cas, le vote plural, favorable aux conservateurs, serait réduit, l'électorat presque multiplié par trois, et la classe ouvrière fortement représentée —le nombre de syndiqués dans l'électorat se trouvant d'un coup multiplié par deux⁴. Dans un contexte d'explosion des syndicats et de montée du travaillisme, de rudes batailles étaient à craindre⁵ qui convainquirent le parti conservateur de la nécessité de concurrencer le parti travailliste comme organisation de masse, d'une part en restructurant sa machine politique, d'autre part en adoptant un tarif d'adhésion peu élevé (une somme de 1

The Unknown Quantity", p. 181.

⁴ 4 millions en 1914, 8 millions en 1920.

⁵ "Have you ever considered what is likely to be the strength of the Labour Party after the passage of the Reform Bill ?" fait remarquer Sir George Younger à cette occasion, "... They will certainly have a majority...". Report of Proceedings at a Special Conference of the National Association of Liberal Unionist organisations held at Kingsway Hall, London, 30th November 1917, p. 14.

shilling, facilement acceptable par les revenus modestes, fut adoptée un peu partout). Mais, plus important encore, au cours de ce congrès, fut la question de savoir quelle place allait devoir être accordée aux femmes au sein du parti maintenant qu'elles risquaient de représenter près de 40 % de l'électorat : *"Elles seront plusieurs millions."* fit remarquer Sir George Younger (dirigeant du parti). *"Elles auront énormément de pouvoir et d'influence et il est essentiel que nous soyons représentés par une Association Féminine, d'une façon ou d'une autre, dans chaque circonscription"*⁶.

L'expérience du parti depuis les années 1880 dans le recrutement de centaines de milliers de femmes au sein d'associations telles que la Primrose League⁷ ou, plus récemment, la Women's Unionist Tariff Reform Association (WUTRA)⁸ donnait aux conservateurs des raisons de penser que les nouvelles électrices étaient susceptibles de compenser les changements provoqués par la réforme électorale. Compte tenu du rôle traditionnel important qu'elles avaient joué comme alliées du parti au sein de ces associations, il était probable que les femmes du parti conservateur s'adaptent sans trop de difficultés au système d'après-guerre ; de nombreuses femmes au sein de la Primrose League pensaient d'ailleurs déjà que le moment était venu de passer du statut d'association à une adhésion formelle au parti. Malgré les liens qui avaient pu exister entre le personnel dirigeant des deux organisations féminines et celui de

⁶ *"There will be many millions of them. They will have great power and influence and it is essential that we ought to be represented by a Women's Association, in some way or other, in every constituency"* Ibid, p. 35.

⁷ Créée en novembre 1883 par des membres du National Union Council qui souhaitaient élargir la base du parti, l'organisation devint très vite populaire grâce au nombre et à la diversité de ses activités sociales (fêtes, garden parties, excursions, spectacles...). Très tôt, les femmes occupèrent une place importante au sein de la League (elles étaient plusieurs centaines de milliers), dépassant parfois les hommes en nombre. Pour plus de détails, voir Martin Pugh, *The Tories and the People 1880-1935*, Oxford : Blackwell, 1985, chapitre 3 : "Women and Conservative Politics" ainsi que Beatrix Campbell, *The Iron Ladies - Why Do Women Vote Tory ?*, London : Virago, 1987.

⁸ Créée en 1906 par la fusion de l'association féminine de la Tariff Reform League et des Women's Liberal Unionists. En 1918, la WUTRA fut transférée au siège central (Central Office) du parti conservateur et reçut le droit d'élire trois représentantes au comité exécutif de l'Union Nationale.

l'Union Nationale des Associations Conservatrices et Unionistes⁹, les femmes n'avaient cependant tenu jusqu'alors qu'un rôle principalement auxiliaire qu'il semblait maintenant nécessaire de revoir afin, notamment, qu'elles puissent participer à la sélection des candidats et non pas seulement travailler pour eux lors des campagnes électorales, comme cela avait été le cas jusqu'alors. Il y avait, expliqua George Younger, deux solutions possibles : admettre les femmes sur un pied d'égalité avec les hommes, dans les associations aux niveaux local et national ou décider qu'il était préférable qu'elles conservent une organisation distincte qui serait néanmoins reliée au reste du parti. *"Autant que je puisse en juger d'après les femmes elles-mêmes"*, déclara-t-il, *"elles tiennent beaucoup à conserver des organisations séparées"*!¹⁰.

Si les discussions quant au rôle à jouer par les femmes au niveau national se déroulèrent avec relativement de facilité —il fut décidé que les femmes recevraient un tiers minimum¹¹ de représentation à tous les niveaux de l'organisation, soit une importance numérique largement supérieure à celle des autres partis—, des désaccords apparurent en revanche quant aux liens à établir entre le parti et ses femmes au niveau des circonscriptions : valait-il mieux voir ces dernières être admises comme membres à part entière dans les associations de circonscription ou adhérer à des Women's Unionist Associations rattachées à ces mêmes associations et conjointement représentées avec les associations masculines au comité exécutif de circonscription ?

⁹ Fondée en 1867 afin de permettre à l'organisation politique du parti —qui avait jusqu'alors dépendu des clubs londoniens (Carlton etc.)— de s'adapter à la croissance de l'électorat et s'implanter systématiquement dans le pays.

¹⁰ *"So far as I can judge from the women themselves, they are anxious to maintain separate organisations"*, Report of Proceedings at a Special Conference..., p. 36.

¹¹ Aux congrès annuels du parti dans l'entre-deux-guerres, cette représentation féminine dépassait généralement ce tiers.

Au cours du long débat qui suivit, il apparut que les opinions sur la question étaient nettement partagées. Les opposants et anciens opposants au droit de vote des femmes se déclarèrent dans l'ensemble favorables à une organisation unioniste unique qui inclurait les deux sexes, non pas par souci d'égalité, mais par crainte avouée de voir des organisations distinctes générer des frictions et, au moment des élections, des conflits entre les deux sexes quant au choix des candidats et des programmes :

Je crains plus que tout que n'apparaissent, dans ce pays, un parti des femmes et un parti des hommes, avoua un délégué. Le fait que ces dames qui se livraient autrefois à la destruction du bien d'autrui aient maintenant décidé de former un Parti des Femmes¹² montre que ce danger est bien réel. Et si nous créons dans ce pays une Association Unioniste masculine et une Association Unioniste féminine, il y aura des moments où ces Associations se trouveront en conflit, et des moments où les circonscriptions se trouveront divisées, où nous pourrions avoir deux candidats disputant une même élection pour la même association¹³.

Et un autre opposant au vote des femmes d'approuver et de mettre à son tour en garde ses collègues contre toute action *"qui puisse un instant suggérer que les femmes représentent des intérêts différents de ceux des hommes ou nécessitent une politique différente..."¹⁴.*

Inversement, les partisans du vote des femmes et certains agents électoraux qui avaient eu l'occasion de travailler avec des associations féminines firent remarquer que ces dernières étaient très efficaces et très utiles et qu'hommes et femmes, même

¹² Allusion au Women's Party de Christabel Pankhurst, formé en novembre 1917.

¹³ *"I dread more than anything else the possibility of there arising in this country a Women's Party and a Men's Party. That this danger is not an unreal one is to be seen from the fact that those ladies who used to indulge in the destruction of property have now taken the step of forming a Women's Party. And if we set up in this country a Men's Unionist Association and a Women's Unionist Association, there may be times when there will be conflict between these Associations and times when there may be divisions in the constituencies, when we may have two candidates going to the poll under the same Association", Herbert Williams, Report of Proceedings at a Special Conference..., p.40.*

¹⁴ *"Do not let us do anything that suggests for a moment that women represent different interests from men or require a different policy or anything of that kind."* Crouch Batchelor, Ibid., p. 44.

organisés séparément, avaient invariablement coopéré¹⁵. Mieux valait maintenir des WUAs et permettre à celles-ci d'envoyer au Conseil Central (Central Council)¹⁶ un nombre de déléguées proportionnel au nombre de leurs adhérentes afin qu'elles puissent directement participer aux décisions du parti.

Compte tenu des divergences exprimées au cours du congrès, il fut finalement décidé de laisser aux circonscriptions une certaine liberté quant au choix des moyens à employer afin d'unir les efforts des hommes et des femmes au sein du parti (avoir une section féminine distincte ou nommer un "women's divisional advisory committee" chargé de représenter les intérêts et d'organiser les activités des membres féminins).

La Women's Unionist Organisation, créée peu de temps après dans le but principal d'organiser les électrices allait très vite devenir la première organisation féminine du parti et, afin de la représenter au sein de l'Union Nationale, un Comité Consultatif Féminin fut mis en place, chargé d'organiser les congrès féminins annuels, de former de nouvelles sections (WUAs) et de soumettre les résolutions prises par ces dernières à l'Union Nationale. L'organisation connut une croissance extrêmement rapide, comptant, trois ans à peine après sa formation, plus de 1.300 sections¹⁷ et un nombre d'adhérentes qui, en 1928, allait atteindre le million. Les

¹⁵ "I think it is of the greatest importance to establish without delay a Women's Association in every constituency", déclare l'un d'eux, "... an Association which I always found to work loyally with the Men's Association. They never came into direct conflict They managed their own affairs and they were very useful [...] Let the Women's Unionist Associations continue their good work. They are always ready to come to the help of the agents when help is wanted", Mr Battle, *Ibid*, p. 43-4.

¹⁶ Organe directeur du parti, c'est une sorte de "mini-congrès" composé des délégués d'associations locales ou régionales, des dirigeants nationaux, des parlementaires des deux Chambres et des candidats officiellement investis pour les prochaines élections générales. Ses tâches : discuter et voter les résolutions qui lui sont soumises et élire le comité exécutif et les dirigeants de l'Union Nationale.

¹⁷ Sections de la WUO

1921	1922	1923	1924
1340*	2102	3600	4067

* incomplet (sources : rapports annuels de la WUO)

sections féminines, tant controversées lors du congrès de 1917, devinrent en effet le mode d'organisation le plus populaire et le nombre de circonscriptions dans lesquelles elles existaient passa de 303 en mai 1923 à 355 en mai 1924 et 401 en mai 1925¹⁸.

Diverses raisons, selon la WUO¹⁹, justifiait la création de sections féminines : tout d'abord, la vie et l'expérience quotidienne des hommes et des femmes étant différentes, leurs centres d'intérêts tendaient également à l'être ; le programme éducatif d'une section féminine permettait en outre aux femmes d'acquérir une plus grande connaissance de la politique et leur apprenait à s'organiser et à parler en public, grâce à quoi elles pouvaient être d'une plus grande utilité au parti —la WUO recommandait que chaque section féminine ait un corps d' "agentes" électorales prêtes, à chaque élection, à faire du porte à porte, et que celles-ci bénéficient, une fois par trimestre, d'une formation sur les méthodes du démarchage électoral²⁰ ; une section féminine pouvait récolter des fonds de nombreuses façons (ventes de charité...) et être d'une grande aide financière à l'association de circonscription ; enfin, les hommes et les femmes préféraient souvent des heures très différentes pour les réunions, les mères avec de jeunes enfants trouvant habituellement plus pratique d'assister à des réunions l'après-midi —problème relativement fréquent, qui se posait par exemple dans les syndicats mixtes, aux réunions desquels les femmes avaient des difficultés à assister. La WUO tenait cependant à souligner que les sections féminines n'étaient en aucune façon des organisations distinctes mais faisaient partie intégrante de l'association de circonscription ; elles étaient simplement l'organisation à travers laquelle les femmes d'une circonscription adhéraient au parti. Sur les trois

¹⁸ Jorgen Ramussen, "Women in Labour : The Flapper Vote and Party System Transformation in Britain", *Electoral Studies*, April 1984, p. 52.

¹⁹ WUO, *Handbook for Women Organizers and Workers*, 1928, p. 1-2.

représentants pour 80.000 électeurs que les circonscriptions pouvaient envoyer au Conseil provincial, un au moins devait d'ailleurs être une femme.

Depuis la fin du dix-neuvième siècle les femmes avaient, en tant que bénévoles, représenté un atout majeur pour les conservateurs tant par leur travail, au moment des campagnes, pour les activités électorales que par les activités sociales organisées le reste du temps dans le but de recueillir des fonds et il y avait donc, dans une large mesure, continuité entre les situations d'avant et d'après-guerre. Néanmoins, il est indéniable qu'à l'origine de cette restructuration décidée par le parti se trouvait le fait que les femmes avaient maintenant le droit de vote et qu'elles allaient devenir une nouvelle force à opposer à la majorité ouvrière²¹ que déclaraient représenter les travaillistes²². Un autre facteur fut peut-être également la pression importante désormais exercée sur les associations locales pour la collecte de fonds maintenant que le parti ne pouvait plus dépendre autant que par le passé de quelques riches bienfaiteurs²³ : pour ces activités sociales, qui allaient devenir un élément caractéristique des associations conservatrices, les femmes étaient, comme par le passé, jugées comme étant l'ingrédient essentiel.

²⁰ *Ibid*, p. 50.

²¹ La classe ouvrière, composée des travailleurs manuels de l'industrie (ouvriers qualifiés, spécialisés et manœuvres) et des travailleurs agricoles, représentaient, dans l'entre-deux-guerres, près des trois-quarts de la population active : 70,95 % en 1921, 69,75 % en 1931 (A.H. Halsey, *Change in British Society*, Oxford : OUP, 1986, p. 34).

²² "You want an organisation that has now to take in hand the element that is going to hold the balance of power in the future elections of this country"., Lt Cannell, Report of Proceedings at a Special Conference... p. 46.

²³ La dépendance traditionnelle envers de riches candidats pour le financement des campagnes et autres activités politiques fut attaquée après la guerre, en particulier par Stanley Baldwin, qui considérait que la pratique limitait le choix des candidats conservateurs à une petite minorité. On demanda par conséquent de plus en plus aux associations de subvenir à leurs propres besoins, ce qu'elles firent en partie en recueillant un grand nombre de petites adhésions, en partie en organisant des activités sociales. L'expérience des femmes de la Primrose League en la matière fut facilement adaptée aux nouvelles conditions et soirées dansantes, brocantes, fêtes et tournois de whist servirent à

2. Les travaillistes

Contrairement au parti conservateur, la place, dans le parti travailliste, d'organisations féminines ouvrières telles que le Women's Coöperative Guild ou la Women's Trade-Union League était longtemps restée périphérique, une situation due en grande partie aux conditions d'adhésion qui faisaient du parti une organisation presque exclusivement masculine. Si quelques membres féminins du parti travailliste indépendant (Independent Labour Party) et de la Société Fabienne pouvaient être affiliés au Comité pour la Représentation du Travail (Labour Representation Committee), l'appartenance à un syndicat comme moyen presque exclusif d'adhésion et l'absence quasi totale d'adhésions de membres individuels dans les circonscriptions faisaient qu'il était en effet très difficile pour les femmes d'adhérer au parti travailliste (il faut rappeler qu'elles étaient alors très peu nombreuses dans les syndicats). Pour celles qui souhaitaient rejoindre frères et maris dans la lutte pour l'amélioration des conditions de vie et de travail pour la classe ouvrière, il n'y avait alors guère d'autre possibilité que de former leurs propres organisations. C'est ce qu'elles firent lorsqu'en mars 1906 elles créèrent la Women's Labour League, une *"organisation de femmes dont le but [était] de travailler pour une représentation travailliste indépendante en relation avec le parti travailliste et d'obtenir une représentation travailliste directe de femmes au Parlement et dans tous les organismes locaux"*²⁴, qui fut officiellement affiliée au parti en 1908²⁵ et qui, en 1914, comptait un peu plus de 4.000 membres réparties en 100-120 divisions²⁶.

la fois à collecter des fonds et à maintenir les contacts. Dans les années trente, entre un quart et un tiers des circonscriptions semblent avoir été financièrement autonomes.

²⁴ *"organisation of women to work for independent Labour representation in connection with the Labour Party and to obtain direct Labour representation of women in Parliament and in all local bodies"*, Report of the 1st conference of the Women's Labour League, 1906, p. 1, in Pat Thane, "Women of the British Labour Party and Feminism, 1906-1945", H. Smith (ed), *British Feminism in the Twentieth Century*, pp. 124 à 143.

²⁵ Margaret Bondfield fut la première représentante de la League à un congrès du parti travailliste.

²⁶ M. Pugh, *Women and the Women's Movement*, p. 64.

Les dirigeantes de la WLL avaient exprimé, depuis quelques temps déjà, le souhait de devenir partie intégrante de l'organisation mais ce ne fut pas avant fin 1917 que l'optimisme généré par la montée du travaillisme et l'arrivée imminente des femmes dans l'électorat persuadèrent les hommes du parti de leur ouvrir réellement leurs portes. La WLL avoue, dans son rapport du comité exécutif de la même année, que ce fut également ce dernier argument qui les décida à œuvrer plus que jamais dans la direction d'une réorganisation : *"dès qu'il devint clair que les femmes allaient obtenir le droit de vote parlementaire dans le nouveau projet de loi sur la réforme électorale, l'exécutif de la WLL décida que des mesures particulières devraient être prises quant à l'organisation de ces femmes"*²⁷. Un sous-comité fut alors formé afin d'examiner la question et un rapport préparé par Marion Phillips présenté au parti travailliste, qui accepta à son tour de nommer une commission commune (quatre membres de la WLL, quatre du parti travailliste) afin d'étudier la façon dont pouvait s'opérer cette réorganisation. La démission d'Arthur Henderson du gouvernement au cours de l'été mit cependant brusquement fin à ces initiatives : celui-ci avait en tête un projet bien plus complet de réorganisation du parti.

L'extension du droit de vote et autres changements électoraux, prévoyait Henderson, allaient entraîner une révolution dans le fonctionnement des partis et la fin du système existant²⁸. S'il voulait faire face aux changements à venir et profiter de l'affaiblissement des libéraux, il était essentiel que le parti travailliste acceptât des

²⁷ "As soon as it became clear that women would obtain the parliamentary franchise in the new Reform Bill, the Executive of the WLL decided that they must take special action with regard to the organisation of women.", WLL Executive Committee Report, 1917, p. 8.

²⁸ "It is generally acknowledged that the old party system has irretrievably broken down. Evidence of this is afforded by the claimant call for new parties. The appearance upon the horizon of a National Party and a Women's Party, the probability of separate groups forming in Parliament around the personality of political leaders who have lost or are losing their grip upon the more or less coherent and strongly organized parties of pre-war days are symptoms of this disintegration", Arthur Henderson, *The Aims of Labour*, London : Headley Bros, 1918, p. 20.

changements drastiques et que fût notamment élargie la base de l'organisation. Le parti travailliste, formellement établi en 1900 sous la forme du Labour Representation Committee²⁹, avait jusqu'alors essentiellement été une fédération de syndicats, sociétés socialistes relativement petites et partis travaillistes locaux, établis dans une douzaine de villes, ainsi que de quelques autres organisations telles que des coopératives ou la Women's Labour League. Or, compte tenu de la multiplication par deux de l'électorat et, en particulier, de l'admission de plusieurs millions de femmes, il était évident qu'une approche plus directe des électeurs était indispensable pour s'assurer le soutien électoral de ces derniers. Tous les hommes ne souhaitaient, en effet, pas entrer dans le parti travailliste par le biais d'un syndicat ou d'une société socialiste, expliquait Sidney Webb, membre dirigeant de la Société Fabienne et chargé de rédiger la nouvelle constitution ; quant aux femmes mariées, elles n'avaient pour la plupart pas la possibilité d'adhérer à un syndicat —et il était impossible de réclamer les voix de personnes auxquelles on ne permettait pas d'être membres du parti. Il était temps de mettre en place une structure locale basée sur des adhésions individuelles semblable à celle des deux autres partis, de s'ouvrir aux travailleurs intellectuels aussi bien qu'aux travailleurs manuels et d'accorder aux femmes la représentation qu'elles méritaient :

Le parti travailliste n'a jusqu'à présent pas fait tout son possible pour tirer parti des femmes et aucune n'a jamais siégé au Comité National Exécutif³⁰, déclare Webb. A partir d'aujourd'hui, des efforts acharnés seront faits pour recruter des femmes individuelles comme membres des partis travaillistes locaux ; elles auront leur section distincte, une représentation assurée au exécutifs locaux et [...] il est prévu qu'il y ait

²⁹ Le parti travailliste en tant que tel apparut en 1906.

³⁰ National Executive Committee (NEC). Elu par le congrès annuel, il représente, selon les statuts, la direction administrative du parti. Il a en pratique une triple fonction : diriger l'ensemble du parti à tous les niveaux (à l'exception du parti parlementaire), faire rapport au congrès de ses activités de l'année et prendre les instructions des délégués.

*toujours au moins quatre membres féminins au Comité National Exécutif lui-même*³¹.

La révision de la constitution du parti, telle qu'elle fut décidée lors du congrès de janvier 1918, toucha les femmes de différentes façons. Tout d'abord, la décision de créer un modèle commun de parti de circonscription basé sur l'adhésion individuelle ouvrit immédiatement la voie à une participation féminine jusqu'alors impossible —une avancée quelque peu ternie, pour certaines, par la distinction faite dans le prix de l'adhésion : 1 shilling pour les hommes, 6 pence seulement pour les femmes (mais aux objections de celles qui voyaient là l'implication d'un statut inférieur pour ces dernières, on répondit qu'une souscription plus élevée ne servirait qu'à décourager les femmes les plus pauvres³²). Ensuite, si la séparation hommes-femmes fut préservée, les sections de la WLL furent réorganisées en sections féminines des partis de circonscription, avec une représentation d'au moins un membre assurée dans les comités exécutifs de ces derniers³³. Ainsi, comme les femmes du parti conservateur, les travaillistes furent fermement liées à la structure du parti³⁴ tout en maintenant une hiérarchie propre, comprenant un conseil consultatif dans chaque région, un comité consultatif au niveau national et, à leur demande expresse, un congrès annuel. La justification donnée par Marion Phillips à la décision de maintenir des sections féminines plutôt que de procéder à une

³¹ *"The Labour Party has not so far laid itself out to make much use of women, and has never had any women on its National Executive. Henceforth strenuous efforts will be made to enrol individual women as members of the Local LPs ; they will have their separate sections and be secured representation on the local executives ; and [...] provision is made for there being always at least four women members on the National Executive itself".*, Sidney Webb, "The New Constitution of the Labour Party", 1918, p. 2.

³² WLL, Conference Report, January 1918.

³³ Les femmes n'étaient toutefois pas obligées de passer par ces sections féminines pour adhérer au parti et pouvaient le faire à titre individuel ou à travers un syndicat.

³⁴ Henderson, en particulier, détestait l'idée d'une organisation distincte pour les femmes qui, croyait-il, contribuait à souligner *"the unhappy sex antagonisms produced by the long and bitter struggle for the franchise"*, et qu'il fallait à tout prix étouffer (Marion Phillips (ed.), *Women and the Labour Party*, foreword).

absorption totale des militantes dans une organisation mixte était que si le parti travailliste devait recruter des femmes ordinaires, sans expérience préalable de la politique, l'encouragement et l'éducation nécessaires à celles-ci seraient accomplis avec plus de rapidité et d'efficacité dans des sections distinctes dont ils seraient l'objectif principal ; il y avait sans cela un risque de voir les femmes se laisser attirer vers d'autres organisations féminines indépendantes et s'éloigner de la politique ou du mouvement ouvrier³⁵.

Le nombre de femmes qui adhérèrent au parti connut dès lors une augmentation spectaculaire : on comptait, en 1920-21, entre 60.000 et 80.000 femmes dans les partis de circonscription, principalement organisées en sections féminines, puis environ 120.000 en 1923, 150.000 en 1924 et, de 1927 à 1939, entre 250.000 et 300.000³⁶, des chiffres impressionnants si l'on se souvient que la WFL n'avait compris guère plus de 4.000 membres à la veille de la guerre.

Cependant, si la constitution de 1918 respectait le souhait des femmes d'avoir des réunions séparées et leur garantissait une représentation minimum dans les comités locaux et nationaux, elle ne laissait guère à ces dernières la possibilité de participer directement et en tant que telles aux prises de décision, partant du principe que les femmes ne devaient plus, à ce niveau-là, bénéficier d'aucun traitement de faveur. Ainsi, si la constitution du parti prévoyait quatre représentantes pour les femmes sur les vingt-trois membres du Comité National Exécutif (NEC), celles-ci devaient, selon la procédure, être désignées non pas par leur propre organisation mais par l'ensemble des délégués au congrès annuel du parti, dont la grande majorité était des membres (masculins) des syndicats. Ce système, qui était de toute évidence destiné à donner le pouvoir effectif aux syndicats, généra à long terme un

³⁵ WLL, Conference Report, June 1919, p. 80.

mécontentement important parmi les femmes du parti qui constataient que les candidates choisies n'étaient pas les meilleures représentantes de la cause féminine mais, invariablement, les plus orthodoxes et les plus acceptables pour la section la plus puissante du parti. Le comité consultatif féminin, quant à lui, avait pour rôle unique de fournir des informations et de faire des recommandations et ne pouvait en aucun cas prendre de décisions concernant les intérêts féminins.

Les changements effectués ne furent d'ailleurs pas sans provoquer quelque appréhension de la part de certaines : quand le comité exécutif de la WLL s'était réuni, en octobre 1917, afin de discuter des termes de la fusion, certains membres s'étaient opposés à ce système de représentation au NEC, comprenant que le "point de vue féminin" avait peu de chances de se faire entendre³⁷. Ce fut Marion Phillips qui, au travers de réunions, d'articles et de publications diverses mit toute son énergie à défendre la nouvelle constitution, soutenant que la part de représentation accordée aux femmes était tout à fait satisfaisante compte tenu de leur inexpérience et qu'une fois qu'elles auraient prouvé leur capacité à participer activement au travail du parti, cette représentation augmenterait³⁸. Si traitement préférentiel il y avait, il se situait, selon elle, en faveur des femmes³⁹.

Après un deuxième congrès tenu à Nottingham en janvier 1918⁴⁰ et au cours duquel elles exprimèrent leur souhait de voir les sections féminines pouvoir tenir un

³⁶ *Labour Woman*, 1/6/21, p. 98 ; Labour Party Report of Annual Conference 1923, p. 60 et 1924, p. 19.

³⁷ WLL, Executive Committee Minutes, 12/10/17.

³⁸ *Labour Woman*, November 1917, p. 218. Cet argument sous-entendait que les dispositions prises pour les femmes dans la nouvelle constitution étaient temporaires et seraient revues une fois que celles-ci auraient acquis plus d'expérience. En réalité, rien ne prouvait que les dirigeants politiques en avaient la moindre intention. En fait, soixante ans plus tard, les femmes du parti travailliste continuent à réclamer le droit d'élire leurs représentantes au NEC, d'envoyer des résolutions directement au congrès annuel... (voir *Spare Rib*, September 1983, "Can Feminism Win ?", pp. 23, 28-30).

³⁹ M. Phillips, *Women and the Labour Party*, p. 13.

⁴⁰ Étaient représentées la Women's Labour League, la Women's Co-operative Guild, le Railway Women's Guild, l'ILP et de nombreux syndicats féminins.

congrès annuel et élire les membres du comité consultatif féminin⁴¹ (deux demandes auxquelles allait accéder le parti), les déléguées donnèrent leur accord à la fusion. Dans les mois qui suivirent, la propagande travailliste, à laquelle le *Labour Woman*, établi en 1913 par la WLL mais dès lors repris par le parti travailliste, participa activement, n'eut de cesse de souligner la complète égalité entre hommes et femmes engendrée par la nouvelle constitution. D'ailleurs, à l'exception du Railway Women's Guild, qui refusa de renoncer à son indépendance et résista à tous les efforts de Marion Phillips pour l'attirer dans le parti, la majorité des femmes travaillistes semblèrent accepter plutôt bien les dispositions prises à leur égard et adhérèrent au parti en grand nombre.

Malgré une rhétorique égalitariste puissante, les dirigeants travaillistes semblent cependant n'avoir été que moyennement désireux de partager le pouvoir avec les femmes et n'avoir offert que le minimum d' "égalité sexuelle" nécessaire à s'assurer le soutien des nouvelles électrices. En outre, si les sections féminines permirent de freiner l'élan vers ce qui aurait pu devenir un parti des femmes à ce moment crucial, ces arrangements auguraient une bataille entre les femmes qui décideraient de suivre coûte que coûte le parti et les féministes qui chercheraient à faire passer leurs idées.

3. Les libéraux

A la fin des années vingt, les travaillistes avaient réussi à réduire l'avance des conservateurs sans toutefois pouvoir jamais l'éliminer (le nombre d'adhérentes au parti travailliste continua à ne représenter qu'environ un quart de celles du parti conservateur). Tous deux connurent une évolution similaire : croissance rapide dans

⁴¹ La question de l'élection des représentantes au NEC n'était, curieusement, pas à l'ordre du jour.

les années vingt, sommet atteint vers la fin de la décennie, petite chute puis stabilisation dans les années trente. Les libéraux, en revanche, malgré l'importance non négligeable de la Women's National Liberal Federation à la fin de la guerre (elle comptait plus de membres en 1920 que les sections féminines du parti travailliste) ne firent aucune tentative, avant 1927, pour intégrer cette organisation libérale féminine à la structure générale du parti et la question, si elle fut évoquée à plusieurs reprises, ne reçut guère plus qu'un intérêt poli. Tandis que conservateurs et travaillistes avaient déjà procédé à d'importants remaniements qui, comptaient-ils, leur permettraient de pouvoir augmenter considérablement leurs adhésions féminines, le parti libéral, à son congrès annuel de 1919, n'accorda en tout et pour tout à la question que la brève intervention de Mrs Corbett-Ashby essayant d'attirer l'attention de ses collègues sur le rôle important pouvant être joué par les femmes dans le recrutement des électrices et proposant une résolution à cet effet⁴².

La "chasse" aux électrices, dans laquelle le parti libéral comptait bien lui aussi se lancer ne justifiait cependant pas, semble-t-il, selon lui, un remaniement immédiat de l'organisation, même si l'absence de toute initiative au sujet de l'organisation des femmes au sein du parti n'était pas sans inquiéter certaines des dirigeantes libérales. En mai 1920, dans un article du *Liberal Monthly*, Maude Illington appelait à la coopération⁴³ : il était indispensable, expliquait-elle, dans ce nouveau contexte, d'adopter une nouvelle attitude et de conjuguer les efforts des hommes et des femmes en tant que "*libéraux, sans suffixe ni affixe*", dans une nouvelle fédération égalitaire. Assurer une étroite coopération entre des hommes et des femmes qui avaient jusqu'à

⁴² "The Council recognises the special experience and knowledge of women in view of the problems of Reconstruction, gratefully acknowledges the valuable services rendered by them to Liberalism, and expresses the confident hope that this work will be continued so as to secure among women electors an increasing support of Liberal principles", "Women and the Problems of Reconstruction", Proceeding at the 36th annual meeting of the National Liberal Federation, held at Birmingham on 27 & 28th November 1919, p. 65.

⁴³ *Liberal Monthly*, "The Organisation of Liberal Women – A Plea for Joint Action", p. 11.

présent travaillé dans des associations distinctes et indépendantes et, en même temps, prendre des mesures pour mobiliser la masse des électrices encore sans attaches présentait en effet un problème indéniable qui ne pouvait être résolu ni par la complète absorption des organisations féminines ni par leur isolement prolongé de toute influence et de tout pouvoir administratif dans la politique du parti.

Il est nécessaire, avertit-elle, que les hommes se rendent compte que, si une part proportionnelle dans l'administration du parti n'est pas accordée aux femmes, il y a un danger que ne se développent des partis féminins indépendants, compte tenu du désir vif —et légitime— de ces dernières d'attirer l'attention du public vers des réformes trop longtemps négligées⁴⁴.

Son appel ne fut pas entendu : cinq ans plus tard, rejetant les recommandations du récent rapport Maclean⁴⁵ sur l'organisation du parti, et plus particulièrement sur la représentation des femmes au comité exécutif de la National Liberal Federation⁴⁶, la convention libérale soutenait encore que le parti n'avait pas atteint le stade où il était souhaitable de se défaire d'une organisation féminine distincte⁴⁷.

Contrairement aux deux organisations féminines rivales, la WNLF ne joua pas pour le parti un rôle très important dans la mobilisation des électrices et ne connut elle-même aucune expansion : après un net déclin au début de la décennie (de 95.217

⁴⁴ "It is necessary that men should realise that if an equal proportionate share in administration be not granted to women, there is a danger of the growth of independent women's parties, because of their keen and justifiable desire to direct public attention to reforms that have been too long neglected", Ibid.

⁴⁵ La commission Maclean avait été mise en place par Asquith suite à l'échec cuisant des élections de 1924, afin de déterminer ce qui n'allait pas dans le parti libéral.

⁴⁶ *Time and Tide*, 30/1/25, p. 98 : Le rapport recommandait : "that no constituency association should be eligible for affiliation to the National Liberal Federation or the Scottish Liberal Federation unless it provides by its rules that no less than one third of its officers and executive committee should be women ; and further that the NLF should co-opt on to its executive not less than three women members, nominated by the Women's National Liberal Federation, in addition to these elected under the present procedure".

⁴⁷ *Time and Tide*, 6/2/25, p. 24.

en 1920 à 66.200 en 1924), le nombre de ses adhérentes, s'il remonta (88.000 en 1926), ne parvint jamais à retrouver son importance d'après-guerre⁴⁸.

Il est difficile de ne pas voir, dans cette incapacité du parti libéral à s'adapter et à recruter massivement parmi l'électorat féminin, l'un des facteurs de son déclin dans l'entre-deux-guerres, d'autant plus que les organisations féminines allaient, on va le voir, jouer un rôle primordial dans le recrutement de nouveaux membres et, au moment des élections, dans la mobilisation des électrices.

II. A LA CONQUETE DU VOTE FEMININ :

*Il est fréquent d'entendre dire, parmi les hommes politiques, que le parti qui le premier apprendra à capter le vote des femmes restera au pouvoir pour un demi-siècle, écrivait en 1921 le Woman's Leader, mais on ignore toujours comment faire*⁴⁹.

La quantité de tracts et publications diverses adressés aux électrices durant la dizaine d'années qui suivit est sans nul doute impressionnante et donne déjà une idée assez précise de l'importance accordée aux femmes en tant que force électorale —d'autant plus lorsque l'on sait que la propagande écrite ne représentait qu'une infime partie de la totalité des efforts mis en œuvre. Elle est également révélatrice de l'idée que les hommes politiques pouvaient se faire de cette force électorale compte tenu du fait qu'une telle propagande était clairement fondée sur l'hypothèse que

⁴⁸ Women's National Liberal Federation – Sections et nombre d'adhérentes

	1920	1922	1923	1924	1925	1926
sections	723		788	746	820	919
adhérentes	95.217	67.145	71.040	66.200	75.000	88.000

(source : *The Liberal Women's News*)

⁴⁹ "It is a commonplace among politicians that the party which first learns how to attract the women's vote will be in power for half a century —but no one yet knows how it is to be done.", *The Woman's Leader*, 25/2/21, "Is there a woman's point of view ?", p. 52.

les femmes étaient "politiquement" différentes des hommes : différentes dans leurs idées, leurs priorités mais aussi leur réceptivité face à certains types d'approches plutôt que d'autres. Lors des élections de décembre 1918, parce qu'elles n'étaient pas encore totalement organisées, les sections féminines ne jouèrent pas le rôle prépondérant qui allait être le leur par la suite. En revanche, les supports choisis par les partis étaient déjà ceux qui, dans les années suivantes, allaient régulièrement servir leur propagande auprès des femmes : réunions spéciales, presse et publications diverses.

1. L'élection de 1918

Rarement, l'on s'en doute, cette attention fut plus grande que lors de ces premières élections : la majorité des candidats jugèrent tout naturellement opportun d'adresser aux nouvelles électrices quelques mots de bienvenue, certains rendant à cette occasion hommage aux services rendus par les femmes pendant la guerre, d'autres rappelant à qui voulait bien les écouter qu'ils avaient toujours soutenu la cause suffragiste ; la presse regorgea d'articles ; surtout, des réunions électorales furent organisées pour la première fois à l'attention particulière des électrices, auxquelles participèrent les principaux candidats et au cours desquelles flatteries et promesses alternèrent avec des exhortations à faire le meilleur usage possible de leur vote. Pour Neville Chamberlain, cela signifiait avant tout ne pas voter en bloc, en tant que femmes, mais individuellement, en tant que citoyennes. Pour Lloyd George, il s'agissait d'exercer ce nouveau droit et de le faire en ayant conscience que les enjeux étaient de première importance pour elles comme pour le pays.

L'avenir dépendra en grande partie de l'exercice effectif de ce droit et de la façon dont elles vont l'exercer, assure-t-il à un vaste public d'électrices rassemblé à Queen's Hall sous la présidence de Mrs Fawcett.

Aucune élection n'a jamais autant concerné le sort des femmes que celle-ci. Le confort, l'hygiène sanitaire, l'abondance de leur foyer... [l]a santé et la vie de leurs enfants [...], le statut entier des femmes de ce pays [...] seront en grande partie décidés au cours de l'élection qui va se tenir dans les prochains jours [...] des termes qui seront décidés pour la paix dépendra l'éventualité d'une guerre pour l'avenir ou pour cette génération [...] Si elles ne votent pas, ce sera là l'argument le plus fort contre ceux qui leur ont accordé le droit de vote et [cela] les privera de l'influence qu'il est essentiel qu'elles exercent⁵⁰.

Le vif succès remporté par ces réunions politiques exclusivement féminines incita par la suite les partis à renouveler l'expérience et celles-ci restèrent, pendant plusieurs années encore, partie intégrante des campagnes électorales, au grand regret de certaines féministes qui craignaient que les nouvelles électrices en viennent à être considérées comme une classe à part⁵¹. Les déclarations faites lors de ces réunions devaient en outre être prises avec un certain recul, certains candidats, emportés par l'enthousiasme du moment, trop soucieux de plaire ou basement calculateurs, n'hésitant pas à se métamorphoser, le temps d'un discours, en féministes convaincus : *"Nous devons exiger l'égalité [...] l'égalité dans l'éducation, l'égalité des salaires pour un travail égal, l'égalité des lois du mariage⁵²",* assura Lloyd George en 1918. Et Asquith, pourtant peu connu pour ses idées féministes, allait lui-même défendre, deux ans plus tard, devant celles qui allaient l'élire à Paisley, l'ouverture totale des professions libérales et de la fonction publique aux femmes, des conditions de travail et des salaires égaux dans le public comme dans le privé, affirmant en conclusion :

⁵⁰ *"The future depends very largely upon whether they are going to exercise that vote, and how they are going to exercise it [...] no election ever held was so charged with the fate of women as this election. Comfort, sanitation, the plenty of their homes [...] The health and lives of their children [...], the whole status [...] of the womanhood of this country will be decided largely at the election that takes place within the next few days [...] upon the terms of peace which are made will depend whether you are going to have war in the future or within this generation [...] If they do not vote there is no stronger argument against having given the suffrage to them and it will not give them the influence which is essential they should wield."* *The Times*, 10/12/18, "Women's Duty to Vote ; Prime Minister's Appeal", p. 6.

⁵¹ V. Brittain, *Testament of Youth*, p. 588.

⁵² *"We must demand equality [...] equality in education, equal pay for equal work, equality in the marriage laws."*, *Ibid.*

*"Maintenant que nous avons des dames au Parlement, il semble plus qu'absurde qu'il y ait la moindre difficulté pour qu'elles accèdent à des postes dans les autorités locales [ou] la magistrature..."*⁵³. Les féministes elles-mêmes n'auraient certainement pas demandé plus.

Tout comme lors de ces premières réunions, le message transmis aux femmes par le biais de tracts et de brochures par le gouvernement de coalition était avant tout de faire usage de leur vote. Alors que, au cours des élections suivantes, l'objectif allait tout naturellement être de se concentrer sur certaines questions d'actualité et de dénoncer la politique de l'adversaire, le gouvernement de coalition jugea semble-t-il préférable de commencer par intéresser les femmes à la politique⁵⁴ (en leur en expliquant brièvement les principaux aspects, le fonctionnement des partis et les questions les concernant⁵⁵), insister sur la responsabilité qu'entraînait leur nouveau droit et les dissuader de se détourner des partis établis pour un parti féminin.

*Il y a aujourd'hui parmi les femmes, et plus particulièrement parmi celles qui furent le plus actives dans la lutte pour le droit de vote, une tendance à refuser d'adhérer à aucune des vieilles associations politiques mais à former un Parti Féminin [...] Une telle attitude est franchement regrettable, car elle mènera très certainement à une sorte de guerre des sexes, hommes et femmes divisés en camps adverses, chacun se battant pour ses propres objectifs égoïstes*⁵⁶.

⁵³ "Now that we have got ladies in Parliament, it seems more than absurd that there should be any difficulty in their attaining places on Local Authorities, [or] the Bench of Justices.", *The Times*, 2/2/20, p. 14 ; *The Vote*, 2/2/20.

⁵⁴ "Do not say I cannot be bothered with politics ; or I have not time to listen to speeches or read leaflets. As you now have the Vote you ought to know how to use it, for the vote carries the graves responsibility. It may decide even between war and peace. You cannot expect to know how to use your vote unless you know something about politics", "Women and Politics", NU, n°1895, 1919.

⁵⁵ National Union leaflets : "The Women's Vote, a simple guide", n°1879 ; "Important Matters before Parliament and the Women's Vote", n°1880 ; "To Women Voters", n°1836 etc.

⁵⁶ "There is a movement among women at the present time, especially among those who were most active in working for the Vote, to refuse to join any of the old political Associations, but to form a Women's Party [...] Such a step is very much to be regretted, for it will most certainly lead to a sort of sex war, men and women being divided into opposite camps, each fighting for their own selfish ends", "To Women Voters", National Union leaflet n°1878, 1918, pp. 2-3 (voir annexe 14, propagande du parti conservateur).

Un autre argument, avancé par la coalition contre toute intention de s'abstenir ou de voter pour un tel parti, était la responsabilité des femmes vis-à-vis de leurs fils et maris tombés au front. Il était de leur devoir, ainsi que le soulignait l'un des premiers tracts publiés, de voter comme leurs disparus auraient voté, pour défendre ce pour quoi ils s'étaient battus et étaient morts⁵⁷ :

*Votre devoir est clair ; ce pour quoi ils sont morts, vous pouvez contribuer à l'obtenir ! [...] Utilisez votre voix pour garantir la Victoire et une paix durable. Votez pour un gouvernement de coalition fort, dirigé par Lloyd George*⁵⁸.

Un tel intérêt porté aux électrices par certains mêmes de ceux qui s'étaient opposés à leur suffrage ne fut pas sans provoquer quelques sarcasmes de la part des travaillistes, qui s'efforcèrent, à travers leur organe national, le *Daily Herald*, édité par George Lansbury, de dénoncer l'hypocrisie du gouvernement de coalition et de montrer que ces apparentes preuves d'attention n'étaient motivées par rien d'autre que des intérêts électoraux. Dans les jours qui précédèrent l'élection, les articles se multiplièrent pour révéler l'incohérence des arguments électoraux de leur principal adversaire et rappeler aux femmes certains comportements peu glorieux de ceux qui se posaient comme les défenseurs des droits des femmes :

Les temps changent, remarque avec ironie Margaret Cole. Autrefois, lorsque des délégations allaient interroger les dirigeants des parti libéral et conservateur au sujet du vote des femmes, on leur répondait de rentrer chez elles et de revenir un autre jour. Ou alors on leur promettait "une attention bienveillante" et un certain nombre d'autres choses, et lorsque les femmes réclamaient l'accomplissement de ces promesses, le gouvernement les jetait en prison et les torturait [...] Maintenant que Lloyd George, par gratitude envers les travailleuses de guerre, a accordé

⁵⁷ "You are trustees for the silent dead" allait de nouveau rappeler un candidat, travailliste cette fois, aux électrices de sa circonscription en 1922 (Stephen Campbell, Camlachie Parliamentary Division, "A Word to the Women", Glasgow, October 1922).

⁵⁸ "Your duty is plain ; what they died for you can help to secure ! [...] Use your vote to secure Victory and a lasting peace. Vote for a strong Lloyd George Coalition Government.", "A Word to the Women : Trustees for the Silent", NU, n°1827, 1918.

*aux femmes un droit de vote selon des conditions telles qu'aucune des jeunes travailleuses n'en bénéficiera, tous les partis capitalistes se souviennent des femmes et n'ont de cesse de rivaliser pour obtenir la voix qu'ils refusaient d'accorder...*⁵⁹.

Ainsi, le retrait au dernier moment du règlement 40-DORA⁶⁰ sur les maladies vénériennes n'était rien d'autre qu'une tactique électorale de la part du gouvernement, qui ne tarderait pas, une fois réélu, à réintroduire une loi similaire. Celui-ci n'avait-il pas par ailleurs toléré l'existence de bordels pour les soldats britanniques à l'arrière du front français ? *"Tout cela", dénonçait le Herald, n'est qu'une des preuves de la façon dont sont considérés les corps des femmes par un gouvernement qui maintenant —à des fins électorales— parle de l'égalité des sexes devant la loi !"*⁶¹

2. Les conservateurs

La propagande dont les conservateurs avaient su faire usage à l'occasion de cette première élection n'était pourtant qu'un aperçu de l'important dispositif qui allait bientôt être mis en place et qui, dès les élections suivantes, fonctionnerait à plein régime. Un nombre impressionnant de tracts et d'opuscules, la création, en 1921, d'un magazine spécialement destiné à ses sympathisantes et plusieurs centaines de milliers d'adhérentes témoignent de la détermination du parti à devenir **le** parti des femmes et à mobiliser pour lui la grande masse des électrices. Certes, l'image de la femme dans la propagande conservatrice est très traditionnelle : ménagère et mère de famille ou,

⁵⁹ "Times are changing. Once, when deputations went to interview the leaders of the Liberal and Tory Parties on the subject of votes for women, they were told to go home and come again another day. Or they were promised "sympathetic consideration" and any number of other things, and when the women claimed the fulfilment of these promises, they were thrown into prison and tortured by the Government [...] Now that Lloyd George, in gratitude to the women war-workers, has granted a vote to women on such terms that none of the younger workers will get it, all the capitalist parties have remembered the women and are tumbling over one another to get the vote they refused to give [...]", *Herald*, 14/12/18, "Women and the General Election", p;12.

⁶⁰ Mis en place pendant la guerre dans le cadre de la loi sur la défense du royaume. Voir première partie, chapitre II.

quand elle travaille, femme de ménage ou bonne⁶². Cependant, si cette image reflète indubitablement la vision conservatrice que le parti avait des femmes, elle correspond également à la réalité, le rôle des femmes, et plus encore celui des femmes de plus de trente ans, étant encore, dans l'entre-deux-guerres, majoritairement domestique. Si l'objectif du parti était d'attirer le plus d'électrices possibles, ce dernier avait par conséquent tout intérêt à présenter —et à flatter— une image de la femme dans laquelle celles-ci se reconnaîtraient —l'image donnée par la propagande travailliste n'était, à cet égard, pas très différente.

Il est vrai en revanche que, même après l'arrivée, en 1928, de femmes plus jeunes dans l'électorat, aucun effort ne fut fait pour s'adresser occasionnellement à un type de femme plus moderne et plus actif. Rares sont les références faites au travail des femmes et, si le chômage les touche, c'est principalement à travers leur mari et les conséquences sur les finances du foyer. "*Nous ne voulons pas adopter l'attitude féministe*", assure Lady Elveden en 1926 au nom des femmes du parti⁶³, et le message contenu dans de nombreux articles de la plume de ces dernières souligne que, pour une femme conservatrice, la politique n'aura jamais priorité sur ses responsabilités domestiques —révélateur à cet égard, le fait que les discussions politiques que tiennent Mrs Jones et Mrs Brown, les deux voisines de la série "*Over the Garden Wall*"⁶⁴, soient fréquemment interrompues par certaines affaires plus pressantes... telles que des pommes de terre à faire bouillir⁶⁵. Ce n'est sans doute pas

⁶¹ "*The whole thing is but a proof of how the bodies of women are regarded by a Government which now —for election purposes— talks of equality of the sexes before the law !*", *Herald*, 30/11/18, "*Keeping Women Clean*", p. 5.

⁶² Cf "*Betty and Mrs Maggs*" dans *Home and Politics*.

⁶³ "*We do not want to adopt the feminist attitude*", *Home and Politics*, April 1926, n°60, p. 12.

⁶⁴ Distribuée sous forme de tracts.

⁶⁵ "*But dear me ! It must be time I put my potatoes to boil —who would have thought politics was as interesting as all that ! (The neighbours par somewhat hastily [...] to attend to the domestic duties which await them, and to look forward to a renewal of their discussion when another opportunity occurs)*", "*Over the Garden Wall : Mrs Brown and Labour Party Promises*", NU, n°2227, 1923. Voir aussi par exemple : "*Over the Garden Wall : Mrs Brown Speaks her Mind*", NU, n°2229, 1923.

un hasard si le magazine que le parti publia, entre 1921 et 1930, à l'attention de ses militantes et de ses sympathisantes fut nommé *Home and Politics*⁶⁶ ...

L'idée de la sécurité du foyer, qui plus est, sous-tend elle-même la propagande adressée par le parti aux électrices dans ses trois grands thèmes : le panier de la ménagère, l'Empire et, surtout, les dangers du socialisme. La question de la cherté de la vie, bien que très tôt exploitée par les travaillistes et les libéraux, ne prit réellement de l'ampleur pour les conservateurs qu'à partir de 1923 lorsque, suite à la décision de Baldwin de provoquer des élections anticipées autour de la proposition d'introduire des tarifs douaniers⁶⁷, le parti se trouva obligé de justifier sa politique face à des adversaires trop heureux de pouvoir exploiter les peurs des ménagères quant à la hausse des prix qu'entraînerait le protectionnisme. Une importante campagne fut alors organisée afin de riposter et d'expliquer que le protectionnisme était nécessaire à la résorption du chômage : ses adversaires soutenaient-ils que la nourriture reviendrait plus cher à la ménagère après l'introduction de tarifs douaniers? Les conservateurs ripostaient que les enfants pourraient encore moins manger à leur faim si leur père était au chômage, n'hésitant pas, dans leur propagande, à jouer sur les sentiments maternels des électrices : "Where's the Sunday Dinner ?" demandent les enfants dont le père vient de perdre son travail⁶⁸, tandis que la ménagère, qui revient

⁶⁶ Le journal était vendu en gros aux associations de circonscription et, de là, distribué aux membres, que l'on encourageait vivement à faire lire certains numéros à des amies non conservatrices ou à en laisser chez les femmes auxquelles elles rendaient visite lors du démarchage électoral. Le nombre d'exemplaires distribués —bien que quelque peu grossi par le système de distribution— est impressionnant, passant de 40.000 à plus de 200.000 par mois, au point que le journal, en 1929, doublait régulièrement son équivalent masculin : *Man in the Street*.

⁶⁷ La question était apparue brusquement sur le devant de la scène à la suite d'une déclaration* faite par Baldwin (qui avait, en mai 1923, succédé à Bonar Law) lors du congrès de l'Association Unioniste Nationale à Plymouth le 25 octobre 1923 et à propos de laquelle aucune concertation avec les membres du cabinet n'avait eu lieu —les conservateurs étaient d'ailleurs loin d'être d'accord sur le sujet. Cette déclaration, souvent décrite comme une "gaffe" ou une "folie politique", rendit quasiment inévitable la tenue de nouvelles élections, qui eurent lieu le 6 décembre. [*"*This unemployment problem is the most crucial problem of our country [...] I can fight it... [but] I cannot fight it without weapons [...] I have come to the conclusion myself that the only way of fighting this subject is by protecting the home market...*" *The Times*, 26/10/23, p. 6]

⁶⁸ "Where's the Sunday Dinner ?", NU, n°2213, 1923.

du marché son panier à moitié vide, souffre de ne pas pouvoir offrir à sa famille tout ce dont elle aurait besoin. La solution : voter pour la politique de Monsieur Baldwin, qui veut lutter contre la concurrence de la main d'œuvre étrangère⁶⁹. "*La première préoccupation de la ménagère n'est pas de savoir si les prix ont augmenté*", résumait Mrs Bridgeman, présidente de la WUO, dans une interview au *Times*, "*mais si son mari a gagné l'argent qui lui permettra d'acheter quel que soit le prix. Il ne s'agit pas tant du prix des marchandises que du pouvoir d'achat*"⁷⁰.

Cette élection, de l'avis de tous —politiques, féministes et journalistes— fut "l'élection des femmes" : la quantité innombrable d'articles, de tracts, de discours adressés aux électrices et, surtout, les réunions publiques organisées partout dans le pays⁷¹ témoignent tous de l'importance accordée, à cette occasion, aux femmes en tant que force électorale. "*Le résultat de l'élection*", déclara Neville Chamberlain, "*repose entre les mains des femmes*"⁷². Peut-être la propagande adverse fut-elle plus efficace ? Le fait est que libéraux et travaillistes augmentèrent légèrement le nombre de leurs sièges au Parlement (de 116 en 1922 à 159 en 1923 pour les premiers, de 142 à 191 pour les deuxièmes) tandis que les conservateurs en perdirent un nombre important (de 345 à 258⁷³) et attribuèrent immédiatement —sans que cela puisse être vérifié— leur défaite au vote des femmes. Si, pour ces raisons, le parti préféra, jusqu'en 1931, laisser de côté la question du protectionnisme, il comprit cependant qu'il avait tout intérêt à exploiter plutôt qu'à rejeter les préoccupations générales

⁶⁹ "*Mother must help Mr Baldwin to do this by voting for the Unionists, who will give Father's trade Protection against Foreign labour and Mother a full market basket*", "Protection Means the Big Market Basket", NU, n°2221, 1923.

⁷⁰ "*The housewife's first question is not whether prices are higher but whether the husband has earned the money to buy at any price. It is not so much a question of the cost of goods as a question of whether the wages can buy the articles*", *The Times*, 32/11/23, "Women and the Issues. Mrs Bridgeman's View", p. 10.

⁷¹ Voir par exemple le *Times*, 22/11/23, "The Women's Budget – Sir Alfred Mond at Swansea", p. 8 ; 23/11/23, "Points from Speeches : Mr Neville Chamberlain at women's meeting", p. 14 .

⁷² "*The issue of the election lay in the hands of the women*", *The Times*, 23/11/23, p. 14.

⁷³ David Butler & Jennie Freeman, *British Political Facts*, London : Macmillan, 1963, p. 123.

concernant les denrées alimentaires que libéraux et travaillistes avaient désormais ressuscitées. Dès le lendemain des élections, il lança par conséquent une campagne énorme autour du thème de l'Empire, stimulée par la "British Empire Exhibition" tenue à Wembley en 1924, et par l'opposition des deux autres partis au Parlement à l'idée de toute préférence impériale dont il souhaitait que bénéficient les produits importés de l'Empire britannique⁷⁴. En organisant des "Semaines commerciales de l'Empire" et, chaque mois de mai, une "Journée de l'Empire", avec animations diverses et distribution de colis ("Empire food boxes") et recettes de cuisine basées sur des produits d'importation (Australie, Nouvelle-Zélande, Canada et Afrique du Sud)⁷⁵, les conservateurs trouvèrent un moyen ingénieux d'intéresser la femme moyenne à des questions politiques, en l'occurrence la réforme du système douanier avec régime préférentiel pour les pays de l'Empire britannique, tandis que l'accent mis sur la nourriture et les achats permettait de traduire les principes en quelque chose de tangible. Une partie non négligeable de la propagande écrite dans les années qui suivirent fut d'ailleurs également consacrée à la question et incita les femmes à agir de la manière qui leur était la plus simple : en exerçant leur choix de consommatrice : "*Pensez à l'Empire. Parlez de l'Empire. Soutenez-le en achetant ses produits*", encourageait un tract de 1924⁷⁶ ; "*VOUS POUVEZ PARTICIPER A LA CONSTRUCTION DE L'EMPIRE CHAQUE FOIS QUE VOUS ALLEZ FAIRE VOS COURSES*", affirmait un autre⁷⁷.

Plus présent encore dans la propagande conservatrice des années vingt était le thème du socialisme et de ses dangers pour la famille. Les femmes, parce qu'elles

⁷⁴ "Your Christmas Pudding will cost you more, because Liberals and Socialists voted against taking the taxes off Empire Grown Raisins, Currants, Plums... Vote Unionist for Cheaper Food", "The Poor Woman's Tea", NU, n°2457, 1924.

⁷⁵ *Home and Politics*, June 1924, n°38, p. 11 ; April 1925, n°48, pp. 2,6 & 8.

⁷⁶ "Think about the Empire. Talk about the Empire. Support it by buying Empire Goods", NU, n°2433, 1924.

étaient jugées plus sensibles et altruistes que les hommes, étaient, selon les conservateurs, également plus susceptibles de se laisser séduire par certains aspects du discours travailliste et il était par conséquent nécessaire de faire porter des efforts particuliers sur une propagande anti-socialiste jouant sur les peurs du bolchevisme déjà présentes avant-guerre et auxquelles la révolution russe de 1917 avait donné une nouvelle intensité : le guide conservateur du candidat de 1922 recommandait ainsi, dans un chapitre spécial intitulé "Les socialistes et les femmes"⁷⁸, de mettre l'accent, lors de la campagne, sur la condition des femmes et de la famille en Russie sous le régime bolchevique et d'évoquer tout particulièrement la "nationalisation" des femmes, la montée de l'union libre face au mariage, les facilités accordées au divorce ou encore l'obligation faite à toutes les femmes de travailler... des thèmes repris par *Home and Politics*⁷⁹ et de nombreux tracts et opuscules aux titres éloquents⁸⁰. *"Femmes ! Ne touchez pas au bolchevisme !"* exhorte un tract de 1920, *"Parce qu'il fait du culte chrétien un crime, parce que les bolcheviques russes ont montré que l'honneur des femmes n'est pas sacré. Parce que le massacre et la torture de femmes et d'enfants sous le régime bolchevique sont pratique courante"*⁸¹.

Dans un opuscule de 1924, le parti choisissait de s'adresser tout particulièrement à l'ouvrière, la plus encline à voter socialiste : la Russie, avertissait-il, n'était pas plus gouvernée qu'avant par les travailleurs mais par une minorité communiste qui exerçait une véritable tyrannie militaire sur le pays et avait mis fin à

⁷⁷ "YOU CAN BE AN EMPIRE-BUILDER WHENEVER YOU GO SHOPPING", "Buy Empire Goods", NU, n°2537, 1925.

⁷⁸ "Socialists and Women", Campaign Guide, 1922, p. 1003 à 1007.

⁷⁹ *Home and Politics*, October 1922, "The Child under Socialism", p. 13 ; July 1925, "Scenes in a Russian Divorce Court", p. 9.

⁸⁰ "A Call to Women against the Red Terror - extracts from articles by and interviews with Mrs Philip Snowden upon her return from visiting Russia" (1920),; "Women ! Learn the Lesson Russia Teaches. Don't Touch Socialism", NU, n°2081(1922) ; "To Women : Communism Destroys Marriage", NU, n°2409 (1924) etc.

la vie de famille, l'éducation, la liberté d'expression et d'action. Sans doute la ménagère britannique travaillait-elle dur, au moins le faisait-elle pour sa famille et non pas pour celle des autres :

Sous le régime communiste, il n'y a pas de vie de famille, pas de vie privée. Vous, Madame l'ouvrière, n'auriez plus le droit de vous occuper de votre petit foyer et de vos propres enfants, ou de vous enorgueillir de les tenir bien propre. Vous ne pourriez plus dire "mes enfants" [...]. mais "les enfants de l'Etat". L'Etat vous prendrait vos enfants et les élèverait à votre place⁸².

Vision sans nul doute terrifiante qui, selon les conservateurs, était un bon moyen de recruter des électrices jusqu'alors sans opinion. Mrs Boulter encourageait d'ailleurs les lectrices de *Home and Politics*, en 1925 :

Ne cessez jamais d'insister sur le mal que font les communistes, particulièrement aux femmes et aux enfants dans leurs pays car je trouve que les ouvrières qui ne sont pas très intéressées par la politique en tant que telle [...] deviennent des anti-communistes convaincues dès l'instant où vous leur expliquez ce qu'est le communisme⁸³.

Pour certains membres du parti, l'anti-socialisme, si utile fût-il, n'était cependant pas une base suffisante de propagande ; les conservateurs devaient avoir quelque chose de plus à offrir au nouvel électorat qu'une simple promesse de sécurité face aux lointains dangers de révolution. D'où le thème de plus en plus fréquent, vers la fin des années vingt, de la réforme sociale, avec l'accent mis sur les résultats

⁸¹ "...because it makes Christian worship a crime [...] because Russian Bolsheviks have shown that women's honour is not sacred. Because the massacre and torture of women and children under Bolshevism have been common acts [...]", "Women ! Dont' Touch Bolshevism !", NU, n°1975 (1920).

⁸² "Under Communism there is no family life and no privacy. You, Mrs Worker, would no longer be allowed to look after your own little home and children or take pride in keeping it clean and neat. You would not be able to say "my children" —only "the State's children". The State would take away your children and bring them up for you", "Beware of False Friends ! A Woman's Warning to Mrs Worker", NU, n°2344, 1924, p. 9.

⁸³ "Keep hammering away at the damage Communists do, particularly to the women and children in Communist countries, as I find that the working women, who are not very interested in politics as "Politics", the moment you explain Communism to them [...] make very determined anti-Communists", *Home and Politics*, July 1925, n°51, p. 23.

positifs de la politique conservatrice sur le foyer et des tracts prenant de plus en plus la forme de bilans politiques dont le but était de convaincre que le parti conservateur était le plus disposé à défendre les intérêts féminins ou, mieux, **le parti féminin**⁸⁴. "Why Women Should Vote Conservative", "Some Reasons Why You Should Join The Women's Branch of Your Local Conservative And Unionist Association", ou encore "Are You a Working Woman ? This is What the Conservative Have Done for You"⁸⁵ étaient autant de titres que suivait inmanquablement une longue liste de progrès chers aux femmes et concernant principalement la baisse du coût de la vie, la qualité de la nourriture⁸⁶, la législation concernant les femmes et les enfants⁸⁷, la santé⁸⁸, l'éducation⁸⁹, la paix⁹⁰ et, bien entendu, la réforme électorale accordant aux femmes le droit de voter au même âge que les hommes (21 ans). Les élections de 1929, au cours desquelles, pour la première fois, les femmes allaient être majoritaires dans l'électorat, incitèrent d'ailleurs naturellement le parti à redoubler d'efforts : il publia, à la fin de 1928, "What the Conservative Government has Done for Women and Children", compte rendu optimiste et détaillé des progrès dont le gouvernement se voulait l'auteur... et auquel le parti travailliste, dans une de ses publications ultérieures, s'empessa d'apporter quelques rectifications⁹¹.

⁸⁴ "Which party deserves the support of women ? The Conservative Party Record fully justifies its claim to be the Women's Party", "The Women's Party" NU, n°3021, May 1929.

⁸⁵ NU, n°2735, 1927 ; n°2780, 1928 ; n°2835, 1928.

⁸⁶ Food and Drugs (Adulteration) Act (1928), Clean Milk Regulation.

⁸⁷ Lois sur la tutelle des enfants (1925), l'adoption (1926), les maternités (1927), les pensions alimentaires (1925), la légitimation des enfants illégitimes (1926), les pensions pour les veuves, les orphelins et les retraités (1925).

⁸⁸ Public Health Act (1925), National Health Insurance Act (1928), augmentation du nombre de lits dans les hôpitaux, services dentaires dans les écoles...

⁸⁹ Diminution du nombre d'élèves par classe, accord donné à la construction de 221 nouvelles écoles, rénovation de certains établissements scolaires, augmentation du nombre de places gratuites...

⁹⁰ Soutien à la SDN, traité de Locarno (1925), admission de l'Allemagne dans la SDN, le pacte Briand-Kellog (signé à Paris en 1928), la réduction des dépenses sur l'armement...

⁹¹ Voir "Women and the General Election", London : ILP, 1929.

3. Les travaillistes

Il est difficile de dire qui des conservateurs ou des travaillistes fournit les efforts les plus importants en matière de propagande "féminine". Ce qui est certain, c'est que le parti travailliste, en passe de remplacer les libéraux comme deuxième parti du pays, prit également la question à cœur, comprenant très tôt qu'il avait beaucoup à gagner en s'attirant les nouvelles électrices, ce qui, compte tenu des liens privilégiés qui existaient depuis le début du siècle entre féminisme et socialisme, semblait tout à fait réalisable. Bien qu'il n'ait jamais été prouvé que les réformes électorales précédentes aient abouti à une augmentation immédiate ou significative du pouvoir des travailleurs, le parti travailliste et l'ILP agirent dans un premier temps comme si le vote des femmes allait modifier l'équilibre des forces politiques en faveur du mouvement ouvrier et mirent tout en œuvre pour capter ces voix. Le journal du parti, le *Daily Herald*, rend parfaitement compte de l'intérêt désormais porté aux activités politiques et industrielles des femmes et, lors des quatre années qui suivirent la réforme électorale et la fin de la guerre, consacra aux femmes du parti et, de manière plus générale, aux travailleuses, plus d'articles qu'elles n'en avaient jamais reçus et n'en recevraient jamais, n'hésitant pas à publier les rapports complets des congrès féminins et à traiter amplement des succès électoraux de leurs candidates, des discours des dirigeantes ou encore des grèves d'ouvrières⁹².

L'apparition soudaine d'une rhétorique égalitariste dans les documents officiels⁹³ et dans la presse travailliste à la fin de 1917, c'est-à-dire au moment où le

⁹² Le *Labour Woman*, équivalent de *Home and Politics*, est moins intéressant, en revanche, en ce qui concerne la propagande, que le journal conservateur pour la raison qu'il ressemble plus à un organe interne, moins destiné à convaincre les femmes sans opinion ou d'opinion politique différente qu'à informer des membres déjà convaincus des questions de politique internes au parti (comptes rendus de conférences, commentaires sur telle ou telle décision prise par le parti etc.).

⁹³ Dès le premier congrès du parti sous sa nouvelle constitution, une résolution fut votée en faveur de l' "émancipation totale des femmes" et concernant la situation des femmes mobilisées, l'égalité des salaires, leur acceptation par les syndicats ou encore l'égalité du droit de vote ("The Complete

vote de la réforme électorale était pour ainsi dire acquis, montre bien, là encore, que ce changement de direction était la conséquence directe de l'obtention du droit de vote par les femmes et non pas des changements apportés par la guerre.

Peut-être plus encore que celles des conservateurs, les premières publications du parti travailliste révèlent d'ailleurs une peur très nette devant l'émergence possible d'un parti féminin et une volonté non dissimulée d'en empêcher la réalisation et de convaincre que le parti travailliste était le parti des femmes : en soulignant tout d'abord le soutien accordé depuis toujours au suffrage féminin, en affirmant sa volonté d'obtenir les réformes chères aux femmes de la classe ouvrière, en expliquant, enfin, que les intérêts des travailleurs étaient identiques et que ces derniers ne devaient pas voter les uns contre les autres —des déclarations qui, semblait-il, auraient plus de poids si elles étaient signées par des femmes. *Women and the Labour Party*, édité en 1918 par Marion Phillips et qui reçut la contribution de personnalités telles que Mary Macarthur, Rebecca West et Margaret Bondfield, chercha ainsi, à la veille des élections, à attirer les électrices vers le parti en insistant notamment sur le soutien accordé depuis toujours aux femmes et en affirmant que les celles-ci n'avaient aucun intérêt à s'organiser séparément des hommes :

*Le parti travaille pour la création d'un système démocratique de société, dans lequel hommes et femmes pourront vivre et travailler sur un même pied d'égalité, assure Arthur Henderson dans la préface et, se félicite-t-il, les femmes de notre mouvement se sont constamment opposées à tout changement [...] qui tendait à souligner les malheureux antagonismes entre les sexes occasionné par la longue et amère bataille pour le droit de vote*⁹⁴.

Emancipation of Women", Resolution n°IX, Report of the 18th conference of the Labour Party, 26, 27 & 28 June 1918, p. 64).

⁹⁴ "The party is working for the creation of a democratic order of society in which men and women can live and work together on a footing of complete equality. The women of our movement have consistently opposed every development [...] which tended to emphasize the unhappy sex-antagonisms produced by the long and bitter struggle for the franchise ", *Women and the Labour Party*, London : Headley Bros, 1918.

Marion Phillips, à son tour, insistera quelques pages plus loin sur le fait que si une distinction peut parfois être faite entre questions féminines et masculines, celle-ci ne doit pas être poussée trop loin et qu' "*essentiellement, les intérêts des hommes et des femmes ne font qu'un*"⁹⁵).

Deux ans plus tard, la nécessité pour le parti de s'opposer à des organisations féminines ou féministes distinctes n'avait pas disparu : dans *The Real Women's Party*, publié en 1920, Ethel Snowden, après avoir expliqué les objectifs du socialisme et les aspects du programme de l'ILP présentant un intérêt particulier pour les femmes⁹⁶, encourageait les femmes à ne pas écouter celles qui cherchaient à les dissuader d'adhérer à un parti "d'hommes" : "*Il vous a très certainement été souvent suggéré*", commençait Ethel Snowden, "*qu'il serait plus sage de la part des femmes de se tenir à l'écart des partis politiques masculins et de former leur propre parti [...]. car elles risqueraient autrement de perdre leur propre identité*"⁹⁷ mais, assurait-elle, le parti travailliste indépendant n'avait jamais été un parti d'hommes et ne pouvait par conséquent pas être exclusif ou dominateur comme cela pouvait être le cas avec des partis plus anciens, jusqu'alors dirigés exclusivement par des hommes. En outre, si des organisations distinctes étaient utiles à la promotion de certains objectifs plus particulièrement féminins tels que l'égalité des droits politiques, l'internationalisme ou la lutte contre l'alcoolisme —et elle-même appartenait à plusieurs d'entre elles⁹⁸—, l'adhésion à un parti était nécessaire pour le travail politique général et pour une

⁹⁵ "*Essentially the interests of men and women are one and indivisible*", *Ibid*, p. 10.

⁹⁶ Soins de maternité pris en charge par la communauté, égalité des salaires, meilleur système éducatif, tempérance, paix... L'ILP est également le seul parti, autant que j'ai pu en juger d'après les différentes sources de propagande, à mentionner l'égalité des critères moraux, notamment en matière de lutte contre les lois contre les maladies vénériennes, la prostitution, la responsabilité des deux parents d'un enfant illégitime et l'âge de consentement.

⁹⁷ "*Doubtless it has often been suggested to you that women would be wiser to keep themselves altogether apart from men's political parties and form a party of their own [...] for then they would be in danger of losing their own identity*", *The Real Women's Party*, London : ILP, 1920, p. 15.

plus grande efficacité dans la promotion de ces objectifs⁹⁹. Cette idée était reprise par Minnie Pallister, autre membre de l'ILP, dans *Socialism and Women*, lorsque celle-ci admettait, en introduction, qu'il était temporairement nécessaire de se concentrer sur la question féminine afin de combattre les effets néfastes sur la condition de la femme de longues années de capitalisme et de certaines traditions, mais insistait sur le fait que le féminisme ne devait être qu'une étape vers un système socialiste où l'égalité totale entre les hommes et les femmes interdirait toute distinction entre questions féminines et masculines.

Cette reconnaissance du rôle des organisations féministes était, cependant, il est important de le souligner, limitée à l'ILP, dont les idées, comme en témoignent ses tracts et brochures, allaient bien au-delà, en matière d'égalité entre les sexes, de celles du parti travailliste, opposé par ailleurs à tout contact entre ses membres et une organisation féminine : égalité des salaires, droit au travail des femmes mariées, contrôle des naissances et fin de la protection légale existante basée sur le sexe du travailleur plutôt que sur la nature du travail étaient autant de questions présentes dans la propagande de l'ILP mais auxquelles le parti travailliste n'était pas prêt à accorder son soutien¹⁰⁰. Car si, contrairement à celle des conservateurs, consistant en grande partie, on l'a vu, à dénoncer le socialisme ou à faire état de ses résultats passés, la propagande travailliste est plutôt concrète (rapports d'enquêtes, mesures précises prônées...), elle offre néanmoins, tout comme celle de son adversaire, une vision très traditionnelle et domestique de la femme en tant que mère et ménagère — les deux termes les plus utilisés dans ses intitulés : *Better Times for the Housewife !* *Labour's Policy for the Home-Maker* donne ainsi des détails précis sur la façon dont les maisons devraient être conçues pour une plus grande fonctionnalité, prône

⁹⁸ Women's Temperance Association, Women's International League et NUWSS

⁹⁹ *Ibid*, p. 16.

l'utilisation de l'électricité pour alléger les tâches ménagères, de repas municipaux, de laveries municipales et le paiement d'allocations pour la mère au foyer¹⁰¹. *Motherhood and Child Endowment* défend l'extension des services de maternité (soins gratuits, aides ménagères...), le paiement à toutes les femmes de congé de maternité, des pensions pour les veuves et des services de santé gratuits pour les enfants¹⁰². Une image traditionnelle tellement présente que, même en 1929, le parti allait délaissier la nouvelle électrice —jeune femme active et célibataire dont beaucoup disaient pourtant qu'elle voterait socialiste— pour encore une fois s'adresser à la mère et à l'épouse en exhortant : "Mothers, Fight for your Hearths and Homes" et en dénonçant l'insuffisance du salaire que touchaient leurs **maris** :

*Quel salaire votre mari ramène-t-il à la maison toutes les semaines ? interrogeait un tract de 1928. Combien ? Cinquante shillings par semaine, dites-vous ? Mais comment vous en sortez-vous ? Il y a Billy et Betty et le petit John. Il n'est pas possible que cette petite somme vous permette de nourrir correctement votre mari, qui a besoin de beaucoup manger s'il veut être en forme pour son travail, et vous-même qui, comme la plupart des mères [...] ne mangez jamais réellement comme vous le devriez, et les petits qui ont besoin de beaucoup de lait et de nourriture pour leur croissance...*¹⁰³

4. Les libéraux

Si la propagande féminine du parti libéral est moins abondante que celle de ses deux adversaires, elle a néanmoins à cet égard l'avantage d'offrir une image

¹⁰⁰ Voir par exemple "What women in the ILP stand for" (annexe 15, propagande du parti travailliste).

¹⁰¹ "Better Times for the Housewife ! Labour's Policy for the Home-Maker, Herbert Morrison, 1923. Voir aussi *The Housewife's Budget*, Phillip Snowden, 1924 ; *The Housewife and World Supplies*, London : LP, 1924.

¹⁰² *Motherhood and Child Endowment*, 1923.

¹⁰³ "What wages does your husband bring home every week ? How much ? 50 shillings a week you say ? But how ever do you do on it ? There's Billy and Betty and wee John. You can't possibly properly feed your man, who wants lots of food if he's to keep fit for his work and yourself who, like most [...] mothers, never really get all you ought to have to eat, and the little ones who want plenty of milk and nourishment in these growing years, on that small amount", "Mothers, fight for your Hearths and Homes", 1929.

différente de la femme : celle-ci continue à s'intéresser à la nourriture et au coût de la vie en général, mais c'est avant tout en tant que consommatrice, non pas en tant que ménagère et mère de famille —les termes "housewife" et "mother", si prisés par les travaillistes, sont d'ailleurs quasiment absents des publications libérales. La référence aux enfants et au mari, souvent en termes d'abnégation, est d'ailleurs elle-même loin d'être systématique et si la femme, en tant que consommatrice, est concernée par la hausse des prix, ce n'est pas uniquement parce qu'elle pense aux achats du foyer, c'est aussi parce que la soie et la dentelle dont elle s'habille sont taxées¹⁰⁴. Exemples et illustrations montrent également à cet égard que la consommatrice dépeinte par les libéraux est d'un niveau social plus élevé que celle à laquelle conservateurs et travaillistes semblaient vouloir s'adresser :

*Supposez que vous ayez un jour de libre et que vous décidiez de faire quelques emplettes, commence un tract de 1928. Vous achetez un morceau de soie véritable et un peu de soie artificielle pour vous confectionner une robe et quelques sous-vêtements, quelques paires de bas [...], une paire de gants en chevreau et une en tissu, quelques boutons pour orner votre robe, un bout de dentelle pour les parements et du fil de soie...*¹⁰⁵

"Voilà les paroles d'un parti qui connaît bien peu de choses de l'électrice moyenne"¹⁰⁶ commentera le parti travailliste dans une de ses propres brochures afin de montrer à la femme de la classe ouvrière que le parti libéral n'est pas un parti pour elle mais celui des classes moyennes supérieures.

¹⁰⁴ "Cost of Living", *Liberal Policy for Women*, WNLF, 1929 ; "Taxes that Women Pay", n°2739, 1928.

¹⁰⁵ "Suppose you have a free day, and you decide to do a little shopping. You buy a piece of real silk and some artificial silk to make a frock and some under garments, a couple of [...] stockings [...], a pair each of kid and fabric gloves, some buttons with which to adorn your frock, a piece of lace for trimming and some silk tread", "Taxes that Women Pay", n°2739.

¹⁰⁶ " This is the utterance of a party which knows very little of the average woman voter", "Woman and the General Election", LP, London, 1929, p. 27.

Taxes et protectionnisme —les mots-clefs de cette propagande principalement anti-conservatrice—, ainsi que les libéraux n'hésitent pas à l'illustrer par des exemples concrets, sont responsables de la hausse des prix depuis l'avant-guerre¹⁰⁷ et représentent le principal argument contre une victoire des conservateurs en 1923 : *"Si les conservateurs remportent les élections, il est certain que toute votre nourriture vous coûtera plus cher !"* avertit un tract cette année-là. *"Pouvez-vous vous le permettre ?"*¹⁰⁸.

Contrairement aux conservateurs, cependant, qui, à la suite de la défaite que l'on sait, préférèrent taire leur préférence pour le protectionnisme, les libéraux, sans doute encouragés par les résultats de la campagne, continuèrent pour leur part à exploiter ce thème bien après 1923¹⁰⁹, insistant de temps à autre, mais il est intéressant de le noter, sur le pouvoir électoral détenu par les femmes et la façon dont celles-ci pouvaient influencer les résultats : *"N'oubliez pas"*, souligne un tract de 1926, *"que le vote des femmes décide des résultats —quand les femmes disent que le gouvernement doit être libéral, il EST libéral"*¹¹⁰.

Un dernier aspect intéressant de la propagande libérale, qui la distingue de celle des deux autres partis et nous renseigne sur l'image des femmes au sein du parti est le fait que, contrairement à celle de ses adversaires, elle va, vers la fin des années vingt, s'adresser fréquemment à la femme active et s'intéresser à ses revendications et à ses intérêts industriels (*"l'influence politique des femmes servira également [...] à*

¹⁰⁷ "To Every Woman Voter : the Message of Liberalism", n°2535, 1928 ; "To Every Woman : Do You Remember ?", n°2573, 1921 (voir annexe 16, propagande du parti libéral).

¹⁰⁸ *"If the Conservative win the election, it is certain that All Your Food will Cost You More. Can you afford that ?"*, "Protection Means Taxes on Food", n°2637, 1923. Voir aussi "Eat More Salmon", n°2638, 1923.

¹⁰⁹ "Taxes that Women Pay by Order of the Conservative Government", n°2739, 1928 ; "Women Should Vote Liberal – Safeguarding Increases the Cost of Living", n°2757, 1929.

¹¹⁰ *"Remember the Women's Vote decides what the Result will be —when the women say that the Government must be Liberal It IS Liberal"*, "A Woman's Opinion", n°2731, 1926.

protéger les intérêts des travailleuses" déclarera Herbert Samuel en 1929¹¹¹) . Le chômage, notamment, n'est plus un problème qui ne touche l'électrice qu'indirectement —par le biais de son mari— mais qui la concerne directement et contre lequel elle est encouragée à lutter. "The Woman's Part in the Liberal Plans", essai dans lequel le parti explique son programme de lutte contre le chômage, s'adresse ainsi à la fois à la femme active et à l'épouse du travailleur en promettant des emplois aux femmes à la recherche d'un travail ou employées à temps partiel et une augmentation générale du revenu des foyers aux ménagères¹¹².

Cette tentative —unique au parti libéral— de s'adresser à deux types de femmes simultanément fut particulièrement évidente en 1928 lorsque, afin de n'oublier personne parmi les nouvelles électrices, il fut décidé de publier deux tracts : d'une part "Politics and the Home"¹¹³, s'adressant plutôt à la femme au foyer et présentant, en couverture, une femme en tablier de cuisine préparant des petits gâteaux sous le regard attentif de sa petite fille ; d'autre part "The Business Girl on this New Business of Voting", adressé à la jeune femme active¹¹⁴ et représentant une jeune employée de bureau au style résolument moderne, réclamant un meilleur salaire, de meilleures chances de réussite et plus de temps pour ses loisirs. Assez révélateur sans doute quant aux changements opérés durant les années précédentes est le fait que la jeune femme se plaint de la cherté des loyers, ce qui nous indique qu'elle n'habite plus chez ses parents.

¹¹¹ "The political influence of women will[...]be used also to safeguard the interests of women workers", "Women and Politics, Speech by Herbert Samuel in Torquay on March 20th, 1929, p. 9.

¹¹² "All Women who Work, All Wives of Men who Work, All Young Women who Want Homes of their Own", conclut le tract, "All These Should Vote Liberal and so Conquer Unemployment", n°1776, 1929.

¹¹³ N°2720.

¹¹⁴ Dans "My First Vote – by a New Voter", publié en juillet 1929 dans *Home and Politics*, la jeune électrice précise : "I determined to record my vote first thing in the morning on my way to business" —un effort sans doute également de la part des conservateurs pour s'adapter (annexe 17).

La décision des libéraux de ne procéder à aucun changement dans la structure de leur parti eut pour conséquence relativement importante de les priver d'un organe tel que *Home and Politics* ou, dans une moindre mesure, le *Labour Woman*. Parce que, contrairement à la WUO ou aux sections féminines du parti travailliste, la Women's National Liberal Federation ne fut pas intégrée, au début des années vingt, au parti libéral, elle ne fut pas non plus l'outil de recrutement et de mobilisation des électrices que furent les deux premières et son journal, le *Women's Liberal Magazine*, resta assez semblable aux organes des différentes organisations féministes, publiant comptes-rendus de conférences, rapports annuels et discussions sur les projets de loi débattus au Parlement plutôt que de servir une propagande libérale et anti-conservatrice ou anti-travailliste comme c'était le cas de *Home and Politics*. Par ailleurs, si les libéraux avaient l'intention de compenser ce qui se révéla être un handicap organisationnel par une propagande importante, là encore, malgré des efforts certains, la tâche ne fut pas aisée. Les principales questions grâce auxquelles ils avaient espéré conquérir les électrices et sur lesquelles ils avaient basé leur propagande —la paix, le libre échange et ses conséquences sur le coût de la vie, l'éducation, la tempérance et le logement— étaient, allaient-ils se rendre compte¹¹⁵ trop tard, les mêmes que celles utilisées —avec, qui plus est, plus de succès— par les travaillistes.

5. Le rôle des associations et des sections féminines

Mais si le parti libéral fut réellement désavantagé par l'absence d'une organisation féminine forte à ses côtés, c'est avant tout que les WUA et les sections féminines jouèrent, dans les deux autres partis, un rôle prépondérant dans la prise de contact avec les électrices. Autant que possible, en effet —à l'exception des

¹¹⁵ *Memorandum by Mr James Scott on the Liberal Party and Women Voters*, 1940.

campagnes électorales, où l'on conseillait au candidat de s'adresser directement aux électrices— les partis favorisaient nettement le recrutement des femmes par les femmes : d'une part parce que le contact apparaissait tout naturellement plus facile, d'autre part parce que la besogne n'intéressait guère les militants qui, depuis de nombreuses années déjà, préféraient laisser aux femmes les tâches plus fastidieuses telles que le porte-à-porte électoral.

Qu'il se soit agi de recueillir les voix de nouvelles électrices ou de recruter de nouvelles adhérentes, on peut dire que les méthodes des WUAs et des sections féminines travaillistes furent relativement similaires et les efforts proportionnellement équivalents. Dans un cas comme dans l'autre, avec pour même exigence une disponibilité importante, le mot d'ordre fut de s'adapter, ce qui signifiait prendre en compte non seulement les goûts, mais aussi les contraintes familiales et ménagères qui étaient celles des femmes et qui faisaient qu'il était difficile de les contacter et de les rassembler aux mêmes moments et dans les mêmes lieux que les hommes : il était ainsi conseillé, en période de campagne électorale, d'organiser un certain nombre de réunions politiques spécialement pour les femmes qui se tiendraient l'après-midi, d'autres en plein air autour des marchés, afin que celles qui allaient faire leurs courses et qui ne se seraient pas nécessairement déplacées pour cela aient l'occasion d'entendre parler —même brièvement— du parti, ou encore de tenir de petites réunions "spontanées" dans les rues et les cours intérieures¹¹⁶. Outre ces manifestations publiques, des "Women's Visiting Committees" étaient chargés de rendre visite aux électrices à leur domicile afin de parler et de distribuer les

¹¹⁶ *Handbook for Women Organizers and Workers*", WUO, issued by the Conservative and Unionist Central Office, January 1928, *Organisation of Women Within the Labour Party – The Work of the Women's Sections*, London : Labour Party, 1920 et *Organisation of Women Within the Labour Party -*

publications du parti, et des "réunions de cottage" organisées chez l'une ou chez l'autre. Ces dernières, utiles notamment pour celles que leurs responsabilités empêchaient de s'absenter trop longtemps de chez elles, permettaient au parti d'atteindre un plus grand nombre de femmes qui acceptaient de se rendre dans le salon de leur voisine pour une petite réunion mais ne se seraient pas rendues à quelque chose de plus grand et de plus éloigné par manque de temps, d'intérêt, mais aussi par timidité : en petit comité, remarquait Mrs Bridgeman, présidente de la WUO, *"elles peuvent être beaucoup plus facilement amenées à exposer leur point de vue et leurs difficultés que ce n'est le cas à des grandes réunions"*¹¹⁷.

C'est pour ces mêmes raisons que l'aspect social joua, dans les associations conservatrices et travaillistes féminines, un rôle essentiel : soirées dansantes, thés, tournois de cartes, excursions ou réunions de couture, tous précédés d'un bref discours sur les objectifs et les activités du parti, n'étaient pas seulement un moyen efficace de collecter des fonds, ils étaient également une occasion conviviale pour les membres de se rencontrer et discuter des affaires du parti et se révélaient très utiles pour attirer de nouvelles recrues : *"Il ne faut pas oublier"* rappelait Marion Phillips à celles qui avaient tendance à mépriser ce genre d'activités, *"que la politique est quelque chose de nouveau pour de nombreuses femmes et qu'y parvenir par le biais d'activités sociales est plus facile"*¹¹⁸.

Si les femmes du parti travailliste semblent avoir éprouvé quelque gêne à l'idée de devoir recourir à de telles méthodes pour recruter et tenaient à insister sur les réunions politiques, les conservatrices, pour leur part, ne regrettaient en aucune façon

A Handbook for Officers and Members of Women's Sections, Marion Phillips, London : Labour Party, 1921.

¹¹⁷ *"They can be much more readily induced to state their views and difficulties than is the case at large meetings"*, *Home and Politics*, "Some Reflections on the General Election", January 1924, p. 3.

¹¹⁸ *"It must always be remembered that politics are new to many women, and to come into them by means of social intercourse is an easy way"*, *Organisation of Women Within the Labour Party – The Work of Women Sections*, 1920, p. 3.

cet état des choses et accordaient même une importance toute particulière à cet aspect de leur travail au point qu'il semble parfois avoir été le premier agent recruteur : la WUO n'hésitait en effet pas, dans son manuel pour organisatrices et militantes, à consacrer plusieurs pages aux différents types d'animation populaires et utiles à la collecte d'argent, des "thés-mystère" au gymkhana, et des tournois de tennis aux "baby shows", ainsi qu'aux différents clubs qui se développaient au sein de l'organisation. De même, quand Betty, la jeune électricienne de *Home and Politics*, demande à Mrs Maggs la raison pour laquelle elle devrait adhérer à une WUA, cette dernière commence par répondre : *"C'est pour que tu puisses tout apprendre de la politique et de la façon d'aider ton pays..."* puis, devant le peu d'enthousiasme dont fait preuve la jeune femme à l'idée d'assister à des réunions politiques, elle continue : *"Il y a des tas d'occasions de te divertir : des concerts, des thés, des tournois de whist et des pièces de théâtre, ainsi que des réunions ; et tout le monde est tellement gentil et amical que tu ne te sentiras jamais timide ni seule"*¹¹⁹. Dans le même numéro de *Home and Politics*, c'est également sur l'aspect social des associations féminines unionistes qu'insiste Marjorie Maxse, administratrice des organisations féminines pour le parti, dans sa lettre aux nouvelles électrices. Sans doute le parti voyait-il là le meilleur moyen de recruter des jeunes femmes que l'on disait peu intéressées par la politique ?

Quand vous adhérerez [au parti], assure Marjorie Maxse, vous deviendrez un membre officiel et recevrez des invitations à [...] des réunions, activités sociales et animations. Vous vous ferez de nouvelles amies et adhérerez à une organisation qui a des sections dans tous les

¹¹⁹ "So's you can learn all about politics and how to help your country [...] There's plenty of things to keep you lively : concerts and teas and whist drives and plays, as well as meetings ; and everyon's so nice and friendly together you never need be shy or feel lonely", *Home and Politics*, "Doing Your Bit : Mrs Maggs on the Recruiting Campaign", February 1929, p. 10.

*coins du pays de telle sorte que où que vous alliez, vous trouverez des amis pour vous accueillir*¹²⁰.

Les jeunes électrices, parce qu'il craignait qu'elles ne s'intéressent pas à la politique ou que, pire, elles se laissent attirer vers le parti travailliste, furent en effet l'objet de toutes les attentions de la part du parti conservateur et d'efforts plus importants encore qu'en 1918. Dès le mois d'août 1928 —la réforme électorale avait été votée au mois de mai— *Home and Politics* lança une nouvelle série mettant en scène deux personnages féminins : Mrs Maggs, femme de ménage d'âge mûr, pleine de bon sens et conservatrice convaincue, et Betty, la jeune bonne un peu crédule, venant juste d'obtenir le droit de vote et encore très ignorante en matière politique. Dans un décor domestique et pendant plus d'un an, Mrs Maggs, par ses conseils et ses explications, va aider Betty à y voir plus clair en politique et leurs activités quotidiennes se révéleront une source inépuisable de métaphores dans les explications fournies : étendre son linge lorsque le temps est variable est un peu comme voter libéral, on ne sait jamais à quoi s'attendre (les travaillistes étant quant à eux comparés à une bonne averse)¹²¹, tandis que le libre-échange revient à laisser son voisin venir cueillir des fleurs dans son jardin sans avoir pour autant accès au sien¹²². Comme la majeure partie de la propagande adressée à la nouvelle électrice à ce moment-là —et celle-ci fut nombreuse—, la série insistera enfin, à la veille des

¹²⁰ "When you join, you will be officially enrolled as a member and receive invitations to [...] meetings, social events and entertainments. You will make new friends and join an organisation which has branches in every part of the country, so that whenever you move you will find friends there to welcome you.", *Home and Politics*, "To the New Woman Voter", February 1929, p. 11.

¹²¹ "A regular downpour's better these days as blow rain one minute and sun the next. That's why I really can't see the use of this here Liberal Party. It's neither one thing nor another ; and what they really stand for I'm sure I can't make out [...] Like a damp washing day, you never know where you are with them", *Home and Politics*, January 1929, "Neither one Thing nor the Other. Mrs Maggs on Liberal Policy", p. 9-10.

¹²² "The foreigner can dump all his stuff over here for us to buy, while he shuts us out of his markets [...] It's just like as if I put up a great high wall to my garden, so's you couldn't even look over, but you left your front door wide open, and let me walk into your garden at any time and help myself to your flowers, even though you hadn't many left for yourself."

élections, sur la responsabilité inhérente au droit de vote de façon générale et dans la lutte contre le socialisme en particulier. A Betty qui, le jour de l'élection, hésite à aller voter parce qu'elle n'est plus vraiment sûre du choix à faire, Mrs Maggs commence ainsi par faire la leçon en insistant : *"Nous avons tous notre rôle à jouer dans cette élection"* puis, devant les hésitations de la jeune femme quant au meilleur candidat, n'hésite pas à affirmer : *"Il n'y a en réalité qu'une question à se poser... [et c'est] si oui ou non tu veux le socialisme. Si tu veux que le pays soit tout sens dessus dessous et que toutes nos entreprises et magasins soient retirés à leurs propriétaires et dirigés par l'Etat, tu voteras pour le candidat travailliste"*¹²³.

Il n'est guère surprenant, lorsque l'on sait l'optimisme des travaillistes face à la jeunesse de l'électorat et les liens entre socialistes et jeunes électrices qu'avait souligné une certaine presse au moment du vote de la réforme électorale¹²⁴, que les conservateurs aient éprouvé une certaine inquiétude quant aux batailles électorales à venir : *"Quels grands espoirs pour le mouvement travailliste !"* pouvait-on lire à la veille des élections dans un opusculé du parti travailliste dont la couverture illustrait une jeune femme se débarrassant, à l'aide de son vote (pour l'occasion représenté comme un levier), du dirigeant conservateur. *"La jeunesse a toujours été de notre côté et maintenant que ses rangs se recrutent parmi plus de 2.500.000 femmes de moins de trente ans, près de 1.500.000 autres femmes [...] de trente à trente-cinq ans et 1.500.000 jeunes gens de moins de vingt-cinq ans, le parti travailliste peut espérer*

"Well, that does seem a silly thing to do" Betty exclaimed." *Home and Politics*, March 1929, "A Matter of Common Sense. Mrs Maggs on Safeguarding", p. 8.

¹²³ *"We've all got to play our part in this Election [...] There's only one question to think about at all really [...] whether you want Socialism. If you want the country all turned topsy-turvy and all our industries and shops taken away from the owners and run by the State, you'll vote for the Labour candidate"*, *Home and Politics*, May 1929, "Things that Matter. Mrs Maggs on the Election", p. 5 (annexe 18).

¹²⁴ Voir série d'articles du *Daily Mail* en avril 1927.

doubler son résultat des dernières élections parlementaires, qui était de cinq millions et demi de voix"¹²⁵.

Les conservateurs, cependant, refusaient de se laisser impressionner : "*Il ne fait aucun doute que les socialistes considèrent les nouvelles électrices comme un terrain fertile pour leur propagande*", admettait *Home and Politics*, "*et qu'une fois semées, les graines du socialisme peuvent se révéler difficiles à arracher*"¹²⁶, mais, continuait l'article avec optimisme, les militantes du parti conservateur travaillaient depuis plusieurs mois déjà à mobiliser le nouvel électorat et allaient bientôt recevoir des renforts avec l'organisation, au niveau national, d'une "Semaine des Nouvelles Electrices", au mois de février 1929, au cours de laquelle aucun moyen de propagande ne devait être négligé. Le résultat fut certes impressionnant : pas moins de cinq mille réunions organisées à travers le pays, projections de petits films, distribution de tracts et de numéros de *Home and Politics* ou encore affiches bleues et blanches placardées sur les murs des villes et appelant : "*Aux nouvelles électrices : nous avons besoin de votre aide. Adhérez au parti conservateur*"¹²⁷. L'effort allait cependant être le dernier du genre. Après les élections de 1929, qui virent —sans que celle-ci puisse être imputée au vote des nouvelles électrices— la seconde victoire des travaillistes, tracts, articles et manifestations diverses adressés à l'électorat féminin se firent de plus en plus rares et, à la fin des années trente, avaient pour ainsi dire disparu des campagnes.

¹²⁵ "What high hopes for Labour [...] ! Youth has always been with us, and now its ranks are recruited by over 2,500,000 women under 30, nearly a further 1,500,000 [...] from 30 to 35 and 1,500,000 young men up to 25 [...] Labour may well look to doubling its last General Election vote of five and a half million", "Women and the General Election", 1929, p. 6.

¹²⁶ "Undoubtedly, the Socialists regard these new voters as a fertile field for their own propaganda and, once sown, the seeds of Socialism may be difficult to uproot.", *Home and Politics*, "New Women Voters' Week – Campaign Jottings by Organiser", February 1929, p. 2.

6. Manifestes électoraux

Sans doute la propagande politique des partis et les moyens mis en œuvre donnent-ils une idée assez précise de l'importance accordée aux femmes en tant que force électorale, ils ne fournissent en revanche pour la plupart aucun indice quant aux promesses que conservateurs, libéraux ou travaillistes étaient prêts à faire pour s'assurer les voix des électrices. Le manifeste électoral, s'il ne peut sans doute pas toujours être considéré comme un indicateur fiable de la volonté des partis à agir — qu'il s'agisse là de la condition féminine ou de toute autre question— reste l'instrument essentiel de la campagne et le seul document représentant la politique officielle du parti au moment où il paraît. Les déclarations qu'il contient, par conséquent, sont la première référence quant à la nature des promesses faites et permettent en outre, selon la présence ou l'absence de référence aux femmes, de se faire une idée supplémentaire des fluctuations subies, dans le temps et selon les partis, par l'intérêt que l'on jugeait bon de porter aux questions féminines.

On s'aperçoit ainsi que, si les partis firent énormément pour s'attirer les voix et les adhésions des électrices, ils n'étaient pas toujours prêts, en revanche, à proposer en échange des réponses concrètes à leurs revendications. La place accordée aux femmes dans le manifeste conservateur est, notamment, sans commune mesure avec l'ampleur de la propagande que le parti leur adressa durant toutes ces années et, même si elle reste proportionnellement la plus importante (le parti n'hésita pas, à deux reprises, à leur consacrer une section entière de son manifeste), les promesses faites n'offrent rien de bien radical et se concentrent une fois de plus autour du rôle féminin traditionnel ; on remarquera à cet égard que le discours travailliste est plus égalitariste et les promesses plus radicales, mais que le parti ne les tiendra pas pour autant, une fois au pouvoir.

¹²⁷ *"To the new women voters, we want your help, join the Conservative party".*

Là encore, cependant, la bonne volonté des conservateurs et des autres, et la teneur des promesses qu'il était jugé bon de faire étaient en grande partie fonction des enjeux du moment et variaient d'une élection à l'autre. Il n'est ainsi guère surprenant, par exemple, de constater que les deux principaux adversaires à l'élection de décembre 1918 n'hésitèrent pas à déclarer leur soutien total à l'émancipation féminine et à s'engager fermement à travailler pour la suppression des derniers handicaps légaux. Sous le titre : "LE VRAI PARTI DES FEMMES", le parti travailliste rappelle ainsi qu'il a toujours soutenu l'égalité entre les sexes et qu'il continue à défendre le suffrage universel, l'égalité des salaires et l'organisation des hommes et des femmes en un mouvement syndical unique¹²⁸ tandis que les candidats de la coalition affirment qu' *"il sera du devoir du nouveau gouvernement de faire disparaître toutes les inégalités qui subsistent sur le plan légal entre hommes et femmes"*¹²⁹. De quoi ravir les féministes...¹³⁰ Aux élections de 1922, en revanche, les conservateurs, parce qu'ils avaient peut-être compris qu'il était dangereux, pour les partis au pouvoir, d'avancer des promesses qu'ils n'avaient pas nécessairement l'intention ou la possibilité de tenir, ne firent aucune référence aux femmes, laissant ce soin aux libéraux et aux travaillistes, qui prônèrent respectivement l' *"égalité politique des hommes et des femmes"* et la *"suppression de tous les handicaps dont [étaient] victimes les femmes en tant que citoyennes, électrices et travailleuses"*¹³¹ après avoir, pour le parti travailliste, également insisté sur les effets déplorables des

¹²⁸ "There must be no sex party", assure-t-il, "the Labour Party is the Women's Party", "Labour's Call to the People".

¹²⁹ "It will be the duty of the new Government to remove all existing inequalities of the law as between men and women", Coalition Manifesto 1918, "Manifesto of Mr Lloyd George and Mr Bonar Law".

¹³⁰ Les Anglaises n'auront pas à attendre longtemps pour constater que ces promesses ont été faites à la légère : lorsqu'en 1919 le parti travailliste introduit un projet de loi destiné à supprimer les principales inégalités légales (Sex Disqualification Removal Act), le gouvernement de Coalition s'emploie à le faire échouer ; lorsque, encore, en 1922, Lloyd George est interrogé, à la Chambre des Communes, quant aux intentions du gouvernement à l'égard du droit de vote, il répond qu'il ne serait pas sage de rouvrir si tôt la question, qui a été réglée d'un commun accord lors du dernier Parlement (The Vote, 17/2/22, "Deliberate Betrayal").

réductions budgétaires sur la santé des mères et des enfants et réitéré sa volonté d'établir le suffrage universel.

Lorsque, l'année suivante, en décembre 1923, les conservateurs, presque exclusivement occupés à expliquer leur décision d'introduire des tarifs douaniers, ignorèrent une fois de plus les électrices dans leur manifeste, l'erreur —qu'ils tentèrent de rattraper par une propagande abondante— leur coûta cher. En face d'eux, les libéraux, déterminés à profiter d'une bataille sur la question du libre-échange pour regagner un peu de leur force passée (partisans d'Asquith et de Lloyd George unirent même leurs forces à cette occasion¹³²), avaient compris qu'il leur faudrait pour cela mobiliser l'électorat féminin sans réelle attache politique et jouer sur les questions qui lui étaient chères : après avoir, dans un paragraphe intitulé "Equal Rights for Men and Women", affirmé que leur but était d' *"assurer l'égalité politique, légale et économique entre hommes et femmes"*, ils s'empressèrent de relier leur appel aux femmes à la question du libre-échange et du coût de la vie :

*Les électrices, soulignèrent-ils, devraient être parmi les premières à reconnaître à l'attaque protectionniste contre le niveau de vie des foyers les plus pauvres et à lui résister. De toutes les sections de la communauté, elles sont le plus étroitement [...] en contact avec les prix, et personne ne sera plus touché par les tarifs douaniers que le Ministre des Finances du Foyer*¹³³.

¹³¹ "Our policy is to remove all existing disabilities affecting women as citizens, voters and workers.", Labour Manifesto 1922 : "Labour's Call to the People".

¹³² Plusieurs tentatives de réconciliation entre partisans d'Asquith et de Lloyd George avaient échoué. La lutte contre le protectionnisme fournit aux deux camps l'occasion rêvée d'une réunion. Une campagne commune fut décidée, avec un manifeste unique signé par les deux dirigeants et des candidats qui seraient simplement désignés comme "libéraux" indépendamment des étiquettes passées. Un des premiers à se rallier au parti réuni fut Winston Churchill, qui se présenta à Leicester Ouest (Mowat, *Britain between the Wars*, p. 167-8).

¹³³ "Women electors should be among the first to recognise and resist the Protectionist attack on the standard of life of the poorest homes in the country. Of all sections of the community, they are the closest and most intimate contact with prices, and no one will suffer more from Tariffs than the Chancellor of the Exchequer of the Home", Liberal Manifesto 1923, "A Call to the Nation".

Qu'il y ait eu un lien direct entre ces quelques lignes —auxquelles s'ajoutèrent, on l'a vu, quantité de publications et de discours— et les gains en députés du parti libéral aux élections de décembre 1923 est difficile à prouver mais les conservateurs préférèrent sans doute ne pas prendre le risque de renouveler leur erreur : aussi aux élections suivantes de 1924 consacrèrent-ils aux femmes une partie entière de leur manifeste intitulée "Women and Children", dans laquelle figuraient diverses propositions concernant les droits de tutelle, les pensions alimentaires, l'adoption, les gardiennes de la paix et les crimes sexuels sur la personne de femmes et d'enfants. Les travaillistes, au gouvernement depuis peu, réclamaient quant à eux plus de temps pour l'accomplissement de leur programme, faisant appel, pour cela aux sentiments des électrices dans une partie de leur manifeste intitulée "A Word to the Women" :

Cela ne signifie-t-il rien pour vous, demandaient-ils, que le travail réussi du gouvernement travailliste pour la paix, son grand programme de construction de logements, et ses réductions importantes des taxes sur la nourriture [...] soient interrompus et que le projet de loi donnant le droit de vote aux femmes à vingt et un ans selon les mêmes conditions que les hommes soit avorté ?¹³⁴

Quel qu'ait pu être l'accueil de la masse des électrices, ces derniers manifestes, comme d'ailleurs la plupart de ceux qui les avaient précédés, reçurent un accueil très critique de la part des organisations féministes, qui dénoncèrent notamment le paragraphe des travaillistes comme n'étant qu'une "lamentation hypocrite" —le gouvernement travailliste n'avait absolument pas donné toutes ses chances au projet de loi sur l'égalité du suffrage, faisaient-elles remarquer et, après avoir baissé pendant un certain temps, le prix de la nourriture était de nouveau en augmentation— et rejetèrent la façon qu'avaient les conservateurs de mêler les droits des femmes en

¹³⁴ "Is it nothing to you that the Labour Government's successful work for Peace, its great programme of Housebuilding, its sweeping reduction in Food Taxes [...] should be interrupted and that the Bill

tant que citoyennes et les mesures protectrices concernant les enfants. "*Quoi que les hommes puissent penser de ces manifestes électoraux*", décréait en conclusion *The Vote*, "*nous prédisons avec confiance qu'un grand nombre de femmes s'abstiendront non seulement de soutenir mais également de voter pour le candidat masculin d'un de ces trois partis. Cela n'en vaut tout simplement pas la peine*"¹³⁵.

Les espoirs que pouvaient encore nourrir certaines organisations féministes quant au comportement électoral féminin et la façon dont les électrices rejetteraient les partis qui ne leur accorderaient pas toute leur aide en faveur de candidates féministes n'avaient cependant —les partis, après plusieurs élections, en étaient presque certains—que peu de chances désormais de se réaliser. Lorsqu'en 1928, après une deuxième réforme électorale les concernant, les femmes devinrent majoritaires dans l'électorat, les craintes ne concernaient plus, comme en 1918, une possible mobilisation féminine autour d'un nouveau parti mais leur mobilisation derrière l'un ou l'autre des deux principaux partis (les libéraux, depuis leurs piètres résultats aux élections de 1924, n'étaient plus réellement redoutés¹³⁶) et quand, à l'approche des élections, furent publiés les manifestes des uns et des autres, les questions féminines y occupaient par conséquent une place toute particulière. Les conservateurs, notamment, leur avaient consacré à cette occasion un paragraphe particulièrement long dont l'intitulé —"Welfare of Mothers and Children"— et le contenu ne laissaient aucun doute quant à la façon dont le parti continuait de voir les femmes : les célibataires, qui représentaient près de la moitié des femmes nouvellement

giving votes for women at 21 on the same terms as men should be killed ?", Labour Manifesto 1924, "Labour's Appeal to the People";

¹³⁵ "*Whatever men may think of these Election Manifestos, we confidently predict that innumerable women will abstain not only from working for, but from voting for, any male candidate of any one of these three political Parties. It is simply not worth it.*", *The Vote*, 17/10/24, "The Parties' Manifestos, Equal Franchise Forgotten by All !", p. 333.

inscrites dans l'électorat, n'étaient nulle part mentionnées ; aucune question, comme allait le rappeler Baldwin lors d'un discours électoral radiophonique, n'était plus importante que celle de la santé des mères et du combat contre la mortalité maternelle ¹³⁷ (idée que Neville Chamberlain avait déjà évoquée lors de son propre discours électoral le mois précédent¹³⁸). Cet intérêt, cependant, parce que la question était grave et avait en effet trop longtemps été ignorée, loin de jouer en la défaveur du parti conservateur, fut applaudi de toutes parts : *"Aucune question, vraiment"*, approuvait *Time and Tide*, *"ne pouvait [...] autant plaire aux quinze millions d'électrices de tous âges dont l'opinion décidera du sort des partis lors des élections"*¹³⁹.

En s'adressant aux femmes non seulement en tant que mères, mais également en tant que citoyennes et travailleuses, le discours travailliste —le plus complet de tous et très proche du discours féministe— offrait certainement un contraste saisissant :

*La bataille pour l'émancipation des femmes n'est pas encore terminée, assurait ce dernier, Il y a d'autres anomalies et injustices —légales, sociales et économiques— qui touchent spécialement les femmes et les enfants et auxquelles il faut s'attaquer. Le Parti Travailliste reconnaît que le poids de l'injustice sociale et de l'exploitation économique pèse particulièrement lourd sur les épaules des femmes, et que celles-ci sont très gravement touchées par le chômage, les bas salaires...*¹⁴⁰

¹³⁶ Résultats de 1924 : 419 sièges pour les conservateurs, 151 pour les travaillistes, 40 pour les libéraux.

¹³⁷ Discours de Baldwin à la BBC reproduit dans *The Listener*, 1/5/29.

¹³⁸ *"serious anxiety over the continued mortality among women in childbirth"*, discours fait à la BBC et reproduit dans *The Listener*, 24/4/29, pp. 568-72.

¹³⁹ *"Mr Baldwin commonly disclaims cleverness, but if his references to the Government's Maternity programme were not the remarks of a very clever politician, they were the remarks of a very lucky one. For no subject could really appeal more widely to the 15.000.000 women voters of all ages whose opinion will decide the fate of parties at the election."*, *Time and Tide*, 26/4/29, "Maternity Benefits", p. 475.

¹⁴⁰ *"The fight for women's emancipation is not yet finished. There are other anomalies and injustices —legal, social and economic— especially affecting women and children which must be dealt with. The Labour Party recognises that the burden of social injustice and economic exploitation falls with*

Mais n'était-ce pas là rien de plus que simple rhétorique électorale ? Certes la politique du gouvernement travailliste était, en 1929, en grande partie dominée par la crise économique ; néanmoins, une fois au pouvoir, les travaillistes ne montrèrent pas plus d'empressement que leurs prédécesseurs à défendre la cause féminine. Bien au contraire, le gouvernement travailliste s'opposa fermement à l'égalité des salaires qu'il avait toujours déclaré soutenir, vota l'"Anomalies Act" selon lequel près de 200.000 femmes se virent refuser les allocations-chômage pour lesquelles elles avaient cotisé et cautionna l'application de plus en plus courante de l'interdiction faite aux femmes mariées de travailler. Aux élections suivantes de 1931, son manifeste, comme cela avait été le cas avec celui des conservateurs lorsque ceux-ci étaient au pouvoir, ne contenait plus aucune référence aux femmes : que leur était-il d'ailleurs désormais possible de promettre sans se faire immédiatement taxer d'hypocrisie, sinon par la majorité des femmes, tout au moins par les féministes ? Certes, l'on peut dire que 1931 était une élection particulière et qu'aucun des partis ne s'intéressa aux femmes, mais 1935 ne revit aucun retour aux tentatives de mobilisation des électrices qui avaient marqué la décennie précédente.

L'intérêt, réel ou superficiel, porté aux questions féminines ne survécut pas à la crise politique de 1931. Les élections, cette année-là, furent, pour la majorité des candidats, une sorte de référendum sur la confiance accordée par le peuple britannique au gouvernement d'union nationale récemment formé¹⁴¹ et ne laissaient

special severity on women, and that women are very seriously affected by unemployment, low wages...", Labour Manifesto 1929, "Labour's Appeal to the Nation", Craig, p. 85.

¹⁴¹ Le gouvernement travailliste, arrivé au pouvoir en 1929 et présidé par Ramsay MacDonald, n'avait, pas plus que les conservateurs, réussi à vaincre la crise : les chiffres du chômage gonflaient chaque jour et l'or fuyait le pays. Lorsque, cependant, face à l'ampleur du déficit public, la commission May (nommée en février 1931 par le ministre des Finances à la demande des libéraux) préconisa la réduction des dépenses publiques, avec réduction des salaires et diminution des allocations-chômage,

que peu de place aux femmes. Etouffées par la quantité de sujets jugés plus graves en ces années de crise, et notamment le réarmement de l'Allemagne et la menace d'une nouvelle guerre, celles-ci n'eurent par la suite droit qu'à de rares mentions plus que jamais limitées à leur rôle de mère et de ménagère.

Mais un autre facteur contribua indéniablement à la mise à l'écart des questions féminines dans les années trente : la motivation première des hommes politiques, en s'adressant aux femmes et en affirmant qu'ils étaient prêts à répondre à leurs demandes était la peur : peur, tout d'abord, que les voix de ces nouvelles électrices n'aillent à l'adversaire ; peur, aussi, qu'un nouveau parti —un parti féminin— n'apparaisse. Or, les nombreuses élections qui se succédèrent entre 1918 et 1928 révélèrent qu'aucune de ces craintes n'était justifiée. Une dernière appréhension apparut en 1928, lorsque les femmes devinrent majoritaires dans l'électorat : si une quelconque influence du vote féminin devait se faire sentir, ce serait alors ou jamais. Constatant une fois de plus qu'aucun changement dramatique ne s'opérait, les hommes politiques se sentirent libres de se tourner vers les sujets qui les préoccupaient alors, sans avoir à craindre de pression importante de la part des électrices.

certaines membres du cabinet travailliste déclarèrent préférer la démission du gouvernement à la caution d'une telle politique de rigueur financière. Sans avoir été mis en minorité, Ramsay MacDonald décida d'offrir la démission de son gouvernement au roi qui, tout en acceptant cette démission, lui demanda de rester pour former, jusqu'au règlement de la crise financière, un gouvernement d'union nationale avec le concours de Stanley Baldwin (conservateur) et Herbert Samuel (libéral). Le 25 août, un cabinet de coalition réduit (10 membres seulement : 4 conservateurs, 4 travaillistes, 2 libéraux), était nommé, qui était immédiatement dénoncé par le mouvement travailliste (MacDonald fut longtemps considéré comme un traître). Afin que le gouvernement national n'ait pas à subir, après quelques mois, les reproches des électeurs, des élections rapides furent provoquées afin d'obtenir, de leur part, un "chèque en blanc". "*To complete this work*", déclara Baldwin, "*it is imperative that the Government should have a national mandate giving it freedom to use whatever means may be found necessary after careful examination to effect the end in view*" (National Conservative Manifesto, 1931, "The Nation's Duty", Baldwin's General Election Message). La dissolution du Parlement fut décidée à l'unanimité par le Cabinet et des élections tenues le 27 octobre. Le gouvernement d'union nationale les remporta à une écrasante majorité, obtenant 554 sièges sur 615.

Que les partis considérèrent, pendant quelques années au moins, les femmes comme une force électorale à ne pas négliger est indéniable. Quelles qu'aient pu être par ailleurs leurs convictions —et celles-ci, si l'on en juge par le manque de promptitude à traduire leurs discours en actions étaient discutables— l'ampleur de la propagande adressée aux électrices et le fait qu'ils jugèrent indispensable de procéder à d'importants remaniements organisationnels sitôt la réforme de 1918 votée ne laissent aucun doute quant aux enjeux que représentait pour eux la présence de plus de huit millions de femmes dans l'électorat. Que le sentiment prédominant ait été l'appréhension ou la convoitise, il découlait, qui plus est, tout comme la particularité des méthodes employées, de l'hypothèse que les électrices représentaient une classe à part, dont tous les membres présentaient les mêmes caractéristiques et desquels on attendait un comportement politique identique. Les féministes elles-mêmes, malgré l'opposition de certaines d'entre elles à cette catégorisation¹⁴², encourageaient une telle attitude en reconnaissant, dans leur ensemble, que les électrices, comme toute catégorie depuis peu en possession du droit de vote, avaient certaines revendications qui leur étaient propres et que si un parti cherchait à s'attirer leurs voix, il avait tout intérêt à clamer haut et fort son soutien pour ces mêmes revendications¹⁴³. C'est en grande partie ce que les trois principaux partis entreprirent de faire dans les mois puis, plus sporadiquement, les années qui suivirent la réforme électorale, sans toujours cependant mettre ensuite beaucoup d'empressement à agir selon les principes prônés dans leurs discours.

¹⁴² Voir par exemple *Time and Tide*, 30/11/23, "The Woman Voter"

¹⁴³ *Time and Tide*, 15/6/23, "Labour's Appeal".

Parce qu'ils comprirent, après quelques années, que leurs craintes ou leurs espoirs avaient été exagérés —ce qui ne les empêcha pas de continuer à attribuer telle victoire ou telle défaite au vote des femmes— et parce que d'autres questions plus graves telles que la crise économique et la menace d'un conflit international occupaient désormais leur attention, les hommes politiques cessèrent, de façon assez brutale, leurs efforts pour conquérir l'électorat féminin.

En conclure que les partis, dès lors, ne se préoccupèrent plus des femmes en tant que force électorale serait toutefois hâtif : un rapport libéral de 1940 témoigne d'un évidente préoccupation à cet égard, soulignant l'absolue nécessité pour le parti de pouvoir compter sur les voix féminines aux élections à venir¹⁴⁴, et, quatre-vingts ans plus tard, le comportement électoral des femmes continue à faire l'objet de spéculations et à exciter les convoitises : en 1989, un opuscule de la Société Fabienne examine la stratégie à suivre pour rendre le parti travailliste plus attractif pour les femmes, désignées comme "*la clef de la victoire*"¹⁴⁵ et en 1996-1997, sans doute motivée par le rôle attribué aux femmes dans la victoire de Bill Clinton aux États-Unis¹⁴⁶, la presse britannique s'interroge plus que jamais sur l'existence d'un point de vue féminin distinct, non sans parfois une certaine condescendance vis-à-vis des raisons qui pousseraient les femmes à voter pour tel candidat plutôt que tel autre. Ainsi, tout comme en 1928 on craignait des nouvelles électrices qu'elles se laissent charmer plus par le physique d'un candidat que par son programme, en 1996, les journaux s'interrogent sur l'impact de la nouvelle coupe de cheveux de Tony Blair : "*Oublions les partis, et plus encore les politiques —la coiffure du leader travailliste semble être le facteur critique déterminant pour le résultat des prochaines élections*"

¹⁴⁴ Memorandum by Mr James Scott on the Liberal Party and Women Voters, 1940

¹⁴⁵ Patricia Hewitt & Deborah Mattinson, *Women's Vote : the Key to Winning*, Fabian Society, 1989.

raillé le *New Statesman* au mois de novembre ¹⁴⁷. Le vocabulaire employé, on s'en rend compte très vite, n'a guère changé (les femmes sont décrites comme "*l'arme secrète des conservateurs*"¹⁴⁸) et reste en grande partie celui de la séduction entre un parti et des électrices mais aussi, très explicitement, entre un homme et des femmes : Tony Blair et Bill Clinton "*cherchent à plaire*" ou "*courtisent*" les électrices¹⁴⁹ et sont respectivement décrits comme "*le monsieur de ces dames*" et un "*homme à femmes*"¹⁵⁰.

¹⁴⁶ "Clinton can thank women and the elderly for his re-election [...] The gender gap was the largest recorded since exit polls began, with 54 % of women plumping for Clinton and 38 % for Dole", *The Guardian Weekly*, 10/11/96, p. 6.

¹⁴⁷ *The New Statesman*, 15/11/96, "Tony, the ladies' man", p. 26.

¹⁴⁸ "Tories' electoral secret weapon", *The Observer*, 17/12/95, "Labour softens to win women's hearts".

¹⁴⁹ *The Guardian Weekly*, 10/11/96, "Clinton's run of luck set to an end", p. 6 ; *The Observer*, 17/12/95, "Labour softens to win women's hearts" ; *The Sunday Times*, 22/9/96, "Bill sure has a winning way as a Ladies' Man", p. 6 ...

¹⁵⁰; *The New Statesman*, 15/11/96, "Tony, the ladies' man", p. 26 ; *The Guardian Weekly*, *op. cit.* ; *The Sunday Times*, *op. cit.*

CHAPITRE II

TENTATIVES DES ORGANISATIONS FEMINISTES

POUR ORGANISER LES ELECTRICES

Devant tous les efforts déployés au cours des années vingt par les partis politiques pour séduire les électrices et les nombreuses promesses électorales que les candidats étaient souvent prêts à faire pour obtenir quelques voix, comment les organisations féministes réagirent-elles ? Parvinrent-elles notamment à tirer profit de cet avantage qu'elles semblaient détenir et à organiser les femmes en cette force électorale qu'elles attendaient depuis toujours et qui était nécessaire à la réalisation de leurs projets ?

En 1918, les hommes politiques ne s'étaient pas rendus compte que les femmes ne voteraient pas en un bloc solide, en tant que femmes ; ils craignaient qu'un parti féminin ne soit peut-être formé et, par conséquent, ne savaient pas vraiment à quoi s'attendre, observe Ray Strachey en 1928. Ils étaient naturellement très soucieux de s'assurer le 'vote des femmes', mais n'avaient aucune idée quant à la démarche à suivre. C'était le moment idéal pour les organisations féministes de se faire entendre¹⁵¹.

¹⁵¹ "In 1918 politicians had not realised that women would not vote in a solid block, as women ; they feared that perhaps a Women's Party might be formed, and consequently they did not quite know what to be at. They wanted, very naturally, to secure 'the women's vote' for themselves, but they did not know how this was to be done, and it was thus the moment for the feminists to put in their word.", Ray Strachey, *The Cause*, p. 367.

I. EDUCATION DES NOUVELLES ELECTRICES

Si, pour les partis politiques, les enjeux représentés par un électorat féminin de plusieurs millions étaient de taille, ils l'étaient peut-être plus encore pour les organisations féministes qui avaient attendu cet instant depuis longtemps mais savaient que, tout comme elles avaient beaucoup à gagner, elles pouvaient aussi beaucoup perdre, selon la façon dont les femmes feraient usage de leur vote. Celles-ci devaient prendre conscience de leur nouveau pouvoir, mais aussi apprendre à l'utiliser avec efficacité, et il fallait pour cela avant toute chose éveiller ou stimuler leur curiosité pour la politique, ce qui, les femmes étant novices en la matière, ne pouvait passer que par l'éducation et l'information. Celles-ci se firent de deux principales façons : par l'intervention de nouvelles organisations spécialement créées à cet effet et par le biais de la presse et de publications diverses.

1. Organisations éducatrices

Très tôt —dès, en fait, que la réforme électorale de 1918 avait semblé sur le point de devenir une réalité et que, d'observatrices, les femmes allaient devenir des participantes actives à la vie politique du pays—, certaines organisations féministes avaient jugé nécessaire de mettre en place des programmes d'éducation politique pour les femmes sur les droits et les responsabilités qu'impliquait cette nouvelle citoyenneté : huit millions de femmes allaient sans doute pouvoir voter aux prochaines élections, et la plupart d'entre elles n'avaient aucune expérience (à l'exception de celles qui pouvaient déjà participer aux élections municipales), ni même souvent aucune connaissance, des questions politiques et des procédures électorales. Si elles voulaient utiliser ce nouveau droit au mieux afin d'améliorer la

condition des femmes —et c'était là l'un des buts premiers des organisations suffragistes—, il était urgent de mobiliser les femmes du mouvement afin d'éveiller ou d'augmenter la conscience politique des électrices.

Dès le 29 juin 1917, les principales organisations féministes se rencontrèrent donc sous la présidence de Mrs Olgivie Gordon (présidente de la NUWW¹⁵²) et décidèrent de former un Comité Central pour la Citoyenneté des Femmes (Central Committee for the Citizenship of Women) afin de "*stimuler l'intérêt des femmes pour l'utilisation et la responsabilité du droit de vote ainsi que pour les différents devoirs de la citoyenneté*"¹⁵³. L'idée était de travailler à travers les organisations existantes et leurs sections, avec l'espoir de former de nouveaux groupes locaux qui pourraient s'affilier au comité central et procurer les renseignements nécessaires aux électrices concernant leurs droits, les procédures électorales ou encore les nouvelles lois.

En octobre 1917, un projet d'organisation fut soumis au congrès annuel de la NUWW et une résolution fut adoptée, énonçant entre autres que, durant l'année à venir, la NUWW s'efforcerait de :

*faire comprendre aux femmes de ce pays les nouveaux pouvoirs et les nouvelles responsabilités que leur confère l'extension du droit de vote selon le Representation of the People Bill ; diffuser les informations relatives aux qualifications nécessaires à l'exercice du droit de vote parlementaire par les femmes ; encourager les électrices à utiliser leur droit de vote à des fins d'intérêt national et porter clairement à leur connaissance les mesures législatives de première importance dans les réformes nationales*¹⁵⁴.

¹⁵² Plus tard le National Council of Women.

¹⁵³ "*Stimulate the interest of women in the use and responsibility of the vote and the various duties of citizenship*", *History of the NWCA*, Fawcett Library papers.

¹⁵⁴ "*-to bring before the women of the country the new powers and responsibilities granted by the extension of the franchise to women under the Representation of the People Bill ;*

- to distribute information as to the qualifications for the women's parliamentary vote ; to appeal to women voters to use their vote for national purposes, and to bring prominently before them legislative measures of the first rank of importance in national reforms.", *A Short History of the NWCA*, 1933 (Fawcett Library)

La nouvelle organisation, baptisée "Association Nationale des Femmes Citoyennes"¹⁵⁵ (National Women Citizens' Association), fut officiellement lancée en avril 1918 et inaugura en mai son association londonienne. Parmi les cinquante sociétés féminines présentes et qui participèrent à l'élaboration du programme, on pouvait compter des organisations suffragistes aussi différentes que la NUWSS, la Church League for Women's Suffrage et la Conservative and Unionist Women's Franchise Association, des groupes professionnels et industriels (Association of University Teachers, Women's Industrial Council, National Federation of Women Teachers), des associations politiques nationales ou locales (Fabian Women's Groups, Women's Local Government Society) ou encore des organisations sociales traditionnelles (Federation of Working Girls' Clubs, Mothers' Union). C'est à la suite de cette réunion du 31 mai 1918 que fut rédigée la première constitution de l'Association, adoptée le 8 novembre 1918¹⁵⁶.

Les associations de citoyennes, qui se voulaient indépendantes, furent ouvertes à toute femme de plus de seize ans, membre d'une autre société féminine ou adhérente individuelle, et se fixèrent pour objectif *"de stimuler chez les femmes un sens de la citoyenneté, d'encourager l'étude de questions politiques, économiques et sociales, et d'assurer la représentation adéquate des femmes dans l'administration locale et dans les affaires de la nation et de l'Empire"*¹⁵⁷. *"L'assistance pratique que peuvent rendre les femmes est partout nécessaire"* déclara la présidente lors du discours d'inauguration de la société londonienne, *"dans les commissions scolaires,*

¹⁵⁵ Nom déjà utilisé par des groupes locaux du nord de l'Angleterre formés en 1913 à l'initiative d'Eleanor Rathbone.

¹⁵⁶ La première révision de la constitution fut faite en mai 1936 ; une autre devint nécessaire en 1947, lorsque l'Association s'amalgame avec le National Council for Equal Citizenship.

¹⁵⁷ *"Foster a sense of citizenship in women, to encourage the study of political, social and economic questions, and to secure the adequate representation of women in local administration and in the affairs of the nation and of the Empire"*, WCA and What They Are, Leaflet n°1, 1918.

sanitaires [...] les tribunaux pour jeunes délinquants — tous ces systèmes doivent être revus"¹⁵⁸.

La National Women Citizen's Association nia toutefois constituer un "parti des femmes" —ce dont Ray Strachey la soupçonna¹⁵⁹— et assura se contenter d'aider celles-ci à accéder à la vie politique du pays. *"Notre intention n'est pas d'avoir ce qu'on appelle un Parti des Femmes, ou de soutenir des femmes simplement à cause de leur sexe"*, assure une représentante des WCAs à propos de leur politique électorale, *"car cela reviendrait à perpétuer un tort contre lequel les femmes se sont battues et protestent encore maintenant. Il est plus juste de dire de la WCA qu'elle représente tous les partis plutôt que de dire qu'elle n'en représente aucun — toutes les tendances se rencontrent afin de trouver ce qui est le mieux pour le pays"*¹⁶⁰.

Les suffragistes avaient vu dans le droit de vote des femmes le moyen de régénérer le système politique et social britannique ; c'est le but que se fixa, dès le départ, la NWCA, en déclarant ne défendre aucune politique excepté celle de *"prôner la pureté dans la vie publique et de promouvoir tout effort sincère pour le bien commun"*¹⁶¹. C'est cette même idée de l'exercice du droit de vote comme force régénératrice que souligna Mrs Ogilvie Gordon dans son discours d'inauguration, lorsqu'elle évoqua la situation à laquelle seraient confrontés les Britanniques après la guerre :

¹⁵⁸ *"The practical assistance of women is everywhere wanted on the Committees for Education, Public Health [...] Courts dealing with Juvenile Offenders —all these systems require to be reconsidered", The Citizenship of Women, Reprint of Report of NWCA Inaugural Meeting, Leaflet n°6, 1933, p. 3.*

¹⁵⁹ Johanna Alberti, *Beyond Suffrage*, p. 76.

¹⁶⁰ *"As to elections, it is not intended to have what is called a Woman's Party or to support women merely because of their sex, for that would be to perpetuate a wrong against which women have struggled and even now protest. The WCA is not so much non-party as All-Party — all shades of opinion meet to find out what is best for the nation."*, *The Catholic Citizen*, "Women Citizens' Associations", 15/10/19, p. 75.

¹⁶¹ *"upholding the purity of public life, and the promotion of sincere effort for the public good"*, *WCAs and What They Are*, Leaflet n°1, 1918.

*Il incombera [...] à notre époque d'accomplir une importante régénération des conditions sociales qui nous entourent [...], d'entreprendre avec courage et confiance, de reconstruire des maisons qui soient plus gaies et plus salubres, et de revigorer notre peuple moralement et physiquement [...] Le pouvoir électoral des femmes sera une grande force vitale dans tout ce travail de reconstruction [...] Les femmes ne doivent pas rechigner à prendre en compte et à examiner les problèmes politiques, économiques et sociaux, même si, par le passé, rares sont ceux qui les ont encouragées à le faire. C'est pour cette raison que l'idée d'établir un système national d'associations de citoyennes a été promue comme moyen de permettre la dissémination [...] d'informations précises parmi les femmes sur les affaires publiques [...] Nous ne voulons pas que le vote des femmes serve uniquement à intensifier la machine politique. Laissons les électrices créer leurs propres idéaux et leurs propres méthodes...*¹⁶²

Concrètement, cette éducation des électrices se fit, outre certaines publications, au travers de réunions destinées à donner aux femmes la chance et les moyens d'étudier les questions sociales et économiques ainsi que leurs conséquences sur les foyers, le bien-être des gens et l'éducation des enfants, les sujets abordés ayant en général trait à la circonscription concernée. Des conférences suivies de débats étaient également organisées et des groupes de femmes invitées à tenir des réunions à leur domicile, une "animatrice" pouvant être envoyée par l'association locale afin de conduire le débat¹⁶³.

Au cours des mois qui suivirent la réforme électorale de 1918, de nombreuses sociétés suffragistes locales et sections de plus grandes organisations changèrent de

¹⁶² "It will also fall to our times to accomplish a great regeneration of social conditions in our midst and to go forth boldly and confidently to rebuild homes on happier and healthier lines, and to invigorate our people morally and physically [...] The voting power of women will be a great vitalising force in all this reconstructive work [...] Women must not flinch from considering and studying political, social and economic difficulties, although in the past there may not have been many to encourage them to do so. It is for this reason that the scheme of establishing a national system of WCAs has been promoted as a means of enabling accurate information on public questions to be widely disseminated among women [...] We do not wish to see the women's vote merely an intensification of Party machinery. Let the women voters create their own ideals and methods.", *The Citizenship of Women*, Reprint of Report of NWCA Inaugural Meeting, NWCA Leaflet n° 6, 1933.

¹⁶³ *The Catholic Citizen*, "WCAs", 15/10/19, p. 76.

statut pour se reformer ensuite en associations de citoyennes¹⁶⁴, jugeant cela plus approprié aux besoins du moment, au point que la NUSEC eut à déplorer une diminution sérieuse du nombre de ses adhérentes :

La formation d'Associations de Citoyennes dans la Fédération du nord-ouest a entraîné des pertes sérieuses dans les rangs suffragistes. Toute l'activité semble concentrée dans ces associations, tandis que quelques ferventes suffragistes continuent à s'occuper d'une petite société afin de garder le contact avec l'Union Nationale. Le travail accompli par les Associations est le même qu'accomplissaient auparavant les suffragistes, et il l'est généralement par les mêmes personnes¹⁶⁵.

Dès sa première année d'existence, il devint clair que le comité central de la NWCA était à la fois composé d'éléments progressistes et d'éléments beaucoup plus modérés, et des difficultés apparurent rapidement quant au caractère des brochures à publier. Les représentantes des principales sociétés suffragistes souhaitaient ne pas perdre de vue les objectifs du mouvement féministe, tandis que les autres préféraient se limiter à fournir des informations générales sur les droits et les devoirs des citoyens, tout en encourageant les femmes à jouer un rôle dans les conseils locaux¹⁶⁶ et au Parlement. Avant même que ne se tienne la réunion générale de novembre 1918, plusieurs dirigeantes liées au mouvement suffragiste s'étaient donc retirées, parmi lesquelles la Secrétaire de l'Association, Helena Normanton.

Avec son caractère bourgeois et son indépendance vis-à-vis des différents partis, la NWCA avait beaucoup de points communs avec les groupes féministes existants, dont elle partageait d'ailleurs de nombreux buts : le progrès moral de la

¹⁶⁴ NUSEC, Annual Report, 1919, p. 25.

¹⁶⁵ "The formation of WCAs in the North-Western Federation has caused a serious depletion in the ranks of suffragists. All activity seems to be centred in these associations while a few staunch suffragists continue a small society to keep in touch with the National Union. The same work is done by the citizens as was formerly done by the suffragists, and generally by the same people", NUSEC, Annual Report, 1918, p. 50.

¹⁶⁶ Quand, en 1925, fut dissoute la Women's Local Government Society, la NWCA assumait une plus grande responsabilité dans ce domaine où, malgré une augmentation non négligeable, le nombre des femmes dans les collectivités locales restait peu élevé.

nation, la reconnaissance légale de critères moraux égaux pour hommes et femmes, ou encore un meilleur système de santé. Sa décision, en 1924, de fusionner avec la NUSEC indique d'ailleurs que, malgré un rôle distinct, la NWCA s'adressait au même public de féministes instruites de la classe moyenne que cette dernière, et sans doute n'est-ce pas totalement un hasard si Selina Cooper, une organisatrice de la NUSEC d'origine ouvrière, trouva difficile, dans une ville du Lancashire, de former une WCA parmi les ouvrières de la communauté¹⁶⁷ ; créée à Pâques en 1918, la WCA ferma ses portes au mois d'août et lorsqu'en 1920, le *Woman's Leader*, mentionna la fermeture d'un certain nombre de sections de la NUSEC dans les villes industrielles du nord, celle dont Selina Cooper était responsable en faisait également partie : l'organisation féministe, comme la WCA l'année précédente, avait dû fermer après quelques mois seulement d'existence¹⁶⁸.

Les organisations féministes ne cessèrent jamais vraiment, durant toute la période, leur travail d'éducation et d'information auprès des électrices et aux WCAs s'ajouta, en 1932, une nouvelle organisation : la National Union of Guilds for Citizenship (NUGC). Celle-ci était le résultat d'une division de la NUSEC en deux organisations distinctes, le National Council for Equal Citizenship (NCEC) et la NUGC, décidée en mars 1932¹⁶⁹. Depuis quelques années s'était en effet développé au sein de la NUSEC un mouvement de Townswomen's Guilds, aux objectifs principalement éducatifs, et qui rendait désormais nécessaire une réorganisation de l'Union. : ces sociétés jugeaient que leur développement était freiné par le programme politique de cette dernière, tandis que les activités politiques étaient

¹⁶⁷ Jill Liddington, *Selina Cooper, The Life and Times of a Respectable Rebel*, 1984, p. 291-92 (Minute Book of the WCA, Nelson Parliamentary Division, 23/4/18 to 3/8/18)

¹⁶⁸ *Ibid*, p. 310.

¹⁶⁹ NUSEC, Annual Report 1932-33.

elles-mêmes freinées par un manque de soutien évident de bon nombre de Guilds qui, largement inspirés des Women's Institutes, avaient, dès le départ, cherché à attirer toutes les femmes, quelles que soient leurs opinions, et avaient pour cela évité tout programme ouvertement féministe.

Tandis que le NCEC continua le travail politique de la NUSEC et conserva ce qui avait été, pendant dix ans, l'objectif principal de celle-ci, à savoir "*obtenir toutes les réformes nécessaires ou susceptibles d'aider à obtenir une véritable égalité des libertés, statuts et chances entre hommes et femmes*"¹⁷⁰, la NUGC choisit de se concentrer avant tout sur l'éducation des femmes en tant que citoyennes, conservant ce qui était devenu, en 1928, le premier objectif de la NUSEC : "*encourager l'éducation des femmes afin de leur permettre, en tant que citoyennes, de contribuer du mieux possible au bien commun*"¹⁷¹. La nouvelle organisation bénéficiait également d'un avantage non négligeable : un organe mensuel bien établi, *The Townswoman*, anciennement *The Woman's Leader*, qu'après 1933 la NCEC n'avait plus eu les moyens de publier. Le deuxième objectif de la NUGC, "*servir de lieu de rencontre aux femmes, quelles que soient leurs croyances ou opinions politiques, dans le but d'élargir leurs connaissances, y compris dans le domaine des activités sociales*"¹⁷², était exactement, selon Mary Stott, ce que les femmes "ordinaires" recherchaient et celles-ci arrivèrent en grand nombre, bien plus intéressées par l'aspect social que par l'aspect éducatif des programmes.

¹⁷⁰ "To obtain all such reforms as are necessary or may help to secure a real equality of liberties, status and opportunities between men and women." Celui-ci devint, en 1928, la deuxième partie seulement de cet objectif, derrière l'objectif éducatif, changement révélateur de la direction prise par NUSEC.

¹⁷¹ "Encourage the education of women to enable them as citizens to make their best contribution to the common good", NUSEC, Annual Report 1932-33, p. 3.

¹⁷² "to serve as a common meeting ground for women irrespective of creed and party, for their wider education, including social activities.", Mary Stott, *Organisation Woman : the Story of the National Union of Townswomen's Guilds*, London : Heineman, 1978, p. 19.

Malgré leur objectif éducatif commun, il est très difficile de comparer les Guilds aux Associations de Citoyennes et chaque courant est d'ailleurs représentatif de sa période et donne une idée plutôt juste de l'évolution —ou du déclin, selon les opinions— du mouvement féministe durant les vingt années qui suivirent la réforme électorale de 1918. Les années trente connurent en effet, on l'a vu, un véritable essor des sociétés féminines à orientation domestique, phénomène lié de près au développement du "nouveau" féminisme, et ce n'est pas un hasard si la NUGC connut un succès bien supérieur à la NCEC en proposant aux femmes ce qu'elles attendaient : des cours de cuisine, de couture, de décoration, de chant etc. Ce ne sont, en fait, pas tant des citoyennes que des ménagères que se proposait de former l'organisation : dans un opuscule distribué durant ses premières années d'existence, "homemaking and homecraft" se trouvent d'ailleurs en tête des activités proposées, "citizenship and equal status" à la fin. De même, une analyse des rapports annuels de 120 Guilds publiée dans le rapport annuel de 1933 révèle que les activités manuelles étaient les plus populaires (avec 300 conférences sur le sujet) et l'éducation civique et, curieusement, la santé, les moins populaires. Nulle part n'étaient mentionnés le statut des femmes ou l'usage du droit de vote par celles-ci.

Les féministes ne furent bien entendu pas les seules à s'intéresser aux nouvelles électrices et les principaux partis montrèrent presque autant d'empressement à vouloir assurer leur "éducation". *Time and Tide* remarque, en 1920, avec une ironie non dissimulée :

On dit souvent que le NOUVEL ELECTORAT a besoin d'être instruit en matière politique, étant donné que le pouvoir sans la connaissance est quelque chose de très dangereux. Un certain nombre d'associations politiques se montrent plus que désireuses de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour sauver le pays d'un tel danger en éduquant les nouvelles

*électrices aussi vite que possible. Certaines ont même été formées dans ce seul but...*¹⁷³

En réalité, comme le fait remarquer l'auteur plus loin dans l'article, si une connaissance précise de chaque question politique avait dû être la condition à l'exercice du droit de vote, peu d'hommes et de femmes dans le pays auraient été en mesure de voter¹⁷⁴. Cela n'empêcha cependant pas les principaux partis de tout mettre en œuvre pour, sous un prétexte éducatif, s'attirer de nouvelles recrues, comme le montre ce commentaire d'une dirigeante libérale :

*Le privilège et la responsabilité du droit de vote ne sont pas encore totalement compris par la masse des électrices ; nombre d'entre elles sont encore tentées de voter sur le conseil d'un mari ou d'un ami plutôt que selon une opinion formée indépendamment. L'organisation libérale toute entière combat aujourd'hui cette tendance en se concentrant sur l'éducation, l'éducation, et encore l'éducation*¹⁷⁵.

Les sections féminines, nouvellement incorporées à la structure générale des partis, furent naturellement désignées comme étant les plus à même d'accomplir une telle mission (la Women's Unionist Organisation ne cache d'ailleurs pas avoir été formée, en 1918, afin d'organiser les électrices et "*intéresser les femmes aux affaires*

¹⁷³ "It is frequently stated that the NEW ELECTORATE needs educating in political matters, since Power without knowledge is a very dangerous thing. A number of political associations are showing themselves most ready to do all that lies within their power to save the country from such a danger by educating the new voters as quickly as possible — some have been formed for that purpose alone...", *Time and Tide*, 9/7/20, "The Power of the Voter".

¹⁷⁴ Cette remarque n'est pas sans rappeler une anecdote racontée par Lady Astor en novembre 1920 : "I was canvassing once for signatures to a petition about a certain Viceroy of India, when I called on Mr. Boggs, a grocer. He read the petition carefully and then said : "Who is this 'ere man ?" "Our Indian Viceroy, " said I. "What is a Viceroy ?" asked Mr. Boggs. I explained as best I could. Mr. Boggs, satisfied, dipped his pen in the ink, and then looked up anxiously. "You're not letting the women sign this ?" he asked. "No, indeed," said I, eager for him to get on. "That's right," said he, slowly tracing his signature, "that's right, ma'm. Women don't know anything about these things."" in Maurice Collis, *Nancy Astor*, p. 84.

¹⁷⁵ "The privilege and responsibility of the vote is still not entirely appreciated by the mass of women electors ; many are still inclined to vote on the advice of husband or friend rather than on an independently formed opinion, and the whole of the Liberal organisation today is combating this tendency by concentrating on education, education, and again education", *Woman's Leader*, 27/2/25, "What is Being Done for Liberal Women".

publiques"¹⁷⁶), pouvant mêler avec plus de facilité l'aspect social et l'aspect politico-éducatif des activités. Les méthodes employées ne variaient d'ailleurs guère d'un parti à un autre : de nombreuses publications ainsi que des réunions régulières, hebdomadaires ou bimensuelles, tenues dans chaque section locale. Les femmes que leurs obligations domestiques empêchaient d'assister à ces réunions n'étaient, pour une fois, pas oubliées : les visites à domicile avec distribution d'opuscules étaient de plus en plus courantes et les Women's Unionist Associations organisèrent des réunions de "cottage", auxquelles on discutait politique, et où un invité venait parfois parler de façon informelle¹⁷⁷.

Tout porte à croire que des progrès importants ont été réalisés en matière d'éducation politique des femmes dans le parti conservateur, constate avec satisfaction, en 1925, l'une des responsables. Lorsque l'Association a débuté, les femmes demandaient aux conférenciers de traiter de questions élémentaires telles que "Comment voter", "Pourquoi les femmes doivent voter" etc. Aujourd'hui, il y a une demande pour des interventions concernant les réparations de l'Allemagne¹⁷⁸, la dette internationale, les importations et les exportations, les impôts, les réformes sociales touchant les femmes [...] Ces interventions sont choisies par les femmes elles-mêmes [qui]... sont en train de développer un esprit très critique¹⁷⁹.

Lorsque fut votée la réforme électorale de 1928, étendant notamment le droit de vote à toutes les femmes de plus de vingt et un ans, la question de l'éducation des

¹⁷⁶ *Home and Politics*, May 1921 ; WUO, *Handbook for Women Organizers and Workers*, p. 1.

¹⁷⁷ *Woman's Leader*, 30/1/25, "The political education of women in the Conservative party" ; 13/2/25, "The political education of women in the Labour party" et 27/2/25, "What is being done by Liberal women".

¹⁷⁸ Le montant des indemnités de guerres exigées de l'Allemagne par les vainqueurs de la première guerre tel qu'il avait été fixé en 1921 à Londres (Reparation Commission) était de six milliards de livres, somme exorbitante que le pays était incapable de payer et que beaucoup, en Grande-Bretagne, dénonçaient comme humiliante et destructrice pour l'économie allemande. Après de nombreux débats et de nouvelles commissions, la somme totale finalement payée par l'Allemagne ne fut toutefois que d'un milliard de livres.

¹⁷⁹ "There are many indications of the great progress that is being made in the political education of women in the Conservative Party. In the early days of the Association, speakers would be asked to lecture on such elementary subjects as "How to vote", "Why women should vote", etc. Today there is a demand for lectures on German reparations, international debts, imports and exports, taxation, social reforms affecting women [...] These lectures are chosen by the women themselves and [...] they are developing a very critical spirit.", *Woman's Leader*, 30/1/25, p. 5.

électrices se posa de nouveau, avec des objectifs —et parfois des moyens— quelque peu différents : il s'était agi, en 1918, d'initier aux affaires politiques des femmes d'âge mûr et sans aucune —ou peu— de connaissances en la matière ; en 1928, la cible était différente : il s'agissait de jeunes femmes qui avaient, depuis dix ans, pu observer leurs aînées exercer leur droit politique, mais qui n'éprouvaient peut-être pas elles-mêmes un grand intérêt pour la question.

Les "flappers", comme l'on avait surnommé ces jeunes femmes d'une vingtaine d'années, dérangeaient beaucoup de monde : dépeintes comme superficielles, masculines, et surtout trop émancipées, leur accession au droit de vote était loin de faire l'unanimité. L'éducation des jeunes électrices allait en outre, d'après les partis, devoir exiger plus d'efforts que celle des jeunes électeurs : outre un intérêt moindre pour la question, plus lié, semble-t-il, à leur âge qu'à leur sexe, celles-ci étaient également moins amenées, par leur expérience, à discuter politique. Des milliers de jeunes femmes de moins de vingt-cinq ans étaient en effet enregistrées comme étant "sans profession" et vivaient soit chez leurs parents, soit avec leur mari, autrement dit totalement isolées du monde extérieur et, surtout, du monde du travail ; quant à celles qui occupaient un emploi, elles étaient majoritairement concentrées dans des secteurs peu syndiqués ou la domesticité, ce qui, à cet égard, équivalait pratiquement à vivre à la maison. L'éducation par l'expérience était donc souvent, en ce qui les concernait, beaucoup plus limitée que chez les hommes du même âge.

2 - Les médias

A partir de 1918, et durant toutes les années qui suivirent, les différentes publications suffragistes ne cessèrent jamais de rappeler aux femmes combien il était important d'exercer leur nouveau droit, et de leur donner des conseils sur la meilleure

façon de le faire. Comme les différentes associations de citoyennes, elles refusèrent cependant de diriger le choix politique de leurs lectrices, préférant voir leur rôle comme étant de fournir un maximum de données afin d'aider celles-ci dans leur choix.

A chaque élection parlementaire ou municipale, les principaux organes féministes tentèrent de lutter contre l'apathie de l'électorat en soulignant à chaque fois les enjeux de l'élection et en montrant de quelle façon les femmes pouvaient, grâce à leur droit de vote, peser dans la balance. Certains ouvrirent même à plusieurs reprises leurs colonnes aux trois principaux partis, invitant ceux-ci à donner leur point de vue et à expliquer leur programme, et laissant à leurs lectrices le soin de se forger leur propre opinion¹⁸⁰.

Cela ne signifie bien entendu pas que les journaux en question ne prirent jamais parti pour l'un ou l'autre des protagonistes politiques, mais que s'ils le firent, ce fut en fonction des actions —ou souvent de l'inaction— de ceux-ci plutôt que d'une quelconque allégeance politique. Libéraux, travaillistes et conservateurs furent d'ailleurs en règle générale aussi visés les uns que les autres par les critiques et les rares louanges concernèrent plus souvent des initiatives individuelles que la ligne d'action de l'un ou l'autre des partis —il est vrai qu'il y eut, à cet égard, durant l'entre-deux-guerres, peu de raisons de féliciter qui que ce soit.

Un aspect sur lequel, en revanche, tous les journaux insistèrent, était la nécessité pour les femmes de s'organiser : "*L'électeur individuel ne compte pratiquement pas tant qu'il n'est pas organisé au sein d'un groupe*", insiste *Time and Tide*¹⁸¹. Le choix d'un groupe de pression ou d'un parti politique devait cependant se faire avec soin, et les grands partis n'étaient pas nécessairement le meilleur choix : un

¹⁸⁰ *Woman's Leader*, 20/1/25, 13/2/25, 27/2/25 ; *The Vote*, 25/1/29, 8/2/29, 15/2/29.

petit groupe de nouveaux venus, qui plus est inexpérimentés, n'avait, avertissait le journal, que peu de chances, une fois à l'intérieur de ces derniers, de pouvoir influencer les programmes avant de nombreuses années. Il pouvait en revanche s'avérer plus efficace d'adhérer à un petit groupe dont l'électrice approuvait le programme, et dont la force résidait dans le fait que l'issue d'une élection dépendait globalement d'un petit nombre de voix :

En temps normal, les agents électoraux peuvent être sûrs que les quatre-cinquièmes des votants soutiendront en masse les principaux partis. C'est du cinquième restant, les indécis, que dépendra l'élection, et c'est dans l'espoir de capturer ce cinquième que vont être mises en œuvre toutes les ruses et toutes les flatteries. Un petit groupe peut, en conséquence, exercer un pouvoir considérable, sans commune mesure avec le nombre de ses membres, à condition qu'il soit compact et sache exactement ce qu'il veut¹⁸².

L'arrivée, en 1928, de 5,24 millions de femmes dans l'électorat refit de l'éducation des électrices une question de première importance. Le *Woman's Leader* en profita pour lancer une nouvelle série : "Letters to a New Voter from an Old Voter"¹⁸³, où, sous la forme d'une correspondance, des conseils étaient prodigués à la jeune électrice et différents aspects de la politique abordés, tels que l'opportunité d'adhérer à un parti ou à une organisation indépendante, les politiques des différents partis ou encore l'importance des femmes au Parlement.

La radio elle-même fut pour la première fois utilisée avec, durant les mois qui précédèrent l'élection de 1929, une émission hebdomadaire intitulée "A Woman's

¹⁸¹ "The individual voter practically does not count until he is organised into some group or other...", *Time and Tide*, 9/7/20, "The power of the voter".

¹⁸² "In normal times, the party agents can count on four fifths of those who go to the polls voting in solid groups with the big parties. The remaining fifth, the floating voter, turns the whole election. All wiles and blandishment are naturally concentrated in an attempt to catch that fifth. It follows from this that a small group may exercise very considerable power quite out of proportion to its numerical strength, provided it is compact and knows what it wants.", *Time and Tide*, Ibid. Voir également Duverger dans *The Political Role of Women*, p. 15.

Commentary" et animée par Ray Strachey, et une émission bi-mensuelle : "Question for Women Voters". A la même période où étaient diffusés sur les ondes les discours électoraux des hommes politiques, l'émission proposait des débats sur différents sujets pouvant intéresser les électrices : l'impact des affaires étrangères sur le pays, la protection légale, les allocations familiales ou encore la façon la plus efficace pour les femmes d'influencer la législation (adhérer à un parti ou à une organisation indépendante ?)¹⁸⁴.

Outre la presse et la radio, les petits guides à l'usage des électrices se multiplièrent durant la période et, là encore, les féministes ne furent pas les dernières à utiliser ce moyen d' "éducation", qui devint particulièrement populaire après 1928. *Why Should I Vote ?*, *The Girl Voter*, *The New Voter*, ou encore *Towards Citizenship*¹⁸⁵ titrèrent des ouvrages bien décidés à prendre en main l'éducation de la jeune électrice mais aussi, souvent, comme le dénonçait le *Woman's Leader*, à servir la propagande d'un parti¹⁸⁶. Ils sont pour la plupart assez semblables, souvent construits sur le même modèle : des chapitres traitant de thèmes actuels avec un regard se voulant féminin ("Britain's plight", "The causes of trade depression", "Three ways out" (Conservative, Liberal, Labour ?), "War or Peace", "Health, Home

¹⁸³ Premier numéro : 8/2/29.

¹⁸⁴ Voir *The Listener*, programmes radiophoniques de 1929 :

22/1/29 : "Foreign affairs and how they affect us" ; 5/2/29 : "Does restrictive legislation benefit women wage-earners" débat entre Elizabeth Abbott (représentant l'Open Door Council) et Marion Phillips (les sections féminines du parti travailliste) ; 19/2/29 : "Should wages be supplemented by family allowances ?" (intervention d'Eleanor Rathbone) ; 19/3/29 : "Can women influence legislation more effectively by joining party or non-party organisations ?" .

¹⁸⁵ Williams-Ellis A. & Plummer L.A., *Why Should I Vote ? A Handbook for Electors*, London : Gerald Howe, 1929, 136 pp. (très pro-travailliste) ; White, E.M., *The Girl Voter — Talks on her Inheritance, her Responsibilities and her Opportunities*, London : Herbert Russel, 1930 (pour la jeune fille) ; Challoner Phyllis & Matthews, Vera L., *Towards Citizenship*, London : P. S. King, 941 pp. ; Dore Harold & McKinnel J.A., *The New Voter* , London : Longman, 1929, 106 pp. (pour la jeune électrice).

¹⁸⁶ *Woman's Leader*, 15/2/29, "Food for the new voter".

and School"...¹⁸⁷) chacun suivi d'une liste de lectures conseillées ou, dans le cas de jeunes lectrices, d'exercices d'application¹⁸⁸. Il s'agit de familiariser du mieux possible la femme ou la jeune fille avec son environnement politique, mais aussi de l'inciter à réfléchir aux questions actuelles et à s'intéresser à autre chose qu'à son univers domestique :

Il est curieux que les femmes en particulier, qui savent, selon l'expression biblique, 'comment prodiguer à leurs enfants de bons soins', ne puissent pas ou ne désirent pas regarder plus loin que leur propre cercle domestique et ne se rendent pas compte que ce qui est bon pour leurs enfants est en fait ce dont ont besoin tous les enfants [...] De nombreuses femmes ne semblent pas capables d'étendre leur bon sens au-delà du cercle de leur famille proche ou de voir que si nous voulons une grande Angleterre [...] c'est exactement cette sorte de bon sens que nous devons appliquer à nos affaires nationales¹⁸⁹.

George Bernard Shaw lui-même écrit en 1928, bien que dans un genre différent, son *Guide de la femme intelligente en présence du socialisme et du capitalisme*¹⁹⁰ et la Duchesse d'Atholl, député conservateur, publie en 1931 *Women and Politics*¹⁹¹, dans lequel elle se donne pour objectif d'informer les femmes sur les principales questions

¹⁸⁷ A. William-Ellis, *Why Should I Vote ?*

¹⁸⁸ "EXERCISES

1. Consider the district in which you live, and write out how you would arrange a museum for it.
2. Make out that list of things and places that are public, which is mentioned in this chapter.
3. Draw a diagram of an imaginary administrative county, putting in the places that have a Council. Make a key to it.
4. Cut out accounts from newspapers telling about any town or city that has a pageant or celebration to illustrate pride in its history.
5. If you were a member of a Women's Institute in a remote village, what subjects would you suggest for lectures ?", E.M. White, *The Girl Voter*, p. 47.

¹⁸⁹ "It is strange that women particularly, who know, in the Bible's phrase, "how to give good gifts unto their children", are not able or not willing to look outside their own circle, not realising that what is good for their own children is really pretty much what all children need [...] Many women do not seem able to extend their good sense beyond the circle of their immediate family, or see that if we want England to be great, [...] then it is this sort of sense that we must apply to our national affairs.", A. William Ellis, *Why Should I Vote ?*, p. 120-1.

¹⁹⁰ G.B. Shaw, *The Intelligent Woman's Guide to Socialism, Capitalism*, New York : Brentano's Publishers, 1928.

¹⁹¹ Duchess of Atholl, *Women and Politics*, London : Phillip Allan, 1931 ("This book [...] endeavours, in the first place, to meet what I believe to be a desire on the part of many women to add to their background of political knowledge. There is a great stirring of interest in political questions among us ; most women are keenly anxious to make good use of their citizenship, but few have had time or opportunity for any study", p. 1).

actuelles, et plus particulièrement celles les touchant directement, et le rôle qu'elles peuvent jouer en tant qu'électrices et membres d'organisations politiques. Il s'agit, selon l'organe de la NUSEC, d'une véritable cour faite à la nouvelle électrice par auteurs et éditeurs¹⁹² mais qui va, tout naturellement, aller en s'estompant passée la réforme de 1928.

II. ACTIVITES ELECTORALES

La NUSEC déclarait en 1922 : *"Une élection est une grande occasion d'éduquer l'électorat en même temps que les candidats, et tout devrait être fait pour en faire plein usage"*¹⁹³.

Quelle qu'ait pu être l'efficacité des stratégies mises en place le reste du temps, il est en effet certain que les organisations féministes avaient tout intérêt à utiliser, pour appuyer leurs revendications, la pression directe que pouvaient désormais exercer les femmes en tant qu'électrices. Les élections locales, mais surtout parlementaires, offraient, à cet égard, l'occasion idéale pour une action de la sorte, étant le moment où non seulement les femmes pouvaient faire entendre leurs voix sur les questions qui leur tenaient à coeur, mais également celui où l'on pouvait attendre de leur représentants potentiels qu'ils montrent le plus d'empressement à les écouter. Il était par conséquent nécessaire pour les organisations féministes de faire de cette participation féminine un outil aussi efficace que possible en organisant les électrices. L'objectif était double : d'une part favoriser l'accès d'un plus grand nombre

¹⁹² *Woman's Leader*, 15/2/29.

¹⁹³ *"An election is a great opportunity for educating the electorate as well as the candidates, and every effort should be made to utilize it fully"*, *How to conduct a non-party election campaign*, NUSEC, October 1922, p. 3.

de femmes au Parlement —car elles semblaient être les mieux placées pour défendre les intérêts féminins—, d'autre part faire en sorte que les députés s'engagent à soutenir les mesures égalitaires réclamées par les féministes.

1 - Soutien de candidates

*Toute femme qui a à coeur les causes pour lesquelles les femmes, en tant que femmes, sont principalement responsables, devrait faire tout son possible pour obtenir l'élection du plus grand nombre possible de femmes dans le prochain scrutin*¹⁹⁴.

Les idées féministes, constatait avec raison Lady Rhondda au début des années vingt¹⁹⁵, perdaient de leur substance et de leur intensité quand elles étaient débattues à la Chambre des Communes et la meilleure façon d'éviter que ne soient dénaturés les rares projets de loi que les organisations parvenaient à introduire au Parlement était, de toute évidence, d'obtenir une présence féminine suffisante parmi les députés. Les principales organisations féministes s'attelèrent immédiatement à la tâche, partant du principe qu'aussi longtemps que les discriminations contre les femmes existeraient, il était du devoir de ces dernières de voter, non pas pour un parti mais contre une telle discrimination.

L'élection de 1918, si elle ne leur avait guère laissé de temps pour organiser une campagne adéquate, avait en revanche montré aux féministes qu'il restait beaucoup à faire si elles voulaient que les gens comprennent la nécessité d'avoir des représentantes féminines à la Chambre des Communes¹⁹⁶. Il était impératif que l'élection générale de novembre 1922, qui allait être la première occasion pour elles

¹⁹⁴ "Every woman who cares for the causes for which women, as women, are primarily responsible, should strain every nerve to secure the return of as many suitable women as possible in the coming Election", *How to Conduct a Non-Party Election Campaign*, NUSEC, October 1922, p. 3.

¹⁹⁵ *The Times*, 24/10/24.

¹⁹⁶ *The Vote*, 3/1/19, p. 36.

d'organiser une véritable campagne, fût soigneusement préparée. Dès 1919, la Women's Freedom League, au travers de son journal, s'efforça de faire comprendre aux femmes la nécessité de s'organiser et d'exploiter la force politique qui était maintenant la leur :

Il y a assez de force dans les organisations féminines pour obtenir l'élection au Parlement de candidates de valeur et un nombre important de membres qui, si elles étaient élues, rendraient d'immenses services à l'Etat. Les femmes devraient, par conséquent, immédiatement organiser cette force, adopter leurs candidates, se procurer le financement nécessaire à leur campagne, construire leur dispositif politique et entrer sans plus attendre dans la lutte¹⁹⁷.

Il fut également suggéré, lors d'une conférence tenue au début de l'année par l'organisation, que des cours ou des conférences soient organisés pour les femmes partout dans le pays et que des spécialistes viennent parler des principaux aspects d'une campagne électorale afin que les femmes puissent acquérir une connaissance précise de la façon dont celle-ci devait être conduite.

1921 fut également, à cet égard, une année riche en activités avec, notamment, la formation de différentes organisations constituées dans le but précis de soutenir les candidatures féminines. Le Comité pour l'Election des Femmes (Women's Election Committee¹⁹⁸), créé en mai 1921 pour promouvoir l'égalité des femmes avec les hommes dans l'Etat expliqua dans *Time and Tide*, les raisons de sa formation :

¹⁹⁷ "There is force enough in the women's organisations to secure the return of suitable women to Parliament, and a great number of women in those organisations who would, if elected, render immense service to the State. Women should, therefore, at once organise this force, adopt their candidates, secure the necessary funds to run them, build up their political machinery and enter the contest without delay.", *The Vote*, 23/5/19, "Women A Political Force", p. 196.

¹⁹⁸ Object : To assist or run Women Parliamentary Candidates of all the recognized political parties in Parliament and suitable women standing independently, provided that all candidates thus assisted
(a) Stand for the equality of men and women in the State
(b) Have a reasonable amount of support in the constituencies they desire to represent. (1st Annual Report, pamphlet 324.941006)

*Cela fait plus de deux ans que les femmes ont le droit de siéger au Parlement. Si nous voulons que les objectifs du mouvement féministe soient atteints, il est essentiel d'avoir, au sein du Parlement, un groupe de femmes qui, qu'elles soutiennent ou non un parti, s'engageront à travailler pour la pleine égalité entre hommes et femmes sur le plan politique, économique et légal. C'est dans ce but que le Comité pour l'Election des Femmes a été formé, avec pour objectif de fournir, pour le soutien de candidates convenables, les fonds et l'organisation nécessaires sans lesquels aucune femme ne peut espérer entrer au Parlement*¹⁹⁹.

Car c'était là l'un des problèmes non négligeables —il y en avait d'autres— auxquels étaient confrontées les candidates, qu'elles se présentent comme indépendantes ou comme représentantes d'un parti : ces derniers étaient parfois prêts à accepter une candidate ; ils l'étaient beaucoup plus rarement à lui accorder le soutien financier et organisationnel dont ils faisaient bénéficier leurs candidats ; la dépense était, il faut dire, souvent jugée inutile étant donné que la plupart des sièges donnés à disputer aux femmes n'avaient que peu de chances d'être remportés.

Le WEC se donna donc comme objectif non seulement d'aider des candidates sélectionnées par un parti, mais également de présenter ses propres candidates, à la condition que toutes soutiennent l'égalité des hommes et des femmes et aient un soutien suffisant dans les circonscriptions qu'elles souhaitaient représenter. Il accorda ainsi son aide à douze candidates au cours de l'élection de 1922, mais deux seulement, Nancy Astor et Mrs Wintringham (toutes deux déjà en place !) furent élues. D'autres, parmi lesquelles Ray Strachey, obtinrent néanmoins de bons résultats.

¹⁹⁹ "More than two years since women were enabled to sit in Parliament. If the aims of the women's movement are to be realised it is essential to have in Parliament a body of women who, whether supporters of a political party or not, will be pledged to work for full equality between men and women — politically, economically and legally. With this end in view, the WEC has been formed with the object of providing, for the support of suitable candidates, the necessary funds and organisation without which no woman can hope to enter Parliament.", *Time and Tide*, 20/5/21, "The Women's Election Committee", p. 490.

La même année, le comité exécutif de la NUSEC décida de nommer un Sous-Comité Electoral (Election Sub-Committee), dont le travail se répartissait en trois principaux domaines : élections partielles, candidatures féminines au Parlement et préparations pour une élection générale²⁰⁰. Tout comme le WEC, la NUSEC était prête à donner le soutien officiel de l'Union à la candidature parlementaire de toute femme, indépendante ou représentante d'un parti, à condition toutefois que celle-ci acceptât de soutenir les objectifs et le programme de la NUSEC, et dont on pouvait s'attendre à ce qu'elle servît la cause féministe une fois au Parlement. Un opuscule publié par la NUSEC, *Notes on Election Work*, indiquait les qualités qu'une candidate potentielle devait posséder si elle souhaitait bénéficier de l'aide de l'organisation, à savoir : 1) être une bonne "féministe", c'est-à-dire comprendre en détail les questions se rapportant à la vie des femmes en tant qu'épouses, mères, ou travailleuses, et croire fermement à l'égalité de statut, liberté et chances entre hommes et femmes (une femme ne possédant pas ces qualités ferait plus de mal que de bien à un moment où la grande majorité des députés hommes au Parlement s'étaient engagés à soutenir une telle égalité) ; 2) avoir une certaine expérience du gouvernement local ou d'une autre forme de travail public, si possible dans la circonscription disputée ; 3) avoir une connaissance générale des questions et leur porter un intérêt véritable afin que la moitié masculine de l'électorat puisse la considérer comme sa représentante autant que la moitié féminine²⁰¹.

²⁰⁰ NUSEC, Annual Report 1921, p. 5

²⁰¹ *Notes on Election Work for the Use of Women Candidates and their Workers*, NUSEC, 1921. Les candidates elles-mêmes prenaient d'ailleurs soin de souligner qu'elles ne cherchaient pas à être élues en tant que représentantes des femmes mais des hommes et des femmes réunis. Nancy Astor et Ray Strachey déclarèrent respectivement, en 1922 : "... my help to the men of the upper and lower deck, to teachers, to the unemployed, etc, shows that I have not only been a sex representative [...] I appeal for the support of men and women of all parties and classes." ; "I am a woman, but if you elected me I should, of course, endeavour to represent the men as well as the women in the Division." (*The Woman's Leader*, 10/11/22, p. 324 ; p. 325).

Malgré des ressources limitées, les sociétés féministes parvinrent à offrir leur aide à presque toutes les candidates. La NUSEC, par exemple, put utiliser ses groupes régionaux afin d'aider celles qui se présentaient dans leur district (E. Rathbone (Ind.) à Liverpool, Mrs Alderton (Ind. Lib.) à Edimbourg, Helen Fraser (Nat. Lib.²⁰²) à Glasgow...²⁰³) tandis que la LSWS se chargeait de son propre secteur, qui couvrait la plupart des arrondissements de la capitale et dans lequel elle offrit notamment son aide à Susan Lawrence (Trav.), Edith Picton-Tuberville (Trav.) et Ray Strachey (Ind.).

Différents problèmes se posèrent néanmoins à elles : le nombre parfois élevé de candidates, tout d'abord, signifiait qu'il était impossible de fournir une aide suffisante à toutes ; il arrivait par ailleurs que celles-ci se présentent contre de vieux amis de la NUSEC et des partisans de toujours des causes féministes²⁰⁴ et il était alors difficile pour les organisations féministes de ne plus soutenir des candidats qui avaient prouvé leur attachement à la cause, d'autant que ceux-ci avaient tout de même plus de chances d'être élus que leurs opposantes. La politique électorale de la NUSEC, telle qu'elle avait été décidée en 1920, ne prévoyait d'ailleurs pas de limiter le soutien de l'organisation aux candidates, mais de l'accorder également aux candidats qui soit avaient, par le passé, rendu des services importants à la cause, soit disputaient l'élection face à un opposant hostile à la cause ; dans les deux cas, ces candidats devaient se déclarer prêts à défendre le programme de l'Union²⁰⁵.

²⁰² "Independent Liberals" : partisans d'Asquith. "National Liberals" (ou Coalition Liberals) : partisans de Lloyd George et anciens membres de la coalition (pour plus de détails voir Chris Cook, *A Short History of the Liberal Party*, chapitre 7 : "A Party Divided : 1918-1923").

²⁰³ NUSEC, Annual Report 1922, p. 9.

²⁰⁴ Exemple de la LSWS : "*Nine [women] stood for constituencies within the Society's area. It was obviously impossible to give adequate help to all these, especially as some of them were standing against men who were old friends of the society and constant supporters of the women's causes.*", LSWS, Annual Report, 1922, p. 7

²⁰⁵ NUSEC, Annual Report 1920, "Election policy".

Il n'était, en outre, pas toujours facile pour la NUSEC ou la WFL de convaincre les candidates d'accepter leur aide. Les conservatrices, par exemple, qui bénéficiaient, en comparaison avec leurs collègues d'autres partis, de circonscriptions plus faciles à remporter, n'avaient souvent aucun rapport avec le mouvement féministe et n'acceptaient par conséquent pas nécessairement de coopérer. A Berwick, en 1923, Mabel Hilton Phillipson refusa d'adopter la politique de la NUSEC (elle et la duchesse d'Atholl également élue en 1923, votèrent même contre des projets de loi destinés à accorder aux femmes l'égalité du droit de vote) et à Southend, en 1927, Lady Iveagh refusa de répondre aux questions de la NUSEC, qui en fut réduite à la soutenir pour la seule raison qu'elle était une femme²⁰⁶.

La coopération entre candidates travaillistes et organisations féministes ne fut pas non plus telle que ces dernières l'auraient souhaitée. A l'élection partielle de Northampton, en 1920, le *Woman's Leader* ne put pas cacher son désarroi devant le fait que Margaret Bondfield avait conduit sa campagne autour du conflit du travail et du capital, en bonne représentante de son parti, mais n'avait pratiquement pas mentionné les questions féminines²⁰⁷. La NUSEC, tout en reconnaissant qu'elle n'était "*pas exactement l'une d'entre [elles]*"²⁰⁸, envoya néanmoins quelques volontaires pour l'aider durant sa campagne de 1922 à Northampton²⁰⁹, tout comme elle aida, durant plusieurs années, d'autres candidates du parti travailliste (les candidates socialistes, comme Jennie Lee, refusèrent en revanche de répondre aux approches d'organisation²¹⁰).

Dans les circonscriptions où se présentait une candidate, la WFL, tout comme la NUSEC, conseillait à l'électrice de voter pour celle-ci, quel que soit son parti ;

²⁰⁶ NUSEC, Executive Minutes, 22/11/27.

²⁰⁷ *Woman's Leader*, 1/4/20.

²⁰⁸ "*Not exactly one of ourselves*", *International Women's Suffrage News*, December 1922, p. 43.

²⁰⁹ NUSEC, Annual Report 1922, p. 8.

dans le cas contraire, elle lui demandait de "*mettre de côté tous les préjugés et sympathies politiques et de voter pour le candidat qu'elle cro[yait] sincèrement pouvoir être le plus utile aux femmes dans la nouvelle Chambre des Communes*"²¹¹.

Il est dès lors peu surprenant que certaines candidates du parti travailliste, peut-être plus que tout autre, n'aient pas vu d'un bon oeil cet opportunisme qui recommandait l'abandon de toute allégeance à une idéologie politique au profit d'un intérêt pragmatique, en l'occurrence des réformes féministes :

*On demandera à certaines d'entre vous de voter pour des femmes qui se présentent contre des candidats travaillistes et des membres de sociétés coopératives [...] On vous dira qu'il faut des femmes, quels que soient leurs partis, afin de représenter les femmes à la Chambre des Communes. N'acceptez pas cela, insiste le Labour Woman. Souvenez-vous que le parti travailliste a donné son soutien actif à chaque mesure [...] destinée à améliorer la situation des femmes [...] Ce n'est pas pour le sexe du candidat [...] mais pour ses principes que nous devons voter*²¹².

Le choix, enfin, d'accorder le soutien de l'Union aux candidates de tout parti, quel qu'il soit, ne put pas toujours être appliqué avec la facilité escomptée. La NUSEC reconnaissait ainsi en 1923 que la prépondérance de candidates libérales et travaillistes par rapport à celles du parti conservateur avait conduit à un soutien particulier pour ces partis²¹³, et la même remarque peut s'appliquer à l'élection de 1929 où, sur les quatorze candidates aidées par la NUSEC, on comptait six travaillistes (S. Lawrence, E. Picton-Tuberville, M. Whately, E. Wilkinson, M.

²¹⁰ NUSEC Executive Minutes, 11/1/23.

²¹¹ "to put aside all party prejudices and predilections, and to vote for the candidate who, she honestly believes, will be the greatest help to women in the new House of Commons", *The Vote*, 10/11/22, première page.

²¹² "Some of you will be asked to vote for women who are standing against Labour and Cooperative members and candidates. You will be told that women are needed, irrespective of party, to represent women in the House of Commons. Do not accept this. Remember that the Labour Party has given active support to every measure put forward by women or men to better women's position, that the Party fought always for women's suffrage [...] We hope to have Labour women as well as men in Parliament. It is not the sex of the candidate, however, but their principle for which we should vote.", *The Labour Woman*, 1/11/22, "The Labour Party is the Women's Party", p. 172.

Bondfield et E. Stewart), six libérales (M. Wintringham, M. Corbett-Ashby, Lady Stewart, Hornabrook, M.E. Marshall et C.B. Alderton), une conservatrice (N. Astor) et une Indépendante (E. Rathbone)²¹⁴. Cette même année, l'une des sociétés affiliées à la NUSEC (celle de Glasgow) expliqua d'ailleurs qu'elle s'abstenait d'accorder son soutien aux candidates, ses membres préférant travailler pour leurs partis respectifs²¹⁵.

En dépit de tous les efforts mis en oeuvre et des capacités indubitables de bon nombre des intéressées, la promotion de candidates ne donna pas les résultats escomptés, et l'arrivée d'un peu plus de cinq millions de nouvelles électrices en 1928 n'apporta pas de grands changements. Néanmoins, l'élection d'un plus grand nombre de femmes au Parlement resta l'un des objectifs principaux des organisations féministes et, en 1937, plusieurs d'entre elles se rencontrèrent de nouveau afin de discuter des mesures à prendre dans ce but. A la suite de la création, début octobre, à Glasgow, d'un Comité pour la Représentation de Femmes (Glasgow Women's Representation Committee), établi principalement grâce aux efforts du Conseil Ecossais des Associations de Citoyennes et de la WFL, le Comité Electoral Féminin Centrale (Central Women's Electoral Committee) fut formé en février 1938 qui, par le moyen de campagnes d'éducation permanentes, de contacts avec les commissions d'investitures, de soutien de candidates, travailla pour un plus grand nombre de femmes au pouvoir et une participation plus active des femmes aux élections²¹⁶. De

²¹³ NUSEC, Annual Report 1922, p. 8.

²¹⁴ Le nombre total de candidates à cette élection était de 69.

²¹⁵ Glasgow Society for Women's Suffrage, Executive Minutes, 15/4/29, in M. Pugh, *The Women's Movement*, p. 56.

²¹⁶ Là encore, cependant, certaines femmes politiques n'hésitèrent pas à faire part à la WFL de leur réserve vis-à-vis de ce genre d'initiative et de la promotion de candidates : "*I would deprecate as exceedingly harmful to women any attempt to put forward women candidates as such*" écrit Mrs Mavis Tate, député conservateur, à Miss Underwood, secrétaire générale de la WFL ; "*I am very much*

brève existence, il n'allait cependant pas être la dernière tentative du genre : en 1940, Edith Summerskill, députée travailliste, encouragea fortement le Six Point Group à lancer une initiative pour assurer l'élection, quel que soit leur parti, de cent femmes au Parlement pour la prochaine élection, prévue en 1945²¹⁷, et, en 1942, une nouvelle organisation, Women for Westminster, vit le jour avec deux principaux objectifs : le soutien aux candidates et une utilisation "active" par les femmes de leur droit de vote. Comme les tentatives précédentes, celle-ci n'obtint cependant pas les résultats escomptés²¹⁸.

2 - La pression sur les candidats :

Dès 1918, les sociétés féministes avaient cherché à aider les électrices dans leur action électorale en publiant des listes de questions pouvant être utilisées pour interroger les candidats lors de leur campagne et s'assurer de leurs opinions et de leurs intentions en matière de politique féminine²¹⁹. La NUWSS avait ainsi publié, dans chaque circonscription, un questionnaire de quinze demandes à adresser aux candidats et représentant tous les aspects du programme de l'Union²²⁰, et la Société des Femmes pour le Gouvernement Local (Women's Local Government Society) une liste de sept questions couvrant l'égalité des salaires, l'égalité des chances dans l'éducation et la formation, la suppression des restrictions sur l'emploi des femmes,

against men or women being selected on account of sex alone" écrit à son tour Mrs Corbett Ashby (TBG papers, letters from Mrs Tate, MP, dated 13/7/37 and from Mrs Corbett Ashby, dated 16/7/37)

²¹⁷ "She did not mind what party, for the women already in Parliament had found it possible to work together on feminist issues irrespective of party.", Minutes of the SPG AGM, 7/3/40, in M. Pugh, *Women and the Women's Movement*, p. 281.

²¹⁸ On note l'existence, encore au début des années 90, du Labour Women's Network, dont l'objectif est d'obtenir qu'un plus grand nombre de femmes soit élu au parlement, notamment en soutenant les femmes qui souhaitent se porter candidates. Formé en 1988 par quatre femmes travaillistes déçues par les résultats électoraux des femmes de leur parti aux élections de 1987, l'organisation comptait, au début des années 90, environ 400 adhérentes.

²¹⁹ Voir exemples de questionnaires annexe 19.

l'égalité des critères de moralité et la nécessité d'avoir des femmes dans les commissions gouvernementales²²¹.

Ce genre de questionnaire devint, dans les années vingt, un outil électoral courant, utilisé de manière systématique par de nombreuses organisations féministes et de plus en plus souvent directement envoyé aux candidats. Celui qu'élabora la NUSEC pour les élections de 1922 fut ainsi adressé à tous les candidats, hommes ou femmes, et consistait en seize questions couvrant notamment l'égalité du droit de vote, l'égalité des salaires et des chances, le chômage, les droits de tutelle, les gardiennes de la paix, les pensions alimentaires, la nationalité des femmes mariées, les femmes jurés, les pensions pour les veuves, l'admission à Cambridge, l'imposition des femmes mariées et la représentation proportionnelle²²². La WFL publia pour sa part une liste de questions dans son journal, encourageant ses lectrices à obtenir des réponses signées de la part de leur candidat et à lui faire ensuite parvenir ses réponses. Le questionnaire comprenait cinq sections, subdivisées en sous-sections, et qui couvraient le droit de vote, l'admission des femmes à la Chambre des Lords, l'égalité des salaires et des chances, l'âge de consentement à 16 ans pour garçons et filles, des droits égaux pour les femmes mariées en matière de tutelle, d'emploi, de nationalité, l'imposition séparée des époux, et une formation professionnelle et des allocations égales pour les femmes au chômage²²³.

Les questionnaires n'étaient pas seulement un moyen de faire connaître aux électrices les idées de tel ou tel candidat sur les questions qui touchaient de près les femmes, ils servaient également à soutirer aux candidats des promesses sur les

²²⁰ *IWSN*, January 1919, p. 48.

²²¹ *IWSN*, December 1918, p. 32.

²²² "Questions to Parliamentary Candidates, General Election, 1922", NUSEC.

²²³ *The Vote*, 10/11/12, "WFL Manifesto".

réformes qu'ils accepteraient de soutenir une fois au Parlement et pouvaient par conséquent, en cas de non respect de ces promesses, permettre de prouver la mauvaise foi du député. La première question posée était généralement : "*Ferez-vous pression sur le gouvernement afin qu'il propose au plus tôt et assure la réussite des lois nécessaires à : ...*", "*Aiderez-vous à faire en sorte que : ...*" ou encore "*Si vous êtes élus au Parlement, vous battrez-vous pour : ...*"²²⁴.

Les résultats de ces questionnaires étaient ensuite publiés et utilisés comme propagande auprès des électrices qui désiraient savoir qui défendre et comment optimiser l'usage du droit de vote à l'avantage des femmes, certaines organisations allant, à certaines occasions, jusqu'à utiliser les réponses fournies pour établir des listes de candidats favorables ou non favorables à la cause féministe²²⁵.

Les candidats étaient inondés de tels questionnaires (Mary Grant, suffragiste et candidate libérale, déclara à une réunion du WEC en avoir reçu cent²²⁶) et, pour ceux qui choisissaient d'y répondre, la tâche devait être d'autant plus monotone que ceux-ci, bien qu'émanant de différentes organisations, étaient souvent très semblables, pour ne pas dire identiques. Pour l'élection générale de 1924, les principales organisations décidèrent de s'unir pour cette démarche, soulignant le besoin d'établir rapidement 1) l'égalité du droit de vote entre hommes et femmes et l'accession des femmes à la Chambre Haute ; 2) l'égalité des salaires et des chances dans l'industrie, les professions libérales, la fonction publique et les services du gouvernement local ; 3) l'égalité de statut pour les femmes mariées en matière de tutelle des enfants,

²²⁴ "*Will you, if elected, urge the Government to introduce legislation and to pass it through all its stages at the earliest possible date to secure :...*", WFL, *The Vote*, 10/11/22 ; "*Will you support ? —*" Questionnaire aux candidats conservateurs, novembre 1922, *Monthly News of the Conservative Women's Reform Association* ; "*If returned to Parliament, will you press for :*", General Election Questionnaire, St Joan's SPA, 1929, *The Catholic Citizen*, 15/5/29.

²²⁵ Voir par exemple le *Woman's Leader*, 30/9/27, "The Unknown Quantity", p. 273.

²²⁶ *The Vote*, 15/12/22, p. 397.

d'emploi et de nationalité ; 4) des pensions pour les veuves civiles avec enfants à charge²²⁷.

Le *Woman's Leader* publia, en 1920, les réponses données par les candidats à l'élection partielle de Paisley aux questions qui leur avaient été soumises par des représentantes de la NUSEC. L'intérêt que présente le document ne réside pas tant dans les questions posées ou les réponses données que dans l'illustration ainsi fournie de la tendance des hommes politiques à fournir, "sous les projecteurs", des réponses identiques —une attitude qui pouvait parfois couper l'herbe sous les pieds des féministes, sans pour autant donner lieu, par la suite, à des actions positives de la part des députés concernés.

UNANIMITY ²²⁸		
1 - Do you support the equal moral standard for men and women and will you watch legislation dealing with the social evil with a view to the establishment of a real and not merely verbal equality between the sexes in the laws and their administration ?		
Mr MacKean (Unionist)	Mr Asquith (Liberal)	Mr Biggar (Labour)
Certainly	Certainly	Certainly
2 - Are you in favour of the further extension of the franchise to women by lowering the age limit, and making the qualifications the same for men ?		
Yes	Certainly	Certainly
3 - Are you in favour of giving the same nationality rights to women as to men ?		
I am	Qualified assent	Certainly
4 - Are you in favour of the separate taxation of the incomes of married women ?		
I am	Yes, certainly	No
5 - Are you in favour of the equal guardianship of children by both parents ?		
Certainly	Yes	Certainly

²²⁷ *Time and Tide*, 24/10/24, "General Election 1924—Appeal to Candidates", p. 1036. Voir questionnaire annexe 19.

²²⁸ *The Woman's Leader*, 13/2/20, "Unanimity", p. 43.

6 - Are you in favour of the full professional and industrial freedom of opportunity for women ?		
I am	Yes, certainly	Yes, with reservations
7 - Are you in favour of giving men and women equal pay for work of equal value ?		
Certainly	Certainly	Certainly
8 - Are you in favour of giving the wife in Scotland full control over her property as well as her income, as is the law in England ?		
Yes	Yes	Yes

La NUSEC semblait néanmoins satisfaite des résultats obtenus et de l'attitude des candidats élus une fois au Parlement. Elle s'avouait heureuse de constater, en 1923, que sur un total de vingt-quatre élections partielles auxquelles elle avait pris part, la moitié au moins des candidats élus avaient donné la preuve de leur sincérité et que, parmi ceux qui n'avaient pas eu une attitude satisfaisante au Parlement, deux n'avaient pas été réélus à l'élection générale. Durant les deux années précédentes, en outre, sur les vingt-quatre candidats élus au Parlement et qui avaient répondu aux questionnaires qu'on leur avait soumis, tous sauf quatre avaient eu une attitude satisfaisante à la Chambre des Communes au sujet de l'égalité du droit de vote²²⁹. Une explication est, bien entendu, que ceux qui prenaient la peine de répondre aux questionnaires étaient plus souvent ceux qui soutenaient les réformes proposées que le contraire, d'une part parce que ces derniers ne se souciaient pas de répondre, d'autre part parce qu'ils ne voulaient pas que des réponses négatives soient utilisées contre eux, hypothèse que semblerait confirmer la proportion élevée de réponses positives aux questions posées aux députés par les organisations féministes (jamais moins de 60,5 % pour une question, beaucoup plus pour la plupart²³⁰).

²²⁹ NUSEC, Annual Report, 1922, p. 8.

²³⁰ Rapport annuel de l'ODC pour l'année 1929-30, p. 4 :

"Of the 104 replies received, 63 were in favour of all reforms, 4 were definitely opposed to a legislation for women in industry, 1 was opposed to an equal pay convention, 1 was opposed to the employment of married women, 16 were in favour of equal pay but non-committal on other questions, 19 were interested but non-committal in their replies."

Avec le temps, l'utilisation de questionnaires comme outil de pression, sans pour autant disparaître, perdit néanmoins de son efficacité, peut-être en partie à cause d'une certaine lassitude envers le procédé mais surtout parce que les candidats avaient appris, après plusieurs élections, à ne plus craindre les électrices. A l'élection de Bosworth, en 1927, les trois candidats publièrent ainsi un refus commun de répondre aux questions de la NUSEC²³¹ et, dans son rapport annuel de 1929-30, l'Open Door Council constate qu'au questionnaire adressé par l'organisation aux candidats parlementaires et concernant l'émancipation économique des femmes, cent quatre réponses ont été reçues mais que de nombreux députés ont répondu qu'ils n'étaient sous aucune obligation de répondre à des questionnaires de ce type. La même année, la NUSEC remarque que la *"réaction presque générale contre les questionnaires fait qu'il est plus difficile que jamais d'obtenir des réponses de la part de candidats qui n'ont pas de sympathies pour la cause"*²³², mais continue en revanche à travailler pour les candidates et à organiser des réunions pour les nouvelles électrices.

En 1935-36, l'ODC déclare : *"l'expérience des précédentes élections générales nous a appris qu'envoyer un questionnaire détaillé à chaque candidat ne valait ni le temps ni l'argent passé"*²³³. L'organisation décide néanmoins d'inclure sa politique dans une Déclaration Electorale envoyée à chaque candidat par le Comité pour un Statut Egal des Femmes (Equal Status of Women Committee) et d'inviter ses

Voir également le *Monthly News of the Conservative Women's Reform Association*, November 1922, "Our Work", p. 25 (annexe 19).

²³¹ M. Pugh, *The Women's Movement*, p. 55-6.

²³² *"The almost universal reaction against questionnaires made it much more difficult than ever to get replies from unsympathetic candidates."* NUSEC, Annual Report, 1929, p. 9.

²³³ ODC, Annual Report 1935-35.

membres à assister aux réunions des différents candidats et à interroger ces derniers sur leurs intentions concernant les questions féminines²³⁴.

Ces questionnaires, les organisations ne le cachaient pas, faisaient partie d'une stratégie plus large visant à organiser un bloc féminin au sein de l'électorat et à placer au pouvoir des hommes et des femmes favorables à la cause féministe.

Lorsqu'en 1921, une quarantaine d'organisations se rencontrèrent, à l'initiative de Nancy Astor, afin de discuter de nouvelles méthodes qui rendraient plus importante et plus efficace la coopération entre elles (réunion qui allait donner naissance au Consultative Committee of Women's Organisations)²³⁵, deux propositions furent d'ailleurs immédiatement faites dans ce sens, l'une par Ray Strachey (LSWS), l'autre par Elizabeth Abbott (IWSA) : la première visait à allouer un fonds à l'organisation de campagnes d'éducation dans les circonscriptions représentées par un député hostile à la cause et dont l'attitude, à la Chambre des Communes, était indésirable ; la deuxième proposait la formation d'une société indépendante de tout parti et dont le but serait

d'organiser en une unité politique efficace, et dans le plus de circonscriptions possibles, les électeurs et les électrices qui donneront

²³⁴ Il est intéressant de voir que, cinquante ou soixante ans plus tard, les questionnaires adressés aux candidats parlementaires sont encore parfois utilisés. En novembre 1980, près de cent organisations féminines et plus de deux millions d'adhérentes s'unirent ainsi sous le slogan "Women's Action" et, après avoir convenu de huit réformes touchant directement la majorité des femmes, décidèrent de soutenir les candidats qui promettaient de défendre activement : "1) *Higher, index-linked child benefits* ; 2) *Flexible working hours for both sexes, with adequate leave for child sickness or family emergencies ; the right for parents of either sex to take time off to raise a family without losing their jobs, seniority or pension rights* ; 3) *Crèche and nursery facilities for all who wish to use them ; after-school and holiday care where needed*. 4) *Equal pay for work of equal value. Individual taxation for everyone* ; 5) *The same retirement age for men and women, flexible for both* ; 6) *An education policy that provides equal opportunity for girls and boys alike and encourages girls to achieve their full potential* ; 7) *The inclusion of representative groups of women on all housing, town planning and environmental committees* ; 8) *Maternity, gynaecological and family planning services that meet women' real needs*." Ces préoccupations, on le constate, restent en grande partie semblables à celles des années vingt et trente, bien que plus ambitieuses. Dans Barbara Rogers, 52 % : *Getting Women's Power into Politics*, London : The Women's Press, 1983, p. 166-7.

²³⁵ Report of a conference of women held at 4, St James' Square, on March 1st, 1921.

*leur voix, non pas pour un parti, mais pour les candidats qui se seront engagés à soutenir politiquement les réformes égalitaires et qui s'opposeront à tout candidat qui refusera de soutenir ces réformes, ou s'abstiendront de voter pour lui*²³⁶.

Le programme d'une telle organisation serait établi sous la forme de questions aux candidats parlementaires concernant principalement l'égalité du suffrage, l'égalité des salaires, et l'égalité des critères de moralité. Aucun candidat ne serait soutenu qui ne répondrait pas à ces questions de façon affirmative et ne les placerait pas dans son discours électoral.

Un autre moyen de faire pression sur les députés en mobilisant, ou tout au moins en tentant de mobiliser les électrices, fut celui adopté à plusieurs reprises par le Six Point Group. Préférant se baser, à juste raison, sur des actes plutôt que sur des discours, l'organisation décida d'examiner de près l'action parlementaire des députés se représentant aux élections et, selon que celle-ci avait été favorable ou non à la cause féministe, de classer le député en question sur une liste noire ou sur une liste blanche²³⁷.

Les premières de ces listes furent publiées dans *Time and Tide*, au début de novembre 1922, peu de temps avant les élections générales. Les députés dont le nom

²³⁶ "organising into an effective political unit in as many constituencies as possible those men and women voters who will cast their votes not on party lines but in support only of such candidates as are definitely pledged to political action in favour of these equality reforms : and who will oppose, or abstain from voting for, any candidate who refuses to support these equality reforms." CCWO, ordre du jour préliminaire à la conférence du 13/4/21, p. 2

²³⁷ *Time and Tide* explique : "It is [...] desirable to make sure that all members returned are favourable to the Six Points. But many candidates will promise heaven and earth at election time. The Six Point Group, therefore, judges them not by promise but by performance. It keeps a careful record of the votes, speeches and actions of all M.P.'s in regard to the Six Points—it places those with an outstandingly good record on a White List, and actively supports them ; it places those with an outstandingly bad record on a Black List, and actively opposes them." (*Time and Tide*, 2/3/23, "The Six Point Group", p. 242-3). L'année précédente, les principales organisations féministes (NUSEC, LSWS, NCW, NWCA, WFL) s'étaient unies pour une action similaire et avaient publié, dans certaines circonscriptions, des tracts informant de l'attitude des différents candidats face aux questions féminines et recommandant aux électrices de faire le bon choix (cf "Women of Westminster !" 18/8/21, Fawcett Library, 396.11C).

apparaissait sur la Liste Noire étaient ceux contre qui "*tous les membres et amis du SPG étaient invités à travailler et à voter*"²³⁸ ; ceux dont le nom apparaissait sur la Liste Blanche ne devaient en revanche avoir aucune crainte et recevraient l'appui du SPG et de ses sympathisants. Les listes étaient parfois accompagnées d'extraits de discours de députés de la liste noire que, selon Vera Brittain, "*ses auteurs auraient préféré oublier*"²³⁹.

Cette stratégie fut utilisée aux élections de 1922, 23 et 24²⁴⁰, sans toujours rencontrer l'approbation de la presse (*l'Evening Standard* dénonça ainsi, en décembre 1923, le fait que "*des candidats de tous les partis [av]aient été attaqués et les électrices encouragées à ignorer les questions principales de l'élection et à voter uniquement selon les promesses faites sur les six points du programme*"²⁴¹) et sans non plus être particulièrement appréciée des principaux intéressés. En juin 1926, lorsque le Six Point Group envoya deux résolutions à des membres du Parlement, l'une demandant le droit de vote à vingt et un an et l'autre l'admission des paires à la Chambre des Lords, Lord Curzon, qui s'était constamment retrouvé sur la Liste Noire, renvoya une réponse cinglante :

Compte tenu de l'attitude du Six Point Group à mon égard aux deux dernières élections générales, je n'accorderai certainement pas la moindre attention à quelque résolution qu'elles pourront me proposer, même si le fait est que, sur de nombreux points, mon opinion coïncide avec celle du SPG. Dans tous les cas où je suis conscient que ces vues coïncident, je m'efforcerai de faire savoir que votre organisation est contre moi, et je n'admets pas un seul instant que cette organisation soit

²³⁸ "All members and friends of the Groups should work and vote against them." *Time and Tide*, 8/11/22.

²³⁹ V. Brittain, *Testament of Youth*, p. 589.

²⁴⁰ Aux côtés de la liste noire et de la liste blanche apparut, en 1924, une liste "grise", dénonçant les candidats dont les déclarations de soutien pour la politique défendue par l'organisation avaient été démenties par leur inaction ou pire, leur obstruction. "*Members and friends of the Groups should do all in their power to bring home to them that false sympathy is valueless*", conseillait le SPG.

²⁴¹ "*Candidates of all parties have been attacked in this way, and women electors have been encouraged to ignore the main issues of the election and to vote solely according to the promises made on the 'six points'*", rapporté dans *Time and Tide*, 14/12/23.

*représentative de la partie féminine de l'électorat, ou qu'elle ait le moindre droit de parler au nom des femmes dans leur ensemble*²⁴².

Quels furent les résultats obtenus ? Au lendemain des élections de 1922, *Time and Tide* semblait assez satisfait de constater que, sur les 23 députés de la Liste Noire, 9 avaient été battus, 2 ne s'étaient pas représentés et 12 avaient été élus, et que sur les 21 députés de la Liste Blanche, 15 avaient été élus²⁴³. Les résultats de 1923 étaient légèrement meilleurs, avec 18 candidats sur les 20 de la Liste Blanche et 10 sur les 16 de la Liste Noire réélus et, tandis que la majorité des candidats de la Liste Blanche avaient vu leur nombre de voix augmenter, tous ceux de la Liste Noire, excepté Mr Mawlinson, de l'Université de Cambridge, avaient obtenu des résultats inférieurs à ceux de 1922²⁴⁴. Les conservateurs de la Liste Noire virent, par exemple, leur part des voix diminuer en moyenne de 8,6 % contre 6 % pour les conservateurs dans leur ensemble²⁴⁵, phénomène qui se répéta en 1924, où ils virent leur part des voix augmenter en moyenne de 8,5 % contre 9,3 % pour l'ensemble du parti.

Les députés de la Liste Noire semblent donc avoir été légèrement pénalisés, même si cela ne fut pas suffisant pour affecter les résultats finaux, excepté dans les disputes serrées. Les députés de la Liste Blanche obtinrent, par ailleurs, des résultats tout à fait encourageants.

²⁴² "In view of the attitude of the Six Point Group towards myself at the last two General Elections I shall certainly not give the slightest consideration to any resolution which they might put forward, though as a matter of fact my views on any questions coincide with those of the Six Point Group. In all such cases where I am aware that these views do coincide I shall endeavour to make it clear that your Organisation is opposed to me, and I do not for one moment admit that your Organisation is representative of the female portion of the electorate, or that it has any special right to speak for women as a whole.", Shirley M. Eoff, Viscountess Rhondda, *Equalitarian Feminist*, Ohio State University Press, 1991, p. 72-3.

²⁴³ *Time and Tide*, 24/11/22 (pour Martin Pugh, les députés battus de la Liste Noire étant presque tous des conservateurs, leur défaite n'avait rien de surprenant : plusieurs d'entre eux avaient remporté leur siège au cours des circonstances particulières de 1918 et dans des circonscriptions qui n'étaient habituellement pas conservatrices)

²⁴⁴ *Time and Tide*, 14/12/23.

²⁴⁵ M. Pugh, *The Women's Movement*, p. 142.

Si l'impact général ne fut pas plus important, peut-être est-ce parce que, dans de nombreuses circonscriptions, le SPG ne fit pas assez d'efforts pour mobiliser les électrices mais eut plutôt tendance à concentrer ses activités dans les circonscriptions résidentielles du sud-est où les députés conservateurs étaient difficiles à déloger. L'abandon de la stratégie après 1924, alors que tant de questions féminines restaient à résoudre, suggère enfin qu'il n'y avait pas une volonté d'organisation assez forte parmi les électrices pour rendre les hommes politiques vulnérables à ce genre de pression.

"Si les femmes doivent devenir simplement une partie du dispositif politique, alors il est probable que nos questions ne recevront que peu de considération", avait déclaré *The Vote* en 1923²⁴⁶.

Malgré tous les efforts mis en oeuvre pour organiser les électrices, la construction d'une force électorale ne s'avéra pas chose facile et les allégeances politiques furent sans doute un obstacle important. Donnant comme exemple la réussite des suffragistes américaines à convertir leur organisation en un appareil politique solide²⁴⁷, destinée non seulement à instruire les électrices mais aussi à influencer et à diriger leur vote, le *Woman's Leader* déplore la difficulté d'une telle entreprise en Grande-Bretagne : les Britanniques avaient été beaucoup plus proches de leurs partis politiques que leurs consœurs américaines avant même d'obtenir le droit de vote, et les organisations suffragistes avaient compté dans leurs rangs non seulement des femmes sans appartenance politique mais également un grand nombre

²⁴⁶ *"If women are to become merely part of the Party machine, then our questions are likely to get little consideration", The Vote, 8/6/23, p. 181.*

de femmes qui s'étaient temporairement retirées de leur parti afin de se battre pour le droit de vote, mais qui, cet objectif atteint, retournaient vers celui-ci²⁴⁸. Les pressions qui parvinrent, dans un premier temps, à motiver les hommes politiques à prêter un minimum d'attention aux préoccupations des femmes disparurent progressivement, emportant avec elles la bonne volonté qui avait permis que bon nombre de réformes soient votées au cours de ces dix premières années d'exercice du droit de vote.

²⁴⁷ The League of Women Voters.

²⁴⁸ *Woman's Leader*, 10/6/21, "Women Voters here and in the USA".

CHAPITRE III

LE COMPORTEMENT POLITIQUE DES FEMMES

Les arguments avancés, pendant plus d'un demi-siècle, contre la participation féminine en politique avaient été pour le moins variés, s'agissant, dans le meilleur des cas, d'arguments galants (entraîner les femmes dans le tumulte des élections, leur imposer un rôle politique, "*offenserait*", selon Gladstone, "*leur délicatesse, leur pureté, leur raffinement*"²⁴⁹, la femme perdrait son charme en votant, elle gouverne les hommes sans avoir à faire usage d'un bulletin de vote etc.), mais aussi domestiques (les discussions politiques amèneraient la discorde entre époux et amèneraient les femmes à négliger leur ménage), intellectuels (les femmes étaient moins intelligentes et moins instruites que les hommes —elles voteraient selon le mot d'ordre de leur mari—, inconstantes et émotives, "*susceptibles d'être victimes d'accès de sensiblerie*"²⁵⁰) et même physiques (elles n'étaient pas assez fortes pour défendre le pays et, au moment de leur menstruation, n'étaient pas en état de voter²⁵¹). Enfin, les femmes, dans leur grande majorité, n'étaient pas intéressées par la politique et ne souhaitaient pas le droit de vote —les hommes, de toutes manières, étaient là pour représenter leurs intérêts. Il s'agissait là, pour les féministes, de mythes qu'il fallait à tout prix rapidement détruire.

²⁴⁹ "*trespass upon their delicacy, their purity, their refinement, the elevation of their whole nature*", "Female suffrage : A letter from the Rt Hon. W.E. Gladstone to Samuel Smith, MP", 1892, in Rover, *Women's Suffrage and Party Politics*, p. 120.

²⁵⁰ "*likely to be affected by gusts and waves of sentiment*", Sir Frederick Banbury, *Hansard, HC Debates*, 19/6/17, col. 1645.

I. L'ELECTION DE 1918

L'élection générale de décembre 1918 fut, pour les Britanniques, l'occasion de choisir les hommes auxquels ils confieraient l'importante tâche de reconstruire le pays et d'exprimer leur confiance à Lloyd George et au gouvernement de Coalition²⁵². Pour les femmes, et plus particulièrement pour les suffragistes, elle représentait bien plus encore : après s'être battues pendant plus de cinquante ans pour l'obtention du droit de vote, il était essentiel pour elles que cette première élection prouvât la capacité —et la volonté— des femmes à sortir de leur statut de minorité, en participant tout d'abord au processus représentatif (et c'était 8,5 millions de femmes qui se trouvaient maintenant sur les registres électoraux), mais également en gagnant l'accès direct au pouvoir politique, tel que le leur permettait désormais la loi sur le Parlement²⁵³, votée en octobre de la même année.

Malgré le lien souvent établi par les hommes politiques, et les anti-suffragistes en particulier, entre les deux réformes, les suffragistes s'étaient attendus à un long débat sur la question, et avaient d'ailleurs souvent tenté de calmer les peurs en déclarant que le droit de voter et celui de siéger au Parlement étaient deux choses différentes, et qu'accorder le premier n'impliquait pas nécessairement qu'il faille accorder le second ; une intervalle de dix ans entre les deux était même tout à fait probable²⁵⁴. Néanmoins, dès qu'était apparue la perspective d'une élection, la

²⁵¹ *Ibid*, col. 1653.

²⁵² C'est d'ailleurs afin de profiter de la popularité que lui conférait la victoire que Lloyd George avait choisi d'organiser une élection aussi tôt.

²⁵³ Parliament Qualification of Women Act.

²⁵⁴ *"During the pre-war struggle, the prophecy that this would speedily follow the granting of the vote was one of the gloomiest anticipations of the anti-suffragists. We had to deal diplomatically with that objection. But in saying that this next —admittedly desired— instalment of equal citizenship would probably be a generation in coming, since it would depend on the will of a Parliament still mainly*

NUSEC avait non seulement réclamé que des femmes soient présentes aux commissions d'investiture des différents partis, mais également qu'elles soient admises au Parlement. Des centaines de résolutions avaient alors été votées puis envoyées au premier ministre et à des députés²⁵⁵.

Au mois de mai, Nina Boyle, de la WFL, avait également tenté de se présenter comme candidate à une élection partielle, où seul un vice de forme dans ses papiers de nomination avait fait que sa candidature avait été rejetée par le président du bureau de vote. Le même mois, l' ILP annonçait qu'il ajoutait à sa liste les noms de Margaret Bondfield et Mrs Philip Snowden, et en août, la première candidate potentielle, Mary Macarthur, était adoptée par le parti travailliste de Stourbridge. Mais pourrait-elle se présenter ? Personne ne le savait.

Le 23 octobre, Herbert Samuel ouvrit le débat en proposant aux Communes une motion rendant les femmes éligibles au Parlement et en faisant remarquer que cette motion n'était que l'aboutissement logique de l'obtention du droit de vote par six millions de femmes²⁵⁶. Le point de vue féminin serait bien utile dans l'après-guerre et, ajouta-t-il avec justesse, "*il [était] en fait plus probable que trop peu soient élues plutôt que trop.*" La limite d'âge de trente ans ne devait en outre, selon lui, pas s'appliquer aux candidates ; elle avait été imposée de manière arbitraire et temporaire afin que les électrices ne soient pas plus nombreuses que les électeurs mais ne devait pas être un obstacle au choix possible de l'électorat²⁵⁷. Comme le *Times* le fit remarquer le lendemain, Samuel prêchait à des convertis²⁵⁸.

elected by men, we were only saying what we regretfully believed.", Eleanor Rathbone, in R. Strachey, *Our Freedom and Its Results*, p. 28.

²⁵⁵ NUSEC Parliamentary Report, 1918, p. 29.

²⁵⁶ Elles seraient en réalité 8,5 millions.

²⁵⁷ *Hansard, HC Debates*, vol CX, 23 October 1918, cc. 813-22.

²⁵⁸ 24/10/18

Si l'on en croit le rapport parlementaire de la NUSEC, la peur du nouvel électorat féminin se serait alors déjà fait sentir : *"les anciens opposants au vote des femmes, le regard tourné vers leurs circonscriptions, s'empressèrent d'expliquer combien ils étaient désireux de voir les femmes admises à la Chambre"*²⁵⁹. Le fait est que, lorsque le vote eut lieu, seuls vingt-cinq députés sur soixante-quatorze votèrent contre la motion, parmi lesquels un petit nombre seulement avait l'intention de se représenter à la prochaine élection.

Une fois connu l'avis de la Chambre des Communes, le gouvernement agit rapidement. Le 31 octobre, Lord Robert Cecil présenta le projet de loi de ce dernier : le "Parliament (Qualification of Women) Bill". En comité, des amendements pour élever la limite d'âge à trente ans pour les candidates et pour empêcher les paires de siéger aux Communes n'aboutirent pas. Un amendement destiné à étendre le projet de loi afin de permettre aux femmes de siéger aux Lords fut également condamné par Lord Robert Cecil comme une tentative désespérée de bloquer le vote du projet de loi, sachant que les Lords rejetteraient alors sans aucun doute la totalité du projet de loi²⁶⁰. Le 21 novembre, le président de la Chambre informa les Communes que le projet de loi avait reçu l'assentiment royal. Moins d'un mois avait suffi à régler la question.

Situation paradoxale, les femmes de plus de vingt et un ans pourraient maintenant siéger au Parlement sans avoir par ailleurs le droit de voter. Mais le problème immédiat était d'une autre nature : entre le moment où cette loi avait été annoncée (21 novembre) et celui des élections (14 décembre), les féministes

²⁵⁹ *"The old opponents of women's suffrage, speaking with an eye on their constituencies, hurried on to explain how eager they were to see women admitted to the House."*, NUSEC Parliamentary Report, 1918, p. 30.

²⁶⁰ *Hansard, HC Debates*, vol CX, 6 November 1918, cc. 2186-2202.

n'avaient devant elles qu'une vingtaine de jours pour sélectionner des candidats, trouver des sièges pouvant être disputés, choisir des agents électoraux, mettre au point une politique électorale, ou encore trouver des bénévoles et récolter des fonds. Même si, il est vrai, les principales sociétés avaient commencé ce travail bien plus tôt, dans l'espoir de pouvoir participer aux élections à venir, la tâche restant à accomplir était néanmoins énorme. Trouver des candidates, notamment, n'était pas une mince affaire, et les rares qui acceptèrent les candidatures qu'on leur proposait ne le firent pas tant pour l'attrait d'un siège au Parlement que par nécessité de justifier leurs revendications passées.

Car il y avait bien plus à gagner que des sièges en disputant l'élection : les femmes devaient dans leur grande majorité faire acte de présence et prouver qu'elles étaient capables d'assumer la responsabilité pour laquelle elles s'étaient battues, mais elles devaient montrer également qu'elles sauraient se servir de la machine électorale et n'étaient pas intimidées par le processus politique : la défaite pourrait être excusée, mais tout échec à cet égard risquerait de relancer de plus belle les critiques et gêner le développement politique futur des femmes.

Dix-sept candidates seulement, soit à peine plus d'1 % des 1.623 candidats, se présentèrent : quatre furent choisies par le parti travailliste, parmi lesquelles deux suffragistes notoires : Emmeline Pethick-Lawrence et Charlotte Despard ; quatre par le parti libéral, dont Margery Corbett-Ashby et Violet Markham ; une par le parti conservateur, et deux par le Sinn Fein : Miss Winifred Carney et la Comtesse Markievicz, pour qui la question du droit des femmes et de leur place au Parlement n'était que de moindre importance —elles représentaient leur parti dans le cadre de sa campagne pour l'autonomie de l'Irlande et, comme leurs collègues, n'avaient pas

l'intention, si elles étaient élues, de prendre leur siège. Huit candidates, enfin, se présentèrent comme indépendantes, parmi lesquelles Christabel Pankhurst à la tête du Women's Party, Mrs Emily Phipps, ancienne présidente de la National Federation of Women Teachers, dont la campagne fut entièrement organisée par et autour des femmes²⁶¹, et Ray Strachey de la NUWSS qui, pendant la guerre, avait participé à l'organisation des ouvrières.

*Je crois avec une profonde conviction, déclara celle-ci, que les hommes et les femmes devraient travailler ensemble au progrès et au bon gouvernement de la nation, tout comme à celui de leur foyer. Je considère que les intérêts des hommes et des femmes sont tellement liés qu'ils ne peuvent pas être divisés et que ce qui est bon pour l'un est bon pour l'autre*²⁶².

Car si Martin Pugh fait remarquer²⁶³ que la majeure partie des candidates qui se présentèrent aux élections de l'entre-deux-guerres évitèrent tout commentaire pouvant les associer au mouvement féministe, cela ne semble pas avoir été le cas lors de cette première élection. Mary Macarthur, la candidate la plus populaire du parti travailliste, alla même plus loin que Ray Strachey et ne cacha pas son intention de représenter les femmes :

Il faut un homme et une femme pour faire un foyer idéal, et je crois qu'aucun des deux ne peut construire le monde idéal sans l'aide de l'autre. Dans le nouveau Parlement, où les lois concernant chaque foyer du pays seront rédigées, le point de vue de la mère, tout comme celui du père, devrait pouvoir être exprimé. Si je suis élue à la Chambre des Communes, j'essayerai d'exprimer plus particulièrement les aspirations des ouvrières de notre pays [...] Je me sentirai également tenue de parler pour la femme dont le travail n'est jamais fini, la femme au foyer, qui rencontre et résout, tous les jours, une multitude de problèmes, la femme

²⁶¹ Elle demanda l'ouverture de toutes les professions aux femmes, la nomination de femmes juges et magistrates, des allocations familiales... , *The Times*, 5/12/18.

²⁶² "I believe with a profound conviction that men and women should work together for the progress and good government of the nation, as they must for that of their homes. I hold that the interests of men and women are so closely bound together that they cannot be divided and that what is for the good of the one sex must certainly be for the good of the other." *The Times*, 12/12/18, in Brookes, *Women at Westminster*, p. 11.

²⁶³ M. Pugh, *Women and the Women's Movement*, p. 172.

*que les hommes politiques ont trop souvent négligée ou oubliée, la mère des enfants desquels dépendent la fierté et la force future de notre nation*²⁶⁴.

Partout, selon les commentaires de la presse, les candidates auraient reçu un bon accueil. Sous le titre : "Des oeufs à Brentford— La popularité de Mrs Oliver Strachey", un journaliste rapporte que les oeufs en question furent non pas jetés (!), mais offerts à la candidate, ce qui, en ce temps de privation, était une marque certaine d'estime. Le même journal rapporte, à propos de Christabel Pankhurst, qu'elle fut ravie de l'accueil qui lui avait été réservé dans sa circonscription : "*Donnez sa chance à cette femme*", dit-elle, "*semble être l'attitude générale des électeurs*"²⁶⁵. Quant à Mrs Pethick-Lawrence, sa venue à Rusholme (Manchester), aurait quelque peu réveillé l'intérêt du public pour un combat électoral peu intéressant entre un unioniste et un libéral²⁶⁶.

En réalité, la situation ne fut pas toujours aussi rose que voulut bien la dépeindre la presse, notamment pour les candidates qui avaient, durant la guerre, travaillé pour la paix et qui, pour certaines, reçurent un accueil plutôt agressif à cause de ce que l'on interprétait comme étant des sympathies pro-allemandes. Ce fut par exemple le cas de Ray Strachey, à Chiswick, et de Mrs Pethick-Lawrence :

A Rusholme, je découvris que la fièvre de la guerre était à son paroxysme et qu'il n'y avait quasiment aucune organisation travailliste pour faire face à la situation [...] Il nous restait à peine plus de quinze jours pour convertir la masse des électeurs, qui étaient prêts à saliver de

²⁶⁴ "It takes a man and a woman to make the ideal home and I believe that neither can build the ideal world without the help of the other. In the new Parliament, where laws affecting every household in the land will be framed, the point of view of the mother, as well as the father, should find expression. If I am returned to the House of Commons, I shall try to voice in a special sense the aspirations of the women workers of this land [...] I shall also feel entitled to speak for the woman whose work never ends, the woman in the home, who faces and solves every day a multitude of problems, the woman who has been too often neglected and forgotten by politicians, the mother of our children upon whom the future pride and strength of the nation depends.", *The Times*, 23/11/18, p. 8.

²⁶⁵ "Give the woman a chance [...] appears to be the general attitude of the electors.", *The Times*, 4/12/18, p. 10.

²⁶⁶ *Ibid*, 5/12/18.

fureur à la simple mention de l'Allemagne [...] Je me rendis tout de suite compte que mes partisans n'étaient pas les femmes [...] [mais] les soldats eux-mêmes [...] Ce fut une étrange expérience pour quelqu'un qui, comme moi, avait donné huit ans de sa vie à la lutte pour le vote des femmes, que de regarder ces mères de la classe ouvrière, accompagnées de leurs [...] jeunes enfants, se dépêcher d'aller [...] voter contre moi²⁶⁷.

Comme les élections approchaient, la presse semblait croire en la victoire de certaines des candidates et donnait notamment comme gagnantes Mary Macarthur, Violet Markham et Christabel Pankhurst :

Les efforts pour voler des voix à Miss Pankhurst en rappelant son passé tumultueux et son manque de respect des lois [...] ne semblent pas avoir donné beaucoup de résultats, constate le Times. Miss Pankhurst est une battante qui sait s'occuper d'elle-même [...] L'opinion locale tient les résultats de l'élection de demain comme une affaire gagnée d'avance. On s'attend à ce qu'elle obtienne une large majorité²⁶⁸.

Lorsque, le 28 décembre, furent connus les résultats, les espoirs féministes furent cependant terriblement déçus : l'ironie du sort avait fait que, sur les dix-sept candidates, la seule à être élue était la Comtesse Markievicz²⁶⁹ qui, non seulement n'avait pas pris part à la campagne électorale, mais refusait, comme les soixante-douze autres membres du Sinn Fein, de prêter serment et donc de siéger aux Communes ; elle reçut une lettre de Lloyd George, maintenant exposée au Musée

²⁶⁷ "In Rusholme, I found war fever at its height, while there was next to no Labour organisation to deal with the situation [...] We had little more than a fortnight to convert the mass of electors, who were ready to foam at the mouth with fury at the bare mention of Germany [...] I realized at once that my supporters were not the women... [but] the soldiers themselves... It was a strange experience for one who had given eight years of life, as I had, in the endeavour to win votes for women, to watch working-class women, with their... small children, eagerly going... to record their votes against me.", E. Pethick-Lawrence, *My Part in a Changing World*, London : Victor Gollancz, 1938, p. 322-3.

²⁶⁸ "Efforts to rob Miss Pankhurst of votes by recalling her wild and lawless days [...] appear to have fallen rather flat [...] Miss Pankhurst is a fighter who knows how to take care of herself [...] Local opinion regards the result of to-morrow's poll as a foregone conclusion. It is believed that Miss Pankhurst's majority will be large.", *The Times*, 4/12/18, p. 10.

²⁶⁹ La comtesse, alors incarcérée à Holloway, avait battu son opposant Nationaliste, qui occupait le siège depuis 1892, par 7 835 voix à 3 752, Brookes, *Women at Westminster*, London : Peter Davies, 1967, p. 14. Sur les 73 députés du Sinn Fein élus en 1918, 36 étaient en prison au moment de leur élection.

National de Dublin, lui demandant de venir prendre son siège à l'ouverture du Parlement, mais déclina l'invitation.

Les résultats obtenus par les candidates étaient pourtant loin d'être mauvais : à Smethwick, par exemple, Christabel Pankhurst avait obtenu plus de 8.000 voix (le meilleur résultat enregistré par aucune des candidates), et n'avait perdu que par 775 voix ; Mary Macarthur²⁷⁰ avait enregistré 7.587 voix ; Mrs Despard plus de 5.000 etc. *"Les candidates ont eu de très bons résultats, si l'on considère les énormes difficultés auxquelles elles ont été confrontées"*, déclarait *The Vote*²⁷¹ au lendemain des résultats, faisant référence au manque de temps, d'argent, d'expérience, mais aussi au fait que, si les femmes qui s'étaient présentées en tant qu'indépendantes n'avaient pas eu pour les aider dans leur campagne la machine électorale d'un parti politique et avaient dû se contenter du soutien des sociétés féministes, celles qui s'étaient battues sous les couleurs d'un parti n'avaient pas bénéficié de beaucoup plus d'aide et s'étaient vu confier des sièges difficiles à disputer. L'organe de la WFL voulait rester optimiste quant à l'avenir :

*Cinquante années d'efforts et de sacrifices sont passées dans la lutte pour le droit de vote, et les femmes ne doivent pas être trop déçues si elles n'ont pas réussi à obtenir leur élection après une campagne de moins de cinquante ou, dans de nombreux cas, de vingt jours...*²⁷²

²⁷⁰ Récemment mariée, elle avait utilisé, pendant sa campagne, son nom de jeune fille, sous lequel elle était connue du monde industriel et travailliste. Mais le président du bureau de vote avait insisté pour que, conformément à la loi, ce soit son nom de femme mariée qui apparaisse sur les bulletins. La confusion fut importante : son nouveau nom n'était pas connu de beaucoup, et c'était en outre la première fois que les ouvrières votaient. Beaucoup s'accordèrent à dire que cela lui fit perdre de nombreuses voix et, à 7.587 voix contre les 8.920 du vainqueur (V.C. Law, *The Women's Cause*, p. 119), on peut se demander quel aurait pu être son résultat sans cette triste affaire.

²⁷¹ *"The women candidates have done remarkably well considering the immense difficulties against which they had to contend."* *The Vote*, 3/1/19, p. 36, "The General Election Results : What We Think".

²⁷² *"Fifty years of effort and sacrifice went by in the struggle to obtain votes for women, and women need not be depressed if they have failed to obtain their election to Parliament after a campaign of less than fifty — or in many cases twenty days."* *The Vote*, 10/1/19, "Women and the Coalition Victory".

Cette élection fut enfin également l'occasion pour les sociétés féministes de tirer des leçons à partir de situations concrètes et d'établir, dès le lendemain du scrutin, certains points de leurs futurs programmes, parmi lesquels la représentation proportionnelle qui allait, pendant de nombreuses années à venir, figurer parmi les demandes immédiates d'un grand nombre d'entre elles²⁷³.

Les commentaires de la presse, enfin, semblèrent refléter un certain regret que seule une candidate ait réussi : le *Daily Express* attribua leur défaite au manque de temps et d'organisation, mais exprima son optimisme quant à l'avenir : *"Leur tâche, dans cette élection, a été double. Elles n'ont pas seulement eu à gagner l'amitié des électeurs et expliquer leur programme mais, ce qui était bien plus difficile, elles ont dû familiariser les gens avec l'idée d'une femme candidate au Parlement."* Quant au *Times*, les électrices, selon lui, *"ne doivent pas être découragées par la défaite de toutes les candidates à l'exception de celle du Sinn Fein. Leur heure viendra"*²⁷⁴.

Il ne faut surtout pas oublier que cette élection était particulière et que toute l'attention était tournée vers les promesses du gouvernement de Coalition de se venger de l'Allemagne, de construire de nouvelles maisons, et de donner aux Britanniques une vie meilleure. Or, une seule candidate, Christabel Pankhurst, reçut officiellement le soutien des dirigeants de la Coalition, symbolisé par une lettre, le coupon²⁷⁵ (ce fut d'ailleurs elle qui obtint le meilleur résultat en nombre de voix).

²⁷³ *Ibid.*

²⁷⁴ *"Their task in this election was twofold. They had not only to make friends with the electors and explain their programmes, but, what was infinitely more difficult, they had to familiarise the people with the idea of a woman candidate for Parliament." ; "... need not be discouraged by the defeat of all the women candidates except the Sinn Feiner. Their time will come."* *The Vote*, 3/1/19, p. 39.

²⁷⁵ L'élection de décembre 1918 fut surnommée "The Coupon Election" parce que tous les candidats de la Coalition qui avaient le soutien de Lloyd George et de Bonar Law, son allié conservateur, reçurent une lettre de leur part signifiant leur soutien à cette candidature (le parti travailliste s'était retiré de la Coalition avant l'élection et faisait campagne indépendamment). Cette lettre, bientôt surnommée "coupon", fut largement distribuée aux candidats conservateurs, assurant ainsi quasiment leur succès électoral.

Si l'on tient compte de tous les obstacles auxquels furent confrontées les candidates lors de cette première élection, il devient difficile de considérer les résultats de celles-ci comme négligeables et d'en faire un échec cuisant pour les suffragistes : les circonstances, leur nombre, leur manque de temps, d'argent et d'expérience, mais aussi, et surtout peut-être, le manque de soutien de la part des partis ne pouvait guère laisser espérer plus.

Qu'en fut-il des électrices ? Donnèrent-elles raison aux suffragistes, qui avaient placé en elles tous leurs espoirs, ou à leurs opposants, qui soutenaient que les femmes n'étaient pas intéressées par la politique et n'utiliseraient pas le droit de vote si on le leur donnait ?

Plus qu'à aucun moment, les électrices étaient, en décembre 1918, un véritable "élément inconnu". Allaient-elles voter et, si oui, *comment* allaient-elles voter ? Rien ne semblait pouvoir le laisser deviner.

*S'il y a un élément plus incalculable que le reste, déplore en novembre le Times, c'est le vote des nouvelles électrices. Malgré la limite d'âge de trente ans, les femmes représentent plus d'un tiers du total de l'électorat, qui est environ de vingt millions. Il est même possible qu'à cette élection, plus de femmes que d'hommes votent, compte tenu des difficultés qui se trouveront sur le chemin des nombreux marins et soldats en service à l'étranger qui voudront faire enregistrer leur vote. Personne, pas même l'organisateur politique le plus expérimenté, n'a la plus petite idée de la direction vers laquelle se tournent les pensées des électrices...*²⁷⁶

²⁷⁶ "If there is one element more incalculable than another, it is the vote of the newly enfranchised women. Notwithstanding the age limit of 30, women constitute more than one third of the total electorate of about 20.000.000. Indeed, it is possible that at this election, more women will vote than men because of the physical difficulties which will stand in the way of the recording of their votes by large bodies of sailors and soldiers on foreign service. Nobody, not even the most experienced political organizer, has the remotest idea of the direction in which the thoughts of the women voters are turning....", *The Times*, 15/11/18, p. 7.

Pour les sociétés suffragistes, cependant, le plus important, pour l'instant, n'était pas tant que les électrices votent pour tel ou tel candidat, mais tout simplement qu'elles *votent*. Dès la fin de 1917, on l'a vu, elles avaient commencé à encourager les femmes dans leur rôle de citoyennes par de nouvelles associations, des réunions, des publications... Il fallait maintenant mettre ce qui avait pu être dit en pratique et faire en sorte qu'aucun reproche ne puisse leur être adressé par leurs opposants.

Malgré le taux élevé d'abstentions (41,1 %), ce souhait semble avoir été exaucé. La faible proportion des votants ne peut en effet pas être attribuée à l'arrivée des femmes dans l'électorat : parmi les 12,9 millions d'hommes dans l'électorat, 3,9 millions étaient des militaires, dont les deux tiers ne parvinrent pas à voter par courrier ou par procuration²⁷⁷. Toute porte en réalité à croire que l'abstentionnisme de 1918 fut dû en plus grande partie aux hommes qu'aux femmes, conclusion corroborée par de nombreux comptes-rendus de l'époque qui décrivent les électrices comme discrètes mais déterminées à voter et dépassant même parfois les hommes en nombre²⁷⁸ :

L'élection a été en grande partie une élection de femmes, rapporte le Times²⁷⁹, et on estime même que, dans certains districts londoniens, les électrices ont dépassé les électeurs en nombre, dans une proportion de 20 à 1 [...] leur panier ou sac à provisions au bras, les femmes sont arrivées pour voter avant de continuer leurs courses pour le dîner du dimanche [...] Elles n'étaient pas non plus aussi timides et hésitantes sur les lieux de vote qu'on l'avait généralement prévu [...] Le vote des

²⁷⁷ *The Times*, 21/11/18.

²⁷⁸ " Right up to the eve of the poll there was a wide impression that the great majority of women were showing little interest in the election and that their vote would be disappointingly small. To the general surprise, women polled very well indeed..." ; "It is quite certain that in many constituencies they out-polled the male voters... In more than one way Saturday marked an epoch in British politics, but chiefly in its vindication of the woman voter.", *The Times*, 16/12/18, "Saturday's Polling", p. 9.

²⁷⁹ "The election was largely a women's election and it is even estimated that in some districts in London, the women voters outnumbered the men by 20 to 1... The women came, carrying their market bags and baskets, to vote before they proceeded to buy the Sunday dinner... Nor were they so timid and uncertain at the polling stations as had generally been anticipated... the women's vote was heaviest in constituencies where there was the presence of women candidates... to account for it : most of the women candidates in the London area had thoughtfully organized bands of women helpers to mind the homes and look after the baby and even to cook the mid-day meal while the wives went to vote.", *The Times*, 16/12/18, "Eager Women Voters", p. 12.

femmes fut le plus important dans les circonscriptions où se présentait une candidate [...] la raison : la plupart des candidates dans la région de Londres avaient eu la prévenance d'organiser des groupes de bénévoles pour s'occuper des foyers, surveiller les bébés et même préparer le repas de midi pendant que les mères de famille allaient voter²⁸⁰.

Dans le même numéro, *The Times* lui-même offre la réponse tant espérée à la question des suffragistes :

Quels que soient les motifs qui ont amené les femmes aux isoloirs, ils ont démolé d'un coup l'argument courant des opposants au vote des femmes [...] celui que les femmes ne souhaitaient pas le droit de vote et ne l'exerceraient pas si on le leur donnait [...] Certaines, il est sûr, étaient motivées par la nouveauté [...] d'autres ont pris cela comme un petit intermède à leur promenade du samedi après-midi avec leur mari ; mais il ne fait aucun doute que la grande majorité sont allées voter parce que la guerre a stimulé leur intérêt pour les affaires publiques [...] et parce qu'elles avaient hâte d'exprimer leur opinion sur l'une ou l'autre des principales tendances que l'élection a révélées²⁸¹.

II. COMMENT LES FEMMES ONT VOTE

Cette première élection avait bien entendu donné lieu à bon nombre de spéculations quant à la façon dont ces nouvelles électrices utiliseraient leur droit de vote et si elles feraient pencher la balance en faveur de l'un ou l'autre des partis.

²⁸⁰ Il est intéressant de noter l'impact de cette dernière initiative, d'autant plus importante qu'elle fut relativement rare et uniquement le fait de candidates : l'une des raisons données à l'abstentionnisme des femmes était en effet les "devoirs" domestiques qui les retenaient à la maison et les empêchaient d'aller voter. Les candidates et les organisations féministes qui les soutenaient parfois, déterminées à ce que les électrices viennent voter, savaient l'obstacle que représentaient pour les femmes la présence d'enfants en bas âge : les bénévoles qui soutenaient Emily Phipps à Chelsea firent ainsi le tour de la circonscription en portant des affiches annonçant : "We'll mind the baby while you vote" (*The Times*, 16/12/18, "Polling Incidents", p. 12)

²⁸¹ "Whatever the motive which brought women to the polling booth, they demolished at one blow the stock argument of the opponents of women's suffrage :... that women did not want the vote and would not exercise it if it were given to them... Some, no doubt, were impelled by the novelty... other took it as an incident in their Saturday walk with their husbands ; but there can be little question that the great majority went to the poll because the war had stimulated their interest in public affairs... and because they were anxious to express their opinion on one or other of the two main tendencies which

Pour ceux, en tout cas, qui s'attendaient à ce que les femmes votent en faveur de la paix internationale, les résultats de l'élection furent certainement une surprise : les candidats pacifistes tels que Ramsay MacDonald essuyèrent d'importants échecs dans leurs circonscriptions (dans son cas Leicester Ouest), où les femmes firent preuve d'une réelle hostilité à leur égard. De nombreux libéraux, parmi lesquels Asquith, attribuèrent également en partie leur défaite à la détermination des femmes à faire payer à l'Allemagne le coût de la guerre. Bien sûr, il n'est pas rare de voir après-coup les vaincus chercher des explications parfois un peu trop faciles à leur défaite, et cette réaction, semble-t-il, ne surprit pas grand monde. *"On savait à l'avance que toute défaite que pourraient connaître les hommes politiques ou les partis serait attribuée à l'influence pernicieuse du vote des femmes,"* écrit *The Vote* au lendemain des résultats, *"et les ennemis de la Coalition n'ont pas attendu longtemps pour attribuer leur défaite et la victoire de la politique du "coupon" aux nouvelles électrices [...] Il n'y a cependant aucune parcelle de preuve",* souligne-t-il, *"que la proportion de voix données par les femmes pour la Coalition soit plus importante que celle des hommes"*²⁸².

Toutefois, si de nombreuses autres élections, dans l'entre-deux-guerres, virent en effet, les perdants attribuer leurs résultats au vote féminin²⁸³, le fait est que, dans

the election had revealed" (ie the Coalition and the Labour Party), The Times, 16/12/18, "Eager Women Voters", p. 9.

²⁸² *"It was early recognised that every misfortune which might happen to individual politicians or parties would be traced to the malign influence of the woman's vote, and the enemies of the Coalition have not been slow to attribute their own failure and the success of the "coupon" policy to the agency of the new voters...though there is no shred of evidence to show that the proportion of votes cast by women for the Coalition was greater than that cast by men."* *The Vote*, 10/1/19, p. 44, *"Women and the Coalition Victory"*.

²⁸³ Lors de la deuxième lecture de la réforme électorale proposée par les travaillistes en 1920 et visant, entre autres, à accorder aux femmes le droit de vote selon les mêmes conditions qu'aux hommes, Robert Young (député travailliste) reconnut : *"Some people seem to be afraid of the influence of women in our parliamentary elections and nearly every candidate... apologizes for his defeat by the fact that women have not just yet understood politics. I'm not going to say that is at all true. I believe the influence of women operates very largely at the elections now... but even if that be so, I do not*

le cas de 1918, l'attitude des femmes vis-à-vis de la paix avait déjà été remarquée au cours de la campagne et certains avaient prévu leur défaite *avant* que les voix ne soient comptabilisées : au cours d'une réunion organisée par Mrs Fawcett, Lloyd George, qui s'était lancé dans un discours sur la paix et la Société des Nations en pensant répondre ainsi aux attentes de son public féminin, avait été interrompu par des femmes en colère, qui l'avaient questionné sur le renvoi des étrangers de nationalité allemande et sur la façon dont il comptait "faire payer" l'Allemagne²⁸⁴ et plusieurs candidats libéraux partisans d'Asquith avaient également exprimé leurs craintes face à l'attitude des électrices : "*Je crains d'être battu —principalement à cause du vote des femmes qui a été exercé sans réserve et qui, j'en suis sûr, était hostile*", avouait l'un ; "*les votes des ouvriers, et particulièrement ceux des femmes parmi eux, ont massivement réclamé la tête du Kaiser, et je ne suis pas très optimiste quant aux résultats*"²⁸⁵ reconnaissait un autre.

Le fait que ces remarques aient été faites bien avant que ne soient connus les résultats semblerait donc donner une certaine crédibilité aux déclarations des vaincus. Mais la raison d'une telle attitude ne semble pas tant résider dans le sexe des votants que dans l'expérience de la guerre que certains —hommes et femmes— eurent en tant que civils. Les hommes qui n'étaient pas partis se battre cherchèrent peut-être à compenser un certain sentiment de culpabilité en faisant preuve d'hostilité envers l'Allemagne, et en votant en faveur de la Coalition ; quant au femmes, Emmeline Pethick-Lawrence, candidate travailliste, déclara à leur sujet : "*cette*

regret the fact..." (Hansard, HC Debates, vol.125, 27/2/20, "Representation of the People Bill", cl. 2071).

²⁸⁴ *The Times*, 10/12/18, p. 6.

²⁸⁵ "*I am afraid I am beaten —mainly by the women's vote which came up freely and I feel sure was hostile*", R.Holt (candidate for Eccles) to W. Runciman, 17/12/18 ; "*The working-class vote, and especially the women amongst them, have been all out for the Kaiser's head, and I am not particularly hopeful about the result.*", A. Haworth (cand. for Manchester) to W. Runciman, 17/12/18, Walter Runciman papers, in M. Pugh, *Women and the Women's Movement*, p. 148.

*élection était pour elles une occasion d'apporter leur contribution, et elles ne demandaient qu'à "monter à l'assaut" pour venger leurs maris et leurs fils*²⁸⁶.

Les circonstances dans lesquelles s'était tenue l'élection de décembre 1918 étaient, encore une fois, cependant, pour le moins particulières, et ne permettent pas d'établir de manière précise un comportement électoral féminin. Si l'on veut chercher à savoir si celui-ci eut un impact quelconque sur le résultat des élections en favorisant plus particulièrement l'un ou l'autre des partis dans des proportions différentes de celles de l'électorat masculin, il est donc nécessaire de se tourner vers les élections qui suivirent.

Un nombre important d'études ont tenté de déterminer s'il existait réellement un vote féminin et, le cas échéant, en quoi il consistait²⁸⁷. Le résultat de ces recherches tendrait à prouver que les femmes, en tant que groupe, ont longtemps eu tendance à soutenir le parti conservateur dans une plus grande proportion que les hommes (un phénomène qui n'est pas propre à la Grande-Bretagne²⁸⁸). Plusieurs explications ont été avancées :

- l'isolement au foyer et l'absence de contacts quotidiens avec des collègues feraient que les femmes sont moins sûres de leur jugement et tendent à s'appuyer sur une idéologie plus traditionnelle et conservatrice ;
- les emplois dans lesquels elles sont majoritairement concentrées, tels que les emplois de bureau, sont très faiblement syndicalisés ;

²⁸⁶ *"this election was their chance of "doing their bit" and they were all for "going over the top" to avenge their husbands and their sons."*, Pethick-Lawrence, *My part in a changing world*, p. 323.

²⁸⁷ Jorgen Rasmussen, "Women in Labour : the Flapper Vote and Party System Transformation in Britain", *Electoral Studies*, vol.1, April 1984 ; Beatrix Campbell, *The Iron Ladies : Why do Women Vote Tory ?*, London : Virago, 1987 ; Mark Benney et al. , *How People Vote*, London : Routledge, 1956 ; Maurice Duverger, *The Political Role of Women*, New-York : UNESCO, 1955 ; Vicky Randall, *Women and Politics- An International Perspective*, London : Macmillan (2nd ed.), 1987.

²⁸⁸ Voir M. Duverger, *The Political Role of Women*, p. 143-4.

- le plus grand âge de l'électorat féminin : les femmes vivant plus longtemps que les hommes, elles ont tendance à être plus représentatives d'une certaine génération au sein de laquelle les conservateurs bénéficient d'un avantage par rapport aux travaillistes. Cette explication est d'autant plus valable au début du siècle. Ainsi, si l'on considère l'élection de 1918, l'une des raisons pouvant expliquer la défaite du parti travailliste pourrait être l'âge de ces nouvelles électrices, dont les plus jeunes étaient nées à la fin des années 1880 et qui, pour la plupart, s'étaient formé une opinion politique à une époque où le choix se situait entre conservateurs et libéraux²⁸⁹.

- le facteur religieux, très présent dans certains pays (en particulier ceux dominés par l'Eglise catholique²⁹⁰), ne semble pas quant à lui avoir joué, en Grande-Bretagne, un rôle très important.

On ne peut en aucun cas, cependant, il est important de le souligner, considérer ces différentes études comme fournissant la preuve que les femmes sont, de façon *inhérente*, plus conservatrices que les hommes (la tendance depuis les années 70 s'est d'ailleurs inversée²⁹¹). Quelles que soient les différentes explications avancées, le problème reste d'ailleurs complexe : la variation entre les sexes est infime —elle n'a jamais dépassé les 10 %²⁹²— et la tendance reconnue des femmes à voter comme leur mari contribue encore à brouiller les pistes. Certes, rien ne peut sembler au premier abord plus normal qu'un couple ait les mêmes opinions politiques : le mariage réunit le plus souvent un homme et une femme de même milieu et d'âge

²⁸⁹ Certaines femmes parmi les plus actives au niveau politique changèrent néanmoins d'allégeance à la suite des controverses sur la question du suffrage à la veille de la guerre.

²⁹⁰ Exemple : France, voir M. Duverger, *The Political Role of Women*, p. 144.

²⁹¹ V. Randall, *Women and Politics*, A. Duroy, *Citoyennes !. Il y a 50 ans le vote des Femmes*, Paris : Flammarion, 1997.; p. 293, M. Pugh, *Women and the Women's Movement*, p. 145.

²⁹² V. Randall, *Women and Politics*, p. 73.

semblable qui ont, par conséquent, la même hérédité idéologique et les mêmes intérêts à défendre. Il est toutefois impossible de nier qu'une partie importante de l'électorat féminin, dans les années qui suivirent la reconnaissance de ses droits politiques, n'était pas encore politiquement majeur et autonome.

*Tandis que les femmes ont, légalement, cessé d'être des mineures, déclare Maurice Duverger en 1955, elles ont conservé une mentalité de mineures dans de nombreux domaines, particulièrement en politique, où elles acceptent en règle générale le paternalisme des hommes*²⁹³.

Si l'identité du vote des époux peut donc être le signe d'un alignement conjugal naturel, il n'en trahit pas moins, pendant longtemps, une certaine subordination économique et culturelle de la part de la femme.

L'obstacle principal à de telles recherches est sans conteste le manque de documents, aucun moyen n'ayant jamais été mis en place en Grande-Bretagne afin de connaître le comportement électoral de chaque sexe²⁹⁴ : les sondages sont plus que rares (encore inexistant dans les années vingt et trente) et la loi interdit l'usage d'urnes séparées.

Cette curiosité du public et, plus encore, des hommes politiques quant à la façon dont les nouvelles électrices allaient voter était néanmoins bien présente dans l'entre-deux-guerres, plus particulièrement peut-être à la veille et au lendemain des deux réformes électorales de la période, 1918 et 1928. Un député conservateur

²⁹³ "While women have, legally, ceased to be minors, they still have the mentality of minor in many fields, particularly in politics, where they usually accept paternalism on the part of men.", M. Duverger, *The Political Role of Women*, p. 129. M. Goot et E. Reid (*Women and Voting Studies : Mindless Matrons or Sexist Scientism*, Glasgow : Sage, 1975, p. 17) montrent, au travers de témoignages, qu'il s'agit également souvent pour certaines femmes d'éviter tout conflit avec père ou époux.

²⁹⁴ On ne trouve en outre plus, depuis 1935, de statistiques sur le nombre respectif d'électeurs et d'électrices par circonscription.

souleva la question en juin 1928, en proposant au ministre de l'Intérieur (Joynson-Hicks) d'utiliser des bulletins de couleurs différentes afin de connaître le sexe de l'électeur, comme cela avait été fait en Allemagne²⁹⁵. La suggestion ne fut pas retenue mais, comme le révèle un article du *Times*²⁹⁶, le président du bureau de vote d'une circonscription décida, durant l'élection de 1929, de mettre en place des salles distinctes pour les hommes et les femmes afin, selon lui, d'éviter le danger d'interférence entre époux.

Les trois élections législatives de 1922 à 1924 fournirent aux hommes politiques une meilleure occasion de juger de la réaction des nouveaux électeurs que cela n'avait été possible en 1918. Celles-ci semblèrent révéler un électorat plutôt versatile, caractéristique communément attribuée aux femmes qui, de nouveau, se virent donc rendues responsables des victoires des uns et des échecs des autres. Ainsi, lorsque, à l'élection de 1923, les conservateurs perdirent 87 sièges et virent la moyenne de leurs voix par candidat baisser de 48,6 % à 42,6 %²⁹⁷, Sir Samuel Hoare (ministre de l'Air) s'empessa d'attribuer cette baisse à *"l'opposition ignorante et à la crédulité des femmes"*²⁹⁸. Cette élection, que Baldwin avait organisée dans le but d'obtenir un mandat pour l'introduction de tarifs douaniers, était tout naturellement devenue une sorte de référendum au cours duquel libéraux et travaillistes se posèrent comme défenseurs du libre échange face aux conservateurs. De façon plus diplomatique, et sans doute plus juste, Sir George Younger, dirigeant du parti conservateur, suggéra que les femmes s'étaient opposées aux conservateurs par peur

²⁹⁵ *Hansard, HC Debates*, vol. CCXVIII, 21/6/28, col. 1735.

²⁹⁶ 6/9/30.

²⁹⁷ M. Pugh, *Women and the Women's Movement*, p. 149.

²⁹⁸ *"The ignorant opposition and credulity of the women"*, Hoare to Davidson, Davidson papers, 8/12/23, in Chris Cook, *The Age of Alignment, Electoral Politics in Britain 1922-29*, London : Macmillan, 1975, p. 178.

de voir le protectionnisme conduire à une augmentation du prix des denrées alimentaires²⁹⁹. Les femmes du parti conservateur, quant à elles, réfutèrent immédiatement ces accusations³⁰⁰ : le protectionnisme, faisaient-elles remarquer, avait déjà été massivement rejeté, lors des élections de 1906, par un électorat entièrement masculin ; si, par ailleurs, l'opposition de nombreuses femmes à la question semblait ne faire aucun doute, c'est qu'il avait été beaucoup plus simple, lors de démarchage électoral, de connaître leur opinion plutôt que celle des hommes, souvent absents du domicile. Sans doute n'avaient-elles pas tout à fait tort : l'année suivante, c'était de nouveau aux femmes que l'on allait attribuer la victoire, cette fois, des conservateurs³⁰¹. Il faudrait de toutes manières attendre jusqu'en 1928, date à laquelle les femmes de plus de vingt et un ans obtinrent un droit de vote égal à celui des hommes, pour pouvoir réellement mesurer l'impact du vote féminin.

En 1929, les femmes étaient désormais majoritaires dans l'électorat (52,7 %). Or, étant donné que, comme en 1923, cet afflux coïncida avec une défaite des conservateurs, de nombreux observateurs de l'époque succombèrent à la tentation d'attribuer ce résultat aux "flappers", phénomène plusieurs fois démenti depuis. Des études ultérieures ont en effet trouvé des raisons de penser que, loin de les favoriser, les nouvelles électrices furent en réalité défavorables aux travaillistes, en 1929 et aux élections suivantes. Rasmussen, par exemple, fournit pour preuve à cette hypothèse des chiffres illustrant le rapport négatif entre la proportion d'électrices et les voix

²⁹⁹ *The Woman's Leader*, 14/12/23.

³⁰⁰ Voir *The Times*, 10/12/23, "The Women's Vote", p. 15 et 13/12/23, p. 13 ainsi que *Home and Politics*, January 1924, "Some Reflections on the General Election", p. 3.

³⁰¹ "The magnificent part played by the women in our great Conservative victory has been generously acknowledged not only in the Press but by the Leader of our Party, and by Agents and organisers throughout the country" se félicite en décembre 1924 *Home and Politics*. "There is not doubt that the women's vote definitely turned the scale against Socialism owing to the efforts of devoted Conservative and Unionist women in the constituencies who influenced doubtful and apathetic women to use their votes in the constitutional cause" (*Home and Politics*, December 1924, "The Women's Election", by Mrs Bridgeman", p. 11).

obtenues par les travaillistes en 1929, 1931 et 1935³⁰². Le parti travailliste avait, en outre, nettement progressé durant les années vingt, au point de devenir la principale alternative au parti conservateur et, même lors de sa défaite de 1924, avait consolidé sa position comme deuxième parti avec 33 % des voix nationales et une moyenne de 38 % par candidat³⁰³. Il est donc peu probable que l'afflux d'un grand nombre de jeunes femmes dans l'électorat en 1929 ait eu, sur le soutien accordé aux travaillistes, l'impact qu'on lui prêta alors. Sans compter que les nombreuses spéculations de la presse au sujet des "flappers" cachait le fait que les jeunes femmes en question ne représentaient qu'une minorité des nouveaux électeurs en 1929 : on trouvait, à côté d'elles, près de deux millions de jeunes hommes et deux millions de femmes de plus de trente ans qui avaient été exclus de la réforme de 1918³⁰⁴.

*Le nouvel électorat en 1929*³⁰⁵

Electeurs en 1928 : 21,7 M

Electeurs en 1929 : 28,5 M

Femmes âgées de plus de trente ans sans droit de vote jusqu'en 1929 : 1,95 M

Femmes âgées de 21-29 ans _____ 3,29 M

Hommes de 21 ans ou plus _____ 1,9 M

Or, toutes ces catégories ne pouvaient guère avoir les mêmes opinions politiques. Il est même tout à fait possible que ce soient les hommes qui, parmi les nouveaux électeurs, accordèrent le plus de soutien au parti travailliste : relativement jeunes et touchés par le chômage, ils étaient aussi beaucoup plus présents dans les syndicats.

Le gouvernement travailliste ne resta pas longtemps au pouvoir (il fut remplacé par un gouvernement d'union nationale avec MacDonald comme premier ministre) et celles qui avaient été rendues responsables de son arrivée le furent maintenant de son

³⁰² J. Rasmussen, "Women in Labour", p. 56-7.

³⁰³ M. Pugh, *Women and the Women's Movement*, p. 150.

³⁰⁴ Domestiques logées chez leurs employeurs, célibataires vivant chez des parents, veuves résidant chez leurs enfants, femmes occupant un meublé...

départ : *"Le monsieur qui, en octobre, me laissa entendre que je devais ma défaite aux femmes"*, se souvient Mary Agnes Hamilton, députée travailliste, *"était celui-là même qui m'avait dit, en mai 1929, que c'étaient les voix de mon propre sexe qui m'avaient fait élire"*³⁰⁶.

Cela nous amène tout naturellement à la question de savoir quelle fut la réaction des électrices envers les candidates : votèrent-elles plus volontiers pour elles —c'est ce qu'avaient espéré les féministes et craint bon nombre d'opposants au suffrage— ou contre elles, comme le soutenait la presse ? Certains journalistes, remarque en 1936 Ray Strachey, *"ont toujours, avec beaucoup de bruit, attribué le peu de succès [des candidates] aux électrices [...] 'Les femmes sont jalouses les unes des autres ; elles préfèrent des hommes comme candidats'. Je n'ai jamais vu la moindre preuve de cela"*³⁰⁷.

L'élection de 1918 avait, il est vrai, brisé de nombreux espoirs parmi les féministes, en montrant que les femmes n'avaient pas soutenu massivement les candidates et, dès le lendemain des résultats, devant l'échec de ces dernières, le *Times*, heureux de voir ses doutes justifiés, en avait tiré la conclusion que, loin d'aider les candidates, les voix féminines les avaient desservies³⁰⁸. La généralisation était toutefois trop rapide : les statistiques faites pour des élections suivantes montrèrent que le principal facteur déterminant n'était pas le sexe du candidat mais l'appartenance au parti. Une étude particulièrement intéressante est celle de J.F.S.

³⁰⁵ Source : M. Pugh, *Women and the Women's Movement*, p. 151.

³⁰⁶ *"The very gentleman who, in October, suggested to me that I owed my defeat to women [had] said to me in May 1929 that the votes of my own sex had got me in"*, *Political Quarterly*, April-June 1932, in Brookes, *Women at Westminster*, p. 98.

³⁰⁷ *"have always noisily acclaimed their small success at the polls as due to the women voter [...] 'Women are jealous of each other ; they prefer men candidates.' I have never seen one scrap of evidence for this"*, *Our Freedom and its Results*, p. 29.

³⁰⁸ *"Certainly the experience of women candidates at this election has been that they have been more sympathetically received by men voters than women. Indeed, there is a very general impression that women voters polled a very high percentage against the women candidates."*, *The Times*, 30/12/18, *"Women Candidates' Failure"*, p. 10.

Ross, publiée en 1953³⁰⁹, et basée sur les élections de 1935, la dernière année pour laquelle des chiffres séparés pour les électeurs et les électrices de chaque circonscription furent publiés : partant de la constatation que les femmes réussissent moins bien aux élections, Ross commence par rechercher s'il existe un lien entre leur réussite ou échec et la proportion d'électrices dans leur circonscription.

Sa première démarche est d'examiner seize luttes électorales entre une candidate travailliste et un candidat conservateur au cours desquelles la candidate a perdu³¹⁰. La tendance est très claire : plus il y a de femmes dans l'électorat, plus l'échec de la candidate est important, mais, comme le fait remarquer Ross, cela n'indique en aucune manière que les électrices n'ont pas voulu voter pour une candidate, mais tout simplement qu'elles n'ont pas voulu voter pour une candidate *travailliste* (la même tendance pour les candidates travaillistes à réussir moins bien dans les circonscriptions où prédominent les électrices se retrouve dans les élections où se présentaient, non plus deux, mais trois candidats).

Son deuxième exemple concerne une série de douze luttes entre un candidat travailliste et une candidate conservatrice avec, de nouveau, la victoire du côté de l'homme. Cette fois, cependant, la tendance est inverse : plus il y a de femmes dans l'électorat, plus la réussite des candidates est importante.

Ces exemples démontrent un fait déjà mentionné, à savoir que les femmes avaient en général plutôt tendance à voter conservateur, mais en aucun cas n'indiquent une quelconque antipathie des électrices à l'égard des candidates, comme voulait le faire croire la presse à l'aide d'un cliché sur la soi-disant jalousie entre

³⁰⁹ J.F.S. Ross, "Women in Parliamentary Elections", *The British Journal of Sociology*, vol IV, n°1, mars 1953, p. 15-24.

³¹⁰ Pour chaque circonscription ont été calculés les pourcentages d'électrices et de voix données à la candidate. En reliant les deux, un graphique a été obtenu.

femmes —ils ne donnent en fait aucune indication quant à l'influence qu'a pu avoir sur l'électorat le sexe du candidat³¹¹.

III. INTERET DES FEMMES POUR LA POLITIQUE :

Les femmes pouvaient maintenant voter —mais s'intéressaient-elles pour autant à la politique ? La question, sous divers aspects, reste omniprésente dans la presse féministe de l'entre-deux-guerres, peut-être parce que le manque d'intérêt des femmes pour les affaires politiques avait toujours été l'un des principaux arguments avancés par les anti-suffragistes.

Différentes organisations féministes s'étaient, on l'a vu, données pour objectif d'éveiller ou de stimuler cet intérêt en commençant par le commencement : l'éducation et l'information —car outre la ségrégation évidente en matière d'éducation, il est certain que l'enfermement dans la sphère familiale ne prédisposait pas à l'intérêt pour les affaires extérieures—, et en organisant pour cela, partout dans le pays, des réunions pour des femmes de tous les partis. Les rapports sur la réaction des femmes à ces campagnes varient cependant beaucoup : certains déplorent un manque d'intérêt de la part des femmes, particulièrement des célibataires de moins de trente ans ; d'autres parlent avec enthousiasme de l'intérêt des électrices pour les affaires publiques et de leur détermination à se faire représenter par des femmes au Parlement³¹². Les sociétés féministes, de toute évidence, se sentaient tiraillées entre

³¹¹ Ils ne prouvent pas non plus que les électeurs ne sont *jamaïs* influencés par des préjugés d'ordre sexiste mais que, si de tels préjugés influencent leur manière de voter, ils doivent être extrêmement réduits dans leur portée électorale ou alors être le fait de sections opposées de l'électorat et, par conséquent en grande partie s'annuler. En effet, il est nécessaire de remarquer que si électeurs et électrices partageaient de manière égale une tendance pour ou contre les candidates, celle-ci ne serait pas révélée par de tels diagrammes.

³¹² A propos de la campagne électorale de Mrs Wintringham pour la Louth Division de Lindsey en 1921 : "*and all the time was the rapture of meeting in the women voters intelligent well-informed citizens, interested in public affairs, with clear ideas of what they themselves required and full faith*

la nécessité de dénoncer l'apathie des électrices (qui était *aussi* celle des électeurs) et l'envie de montrer que les femmes étaient dignes de leurs nouvelles responsabilités. Malgré cela, il est indéniable que les femmes étaient, dans l'ensemble, assez peu intéressées par la politique, et les Women's Institutes et les Townswomen's Guilds, les deux sociétés féminines les plus populaires des années trente, bien qu'étant à l'origine destinées à "*encourager l'éducation des femmes afin de leur permettre, en tant que citoyennes, de contribuer au mieux au bien commun*"³¹³, ne devaient certes pas leur succès à l'aspect éducatif, mais bien à l'aspect social de leurs activités : les recettes de cuisine et la couture étaient bien plus importantes aux yeux de leurs membres que l'éducation civique ou le statut des femmes, comme le révèlent leurs publications respectives. Pour Maurice Duverger, il faut néanmoins se méfier des idées préconçues en attribuant le manque d'intérêt des femmes à leurs plus grandes préoccupations pour les problèmes domestiques et privés ; le manque d'intérêt des électrices pouvait être la conséquence de l'accession plus récente des femmes à la vie politique et donc d'une maturité politique moindre par rapport à celle des hommes, une théorie que confirmerait la plus grande instabilité du vote féminin.

Comme illustration d'un intérêt réduit des femmes pour les questions politiques, l'abstentionnisme a été parfois cité qui, s'il est impossible à vérifier en Grande-Bretagne, a pu être constaté dans certains pays tels que la Norvège, la Finlande où l'Autriche, où la participation des hommes et des femmes aux scrutins a pu être enregistrée séparément. Le phénomène, là où il existe durant la période qui nous concerne, ne doit toutefois pas être exagéré : la différence entre les pourcentages de votants hommes et femmes varie en effet de 4 % à 8,5 % en

that a woman would be best able to put forward their needs in Parliament. And these were the wives of agricultural labourers ! How different a state of things from the picture which Anti-Suffragists used to frighten the public with, of the uneducated woman's vote which was to bring this country to destruction", LSWS, Annual Report 1921, p. 7.

Finlande (entre 1919 et 1924) mais n'atteint qu'un maximum de 6 % en Autriche (en 1920 —3 % en 1927) et est quasiment inexistante en Allemagne, en 1928, seule année où la participation des uns et des autres aux élections pour l'Assemblée Nationale a été enregistrée de façon respective : 82,3 % des électrices et 82,5 % des électeurs inscrits³¹⁴. En ce qui concerne la Grande-Bretagne, l'un des rares moyens de vérifier une éventuelle tendance féminine à l'abstentionnisme serait de comparer le pourcentage de votants, hommes-femmes réunis, avant et après 1929, c'est-à-dire avec les électrices désormais majoritaires dans de nombreuses circonscriptions. Or, là encore, les chiffres ne font état que d'une très légère différence, avec 76,6 % de votants en 1924 et 76,1 % en 1929.

Par ailleurs, d'autres explications peuvent être avancées à l'abstentionnisme féminin sans qu'un lien trop direct ne soit établi entre abstentionnisme et absence d'intérêt : les femmes, tout d'abord, devaient s'occuper des enfants, des parents malades..., ce qui pouvait les empêcher de se rendre sur le lieu de vote —hypothèse qui semble être confirmée par l'article du *Times* du 16 décembre 1918, dans lequel il est dit que le nombre d'électrices présentes fut plus important dans les circonscriptions où les candidates avaient pris des dispositions pour que les femmes soient relayées le temps d'aller voter ; leur espérance de vie étant plus grande que celle des hommes, l'âge avancé de certaines électrices et ses conséquences (maladie, immobilité...) pouvait aussi les empêcher de se déplacer ; enfin, le niveau d'éducation des femmes était généralement plus bas que celui des hommes (or il a été démontré que l'utilisation du droit de vote et l'intérêt politique augmentent de pair avec le

³¹³ NUSEC, Annual Report, 1932-33, p. 3.

³¹⁴ Chiffres tirés de Dr Marguerite Bernhard, *La Situation Actuelle du Suffrage Féminin*, publié par l'Alliance Internationale pour le Suffrage et l'Action Civique et Politique des Femmes, Londres, 1929.

niveau d'éducation³¹⁵), tout comme leur statut social (et là encore les deux sont étroitement liés)³¹⁶.

Une dernière question qui se pose est celle de savoir quels furent les domaines de la politique auxquels les femmes accordèrent le plus d'importance. Les femmes, avait-on en effet souligné au temps de la lutte pour le suffrage, n'avaient pas les mêmes priorités que les hommes, et la politique britannique ne pourrait se trouver qu'enrichie si le point de vue féminin venait compléter le point de vue masculin :

*Nous ne nions pas, ni ne minimisons, la différence entre hommes et femmes, déclarait Millicent Garrett Fawcett en 1889. Le droit à la représentation que revendiquent les femmes repose en grande partie sur ces différences. Les femmes apportent au service de l'Etat quelque chose de différent de ce que peuvent apporter les hommes*³¹⁷.

*Elle ajoutait par ailleurs : Notre spécificité n'est pas représentée dans le système actuel [...] Je veux que la dimension féminine et domestique des choses pèse et compte davantage dans les affaires publiques*³¹⁸.

Il est donc naturel que la question de savoir si électeurs et électrices avaient les mêmes centres d'intérêt fût, là encore, souvent traitée dans les différents journaux féministes de l'entre-deux-guerres.

Ma première impression, répond Margery Corbett-Ashby en 1924 à propos de sa campagne, est que l'électrice prend ses devoirs et ses responsabilités très au sérieux [...] J'ai remarqué une grande différence entre les questions posées aux réunions ou dans les lettres. En 1922, j'étais bombardée de questions concernant le divorce, les vieux chevaux,

³¹⁵ M. Currel, *Political Women*, p. 40.

³¹⁶ L'abstention est désormais plus élevée chez les hommes que chez les femmes : en 1992, 82 % des femmes votèrent aux élections générales, contre 79 % des hommes, soit une différence de plus d'un million de voix. Ces chiffres convainquirent les hommes politiques qu'il était essentiel, aux élections suivantes, celles de 1997, de capturer l'électorat féminin.

³¹⁷ "We neither deny nor minimise the difference between men and women. The claim of women to representation depends to a large extent on those differences. Women bring something to the service of the state different from that which can be brought by men.", "Female Suffrage : A Reply", *The Nineteenth Century*, July 1889, in M. Pugh, *Women and the Women's Movement*, p. 3.

³¹⁸ "That wherein we differ is unrepresented under the present system [...] I want to see the womanly and domestic side of things to weigh more and count for more in all public concerns", Fawcett, "Home and Politics", LSWS, n.d.

*et la vivisection ; cette année, les questions étaient principalement dirigées vers les problèmes plus généraux du le coût de la vie et du chômage. Je pense que cela signifie que l'électrice se sent plus membre du grand corps des citoyens [...] A chaque élection, je trouve les électrices plus intéressées et mieux instruites, et mieux capables d'exprimer leurs propres opinions*³¹⁹.

Si les organisations féministes étaient tout aussi désireuses de faire part de cet intérêt et cette instruction accrus, elles n'abandonnèrent pas quant à elles pour autant l'idée que les femmes avaient une contribution particulière à apporter à la politique, mais aussi des problèmes qui leur étaient propres à résoudre. Dans un article intitulé "Is There a Woman's Point of View ?", le *Woman's Leader* constatait :

*Qui, en regardant les statistiques, peut nier [...] que les hommes sont plus intéressés par le syndicalisme que les femmes ? Qui peut essayer de soutenir que les femmes ne se sentent pas plus passionnément impliquées devant les agressions d'enfants que les hommes ou que, quand elles se rendront compte de leur pouvoir, elles ne réformeront pas nos pratiques légales s'y rapportant ? [...] Il est impossible d'ignorer le fait que, le monde étant ce qu'il est, il y a **réellement** ce qu'on peut appeler des intérêts féminins, et qu'il y a, à leur sujet, une **réelle** tendance pour les femmes de penser d'une manière et pour les hommes d'une autre*³²⁰.

Car outre le symbole égalitaire qu'il représentait, il ne faut pas oublier que le droit de vote devait être avant tout le moyen de faire pression pour des réformes que les hommes avaient jusqu'alors toujours négligées. Que les femmes abandonnent leur point de vue particulier pour s'intéresser aux mêmes questions que les hommes, et

³¹⁹ "My first impression is that the woman elector is settling down seriously to her duties and responsibilities as an elector [...] I noticed a great difference in the questions asked at meetings or by correspondence. In 1922, I was bombarded with questions on divorce, old horses, and vivisection ; this year, the questions were mainly directed to the larger issues of cost of living and unemployment. I think this means that the woman voter feels herself more a part of the great body of citizens [...] A each election I find the women voters keener and better instructed, and more able to express their own view.", *The Federation News*, Jan-Feb 1924, "Our Women Candidates", p. 4.

³²⁰ "Who, looking at the [...] statistics, can deny [...] that men are not more interested in Trade-Unionism than women ? Who can attempt to maintain that women do not feel more passionately upon child assault than men, or that they will not, when they realise their power, reform our legal practice concerning it ? [...] It is impossible to ignore the fact that, the world being what it is, there actually are such things as women's interests and upon them there actually is a tendency for women to think one way and men another...", *Woman's Leader*, 25/2/21. Des propos très semblables à ceux tenus par

leur droit de vote serait-il aussi "efficace" ? Mrs Corbett-Ashby semble heureuse de constater que ses électrices ont cessé de s'intéresser au divorce et à la vivisection pour se préoccuper du coût de la vie et du chômage, mais son attitude, qui fut celle de nombreuses femmes politiques après elle, n'était-elle pas un rejet de certaines valeurs féminines, motivé sans doute par la crainte de voir les électrices désignées comme une classe à part ? Or, vouloir à tout prix adopter la hiérarchie déjà en place concernant l'importance des questions politiques, ne revenait-il pas à admettre que certaines questions, jugées prioritaires par les hommes, étaient en effet plus importantes que celles que les femmes considéraient, sinon comme prioritaires, tout au moins comme aussi importantes ? Pouvait-on, par exemple, accepter qu'un vol soit plus puni qu'un viol ou qu'une agression sexuelle sur un enfant³²¹ ? Que l'argent nécessaire à nourrir les enfants sous-alimentés du pays soit dépensé à l'armement ? Ou encore qu'un homme puisse, en mourant, déshériter sa femme et ses enfants, souvent sans autre ressource, et léguer tous ses biens à sa dernière maîtresse³²² ? S'il était tout à fait normal, et important, que les femmes s'intéressent aux questions générales de politique intérieure et extérieure, il était tout aussi essentiel, pour les féministes, qu'elles ne négligent pas leurs propres intérêts.

Les femmes, comme les hommes, lit-on dans The Vote au moment des élections de 1929, sont très intéressées par les programmes des partis politiques pour réduire le coût de la vie, résoudre le problème du chômage et préserver la paix internationale. Mais au-delà de toutes ces questions, que nous ne minimisons en aucune façon, les femmes ont leurs

certaines femmes politiques françaises comme argument en faveur de la parité hommes-femmes au Parlement.

³²¹ Lors de son procès à l'Old Bailey, en avril 1913, Mrs Pankhurst avait dénoncé les lois qui faisaient qu'il était possible de la condamner à quatorze ans de prison pour dégâts matériels tandis que la peine maximum pour une agression d'enfant était de deux ans. En 1922, tandis que les organisations féminines faisaient campagne pour l'amendement de la loi pénale, la presse publiait, face à face, deux exemples de condamnations : l'une condamnait à douze mois de prison un homme pour avoir volé le sac à main d'une passante ; l'autre imposait une détention d'un mois à un mari accusé d'avoir violenté l'infirmière de sa femme alitée (V. Brittain, *Lady into Woman*, p. 148).

³²² L' "Inheritance (Family Provision) Act" de 1938, voté après de nombreuses années de campagne féministe, interdit à une personne de déshériter totalement son conjoint et ses enfants.

*propres problèmes, et il naturel qu'elles veuillent savoir comment les différents partis se proposent de les résoudre*³²³.

Comprendre le comportement électoral des femmes était une question essentielle dans les années qui suivirent l'arrivée de celles-ci dans l'électorat. D'une part parce que tous les espoirs des suffragistes de voir les femmes transformer le système politique et social reposaient sur la supposition que les citoyennes, en vertu de leur sexe, agiraient comme une force cohésive, d'autre part parce que le comportement des hommes politiques et l'orientation des partis allaient nécessairement être influencés par une force électorale encore inconnue. Cependant, pour que les femmes exaucent les aspirations de leurs dirigeantes, il fallait qu'elles votent ensemble, s'organisent, et fassent preuve d'une allégeance collective à des idéaux et des programmes communs. Toute la validité des arguments suffragistes reposait, en fin de compte, sur la question de savoir si les femmes allaient ou non créer un "bloc" dans l'électorat, aux intérêts et aux valeurs distincts. Tant que les hommes politiques redoutèrent une telle force politique, ils s'efforcèrent de répondre aux vœux de leurs nouvelles électrices, d'où les nombreuses réformes qui caractérisent les années vingt. Lorsque, après quelque temps, il devint clair qu'aucun bloc féminin n'émergeait et que les femmes votaient en général comme leur mari, la bonne volonté des hommes politiques disparut rapidement.

³²³ "Women, just as men, are keenly interested in the plans of the political parties to reduce the cost of living, to solve the unemployment problem and to preserve international peace. But beyond all these questions we by no means minimise, women have their own special problems and they naturally want to know how the different parties propose to solve them." *The Vote*, 15/3/29, "Women's Interests at the General Election", p. 84.

Le fait est qu'en prédisant que les femmes agiraient ensemble, les suffragistes s'étaient basées sur l'hypothèse —correcte en soi— que les femmes avaient en commun une certaine expérience. Elles avaient cependant négligé le fait que, à la différence d'autres groupes minoritaires, les femmes étaient réparties sur l'ensemble de la structure sociale et n'avaient, par conséquent, que peu de chances de développer un sentiment d'identité commune. Eleanor Rathbone écrivait en 1924 : *"La solidarité entre les sexes et une demande clairement exposée pour l'indépendance économique des femmes ne sont, je pense, qu'une question de temps. Elles sont lentes parce qu'gênées par la concurrence d'autres loyautés, de famille et de classe"* ³²⁴.

³²⁴ "Sex solidarity and an articulate demand for the economic independence of women is, I believe, only a question of time. It is slow because it is hindered by the competition of other loyalties ; family loyalties and class loyalties", E. Rathbone, *The Disinherited Family*, p. 84.

Quatrième partie :

EVOLUTION DE LA LEGISLATION

Après avoir analysé la réaction des partis politiques devant le nouvel électorat féminin et les diverses stratégies qu'employèrent les organisations féministes pour que les femmes soient reconnues comme véritable force électorale, il reste à juger de l'aboutissement de ces promesses et de ces efforts : le gouvernement de coalition entreprit-il ainsi, comme il l'avait promis, de "faire disparaître toutes les inégalités restantes entre hommes et femmes" ? Les travaillistes soutinrent-ils l'égalité du suffrage et des salaires comme l'avait annoncé leur manifeste de 1918 ?

Si les réformes auxquelles tenaient les suffragistes et les féministes avaient une chance d'aboutir, sans nul doute ces années de "reconstruction" qui suivirent immédiatement la guerre étaient celles qui offraient le plus d'espoir, d'une part en raison de l'optimisme et du désir quasi général de reconstruire le pays sur de meilleures bases, d'autre part parce que le mystère qui entourait le vote féminin était, pour les hommes politiques, une incitation permanente à la prudence en matière de questions féminines. Ces deux facteurs allaient-ils cependant être assez forts pour venir à bout des résistances, encore nombreuses ? La période révèle certes une importante production législative ayant trait à la condition féminine ; néanmoins, afin d'évaluer la valeur des résultats obtenus ainsi que la nature de leurs liens avec le vote des femmes, d'autres critères non quantitatifs doivent être pris en compte : ce que les suffragistes attendaient du droit de vote et de la participation féminine en politique, la nature des différentes mesures et le degré de facilité avec lequel elles furent accordées, ou encore les motivations ou limites à la volonté de réformer des hommes politiques.

CHAPITRE I

LE POUVOIR DU DROIT DE VOTE

Deux ans d'expérience ont convaincu les gens que le vote des femmes ne va pas provoquer de guerre entre les sexes ou de catastrophe nationale. Pour parler franchement, cependant, cette même expérience qui a rassuré nos anciens opposants rend certaines d'entre nous quelque peu inquiètes... Nous ne voulons pas que le vote des femmes soit accepté parce qu'il est possible de dire qu'il n'a introduit aucun changement perceptible en politique, sinon de faciliter la suppression de quelques handicaps affectant directement les femmes. Nous attendions, et attendons toujours, du vote mieux que cela. Nous voulons que la contribution des femmes à la vie nationale soit très particulière et apporte un grand changement¹.

I. LES ATTENTES

Juger de l'importance des changements apportés par le droit de vote nécessite avant tout de connaître les espoirs nourris par les suffragistes à son sujet. Or, la description qui a souvent été faite de la campagne pour le droit de vote comme un mouvement exclusivement politique pour des droits civiques égaux à l'exclusion de tout aspect social est extrêmement réductrice: certes l'exclusion des femmes du processus électoral était le symbole de leur exclusion officielle du rang des citoyens et, en tant que tel, devait être combattue, mais limiter la lutte du mouvement

¹ "Two years experience has convinced the public that the women's vote is not going to spell either sex warfare or national disaster. To speak frankly, however, the very experience that has reassured our former opponents are making some of us a little anxious... We do not want the women's vote to be acceptable because it is possible to say that it has made no perceptible difference to politics except to facilitate the removal of a few disabilities directly affecting women. We hoped and we hope still, better things from it than that. We want the contribution of women to national life to be a very distinctive contribution and to make a very great difference." Eleanor Rathbone, "Equal Citizenship", Discours présidentiel du 12 mars 1920, reproduit dans *The Woman's Leader*, 12/3/20, p. 127 et *Milestones*, Liverpool : Lee & Nightingale, 1929, p. 3.

suffragiste à une campagne pour un droit politique est une erreur importante d'interprétation. A aucun moment, en effet, on ne peut dire du droit de vote qu'il fut une fin en soi et si tant de femmes acceptèrent de subir humiliations et violences physiques pour l'obtenir, c'est avant tout parce qu'il apparaissait comme le seul moyen de transformer une société profondément injuste envers la moitié de sa population². Par ailleurs, si les inégalités dont étaient victimes les femmes figuraient tout naturellement parmi leurs préoccupations principales, les suffragistes attendaient bien plus de la participation féminine en politique que de simples réformes légales : elles visaient à long terme une transformation profonde de la société, qu'elles espéraient pouvoir détourner de la corruption et des guerres et guider vers une plus grande justice sociale, comme le révèlent, avec beaucoup d'idéalisme, de nombreux témoignages de l'époque. D'où la réaction d'Eleanor Rathbone face à ceux qui, deux ans après la réforme électorale, soutenaient que le vote féminin n'avait créé aucune différence perceptible en politique, et son espoir de pouvoir constater un jour les résultats concrets d'une contribution féminine particulière.

1. Une clef pour d'autres réformes féminines

Lorsque j'ai —modestement— pris part au mouvement pour le suffrage, témoigne Cicely Hamilton, ce n'est pas parce que j'avais une quelconque foi en la magie du droit de vote ; j'ai adhéré au "Mouvement" parce que cela me donnait une occasion de défendre ce en quoi je croyais —le mariage volontaire et la maternité volontaire— et d'écrire et de parler contre l'existence secondaire des femmes³.

² "For let there be no mistake about it", insiste Helena Swanwick dans ses Mémoires, "this movement was not primarily political; it was social, moral, psychological and profoundly religious", *I have been Young*, London : Gollancz, 1933, p. 187.

³ "When I took my little share in the suffrage agitation, it was not from any faith in the magic of the vote ; I came into "the Movement" because it gave me a chance to advocate what I did believe — voluntary marriage and voluntary motherhood— and to write and speak against the secondary existence of women.", C. Hamilton, *Life Errant*, p. 251.

Les raisons qui poussèrent Cicely Hamilton vers le mouvement suffragiste ou, de manière plus générale, la révolte contre la condition de la femme victorienne, sont celles que l'on retrouve dans de nombreuses autobiographies (Helena Swanwick déclare ainsi s'être très tôt révoltée contre une société qui interdisait aux jeunes filles de sortir seules et permettait aux agresseurs potentiels, desquels on voulait les protéger, de circuler librement). Les doubles critères de moralité, que cautionnaient des lois qui traitaient différemment l'adultère du mari et de la femme et enfermaient la prostituée tandis qu'elle laissait libre son client, l'indulgence avec laquelle étaient traités les crimes sexuels ou encore l'absence de tout droit pour les épouses et les mères sur leur propriété et sur leurs enfants, étaient autant de griefs qui convainquirent certaines femmes que, si les choses devaient changer, il faudrait pour cela qu'elles puissent intervenir dans le processus politique.

Un Parlement élu par des hommes, et par conséquent uniquement redevable à ces derniers, ne pouvait pas, soulignaient-elles, se préoccuper de défendre correctement les intérêts féminins : la mention du droit des femmes à une certaine indépendance économique et légale provoquait immédiatement une vive hostilité ; les questions concernant la maternité, quant à elles, n'éveillaient, dans le meilleur des cas, chez les députés, que peu d'intérêt —dans le pire, rires et plaisanteries de mauvais goût, qui contredisaient le soi-disant respect que ceux-ci disaient porter aux épouses et aux mères : Millicent Garrett Fawcett disait ainsi avoir été ébahie de découvrir qu'il était *"la coutume, parmi les députés, d'accueillir toute mention des femmes ou de l'accouchement avec de grands éclats de rire"*⁴ et George Bernard

⁴ "it was the general habit of members of Parliament to receive any mention of women, or of childbirth, with roars of laughter", M.G. Fawcett, *Josephine Butler*, London, 1927, p. 74, dans Susan K. Kent, *Sex and Suffrage in Britain, 1860-1914*, London : Routledge, 1990, p. 165. Encore en 1922, témoigne Vera Brittain, les femmes qui assistaient aux débats nocturnes de la Chambre des Communes sur la réforme de la loi pénale (destinée à améliorer la protection légale des adolescentes) *"realised*

Shaw, qui ne cachait pas par ailleurs le peu de valeur qu'il accordait au droit de vote, déclarait, en 1906 :

Personnellement, il m'importe peu que les femmes aient le droit de vote ou non, si ce n'est pour leur permettre d'accéder aux organismes publics [...] Si vous aviez siégé, comme je l'ai fait, pendant des années, dans une commission sanitaire, tentant de persuader un tas d'hommes qui [...] éclataient de rire lorsque le médecin mentionnait un cas se rapportant à la maternité que les femmes, tout comme les hommes, avaient besoin de structures sanitaires et n'avaient pas toujours les moyens de dépenser les quelques centimes nécessaires [...] vous n'insisteriez pas pour connaître mes raisons. Vous comprendriez, comme moi, qu'il est impossible d'obtenir une attitude correcte concernant les femmes dans un conseil d'administration composé exclusivement d'hommes⁵.

Lorsqu'Asquith, lors d'un débat sur le suffrage féminin, à la Chambre des Communes⁶, dénonça les attaques contre la soi-disant négligence du Parlement envers les intérêts féminins comme étant sans fondement et déclara que, selon lui, *"aucune législature au monde [n'avait] fait autant pour les femmes que cette législature, élue par des hommes"*, la NUWSS s'empressa par conséquent de rafraîchir la mémoire du premier ministre en publiant⁷ quelques exemples de cas où les intérêts des épouses et des mères avaient de toute évidence été jusqu'alors "négligés" par le Parlement : la couverture sociale dont pouvait bénéficier, depuis 1911, grâce au National Insurance Act, le travailleur assuré, n'était pas étendue à son épouse, excepté pour le paiement d'allocations de maternité, ni à ses enfants ; une

from the facetious gibes about "pig-tails" and "effeminate men" that the old "roars of laughter" over "women's questions" were still round the corner" (Lady into Woman, p. 73).

⁵ *"Personally I care very little for giving women the vote, except as a means of getting women o public bodies [...] If you had sat, as I have, for years, on a health committee, trying to persuade a parcel of men who regarded women as angels and subjects for loose jests, and who burst into shouts of laughter when the doctor mentioned a maternity case, that women required sanitary accommodation as well as men, and could not afford always to pay a penny for it, you would not press me for my reasons [...] You would realize as I do how hopeless it is to get any sort of decent feeling concerning women in an exclusively male governing body".* George Bernard Shaw, *The Women's Journal*, Boston, USA, 1/9/06, in C. Rover, *Women's Suffrage and Party Politics*, p. 169.

⁶ Projet de loi de Dickinson, 6 mai 1913.

⁷ *Parliament and Wives and Mothers*, October 1913. Annexe 20

femme n'avait quasiment aucun moyen d'obliger son mari à lui payer une pension alimentaire ; rien n'empêchait un homme de déshériter totalement sa femme et ses enfants⁸ ; le père, au sein du mariage, avait entière autorité sur les enfants mais, dans le cas d'un enfant illégitime, la mère en était la seule responsable ; une épouse n'avait aucun droit de divorcer d'un mari violent... La liste était longue. Il ne semblait que justice, concluait la NUWSS, que les femmes puissent choisir ceux qui élaboraient les lois auxquelles elles devaient obéir, d'autant plus lorsque ces lois les touchaient directement et les pénalisaient.

2. Un moyen pour changer la société : le mythe de la femme rédemptrice

Mais si le droit de vote put revêtir, pour elles, autant d'importance, c'est que, bien plus que la condition féminine, c'était la société toute entière que les suffragistes britanniques espéraient bien améliorer une fois en sa possession. Tout comme leurs consœurs américaines avant elles ou encore les Françaises⁹ pendant longtemps, elles ne cessèrent de prédire que les femmes apporteraient en politique les valeurs morales et l'altruisme qui lui manquaient. L'alcoolisme, la traite des blanches, l'insalubrité des logements ou encore l'insuffisance de l'aide sociale¹⁰ étaient autant de domaines qui leur tenaient notamment à cœur et auxquels elles souhaitaient voir apporter des réponses concrètes. En tant qu'épouses, et surtout en tant que mères, elles estimaient en outre avoir leur mot à dire et une contribution unique à apporter aux questions qui, traditionnellement, dépendaient de la "sphère féminine" et qui, de plus en plus,

⁸ L'héritage d'un homme qui mourait sans laisser de testament devait en outre nécessairement être partagé entre l'épouse et les enfants, tandis que l'héritage d'une femme revenait entièrement au mari, sans que les enfants aient aucun droit.

⁹ "Je voyais ce droit sous un double aspect", note Louise Weiss dans ses Mémoires. *"En modifiant les coutumes, il donnerait aux femmes toutes leurs chances dans les activités civiles et en modifiant la politique, toutes ses chances de survie à une humanité trop encline aux conflits. La seconde partie de*

faisaient partie des préoccupations de l'état : l'éducation, la santé, la pauvreté, mais aussi un domaine encore trop souvent ignoré par la loi : la protection de l'enfance. C'était avant tout en vertu de leur "féminité" et de la différence entre hommes et femmes, insistaient-elles, que les femmes revendiquaient le droit de participer aux décisions politiques et réclamaient le droit de vote¹¹ :

*Dans tous ces domaines, expliquait Mabel Atkinson, le point de vue de la femme est aussi nécessaire que celui de l'homme. Et nous souhaitons le droit de vote non pas pour cesser d'être des femmes, mais parce que nous sommes des femmes, et parce que le Parlement, élu à présent exclusivement par des hommes, élabore des lois qui influencent de très près notre travail, l'éducation des enfants et la conduite de la vie domestique. C'est notre féminité même [...] qui rend un grand nombre d'entre nous si impatientes de pouvoir voter*¹².

*Nous ne voulons pas que les femmes soient de mauvaises imitations des hommes, avait déjà rassuré Millicent Garrett Fawcett en 1889, Nous ne nions pas, ni ne minimisons, la différence entre hommes et femmes. Le droit à la représentation que revendiquent les femmes repose en grande partie sur ces différences. Les femmes apportent au service de l'Etat quelque chose de différent de ce que peuvent apporter les hommes*¹³.

mon raisonnement reposait sur un axiome, à savoir que le sexe faible avait horreur des flaque rouges.", L. Weiss, *Combats pour les femmes*, Paris : Albin Michel, 1980, pp. 18-19.

¹⁰ *Why we are in a Hurry*, NUWSS, May 1913. Annexe 21.

¹¹ En 1978, en France, le courant "femmes" du parti socialiste, en posant d'emblée le droit à la différence, partageait encore cette croyance en une culture alternative des femmes : *"Nous avons des choses à dire sur l'éducation, la santé, l'urbanisme, le nucléaire, la politique industrielle, l'économie, la défense, les relations internationales..."*, lit-on dans le texte fondateur du projet d'organisation, *"car nous avons un autre rapport à la vie, à la terre, au temps..."*, Françoise Gaspard, Cécile Goldet, Edith Lhuillier, "Dans la logique de ce qui fait l'identité du PS : le courant 'femmes'", 1978, in Mariette Sineau, *Des femmes en politique*, Paris : Economica, 1988, p. 197.

¹² *"In all these matters there is need of the woman's standpoint as well as the man's. And we desire the right of voting not that we may cease to be women, but because we are women, and because Parliament, chosen at present by men alone, is making laws that must influence very closely our work, the training of children and the conduct of home-life. It is our very womanhood [...] that makes many of us eager to be politically enfranchised"*, Mabel Atkinson, "Women and the revival of interest in domestic politics", in Brougham Villiers (ed.), *The Case for Women's Suffrage*, London : Fisher Unwin, 1907, pp. 133-4.

¹³ *"We do not want women to be bad imitations of men. We neither deny nor minimise the difference between men and women. The claim of women to representation depends to a large extent on those differences. Women bring something to the service of the state different from that which can be brought by men."*, "Female Suffrage : A Reply", *The Nineteenth Century*, July 1889. Elle ajoutait ailleurs : *"If men and women were exactly alike, the representation of men would represent us ; but not being alike, that wherein we differ is unrepresented under the present system"* ("Home and Politics", London : LSWS, n.d., p. 2).

Il s'agissait clairement de "féminiser" la politique, en mettant à profit l'expérience et les connaissances spécifiquement féminines, et d'étendre à l'Etat l'influence et la protection du foyer —une fois érodées les frontières entre intérêts domestiques et nationaux, les frontières entre sphères féminine et masculine, pensait-on, en viendraient elles-mêmes tout naturellement à s'effacer. En réponse à ceux qui les accusaient de vouloir renier leur féminité et prédisaient que les femmes utiliseraient leur droit de vote contre les hommes et entraîneraient une guerre des sexes et autres conséquences terribles, Maude Royden, dans un pamphlet de la NUWSS¹⁴ s'empessa d'ailleurs de montrer que, dans les pays où elles votaient déjà, les femmes s'étaient avant tout occupées de promouvoir des lois protégeant les enfants et le foyer et que, insistait-elle, le fait de voter n'avait rien changé à leur nature. Mieux, cette nature féminine, les suffragistes britanniques la revendiquaient et comptaient sur elle pour contribuer à l'apparition d'une nouvelle sorte de politique, plus féminine, plus maternelle, plus sociale¹⁵.

Le droit de vote n'était donc pas simplement la clef grâce à laquelle les femmes pourraient entrer dans une sphère définie par les hommes mais —cela est essentiel— l'outil qui leur permettrait de redéfinir cette sphère selon des valeurs féminines et des besoins féminins. Accéder à la politique pour ensuite adopter une attitude masculine contribuerait peut-être à détruire les barrières entre les sexes, mais ne conduirait pas aux changements sociaux tant attendus et depuis toujours mêlés aux revendications

¹⁴ *How Women Use the Vote*, May 1912.

¹⁵ "I want to see the womanly and domestic side of things weigh more and count for more in all public concerns" déclare Millicent Garrett Fawcett, "Home and Politics", London : LSWS, n.d., p. 6. Elle ajoute "We want to say to those of our fellow-countrywomen who, we hope, are about to be enfranchised, 'Do not give up one jot or tittle of your womanliness, your love of children, your care for the sick, your gentleness, your self-control, your obedience to conscience and duty, for all these things are terribly wanted in politics' " (*Ibid.*, p. 2).

égalitaristes. C'est pourquoi, en réponse à la suggestion d'Arthur Henderson, au congrès annuel du parti travailliste de 1918, que les femmes devraient désormais suivre l'exemple de leurs maris syndiqués, Mrs Fawcett, représentant la National Federation of Women Workers, rétorqua qu'elle "*espérait qu'elles n'en feraient rien. Elle espérait que les femmes les mèneraient vers quelque chose de plus efficace, de plus grand, de plus remarquable et de plus exaltant pour l'humanité entière que ce que les hommes avaient accompli par le passé*"¹⁶.

Car, enfin, si les suffragistes espéraient autant du vote féminin, c'est qu'elles étaient persuadées que la politique, dans une grande mesure, était ce qu'elle était — viciée par la corruption et les ambitions personnelles— parce qu'elle avait été modelée par des hommes. Au lendemain de la guerre, il apparaissait d'autant plus nécessaire de reconstruire sur de meilleures bases :

*Le pouvoir électoral des femmes sera une grande force vivifiante dans tout ce travail de reconstruction, annonça Ogilvie Gordon, lors du lancement, en 1918, des associations de citoyennes. Les femmes ont fait preuve d'abnégation et d'altruisme dans le foyer pendant des siècles et leur entrée dans la vie publique apportera à cette dernière un sentiment de plus grande bienveillance et, à l'élaboration et l'administration des lois, cette touche d'amour et de compassion qui adoucit la vie de famille depuis si longtemps*¹⁷.

Les espoirs que représentait la participation féminine en politique allaient toutefois, en Grande-Bretagne comme ailleurs, souvent bien plus loin que le domaine de la politique intérieure : l'influence féminine, marquée par un fort instinct de

¹⁶ "*hoped that they would not. She hoped that women would lead them into something more businesslike, something bigger and greater and more uplifting for the whole of humanity than the men had done in the past*". Mrs Fawcett, (National Federation of Women Workers), speech at the Labour Party Annual Conference, LP Report 1918, p. 104.

¹⁷ "*The voting power of women will be a great vitalising force in all this reconstruction work. Women have shown self-sacrifice and altruism in the home for centuries and their entry into public life will bring into it a kindlier feeling, and into the framing and administration of the laws that touch of love and sympathy which has sweetened family life for so long*", Reprint of NWCA Inaugural Meeting, May 1918 (NWCA, "The Citizenship of Women", 1933, p. 1)

conservation de la vie, espéraient notamment certains, tiédirait également les ardeurs guerrières et les ambitions territoriales qui avaient, pendant des siècles et au mépris de la vie humaine, gouverné la politique¹⁸. Olive Schreiner écrivait ainsi, en 1911, dans *Woman and Labour* :

Le jour où la femme prendra sa place, aux côtés de l'homme, pour gouverner et régler les affaires étrangères de sa race sera également le jour qui annoncera la fin de la guerre comme moyen de régler les différends humains. Jamais trompette ni drapeau n'auront un éclat assez trompeur pour entraîner les femmes dans une folie meurtrière ou embellir l'action délibérée d'ôter des vies en lui donnant un autre nom que celui de meurtre, qu'il s'agisse de massacrer des hommes par millions ou les uns après les autres. [Et]... ce n'est pas parce qu'elle serait lâche, incapable ni, surtout, remarquablement vertueuse en tout, que la femme, lorsque sa voix se fera entendre haut et fort, mettra fin à la guerre... [mais] parce qu'elle connaît le prix [de la chair] et qu'il ne le connaît pas¹⁹.

Lorsqu'avait éclaté la Première Guerre mondiale, guerre et domination masculine avaient été plus que jamais liées²⁰ et utilisées par les suffragistes comme argument pour défendre la nécessité d'une participation égale des femmes à la vie politique qui, on le croyait fermement, éviterait un autre conflit : *"Nous croyons que sous le gouvernement commun de femmes et d'hommes aux droits civiques égaux, les nations du monde trouveront, grâce à l'influence et au pouvoir féminins, une façon de satisfaire à la fois les exigences de paix et d'honneur, et de régler les relations*

¹⁸ L'opposition des femmes à la guerre fut même avancé comme argument contre le suffrage féminin lors des débats de 1917 (voir Hansard, HC Debates, cc. 1646-47, 1654, 1730).

¹⁹ "On that day when the woman takes her place beside the man in the governance and arrangement of external affairs of her race will also be that day that heralds the death of war as a means of arranging human differences. No tinsel of trumpets and flags will ultimately seduce women into the insanity of recklessly destroying life, or gild the wilful taking of life with any other name than that of murder, whether it be the slaughter of the million or the one by one [...] It is not because of woman's cowardice, incapacity, nor, above all, because of her general superior virtue, that she will end war when her voice is fully and clearly heard [...] it is because [...] she knows the [...] cost [of human flesh], he does not.", Olive Schreiner, *Woman and Labour*, 1911, p. 176.

²⁰ Voir discours de Christabel Pankhurst, Première partie, Ch.II, 1.

internationales sans verser de sang", écrivait Emmeline Pankhurst en 1914²¹. Au lendemain du conflit, tandis que des milliers de femmes rejoignaient des organisations internationales et suivaient avec attention le déroulement des discussions de la SDN, la nécessité de prévenir une autre guerre était plus présente que jamais dans les discours féministes et si peu d'entre eux osèrent déclarer, comme le fit en 1924 Lady Terrington, députée libérale, que si les femmes avaient eu plus de pouvoir, la dernière guerre n'aurait pas eu lieu²², la confiance portée aux électrices était néanmoins réelle : *"Nous n'irons pas jusqu'à dire que le vote des femmes sera ce qui, au bout du compte, sauvera le monde de la guerre, ni même le pensons-nous"*, déclarait un article du *Woman's Leader* en 1921, *"mais nous sommes certaines qu'il se révélera être l'un des grands facteurs de paix"*²³.

II. LES RESULTATS

Une dizaine d'années après l'obtention du droit de vote, les féministes s'accordaient à dire que l'influence des femmes en politique avait été tangible et que, conformément aux souhaits des suffragistes, les questions sociales occupaient désormais une place non négligeable dans les intérêts de la nation. En réponse à ceux qui soutenaient que, malgré l'obtention du droit de vote et leur accession à divers postes de pouvoir —on trouvait désormais des femmes ministres, députées,

²¹ "We believe that under the joint rule of enfranchised women and men, the nations of the world will, owing to women's influence and authority, find a way of reconciling the claims of peace and honour, and of regulating international relations without bloodshed." Mrs Pankhurst, circulaire du 13/8/14, annexe 5.

²² *The Vote*, 1/2/24, "Women MPs in Council".

²³ "We do not dare to say that the enfranchisement of women will be the thing that will ultimately save the world from war, nor indeed do we think it. But we are confident that it will prove to be one of the

conseillères municipales, maires et juges de paix—, les femmes n'avaient guère créé de changement dans la politique nationale, Winifred Holtby affirmait ainsi, en 1935, que, même si certaines valeurs restaient par trop inchangées et que le pays continuait à dépenser pour des navires de guerre ce dont la population avait besoin pour des structures sanitaires, les lois votées depuis 1918 avaient nettement contribué à l'amélioration des conditions sociales : c'était le cas notamment d'une série de mesures destinées à la protection de l'enfance²⁴ et à l'amélioration de la maternité, auxquelles s'étaient ajoutées des campagnes pour la réduction de la mortalité maternelle, la distribution de nourriture dans les écoles, l'ouverture d'écoles maternelles, la légalisation de la contraception ou encore la santé des enfants. Ces questions essentielles qui avaient, par le passé, été soigneusement évitées en public, étaient devenues durant ces dernières années, insistait Winifred Holtby, des questions importantes de politique nationale²⁵. Eleanor Rathbone confirmait, en 1936, à propos de la contribution féminine en politique, que si de nombreux progrès restaient encore à faire, une différence était déjà perceptible :

L'une des pires conséquences de l'assujettissement des femmes était que l'on ne faisait quasiment aucun usage de leur expérience et de leurs connaissances particulières pour modeler la structure sociale [...] Le fait d'avoir enlevé leurs chaînes aux femmes n'a pas encore produit toute la différence qu'il devrait car leurs membres sont encore engourdis d'avoir été emprisonnés. Mais il y a déjà une très grande différence [...] qui se manifeste dans l'attention qui est accordée plus volontiers et plus

great factors moving towards peace.", *The Woman's Leader*, 10/6/21, "Women Voters here and in the USA".

²⁴ Criminal Law Amendment Act (1922), Bastardy Act (1923), Adoption of Children Act (1926), Legitimacy Act (1926)...

²⁵ W. Holtby, "A Generation of Women's Progress", *Yorkshire Post*, 6/5/35, in Berry & Bishop, *Testament of a Generation*, p. 94. Winifred Holtby déclara ailleurs (*Women and a Changing Civilisation*, p. 136) : "Cicely Hamilton [remarked] that the twentieth century is the Age of the Child. It is also the first century in which women have had any voice in public organisations. I do not think the two facts disconnected."

*largement aux questions de logement, de santé publique, du [...] bien-être de l'enfant et même de la paix internationale*²⁶.

Les féministes n'étaient pas les seules à penser que des changements avaient eu lieu. La duchesse d'Atholl, anti-suffragiste convaincue et peu réputée, malgré sa présence au Parlement, pour ses idées féministes, écrivait en 1931, à propos de l'influence que les femmes avaient pu exercer depuis qu'elles pouvaient voter, que *"certainement, seul un observateur superficiel pourrait douter de la réalité de cette influence"*²⁷. Outre la série de lois concernant principalement la protection de l'enfance et le statut des femmes mariées, les femmes avaient pu, grâce à leur connaissance en la matière, attirer l'attention des différents partis sur l'urgence de la question du logement tant au Parlement que dans les conseils municipaux et participer au développement des services pour l'enfance. *"Ce sont toutes des questions qui concernent de façon essentielle le bien-être humain et la préoccupation pour le bien-être de l'individu est un instinct fondamental chez la plupart des femmes"*²⁸. Katharine Atholl faisait néanmoins remarquer que, si importantes et chères aux femmes fussent-elles, ces questions étaient limitées au travail de trois ministères (Intérieur, Education, Santé) et qu'il était temps que les femmes s'intéressent à d'autres aspects de la politique. D'autres femmes —et notamment de

²⁶ *"One of the worst results of the subjection of women was that hardly any use was made of their special experience and knowledge in moulding the structure of society and directing its policy [...] The cutting of women's bonds has not made all the difference it should because women's limbs are still stiff from bondage. But it has made a great difference [...] which shows itself in the far readier and more abundant attention given to questions of housing, of public health, of [...] child welfare, even of international peace".* E. Rathbone, "Changes in Public Life", in R. Strachey (ed.), *Our Freedom and Its Results*, p. 74. Vera Brittain, en commentant, des années plus tard (1956) cette dernière déclaration, alla même plus loin et déclara : *"[Rathbone] might have added that women, being biologically creative, tend when uninhibited to be mentally and morally constructive. Men on the whole appear to be concerned with things —property, wealth, the accumulation of armaments— and often to regard persons as merely the means to an end, while women interest themselves in human beings, whom they look upon as ends in themselves"*, V. Brittain, *Lady into Woman*, p. 58

²⁷ *"Surely, it would only be a superficial observer who could doubt the reality of that influence"*, Katharine Atholl, *Women and Politics*, 1931, p. 98.

nombreuses députées—, par réaction, cette fois, à la conception sentimentale des femmes, trop étroitement liée, à leur goût, à l'idéologie de la séparation des sphères, répugnaient quant à elles carrément à utiliser cette différence traditionnelle de point de vue, qu'il fallait selon elles combattre²⁹.

Ce que des féministes comme Winifred Holtby ou Vera Brittain soutenaient n'était cependant absolument pas que l'intérêt des femmes résidait uniquement dans la législation domestique et humanitaire —elles le niaient même parfois farouchement— mais qu'avant de s'intéresser aux questions traitées par les hommes, il était indispensable de résoudre les questions les touchant de près et qui avaient été jusqu'alors presque entièrement négligées par ces derniers. Une fois ces questions résolues, elles pourraient alors s'intéresser aux domaines plus traditionnellement masculins :

Dans un système où l'éducation serait identique et la liberté d'action totale, les intérêts [des femmes] seraient probablement aussi variés que ceux des hommes..., admettait Winifred Holtby, Mais pendant des siècles, les gouvernements se sont désintéressés des préoccupations de la vie de tous les jours. Les écoles, les hôpitaux [...], l'amélioration des logements, la protection des enfants [...] ont été presque entièrement négligés. C'est depuis que les femmes ont été "émancipées" que l'on a —de façon encore bien insuffisante— remédié à ces négligences³⁰.

²⁸ "They are all questions which vitally concern human welfare and concern for the welfare of the individual is a fundamental instinct in most women", *Ibid.*, p. 101.

²⁹ Bondfield dénonçait ainsi, en 1928, "the entire mistake" of suffragists who tried "to argue the specific woman point of view in connection with political questions" (*Hansard, HC Debates*, 29/3/28, col. 1417).

³⁰ "Under a system of identical education and complete freedom of action, their interests would probably be as multifarious as those of men [...] For centuries, however, the pendulum of governmental interest has swung away from the concerns of ordinary human life. Schools and hospitals [...], improved housing, the protection of children [...] has been almost completely neglected. It is since women have been "let loose in the world"* that the neglect has been remedied to some still ludicrously small extent.", W. Holtby, *Women and a Changing Civilisation*, p. 134. *Citant les termes de l'écrivain Storm Jameson ("the world is not yet a rap better because women have been let loose in it"), Winifred Holtby commente : "we all know what she means by being let loose. Women have parliamentary votes, hold conferences, write newspaper articles, administer laws as county councillors, sit in judgement as magistrates, follow professions, direct industries, design advertisements" (*Ibid.*, p. 133).

Martin Pugh et Melville Currel³¹, tout en reconnaissant que la majorité électorale féminine contribua, à partir de l'entre-deux-guerres, à promouvoir les réformes sociales et à modifier l'orientation de la politique intérieure, insistent sur le fait que les mesures en question n'étaient souvent qu'une extension de la législation sociale d'avant 1914 et que les bases d'un système d'assurance, notamment, avaient été posées par les libéraux en 1906-11, avant l'arrivée des femmes sur la scène politique. Il est vrai que, depuis la fin du dix-neuvième siècle, les questions politiques traditionnelles avaient peu à peu fait de la place aux questions sociales (pauvreté, assistance sociale, chômage, enseignement, logement³²) et que la tendance avait été soutenue par la politique interventionniste de la Première Guerre puis par la montée, après 1918, du parti travailliste, mais il est également vrai que ces réformes étaient encore extrêmement limitées³³, parfois, justement, par l'obstruction masculine —c'était le cas des lois sur les sages-femmes³⁴— et que l'arrivée, dans l'électorat, de 8,45 M puis 5,24 M de femmes contribua à convaincre les hommes politiques de la nécessité d'aller plus loin dans les réformes sociales, les contre-pressions, telles que la campagne anti-gaspillage d'après-guerre, ne faisant guère plus que limiter le phénomène.

³¹ M. Pugh, *The Evolution of the British Electoral System*, London : The Historical Association, 1994, p. 22 ; M. Currel, *Political Woman*, London : Croom Helm, 1974, p. 34-5.

³² Entre 1906 et 1914 prit corps, sous l'action réformatrice de l'aile radicale qui dominait le gouvernement libéral, la notion de services sociaux : l'idée commença à être acceptée qu'il était de la responsabilité de la collectivité de garantir à ses individus un minimum de bien-être et de les arracher à la misère. En 1906 la médecine scolaire fut instituée et des repas gratuits furent distribués dans les écoles aux enfants nécessiteux, en 1908 un régime de retraites pour les travailleurs de plus de 70 ans fut mis en place, avec financement par voie budgétaire et non par contribution des intéressés ("Invalid and Old Age Pensions Act"), en 1909 le logement et la planification urbaine furent réglementés par le "Housing and Town Planning Act" et en 1911 fut introduit un système d'assurances sociales contre la maladie et le chômage.

³³ Le système d'assurance sociale, on l'a vu, ne couvrait pas la femme (excepté pendant sa maternité) et les enfants du travailleur assuré et les travailleurs indépendants en étaient exclus. Quant aux mesures mises en place dans les établissements scolaires, telles que la distribution de lait ou l'inspection médicale, celles-ci étaient facultatives, non pas obligatoires, et dépendaient par conséquent du soutien des conseils locaux pour leur mise en place.

³⁴ Voir chapitre III : "Les réformes féminines".

Le fait que le suffrage féminin n'ait conduit aux positions de pouvoir qu'une petite minorité de femmes (leur présence au Parlement et au gouvernement reste pendant la période plus symbolique que réelle) ne doit pas, en outre, amener à conclure que leur influence dans la vie politique fut insignifiante si, par ailleurs, leur exercice du droit de vote eut pour conséquence de modifier la vision des dirigeants politiques, la nature des problèmes sur lesquels ils choisissaient de travailler ou les solutions qu'ils adoptaient. Or, il y a de bonnes raisons de croire que cette influence des femmes en politique fut réelle. Certaines mesures législatives et autres actions gouvernementales furent prises sans aucun doute sous la pression de l'opinion publique féminine, dont les différentes organisations féminines se firent fréquemment le porte-parole. Ainsi, la plupart des observateurs américains s'accordent à penser que les femmes exercèrent, aux Etats-Unis, une forte influence en matière de prohibition, tout comme il est probable qu'en France leur influence ait contribué à la fermeture des bordels. Quant au vote, par les Communes, en 1923, du projet de loi de Nancy Astor sur la réglementation de la vente d'alcool aux mineurs³⁵ à une majorité écrasante (257 voix à 10), il était, selon la députée, le résultat évident de la pression des organisations féminines et du soutien des mères de famille, toutes tendances politiques confondues. *"Je suis persuadée", déclara-t-elle peu de temps après, "que son vote a été dû non seulement à ce que je considère être la valeur de la cause, mais également à la force du vote féminin dans les circonscriptions"*³⁶.

Les réformes sociales avaient depuis le départ fait partie des revendications des organisations féminines et l'évolution de la législation et des préoccupations

³⁵ "Intoxicating Liquor (Sale to Persons under 18) Act".

politiques après 1918 ne pouvaient que réjouir celles qui s'étaient battues pour l'obtention du droit de vote. Néanmoins, grandes allaient être les déceptions pour celles qui avaient souscrit au mythe de la femme rédemptrice.

III - LES LIMITES DE CES CHANGEMENTS/LES DECEPTIONS

Il est peu surprenant, dès lors que l'on connaît les espoirs nourris à son égard, qu'une fois le droit de vote acquis, les suffragistes aient éprouvé quelque déception face aux résultats obtenus. Certes la pression féminine et le travail des organisations conduisirent à l'obtention d'un nombre non négligeable de réformes et d'améliorations, mais les ambitions plus larges se révélèrent, dans une grande mesure, difficiles à réaliser.

Les reproches et les regrets émis, il est cependant important de le souligner, ne concernèrent en général pas tant la valeur du droit de vote en lui-même que l'absence de mobilisation des femmes, même si les attitudes différaient entre celles qui gardaient confiance en l'électrice et attribuaient son inaction au fait qu'elle n'avait pas encore pris conscience du pouvoir qui était maintenant le sien et celles qui dénonçaient ouvertement l'apathie de la grande masse des femmes. Ainsi, pour *Time and Tide*, en 1922, *"les femmes n'ont toujours pas pris conscience de leur pouvoir politique, elles continuent à se sentir faibles et impuissantes chaque fois qu'elles sont les victimes de manœuvres politiques. Tant qu'elles ne comprendront pas quel*

³⁶ "I am certain that its passage was due, not only to what I consider the goodness of the cause, but to the strength of the women's vote in the constituencies", dans G. Evelyn Gates (ed.), *The Woman's Year-Book, 1924-25*, London : Women Publishers Ltd, p. 91.

*pouvoir elles détiennent, elles seront incapables de l'utiliser*³⁷, et Leonora Eyles, du parti travailliste, renchérissait, en 1926, en réponse à ceux qui déclaraient que le droit de vote des femmes n'avait pas changé grand chose : *"dans l'ensemble, cette objection est tout à fait justifiée. Nous n'avançons pas assez vite, et cela parce que les femmes ne comprennent pas encore ce que le vote représente pour elles"*³⁸. Vera Brittain et Winifred Holtby, en revanche, dénoncèrent sans ambages l'inertie politique d'un nombre important de femmes, qu'elles trouvaient souvent —pour ne pas dire exclusivement— plus préoccupées par leurs problèmes domestiques que par les grands problèmes internationaux. Winifred Holtby n'hésita d'ailleurs pas à s'en prendre directement à la femme au foyer, qu'elle accusait de passivité et d'égoïsme, et pour qui la solution de facilité représentée par une vie exclusivement domestique était d'autant plus tentante qu'elle recevait, si elle l'adoptait, l'approbation totale de la population et des classes dirigeantes :

Les femmes qui sont par nature enclines à aimer le travail domestique se servent de celui-ci comme prétexte pour ne rien faire et ne rien connaître d'autre [...] pour échapper à toutes leurs autres responsabilités [...] trouvant plus facile d'être une bonne ménagère qu'une bonne citoyenne. Tant que leurs propres enfants sont heureux et en bonne santé, pourquoi s'inquiéteraient-elles parce que d'autres sont malades et ont peur ? Il est agréable de peindre en détrempe sa chambre d'enfant, faire des pâtés en croûte [...] il n'est pas aussi agréable de siéger dans des commissions dans lesquelles l'on se dispute, écouter des discours ennuyeux, organiser des manifestations et essayer de changer les choses afin que d'autres –pour qui ces plaisirs sains sont à présent impossibles– puissent en profiter. Pourtant, on félicite les femmes pour l'instinct maternel qui rend les soins prodigués à leurs propres enfants naturels et plaisants ; on les critique lorsqu'elles prennent part à des

³⁷ "women have not yet realised their political power. They still feel helpless and impotent when they are the victims of political sharp practice. Until they realise their power they will not be able to use it", *Time and Tide*, 14/7/22, "The Power of the Vote".

³⁸ "in the main this objection is quite true. We are not getting on fast enough and that is because many women still do not understand what the vote means to them.", Leonora Eyles, *Women's Problems of Today*, London : The Labour Publishing Cie, 1926, p. 71.

*activités politiques visant à protéger les enfants des autres en même temps que les leurs*³⁹.

Vera Brittain, quant à elle, alors que la menace d'une seconde guerre mondiale semblait imminente, ne cachait pas son immense déception devant l'échec du pacifisme et l'absence de mobilisation des femmes contre la guerre et continuait à croire que les femmes pourraient mettre fin aux guerres si seulement elles unissaient leurs efforts et cessaient d'être uniquement préoccupées par leur cercle domestique :

*Il est vrai que la place des femmes en politique est encore loin d'être égale à celle des hommes. Mais il est aussi trop vrai, je le crains, que les femmes n'ont pas exercé cette forte influence en faveur de la paix en laquelle Olive Schreiner croyait ardemment. Quelques femmes, au sein d'organisations telles que la Ligue Internationale des Femmes, travaillent généreusement et sans relâche [...] mais une masse inerte et effroyable de femmes léthargiques continue à ne rien faire et ne se soucie apparemment de rien. La femme qui, aujourd'hui, restreint son intérêt à ses propres affaires domestiques [...] est coupable d'un égoïsme flagrant et irresponsable vis-à-vis de ses enfants et de la société. Il ne sert à rien d'avoir la chambre d'enfants idéale si l'on ne fait rien pour empêcher que celle-ci ne soit la cible d'une bombe dans les années à venir [...] Je pense que les femmes du monde pourraient mettre fin à la guerre si elles cessaient d'être complètement absorbées par elles-mêmes, leur foyer et leurs enfants, et commençaient à comprendre que leur devoir envers le genre humain s'étend au-delà du pas de leur porte*⁴⁰.

³⁹ "Women who are naturally inclined to enjoy domestic work, use it as an excuse to do nothing and know nothing else... to evade responsibility for everything else... finding it easier to be a good housewife than a good citizen. So long as their own children are healthy and happy, why worry because others are ill and frightened ? It is agreeable to distemper one's own nursery, bake crusts [...]; it is not agreeable to sit on quarrelling committees, listen to tedious speeches, organise demonstrations and alter systems, in order that others –for whom such wholesome pleasures are at present impossible– may enjoy them. Yet women are praised for the maternal instinct which makes the care expended on their own children natural and pleasant ; they are criticised for the political activities which result in the safeguarding of other people's children as well as their own.", W. Holtby, *Women and a Changing Civilisation*, p. 148.

⁴⁰ "It is true that women's place in politics is hardly as yet an equal place "beside the man". But it is also, I fear, too true that women have not exercised that strong influence on behalf of peace in which Olive Schreiner believed with eager confidence [...] A few organized women, such as the members of the Women's International League, are working nobly and continuously [...] But a terrible, inert mass of lethargic womanhood still does nothing, and apparently cares nothing. The woman who today restricts her interest to her own domestic affairs [...] is guilty of gross irresponsible selfishness towards her children and society. It is useless to have an ideal nursery if you do nothing to prevent that nursery from being blown to bits within the next few years [...] I believe that the women of the world could stop war if they ceased to be completely absorbed in themselves and their homes and their children and began to realize that their duty to mankind extends beyond their own little doorstep"., Brittain, *Modern Woman*, February 1934, "Can Women of the World Stop War ?", in

En 1953, après avoir connu une deuxième guerre mondiale, Vera Brittain allait cette fois dénoncer, outre l'apathie des femmes en temps de paix, la résignation dont celles-ci semblaient faire preuve durant les conflits et qu'elle attribuait, une fois encore à *"la tendance de toutes les femmes à être mentalement anesthésiées par des détails qui procurent des antidotes permanentes à toute réflexion"*⁴¹. Tout comme il s'était jusqu'alors désintéressé des problèmes de politique extérieure, l'esprit des femmes, en temps de guerre, n'avait été, selon l'écrivain, occupé que par les rationnements et les queues :

*Entre 1939 et 1945, il est peu probable que la ménagère de banlieue, se réveillant un samedi matin, se soit demandée s'il y avait quelque chose qu'elle puisse faire pour mettre un terme à la guerre [...] Elle se posait probablement la question de savoir si, en se levant tôt et en allant faire la queue, elle aurait une chance de se procurer des feuilletés à la crème synthétique pour ses invités au thé du dimanche plutôt que de devoir se contenter des habituels petits pains sans raisins*⁴².

Si le jugement porté par Vera Brittain sur les femmes est aussi sévère —le même genre de remarques pouvait sans doute, d'une façon compréhensible, s'appliquer à une grande partie de la population britannique—, c'est sans aucun doute qu'elle-même avait placé en elles trop d'espoirs. Car, s'il est vrai que l'absence des femmes au pouvoir ne leur permettait pas d'exercer pleinement leur influence, il est

Berry & Bishop, *Testament of a Generation*, p. 217 (dans un autre article, publié au début de la guerre, Brittain allait de nouveau reprocher aux femmes de n'avoir rien fait pour empêcher le conflit - "Lift up you hearts", *Peace News*, 8/9/39).

⁴¹ *"the liability of all women to be mentally anaesthetised by domestic details which provide continuous antidotes to thought"*, V. Brittain, *Lady into Woman*, London : Andrew Daker's Ltd, 1953, p. 204.

⁴² *"Between 1939 and 1945, the suburban wife waking up on a Saturday morning was unlikely to ask herself if she could do anything to end the war [...] She probably speculated whether, by getting up early and standing in a queue, she could secure some synthetic cream puffs for her Sunday tea-party instead of falling back on the usual currantless buns"*. Ibid.

certainement vrai, également, que les défenseurs du droit de vote avaient surestimé l'usage que celles-ci feraient de leur nouveau pouvoir et généralisé les aspirations pacifistes de nombreuses femmes à la masse entière des électrices. Pour ceux qui attendaient d'elles qu'elles votent en faveur de la paix, l'élection de 1918 avait certainement été, à cet égard, une immense déception : non seulement les femmes n'avaient pas soutenu les candidats pacifistes, mais elles avaient fait preuve d'une réelle hostilité à leur égard et réclamé vengeance de l'Allemagne, reflétant l'opinion publique majoritaire :

Pas plus tard qu'hier, on s'attendait à ce que l'admission des femmes dans l'électorat, pour laquelle certaines s'étaient battues et étaient mortes, élevât la politique à un plan plus noble et purifiât la vie publique, écrivait en 1928 George Bernard Shaw. Mais aux élections qui suivirent, les femmes votèrent pour la mort du Kaiser, se rallièrent hystériquement autour du pire candidat, rejetèrent toutes les candidates dont la compétence, l'intégrité et le dévouement n'étaient plus à prouver pour élire, en tout et pour tout, une dame titrée, fort riche et d'un singulier attrait démagogique qui, si elle allait justifier leur choix par la suite, n'était alors qu'une débutante. En résumé, l'idée que l'électrice est plus intelligente, d'un point de vue politique, ou plus modérée que l'électeur s'est révélée être une grande illusion, au même titre que les précédentes qui voulaient que l'homme d'affaires ait plus de sagesse politique que le gentilhomme campagnard, ou le travailleur manuel que le bourgeois⁴³.

Ces reproches adressés aux électrices par ceux qui en avaient tant attendu doivent néanmoins être pris avec une certaine réserve. Il ne faut en effet pas oublier

⁴³ "Only the other day the admission of women to the electorate, for which women fought and died, was expected to raise politics to a nobler place and purify public life. But at the election which followed, the women voted for hanging the Kaiser ; rallied hysterically round the worst male candidate ; threw out all the women candidates of tried ability, integrity and devotion ; and elected just one titled lady of great wealth and singular demagogic fascination, who though she justified their choice subsequently, was then a beginner. In short, the notion that the female voter is more politically intelligent or gentler than the male voter proved as great a delusion as the earlier delusions that the business man was any wiser politically than the country gentleman or the manual worker than the middle-class man". G.B. Shaw, *The Intelligent Woman's Guide to Socialism and Capitalism*, pp. 452-3.

que le mouvement pacifiste était, au début des années trente, très important⁴⁴, et que de nombreuses femmes s'y engagèrent à travers des organisations telles que la Women's International League for Peace and Freedom, l'Union de la SDN ou encore la Women's Peace Crusade et que l'immense travail effectué pour le Référendum pour la Paix, en 1935, pour lequel quelques 500.000 bénévoles recueillirent, au porte à porte, plus de onze millions de voix en faveur de la paix⁴⁵, était lui aussi en grande partie l'œuvre des femmes⁴⁶.

Si les femmes elles-mêmes, parce qu'elles n'avaient pas su faire usage de leur nouveau pouvoir, mais aussi parce que l'on avait prêté à la majorité d'entre elles des qualités illusoires, furent sans aucun doute la principale source de déception parmi les suffragistes, certains, parmi ces derniers, admirent s'être également trompés sur le pouvoir conféré par le droit de vote.

L'un des témoignages les plus désillusionnés à cet égard est probablement celui de Christabel Pankhurst, là encore, sans doute, parce que l'ex-suffragette avait été de celles qui avaient nourri le plus d'espoirs quant aux changements que pouvaient apporter le droit de vote et la participation des femmes aux décisions politiques du

⁴⁴ En octobre 1934, le chanoine Dick Sheppard, prédicateur radio très populaire, fonda la Peace Pledge Union. En un an, 80.000 personnes s'engagèrent, sur une carte postale, à ne participer à aucune guerre.

⁴⁵ Ce référendum sur la sécurité collective et le soutien qu'il fallait donner à la charte de la Société des Nations fut organisé par une organisation autonome dans les premiers mois de 1935 avec l'approbation de la SDN. Les questions posées étaient les suivantes :

"1° *La Grande-Bretagne doit-elle demeurer membre de la Société des Nations ?*

2° *Etes-vous favorable à une réduction générale des armements par des accords internationaux ?*

3° *Etes-vous favorable à une suppression générale des armées et des marines nationales par des accords internationaux ?*

4° *La fabrication et la vente des armes par des firmes privées qui en profitent doivent-elles être interdites par des accords internationaux ?*

5° *Lorsqu'une nation veut en attaquer une autre, pensez-vous que, pour arrêter cette agression, les autres nations doivent s'unir et décider :*

a) *des sanctions économique et des mesures non militaires ;*

b) *et, en cas de nécessité, des mesures militaires?"*

(source : Winston Churchill, *La Deuxième Guerre Mondiale*, Tome 1, Paris : Plon, p. 171)

⁴⁶ "Undoubtedly the sphere of effort into which enfranchised women have thrown themselves in the greatest numbers and with the greatest intensity of interest is the sphere of internationalism", déclara

pays. Le vote des femmes, déclarait-elle à présent, en 1924, ne parviendrait jamais à résoudre les problèmes internationaux et à éviter que d'autres guerres n'aient lieu, et ce pour diverses raisons : non seulement la situation était bien plus grave qu'elle n'avait semblé avant la première guerre mais le droit de vote en tant qu'outil représentatif avait lui-même perdu de sa force :

Certaines d'entre nous ont espéré du suffrage féminin plus qu'il ne pourra jamais accomplir, reconnaissait-elle en 1924. L'importance de mes propres attentes était en partie basée sur l'ignorance (à laquelle mit fin la dernière guerre) de l'ampleur de la tâche que nous, les réformatrices, espérions avec optimisme pouvoir entreprendre une fois en possession du droit de vote... [Mais] les femmes, tout comme les hommes, seront incapables de guérir le monde par leurs suffrages [...] Le droit de vote, tout d'abord, perd de sa valeur [...], ce que nous n'avions jamais envisagé dans nos calculs avant la guerre et le suffrage. Nous tenions pour acquises la solidité et la permanence du gouvernement représentatif [...], desquelles dépendait, bien entendu, toute la valeur possible du droit de vote. En nous basant ainsi sur de fausses hypothèses, nous croyions que le vote donnerait aux femmes un pouvoir et une influence pratique sur les événements et les circonstances qu'il ne leur donne pas. [Aujourd'hui] le fusil d'un fasciste à la chemise noire, l'arme industrielle du gréviste, sont plus puissants dans les affaires nationales que le vote d'une femme⁴⁷.

Les suffragistes n'avaient jamais réellement douté que le vote des femmes amènerait la paix et l'harmonie dans le monde et rendrait possible la résolution de problèmes auxquels les hommes, seuls à voter et à diriger, n'avaient pas su ou n'avaient pas voulu trouver de remède. Hélas, reconnaissait à présent Christabel, la

Rathbone à propos de la participation féminine au mouvement pacifiste (*Our Freedom and Its Results*, pp. 40-1)

⁴⁷ "Some of us hoped more from woman suffrage than is ever going to be accomplished. My own large anticipations were based partly upon ignorance (which the late war dispelled) of the magnitude of the task which we women reformers so confidently wished to undertake when the vote should be ours... women, like men, will be unable to mend the world by their votes [...] To begin with, the vote itself is going down in value [...] We never took it into our calculations in the pre-suffrage, pre-war days. The solidity and permanency of representative government we took for granted... Upon that depended, of course, all the worth the vote could possibly have. Arguing thus from false premises, we believed the vote would give to women a power, a practical influence upon events and conditions that it is not giving to them. The rifle of a black-shirted Fascist, the industrial weapon of the striker, these are

situation était loin d'être aussi simple : même si les femmes parvenaient à détourner leur propre pays de la guerre, elles n'avaient aucun moyen d'influencer un autre pays, à fortiori un pays ennemi, et l'un ne pouvait pas aller sans l'autre. D'ailleurs, si elles avaient en Grande-Bretagne comme aux États-Unis, un important pouvoir électoral, elles n'avaient aucun programme pour "régénérer" le monde. Pas plus que les hommes, décrivait Christabel, elles n'étaient capables de proposer —encore moins d'appliquer— une solution à la crise mondiale.

Voilà, concluait-elle, où se trouve toute la tragédie de cette situation du vote des femmes ! La seule grande question de politique générale à laquelle l'on souhaitait que les citoyennes apportent une contribution particulière et décisive est celle-là même pour laquelle l'échec est le plus évident. Alors que les femmes en Grande-Bretagne ont un rôle décisif dans l'électorat, jamais le danger d'une guerre n'a été plus menaçant⁴⁸.

Si les espoirs concernant l'effet régénérateur et purificateur du vote des femmes sur la vie politique ne furent que très partiellement réalisés —l'influence fut perceptible sur l'orientation de la politique intérieure mais quasi-inexistante sur la politique extérieure—, c'est en grande partie que les suffragistes avaient trop attendu du droit de vote, autrement dit d'une loi, mais aussi des femmes elles-mêmes : la mobilisation massive espérée n'eut jamais lieu. Sur un plan plus concret, en revanche, et parce qu'un nombre important d'entre eux correspondaient cette fois à des revendications remédiables par la loi, des progrès importants concernant la condition féminine purent être accomplis sitôt la réforme électorale votée, qui donnèrent aux

more potent in national affairs than the vote of a woman.", Christabel Pankhurst, *Pressing Problems of the Closing Age*, London : Morgan & Scott, 1924, p. 38.

⁴⁸ *"Here is the great tragedy of this votes-for-women situation ! The one great issue of general politics in which it was hoped that women citizens would accomplish something decisive and distinctive, is the one in which failure is the most conspicuous. With women in Great Britain holding the balance of voting power, never was the danger of war more threatening."* Ibid., p. 40.

suffragistes la confirmation de leurs espoirs quant au rôle essentiel du droit de vote comme outil de réforme.

CHAPITRE II

LES REFORMES FEMININES

L'une des manières les plus concrètes de juger des progrès réalisés grâce au droit de vote est sans doute d'examiner l'évolution de la législation en matière de questions féminines⁴⁹. Or il est indéniable que les dix années qui suivirent la réforme électorale de 1918 furent particulièrement riches à cet égard, avec pas moins d'une vingtaine de lois concernant les femmes votées entre 1918 et 1928 qui changèrent le statut politique, personnel et légal de ces dernières et à laquelle certaines féministes de l'époque se référèrent tout naturellement afin d'illustrer les résultats du droit de vote. Une liste de lois, aussi longue soit-elle, ne peut cependant pas fournir une indication suffisante des progrès accomplis et une évaluation plus précise de l'importance qualitative de la législation ainsi que de ses liens avec le vote des femmes nécessite la prise en compte d'autres critères, tels que la perception de ces lois par les féministes, le degré de facilité avec laquelle elles furent votées ou encore leurs limites.

⁴⁹ Martin Pugh (*Women and the Women's Movement*, p. 108) soulève la question de savoir s'il faut considérer comme mesures féminines des mesures telles que celles concernant les enfants ou encore la réglementation de la consommation d'alcool. J'ai personnellement choisi de définir comme mesures

I. UNE QUANTITE IMPORTANTE DE REFORMES

Lorsque les principales figures du féminisme publièrent, après une dizaine d'années, leur bilan sur les changements apportés par l'exercice du droit de vote⁵⁰ leurs avis étaient unanimes : les progrès accomplis en matière de législation depuis 1918 avaient été rapides et, malgré certains griefs encore non résolus, supérieurs, dans l'ensemble, aux attentes. Tandis que, comme le faisait remarquer Mrs Fawcett, durant les 18 premières années qui avaient précédé l'obtention du droit de vote, quatre mesures seulement concernant l'amélioration de la condition féminine avaient été votées, pas moins d'une vingtaine avaient vu le jour entre 1918 et 1928, touchant des domaines aussi variés que la propriété, les enfants, le statut des sages-femmes ou encore la loi pénale. Cette quantité impressionnante de textes⁵¹, dont la variété illustre assez fidèlement le redéploiement, après 1918, des efforts féministes, concentrés jusqu'alors presque exclusivement sur le droit de vote, est également la preuve que, contrairement à ce qu'avaient toujours soutenu les anti-suffragistes, les intérêts féminins n'avaient pu être correctement défendus par un Parlement dont les députés n'avaient aucun compte à rendre à de potentielles électrices et que la loi britannique comptait par conséquent encore de nombreuses injustices : divorce, successions, droit de vote, lois sur la nationalité, tutelle des enfants, critères de moralité, possibilités d'emploi et, bien sûr, salaires, étaient autant de causes qu'il restait à défendre.

féminines toutes celles concernant les domaines que les féministes cherchaient depuis longtemps à réformer.

⁵⁰ M.G. Fawcett, *What the Vote has Done*, London : NUSEC, octobre 1927 ; E. Rathbone, *The Harvest of the Women's Movement*, novembre 1935 ; Eleanor Rathbone, Erna Reiss, Ray Strachey, Alison Neilans, Mary Agnes Hamilton, in R. Strachey (ed), *Our Freedom and Its Results*, 1936.

La première année qui suivit la réforme électorale, et avant même que les femmes n'aient fait usage de leur nouveau droit, trois lois furent votées par le Parlement. La première, le "Parliament (Qualification of Women) Act"⁵², votée un mois à peine avant les élections et accordant aux femmes le droit de siéger au Parlement, n'avait pas eu le temps de faire l'objet d'une importante campagne de la part des féministes. Les deux autres, en revanche, correspondaient à des demandes anciennes concernant d'une part la responsabilité des pères d'enfants illégitimes⁵³, d'autre part la profession de sage-femme⁵⁴.

1. La femme en tant que mère

L'insuffisance de l'aide médicale accordée aux femmes de la classe ouvrière durant leur grossesse et les conditions scandaleuses dans lesquelles celles-ci accouchaient, aidées de sages-femmes à peine formées, avaient, depuis la fin du dix-neuvième siècle, été dénoncées par les organisations féminines comme les principales responsables du taux très élevé de mortalité maternelle et infantile, et poussé celles-ci à réclamer la mise en place de structures sanitaires adéquates et l'embauche de sages-femmes correctement formées et rémunérées. L'opposition de certains médecins avait cependant longtemps empêché le gouvernement de légiférer à ce sujet et, lorsqu'une réforme avait enfin été votée, en 1902, celle-ci comptait encore de nombreux points faibles qui n'avaient pas fait l'objet d'amendements de peur de compromettre le projet de loi lui-même. C'est cette réforme que venait amender la loi

⁵¹ Pour une description détaillée des différentes lois citées, voir Erna Reiss, *Rights and Duties of Englishwomen : a study in law and public opinion*, Manchester : Sherratt & Hughes, 1934 et "Changes in Law" in R. Strachey, *Our Freedom and Its Results*. Pour liste, voir annexe 13.

⁵² Voir Troisième partie, chapitre III.

⁵³ "Affiliation Orders (Increase of Maximum Payment) Act (England and Wales)".

de 1918 qui, elle-même, allait être suivie par trois autres textes visant à réglementer ces deux professions —infirmière et sage-femme— dont dépendait la santé de la nation, et des mères en particulier : le "Nurses Registration Act", système standardisé de qualifications reconnues au niveau national, en 1919, le "Midwives and Maternity Homes Act", visant à protéger la mère contre les risques d'être accouchée par des personnes incompetentes grâce à un système d'inspections et d'inscription à un registre national, en 1926, et le "Nursing Homes (Registration) Act, en 1927⁵⁵.

Le taux élevé de mortalité parmi les enfants illégitimes —deux fois supérieur à celui des enfants nés au sein du mariage— ainsi que les difficultés morales et financières auxquelles étaient confrontées les mères célibataires était un autre problème sur lequel les organisations féminines s'étaient très tôt senties obligées d'intervenir. Le dix-neuvième siècle avait, pour la première fois, légiféré en la matière, instituant notamment le principe des pensions alimentaires⁵⁶, mais celles-ci n'étaient que très rarement perçues ; de nouvelles lois furent votées dans les années vingt qui cherchèrent à améliorer la condition de la mère célibataire et de son enfant en augmentant la responsabilité du père : l'"Affiliation Orders (Increase of Maximum Payment) Act"⁵⁷, voté en 1918, fixa le montant maximum de la pension alimentaire payable par le père à 10s par semaine (contre les 5s fixés par le "Bastardy Laws Act" de 1872), montant qui fut de nouveau augmenté en 1923 à 20s par semaine par une

⁵⁴ "Registration of Midwives Amending Act".

⁵⁵ L'obligation faite aux autorités locales par le "Maternity and Child Welfare Act" de mettre en place des commissions d'assistance sociale pour la mère et l'enfant, puis la création, en 1919, d'un ministère de la Santé, contribuèrent encore à ce que soit prise plus au sérieux la question de la mortalité maternelle.

⁵⁶ Le "Poor Law Amendment Act" de 1844 accorda, pour la première fois, à une femme le droit de réclamer que le père contribue financièrement à l'éducation de son enfant, non sans rencontrer une certaine opposition de la part de ceux qui voyaient, dans l'enfant illégitime, la punition du crime commis par la mère. Un membre de la Chambre des Lords, lors du débat sur le "Bastardy Bill", l'année suivante, condamna ainsi le fait que "*the Legislature thinking itself wiser than Providence held out a remuneration to her for the commission of a crime*" (Erna Reiss, *Rights and Duties...*, p. 119).

⁵⁷ Angleterre et Pays de Galles.

loi du même genre ("Bastardy Law Act") et, en 1926, le "Legitimacy Act"⁵⁸ rendit possible la légitimation des enfants nés hors mariage en cas d'union ultérieure, à la condition qu'aucun des deux parents n'ait été marié à une tierce personne au moment de la conception. Certes, même après ces changements législatifs, une différence importante subsistait entre la responsabilité conférée à la mère et celle conférée au père : aucune obligation autre que monétaire ne reposait notamment sur ce dernier — et le montant maximum qu'il pouvait être obligé à payer restait limité à 20s par semaine quels que soient ses revenus— tandis que la mère pouvait faire l'objet de poursuites judiciaires au cas où elle ne subviendrait pas aux besoins de son enfant pendant ses seize premières années. Quant au taux de mortalité, s'il n'était plus, parmi les enfants illégitimes, aussi élevé qu'en 1872 (deux décès pour une naissance), il restait néanmoins, en 1933, nettement plus élevé que parmi les enfants légitimes : 10,7 % contre 6,2 % en Angleterre et au Pays de Galles⁵⁹. La mère célibataire, cependant —la préoccupation pour la baisse du taux de natalité aidant—, était, si l'on en croit certains témoignages, de manière générale, mieux acceptée, pouvait accoucher dans une maternité (droit qui lui avait longtemps été refusé) et, si elle était assurée en tant que travailleuse, bénéficier, comme toute femme mariée, d'allocations de maternité.

L'absence quasi-totale de droits auxquels pouvaient prétendre une femme mariée sur ses enfants —placés cette fois-ci entièrement sous la responsabilité du père— est une autre question qui fit l'objet de réforme après près d'un siècle de campagne de la part des organisations féminines. Deux principales lois, au siècle précédent, avaient cherché à remédier à la situation d'extrême détresse dans laquelle

⁵⁸ Idem. Des projets de loi réclamant une telle mesure avaient été présentés au Parlement à quatre sessions successives mais avaient été stoppés par la dissolution des Parlements.

⁵⁹ Alison Neilans, "Changes in Sex Morality", in Strachey, *Our Freedom*, p. 207.

pouvait se retrouver une femme mariée au cas où son mari déciderait, pour une raison ou pour une autre, de la priver de ses enfants : la première ("Custody of Infants Act"), votée en 1839 suite, en grand partie, à l'affaire Caroline Norton⁶⁰, n'avait fait guère plus qu'accorder à la Justice (cour de la Chancellerie) le pouvoir de donner à une mère un droit de visite sur ses enfants ou, si les enfants avaient moins de sept ans, leur garde ; la deuxième, votée en 1886, avait accordé à la mère le droit de tutelle sur ses enfants à la mort du père, seule ou conjointement avec un tuteur nommé par le père, et le droit de nommer un tuteur pour ses enfants après sa propre mort et celle de son mari.

Malgré ces deux textes, les lois dans ce domaine étaient cependant, encore en 1918, terriblement inégales et devinrent l'une des préoccupations majeures des organisations féministes. Le "Guardianship of Infants Act", voté en 1925 après l'échec de différents projets de loi proposés par la NUSEC, sur proposition des conservateurs, n'a pas l'importance qu'on put lui conférer par la suite : la mère ne se voyait accorder des droits de tutelle égaux qu'en cas de dissolution du mariage, par divorce ou séparation légale, l'objectif étant de préserver l'unité du foyer qui, beaucoup le croyaient, serait menacée si mari et femme avaient les mêmes droits⁶¹. Si la nouvelle loi était bien loin des revendications féminines, elle supprimait néanmoins certains des principaux griefs, à savoir le risque pour une femme, en cas de séparation, de se voir totalement privée de ses enfants, et, pour cette raison, fut

⁶⁰ Suite à une dispute, le mari de Caroline Norton avait décidé de quitter le domicile familial avec leurs trois enfants et, comme le lui permettait la loi, de refuser à sa femme tout droit de visite. Cette affaire n'était sans doute pas unique, mais Caroline Norton avait pour elle deux armes dont ne bénéficiaient pas la plupart de ses compagnes d'infortune : des amis influents et la possibilité de faire connaître ses souffrances par le biais de ses écrits. Lorsqu'en 1837, le projet de loi sur la garde des enfants fut débattu au Parlement, elle publia un pamphlet intitulé "The Natural Claims of a Mother to the Custody of her Children as Affected by the Common-Law Rights of the Father" et en envoya un exemplaire à chaque député dans l'espoir d'influencer son vote.

acceptée par les femmes députées et la plupart des organisations féminines, à l'exception des égalitaristes.

2. La femme en tant qu'épouse

Une deuxième série de lois fit beaucoup dans le sens d'une plus grande égalité au sein du couple et représente sans doute l'un des changements les plus tangibles apportés par l'importante législation d'après-guerre : séparation, divorce et remariage virent, en effet, en quelques années, l'alignement des droits de la femme sur ceux du mari. Ainsi, le "Summary Jurisdiction (Separation and Maintenance) Act", voté en 1925, augmenta le nombre de motifs permettant à l'un ou l'autre des époux de demander la séparation⁶² et supprima l'obligation, de la part de la femme, de quitter son mari avant d'entamer une procédure contre lui. En cas de séparation, celle-ci pouvait en outre bénéficier d'un maximum de 40s pour elle-même et 10s par enfant ("Married Women (Maintenance) Act", 1922⁶³), sommes qu'il était désormais possible de recouvrer partout dans l'Empire britannique en cas d'émigration du mari grâce au "Maintenance Orders (Facilities for Enforcement) Act"⁶⁴. Le divorce devint lui aussi plus facile à obtenir, aussi bien pour les femmes que pour les hommes, grâce notamment au "Matrimonial Causes Act" de 1923, qui corrigea le caractère inique de la loi de 1857 en faisant de l'adultère un motif suffisant à une demande de divorce pour les deux conjoints⁶⁵ (la femme devait auparavant prouver en outre, et

⁶¹ Un porte-parole du gouvernement précédent —à l'origine du projet de loi— avoua que la mère ne pouvait pas recevoir les mêmes droits que le père "*because it is necessary to preserve the family as a unit, and if you have a unit you must have a head to that unit*" (*Time and Tide*, 24/7/25).

⁶² Étaient maintenant inclus : (1) cruauté, (2) alcoolisme, (3) relations forcées avec un partenaire atteint d'une maladie vénérienne.

⁶³ Angleterre et Pays de Galles.

⁶⁴ *Idem*.

⁶⁵ "*You can never make a man a woman*", protesta Dennie Herbert, député, lors de la deuxième lecture du projet de loi. "*You can never get over the actual physical difference which comes in this question of divorce... May I just put this question to Members of the House who are themselves fathers of*

contrairement au mari, l'abandon du domicile conjugal⁶⁶). Cette nouvelle loi était en grande partie l'œuvre de la NUSEC qui, après l'élection de 1922, avait rédigé ce projet de loi assez simple que le Major Cyril Entwistle, député libéral, avait accepté de soutenir devant la Chambre des Communes. Présenté comme une mesure d'égalité plutôt que comme une réforme du divorce, le projet avait été voté par 257 voix à 26 et avait reçu l'assentiment royal le 20 juillet 1923. Près de dix ans plus tard, l'organisation demanda cette fois que les motifs justifiant une demande de divorce incluent l'abandon du domicile conjugal, la cruauté ou l'alcoolisme répétés, la folie prolongée ou l'emprisonnement à perpétuité⁶⁷ mais, devant l'opposition farouche de l'Eglise anglicane et de l'Eglise catholique, le gouvernement refusa de prendre parti.

En 1936, après l'élection, l'année précédente, d'une forte majorité conservatrice sous la présidence de Baldwin et la formation d'un nouveau gouvernement de coalition, une nouvelle proposition de libéralisation des lois du divorce put enfin aboutir, non sans quelques changements par rapport aux demandes initiales et l'abandon, notamment, de deux des six clauses proposées, cinq ans auparavant, par la NUSEC —alcoolisme et emprisonnement. Tout en exprimant leur regret devant les changements subis, le NCEC, qui avait remplacé la NUSEC, et le NCW choisirent de soutenir le projet de loi, qui reçut l'assentiment royal le 30 juillet 1937. Enfin, une dernière inégalité disparut lorsque les veuves reçurent le droit, dont jouissaient les veufs depuis 1907, de se remarier avec le frère de leur mari décédé ("Deceased Brother's Widow's Act", 1921), réforme qui peut sembler insignifiante mais qui correspondait néanmoins à une réelle demande de la part des femmes (plusieurs

families : is there any man in this House who is the father of a son and of a daughter who would regard the sin of adultery on the part of his son as being as serious as the sin of adultery on the part of his daughter ?" (Hansard, HC Debates, vol.160, 2/3/23, c. 2366).

⁶⁶ En 1924, pour la première fois, plus de procès furent d'ailleurs intenté par des femmes que par des hommes.

centaines de lettres avaient d'ailleurs été envoyées aux députés, demandant à ces derniers de prendre des mesures à ce sujet⁶⁸).

Trois principales lois, enfin, concernent la situation économique de la femme mariée : le "Married Women's Property (Scotland) Act" qui, en 1920, aligna la législation écossaise sur l'anglaise quant aux droits auxquels l'épouse pouvait prétendre sur ses biens propres, le "Law of Property Act" de 1922, concernant les héritages et qui reconnut l'égalité du mari et de la femme, du père et de la mère, du fils et de la fille, dans le cas où l'un d'eux mourait intestat et, d'un tout autre genre, le "Widows, Orphans and Old Age Contributory Pensions Act" de 1925, dû à la politique de Neville Chamberlain et qui assura à la veuve et aux orphelins un revenu minimum destiné à les mettre à l'abri du besoin. La situation de détresse financière à laquelle pouvaient se retrouver confrontées certaines femmes à la mort de leur mari avait en effet été l'une des préoccupations de certaines organisations féministes après la guerre : la plupart des femmes se retirant du marché du travail, par tradition ou par obligation, au moment de leur mariage, la mort du père, faisaient remarquer celles-ci, pouvait entraîner des conséquences dramatiques pour elles et leurs enfants, d'autant plus qu'il était souvent difficile de retrouver un emploi. Eleanor Rathbone avait été parmi les premières à attirer l'attention des organisations féministes sur le sujet en publiant, en 1913, les résultats d'une enquête menée à Liverpool sur les conditions d'extrême pauvreté des veuves dépendant de l'Assistance Publique "⁶⁹". De 1919 à 1925, les principales organisations féministes, égalitaristes incluses, réclamèrent l'extension aux civils du système de pensions de veuvage pratiqué dans l'armée et des

⁶⁷ NUSEC, Annual Report 1931.

⁶⁸ *Woman's Leader*, 28/1/21, p. 1098. On estimait à environ quatre à cinq mille le nombre de personnes concernées.

efforts considérables furent faits afin de présenter des propositions et des calculs de coût, la principale objection étant, bien entendu, la lourde charge qu'une telle réforme représenterait dans le Budget. La loi sur les veuves, les orphelins et l'assistance-vieillesse votée en 1925 leur donna satisfaction en allouant une pension aux veuves de tous ceux qui avaient cotisé, quel que soit leur âge, leur nombre d'enfants à charge et la durée de leur mariage⁷⁰.

3. Protection des mineurs

Limiter les changements législatifs imputables à l'arrivée d'un électorat féminin aux réformes purement féminines est impossible : certaines lois, votées après plusieurs années de campagne, représentèrent, pour les féministes et de nombreuses femmes en général, une victoire tout aussi importante que les lois les touchant directement, la plus attendue d'entre elles étant sans doute l'amendement de la loi pénale voté en juillet 1922 et destiné à assurer aux jeunes filles et aux enfants une plus grande protection contre les agressions sexuelles. Divers projets de loi avaient été présentés sans succès pendant de nombreuses années mais ce n'est que suite à une importante campagne, commune aux différentes organisations et coordonnée par l'Association for Moral and Social Hygiene (AMSH, fondée en 1913), que le gouvernement accepta de présenter son propre projet de loi —voté là encore non sans difficultés— et qui reculait l'âge de consentement de 13 à 16 ans en cas d'attentat à la pudeur, supprimait la possibilité de plaider l'ignorance de l'âge de la victime dans le cas d'un détournement de mineur (excepté dans le cas où les inculpés seraient des

⁶⁹ "When the suffrage victory was assured, the first thought in the minds of some of us was 'Now for widows' pensions'", Rathbone, "Changes in public life", in Strachey (ed), *Our Freedom and Its Results*, p. 48.

jeunes hommes de 23 ans ou moins qui en seraient à leur premier délit), et augmentait de 6 à 9 mois après le crime la durée limite durant laquelle des poursuites pouvaient être engagées⁷¹. Par la suite, les organisations féministes parvinrent à faire voter une petite mesure peu controversée augmentant l'âge minimum pour le mariage de 12 à 16 ans pour les filles et de 14 à 16 pour les garçons (1929), mais l'attention sur le sujet n'avait pas tant été attirée par les rares cas de mariages précoces dans le pays que par l'intérêt grandissant pour la terrible question du mariage d'enfants en Inde⁷².

4. Influence du droit de vote à la Chambre des Communes

On peut penser que certaines des réformes en question étaient le résultat de différents facteurs, la pression féminine n'étant que l'un d'eux, et que la période connut en règle générale une activité législative intense⁷³ dont les réformes féminines n'étaient rien de plus que le reflet. Néanmoins, les suffragistes qui avaient l'habitude de traiter avec les hommes politiques affirmèrent avoir détecté un changement sensible à la Chambre des Communes dans la façon dont étaient désormais traitées les questions féminines. Ray Strachey remarquait ainsi que, malgré les difficultés des femmes à se faire élire, leur absence au Parlement après 1918 était beaucoup moins

⁷⁰ Une autre revendication dont Eleanor Rathbone s'était faite la principale porte-parole vit enfin son aboutissement en 1938 avec le vote d'une loi interdisant de déshériter son conjoint et ses enfants : l'"Inheritance (Family Provision) Act".

⁷¹ Si la loi, selon Mrs Fawcett, représenta un "triomphe" (*What the Vote has Done*, p. 4), les féministes n'abandonnèrent cependant pas la bataille et continuèrent à adresser aux candidats parlementaires des questions sur le soutien à accorder à une législation augmentant l'âge de consentement à 18 ans (NUSEC, Annual Report 1927-28, p. 60).

⁷² "It should, we felt, no longer be possible to retort with, 'Well, Great Britain cannot talk. You allow it yourself'", se souvient Eleanor Rathbone ("Changes in Public Life", in *Our Freedom and Its Results*, p. 51).

⁷³ "With relentless energy", lit-on dans *Time and Tide* en 1920, "the government is driving through the House of Commons a mass of legislation with which even industrious members, of whom a few survive, find it practically impossible to keep pace. Suspension of the 11 o'clock rule is now a daily occurrence... (Important measures like the Rent Restriction Bill War Pensions Bill, Irish Bill... are sometimes taken in the dead of night)", *Time and Tide*, 23/7/20, p. 217.

gênante qu'elle ne l'avait été auparavant : *"chaque député de la Chambre savait qu'il devait son élection au vote des femmes aussi bien qu'à celui des hommes"*, remarquait-elle, *"si bien que toute l'atmosphère du Parlement s'en trouvait changée"*⁷⁴. Millicent Garrett Fawcett notait elle aussi une amélioration substantielle de l'atmosphère parlementaire :

*Celles d'entre nous qui avaient travaillé dans les vestibules et les salles de commission de la Chambre des Communes [...] furent conscientes de ce progrès dès que le Representation of the People Act reçut l'assentiment royal en 1918. Nous n'étions plus là parce que tolérées mais de droit... Elle reprenait plus loin : Peut-être puis-je me permettre d'ajouter [...] qu'ayant, pendant près de 60 ans, eu l'occasion d'observer et de voir évoluer les manières à la Chambre des Communes, je constate une amélioration énorme, presque incroyable, à cet égard ces dernières années [...] Les femmes ont pu sentir la différence et l'amélioration immédiatement après février 1918*⁷⁵.

Les changements les plus visibles apparurent, semble-t-il, dans les discours tenus lors des débats sur les questions affectant femmes et enfants qui, jusqu'alors, avaient eu la triste habitude de ne susciter qu'indifférence ou plaisanteries au sein de la Chambre.

Dans les premiers temps de mon arrivée à la Chambre des Communes, quand je posais des questions concernant les femmes et les enfants ou des questions morales ou sociales, je me faisais huer pendant cinq ou dix minutes à chaque fois, se souvient en 1928 Lady Astor lors des débats sur l'égalité du droit de vote. C'était l'époque où ils pensaient de moi que j'étais une sorte de monstre, une voix qui prêchait dans le

⁷⁴ "every Member there knew that he owed his election to the votes of women as well as of men, so that the whole atmosphere was changed", R. Strachey, *The Cause*, pp. 368-9.

⁷⁵ "Those of us who had worked in the Lobbies and Committee Rooms of the House of Commons for bettering the legal position of women were conscious of the improvement from the very moment when the Representation of the People Act, 1918, received the Royal Assent. We were no longer there on sufferance but by right" ; "Perhaps I may be permitted to add [...] that having had opportunities of observing manners in the House of Commons, and comparing them over a period of nearly sixty years, I see an enormous, almost incredible improvement in this respect in recent years [...] Women felt the difference and the improvement immediately after February 1918." M.G. Fawcett, *What the Vote has Done*, pp. 1 et 8.

*désert [...] Je peux témoigner du changement qui a eu lieu à la Chambre depuis que les femmes ont le droit de vote dans notre pays*⁷⁶.

Comme exemple, Mrs Fawcett citait les propos tenus, lors du débat sur le "Midwives Amending Act" de 1918, par Mr Haye Fisher, qui avait expliqué que l'objectif du projet de loi était de remédier aux points faibles des lois précédentes, mais également d' *"attirer vers cette noble profession les sages-femmes les plus compétentes..."*. De telles paroles, observait Mrs Fawcett, auraient probablement fait échouer le projet de loi de 1902 compte tenu de l'opposition farouche de nombreux docteurs à voir les sages-femmes obtenir un quelconque statut professionnel ; les choses, cela ne faisait aucun doute, avaient changé : *"dès que les femmes acquièrent le statut de citoyennes, la vie des parturientes fut prise en compte par le Parlement"*⁷⁷.

5. Motivations derrière les réformes

Si une satisfaction évidente accompagne ces observations de l'époque sur le rapide changement d'attitude de la part des députés, les féministes, il est important de le dire, restèrent néanmoins très réalistes quant aux motivations de ces derniers et n'attribuèrent nullement ces nouveaux comportements à un quelconque changement d'opinion vis-à-vis des femmes mais plutôt à un intérêt très pragmatique, motivé par la crainte de déplaire aux électrices qui avaient contribué à les faire élire et avaient le

⁷⁶ "When first I was in the House of Commons and asked questions affecting women and children, social and moral questions, I used to be shouted at for five or ten minutes at a time. That was when they thought I was rather a freak, a voice crying in the wilderness [...] I can testify to the change that has taken place in this House of Commons since women had a vote in the country", *The Vote*, 6/4/28, "Equal Franchise - Second Reading Debate - Extract from Speeches", p. 166.

⁷⁷ "Attracting to this great profession [...] a high class of midwives [...] The lives of women in childbirth were taken account of by pt in quite a different spirit directly women acquired the status of citizens", Fawcett, *The Victory and After*, p. 158. Eleanor Rathbone confirme, en 1936 : "Striking, indeed, is the contrast between the serious attitude now taken towards this problem and the attitude of fifty years ago, when it took a small group of devoted men, helped by women discreetly in the background, to secure the passage of a little Bill designed to rid the country of its drunken Sairey Gamps by requiring that midwives should be registered and trained. The very word "mid-wife" in

pouvoir de les "défaire". Les commentaires sur les conséquences, au Parlement, de cette pression féminine permanente abondèrent dès la première année d'exercice par les femmes du droit de vote. Ainsi, si l'on en croit le rapport parlementaire de 1918 de la NUSEC, la large majorité grâce laquelle fut votée la loi sur l'éligibilité des femmes au Parlement aurait déjà été le reflet de cette situation⁷⁸, tout comme les projets de loi qui suivirent :

*Le fait que les femmes faisaient désormais partie de l'électorat conférait une nouvelle importance à leurs affaires et les députés voyaient nombre de vieilles questions sous un nouvel angle [...] Le Representation of the People Act n'était pas entré dans la loi depuis plus de dix jours que commençaient à apparaître les signes de son impact sur les affaires du Parlement. A mesure que les projets de loi étaient présentés, on leur découvrait un "côté féminin" et la Chambre des Communes comme la presse se mirent à demander —et avec beaucoup d'insistance— "ce que la femme voulait"*⁷⁹.

Depuis l'ouverture du Parlement actuel [...], remarquait avec satisfaction The Vote quelques mois plus tard, il est extrêmement intéressant de remarquer avec quelle fréquence les députés [...] se réfèrent aux opinions des femmes sur les questions en cours de discussion. Chaque fois qu'un projet de loi d'un intérêt particulier pour les femmes [...] a été proposé, les députés ont apparemment rivalisé pour exprimer la haute estime dans laquelle ils tiennent les qualités féminines. Les femmes, bien entendu, sont maintenant des électrices, et étant donné que chaque député se souvient qu'il leur doit probablement son élection autant qu'aux hommes, il est obligé de prendre au moins en compte leur point de vue probable sur les questions qui les concernent tout autant que les hommes. Il ne peut certainement pas se permettre de traiter leurs intérêts à la légère ou de ridiculiser leurs revendications [...] comme son

those days was apt to make Members titter and dig each other furtively in the ribs", "Changes in Public Life", in *Our Freedom and Its Results*, p. 49.

⁷⁸ "Somewhat contrary to the general expectation, no opposition to the motion was forthcoming. The old opponents of women's suffrage speaking with an eye on their constituencies, hurried to explain how eager they were to see women admitted to the house", NUSEC Parliamentary Report, 1918, p. 30.

⁷⁹ "The fact that women had become part of the electorate gave a new importance to their affairs, and Members of Parliament saw many old questions in a new light [...] The Representation of the People Act had not been upon the Statute Book for more than ten days before evidence began to appear of its effect upon the business of Parliament. Bill after Bill as it came up was discovered to have a "woman's side", and the House of Commons no less than the press began to ask, and ask urgently, "What the woman wanted"', Ibid., p. 26.

*prédécesseur avait souvent coutume de le faire [...] quand elles n'avaient pas le pouvoir politique*⁸⁰.

Certaines lois dites "féminines" virent d'ailleurs leur vote directement attribué à cette pression permanente. C'est le cas, on l'a vu, de la loi réglementant la vente d'alcool aux mineurs, ou encore le retrait du règlement 40D contre les maladies vénériennes mis en place, pendant la guerre, dans le cadre de la loi sur la défense du royaume et contre lequel s'étaient battues les organisations féminines. Ces dernières avaient espéré que le règlement serait abrogé immédiatement après l'armistice mais, devant l'inaction du gouvernement, le mouvement, mené par Alison Neilans (Association for Moral and Social Hygiene) reprit sa campagne d'opposition dès novembre 1918, organisant notamment une manifestation de protestation à Londres, à laquelle participèrent 54 organisations. Le résultat ne se fit pas attendre : début décembre, soit deux semaines avant les élections, le gouvernement décida de retirer le règlement, nul doute, selon les observateurs, motivé par la crainte de se mettre à dos les nouvelles électrices. La presse ne put s'empêcher de noter le contraste entre les longues —et souvent vaines— campagnes de l' "avant-vote" et l'attention à laquelle pouvaient maintenant prétendre les femmes en tant que force électorale :

*Le retrait du notoire "Regulation 40, DORA"*⁸¹, *n'est qu'un autre exemple de la réceptivité des gouvernements à l'opinion de ceux qui peuvent les faire ou les défaire, écrivait le Guardian. L'indignation causée parmi les femmes face à cette réglementation fut intense et*

⁸⁰"Since the opening of the present Parliament [...] it is extremely interesting to note how frequently Members in their speeches refer to women's opinions on the matters under discussion. Whenever a Bill of special interest to women [...] has been brought forward Members have apparently vied with each other to record their warm appreciation of women's high qualities. Women, of course, are now voters, and as each Member recollects that he probably owed his election as much to the women as well as the men voters, he is bound at least to consider woman's probable point of view on matters that concern both men and women. He certainly cannot afford to treat her interests slightly or to ridicule her demands [...] as his predecessor was often in the habit of doing in the bad old days [...] when women had no political power.", *The Vote*, 2/5/19, "Women's Opportunity", p. 172.

⁸¹ "Defence Of the Realm Act". Voir 1^{ère} partie, chapitre II : "Les sociétés suffragistes pendant la guerre".

*étendue. Des lettres de protestation furent déversées contre le gouvernement [et] juste quinze jours avant les élections, 40D fut retirée ! Quand on se souvient des années d'efforts sans relâche passées par Josephine Butler pour obtenir la suppression des lois sur les maladies vénériennes, nous pouvons nous estimer heureux d'avoir entre les mains une arme avec laquelle nous pouvons nous protéger, avec rapidité et efficacité, de la menace de telles lois*⁸².

Sans doute cet optimisme était-il prématuré. Très vite, en effet, les féministes eurent l'occasion de "déchanter" quant à la bonne volonté du Parlement mais, surtout, du gouvernement, qui se révéla, à plusieurs reprises, être l'obstacle principal à certaines réformes en faveur desquelles le Parlement s'était déclaré. "Trahison délibérée!" allaient-elles bientôt dénoncer dans leurs journaux, "Merci pour rien"⁸³, tandis que gouvernement après gouvernement "omettait" de tenir ses promesses électorales, rappelant à celles qui avaient pu trop vite se réjouir la nécessité de continuer la lutte.

Lorsque la réforme électorale de 1918 fut votée, écrit The Common Cause en 1919, de nombreuses personnes imaginèrent que l'assujettissement des femmes avait pris fin et que toutes les autres réformes nécessaires à leur totale émancipation finiraient tout naturellement par être votées. Certains des résultats qui suivirent de près l'obtention du droit de vote parlementaire semblèrent, pendant un temps, apporter confirmation à cette vision optimiste. Les partis politiques [...] élaborèrent immédiatement leurs plans afin de conquérir la nouvelle force en politique en promettant leur soutien à toute réforme dont les femmes avaient manifesté le désir. Il n'a pas fallu longtemps pour donner raison aux dirigeantes du mouvement féministe qui pensaient que le droit de vote parlementaire se révélerait n'être que la conquête de la première ligne de défense ennemie et qu'une longue bataille acharnée serait nécessaire avant de pouvoir atteindre notre objectif déclaré d'une véritable égalité [...] Le Parlement, il est vrai, n'a pas une seule fois

⁸² "The withdrawal of the notorious Regulation 40D, DORA, is but another example of the sensitiveness of Governments to the opinion of those who may make or mar them. The indignation aroused among women against the regulation was intense and widespread. Resolutions of protest poured in upon the Government. Just a fortnight before the election 40D was withdrawn ! Remembering Josephine Butler's years of strenuous effort to secure the repeal of the CD Acts, we may well give thanks that we now have in our hands a weapon with which we can save ourselves, swiftly and effectively, from the menace of such laws.", Janvier 1919. Rapporté dans *The Vote*, 31/1/19, "Women's New Power", p. 71.

⁸³ *The Vote*, 17/2/22, "Deliberate Betrayal" ; 28/8/19, "Thank you for nothing".

*rejeté explicitement les projets de loi concernant le statut des femmes. Il s'est contenté de les remettre à plus tard au profit de mesures réclamées par les sections plus bruyantes et mieux organisées de l'électorat*⁸⁴.

Le sentiment général, néanmoins, était un sentiment d'optimisme et de certitude quant à la valeur des changements opérés et, lorsqu'en mai 1925, les Lords rejetèrent le projet de loi présenté par le vicomte Astor sur l'admission des paires à la Chambre Haute par 80 voix à 78, *Time and Tide* jugea que, de la part d'une institution aussi conservatrice mais, surtout, aussi peu influençable (car à l'abri de toute pression électorale) que les Lords, les résultats serrés du vote n'était pas véritablement une défaite : "*La chance a commencé à tourner, et à tourner rapidement*", décréta-t-il⁸⁵.

II. EVOLUTION PLUTOT QUE REVOLUTION

Si les années d'après-guerre peuvent par conséquent à juste titre être décrites comme une période de progrès législatifs importants pour les femmes, il est en revanche impossible de parler d'un réel bouleversement des institutions et des mentalités et de présenter ces gains comme découlant directement de la réforme

⁸⁴ "*When the Representation of the People Bill passed into law, there were many people who imagined that the subjection of women was at an end and that all the other reforms necessary for their complete emancipation would come to pass as a matter of course. Some of the results which followed fast upon the granting of the parliamentary vote gave colour for a time to this sanguine view. Political parties [...] immediately laid their plans to capture the new force in politics by promising support to every reform which women had shown themselves to desire. It has not taken long to prove the wisdom of those leaders of the women's movement who held that Parliamentary enfranchisement would prove to be merely the taking of the first line of the enemies' defences and that a long and obstinate struggle would be necessary before we could achieve our declared object of a real equality [...] Parliament, it is true, has not once explicitly turned down the Bills that concerned the status of women. It has merely shelved them in the interest of measures demanded by the more vociferous and better organised sections of the electorate.*", *Common Cause*, 31/10/19, "The Future Work of the NUSEC", p. 361.

⁸⁵ "*The tide has moved and is moving quickly.*", *Time and Tide*, 29/5/25, "The Turning of the Tide", p. 515.

électorale de 1918. Loin d'avoir été obtenues sans effort, ces réformes, pour la plupart, ne furent atteintes qu'après des luttes parfois très longues de la part des organisations féministes, qui durent souvent se contenter de compromis et de mesures mutilées, et il est essentiel, afin de se faire une idée plus précise de l'état d'esprit dans lequel fut votée cette législation, de prendre en compte la complexité du travail accompli par les différentes organisations et l'opposition systématique qu'elles rencontrèrent.

Les mentalités, il est certain, n'étaient guère différentes de celles de l'avant-guerre et, vote ou pas vote, pas encore tout à fait prêtes à accepter certains changements. *"Le public a besoin d'être éduqué en matière d'égalité sexuelle"*⁸⁶ déclarait la NUSEC en 1919. Le mouvement féministe était alors, se souvient Lady Rhondda, engagé dans deux batailles : l'une pour l'obtention de réformes, l'autre pour le changement des mentalités. Lorsqu'une mesure était finalement votée par le Parlement, il y avait par conséquent de grandes chances pour que la revendication à laquelle elle répondait figurât depuis plusieurs années déjà au programme des principales organisations⁸⁷, sous une forme, qui plus est, bien plus complète que le résultat final⁸⁸. Un examen des rapport annuels de la NUSEC année par année à partir de 1918, autrement dit sans même tenir compte de nombreuses revendications qui étaient, nous le savons, antérieures à cette date, révèle ainsi que la loi sur la tutelle des enfants de 1925 et celle des pensions pour les veuves furent, par exemple, votées après six nouvelles années de campagne (campagne commencée au 19ème siècle pour la première, en 1913 pour la deuxième), les réformes sur le divorce après quatre,

⁸⁶ *"the public need education in sex equality quite as urgently as they did before the vote was won"*, NUSEC, Annual Report 1919, p. 27.

⁸⁷ Voir rapports annuels de la NUSEC, du SPG, de la WFL... 1918-1930.

⁸⁸ Pour plus de détails sur les campagnes féministes de l'entre-deux-guerres, voir Vivien Cheryl Law, *The Women's Cause : Feminist Campaigns 1918-28*, PhD Thesis, London University, 1993.

puis quinze autres années, ou encore la réforme de la loi pénale après quatre ans, chacune de ces réformes ayant par ailleurs fait l'objet de plusieurs projets de loi.

L'importance accordée par les féministes à l'égalité des droits de tutelle pour les deux parents avait ainsi conduit la NUSEC à rédiger un projet de loi ("Guardianship of Infants Bill"), présenté au Parlement en 1921 par un député libéral, le Colonel Greig, et secondé par Nancy Astor, mais qui ne dépassa pas le stade de la seconde lecture. Avait suivi, en 1924, un nouveau texte, rédigé lui aussi par la NUSEC, présenté par Margaret Wintringham et soutenu par toutes les femmes de la Chambre des Communes ("Equal Gardianship Bill"), que le gouvernement travailliste jugea trop sujet à controverse et auquel il substitua son propre projet de loi, qui supprimait délibérément la disposition pour des droit de tutelle égaux. C'est ce même texte —le "Guardianship of Infants Act"— qui, après la dissolution du Parlement, fut repris par les conservateurs. Pour les égalitaristes, il s'agissait là d'une insulte aux femmes⁸⁹ ; pour Eleanor Rathbone, il améliorerait quelque peu la condition des mères et, en tant que tel, valait la peine d'être soutenu. Cela fut fait, tout en soulignant l'aspect conservateur de la mesure, destinée en réalité à empêcher les changements plus radicaux réclamés par les féministes et à maintenir la mère dans une position légale subordonnée à celle du père au sein du mariage⁹⁰.

Les pensions pour les veuves, votées en 1925, avaient elles aussi, dès 1919, fait l'objet d'un projet de loi élaboré par la NUSEC et accordant une pension aux veuves avec enfants à charge et en 1920 le parti travailliste, soutenu par Lady Astor, avait

⁸⁹ A leur demande, Nancy Astor proposa qu'une clause égalitaire soit ajoutée au projet de loi, mais lorsque celle-ci rencontra une opposition, elle retira son amendement plutôt que de risquer de faire échouer la totalité du projet (voir *Time and Tide*, 27/3/25).

⁹⁰ Il fallut par la suite attendre cinquante ans pour qu'en 1973 le "Guardianship Act" leur accorde cette égalité.

soulevé la question aux Communes⁹¹. Le gouvernement avait cependant alors rétorqué que le pays ne pouvait pas se permettre une telle mesure compte tenu des énormes dettes de guerre et de la crise économique. Les crimes sexuels, enfin, et particulièrement ceux dont étaient victimes les enfants, avaient également longtemps été l'une des préoccupations principales des organisations féministes⁹² et le principal effort du Six Point Group, lors de sa première année d'existence, fut de convaincre le gouvernement d'adopter le projet de réforme de la loi pénale présenté en février 1921 à la Chambre des Lords par l'évêque de Londres, et dont les deux clauses importantes étaient le recul de l'âge de consentement dans le cas d'attentat à la pudeur de 13 à 16 ans et l'impossibilité de plaider l'ignorance de l'âge de la victime. Après l'échec, à la dernière minute, du projet de loi, l'organisation ne cessa de faire pression sur un gouvernement peu coopérant jusqu'en 1922 pour qu'il propose une réforme similaire puis, plus tard, pour qu'il complète cette dernière.

*Les sessions se suivent, déplorait la WFL à son quinzième congrès annuel, en 1922, et nous ne parvenons pas à obtenir que soient votées les lois que nous réclamons sur le mariage, des droits parentaux égaux, la tutelle des enfants (y compris l'enfant de la mère célibataire), l'amendement de la loi pénale etc.*⁹³.

Si certaines avaient, une fois le droit de vote partiellement obtenu, délaissé le mouvement féministe, les échecs répétés montraient clairement, selon la NUSEC, que la lutte, au début des années vingt, était loin d'être terminée :

⁹¹ NUSEC, Annual Report, 1920, p. 9.

⁹² Le "Criminal Law Amendment Act (n°2) Bill", voté fin juillet 1920 après différents autres projets de loi, était loin de satisfaire les féministes pour qui les modifications qu'on y avait apporté avaient abouti à une loi "*with all the goods crushed out of it and some dangerous clauses introduced instead*" selon *Time and Tide* (21/1/21, "A Programme", p. 52).

⁹³ "*Session after session passes and we fail to secure on our Statute-Books the laws we demand on marriage, equal parentage, the guardianship of children (including the child of the unmarried mother), Criminal Law Amendment etc.*", *The Vote*, 5/5/22, "15th annual conference of the WFL", p. 137.

*Le bilan de cette année parlementaire, qui s'est terminée par les événements déshonorants du mois d'août, lorsque les espoirs que l'on avait fait naître à propos du projet de loi sur la tutelle, les pensions alimentaires et le droit de garde des enfants, et du projet de réforme de la loi pénale furent anéantis, a eu au moins un résultat positif : il a convaincu même les moins perspicaces que notre travail pour l'égalité n'est pas encore terminé*⁹⁴.

L'opposition quasi-systématique rencontrée par les féministes et encore fort présente à l'égard de leurs revendications signifiait par ailleurs que les organisations féministes et les députés qui les soutenaient au Parlement étaient souvent forcés, après des efforts laborieux —délégations aux ministres et aux députés, circulaires, rédaction permanente d'amendements et de contre-amendements...— d'accepter certains compromis sous la forme de mesures mutilées, dont il leur fallait pourtant reconnaître l'utilité : *"Les projets de loi qui résultaient de ces négociations étaient amputés de certaines des clauses auxquelles nous tenions le plus"*, reconnaissait Rathbone quelques années plus tard, *"mais"*, ajoutait-elle, *"ils représentaient néanmoins des gains considérables et plus d'une épouse opprimée en a bénéficié"*⁹⁵. Aussi imparfaites fussent-elles, ces mesures représentaient en effet, les féministes le comprenaient, un progrès indéniable par rapport à l'absence quasi-totale de protection et de législation dont pouvaient bénéficier les femmes et pouvaient servir de point de départ à des réformes plus conséquentes. Leur importance ne devait —et ne doit toujours— pas, par conséquent, être minimisée même si, après tant d'années de lutte, les résultats obtenus paraissaient parfois bien inférieurs aux attentes : *"Le fait*

⁹⁴ *"The record of the year in Parliament, culminating in the discreditable events of August, when hopes that had been raised over the Guardianship, Maintenance and Custody of Infant's Bill and the Criminal Law Amendment Bill were dashed to the ground, has had at least one favourable result. It has convinced even the most short-sighted that our work for equality is not yet at an end..."*, NUSEC, Annual Report, 1921, p. 3.

⁹⁵ *"The bills which resulted from these negotiations were shorn of some of our most cherished clauses. Nevertheless, they were substantial gains, and many an oppressed wife has profited by them"*, Rathbone, "Changes in Public Life", in *Our Freedom and Its Results*, p. 47.

qu'elles restent toutes en deçà des mesures parfaites pour lesquelles votre comité travaille depuis tant d'années ne doit pas nous conduire à sous-estimer leur valeur", soulignait la NUSEC dans son rapport annuel de 1925. *"Elles ne sont peut-être que des habitations sommaires, mais elles peuvent au moins abriter une partie de la population"*⁹⁶. Pour cette raison, et malgré certaines dissensions au sein des organisations quant à l'attitude à adopter, un nombre important de mesures furent acceptées pour lesquelles il allait falloir continuer la lutte.

Un deuxième élément qui vient relativiser l'importance des changements idéologiques à l'origine d'une telle quantité de réformes et permettre d'évaluer plus précisément la valeur qualitative de ces dernières se trouve dans les limites à la volonté de réformer. Si la peur de contrarier l'électorat incita les hommes politiques à voter les différentes réformes mentionnées, le fait que ceux-ci aient refusé de traiter un certain nombre de questions considérées comme primordiales par les organisations féministes indique en effet qu'ils se réservaient la possibilité de choisir leurs priorités... qui s'inscrivaient immanquablement dans une idéologie traditionnelle de la femme. Les textes législatifs qu'ils acceptèrent de voter étaient pour la plupart liés par un thème commun : ils concernaient la femme, au sens légal et matériel, principalement en tant que mère et épouse, préférant améliorer le statut de ces dernières et encourager les femmes à considérer la maternité comme leur fonction première plutôt que de faciliter de nouveaux rôles. De telles lois pouvaient donc rencontrer l'approbation des hommes politiques, quel que soit leur parti et sans que ceux-ci aient besoin pour autant de souscrire à l'idéologie féministe : pour les

⁹⁶ *"The fact that they all fall short of the measures of perfection for which your committee has been working for so many years must not lead to an underestimate of their value. They may only be steel houses, but at least house some portion of the population."*, NUSEC, Annual Report, 1925, p. 3.

conservateurs, ces lois pouvaient être vues comme contribuant à renforcer la famille tandis que, pour les travaillistes, en venant en aide à la mère et à la ménagère moyenne, elles devenaient un moyen d'élever le niveau de vie de la classe ouvrière.

Si l'on peut, par conséquent, une fois de plus aisément douter de l'importance réelle des changements idéologiques qui motivèrent les progrès accomplis, c'est en revanche aller beaucoup trop loin que de présenter cette orientation majoritairement domestique de la législation comme une preuve d'échec : certes les mesures acceptées par le gouvernement et le Parlement étaient celles qui dérangent le moins ; elles n'en figuraient pas moins parmi les principales revendications des organisations féministes, qui y attachaient beaucoup d'importance, et avaient, on l'a vu, pour la plupart, fait l'objet de longues campagnes.

Plus révélatrices, par conséquent, quant aux réelles intentions des hommes politiques sont les questions que ceux-ci *refusèrent* de traiter et qui correspondent cette fois nettement, il est vrai, à des demandes plus radicales concernant principalement la situation professionnelle (égalité des salaires, emploi des femmes mariées, femmes dans la police, protection légale) et politique (admission des paires à la Chambre des Lords) mais également à certaines mesures qui auraient contribué à accorder à la femme mariée une certaine indépendance vis-à-vis de son mari (allocations familiales, information concernant le contrôle des naissances, imposition séparée des deux époux et possibilité pour une femme mariée de conserver sa nationalité). Toutes eurent beau faire l'objet de campagnes incessantes et de nombreux projets de loi de la part des organisations féministes et de leurs défenseurs au Parlement, elles furent, à l'exception de mesures très limitées concernant la nationalité des femmes mariées, la présence de femmes dans la police

ou le contrôle des naissances⁹⁷, systématiquement rejetées —moins souvent par le Parlement que par le gouvernement. Ce dernier, qui fut le premier, dans l'entre-deux-guerres, à pratiquer la discrimination sexuelle en matière d'emploi dans ses services, ne cachait notamment pas son opposition à deux questions : l'égalité des salaires et l'emploi des femmes mariées qui, pour les féministes, ne pourraient être réellement adoptées que si la fonction publique elle-même montrait l'exemple⁹⁸. Ainsi, malgré le vote, entre 1919 et 1929, par la Chambre des Communes de plusieurs résolutions défendant le principe de l'égalité des salaires, contenu par ailleurs dans l'article 427 du Traité de Versailles, aucune initiative ne fut prise⁹⁹ et lorsqu'en 1935, la question de l'échelle des salaires fut, une fois de plus, soulevée au Parlement, le ministre des Finances n'hésita pas à déclarer que la fonction publique ne retirait pas le même profit du travail des femmes, citant comme argument leur mauvaise santé, leur départ au moment de leur mariage et leur manque d'endurance physique¹⁰⁰. L'année suivante, en réponse à une résolution proposée par Ellen Wilkinson, une longue liste de raisons allait de nouveau être fournie contre le principe de l'égalité des salaires, allant du plus gros fardeau que le mariage représentait pour les hommes à la

⁹⁷ La question du contrôle des naissances avait, en 1918, été ouvertement abordée par deux ouvrages, *Married Love* et *Wise Parenthood*, dans lesquels son auteur, Marie Stopes, s'était respectivement proposée de sortir les femmes de l'ignorance en matière sexuelle et de leur fournir un guide pratique des méthodes contraceptives. La guerre avait eu beau amener une certaine libéralisation des mœurs, la propagande de Marie Stopes, en ces années de dénatalité, dut faire face à une levée de boucliers de la part de l'autorité sous toutes ses formes, politique, médiatique, ecclésiastique et scientifique. Lorsqu'en 1922, une infirmière fut renvoyée pour avoir fourni des renseignements sur la question à une patiente, le ministre de la Santé, comme ceux qui allaient lui succéder, jugea que le contrôle des naissances ne relevait pas des maternités locales et que les fonds publics dont celles-ci dépendaient ne devaient en aucun cas être utilisés dans un tel but sans l'autorisation expresse du Parlement. Celle-ci fut finalement donnée en 1930, sans toutefois provoquer de changement radical : en 1937, seulement 95 autorités locales sur 423 avaient autorisé leurs maternités à fournir des renseignements sur les méthodes contraceptives, limitant par ailleurs ceux-ci aux femmes mariées pour qui une grossesse pouvait nuire à la santé.

⁹⁸ Un nombre important de femmes dans la fonction publique occupaient par ailleurs des emplois interchangeables avec ceux des hommes, pour lesquels l'argument traditionnel concernant l'inégalité des tâches ne pouvait par conséquent pas être utilisé.

satisfaction des femmes quant à leur salaire. L'opposition du gouvernement était d'ailleurs telle que lorsque, contre son avis, le Parlement vota à cette occasion la résolution en question, le premier ministre, Stanley Baldwin, décida d'en faire une question de confiance et obtint un deuxième vote qui renversa la décision, les députés qui soutenaient l'égalité des salaires n'étant pas prêts à faire tomber leur gouvernement pour la question.

De la même façon, le gouvernement refusa systématiquement que soit mis fin à l'interdiction de travailler faite aux femmes mariées dans la fonction publique. Il avait, en 1919, accepté l'amendement au "Sex Disqualification (Removal) Act" proposé par le Major Hill et visant à empêcher toute discrimination à cet égard mais rejeté son application à la fonction publique et lorsque, dans les années vingt, la pratique devint courante dans l'enseignement, qui n'était pourtant pas exclu de l'amendement, les féministes comprirent rapidement que, là non plus, la loi "antidiscriminatoire" ne leur serait pas d'un grand secours¹⁰¹. Après plusieurs tentatives infructueuses de porter la question devant la justice, qui révélèrent que le SD(R)Act pouvait facilement être contourné, la NUSEC décida par conséquent de proposer un nouveau projet de loi, spécifiquement destiné à donner aux femmes mariées le droit au travail¹⁰². Malgré un soutien non négligeable parmi les députés, celui-ci fut rejeté par 84 voix contre 63, le ministre des Finances s'étant cette fois

⁹⁹ La commission royale sur la fonction publique, nommée en 1929 suite à une pression importante de la part des organisations féministes ne fit elle-même, dans son rapport de 1931, aucune recommandation sur le sujet, ses membres étant divisés de manière égale.

¹⁰⁰ *Hansard, HC Debates*, 7/6/35.

¹⁰¹ L'argument généralement avancé par les tribunaux était que la loi de 1919 rendait simplement l'emploi des femmes mariées possible mais n'entraînait en aucune façon *l'obligation* de les employer... Nancy Astor souleva la question à la Chambre des Communes en 1925 mais Lord Percy, ministre de l'Education, signifia que le gouvernement n'avait pas l'intention d'intervenir (*Hansard, HC Debates*, 26/11/25).

¹⁰² "Married Women's Employment Bill", présenté par Sir Robert Newman (député conservateur) et secondé par Frederick Pethick-Lawrence (député travailliste).

opposé au projet de loi sous prétexte qu'il risquait d'encourager les femmes à négliger leur foyer¹⁰³.

Une autre question à laquelle les féministes accordaient une importance toute particulière —sans doute parce qu'elle concernait à la fois les chances professionnelles des femmes et le désir de protéger femmes et enfants d'abus sexuels¹⁰⁴— et qui, en dépit de tous les efforts mis en œuvre, aussi bien de la part des féministes que de certaines députées, fut totalement ignorée, était celle d'une force de police féminine, dont l'existence avait été menacée au début des années vingt par les mesures de restriction budgétaire du gouvernement. A la fin de la guerre, et en reconnaissance du travail accompli par les gardiennes de la paix au cours du conflit, un groupe de cent femmes avait été choisi par la police métropolitaine de Londres comme force expérimentale, chargée en grande partie de s'occuper des crimes sexuels, d'escorter les prisonnières, et présente dans de nombreuses affaires impliquant femmes et enfants.

En février 1922, cependant, lorsque fut publiée la première partie du rapport Geddes¹⁰⁵ sur les dépenses nationales, la suppression des patrouilles féminines faisait tout naturellement partie des premières mesures d'économie préconisées et les propos tenus à cette occasion par le ministre de l'Intérieur, Edward Shortt, en réponse aux protestations immédiates des féministes révèlent le peu de valeur accordé au travail effectué par les femmes dans ce domaine. Ce travail, expliquait-il, était de nature sociale et non pas policière et ne pouvait par conséquent pas continuer à être financé par l'argent destiné à la police¹⁰⁶. Ces licenciements ne firent que renforcer la

¹⁰³ Quand l'interdiction fut finalement levée dans la fonction publique, en 1946, ce fut moins par souci d'égalité qu'en raison de la pénurie de main d'œuvre.

¹⁰⁴ Revendication qui allait de pair avec la demande pour davantage de femmes dans la magistrature.

¹⁰⁵ Voir 2^{ème} partie, ch. II.

¹⁰⁶ *The Vote*, 24/3/22, p. 94.

détermination des féministes à continuer la lutte ; il ne suffisait cependant plus de conserver les patrouilles féminines mais de les rétablir, tâche beaucoup plus difficile. Shortt finit par promettre de garder un noyau d'une vingtaine de femmes agents de police puis, devant les protestations émises face à ce nombre dérisoire, décida de laisser la question à la discrétion des autorités locales. La moitié des autorités policières employant des femmes mirent fin aux contrats de celles-ci, mais les femmes ne disparurent pas entièrement des forces de police. Elles n'étaient plus, cependant, qu'environ 150 dans les années trente, contre un total national de près de 65.000 hommes.

La quantité importante de domaines dans lesquels les gouvernements successifs refusèrent de légiférer et qui continuèrent, dans l'entre-deux-guerres, à contenir de nombreuses inégalités, peut sembler surprenante lorsque l'on sait que, dès 1919, avait été votée une loi contre la discrimination sexuelle ("Sex Disqualification (Removal) Act"), présentée par le gouvernement de Coalition comme une grande mesure et l'application des promesses faites par Lloyd George et Bonar Law à la veille des élections de supprimer toutes les inégalités légales restantes entre hommes et femmes. Le fait est que le "Sex Disqualification (Removal) Act", malgré un titre prometteur, n'était qu'une illustration supplémentaire des limites à la volonté de réforme des dirigeants politiques : il avait été précédé, en avril 1919, par un projet de loi pour l'émancipation des femmes ("Women's Emancipation Bill") présenté par le parti travailliste et qui aurait d'un seul coup balayé toutes les injustices dont étaient encore victimes les femmes en accordant l'égalité du droit de vote, l'admission des paires à la Chambre des Lords, l'accès aux professions juridiques et à la fonction publique ainsi que le droit de servir comme jurée. Lorsqu'après avoir, malgré

l'opposition du gouvernement, été voté par les Communes¹⁰⁷, le projet était parvenu à la Chambre des Lords, le gouvernement avait décidé de présenter¹⁰⁸ son propre projet de loi qui, à la grande déception des organisations féministes, ne faisait guère plus qu'ouvrir aux femmes l'accès aux professions juridiques et n'accordait ni l'égalité du droit de vote ni l'accès à la haute fonction publique¹⁰⁹.

En dépit des nombreuses tentatives de la part des organisations de l'améliorer par le biais d'amendements¹¹⁰ concernant notamment l'extension du droit de vote, l'entrée dans la fonction publique selon les mêmes conditions que les hommes et le droit des épouses de jurés d'être elles-mêmes jurées¹¹¹, ce fut presque sous sa forme originale que le projet de loi fut voté, le 23 décembre 1919, déclarant qu' "aucune femme ne sera empêchée par son sexe ou par le mariage d'exercer une fonction publique, ni d'être nommée à ou de détenir une quelconque charge ou un poste civil ou judiciaire, ni de choisir d'assumer ou d'exercer une profession civile ou un état quelconque, ni de faire partie d'une société quelle qu'elle soit et [qu'] aucune personne ne sera exclue par son sexe ou par son mariage de la capacité d'être appelée comme jurée". Si, compte tenu de son origine, la loi ne fut pas accueillie avec grand enthousiasme par les organisations féministes, celles-ci reconnurent néanmoins sur le moment qu'elle ouvrait certaines portes aux femmes et que son texte semblait permettre une certaine marge de manœuvre. Très vite, cependant, alors que, l'une après l'autre, ses limitations devenaient apparentes, c'est avec un mécontentement évident et un mépris non dissimulé qu'elles y faisaient référence : la loi indiquait que

¹⁰⁷ 4/4/19.

¹⁰⁸ 22/7/19.

¹⁰⁹ Le gouvernement fit en sorte que le Lord Chancellor bloque le projet de loi en introduisant le "Sex Disqualification (Removal) Bill" et en assurant à celui-ci une deuxième lecture à la Chambre des Lords deux jours avant le jour où il était prévu que Lord Kimberley demande une deuxième lecture du "Women's Emancipation Bill" (*The Vote*, 1/8/19, "Resign !", p. 276).

¹¹⁰ Proposés par Lord Robert Cecil, le Major Hills et Sir Samuel Hoare.

ni le sexe ni le mariage ne pouvaient être une cause de discrimination, pourtant le gouvernement était le premier à interdire aux femmes mariées de travailler dans la fonction publique et à refuser la nomination de toute femme, mariée ou célibataire, dans le service colonial, la fonction publique indienne ou les services diplomatiques ; la clause I leur permettait d'être jurées, mais donnait aux juges et aux avocats le droit de les exclure des tribunaux dans certaines affaires jugées susceptibles de heurter leur sensibilité, droit inmanquablement exercé dans les affaires impliquant des agressions sexuelles, incestes, divorces... dans lesquelles les accusés étaient des hommes et qui étaient le type même d'affaires pour lesquelles les féministes réclamaient depuis de nombreuses années une présence féminine. Même la clause insérée grâce aux efforts du Major Hills et de Lord Robert Cecil et donnant aux universités d'Oxford et de Cambridge la possibilité d'accorder des diplômes à leurs étudiantes¹¹², se révéla être permissive et non coercitive : tandis qu'en 1920 Oxford décida d'accorder aux femmes l'accès à tous ses diplômes¹¹³ (excepté ceux de théologie), Cambridge put choisir de continuer à les exclure jusqu'en 1948.

Lady Rhondda, enfin, put elle-même éprouver la validité du "Sex Disqualification (Removal) Act" lorsque, trois ans après le vote de la loi, elle tenta de faire valoir ses droits de pairasse pour siéger à la Chambre des Lords¹¹⁴, plus par désir, d'ailleurs, de s'attaquer à une discrimination officielle que de siéger à la Chambre Haute. Sa réussite procurerait une nouvelle plate-forme d'où travailler pour les questions féminines ; son échec révélerait au grand jour l'hypocrisie du gouvernement sur la question de l'égalité et insufflerait peut-être de l'énergie dans le

¹¹¹ NUSEC, Annual Report, 1919, p. 31.

¹¹² Jusqu'alors les femmes pouvaient poursuivre des études mais n'avaient pas droit aux diplômes, même lorsqu'elles réussissaient leurs examens.

¹¹³ L'une des premières femmes à saisir cette chance, lors de la première cérémonie au cours de laquelle des diplômes furent remis à des femmes, le 14 octobre 1920, fut Lady Rhondda.

mouvement féministe. En l'occurrence, après un premier vote de la Commission des Privilèges en faveur de sa requête, au mois de mars 1922, le Lord Chancellor demanda que la question soit reconsidérée par une commission élargie qui, au mois de mai, renversa la première décision : *"la loi de 1919"*, expliqua Lord Cave, *"si elle supprimait toute disqualification, ne prétendait offrir aucun droit. Si le droit de siéger dans cette Chambre doit être conféré aux paires, alors cela doit être fait en des termes explicites"*¹¹⁵, et Lord Dunedin ajouta ce qui allait devenir l'argument principal contre toute tentative d'invoquer la loi de 1919 en cas de discrimination : *"Il est évident que les termes de la loi ne font que supprimer un handicap ; ils ne créent pas un droit"*¹¹⁶.

Il est révélateur de voir la façon dont cette loi, qui aurait dû être celle de l'émancipation féminine, fut alors interprétée, créant ainsi un précédent juridique, et comment son contenu put être dévié par la seule volonté de l'opposition. Cette affaire soulève également, de manière plus générale, la question de savoir dans quelle mesure l'absence de changement d'attitude sociale peut réduire l'efficacité d'une législation novatrice et montre combien l'opposition à une émancipation des femmes était encore possible.

La campagne pour l'accession des femmes à la Chambre Haute que Lady Rhondda poursuivit durant les années qui suivirent ne peut par ailleurs pas être négligée sous prétexte que l'entrée à la Chambre des Lords ne concernait qu'une poignée de femmes. Les Lords n'avaient pas seulement le pouvoir de promouvoir des

¹¹⁴ Son avocat basa toute son argumentation sur le Sex Disqualification (Removal) Act.

¹¹⁵ *"the Act of 1919 while it removed all disqualifications, did not purport to offer any right. If the right to sit in this House is to be conferred on Peeresses, it must be done by express words"*. Proceedings and Minutes of Evidence taken before the Committee of Privileges, Margaret Haig, Viscountess Rhondda, House of Lords, 1922, p. 175.

¹¹⁶ *"It is certain that the words of the Act only remove a disability ; they do not create a right."*, Ibid., p. 176.

lois, mais tous les projets de loi présentés aux Communes devaient également être votés par cette Chambre et l'accès des femmes aurait par conséquent donné à celles-ci un moyen supplémentaire de défendre les questions féminines au Parlement. Dès lors que Lady Rhondda se vit interdire de siéger à la Chambre des Lords par ce même gouvernement qui, trois ans auparavant, avait voté le "Sex Disqualification (Removal) Act", la loi en question perdit toute crédibilité aux yeux des féministes : *"La question de savoir si vingt paires ont ou non le droit de siéger à la Chambre Haute est en soi relativement insignifiante", soulignait Time and Tide, "Dans la mesure où elle permet d'éprouver la valeur de cette loi et, plus encore, les véritables intentions du gouvernement en matière d'égalité entre les sexes, elle est en revanche d'une importance considérable"*¹¹⁷.

Au moment même où il leur fallait profiter de la détermination des partis à s'assurer les voix féminines, les organisations féministes étaient, on l'a vu, confrontées à un contexte économique et politique extrêmement défavorable qui les gêna dans leurs campagnes et les empêcha d'aller aussi loin qu'elles l'auraient souhaité. En cette période de réaction anti-féministe, l'accent mis par tous les partis sur une idéologie traditionnelle de la famille signifiait en effet que tout mouvement vers une plus grande indépendance des femmes qu'impliquait l'égalité des salaires, de l'emploi ou le contrôle des naissances, était considéré comme une menace pour le modèle souhaité. Si les principaux partis étaient prêts à accorder de temps à autre une mesure d'égalité, ils étaient par conséquent beaucoup plus réticents lorsque la mesure

¹¹⁷ "The question as to whether 20 peeresses shall or shall not sit in the Upper House is in itself a comparatively small matter. As a test of the value of the Sex Disqualification (Removal) Act it is of

en question paraissait être en contradiction avec le rôle traditionnel des femmes dans la famille et dans l'industrie et il est légitime à cet égard de se demander si la quantité de réformes aurait été la même que celle votée entre 1918 et 1930 si gouvernement et Parlement n'avaient pas fait l'objet de pressions incessantes de la part des organisations féministes.

Malgré toutes ces limites, le nombre de lois votées durant cette dizaine d'années n'en reste pas moins impressionnant et les progrès accomplis non négligeables. Ainsi, s'il est important d'avoir conscience de la valeur réelle d'une loi telle que le "Sex Disqualification (Removal) Act", il ne faut pas non plus oublier que celle-ci permit aux femmes d'accéder à tous les métiers de la profession juridique, d'être nommées magistrats (plus de 1.800 le furent suite à cette loi) et d'être appelées comme jurées, fonction qui, aussi peu plaisante fût-elle, était considérée de première importance, notamment dans les affaires impliquant des femmes ou des enfants. De même, le statut de la mère et de l'épouse, tout en continuant à faire l'objet de certaines inégalités, était nettement supérieur à celui du début du siècle. La condition féminine, dix ans après l'accession des femmes à l'électorat, était, de l'avis de celles qui avaient connu les luttes suffragistes de la fin du dix-neuvième siècle et malgré la persistance de certaines inégalités, dans l'ensemble, très satisfaisante : *"Cette riche moisson de textes de loi touchant au statut de la femme et à ses intérêts particuliers qui a marqué les dix premières années depuis notre accession au corps électoral n'a certainement donné aux anciennes suffragistes que nous sommes aucune raison*

great importance, and of greater importance still is it as a test of this Government's real intentions in regard to sex-equality", Time and Tide, 26/5/22, "The Sex Disqualification (Removal) Act", p. 491.

d'être déçues", put ainsi écrire en 1936 Eleanor Rathbone¹¹⁸. Et Ray Strachey de confirmer :

*Lorsque l'on observe l'ensemble de la population féminine [...] et qu'on la compare à celle sur laquelle la Reine Victoria commença à régner, il n'est pas difficile de voir que des progrès ont eu lieu dans tous les domaines [...] Aucune femme d'aujourd'hui n'accepterait [...] de retrouver les conditions que sa grand-mère devait subir. Aucune jeune fille n'accepterait de se soumettre aux tenues vestimentaires et aux contraintes de 1837, aucune épouse de fonder son existence légale et financière tout entière dans celle de son mari*¹¹⁹.

¹¹⁸ "Certainly, this fine harvest of legislation affecting women's status and special interests, which marked the first decade since our enfranchisement, gave us old suffragists no reason to feel disillusioned", Rathbone, "Changes in public life", *Our Freedom*, p. 51.

¹¹⁹ "Surveying the whole female population [...] and comparing it with that over which Queen Victoria began to reign, it is easy to see that there has been progress in every direction [...] No woman of to-day would go back [...] to the conditions which her grandmother endured. No girl would submit to the clothing and the restraints of 1837 ; no wife would be content to merge her whole legal and financial existence in that of her husband.", Ray Strachey, *The Cause*, p. 392.

CHAPITRE III

1928 : EQUAL FRANCHISE ACT

La façon dont les femmes de moins de trente ans obtinrent le droit de vote, en juillet 1928, a souvent été présentée comme une simple formalité législative¹²⁰ et, implicitement, les dix années séparant les deux réformes comme une période sur laquelle les différents partis s'étaient mis d'accord. Tout comme l'interprétation de la réforme de 1918 comme une récompense accordée aux femmes par le gouvernement en remerciement pour les services rendus pendant la guerre est, on l'a vu, très incomplète, une telle vision ignore une fois de plus le travail de longue haleine accompli par le mouvement féministe pour ses droits politiques et minimise l'importance accordée par celui-ci à la réforme non seulement en tant que reconnaissance de l'égalité entre hommes et femmes mais également en tant que moyen donné aux premières victimes de la crise —les travailleuses— de se défendre. Par ailleurs, si dix années peuvent sembler une courte attente par comparaison avec la cinquantaine d'années nécessaires à l'obtention de la première réforme, la période reste étonnamment longue si l'on considère que le principe en soi avait été accepté et

¹²⁰ "The Act of 1928, which swept away the absurd restrictions of 1917, came virtually without effort", Sylvia Pankhurst, *The Suffragette Movement*, London : Virago, 1977, p. 608 ; "The British electoral system reached theoretical democracy only in April 1928. An act, promoted by the government **for no particular reason**, then lowered the voting age for women from 30 to 21 and put them on the same straight-forward residence qualification as men.", AJP Taylor, *English History 1914-1945*, OUP, 1982 (1^{ère} ed. 1965), p. 332.

que tous les partis s'engagèrent très tôt à le faire appliquer sans plus aucune restriction.

I. LA CAMPAGNE DES ORGANISATIONS FEMINISTES

La réforme électorale de 1918, en établissant une limite d'âge arbitraire et en liant, de façon toute aussi arbitraire, le vote parlementaire au vote local, n'avait pas seulement exclu de l'électorat toutes les femmes de moins de trente ans —et du même coup la grande majorité des femmes actives— mais également un nombre important de femmes de cet âge, célibataires louant un meublé, comme c'était le cas d'un grand nombre de travailleuses, vendeuses et domestiques vivant chez leurs employeurs, ou encore filles habitant avec leurs parents¹²¹. Au total, plus de cinq millions de femmes étaient, dans les années vingt, encore privées du droit de vote et, parmi les électrices elles-mêmes, plusieurs milliers étaient victimes d'inégalités dans l'exercice de leur droit : ainsi, la possibilité qu'avaient les commerçants de voter deux fois si leur habitation et leur commerce se trouvaient dans deux circonscriptions différentes ne s'appliquait pas aux femmes, et la possibilité accordée à trois hommes célibataires partageant un logement d'avoir chacun un vote était refusée à trois femmes dans la même situation.

¹²¹ Diverses rumeurs coururent quant à certaines situations où les femmes de plus de trente ans n'auraient pas le droit de voter : en 1918, avant que la démobilisation soit finie, certains officiels avaient prétendu que les femmes dont les maris étaient à l'armée perdaient, en raison de cette absence, le bénéfice du vote. Ainsi que Chrystal Macmillan le fit remarquer dans son guide pour la nouvelle électrice (*And Shall I Have a Parliamentary Vote ?* 1918), cela était tout à fait faux, mais la rumeur fit néanmoins beaucoup de mal et il fut nécessaire, durant la campagne de 1922, de rappeler aux femmes que ce n'était pas le cas. En 1918 également, les femmes d'objecteurs de conscience (dont les maris n'avaient pas le droit de voter pendant cinq ans) eurent des difficultés pour prouver leur droit de voter. En 1921 encore, *The Vote* rappela à ses lectrices qu'une femme salariée qui prenait ses repas avec ses

La preuve, si besoin était, que les féministes n'avaient accepté les conditions imposées par la réforme électorale de 1918 que dans la mesure où celles-ci représentaient un acquis et un tremplin pour de nouvelles revendications est que, dès la fin de la guerre, les principales organisations réclamèrent la révision de la loi et inclurent la revendication en tête de leurs programmes, basant, avec optimisme, leur nouvelle campagne sur la promesse électorale contenue dans le manifeste de la Coalition¹²². La première initiative dans ce sens ne vint pourtant pas du gouvernement de Coalition élu en 1918 mais de l'opposition travailliste, qui décida d'inclure l'égalité du droit de vote dans une mesure plus générale concernant l'émancipation féminine présentée au Parlement en avril 1919 ("Women's Emancipation Bill"), que le gouvernement s'employa à faire échouer en la remplaçant par un autre projet de loi (le "Sex Disqualification (Removal) Act") duquel la clause concernant le droit de vote avait été supprimée et auquel tout amendement fut rejeté malgré de nombreuses pressions (délégations au ministre de l'Intérieur, manifestations organisées avec le SJCWO...).

Un nouvel espoir apparut l'année suivante lorsque, peu après le début de la session parlementaire, en février 1920, Thomas Grundy, député travailliste, présenta un projet de réforme électorale visant à abaisser la majorité civile pour les femmes de trente à vingt et un ans et à baser le droit de vote pour les deux sexes sur la seule résidence, proposition qui fit dire à certains que l'on se cachait derrière les jupes des femmes pour abolir le vote plural. Le projet de loi, qui fut voté à la deuxième lecture à une grande majorité, fut cependant une fois encore étouffé par le gouvernement, qui

logeurs n'était pas exclue du droit de vote (*The Vote*, 27/5/21, p. 485). "Qualification of Parliamentary Voters", annexe 22.

¹²² "Get busy now," encourageait la NUWSS, "and urge your MP to see that the Government's pledge this year is kept by the introduction of a Government Bill next session securing to women equal voting rights with men" (NUWSS leaflet, London, 1918, "Votes for Women Left Out").

se justifia en déclarant que l'accession d'une importante partie de la population à l'électorat que provoquerait une telle réforme serait obligatoirement suivie par des élections générales, ce qu'il ne souhaitait pas voir se produire¹²³. La NUSEC, afin de tenter de sauver le projet de loi, suggéra d'amender celui-ci de telle sorte qu'il ne prenne effet qu'au moment où seraient annoncées les prochaines élections. L'amendement fut voté, mais ne suffit pas à sauver le projet de loi que le gouvernement était déterminé à faire échouer.

Ces déceptions, qui permirent de révéler assez rapidement le fossé entre promesses électorales et réelles intentions à celles qui en doutaient encore, n'ébranla cependant pas pour autant la confiance des organisations féministes qui, encouragées par l'attitude positive du Parlement face aux deux premiers projets de loi, jugeaient la réforme possible, sinon dans les mois à venir, tout au moins avant les prochaines élections. Il fallait maintenir la pression et continuer la campagne afin de montrer que les jeunes femmes souhaitaient vivement pouvoir voter même si, après l'échec du mois de juin, il était clair que l'égalité du droit de vote n'aurait aucune chance d'être obtenue autrement que sur proposition du gouvernement : une grande manifestation commune fut par conséquent organisée par la WFL en octobre 1920 et, durant l'hiver, une pétition, à laquelle participèrent des députés des trois partis, fut adressée au premier ministre. La question, soulignaient les suffragistes, était d'autant plus urgente que les femmes de moins de trente ans, après avoir représenté la majeure partie des travailleuses de guerre, étaient à présent les premières victimes de la démobilisation et devaient faire face à toutes sortes d'attaques contre leurs salaires et leur droit même au travail sans qu'aucun moyen ne leur soit donné de se défendre ou de faire entendre leur voix.

¹²³ NUSEC, Annual Report, 1920, p. 5.

Durant les quatre années de guerre, dénonçait The Vote en 1919, les femmes ont été, par les cajoleries, les flatteries, les intimidations et les menaces, dirigées en masse vers le travail de guerre. Après qu'elles ont prouvé leur valeur et leur capacité d'adaptation, on veut maintenant les en faire sortir par les cajoleries et des manœuvres [...] Qui sera jeté en pâture ? La victime est toute trouvée. C'est la femme de moins de trente ans, dépourvue du droit de vote [...] La ligne de clivage tracée par le Parlement était à but économique et stratégique non dissimulé. Il était évident qu'accorder le droit de vote à quelque cinq millions de femmes mariées et à un million de célibataires (salariées ou non) avait pour objectif la protection de l'homme marié de l'industrie, en renforçant le pouvoir politique de celui-ci par le vote de sa femme¹²⁴.

On avait prétendu donner le vote aux femmes en reconnaissance de leurs services de guerre ; en réalité, une travailleuse sur quinze seulement l'avait obtenu :

"La vérité, c'est que ces jeunes femmes ne reçoivent aucune attention parce que les hommes politiques se moquent pas mal d'elles"¹²⁵, répondit une représentante de la Worker's Union, lors du congrès annuel des femmes du parti travailliste en 1921, à celles qui déploraient les salaires de misère payé aux jeunes travailleuses et l'absence de mobilisation des électrices. "Et à qui la faute ?" continua-t-elle, "A vous ! Vous, les femmes plus âgées. Nous somme allées mener votre bataille pour le suffrage ; nous avons distribué vos tracts et vendu vos journaux. Puis vous êtes parties avec le droit de vote et ne vous êtes jamais inquiétées des jeunes femmes sans qui vous n'auriez jamais pu le gagner. Vous regrettez que de nombreuses femmes parmi les

¹²⁴ "During the four war years women were coaxed, flattered, bullied, threatened, and shepherded into war work. Having proved their worth and adaptability, they are now to be cajoled and manoeuvred out of it [...] Who shall be driven forth into the wilderness ? Obviously the selected victim is ready. It is the voteless woman under thirty [...] The line of cleavage as drawn by Parliament was so openly economic and strategic in purpose. It was so patent that the enfranchisement of some five million odd married women and a million odd single women (who might or might not be wage-earners) had as its purpose the protection of the married man in industry, by adding to his political power the reinforcing vote of his wife.", *The Vote*, 7/2/19, "The Necessary Twenty-Niners !", p. 76.

¹²⁵ "The fact is that these young women receive no attention because politicians do not care the snap of the fingers for them. Whose fault is that ? It is yours ! You older women. We went out and fought your fight for the franchise ; we delivered your literature and sold your papers. Then you walked off with the franchise —never troubled a scrap about the young women without whom you could not have won. You regret that many of the newly enfranchised women are reactionary. Well, serves you right ! [...] Give us the power that you older women possess and we will show you how to put wrong things

nouvelles électriques soient réactionnaires. C'est bien fait pour vous ! [...]. Donnez-nous le pouvoir que vous, les plus âgées, possédez, et nous vous montrerons comment arranger les choses...".

Malgré le soutien actif de nombreux députés et l'introduction, entre 1922 et 1925, de plusieurs projets de loi¹²⁶, qu'appuya une pression féministe importante, les gouvernements successifs se refusaient pourtant à agir. Seul gain : la NUSEC était parvenue, lors de la campagne électorale d'octobre 1924, à soutirer au parti conservateur une promesse de la part de Baldwin que ce dernier allait finalement être obligé d'honorer : *"Le parti unioniste"*, avait déclaré le premier ministre, *"est favorable à des droits politiques égaux pour les hommes et les femmes, et désire que la question de l'extension du droit de vote soit, si possible, réglée par le biais d'un accord. A cette fin, il proposera, s'il est réélu, de soumettre la question à un congrès composé de tous les partis..."*¹²⁷. Une fois de plus, les féministes allaient être déçues : lorsqu'en 1925, de retour dans l'opposition, les travaillistes présentèrent un nouveau projet de loi, celui-ci fut rejeté à sa deuxième lecture par le gouvernement conservateur, qui déclara avoir l'intention de s'occuper de la question plus tard : le ministre de l'Intérieur, Joynson-Hicks, assura que la promesse faite par le premier ministre durant la campagne serait honorée et qu'hommes et femmes, aux prochaines élections, voteraient sur un pied d'égalité¹²⁸, mais le congrès souhaité par le premier

right.", Miss Maricom, Labour Women's Conference, 27 & 28 April 1921, Manchester, dans *The Labour Woman*, 1/6/1, p. 95.

¹²⁶ Deux "Women's Enfranchisement Bills", rédigés par la NUSEC et présentés, le premier en 1922 par le conservateur Lord Robert Cecil, le deuxième en 1923 par le libéral Isaac Foot ; deux "Representation of the People Bills", présentés par deux travaillistes : W.M. Adamson, en 1924 et Whitely en 1925.

¹²⁷ *"The Unionist Party is in favour of equal political rights for men and women, and desire that the question of the extension of the franchise should, if possible, be settled by agreement. With this in view, they would, if returned to power, propose that the matter be referred to a conference of all political parties..."*, Fawcett, *Equal Franchise, 1918-1928*, June 1927, p. 5.

¹²⁸ *"I have the authority of my right honourable friend (the Prime Minister), who is by my side, to say, as all the House knows would be the case, that he stands by that pledge... There is no dispute*

ministre ne serait tenu qu'en 1926, et la législation décidée à cette occasion appliquée l'année suivante. Parce qu'un tel délai, elles le savaient par expérience, était dangereux, et que rien n'assurait notamment que le gouvernement resterait le temps nécessaire au pouvoir, les féministes jugèrent qu'il était temps de remettre l'égalité du droit de vote au premier rang de leurs revendications et de reprendre activement la campagne. Lorsque, sept ans auparavant, faisait remarquer *Time and Tide*, un droit de vote limité et le droit de siéger à l'une des Chambres du Parlement avaient été obtenus, le mouvement s'était quelque peu détourné des batailles purement politiques afin de mettre à profit ces acquis et tenter d'obtenir certaines réformes économiques et sociales longtemps négligées. Parce que l'outil dont elles disposaient était incomplet, la lutte avait cependant été difficile et les progrès limités. "*Le moment est venu*", concluait le journal, "*de parachever le travail laissé inachevé il y a sept ans. Le moment est venu de perfectionner l'arme politique*"¹²⁹. Le message fut approuvé de toutes parts. En six années, les féministes avaient pu se rendre compte des limites du droit de vote, duquel elles avaient tant attendu. Or, ce qu'un droit de vote limité n'avait pas pu obtenir, espéraient-elles maintenant, l'égalité politique totale l'obtiendrait. Cette dernière était, le reconnaissaient-elles à nouveau, absolument essentielle à la poursuite de tout autre objectif égalitariste et indissociable de toutes les autres revendications :

Toutes les autres réformes que l'on réclame à présent sont étroitement liées à cette question, et il semble fort probable que le mouvement

whatever as to the PM's pledge, or its meaning and intention, and we do mean to carry out [...] that pledge; A conference will be held—that is my proposal—, at which all Parties will be asked to be present and they will then be asked to consider how the MP's pledge can best be carried out. The PM's pledge is for equal rights and, at the next election, I will say quite definitely, that means that no difference will take place in the ages at which men and women will go to the polls", Hansard, Debates, vol.180, cl. 1504.

¹²⁹ "*The time has come to complete the work left uncompleted seven years ago. The time has come to perfect the political weapon*", *Time and Tide*, 18/9/25, "The Next Step", p. 907.

*féministe, durant ces huit dernières années, a accompli tout ce qu'il était possible avec le droit de vote partiel comme unique arme politique. Nous ne verrons certainement jamais l'aboutissement de réformes telles que, par exemple, l'égalité des salaires et des chances dans l'enseignement ou la fonction publique tant que la majorité des femmes travaillant dans ces professions n'auront pas le droit de voter...*¹³⁰.

Le statut politique était, par ailleurs, soulignaient-elles, étroitement lié au statut personnel et l'inégalité du droit de vote une illustration supplémentaire de l'infériorité dans laquelle on continuait à tenir les femmes¹³¹ :

*Les gens parlent parfois comme si seules les jeunes femmes étaient touchées par l'exclusion des femmes de moins de trente ans de l'électorat, dénonçait Time and Tide en janvier 1926, comme si cela n'avait rien à voir avec les femmes plus âgées. Cela, naturellement, est absurde. Le statut de toutes les femmes se trouvera rabaissé aussi longtemps que le fait d'être une femme impliquera que l'on tombe sous des lois électorales différentes*¹³².

L'égalité politique redevint par conséquent, à partir de cette année-là, l'objectif premier des organisations féministes qui, pendant les deux ans et demi à venir, n'allaient plus relâcher leurs efforts. Une quantité record de rassemblements, manifestations et délégations furent organisés au niveau national et régional durant le printemps et l'été, dont 200 par la NUSEC, qui culminèrent le 3 juillet à Londres en

¹³⁰ "All the other reforms which are being asked for are bound up with this question and it seems pretty certain that the woman's movement has during the past eight years achieved as much as it was possible to achieve with the partial franchise which has been its only political weapon. We shall certainly never see the accomplishment of such reforms as, for instance, equality of pay and opportunity in the teaching profession or in the Civil Service whilst the majority of women serving in those professions are voteless...", *Time and Tide*, 29/1/26, "Equal Political Rights". La WFL, en réponse à l'article précédent de *Time and Tide*, témoigne son accord avec le SPG et déclare : "We are convinced that the political inferiority is at the basis of the present unequal status and economic inferiority of women compared with men" (*The Vote*, 25/9/25, "Political Equality First !", p. 308).

¹³¹ Vera Brittain écrivait en 1927 : "Women still hold political demonstrations because the incompleteness of the English franchise is again a symbol. A symbol of the incomplete recognition of women as human beings", *Time and Tide*, 26/7/27, "Political Demonstrations and why we should hold them", p. 686.

¹³² "In a democracy such as ours every kind of status both social and economic rests at bottom upon the political status. People sometimes speak as if it were only the young women who were touched by the disfranchisement of the woman under 30, as if it had nothing to do with the older women. This of course is nonsense. The status of all women is lowered so long as the fact of being a woman entails

une grande "Manifestation pour l'Egalité des Droits Politiques"¹³³, regroupant, de l'Embankment à Hyde Park, 3.500 femmes et représentant plus de quarante sociétés différentes. Eleanor Rathbone, mais aussi Mrs Pankhurst, de retour à Londres après une absence de sept ans, figuraient parmi les oratrices¹³⁴. Le bilan de tous ces efforts, pourtant, tel qu'il était dressé dans le dernier numéro de l'année du *Woman's Leader*, n'était guère positif :

*Quand nous feuilletons les colonnes de l'année écoulée, pouvait-on lire en première page, nous retrouvons, semaine après semaine, les mêmes paragraphes traitant de l'égalité du droit de vote et dont les titres dénoncent la remise à plus tard, les tergiversations, l'absence de progrès [...] Nous avons, pendant tout ce temps, été confrontées à une politique de négation totale de la part du gouvernement quant à ses intentions*¹³⁵.

C'est pourquoi, lorsque, le 8 mars 1927, le premier ministre accepta enfin de recevoir une délégation organisée par l'EPRCC —la première au sujet de l'égalité du droit de vote reçue par un premier ministre depuis 1918— et expliqua aux 24 représentantes présentes que la grève générale de 1926, prolongée par celle des mineurs, avait empêché le gouvernement de s'occuper de la question plus tôt mais qu'une déclaration serait faite devant la Chambre des Communes avant Pâques¹³⁶, les déceptions avaient désormais été trop nombreuses pour qu'une telle promesse puisse provoquer la moindre relâche dans la campagne. Bien au contraire, la pression

the coming under different franchise laws to the fact of being a man.", *Time and Tide*, 29/1/26, "Equal Political Rights".

¹³³ Equal Political Rights Demonstration. Conscient de l'ampleur de l'événement, le SPG avait mis en place l'Equal Political Rights Demonstration Committee (EPRDC) afin de coordonner l'action de tous les groupes participant et présidé par Lady Rhondda. Une fois la manifestation passée, l'EPRDC décida de continuer ses activités afin de coordonner une campagne massive pour l'égalité du droit de vote et devint l'Equal Political Rights Campaign Committee, auquel quelque 54 groupes féminins adhèrent.

¹³⁴ *Woman's Leader*, 25/6/26, p. 188.

¹³⁵ "We look back among our own columns and week after week, paragraphs dealing with Equal Franchise with titles such as "Hope Deferred", "Dilly Dally", "No Progress", etc [...] we have been faced the whole time with a policy of complete negation on the part of the Government with regard to their intentions", *Woman's Leader*, 31/12/26, première page.

¹³⁶ *The Vote*, 11/3/27, p. 74.

devait plus que jamais être maintenue : la NUSEC concentra ses efforts sur la presse et les membres du gouvernement, faisant parvenir à chacun de ces derniers et à chaque député le texte intégral des promesses faites par le premier ministre et le ministre de l'Intérieur¹³⁷ et, le 16 juillet, une nouvelle manifestation géante fut tenue à Trafalgar Square, organisée par l'EPRCC et soutenue par 42 organisations. Le "Representation of the People (Equal Franchise) Bill" fut présenté au Parlement en mars 1928 et voté à la deuxième lecture le 29 mars avec une majorité de 387 contre 10. Il reçut l'assentiment royal le 2 juillet, accordant le vote à 5.221.902 femmes supplémentaires. Jusqu'à la fin, il fut hors de question pour les féministes de relâcher leurs efforts

II. LE DEBAT AU PARLEMENT

Pourquoi, peut-on se demander, fallut-il dix ans au gouvernement britannique pour voter une loi que tous les partis, sous une forme ou une autre — manifestes pour les libéraux et les travaillistes, promesse de Baldwin pour les conservateurs— s'étaient dès le départ engagés à soutenir et qui fit, de 1919 à 1927, l'objet de plus d'une dizaine de projets de loi ?¹³⁸

Certains opposants à la réforme tentèrent d'invoquer, lors des débats, un soi-disant engagement de la part des suffragistes, en 1918, à accepter les mesures votées

¹³⁷ NUSEC, Annual Report, 1927, p. 9.

¹³⁸ Parmi les plus importants : 1919 : "Women's Emancipation Bill" (travailliste) ; 1920 : "Representation of the People Bill" (Mr Grundy, travailliste) ; 1922 : "Women's Enfranchisement Bill" (Lord Robert Cecil, conservateur) ; 1923 : "Women's Enfranchisement Bill" (Isaac Foot, libéral) ; 1924 : "Representation of the People Bill" (Adamson, travailliste) ; 1925 : "Representation of the People Bill" (Whitely, travailliste).

et à ne plus faire pression pendant une période de dix ans¹³⁹. D'autres députés qui avaient été présents à la conférence de 1917 nièrent cependant avoir été témoins de tels accords et Mrs Fawcett elle-même écrivit au *Times* pour démentir l'allégation¹⁴⁰. Même si, par ailleurs, parmi les raisons données aux limites imposées à la première réforme électorale figuraient, outre le refus d'une majorité électorale féminine, l'opportunité d'une période d'essai, aucune durée n'avait jamais été déterminée et il était difficile, au début des années vingt, après quatre élections rapprochées, de nier que l'expérience avait été concluante¹⁴¹. En réalité, aucun des trois partis, en dépit de leurs promesses respectives, n'était très pressé de procéder à une réforme d'une telle importance, qui n'aurait d'ailleurs pas seulement abaissé la majorité civile pour les femmes, mais aurait également apporté d'autres changements conséquents et élargi de manière importante la base électorale avec, entre autre, l'ajout de deux millions d'hommes. L'idée d'un électorat majoritairement féminin restait, pour beaucoup, difficile à accepter, soit par appréhension de son comportement, soit par croyance tenace en l'infériorité des femmes —les débats furent d'ailleurs prétexte à de nouvelles attaques contre cette infériorité et l'incapacité ou même le droit des femmes à la représentation—, et 21 ans semblait un âge trop jeune pour une telle responsabilité.

Contrairement à l'attitude adoptée envers certaines questions telles que l'égalité des salaires ou l'accession des femmes à la Chambre des Lords, aucun parti et aucun gouvernement n'osa cependant s'opposer ouvertement au principe de l'égalité du droit

¹³⁹ Voir déclaration de Sir William Bull, *Hansard, HC Debates*, vol.163, April 23-May 1st, cc. 817-899.

¹⁴⁰ *Times*, 6/6/24.

¹⁴¹ "[The reason which moved the House in 1918...] was avowedly meant to be an experimental period and I admit that in the circumstances of 1918, it was possibly wise that there should be that experimental period... But the time has come, I think, to say that the experiment, which began in 1918, of which we have had four General Elections, has been amply justified", déclarera une fois encore

de vote. Bien au contraire, tous cherchèrent à dissimuler leur réticence et à se mettre à l'abri de toute accusation d'inaction et de mauvaise volonté en produisant, chacun à leur tour, des projets de loi par l'intermédiaire d'un simple député (de préférence dans l'Opposition), ce qui présentait le double avantage de faire montre de bonne volonté en la matière et de mettre son opposant dans l'embarras sans grand risque de voir la réforme en question dépasser le stade de la deuxième lecture. Le gouvernement en place devait à son tour trouver une excuse pour rejeter le projet de loi sans donner l'impression d'être opposé au principe, ce qui se faisait généralement en avançant l'argument qu'une telle réforme était prématurée ou qu'elle serait nécessairement suivie d'une élection. Le gouvernement de Coalition, qui avait promis, en 1918, de supprimer les dernières inégalités entre hommes et femmes, fit ainsi échouer trois projets de loi qui avaient un soutien important au sein du Parlement et de tous les partis : le premier, en 1919, en le remplaçant par le "Sex Disqualification (Removal) Act", les deux autres, en 1920 et 1922, en invoquant les arguments cités plus haut. En 1923 et 1925, ce fut au tour du gouvernement conservateur d'ignorer la proposition du député libéral Isaac Foot, soutenue par les signatures de 200 députés, puis celle du travailliste Whitely. Entre les deux, lors de leur bref passage au gouvernement, les travaillistes, desquels les féministes avaient tant attendu¹⁴², ne mirent eux non plus

Joynson-Hicks en 1928 (*Hansard, HC Debates*, vol.215, 29/3/28, "Representation of the People (Equal Franchise) Bill", Order for 2nd Reading, cc. 1358-1482).

¹⁴² Avec l'arrivée, en 1924, du premier gouvernement travailliste, le mouvement féministe avait recommencé à nourrir certains espoirs ("The chances of the women of this country to secure equal enfranchisement with men have never been greater than at the present time", déclare alors *Times and Tide*, 5/2/24, p. 149) et, dès les premiers mois de l'année, avait commencé à faire pression sur le gouvernement. Moins d'un mois après l'arrivée au pouvoir de celui-ci, et suite à une correspondance décevante avec le premier ministre et plusieurs ministres quant à leurs intentions, la WFL exprimait cependant déjà des doutes quant à ce que l'on pouvait attendre de ces derniers : "We have no wish to appear as alarmists, but if there is any great enthousiasm in the present government for the equal enfranchisement of women and men, the WFL has, so far, failed to discover it..." (*The Vote*, 15/2/24, p. 54.)

aucun empressement à soutenir un projet de loi présenté, dès la fin février 1924, par l'un de leurs propres députés¹⁴³.

Il faut dire que les conditions n'étaient pas toujours réunies pour le vote d'une telle loi. Ainsi, il ne faut pas oublier que si les travaillistes, en 1924, étaient au gouvernement, ils n'avaient pas réellement le pouvoir¹⁴⁴ et devaient par conséquent faire preuve de modération et éviter, durant leur mandat, tout changement radical¹⁴⁵. De même, Baldwin, qui succéda cette année-là à MacDonald, n'avait pas le soutien unanime de son Cabinet sur la question et plusieurs de ses ministres, tels qu'Austen Chamberlain (Affaires Etrangères), Lord Birkenhead (Inde) ou Winston Churchill (Finances), étaient très hostiles à l'idée et réclamaient que l'on revienne sur la promesse faite, selon eux, à la légère et sans concertation préalable, par Joynson-Hicks lors de la deuxième lecture du projet de loi présenté par Whitely¹⁴⁶. Avec une large majorité et un mandat de cinq ans devant lui, Baldwin préféra par conséquent sans doute laisser la question de côté le plus longtemps possible et utilisa finalement sa promesse de 1924 pour forcer la main à ses collègues récalcitrants. C'est ainsi

¹⁴³ W.M. Adamson. Le projet de loi proposait l'égalité du droit de vote, l'assimilation des droits de vote local et parlementaire et l'abolition du vote commercial.

¹⁴⁴ Le parti avait obtenu, aux élections de 1923, 191 sièges, les libéraux 159 et les conservateurs 258. Ces résultats étant interprétés comme un net refus du protectionnisme défendu par ces derniers, le parti libéral était prêt à se ranger du côté de son ancien rival pour mettre fin au gouvernement conservateur —ce qui fut fait le 21 janvier 1924— et permettre aux travaillistes de prendre sa place (Asquith pensait ainsi pouvoir contrôler la politique du gouvernement et, en cas d'échec de ce dernier, retrouver le pouvoir). Le gouvernement dont MacDonald prit la tête était par conséquent un gouvernement de minorité et dépendait du soutien des libéraux, auxquels il n'en resta pas moins très hostile.

¹⁴⁵ Le *Woman's Leader*, en janvier 1925, tient les conservateurs pour en grande partie responsables de l'échec du Representation of the People Bill de 1924 : "*When in May it [the Bill] finally went upstairs, progress was greatly retarded by obstruction on the part of some Conservative Members who, although not willing actually to oppose the principle of equality in citizenship directly, found plenty of opportunities for oblique attack*". 2/1/25, première page.

¹⁴⁶ "*The Conservative Party, especially its strongest elements, were much opposed to such a step*", déclarera Churchill quelques années plus tard. "*It would never have been carried through Mr Baldwin's Cabinet if the ordinary processes of reasonable discussion and conclave had been followed. But here was a private member's Bill debated on a Friday. No-one took it very seriously. It fell to "Jix" to wind up the debate. Interrupted by Lady Astor, he quite unexpectedly, and without the slightest consultation with his colleagues, said that the Conservative Party would enfranchise men and women on the same terms "at the next election". Two years later this formidable gesture had to*

qu'en avril 1927, le ministre de l'Intérieur annonça qu'un projet de loi allait être présenté aux Communes, non sans provoquer certaines attaques virulentes contre la décision du gouvernement de la part des ennemis du premier ministre, et notamment une campagne intensive du *Daily Mail* contre ce qu'il surnomma le "Flapper Vote" et qui tenait nettement du règlement de compte personnel entre Rothermere et Baldwin¹⁴⁷.

Pendant plusieurs mois, une multitude d'arguments furent avancés contre la décision : le fait que le gouvernement n'avait reçu un mandat que pour imposer des mesures d'économie et combattre le bolchevisme, qu'aucune demande n'existait dans le pays pour une telle réforme, que ni le Cabinet ni les députés conservateurs n'y étaient favorables, qu'un tel changement, enfin, provoquerait une véritable révolution en rendant les femmes majoritaires dans toutes les circonscriptions, le dernier de tous ces arguments étant sans doute le plus susceptible d'inciter les hommes politiques à la réflexion : dans un éditorial du 20 avril, le *Daily Mail* chercha à effrayer les conservateurs en dénonçant l'habileté des travaillistes à manipuler des milliers de jeunes femmes impressionnables et le danger d'une telle réforme pour l'avenir du parti¹⁴⁸. Dès lors, les articles se succédèrent, aux titres toujours plus menaçants : "Women in Control – What Flappers' Vote Means", "Flappers' Vote – Where Socialists Hope to Gain", "Flappers' Vote Folly – Conservative Hostility – Young Women Vote Red", "Flappers' Vote Fears – MPs' Safe Seats Imperilled if Girls

be redeemed. Never was so great a change in our electorate achieved so incontinently." *The Sunday Pictorial*, 9/8/31, in Butler, *The Electoral System in Britain 1918-1951*, p. 29.

¹⁴⁷ Lors du congrès annuel du parti conservateur, à Cardiff en 1927, Stanley Baldwin dénonça l'opposition à la réforme électorale comme étant le fait d'un seul journal et d'une hostilité non dissimulée de Lord Rothermere à son égard. Il souhaitait par conséquent poser à ce dernier trois questions : "1) Is Lord Rothermere a supporter of the Unionist party with me as a leader ? 2) Is Lord Rothermere a supporter of the Unionist party with somebody else as a leader ? 3) Is he a supporter of Mr Lloyd George ?" *The Times*, 7/10/27, p. 14.

¹⁴⁸ "Why Socialists Want Vote for Flappers", 20/4/27.

Vote", "Flappers' Vote Folly – The Socialist Menace" etc.¹⁴⁹ Près de 150.000 femmes, lisait-on, percevaient des allocations chômage, et il était certain que le parti socialiste allait chercher à s'approprier ces voix par des promesses de prise en charge plus importante par l'Etat. Plusieurs sièges conservateurs, pour l'instant détenus par de larges majorités, risquaient d'être perdus...

Ce que l'on peut dire contre le vote des "flappers" se résume en fait à cela, écrivait le journal : les socialistes sont convaincus que de telles mesures les placeront au pouvoir pour de nombreuses années et leur permettront de conquérir une multitude de sièges conservateurs aux prochaines élections générales [...] Dans leurs réunions secrètes, ils jubilent à la pensée que, dans les grandes régions industrielles, les jeunes ouvrières sont déjà organisées et enrégimentées dans des syndicats qui sont sous contrôle socialiste, et que l'on peut compter sur elles pour voter presque en masse, et sans exception, pour les candidats socialistes¹⁵⁰.

Le *Daily Mail*, en dépit de tous ses efforts, ne trouva, néanmoins, guère plus qu'une poignée de conservateurs prêts à le soutenir, ce qui le laissa plutôt isolé et de plus en plus hystérique dans son opposition. Le fait est qu'en 1924, alors que les femmes représentaient déjà 40% de l'électorat, les conservateurs étaient parvenus à obtenir 48% des voix et qu'il semblait peu probable que le nombre qu'il était proposé d'ajouter à l'électorat eût l'impact catastrophique que l'on prédisait, d'autant que le parti aurait pour lui d'être à l'origine de la réforme ainsi que d'un certain nombre d'autres mesures concernant les femmes. Le congrès annuel du parti conservateur, au mois d'octobre, vota par conséquent, à la grande majorité, en faveur du gouvernement

¹⁴⁹ *Daily Mail* 20/4/27, p. 6 ; 23/4/27, p. 3 ; 26/4/27, p. 11 ; 27/4/27 p. 11 ; 28/4/27, p. 11.

¹⁵⁰ "The case against Vote for "Flappers" is really to be compressed into this : 'that Socialists are convinced such measures will place them in office for many years and will mean for them the capture of a host of Conservative seats at the next general election [...] In their secret conclaves they revel in the fact that in the great industrial areas the young working women and girls are already organised and regimented in trade-unions which are under Socialist control and that they can be trusted to vote almost in mass and without exception for Socialist candidates'", *Daily Mail*, 27/4/27, "The Organised "Flapper" Vote", p. 10.

et de la décision prise par Baldwin¹⁵¹, rejetant notamment une proposition d'augmenter la majorité civile pour les deux sexes à 25 ans. Le 9 mars 1928, s'adressant à un millier de femmes rassemblées à Queen's Hall, Baldwin put enfin déclarer : *"Il n'y aucune raison, aucune logique, aucun avantage pour refuser aujourd'hui le droit de vote à un sexe plus qu'à l'autre"*¹⁵². Le projet de loi¹⁵³ fut présenté au Parlement trois jours plus tard et, le 29 mars, voté à la deuxième lecture avec une majorité de 387 voix contre 10¹⁵⁴. Cette loi, avait expliqué Joynson-Hicks, n'était que justice. Il n'y avait pas réellement de "vote féminin" et aucune raison de craindre la majorité féminine dans l'électorat. Les femmes que la réforme allait ajouter au registre électoral avaient, pour un tiers d'entre elles, plus de trente ans ; quant aux deux tiers restant (un tiers entre vingt-cinq et trente, un tiers de moins de vingt-cinq ans), la moitié d'entre elles étaient mariées... et donc responsables. La jeune femme moderne et frivole dont on craignait tant l'accession à l'électorat ne représenterait en fait qu'une minorité¹⁵⁵.

¹⁵¹ *"That in the opinion of this conference the time has come to fulfil Ministerial pledges to extend the franchise to women on the same terms as men and to give full effect to the principle accepted by Parliament in its legislation for equalizing the sexes in the eyes of the law ; and this conference therefore calls on the Government to introduce and pass without delay a measure conferring the franchise on all women at the age of 21 in accordance with the undertaking so definitely given in the House of Commons by the Home Secretary with the full concurrence of the Cabinet and the equally definite promise of the Prime Minister"*, *The Times*, 7/10/27, "Conservative in Conference", p. 7.

¹⁵² *"There are no grounds, no logic, and no expediency for withholding the franchise today from one sex more than another"*. *The Times*, 9/3/28, p. 16.

¹⁵³ *"To amend the franchise for men and women in respect of parliamentary and local government elections ; and for purposes consequential thereon"*.

¹⁵⁴ *"This Bill"*, avait commencé Joynson-Hicks, *"is the logical conclusion of a series of reform Bills, beginning with that of 1832. Under this Bill, the qualification for the parliamentary franchise for counties and boroughs will be the same for both men and women —that is three months' residence in premises and three months' occupation of business premises of not less than £10 annual value"*, *Hansard, HC Debates*, 29/3/28, "Representation of the People (Equal Franchise) Bill", cl. 1358.

¹⁵⁵ Les attaques contre la jeune femme d'une vingtaine d'années et contre son irresponsabilité que lancèrent, tout au long des années vingt, les opposants à l'égalité du droit de vote, avaient pris plusieurs formes : la galanterie paternaliste, héritée de l'époque victorienne, tel que le discours de Sir Martin Conway lors de la deuxième lecture du projet de loi de W.R. Adamson, fin avril 1924 (*"Woman between 21 and 25 years of age arrives at her flowering time [...] I suggest that the young woman of that age ought to be paying attention to other matters than voting. She ought to have her eye upon... the prospect of family, of man's devotion [...] I must say that the older I get, the more wonderfully, the more beautiful and the more amiable to me is that glorious flowering time of the*

Le débat ne se fit cependant pas sans certaines interventions —isolées mais virulentes— d'opposants à la réforme, qui se trouvaient, ainsi que le remarque Arthur Henderson, exclusivement sur les bancs des conservateurs : *"Notre pays et l'Empire britannique représentent l'œuvre des hommes. Je ne pense pas que nous ayons le droit d'abdiquer le sceptre du pouvoir politique"*, protesta l'un deux, tandis qu'un autre s'opposait au fait de donner le pouvoir d'orienter la politique étrangère et coloniale du pays à *"des personnes qui ne connaissent absolument rien au-delà de leur clocher..."*. Il fut même invoqué que les femmes produisaient moins de richesse que les hommes et que les durs travaux revenaient également à ces derniers¹⁵⁶. Pour Lady Astor, toutefois, ces oppositions ne devaient pas être prises trop au sérieux : *"Nous voyons bien"*, déclara-t-elle lors du débat, *"qu'il s'agit là du chant du cygne des irréductibles. Et ils chantent peut-être comme des cygnes, mais ils raisonnent comme des oies. C'est comme s'ils retardaient les aiguilles de leur montre en pensant pouvoir ainsi changer l'heure de Greenwich"*¹⁵⁷.

young woman between 21 and 25", Hansard, HC Debates, vol.163, cc. 918-19) ou, ce qui était le plus fréquent, la pure misogynie : *"What does the girl of today want ?"* demande Gilbert Frakay en 1924 dans *Woman Magazine*. *"Are her brains fitted for the vote, which is soon to be conferred upon her ? [...] She is an idiot, our girl of 1924 [...] why not let her have her own way, as you let kittens and puppies have their own way until she, as they say, commits some domestic activity so ghastly that even the kindest-hearted house-owner must have recourse to the chain in the backyard and the stick behind the hat-stand... [T]hat chain and that stick are still the prerogatives of us mere males, whom your Modern Girl affects to treat so lightly. In ultimate issues, we —and not she— possess the greater physical strength and the greater mental capacity"* (*Woman Magazine*, London, August 1924, pp. 399-401).

¹⁵⁶ *"This country and the Empire stand for what men have done. I do not think we have any right to abdicate the sceptre of political power"* (Sir George Cockerill) ; *"...people who know absolutely nothing beyond the village pump"* (Mr Samuel Samuel) ; *"I have looked up the wills for last year and I find that men left £50M whereas women left merely £6M. That means that, if we are to have a majority rule by women in this country, we are handing over to them the taxable wealth of the country to which they have contributed only one tenth.... a franchise on equal terms with men carries with it equal duties. Hitherto men have done all the heavy work in this country... You find no woman in the stokehole of a ship or in the navy ; you find no woman down the coal mines..."* (Colonel Applin) *Hansard, HC Debates*, vol. 215, 29/3/28.

¹⁵⁷ *"We realise that it is the swan song of the die-hards. They may be singing like swans, but they are thinking like geese. It is as though they set back the hands of their watches, thinking by doing so that they were changing Greenwich time..."*, *Time and Tide*, 6/4/28, "Equal Franchise and the Future".

III. APRES LA REFORME

*Une fois que cette loi aura été votée, conclut Baldwin lors du débat du 29 mars, la dernière part de vérité concernant l'inégalité aura disparu [...] et l'assujettissement des femmes, si une telle chose existe, ne dépendra alors d'aucune décision de la loi [...] Il ne sera plus jamais possible de rendre l'Etat souverain responsable d'une situation d'inégalité [...] Les raisons et les justifications données aux anciennes campagnes féministes auront [...] définitivement disparu*¹⁵⁸.

Les féministes, bien que satisfaites d'avoir enfin réalisé leur premier objectif, étaient loin de partager l'optimisme du premier ministre, qui semblait oublier les nombreuses inégalités encore contenues dans la loi et cautionnées par le gouvernement, et auxquelles une réforme électorale en soi ne permettrait pas, de toute évidence, de remédier. Comme la WFL et la NUSEC le soulignaient dans leurs journaux et leurs rapports annuels respectifs de 1928, les femmes ne possédaient toujours pas l'égalité économique, leur situation industrielle se détériorait de jour en jour, les droits des femmes mariées étaient en permanence menacés et il n'y avait toujours qu'une poignée de femmes aux Communes et aucune à la Chambre des Lords ; quant à l'égalité des critères moraux, celle-ci était encore bien loin.

*Monsieur Baldwin [...] connaît peu de choses au mouvement féministe, commenta Time and Tide. Même si nous ne tenons compte que des seules promulgations légales, cela [l'égalité] est bien loin d'être le cas. Qu'en est-il de l'exclusion des femmes de la Chambre des Lords ? De l'interdiction qui leur est faite de travailler dans le service diplomatique ? De leur licenciement quand elles se marient ? Et de l'égalité des salaires à travail égal dans la fonction publique ? [...] Nous sommes encore bien loin de l'égalité de traitement entre hommes et femmes, ne serait-ce qu'en ce qui concerne le domaine purement légal*¹⁵⁹.

¹⁵⁸ "Once this bill is law the last fraction of truth about inequality will have gone [...] and the subjection of women, if there be such a thing, will not depend then on any creation of the law [...] It will never be possible to blame the Sovereign State for any position of inequality [...] The ground and justification for the old agitation [...] is gone and gone for ever...". *The Vote*, 6/4/28, p. 106.

¹⁵⁹ "Mr Baldwin has [...] little knowledge of the women's movement [...] even if we confine ourselves to legal enactments alone, that is very far from being so. What about the exclusion of women from the House of Lords ? What about the barring of women from the diplomatic service ? What about the dismissal of women on marriage and equal pay for equal work in the Civil Service ? We are a long

Comme en 1918, expliquaient les féministes, il ne s'agissait pas de voir dans la nouvelle réforme électorale un aboutissement, mais plutôt un point de départ pour d'autres campagnes, parfois plus difficiles encore, parmi lesquelles la plus urgente, selon la WFL ou le SPG, était sans aucun doute celle pour l'égalité économique¹⁶⁰ — objectif difficile à atteindre en temps de crise mais nécessaire à l'indépendance sociale, morale et culturelle des femmes¹⁶¹. L'analyse de la situation faite dans leurs journaux par les différentes organisations montre néanmoins que celles-ci ne se faisaient aucune illusion quant au chemin qu'il restait à parcourir, tant dans le domaine économique que social, avant que les femmes n'atteignent une véritable émancipation. La réforme, comme le soulignait l'organe de la WFL, les mettait sur un "pied d'égalité" avec les hommes, mais ne leur accordait en aucun cas un *pouvoir* politique égal, et encore moins, contrairement à ce que le premier ministre semblait vouloir faire croire, la complète égalité légale :

Tout en nous réjouissant de notre immense victoire présente, nous nous rendons compte que nous ne pouvons pas nous permettre de rester inactives si nous voulons en récolter les fruits [...] Il reste de nombreux autres domaines à conquérir avant que les femmes puissent gagner leur complète liberté ou leur complète indépendance économique et elles n'ont pas le temps de se reposer sur leurs lauriers. De nombreux préjugés restent à vaincre et, plus que tout autre, celui qui fait que l'on refuse de donner aux femmes un réel pouvoir. Avoir obtenu des droits de vote égaux pour les hommes et les femmes est une grande victoire mais la réussite sera autrement plus grande quand nous serons parvenues à

way yet from equality of treatment between men and women even so far as actual legal enactments go", *Time and Tide*, 6/4/28, "Equal Franchise and the Future".

¹⁶⁰ "Political enfranchisement does not end women's struggle for equal opportunities with men ; it will rather serve as a vantage ground from which to carry on with greater vigour and concentration their even more difficult fight for women's complete emancipation. If men feared women politically, how much more will they not fear women economically when they come to regard every woman as a possible competitor in their struggle for existence", *The Vote*, 22/6/28, "Now Economic Equality !", p. 196.

¹⁶¹ "Political freedom (first in the order of time, because it is the first condition of freedom), is in itself of secondary importance to economic freedom, which is the second condition of the attainment of freedom for the spiritual ego of the individual". *The Vote*, 4/5/28, "WFL's 21st annual conference.

*supprimer pour toujours la notion de "sphère féminine", de "travail féminin" et de "salaire féminin" et que nous aurons décidé que le monde entier et tout ce qu'il offre est autant la sphère de la femme que celle de l'homme*¹⁶².

Ceux qui réfutent l'existence d'un lien entre l'obtention du droit de vote par les femmes et la législation féminine promulguée dans les années vingt illustrent généralement leurs propos par le très petit nombre de lois votées dans les années trente, autrement dit après que les femmes furent devenues majoritaires dans l'électorat¹⁶³. En réalité, on l'a vu, différents éléments se combinèrent qui expliquent la plus grande lenteur des progrès connus dans la deuxième moitié de l'entre-deux-guerres : les objectifs principaux remédiables par la loi, tout d'abord, avaient été atteints —et ceux-ci ne concernaient pas uniquement le statut politique et légal de la femme mais également, dans la mesure où ceux-ci avaient pu faire l'objet de lois, les critères de moralité (divorce, enfants illégitimes...) ; l'électorat féminin n'était plus perçu comme une menace ; enfin, le pays était en proie à de graves problèmes économiques et politiques et la poursuite d'objectifs économiques tels que l'égalité des salaires et des chances était durement gênée par l'important chômage. Comme Eleanor Rathbone en témoigne, l'atmosphère, entre le début et la fin des années vingt, avait radicalement changé :

¹⁶² *"While we rejoice in our great present victory, we realise that we have no time to remain inactive if we want to gather its fruits [...] There are many more worlds to conquer before women can win their full freedom or their complete economic independence and they have no time to rest on their present laurels. Much prejudice remains to be overcome, and, most of all, the prejudice against giving women any real authority. To have won equal voting rights for women and men is a great victory, but it will be an infinitely greater achievement when we have succeeded in abolishing for ever the "women's sphere", "women's work" and a "woman's wage" and have decided that the whole wide world and all its opportunities is just as much the sphere of woman as of man", The Vote, 6/7/28, "Victory !" p. 212.*

¹⁶³ "Children and Young Persons Act" de 1932, le "Nationality of Married Women Act" de 1933 (améliorait, mais ne rectifiait pas totalement la situation d'une britannique mariée à un étranger), le "Law Reform (Married Women and Tortfeasors Act" de 1935 (supprima certaines anomalies liées à la propriété des femmes mariées) et le "Matrimonial Causes Act" de 1937.

Durant ces années d'immédiat après-guerre, quand les succès étaient rapides et nombreux, [...] le pays était encore sous l'influence de l'esprit de reconstruction, où tout semblait possible [...] Soulagé d'une profonde angoisse, il ressemblait en fait beaucoup à un homme dans les premiers moments —les plus agréables— de l'ivresse. Un tel homme est enclin à se montrer féroce avec ses ennemis, mais excessivement amical avec tous les autres ; il dépense sans compter et ses sentiments —bien qu'incohérents— sont magnanimes. Quelques années plus tard, le pays avait atteint le stade qui suit une beuverie. Il fouillait avec regret dans ses poches vides. Il ne voulait rien donner à personne. Sa tête était douloureuse... Ces périodes d'action et de réaction sont communes à tous les grands mouvements. La seule façon d'y faire face est de profiter au maximum de chaque vent et marée favorable dans l'opinion publique. Quand ceux-ci sont contraires, il est parfois plus sage de se mettre à l'abri et de ne rien faire¹⁶⁴.

L'importante législation promulguée durant la période était-elle réellement le résultat du droit de vote ? Certains historiens ont suggéré que les réformes votées dans les années vingt auraient probablement été obtenues avant 1914, notamment si le mouvement féministe n'avait pas concentré ses efforts sur la campagne pour le droit de vote : *"Les féministes de l'entre-deux-guerres virent dans l'explosion de réformes féministes d'après-guerre une conséquence de l'émancipation féminine de 1918, mais certaines de ces réformes auraient bien pu être votées plus tôt si tous les regards, au début du siècle, n'avaient pas été si fixement tournés vers le suffrage",*

¹⁶⁴ *"During those early post-war years when successes came thick and fast [...] the nation was still under the influence of the reconstruction spirit, when everything seemed possible [...] Relieved from a great anxiety, it was in fact very like a man in the earlier and pleasanter stages of intoxication. Such a man is apt to bluster against its enemies but to be effusively friendly with everyone else ; he is very free with his money and noble though incoherent in his sentiments. A few years later the nation had reached the stage which follows a drinking bout. It was feeling ruefully in its empty pockets. It did not want to part with anything to anybody. Its head ached... These periods of action and reaction are common to all great movements. The only way to meet them is to take full advantage of every favourable wind and tide in public opinion. When these are contrary, it is sometimes wisest to take shelter and sit tight..."*E. Rathbone, "Changes in Public Life", in *Our Freedom*, p. 56.

déclare Brian Harrison en 1983¹⁶⁵. Et il reprend cette idée en 1987, adoptant à peu de choses près l'argument des anti-suffragistes d'avant-guerre qu'il mentionne :

Le Parlement, affirme-t-il, n'avait pas besoin d'être stimulé par le vote des femmes pour promulguer une législation féministe ; les anti-suffragistes édouardiens avaient toujours soutenu que les femmes, amplement protégées par un Parlement masculin plein de sollicitude, n'avaient pas besoin du droit de vote. Le suffragisme du début du siècle, en détournant les féministes de leurs priorités sociales vers des priorités politiques et en introduisant toutes les diversions des tactiques militantes, réduisirent peut-être même la perception de la demande pour une législation féministe —demande qui put librement renaître après 1918, après que ces diversions eurent été éliminées¹⁶⁶.

Un tel argument, outre le fait qu'il sous-entend que, leurs intérêts étant convenablement servis par un Parlement masculin, les femmes n'avaient pas besoin de voter, est fallacieux. Tout d'abord parce qu'il présente la campagne suffragiste comme un changement de priorités du mouvement féministe —du social vers le politique— et part du principe que les demandes pour le droit de vote et pour des réformes sociales étaient deux revendications distinctes alors qu'elles ne furent *jamais* dissociées par les suffragistes elles-mêmes, le premier n'étant que le moyen d'obtenir les deuxièmes (les tracts réclamant le droit de voter consistaient d'ailleurs fréquemment en une liste de réformes nécessaires et jusque là ignorées par le Parlement¹⁶⁷) ; ensuite parce qu'il suggère que la lutte suffragiste militante aurait occulté, aux yeux des hommes politiques, les revendications sociales. Car c'est au

¹⁶⁵ "Inter-war feminists saw the post-war burst of feminist reforms as a consequence of women's emancipation in 1918, but some of these might well have occurred earlier if all Edwardian eyes had not been so firmly directed towards the suffrage", "Women's Suffrage at Westminster, 1866-1928", in M. Bentley & J. Stevenson (eds.), *High and Low in Modern Britain*, Oxford : OUP, 1983, p. 91.

¹⁶⁶ "Parliament did not need the stimulus of the women's vote to enact feminist legislation. Edwardian anti-suffragists had always argued that women, amply protected by a solicitous male parliament, did not need the vote. Edwardian suffragism, by diverting feminists from social to political priorities and by introducing all the diversions of militant tactics, may even have reduced perceived demand for feminist legislation —a demand which was free to revive after 1918 when these diversions had been removed"? B. Harrison, *Prudent Revolutionaries : Portraits of British Feminists between the Wars*, Oxford : Clarendon, 1987, p. 302.

contraire parce qu'ils craignaient qu'une fois en possession du droit de vote les femmes n'obtiennent certaines réformes auxquelles ils avaient pu jusqu'à présent facilement faire obstruction que certains anti-suffragistes refusaient de céder. Lors du débat au Parlement sur la réforme électorale, en juin 1917, les anti-suffragistes dénoncèrent ainsi le taux élevé des divorces dans les états américains où les femmes pouvaient voter (plus du double que dans les états où les femmes étaient exclues du processus électoral)¹⁶⁸, l'opposition des femmes à la guerre aux Etats-Unis, en Australie ou en Finlande¹⁶⁹, ou encore le risque de réformes "imposées" par la majorité féminine de l'électorat concernant l'imposition séparée des époux ou l'égalité des chances dans l'emploi¹⁷⁰, autrement dit les questions que les Britanniques souhaitaient, elles aussi, voir traiter. Comment pouvait-on, par conséquent, attendre avec certitude du Parlement, comme le suggère Harrison, qu'il vote la législation réclamée par les femmes sans y être quelque peu "forcé" ? Il ne faut à cet égard pas oublier que, même une fois les femmes armées du droit de vote, les féministes durent continuer à se battre avant de pouvoir obtenir —souvent partiellement— satisfaction. Certaines réformes furent accordées après quelques mois, d'autres nécessitèrent plusieurs années de lutte, et il est illusoire de croire que les mêmes résultats auraient pu être obtenus si les femmes avaient continué à être exclues de l'électorat.

Comment, enfin, peut-on expliquer que certaines réformes finalement obtenues par les Britanniques dans les années vingt aient été obtenues par les Américaines, dès le dix-neuvième siècle, dans les territoires et états¹⁷¹ où les femmes avaient le droit

¹⁶⁷ Voir annexe 21, "Why we are in a hurry", 1913.

¹⁶⁸ *Hansard, HC Debates*, 19/6/17, col. 1730, Sir Stuart Coats.

¹⁶⁹ *Ibid.*, cc.1646-47.

¹⁷⁰ *Ibid.*, col.1654.

¹⁷¹ Le Wyoming avait voté en faveur du suffrage féminin alors qu'il n'était encore qu'un territoire, en 1869 (il fut admis dans l'Union en 1890). Son exemple fut suivi en 1893 par le Colorado et, en 1896, par l'Idaho et l'Utah (l'Utah avait accordé le droit de vote aux femmes une première fois en 1870, alors

de vote et n'allaient l'être, en France, qu'à partir des années 1940-50, le droit de vote ayant été accordé aux Françaises en 1944 ? C'est pourtant le cas d'un certains nombre de lois longtemps réclamées par les suffragistes et concernant soit directement les femmes, soit la protection de l'enfance : l'autorité parentale conjointe fut votée dès 1895 dans le Colorado, où le droit de vote avait été accordé en 1893, partiellement au Royaume-Uni en 1925, et en 1970 en France ; pères et mères reçurent les mêmes droits sur à l'héritage de leurs enfants décédés en 1903 dans le Colorado et en 1922 au Royaume-Uni ; les restrictions concernant le travail des femmes furent partiellement levées en 1919 au Royaume-Uni et une loi interdisant toute restriction dans les emplois publics votée en 1946 en France ; l'âge nubile légal fut reculé à 18 ans pour les filles dans le Wyoming et dans le Colorado dès 1895 alors que les Britanniques durent se battre pour obtenir qu'il soit reculé de 13 à 16 ans en 1922 (réforme de la loi pénale) etc.

Reconnaître qu'un lien existe entre l'obtention par les femmes du droit de vote et ces différentes réformes ne signifie pas pour autant que les femmes s'imposèrent en tant qu'électrices ou que les hommes politiques les considérèrent tout à coup comme des citoyennes à part entière dont les handicaps devaient être supprimés et les souhaits exaucés. Certes, les hommes politiques acceptèrent —dans les limites de ce qu'ils étaient prêts à accorder— d'accéder à certaines revendications féminines, mais la réticence dont ils firent preuve à l'égard des mesures réellement égalitaires interdit de croire à tout changement profond des mentalités. Sans doute le rôle joué par les femmes pendant la guerre, associé au comportement irréprochable dont elles faisaient

qu'il n'était, lui aussi, qu'un territoire, mais la loi Edmunds-Tud, votée en 1887 par le Congrès et rendant illégaux les mariages multiples —l'Utah était un territoire mormon— contenait une clause

preuve en tant qu'électrice invitait-il à un certain respect, mais si la citoyenne avait désormais autant de valeur, c'était avant tout parce qu'on la craignait. On peut par conséquent affirmer qu'un lien direct existe bel et bien entre l'obtention du droit de vote par les femmes et l'évolution de la législation en Grande-Bretagne, en ce sens que l'ignorance de la façon dont les électrices allaient exercer leur droit agit comme un véritable moteur au sein des pouvoirs politiques.

La comparaison avec ce qui se passa à la même époque aux Etats-Unis¹⁷², où le 19^{ème} amendement étendit, en 1920, le suffrage féminin à tous les états¹⁷³, met d'ailleurs en évidence des similitudes frappantes qui tendent à confirmer l'importance du facteur "peur de l'inconnu" dans les motivations des hommes politiques. William Chafe montre comment, tout comme, en Angleterre, la peur d'un bloc féminin ou, pire, d'un parti féminin, dans l'électorat, conduisit dans un premier temps les partis à faire leur possible pour convaincre les électrices de voter pour eux, la volonté de plaire incita les hommes politiques américains à se montrer réceptifs aux attentes féminines : la convention démocrate de 1920 inclut dans sa plate-forme électorale douze des quinze propositions soumises par la League of Women Voters, tandis que la convention républicaine en adoptait cinq. Comme en Angleterre, une législation importante suivit, en réponse aux efforts des différents groupes féminins, coordonnés pour l'occasion en un Women's Joint Congressional Committee : fin 1921, vingt états avaient accordé aux femmes le droit d'être jurée, le Michigan et le Montana avaient voté des lois sur l'égalité des salaires et le Congrès s'appliquait à prouver sa bonne

révoquant le suffrage féminin. En 1896, l'Eglise mormone renonça aux mariages multiples et l'Utah entra dans l'Union).

¹⁷² Voir W.H. Chafe, *The American Woman – Her Changing Social, Economic and Political Roles 1920-1970*, New-York : OUP, 1972, pp. 25-30.

¹⁷³ Wyoming, Utah, Colorado et Idaho avait été rejoints dans le "clan" des états ayant voté pour le suffrage féminin par Washington en 1910, la Californie en 1911, l'Arizona, le Kansas et l'Oregon en 1912, l'Illinois en 1913.

volonté en légiférant sur la maternité et la protection de l'enfance, les principales demandes des organisations féminines. Lorsque, après quelques années, il devint évident qu'aucun bloc féminin n'émergeait et que les peurs n'étaient pas fondées, les intérêts féminins chutèrent brusquement dans les priorités des hommes politiques — des représentants du Congrès signalèrent d'ailleurs au Women's Joint Congressional Committee qu'ils étaient las de devoir, sous la pression de l'organisation, voter des réformes féminines¹⁷⁴—. *"Aucune des catastrophes qui, il y a quatre ans, planaient de façon si menaçante au-dessus des affaires des hommes politiques, ne s'est réalisée"*, écrivait un journaliste en 1924. *"Aucun chef de parti n'a perdu sa place, aucune commission réactionnaire ne s'est vue ravir son pouvoir traditionnel... Rien n'a changé"*¹⁷⁵.

¹⁷⁴ W.H. Chafe, *The American Woman*, p. 29.

¹⁷⁵ *"Not one of the disasters has come to pass that four years ago glowered so fearsomely upon the politicians' trade. Not a boss has been unseated, no a reactionary committee from the old time control... Nothing has changed"*. Charles E. Russel, "Is Woman's Suffrage a Failure ?", *Century*, cvii, March 1924, p. 724 (*Ibid.*, p. 30).

Cinquième partie :

LES FEMMES ET LE POUVOIR

Plus rien, en 1918, ne semblait s'opposer à ce que les femmes accèdent pleinement au pouvoir politique : elles représentaient une part substantielle de l'électorat, les partis leur ouvraient grand leurs portes et, quelques mois à peine après la réforme électorale qui leur accorda le droit de vote, elles obtinrent de pouvoir siéger à la Chambre des Communes. Non seulement les femmes pouvaient désormais élire ceux qu'elles souhaitaient voir les représenter au gouvernement et au Parlement, elles pouvaient elles-mêmes prétendre à cette fonction —et les organisations féministes, on l'a vu, étaient toutes prêtes à soutenir celles qui décideraient de tenter leur chance. Pourtant, cette accession au pouvoir fut très lente, qu'il se soit agi d'obtenir les postes clefs des partis, de se faire élire députée ou d'être nommée au gouvernement, ce qui pose à la fois la question de savoir quel accueil les femmes reçurent de la part des détenteurs du pouvoir et quelle stratégie elles choisirent d'adopter afin de s'assurer un maximum de chances de réussite.

Trois principaux choix s'offraient à celles qui voulaient faire avancer la cause féministe : faire pression de l'extérieur, en adhérant à des groupes féministes, travailler à l'intérieur des partis et obtenir de ceux-ci qu'ils modifient leur politique pour s'adapter aux besoins des femmes ou encore s'organiser indépendamment et former un parti féminin. Le déclin progressif des organisations féministes durant la période et l'échec d'un parti féminin comparés à la croissance phénoménale des sections des partis travailliste et conservateur ne laissent aucun doute quant à la nature du choix effectué par les électrices. La question de savoir si celui-ci était le plus propice à la promotion des intérêts féminins fut en revanche longtemps débattue, le poids de l'influence féminine au sein des partis mais également la valeur de ces

derniers comme tremplin à une carrière parlementaire étant deux points importants de divergence entre partisans d'une position politique indépendante et adhérentes aux partis.

CHAPITRE I

LES FEMMES DANS LES PARTIS

Nous ne devons pas oublier que, quand les femmes obtiendront le droit de vote, elles trouveront un système politique déjà établi, créé par des hommes, dans lequel les partis sont divisés selon les différends idéologiques existant parmi les hommes, dans lequel tous les candidats sont des hommes¹.

Connaître la place qu'occupèrent les femmes dans les partis dès lors qu'elles y furent non seulement acceptées mais cordialement invitées est important à deux égards : d'une part parce que les partis politiques représentent la première étape vers le pouvoir législatif et exécutif ; d'autre part parce qu'ils sont eux-mêmes des appareils puissants et qu'il est intéressant de savoir si leurs dirigeants, impatients qu'ils étaient de voir les femmes adhérer en grand nombre à leur organisation, étaient tout aussi pressés de leur ouvrir l'accès aux plus hauts niveaux de leur hiérarchie

Les principaux partis, on l'a vu, s'étaient, dès 1918, réorganisés afin de pouvoir absorber le plus grand nombre de femmes possible dans leurs rangs, initiative qui avait été suivie par une multiplication rapide du nombre d'adhérentes. Tandis que les organisations féministes commençaient à éprouver certaines difficultés à recruter, les sections féminines du parti conservateur et travailliste se portaient au mieux et ne

¹ "We have to remember that, when women are first enfranchised, they will find a political system established which has been made by men, where the parties are divided according to the divisions of opinion among men, where all the candidates are men", Bertrand Russel, "Anti-Suffragist Anxieties", London : People's Suffrage Federation, June 1910.

cessaient, quant à elles, de gonfler leurs rangs. Cette importance numérique correspondait-elle cependant à une influence réelle et à un pouvoir proportionnel au sein des différents partis ? Ou les femmes furent-elles, comme dans de nombreux autres organismes, et ainsi que le dénonçaient les féministes, confinées aux tâches subalternes ?

I. PARTI POLITIQUE OU ORGANISATION FEMININE INDEPENDANTE ?

La plupart des sociétés suffragistes avaient souligné dans leur constitution qu'elles ne suivraient aucun parti. Maintenant, cependant, qu'un certain nombre de femmes étaient descendues dans l'arène politique, la question de savoir si oui ou non celles-ci devaient continuer à placer la loyauté envers les autres femmes avant celle envers une idéologie particulière et si, plus concrètement, elles devaient s'organiser à l'intérieur ou à l'extérieur des partis, était on ne peut plus d'actualité et souvent liée d'ailleurs à la controverse concernant la valeur des sections féminines et des congrès féminins des partis.

Pour certaines, la place faite aux femmes, depuis leur réorganisation, par les principaux partis et la nécessité pour ces derniers de s'attirer les voix des électrices étaient deux éléments qu'il fallait à tout prix exploiter si les femmes voulaient pouvoir exercer leur influence au sein de ces partis et changer le système de l'intérieur. Maintenir des organisations féminines indépendantes alors que plus aucun obstacle ne s'opposait à leur entrée dans des organisations politiques mixtes, expliquaient-elles, ne ferait que souligner les différences et perpétuer la séparation des rôles entre les sexes. La duchesse d'Atholl —bien que la question d'un choix ne se soit sans doute jamais posée à cette anti-féministe notoire— déclarait voir dans

l'appartenance à ces organisations distinctes et la défense d'un point de vue féminin, le risque de provoquer un nouvel antagonisme sexuel, plus à craindre qu'un antagonisme basé sur les partis ou les "classes" et peu susceptible d'encourager en retour la coopération des hommes politiques.

Le principal argument, toutefois, pour celles qui ne condamnaient pas l'existence en soi d'organisations féministes indépendantes —et choisissaient même parfois de maintenir des contacts avec ces dernières tout en adhérant par ailleurs à un parti— était que l'appartenance à un parti politique permettait une plus grande force d'action et un plus grand poids. Ethel Snowden (ILP) admettait ainsi appartenir à plusieurs organisations féminines mais avoir adhéré au parti travailliste indépendant afin de pouvoir contribuer plus efficacement à ce que les questions qui lui tenaient à cœur aboutissent à des mesures concrètes². De même, Helen Fraser, tout en reconnaissant l'utilité d'organisations féminines distinctes, soulignait, dans le *Woman's Leader*³, en faveur de l'appartenance à un parti, qu'il était impossible de gouverner un pays avec des députés élus pour des programmes individuels et que des représentants indépendants ne serviraient à rien s'ils ne votaient pas avec un parti (excepté pour des projets de loi à caractère non politique)⁴.

Pour celles qui choisirent de ne pas quitter les organisations féministes et incitèrent les femmes qui avaient fait le choix inverse à transcender les allégeances politiques, les arguments venaient à la fois de ce qu'elles attendaient de la

² "I am all for preserving and maintaining separate women's organisations for special departmental work or for the training of women in their special subjects", déclare-t-elle, "[...] But for general political work, and in order that I may help to translate all these things [temperance, internationalism, equal suffrage...] into Acts of Parliament, I have joined the political party I think best calculated to advance these causes", *The Real Women's Party*, 1920, pp. 15-16.

³ *Woman's Leader*, 15/6/23, "Inside or Outside the Parties ?", p. 156.

⁴ "Government is not possible through members elected on individual programmes [...] Women staying out of parties and getting, if they could manage it, representatives into their parliaments,

participation féminine en politique et de ce qu'elles pouvaient constater à propos de la place des femmes dans les partis. Ces derniers, et le système politique en général, pour commencer, parce qu'ils avaient été établis par les hommes, ne pouvaient, pour celles qui attendaient de la participation féminine une contribution particulière et des changements profonds, en aucun cas être le moyen par lequel ces changements pouvaient être apportés. Cette contribution, écrit Eleanor Rathbone,

*doit jaillir directement du terrain fertile de la personnalité féminine et être imprégnée du sel de leur propre expérience. Elle ne doit pas être une cuvée en bouteille que l'on achète chez le détaillant en vin du parti. C'est pourquoi nous attachons autant de valeur à nos organisations féminines indépendantes, dans lesquelles les femmes peuvent se rencontrer et discuter des deux points de vue de questions politiques litigieuses et découvrir elles-mêmes où se trouve la vérité*⁵.

Les changements espérés, par ailleurs, ne nécessitaient pas seulement des organisations "neuves" mais, surtout, capables de se consacrer entièrement à une question sans que n'intervienne aucun problème d'allégeance. Or, les femmes qui appartenaient à un parti, tout comme celles qui parvenaient au Parlement, étaient nécessairement, à un moment ou à un autre, confrontées à un dilemme quant aux questions auxquelles il leur fallait donner priorité. Le dilemme en question apparaît très nettement dans une lettre d'Ada Nield Chew, suffragiste de la classe ouvrière, publiée en avril 1920 dans le *Woman's Leader* et s'interrogeant sur les priorités qui devaient être celles des électrices ("Should the Special Interests of Women come before Party Considerations with Women Voters ?"). Ada Nield Chew rapportait dans sa lettre qu'à une liste de questions soumises par sa WCA aux candidats locaux,

would find these representatives would be useless until they proceeded to vote with a group, except on bills that are not party bills", *Woman's Leader*, 15/6/23, "Inside or Outside the Parties ?", p. 156.

⁵ "it must bubble freshly out of the mother earth of women's own personalities and be impregnated with the salt of their own experience. It must not be a bottled vintage bought at the party wine-shop. That is why we value our non-party women's organisations, where women can meet together to discuss both sides of contentious political questions and to hammer out the truth for ourselves." *Milestones*, "Equal Citizenship", 9 March 1920, p. 3.

le candidat travailliste était celui qui avait fourni les réponses les moins satisfaisantes, la pire étant un "non" franc à la question concernant l'emploi des femmes mariées par le conseil municipal : *"Je ne peux tolérer d'être représentée par lui à titre public dans ce sens"*, écrivait-elle, ajoutant qu'elle trouvait ce dilemme *"très désagréable, et la décision à laquelle je suis arrivée tout autant"*⁶.

La Conservative Women's Reform Association avait, de son côté, également évoqué le problème de l'attitude à adopter face à un candidat conservateur opposé aux réformes féminines : *"en tant qu'association"*, déclarait-elle en 1919, *"nous ne nous opposerons jamais à un candidat conservateur mais, s'il se révèle être un opposant à la cause des femmes, nous essaierons par tous les moyens de lui faire comprendre le bien fondé de nos revendications"*⁷. Deux ans plus tard, cependant, la poursuite d'objectifs féministes semblait être devenue difficilement conciliable avec la loyauté au parti et un choix de plus en plus souvent nécessaire :

*Avons-nous raison, en tant qu'électrices conservatrices —et députées potentielles— de continuer à travailler principalement pour des questions considérées comme propres à notre sexe ou, maintenant que les fondations de cette égalité, qui doit rester notre but premier, sont vraiment bien posées, ne devrions-nous pas plutôt élargir notre horizon politique en tournant notre attention vers des questions de dimensions plus importantes ? [...] L'avenir, pour nous [...] ne repose pas tant sur la question 'comment pouvons-nous aider notre sexe' que 'comment pouvons-nous aider notre **parti** qui, par ses sages principes législatifs pour **toutes** les sections de la communauté, ne peut pas manquer de profiter aux femmes autant qu'aux hommes"*⁸.

⁶ "I object to his representing me to this effect in a public capacity" ; "very unpleasant and the decision I came to equally so", dans J. Alberti, *Beyond Suffrage*, p. 94.

⁷ "as an Association, we shall never oppose a Conservative candidate, but if he be an opponent, we shall try by every means in our power to make him understand the justice of our claims", *The Conservative and Unionist Women's Franchise Review*, November 1919, p. 3.

⁸ "Are we justified as Conservative women electors —and possible members— to continue to work mainly for issues which have come to be regarded as peculiar to our sex ? Or, now that the foundations of that equality which must always be our aim are well and truly laid, ought we not rather to enlarge our political horizon by turning our attention to questions of greater dimensions ? [...] The future for us [...] lies not so much in the question how can we help our sex as how can we help our **party**, which by its principles of wise legislation for **all** sections of the community cannot fail to benefit

Néanmoins, les féministes purent très vite le constater, il était illusoire de croire que les femmes pourraient immédiatement prendre leur place aux côtés des hommes dans les congrès de parti et, si elles ne le faisaient pas, il était probable que leurs intérêts et leurs problèmes n'auraient pas droit à plus qu'une simple discussion pour la forme. La difficulté des femmes à faire entendre leur voix se vérifia notamment, à plusieurs reprises, dans le cas du parti travailliste, qui refusa d'adopter dans son programme diverses résolutions votées par ses sections féminines, telles que le contrôle des naissances, le droit au travail des femmes mariées ou les allocations familiales, parce qu'il les jugeait trop controversées, ce qui ne signifie pas nécessairement que les femmes du parti travailliste étaient moins écoutées que les autres par leur parti mais qu'elles hésitaient sans doute moins à avancer des revendications, même si celles-ci étaient en opposition avec la politique du parti.

La question de savoir qui rejoindre —organisation féministe indépendante ou parti politique— n'aurait sans doute pas eu la même ampleur si, dans les années vingt et trente, des tensions n'avaient pas existé entre les deux qui rendaient souvent difficile une double affiliation. L'invitation des groupes féministes à transcender les allégeances politiques et à s'unir pour la cause des femmes n'était pas sans déranger les partis —le parti travailliste voyait dans ces organisations soi-disant apolitiques qui tentaient de recruter dans ses rangs des organisations en réalité anti-travaillistes⁹— d'autant plus lorsque celle-ci, comme ce fut particulièrement le cas au début des années vingt, était accompagnée de certains actes de solidarité entre candidates ou députées de partis adverses : le rejet par Ethel Snowden, en 1922, de l'invitation du parti travailliste à se présenter à Plymouth contre Lady Astor (*"Je suis*

women equally with men ?", *Monthly News of the Conservative Women's Reform Association*, October 1922, "The Political Future of Women", p. 22.

*une travailliste, mais le travail que Lady Astor fait à présent pour les femmes et les enfants au Parlement et dans le pays rend ses services inestimables")*¹⁰, le refus, lors de la même élection, de la comtesse de Selborne de parler en faveur du candidat de son parti ("*Si j'avais une voix dans cette circonscription, je la donnerais à Lady Astor*")¹¹ ou les télégrammes d'encouragement que s'échangèrent, à plusieurs reprises, Nancy Astor et Margaret Wintringham (conservatrice et libérale) à la veille d'élections —des manifestations de solidarité féminine plus rares, il est vrai, parmi les candidates travaillistes, qui craignaient sans doute de se voir accuser de trahir le mouvement et la classe ouvrière en faveur d'un féminisme bourgeois. Plus grave encore, cependant, aux yeux des responsables politiques, était l'attitude de certaines députées qui, à l'occasion —lors des débats sur l'égalité du droit de vote, le vote des femmes en Inde, la nationalité, les gardiennes de la paix..., n'hésitaient pas à franchir les frontières des partis pour collaborer avec des députées du camp adverse, comme cela se produisit en 1928, lorsque Margaret Bondfield présenta un projet de loi destiné à procurer des chaussures et des bottes aux enfants de quartiers défavorisés et que toutes les députées la soutinrent, indépendamment de la position de leur parti. Lady Astor, plus que toute autre, n'hésita jamais à "désert" son parti pour défendre les questions chères aux femmes et accueillit avec toujours beaucoup de plaisir de nouvelles députées quel que soit leur parti¹².

Si le parti conservateur —sans doute motivé par la peur de voir ces groupes indépendants infiltrés par les socialistes— ne prit aucune mesure à l'encontre des

⁹ Labour Party, 23th Annual Conference, annual report, London, 1923, p. 60.

¹⁰ "*I am a Labour woman, but the work which Lady Astor is doing for women and children both in Parliament and the country makes her services invaluable*", D. Beddoe, *Back to Home and Duty*, p. 143.

¹¹ "*If I had a vote in that borough I should give it to Lady Astor*", *Ibid.*

organisations féministes indépendantes, auxquelles nombre de ses membres appartenaient, le parti travailliste et ses dirigeantes (Marion Phillips, Margaret Llewelyn Davies...) condamnèrent quant à eux fermement toute dissipation des énergies féminines dans des organisations indépendantes¹³ et invitèrent très tôt leurs membres à refuser toute affiliation à une organisation de ce genre. Le SJCIWO¹⁴, dirigé par Marion Phillips envoya ainsi, dès 1920, à toutes ses sections une circulaire sur la question. Citant les Women Citizen's Associations comme exemple, le SJC avertissait que ces groupes étaient en grande partie bourgeois et conseillait aux femmes du parti de refuser toute invitation à se joindre à eux, affirmant qu'il était *"impossible d'agir sans introduire de politique de partis. Soit, donc, les WCAs se contenter[aient] de palabres, soit elles [seraient] amenées à présenter leurs propres candidates aux élections locales et même parlementaires"*¹⁵. L'organisation refusa également de coopérer avec la Women's Industrial League de Lady Rhondda et la Women's International League en 1919¹⁶ et, après y avoir été représentée durant un an, se retira du Conseil pour la Représentation des Femmes dans la SDN, estimant qu'il lui était impossible de donner son soutien à un organisme recherchant la représentation de femmes en tant que femmes sans tenir compte de leurs vues sur la politique étrangère¹⁷. La même année, après avoir assisté à la première réunion, elle déclina l'invitation de Lady Astor de participer au CCWO (comité consultatif des organisations féminines)¹⁸. Enfin, en 1925, une résolution demandant l'interdiction

¹² *"If you want a party hack, don't elect me."*, avait-elle déclaré en 1919. *"Surely we have outgrown party ties. I have. The war has taught us that there is a greater thing than parties and that is the State"*. In V.C. Law, *The Women's Cause*, p. 275.

¹³ *The Woman's Leader*, 30/4/20, "Labour women in conference", p. 290.

¹⁴ Standing Joint Committee of Industrial Women's Organisations.

¹⁵ *"action cannot be taken without introducing party politics, and therefore the WCAs will either fail to do anything but talk, or they will be led on to run special WC candidates for local authorities and even for Parliament"*, *The Labour Woman*, March 1920, p. 37.

¹⁶ SJCIWO minutes, 7/1/19, pp. 1 & 4.

¹⁷ *The Labour Woman*, 1/6/21, "Report of the organisation of women in the Labour Party 1920-21".

¹⁸ SJCIWO Report, 1921, p. 2.

officielle pour les femmes membres du parti d'appartenir à une WCA —et l'interdiction, par conséquent, d'adopter comme candidate tout membre d'une WCA— ne fut rejetée que de justesse par le congrès annuel du parti travailliste¹⁹.

Comment celles qui souhaitaient travailler à la fois pour le socialisme et le féminisme réagirent-elles à cette opposition du parti à tout lien entre les deux types d'organisation ? Certaines cherchèrent refuge au sein du Fabian Women's Group et, de plus en plus, du parti travailliste indépendant²⁰. Néanmoins, si l'on en croit un article de mars 1925 du *Woman's Leader*, de nombreuses femmes du parti ignorèrent également l'injonction et continuèrent à jouer un rôle actif dans la NUSEC, allant jusqu'à siéger à son comité exécutif —information que confirme la présence, dans les minutes de l'organisation jusqu'en 1927, des noms de plusieurs travaillistes connues : Barbara Ayrton-Gould, Edith Picton-Tuberville, Dorothy Jewson et Monica Whately, des femmes, il est vrai, appartenant plutôt à la bourgeoisie et ayant participé à la lutte suffragiste d'avant-guerre. Parmi les raisons à cette participation figurent naturellement les liens personnels étroits qu'elles avaient pu garder avec celles en compagnie desquelles elles avaient combattu pour le suffrage et avec qui elles partageaient maintenant la lutte pour des réformes féministes telles que l'égalité du droit de vote ou le droit au travail des femmes mariées —et ces réformes étant officiellement soutenues par le parti travailliste, leur appartenance à la NUSEC ne présentait sans doute pas pour elles de conflit d'intérêt majeur. Une autre raison à cette collaboration avec des féministes bourgeoises était peut-être également l'aide que ces groupes indépendants leur fournissaient lors de leurs campagnes électorales, et qui était d'autant plus utile que les candidates travaillistes avaient rarement accès

¹⁹ Labour Party Report, 1925, p. 295 et *The Woman's Leader*, 2/10/25, p. 281.

aux fonds syndicaux ; Susan Lawrence, Margaret Bondfield et Ellen Wilkinson, trois des femmes les plus puissantes du parti dans les années vingt, et pourtant peu favorables, en règle générale, à toute collaboration avec des organisations féministes indépendantes, écrivirent d'ailleurs en 1924 à la NUSEC afin de les remercier de leur soutien électoral²¹.

II. LES FEMMES DANS LE PARTI TRAVAILLISTE

Si le parti travailliste déconseillait fortement à ses membres féminins de rejoindre des organisations indépendantes pour défendre certaines causes féministes, leur permettait-il par ailleurs d'exprimer et de défendre leurs revendications en son sein ? Ces revendications étaient-elles d'ailleurs partagées par la plupart des femmes du parti ? Quelle place, enfin, le parti travailliste était-il prêt à accorder aux femmes au sein de son organisation et dans les prises de décisions politiques ?

Le relâchement, après 1918, des liens qui avaient existé avant la guerre entre travaillistes et féministes n'était bien évidemment pas le seul fait de l'opposition manifestée par le parti mais aussi de l'amplification de certaines divergences d'opinions et d'intérêts entre les deux. Le premier conflit avait surgi dès la fin de la guerre lorsque la loi sur le rétablissement des pratiques industrielles d'avant-guerre²² avait posé le droit des hommes à retrouver certains emplois et donné le signal au renvoi massif de milliers de travailleuses de guerre : les syndicats et le parti travailliste figuraient parmi les plus forts défenseurs de la mesure ; les féministes l'avaient reçue avec colère car elle signifiait la perte de tous les gains obtenus par les

²⁰ Le déclin rapide de l'ILP qui suivit son retrait du parti en 1932 ne fit que détacher un peu plus les féministes du courant principal du mouvement.

²¹ Executive Committee Minutes, NUSEC, 13/11/24.

²² Restoration of Pre-War Practices Act. Voir deuxième partie, chapitre II.

femmes en matière de possibilité d'emploi et le chômage forcé de milliers d'entre elles. Les dirigeantes travaillistes, quant à elles, avaient dû choisir entre défendre le droit au travail de ces femmes ou faire preuve de solidarité avec le mouvement travailliste nouvellement intégré ; Mary Macarthur et d'autres dirigeantes, à la grande déception des féministes, s'étaient rangées du côté des syndicats.

En dépit de programmes parfois très proches, les tensions ne cessèrent par la suite de s'accroître, tandis que féministes indépendantes de la classe moyenne écoutaient avec de plus en plus de scepticisme les déclarations de soutien du parti travailliste à l'égalité entre les sexes et que les femmes du parti travailliste associaient de plus en plus ces mêmes féministes à une classe d'oisives sans aucune compréhension des problèmes des pauvres et aucune sympathie pour le mouvement ouvrier. Cette méfiance mutuelle culmina en une rude bataille au sujet de la législation protectrice, considérée par les féministes, et notamment les égalitaristes, comme un obstacle aux possibilités de travail des femmes et par les sections féminines et par le SJC comme une amélioration de leurs conditions de travail. Pour ces dernières, la question illustre parfaitement la raison qui empêchait toute collaboration étroite : le féminisme représentait les intérêts des femmes de la classe moyenne plutôt que de la classe ouvrière ; or, comme l'avaient très tôt souligné les dirigeantes travaillistes, les femmes devaient s'organiser non pas selon leur sexe mais selon leur classe²³.

Malgré cette loyauté envers le parti dénoncée par Eleanor Rathbone²⁴, l'existence d'idées et de revendications communes —allocations familiales, contrôle

²³ *The Labour Woman*, November 1918, p. 76.

²⁴ "The parvenu of sex, as of class, is not an attractive person ; being usually too nervously anxious to commend herself to her new associates by shewing indifference to the special interests of women and belittling their capacities. Now, however, that women have become a political force, the special mission of this type of women in the eyes of the men of her political party and consequently of her own, is to marshal the women voters behind the party banner and to prevent their energies being

des naissances, droit des femmes mariées au travail, égalité du droit de vote, des salaires— tendit à rapprocher féministes et travaillistes, allant jusqu'à provoquer certaines collaborations occasionnelles, comme dans le cas de la création, durant la campagne électorale de 1929, d'un comité commun entre la NUSEC et le Workers' Birth Control Group pour réclamer le droit à l'information sur la contraception. Plus important, cependant, ces questions furent la source de conflits permanents, dans les années vingt, entre les membres des sections féminines et l'exécutif du parti et mirent en évidence les difficultés des premières à faire passer leurs idées.

Les travaillistes, remarquait Time and Tide en 1923, bien qu'elles aient tendance à soutenir leur parti qu'il ait tort ou raison, ont atteint un stade supérieur à celui des unionistes : elles commencent à réfléchir toutes seules. Il est évident que, sur de nombreuses questions discutées à leur congrès, les intervenantes ont dit ce qu'elles pensaient franchement, et pas seulement ce que, en bonnes travaillistes, elles devraient penser²⁵.

Il confirmait l'année suivante :

La plupart de leurs questions à l'ordre du jour ne sont pas le simple écho des revendications de leur parti ; elles ont de toutes évidences été placées là par des femmes qui ont réfléchi toutes seules²⁶.

Cependant, ainsi que le faisait remarquer le journal, avoir ses propres idées et obtenir qu'elles soient prises en compte étaient deux choses bien différentes lorsque l'on appartenait à un parti. Le droit au travail des femmes mariées²⁷, l'égalité des

'dissipated' or their minds 'confused by mingling with women of other parties than their own and so discovering the bond between them'. *The Disinherited Family*, p. 85.

²⁵ "The Labour women, although they are inclined to stand for 'my party, right or wrong', have obviously reached a further stage than the Unionist women : they are beginning to think for themselves. It was evident that on many of the matters brought forward for discussion at their conference the speakers were saying what they honestly believed and not merely what as good party women they ought to believe". *Time and Tide*, 18/5/23, "Party Women".

²⁶ "Most of the items on their agenda are not mere party cries, they have obviously been placed there by women who have thought for themselves". *Ibid.*, 16/5/24, "Labour Women".

²⁷ En 1927, un projet de loi sur l'emploi des femmes mariées présenté à la demande de la NUSEC aurait pu mettre fin à la pratique pour les employées de la fonction publique, mais l'Association des Employés de la Fonction Publique (Civil Service Clerical Association), le plus grand syndicat de fonctionnaires, fit pression contre le projet de loi. Lorsque ce dernier échoua, la NUSEC déclara que le résultat était dû en grande partie au manque de soutien des députés travaillistes.

salaires, les allocations familiales²⁸ et, surtout, le contrôle des naissances étaient des exemples parfaits de conflit et d'impuissance des femmes à faire adopter leurs résolutions, que l'opposition provienne, comme pour les trois premières questions, principalement des syndicats ou, dans le cas du contrôle des naissances, d'intérêts électoraux²⁹.

Cette dernière question avait été projetée sur le devant de la scène lorsque la maternité locale d'Edmonton avait, en décembre 1922, renvoyé l'une de ses infirmières pour avoir divulgué des informations sur la question à une patiente et que la décision avait été approuvée par le Ministère de la Santé. L'année suivante, le congrès annuel des femmes du parti travailliste s'était sans hésitation déclaré en faveur d'une modification de la loi —réforme qu'avec l'arrivée, en 1924, du premier gouvernement travailliste, certaines crurent très proche :

*Les travailleurs déclaraient qu'ils devraient avoir plus d'argent, et non pas moins d'enfants. Nous, les femmes travaillistes, se souvient Dora Russel, étions d'accord avec l'argument financier, mais nous affirmions que, même en vivant au Palais de Buckingham, nous ne voudrions pas d'un enfant par an. La santé de la mère et l'opinion que seuls les enfants désirés devaient être mis au monde étaient les bases de notre campagne*³⁰.

²⁸ L'un des arguments du parti travailliste était que les allocations familiales nuiraient aux négociations salariales et que, plutôt que d'orienter les ressources de l'Etat vers des allocations versées à la mère, ce qui pouvait réduire le sens des responsabilités du père, mieux valait les utiliser pour une amélioration du logement, des crèches, des services de santé... qui profiteraient directement aux enfants et augmenterait l'indépendance de la mère en réduisant ses charges domestiques.

²⁹ Une raison importante au refus des dirigeants de traiter de la contraception était la pression de l'Eglise catholique, qui avait un pouvoir considérable dans certaines circonscriptions (notamment dans le nord). Quant au ministre responsable au sein du gouvernement de 1924, John Wheatley, il était lui-même catholique pratiquant.

³⁰ "The workers argued that they should have more money rather than less children. We Labour women fully agreed with the more money argument, but asserted that, even if we lived in Buckingham Palace, we would not want a baby every year. The health of the mother, the contention that only wanted children should be born, were the bases of our campaign.", *The Tamarisk Tree, My Quest for Liberty and Love*, London : Virago, 1978, p. 170. Dora Russel découvrit que le taux moyen de mortalité maternelle à l'accouchement était de 4 à 5 %, tandis que le taux de mortalité des mineurs par accident mortel était de 1,1 %. C'est alors qu'elle trouva le slogan : "It is four times as dangerous to bear a child as to work in a mine, and mining is men's most dangerous trade." (*Ibid.*, p. 171).

La délégation que Dora Russel mena, dès le mois de mai 1924, auprès du ministre de la Santé, John Wheatley, révéla cependant que les espoirs entretenus quant à une probable collaboration du gouvernement travailliste avaient été prématurés et incita le congrès féminin, qui eut lieu peu de temps après, à affirmer de nouveau ses convictions et à voter majoritairement une résolution en faveur d'une levée de l'interdiction placée sur l'information concernant les méthodes de contraception par les maternités publiques, de nombreuses déléguées dénonçant le fait que les femmes assez riches pour se permettre des soins privés pouvaient aisément obtenir les informations en question tandis que les ouvrières, qui avaient recours à des cliniques publiques, n'y avaient pas accès. Peu de temps après, le Workers' Birth Control Group fut formé afin d'organiser une campagne sur la question et faire pression sur le gouvernement.

Le parti, cependant, restait farouchement opposé à ce que le contrôle des naissances devienne une question politique, par peur, en grande partie, de s'aliéner les électeurs catholiques, et lorsque le congrès féminin de 1925, après avoir une nouvelle fois adopté à la grande majorité une proposition de réforme, obtint pour la première fois que la question soit débattue au congrès du parti, plus tard dans l'année, le congrès approuva son exécutif et refusa même que la résolution fasse l'objet d'un vote. Lorsque celui-ci eut finalement lieu, l'année suivante les délégués votèrent massivement contre, suivant l'un des arguments les plus courants avancés par le parti contre une prise de position officielle, à savoir qu'une telle question était apolitique et personnelle³¹. Oubliant que les premières victimes de la loi étaient les femmes de la classe ouvrière, les dirigeantes travaillistes se rangèrent du côté de leur parti : Ellen

³¹ "The subject of birth control is in its nature not one which should be made a party political issue but should remain a matter upon which members of the Party should be free to hold and promote their individual convictions.", Labour Party Women's Organisation, Annual Conference Report, 1927 ; *The Woman's Leader*, 30/9/27, "Labour Women and Labour Men", p. 269.

Wilkinson, lors d'une apparition en compagnie d'Arthur Henderson au congrès féminin de 1928, soutint ainsi que, la question n'étant pas une question de classe, elle ne pouvait pas faire partie du programme du parti³² et lorsque Dora Russel, en tant que déléguée de la section féminine de Chelsea, proposa, en 1924, une résolution sur le sujet, Marion Philips tenta —en vain— de la lui faire retirer, expliquant que la sexualité ne devait pas être mêlée à la politique et qu'elle risquait, en lançant un tel débat, de diviser le parti dans son intégralité. "*Cet entretien*", déclara Russel dans ses mémoires, "*me fit comprendre que la responsable travailliste des sections féminines n'était pas tant là pour défendre les revendications des femmes que pour maintenir l'ordre du point de vue des hommes du parti*"³³.

Si les femmes du parti travailliste parvinrent finalement, en 1930³⁴, à obtenir un changement des réglementations du ministère de la Santé et l'autorisation pour les cliniques publiques de fournir des informations sur la contraception à certains groupes de femmes, ce fut donc en dehors du parti, et en collaboration avec les féministes, qu'elles durent mener leur combat.

Cette difficulté des femmes travaillistes à faire entendre leur voix sur les questions qui les touchaient plus particulièrement ne révèle pas seulement les véritables idées du parti en matière d'égalité sexuelle et son opposition —semblable à celle des autres partis— à tout changement d'importance, elle met également en évidence les limites de l'influence que le parti était prêt à accorder à ses membres

³² Report of the 9th National Conference of Labour Women, 1928, pp. 28-29.

³³ "*This interview revealed to me that the Labour Woman Organiser existed, not so much to support the demands of the women, as to keep them in order from the point of view of the male politicians.*", D. Russel, *The Tamarisk Tree*, p. 172.

³⁴ Quand les travaillistes furent de nouveau au pouvoir, en 1929, le ministère de la Santé, avec Arthur Greenwood à sa tête, put permettre plus facilement aux cliniques de diffuser des informations à ce sujet. La limitation des naissances, par ailleurs, avait désormais de son côté l'Eglise d'Angleterre, l'ordre des médecins (British Medical Association) ainsi que de nombreuses autorités locales outre, bien sûr, la pression des organisations féministes et des sections féminines travaillistes.

féminins dans les prises de décision au niveau national, et ce en dépit de l'impressionnante croissance numérique de ses sections féminines. Deux principaux obstacles existaient qui empêchaient les femmes d'affirmer leur rôle au sein du parti et contre lesquels celles-ci tentèrent très tôt de lutter : le statut strictement consultatif du congrès féminin et la méthode d'élection des représentantes au congrès annuel du parti.

Les intérêts féminins, selon la constitution de 1918, devaient être représentés au comité exécutif du parti grâce à la nomination de quatre —plus tard cinq— membres féminins³⁵. Le mode de nomination de ces dernières —par le congrès annuel du parti travailliste, majoritairement masculin et non pas par le congrès féminin, signifiait cependant que non seulement elles représentaient le parti dans son ensemble plutôt que ses sections féminines, mais qu'en outre seules les femmes acceptables aux yeux des syndicalistes pouvaient espérer obtenir une place au NEC et que, pour garder cette place, elles devaient aller dans le même sens que les hommes, autrement dit défendre l'idée que les problèmes des travailleuses étaient avant tout le fait de conflits de classes et non de sexes. Par ailleurs, lorsque le SJC³⁶, formé pendant la guerre, était devenu en 1918 le comité consultatif officiel du parti travailliste pour les questions féminines, les quatre représentantes sur huit auxquelles les sections féminines eurent droit n'étaient autres que les quatre représentantes du NEC, élues, comme on l'a dit, par le congrès annuel du parti et non pas des femmes élues par les sections féminines ou le congrès féminin, situation assez mal acceptée par ces dernières.

Dès 1921, un amendement à la constitution du parti fut proposé, stipulant que les quatre représentantes au NEC devraient être nommées et élues par ce même

³⁵ Pour l'organisation des femmes dans le parti travailliste, voir diagramme p. 240 bis.

congrès féminin. Le rôle de ces quatre représentantes, souligna-t-on, était d'exprimer les aspirations des femmes du parti et de faire comprendre aux hommes le point de vue féminin sur certaines questions et ne pouvait en aucun cas être exercé correctement à moins d'avoir un mandat direct de celles qui devaient être ainsi représentées. Les syndicats, ajouta-t-on, avaient à présent beaucoup trop de poids dans l'élection de celles qui étaient censées représenter les femmes dans leur ensemble³⁷. Les opposantes à la résolution, parmi lesquelles Barbara Drake, se firent pour leur part l'écho de leurs dirigeants en soutenant que le rôle du parti n'était pas *"de représenter les intérêts des hommes ou des femmes en tant que tels, mais de représenter les intérêts travaillistes"*³⁸ et que les représentantes au NEC auraient moins de poids si elles n'étaient élues que par des femmes et s'intéressaient principalement aux questions féminines. La résolution fut votée par 201 voix à 156 mais, n'ayant aucune valeur officielle, ne fut suivie par aucune action de la part du parti.

Ce statut du congrès féminin comme organisme purement consultatif et son manque d'influence était d'ailleurs une deuxième cause de mécontentement : les résolutions et décisions prises par lui n'avaient en effet aucun statut officiel et n'allaient bien souvent pas plus loin, à moins que le SJC, auquel elles étaient envoyées en premier lieu, ne les transmette ensuite au NEC ; or, le fait que le premier ait été placé sous le contrôle des syndicats ne faisait que constituer, aux yeux de certaines, un obstacle supplémentaire à l'exercice, par les femmes de la base, d'un minimum d'influence sur la politique du parti : à moins de pouvoir figurer à l'ordre

³⁶ Comprenait les représentantes de trois groupes ouvriers féminins : la Women's Labour League, la National Federation of Women Workers et la Women's Cooperative Guild.

³⁷ *The Labour Woman*, 1/6/21, p. 90.

³⁸ *"was not to represent either women's or men's interests as such, but to represent Labour interests."*, *Ibid.*, p. 91.

du jour du congrès national, les résolutions votées par les congrès féminins n'auraient aucune chance d'être intégrées dans la politique du parti.

A plusieurs reprises, vers la fin des années vingt, le congrès féminin tenta par conséquent de persuader le parti de modifier sa constitution afin de lui accorder un minimum de pouvoir : sur proposition de l'ILP, le congrès de 1928, tenu à Portsmouth, réclama le droit de proposer trois résolutions à l'ordre du jour national³⁹, demande réitérée —et de nouveau votée à une large majorité— par les congrès de 1929, 1930 et 1931. Le congrès devait devenir un organisme *officiel* du parti travailliste et ses résolutions être reconnues comme des déclarations officielles du parti. Durant les discussions, le SJC fut ouvertement accusé d'agir au compte du NEC et de ne pas défendre le point de vue féminin, étant donné que les membres du NEC qui le composaient pour moitié étaient responsables vis-à-vis des organisations affiliées qu'elles représentaient (et dont bon nombre étaient des syndicats mixtes dirigés par des hommes) plutôt que du congrès. Toutes ces protestations restèrent vaines : à celles qui déclaraient que le congrès féminin, si ses idées n'étaient pas prises en compte, était une perte de temps, la réponse officielle était que ces congrès n'avaient été établis que dans le but d'amener les femmes progressivement en politique. Elles avaient, en 1930, depuis longtemps dépassé ce stade et il était par conséquent préférable qu'elles prennent pleinement part à l'organisation nationale du parti sans aucun traitement de faveur⁴⁰.

³⁹ *Time and Tide*, 4/10/29, p. 1177.

⁴⁰ Report of the 11th National Conference of Labour Women, 1930, p. 60. Au début des années quatre-vingt, la question de l'influence féminine au sein du parti travailliste était encore d'actualité et un Women's Action Committee fut formé afin de faire campagne pour certains droits à l'autonomie parmi les sections féminines du parti : droit pour le congrès annuel des femmes d'élire la section féminine du NEC d'élire ses propres dirigeantes, d'envoyer cinq résolutions directement au congrès annuel du parti et reconnaissance formelle des sections féminines (*Spare Rib*, September 1983, "Can Feminism Win ?", p. 23).

*"Il est évident que l'union de la Women's Labour League et du parti travailliste était un mariage traditionnel avec, pour résultat, l'asservissement et la dépendance économique de la femme"*⁴¹, écrivait *The Vote* en 1919, et Hanna Mitchell, membre actif de l'ILP (organisation mixte) et féministe, déclarait dans ses mémoires à propos des sections féminines : *"Elles ne me plaisaient pas. Je croyais en une totale égalité et n'étais pas disposée à être une suiveuse de camp, un membre de ce qui me paraissait être un comité social permanent ou un fournisseur officiel de petits gâteaux"*⁴².

Si tout porte à croire que telle était en effet la façon dont le parti travailliste considérait ses sections féminines⁴³ —utiles à la collecte de fonds, au démarchage électoral ou à l'organisation d'animations, mais peu aptes à participer aux prises de décisions, à plus forte raison pour défendre un point de vue féministe⁴⁴— il est en revanche impossible de croire que les femmes du parti acceptèrent cette situation sans se rebeller ou obéirent les yeux fermés aux lignes de conduite dictées par le parti sans prendre en compte les intérêts plus spécifiquement féminins. Si la loyauté des dirigeantes allait en effet plutôt au parti qu'aux femmes, et si celles-ci firent leur possible pour étouffer tout signe de mécontentement, la base féminine du parti fit quant à elle preuve d'une indépendance d'esprit indiscutable et n'hésita pas, surtout, à insister sur la question des rapports entre les sexes et à lancer une série de défis aux dirigeants masculins : en revendiquant une plus grande influence et un statut officiel ;

⁴¹ "It was very evident that the union of the Women's Labour League and the Labour Party was a marriage of the old sort —resulting in subservience and economic dependence of the wife.", *The Vote*, 4/7/19, "A Feminist at the Labour Conference", p. 245.

⁴² "These I did not like. I believed in complete equality and was not prepared to be a camp follower or a member of what seemed to me a permanent social committee, or official cake-maker to the Labour Party", H. Mitchell, *The Hard Way Up*, London : Faber & Faber, 1968, p. 189.

⁴³ "Some parties seem to think that we are the people who make the tea and do the washing-up", déclare encore Betty Fraser à un congrès du parti travailliste en 1935, "We are not expected to be political people at all" (Labour Party, 35th Annual Conference, annual report, 1935, p. 44), dans Harrison, "Class and Gender..."

en attirant, chaque fois que cela était possible, l'attention du parti sur le besoin d'avoir plus de représentantes dans tous les organismes de décision ; en réclamant, enfin, l'adoption de mesures sociales radicales destinées à améliorer la condition des mères et des épouses de la classe ouvrière —autant d'initiatives qui stimulèrent les discussions quant au rôle des femmes dans l'organisation travailliste et furent la cause de conflits fréquents entre les sections féminines et l'exécutif.

Les années trente, en revanche, virent une évolution des sections féminines vers une intégration dans le parti qui, si elle mit fin aux conflits, mit également fin à l'indépendance d'esprit qui avait été la leur durant la décennie précédente : les références aux intérêts féminins se firent de plus en plus rares, la participation à des campagnes féministes, telles que celle pour l'avortement, cessa totalement, la participation aux congrès déclina et, de plus en plus, l'organisation féminine se contenta de faire écho aux priorités du parti, avec une attention toute particulière pour le social et la paix. Là encore, la crise économique, la montée du fascisme... contribuèrent à resserrer les rangs du mouvement travailliste et à reléguer les préoccupations féministes au second plan. Les revendications pour une plus grande autonomie et une plus grande influence au sein du parti disparurent elles aussi et lorsqu'en 1933 et 1936 le parti travailliste proposa des changements à sa constitution, les femmes travaillistes ne parurent pas soucieuses de saisir ces chances. Elles ne protestèrent pas non plus lorsque le parti décida, en 1936, que sur les quatre catégories en lesquelles les délégués au congrès étaient divisés —syndicats, membres socialistes affiliés, partis locaux et sections féminines, seules ces dernières n'auraient pas le droit de désigner elles-mêmes leurs représentantes⁴⁵. Cela ne signifie pas que

⁴⁴ "When I first began to speak, and kept to general socialist propaganda, I was often told flatteringly that I had a male mind, but when I began to concentrate on sex equality, my male friends began to look askance and avoid my company", H. Mitchell, *The Hard Way Up.*, p. 179.

⁴⁵ Labour Party Report, 1936, p. 49.

leur situation s'était améliorée, bien au contraire : en 1929, afin de réduire la taille de son congrès annuel et rendre celui-ci plus efficace, le parti avait voté un amendement constitutionnel augmentant de 500 à 2.500 le nombre minimum d'adhérentes par circonscription permettant l'envoi d'une déléguée au congrès ; le résultat avait été une réduction drastique du nombre déjà peu élevé de femmes participant au principal appareil de décision. De plus en plus de jeunes femmes, dans le même temps, préféraient adhérer directement au parti plutôt qu'à ses sections féminines.

Quels furent les résultats de cette évolution vers une position qui, somme toute, était celle que les dirigeants travaillistes avaient souhaitée dès 1918 ? En termes de pouvoir au niveau national, le bilan de cette "intégration" fut probablement plus négatif que positif : les minces liens existant entre la base féminine et l'exécutif du parti s'amenuisèrent encore et non seulement y eut-il moins de femmes aux congrès annuels du parti, mais les candidates parlementaires étaient également moins nombreuses (37 en 1928, 17 en 1932-33). Le SJC, enfin, en limitant les discussions tenues dans les congrès féminins aux rapports qu'il préparait au préalable avec l'accord du NEC, resserra son contrôle sur les sections locales, étouffant de fait les initiatives locales. En l'absence de pression de la part de ses membres féminins, il devint plus facile encore au parti d'ignorer les femmes en tant que groupe distinct — et celles-ci cessèrent en effet d'exister en tant que tel dans les délibérations du NEC et les formulations de politique. Les décisions prises par les sections féminines continuèrent à être rapportées aux congrès nationaux mais, sans l'élément de défi qui avait existé dans les années vingt, ne donnèrent lieu pour ainsi dire à aucun débat. Les résultats de cette intégration furent en revanche beaucoup plus positifs au niveau local, où ils générèrent une plus grande coopération entre les sexes ainsi qu'une présence féminine plus forte aux postes de pouvoir. A Londres, où le parti travailliste

amena de nombreuses femmes dans la vie publique , 150 conseillers municipaux sur les 729 travaillistes élus aux élections de 1934 étaient des femmes.

III. LES FEMMES DANS LE PARTI CONSERVATEUR

Chez les conservateurs, le principe adopté lors de la réorganisation du parti, en 1918, prévoyait que les femmes soient représentées à chaque niveau de l'organisation⁴⁶ à raison d'un tiers et que soit créé, au sein de l'Union Nationale, un comité consultatif féminin (Women's Advisory Committee) dont le rôle principal serait de former de nouvelles sections et de soumettre les résolutions votées par celles-ci à l'exécutif. Ce chiffre d'un tiers fut cependant souvent dépassé dans l'entre-deux-guerres, ce qui signifie que les femmes n'étaient pas seulement en nombre élevé dans les associations féminines de circonscriptions (près d'un million de membres en Angleterre et au Pays de Galles en 1928), mais dans la structure entière du parti, fournissant entre autre 36 % des délégués au congrès annuel de 1927 et environ 38 % à celui de 1930⁴⁷, présidé, d'ailleurs, par une femme : Lady Iveagh (première vice-présidente du parti, chargée des questions féminines). En 1926, enfin, Dame Caroline Bridgeman fut nommée présidente de l'Union Nationale, la première présidente d'un parti politique britannique. D'un point de vue numérique, les femmes étaient en fait sans nul doute beaucoup plus présentes dans le parti conservateur que dans aucun autre parti, l'une des raisons étant qu'elles y trouvaient les congrès et les réunions plus agréables d'un point de vue social que l'ambiance masculine et plus

⁴⁶ Associations de circonscription, conseils provinciaux, conseil central et congrès de l'Union Nationale, comité exécutif. Voir diagramme p. 233 bis.

⁴⁷ Respectivement 2.700 et 3.800 femmes en nombre réel. Les déléguées au congrès annuel n'étaient pas non plus les dernières à prendre la parole : à partir de 1920, les femmes apparaissent fréquemment parmi les orateurs (un tiers —encore— en 1924, bien que cette contribution ait diminué par la suite).

agressive du mouvement travailliste, dominé par les syndicalistes⁴⁸. Les femmes du parti conservateur bénéficiaient par ailleurs souvent de l'avantage conféré par leur position sociale, qui les mettait sur un pied d'égalité avec les dirigeants du parti, même si ce statut était parfois dû en partie au statut de leur mari (exemple de Mrs Chamberlain).

On ne peut pas nier que le rôle joué par les femmes au sein du parti conservateur fut en grande partie un rôle social plutôt que politique, notamment au niveau des associations locales et de la collecte de fonds, et que les membres du parti restèrent largement cantonnées à la sphère de l'Union Nationale et de ses comités, sans pouvoir facilement empiéter sur la sphère parlementaire. La généralisation, cependant, est difficile. Aux congrès annuels du parti, les femmes n'étaient en effet en aucune façon confinées aux sujets féminins traditionnels et, par le nombre de leurs interventions, figuraient en bonne place dans des débats sur les questions chères aux conservateurs telles que l'Irlande⁴⁹, la menace bolchevique, la réforme de la Chambre des Lords, l'Inde⁵⁰, ou les échanges commerciaux de l'empire. Dans le même temps, les congrès annuels examinèrent des propositions traitant de questions telles que l'égalité du droit de vote, la tutelle des enfants, les pensions pour les veuves ou l'amendement de la loi pénale. Après 1930, les questions de ce genre disparurent peu

⁴⁸ Beatrix Campbell (féministe socialiste) écrit encore en 1986 à propos du mouvement travailliste : *"It's a men's movement in this sense. Go to the TUC any one year and you can count the few women that are there. Go to the Tory party conference and the place is full of them."* (New Socialist, May 1986, "Feminism and Class Politics", p. 24).

⁴⁹ 1922 : l'Irlande du Sud devient un état libre, mais les provinces de l'Ulster restent attachées à la Grande-Bretagne conformément aux souhaits des unionistes ; une fraction du Sinn Féin et de l'IRA refuse la partition et une guerre civile s'ensuit qui durera jusqu'en 1924.

⁵⁰ Parce que les concessions faites par les britanniques en faveur d'une plus grande autonomie de l'Inde dans le "Government of India Act" de 1919 avaient été jugées insuffisantes par le mouvement nationaliste du Congrès, et suite au massacre d'Amritsar (13 avril 1919), les années 1920 à 1934 furent marquées par le mouvement d'opposition non violente et de désobéissance civile mené par le Mahatma Gandhi. Le "Government of India Act", voté en août 1935 malgré l'opposition de certains conservateurs et accordant l'autonomie aux provinces, allait à son tour révéler les tensions religieuses entre hindous et musulmans.

à peu de l'ordre du jour, tendance qui, on le sait, n'était cependant pas limitée aux conservateurs.

Comme parmi les travaillistes, il existait au sein du parti des divisions entre les femmes qui étaient principalement intéressées par les questions de politique générale —autrement dit celles auxquelles s'intéressaient leurs collègues masculins— et celles, telles que Lady Astor et Lady Selborne, qui souhaitaient pouvoir promouvoir également les questions féminines. Si, tout comme le parti travailliste, l'organisation féminine conservatrice comprenait un certain nombre —minoritaire— de féministes convaincues, le courant dominant du mouvement faisait cependant preuve d'une certaine suspicion vis-à-vis des organisations et des causes féministes. Les Women's Institutes eux-mêmes, en raison de l'intérêt qu'ils portaient à des questions telles que le logement et la Société des Nations, furent considérés comme une source de propagande anti-conservatrice⁵¹. Des femmes telles que Dame Helen Gwynne-Vaughan, Nancy Astor ou Lady Selborne, qui défendaient à la fois des mesures féministes et un certain nombre de mesures sociales étaient par conséquent plus ou moins isolées de l'organisation féminine conservatrice, même si ce furent souvent leurs opinions que choisissaient d'écouter les dirigeants conservateurs dans un souci de ne pas s'aliéner l'électrice moyenne.

Malgré le rôle indéniable joué par les femmes au sein de l'organisation conservatrice, tant au niveau numérique qu'en termes d'accès aux positions de pouvoir, l'impact de ces dernières sur la stratégie globale du parti semble avoir été plutôt limité. Il est ainsi difficile de juger si l'organisation féminine conservatrice exerça une réelle pression sur le parti ; si ses membres pouvaient apparaître moins en conflit avec leur parti que les travaillistes, notamment, peut-être était-ce qu'elles se

⁵¹ "The Women's Institutes are a splendid power for good but they want keeping straight" (WUA, Annual Conference Report, 1925, p. 65).

pliaient en réalité plus docilement aux décisions du parti plutôt que de promouvoir leurs propres idées. *"Les unionistes sont les plus en retard des trois"*, critiquait en 1923 *Time and Tide*, les comparant défavorablement aux femmes dans les partis travailliste et libéral et déplorant le fait qu'elles n'aient même pas pris la peine de publier le rapport de leur congrès. *"S'il leur arrive d'oser avoir leurs propres idées, elles ne les expriment encore qu'à voix basse"*⁵². Il dénoncera de nouveau l'année suivante : *"Il semblerait [...] que les unionistes soient capables d'une véritable loyauté envers leur parti, mais qu'elles n'aient pas encore essayé de réfléchir toutes seules : elles se contentent de penser comme le leur ordonnent leurs dirigeants"*⁵³. En 1926, cependant, le même journal trouvait, chez les conservatrices un plus grand esprit d'indépendance et le désir de prendre des initiatives plutôt que de suivre simplement les instructions d'un parti, les premiers fruits de cette nouvelle démarche étant deux résolutions votées au congrès annuel et soutenant les allocations familiales et l'admission des paires à la Chambre des Lords, deux questions sur lesquelles le parti conservateur ne s'était pas encore prononcé.

Lorsque Lord Woolton entreprit la réforme de la structure du parti en 1947, l'organisation féminine fut l'une des rares sections de l'Union Nationale à être considérée comme fonctionnant de manière satisfaisante. Le rapport de 1949 laissa d'ailleurs sa structure intacte et se contenta de réaffirmer son rôle principal, celui de "conseiller l'exécutif national sur toutes les questions touchant l'organisation des femmes au sein du parti et sur les sujets intéressant particulièrement ces dernières"⁵⁴.

⁵² *"The women Unionists are the most backward of the three groups. If they do dare to think for themselves, they do it, as yet, in a whisper"*, *Time and Tide*, 18/5/23, "Party Women".

⁵³ *"It would seem [...] that Unionist women are capable of strong party loyalty, but that they have not yet attempted to think for themselves : they are content to think as they are told by their leaders"*, *Ibid.*, 16/5/24, "Party Women".

⁵⁴ Richard N. Kelly, *Conservative Party Conferences*, Manchester : Manchester University Press, 1989, p. 120.

IV. LES FEMMES DANS LE PARTI LIBERAL

Les membres de la Women's National Liberal Federation, parce qu'elles ne furent, pendant longtemps, pas intégrées à la structure du parti comme le furent les conservatrices ou les travaillistes, occupèrent une place à part, souvent beaucoup plus proche en réalité des organisations féministes que du parti libéral : leur indépendance, si elle les empêcha d'accéder à la hiérarchie et aux organes de décision, leur permit en effet de conserver une liberté d'opinion et d'action difficilement accessible aux femmes des deux autres partis.

Ainsi, si dans les objectifs officiels de la WNLF⁵⁵, la promotion des principes libéraux précède celle d'une législation féminine plus juste, il n'est pas rare que cet ordre soit renversé dans les résolutions à l'ordre du jour des conseils annuels, la place accordée aux questions dépendant du deuxième objectif étant, dans tous les cas, quant à elle, beaucoup plus importante. La similitude entre les questions abordées lors de ces congrès et le programme de la NUSEC ou du SPG à la même époque est d'ailleurs frappante : égalité des salaires, représentation dans les commissions entre patrons et salariés ainsi que dans les diverses commissions gouvernementales, accès aux professions libérales, aux postes élevés de la fonction publique, à la Chambre des Lords, parité dans les jurés dans les cas où l'inculpée est une femme, pensions pour les veuves avec enfants à charge, imposition séparée des époux, légitimation des enfants nés hors mariage par union ultérieure des parents, réforme du divorce, pensions alimentaires⁵⁶, représentation proportionnelle, égalité du droit de vote,

⁵⁵ "Objects : a) to promote the adoption of Liberal principles in the government of the country ; b) to promote just legislation for women and the removal of all their legal disabilities as citizens, and to protect the interests of children", *The Federation News*, January 1921, p. 1.

⁵⁶ *Women's Liberal Magazine*, July 1920, "Second Council of the WNLF, May 11, 12 & 13 1920", p. 117.

tempérance, maintien d'une force de police féminine, réglementation de la prostitution dans les colonies, éradication des taudis, accès à l'éducation, santé maternelle ou encore lutte contre les crimes sexuels contre les enfants⁵⁷. Que les Women's Liberal Associations aient collaboré avec la NUSEC ou l'ODC dans leurs campagnes pour l'égalité du droit de vote, des salaires, des critères de moralité ou des droits de tutelle est dès lors peu surprenant.

Si la WNLF participa activement à de nombreuses campagnes féministes, elle eut en revanche beaucoup plus de difficultés à ensuite faire passer ses idées et à influencer la politique du parti. Même lorsqu'en 1923, elle demanda aux députés libéraux de soutenir la réforme sur le divorce, l'égalité du droit de vote et le maintien d'une force de police féminine, cette pression fut à peine reflétée dans les programmes électoraux du parti, plus soucieux de convaincre les électrices des conséquences néfastes du protectionnisme —absence d'intérêt répétée dans le manifeste de 1924 dans lequel les questions féminines furent cette fois carrément ignorées. *"Nous félicitons cordialement la WNLF pour les principaux points de son programme"*, écrit *The Vote* en octobre 1924, *"mais [...] il est extrêmement dommage que ses membres n'aient pas fait en sorte que ces questions soient incluses dans le manifeste de leur parti plutôt que d'accepter un manifeste dans lequel elles brillent par leur absence"*⁵⁸.

Le fait est qu'en dépit de certaines affinités entre la tradition libérale radicale et le féminisme égalitariste —les hommes politiques libéraux de l'époque victorienne

⁵⁷ *The Vote*, 4/4/24, "Women Liberals in Conference", p. 105; 2/5/30, "Conference of the WNLF, May 13, 14 & 15".

⁵⁸ *"We cordially congratulate the Women's National Federation on the chief items of their programme, but we think it is a thousand pities that they did not see that these items were incorporated in their Party's official Manifesto, instead of welcoming the Manifesto from which they were so conspicuously absent"*, *The Vote*, 17/10/24, "Women's National Liberal Federation", p. 333.

avaient souvent été les défenseurs de la cause féminine au Parlement—, et même si des députés tels qu'Isaac Foot ou Sir John Simon continuèrent à défendre l'idée de l'égalité, le parti libéral, dans l'ensemble, suivit l'exemple des autres partis en regardant les femmes à travers le miroir déformant de leurs propres priorités. Les dirigeantes libérales étaient, par ailleurs, elles-mêmes divisées en matière de choix politique avec, d'une part, plusieurs féministes notoires telles que Margaret Wintringham (députée) ou Margery Corbett-Ashby, dont une grande partie des efforts étaient menés aux côtés des groupes de pression féministes indépendants ; d'autre part, les membres à part entière du parti, tels que Violet Bonham-Carter, Hilda Runciman et Megan Lloyd George, ayant, pour nombre d'entre elles, une forte tradition politique familiale, et peu intéressées, semble-t-il, par les questions féminines. Les premières se présentèrent rarement, qui plus est, comme candidates libérales au Parlement ; elles le firent en tant qu'indépendantes ou acceptèrent des candidatures purement propagandistes et Margery Corbett-Ashby, par exemple, qui, pendant un certain temps, mena de front libéralisme et féminisme, n'entra jamais au Parlement, préférant s'attaquer aux citadelles de députés anti-féministes notoires (Richmond en 1922 et 1923 ou Watford (Hertfordshire) en 1924, où elle ne remporta respectivement que 24,1 % et 18,7 % des suffrages) plutôt que de rechercher un siège sûr à disputer.

La British Union of Fascists (BUF)⁵⁹ et le Parti Communiste de Grande-Bretagne⁶⁰ attirèrent également un certain nombre de femmes, mais celles-ci

⁵⁹ Créée en octobre 1932 par Sir Oswald Mosley, ancien ministre travailliste. L'organisation bénéficia dans un premier temps d'un soutien progressif puis spectaculaire lorsque, durant la première moitié de 1934, Lord Rothermere lui prêta le soutien de ses journaux. Toutefois, la brutalité avec laquelle les militants fascistes traitèrent certains perturbateurs lors d'un rassemblement à Londres en juin 1934, puis la façon dont Hitler fit supprimer ses opposants nazis lors de la nuit des longs couteaux (30 juin) poussèrent Rothermere à retirer son soutien au mouvement ce qui, combiné à la légère reprise économique et à l'antisémitisme croissant de la BUF, contribua à faire chuter le nombre de membres

restèrent relativement peu nombreuses et leur influence plus faible encore que dans les trois principaux partis. Elles ne représentèrent en moyenne guère plus de 20 % de la BUF, soit, selon les périodes, de 1.000 à 8.000 membres, et entre 10 % et 15 % du parti communiste —des chiffres variant là aussi de 300 membres en 1924 et 1930 à 2.500 en 1939— et, dans les deux organisations, continuèrent à se voir attribuer un rôle principalement traditionnel et subordonné à celui des hommes.

Sue Bruley, dans son ouvrage sur les femmes dans le parti communiste de 1929 à 1939, remarque qu'un grand nombre d'entre elles étaient recrutées par le biais de contacts familiaux plutôt que dans le milieu du travail et étaient ensuite confinées aux activités sociales (organisation de fêtes, sorties, pique-niques), à la collecte de fonds et autres diverses tâches qui étaient le prolongement direct de leur travail domestique. Les sections féminines locales du parti, principalement fréquentées par des femmes au foyer, épouses de militants, étaient, pour cette raison, souvent boudées par celles qui souhaitaient jouer un rôle politique actif et travailler aux côtés des hommes sans aucune distinction sexuelle. Ces dernières, cependant, en dépit d'un contact plus direct avec la politique en tant que telle, restaient elles aussi manifestement concentrées à la base du parti et absentes des postes de pouvoir, qu'il s'agisse du comité exécutif ou des directions régionales et locales. En dépit d'un soutien officiel à l'égalité entre les sexes, le parti continuait, comme ses adversaires,

de l'organisation de 40.000 à environ 5.000 à la fin de l'année. Ce chiffre allait de nouveau atteindre les 20.000 en 1938-39 grâce à l'opposition de Mosley à la guerre contre l'Allemagne. En 1940, Mosley et 747 autres fascistes furent cependant emprisonnés sous le Defence Regulations et, en juillet de cette année, les activités de la BUF cessèrent. Elle ne remporta jamais aucun siège parlementaire. Concernant le rôle des femmes dans la BUF voir Martin Durham, "Women in the British Union of Fascists, 1932, 1940", in S. Oldfield, *This Working-day World*, pp. 101-109

⁶⁰ Créé en août 1920 par la fusion d'un certain nombre de groupes de gauche : le British Socialist Party (dont allait provenir la plupart de ses membres), le Communist Unity Group du Socialist Labour Party, le Communist Party (section britannique de la Troisième Internationale). En dépit de requêtes annuelles, le parti travailliste refusa, tout au long de l'entre-deux-guerres, toute affiliation avec le parti communiste. Pour la place des femmes dans le parti communiste britannique, voir Sue Bruley, "Socialism and Feminism Among Women in the Communist Party, 1920-1939", Ph.D. dissertation, University of London, 1980, publié sous le titre *Leninism, Stalinism and the Women's Movement in Britain 1920-1939*, London : Garland, 1986.

à voir le rôle des femmes comme traditionnel et domestique, et subordonné en grande partie à celui des hommes. Les revendications plus particulièrement féminines étaient par ailleurs totalement ignorées par les dirigeants communistes, qui attendaient de leurs membres féminins qu'elles s'intéressent à telle ou telle question en raison de leur classe et non de leur sexe, et attribuaient leur oppression au système capitaliste, basé sur des divisions de classe, et non aux relations patriarcales régissant la structure familiale.

Dans la BUF, les avis concernant la place des femmes étaient une fois encore pour le moins partagés et les discours, d'un dirigeant à l'autre, parfois contradictoires. Ainsi, si la politique officielle déclarait soutenir l'égalité entre les sexes —et notamment l'égalité des salaires, une plus grande participation au gouvernement et la suppression de l'interdiction faite aux femmes mariées d'occuper un emploi—, attirant de fait dans ses rangs de nombreuses femmes, parmi lesquelles d'anciennes suffragettes, certains membres ne cessèrent d'insister sur le rôle domestique central de la femme en tant qu'épouse et mère, incompatible avec la présence de cette dernière sur le marché du travail. Le rôle des femmes au sein du parti fut d'ailleurs lui-même à la fois moderne et traditionnel : les membres féminins étaient très présents dans la rue, pour vendre les journaux de l'organisation (*Fascist Week*, *Blackshirt* et *Action*) ou parler en public, et participèrent aux élections locales et nationales (en 1937, onze candidats parlementaires sur les 80 sélectionnés par le parti étaient des femmes) mais le démarchage électoral, la collecte de fonds, les ventes de bric-à-brac ou les tournois de whist... restaient des activités typiques des sections féminines de l'organisation, créées en mars 1933. Par ailleurs, en dépit de leur rôle non négligeable au sein de la BUF, les femmes étaient, là encore, absentes des postes de pouvoir, au niveau régional comme national.

Le problème d'un choix entre l'approche indirecte et antiparticipationniste qui avait pendant longtemps été la leur, et qui consistait à faire pression sur les hommes politiques par le biais d'une organisation indépendante, et la méthode plus directe consistant à exploiter la position des femmes à l'intérieur de l'institution politique fut fréquemment évoqué par les féministes durant la période, ce qui n'empêcha pas les deux méthodes d'évoluer côte à côte. L'expérience de candidatures difficiles, notamment, faisait que même certaines femmes loyales envers leur parti trouvaient dans des groupes féminins indépendants un soutien et un réconfort absent de ce dernier. Les féministes libérales, déçues par leurs dirigeants et conscientes des faibles chances électorales des candidats libéraux des deux sexes, contribuèrent d'ailleurs dans une grande mesure à "faire tourner" les organisations féminines durant la période.

Néanmoins, vers la fin des années vingt, ces dernières virent le nombre de leurs adhérentes diminuer de façon importante tandis que les sections féminines des principaux partis ne cessaient de croître, les arguments de celles qui optaient pour ces dernières étant d'une part que les partis étaient en passe d'absorber une partie non négligeable du programme féministe, d'autre part que les revendications féministes, tout en étant parfaitement acceptables, étaient d'importance secondaire par rapport aux grands problèmes nationaux et internationaux (chômage, logement, santé, reconstruction...).

CHAPITRE II

LES TENTATIVES DE CREATION D'UN

"PARTI DES FEMMES"

Pourquoi, peut-on se demander, compte tenu de leur difficulté à s'imposer au sein des partis traditionnels, les femmes les plus soucieuses de promouvoir la cause féministe ne créèrent-elles pas leur propre parti ? Une telle possibilité n'avait, au début des années vingt en Grande-Bretagne, certainement rien d'inconcevable : les femmes représentaient 40 % de l'électorat et avaient pour elles un programme et des idées bien définis ainsi qu'une formidable expérience et rien ne semblait s'opposer à ce que ce potentiel soit transformé en un nouveau parti. La croyance répandue selon laquelle la guerre avait rendu les vieux partis quelque peu obsolètes et discrédités faisait que l'on s'attendait par ailleurs un peu à voir émerger un nouveau parti⁶¹ qui, selon l'avis de bon nombre d'hommes politiques, pouvait bien être un parti féminin —de nombreuses libérales, déjà accoutumées, avant 1914, à ne pas suivre leur parti aux élections locales apparaissant déjà comme des recrues potentielles. C'est parce que l'éventualité ne pouvait pas être prise à la légère que les partis, au début des années vingt, redoublèrent d'efforts pour convaincre les électrices de l'inutilité d'une telle entreprise et les attirer dans leurs rangs en se présentant eux-mêmes comme "le parti des femmes"⁶². Durant cette période —sans doute la plus favorable à une telle

⁶¹ Cf Arthur Henderson, "The aims of Labour", 1918, p. 20 : *"It is generally acknowledged that the old party system has irretrievably broken down. Evidence of this is afforded by the clamant call for new parties"*.

⁶² Voir Troisième partie, chapitre I, "La réaction des partis".

initiative— au cours de laquelle les politiciens ne savaient pas encore si les femmes allaient voter en bloc ou suivre les hommes de leur famille et s'aligner derrière les partis, peut-être l'existence d'un parti féminin aurait-elle d'ailleurs servi à soutirer quelques concessions supplémentaires à ces derniers ?

Un "parti des femmes" avait bien été créé à la fin de la guerre mais, malgré son nom, n'avait pas pu, compte tenu de certains aspects trop extrêmes —notamment l'ultranationalisme— de sa politique, bénéficier d'une large base et du soutien féministe nécessaire. La tentative mérite néanmoins que l'on s'y intéresse, ne serait-ce que parce que l'initiative venait de celles qui avaient, avant la guerre, su faire parler de la lutte suffragiste : Emmeline et Christabel Pankhurst.

I. LE "WOMEN'S PARTY" DE CHRISTABEL PANKHURST

Le 2 novembre 1917, alors qu'il était désormais certain que les femmes seraient bientôt en possession du droit de vote, l'organisation des Pankhurst —au nombre désormais extrêmement réduit—, la WSPU, avait été rebaptisée le Women's Party, avec Emmeline Pankhurst comme trésorière, Annie Kenney comme secrétaire, Flora Drummond comme organisatrice en chef et *Britannia* comme organe officiel. Se présentant comme la voix des femmes en politique, le parti soutenait que ces dernières, grâce à leurs valeurs morales, pouvaient purifier la sphère politique, poursuivant à cet égard les idées suffragistes défendues jusqu'alors par la WSPU : si les femmes voulaient apporter une contribution nouvelle et particulière en politique et, surtout, partir sur des bases plus saines, il leur fallait se tenir à l'écart des organisations politiques traditionnelles et ne pas perdre leur identité au sein de partis masculins usés.

*Nous avons formé le Women's Party, déclara Christabel lors de son discours d'inauguration, parce que notre opinion a toujours été qu'il ne serait pas une bonne chose pour les femmes, le sang nouveau en politique, de rejoindre ces vieux endroits désespérément poussiéreux que l'on appelle les partis politiques masculins. Que vaudraient notre lutte pour le droit de vote et nos rêves quant à ce que celui-ci nous permettrait de faire si nous devons nous contenter de suivre les sillons politiques que les hommes ont tracés et que les meilleurs d'entre eux sont maintenant si pressés de quitter ?*⁶³

Dans un discours tenu à Queen's Hall (Londres) le même mois, elle soulignait de nouveau : *"en commençant sur de nouvelles bases, le Women's Party peut éviter bon nombre des erreurs commises par le passé par les partis masculins"*⁶⁴.

Christabel, qui reçut très tôt de l'aide financière de la part de la British Commonwealth Union, une propagande favorable de la presse —celle de Northcliffe⁶⁵ et du *Daily Mail* en particulier— et la sympathie des dirigeants du gouvernement de coalition, était cependant bien plus la candidate nationaliste que la candidate féministe. Les propositions concernant l'amélioration de la condition féminine, bien que semblables en de nombreux points aux revendications féministes (égalité des salaires, des lois du mariage, des droits parentaux...), n'arrivaient d'ailleurs, dans le programme du parti élaboré par Christabel⁶⁶, que loin derrière toute une liste de propositions concernant la résolution du conflit et préconisant entre autres une guerre totale avec l'Allemagne, la "dé-germanisation" de la Grande-

⁶³ "We have formed the Women's Party because our opinion has been, and is, that it would not be a good thing for women, the new brooms in politics, to go into those hopelessly dusty old places known as men's political parties. What would our fight for the vote, and our dreams of what it would enable us to do, be worth, if we were simply to go into the party political grooves which men have made and which now the best of them are so anxious to get out of ?" *Britannia*, 30/11/17, p. 207.

⁶⁴ "by starting fair and square, the Women's Party can avoid many of the mistakes that men's parties have made in the past", *Britannia*, 30/11/17.

⁶⁵ Alfred Harmsworth (1865-1922), fait baron Northcliffe en 1905 et vicomte en 1917. Propriétaire du *Daily Mail*, le quotidien au plus grand tirage, de l'*Evening News*, du *Daily Mirror* et du *Times*.

⁶⁶ "The Women's Party - Victory, National Security and Progress. The Women's Programme for the War and After", 1918, 6 pp.

Bretagne —par le renvoi, notamment, des ministères, de tous les fonctionnaires ayant du sang ennemi ou des tendances pacifistes—, la promotion de l'alliance franco-britannique et des recommandations sur la façon dont la Grande-Bretagne devrait être dirigée après la guerre : affirmation de l'autorité nationale face au contrôle international de la SDN, unité de l'Irlande, maintien des ressources naturelles, des industries essentielles et du système de transport sous stricte propriété britannique, direction des services publics par des fonctionnaires 100 % britanniques et modification des lois sur la naturalisation afin "d'empêcher les Allemands et leurs alliés d'acquérir et d'exploiter la nationalité britannique". "La Grande-Bretagne aux Britanniques" réclamait le manifeste du parti.

Sous la rubrique "Special Women's Questions", le Women's Party plaçait enfin l'égalité des salaires et des chances devant l'emploi, l'égalité des lois du mariage et du divorce, des droits parentaux, des droits et des responsabilités dans la vie politique et sociale du pays ainsi que le recul de l'âge nubile légal, des revendications, autrement dit, semblables aux programmes qui allaient être ceux des organisations féministes après 1918. Les femmes enceintes et qui allaitaient devaient par ailleurs recevoir la garantie de nourriture suffisante et autres conditions nécessaires à leur santé et celle de leurs enfants —ces derniers devant être pris en charge par la communauté sur le plan matériel, médical et éducatif jusqu'à ce qu'ils puissent subvenir eux-mêmes à leurs besoins. Quant au travail de la ménagère, il devait être allégé au maximum grâce à un système de "coopérative ménagère" (achats groupés, nourriture cuisinée par un personnel formé dans de grandes cuisines équipées puis livrée à domicile dans chaque famille, blanchisserie effectuée par un personnel spécial à prix réduits, crèches, maternelles ouvertes... dans chaque logement de la coopérative)⁶⁷.

⁶⁷ L'idée avait été mentionnée par Christabel dès 1913 (voir *The Suffragette*, 5/12/13).

La partie ultra-nationaliste du programme, ainsi que la campagne menée en parallèle par le Women's Party contre les pacifistes et les "bolcheviques" furent applaudies par la presse. Quant au projet pour "démocratiser la prospérité" et abolir "non pas la bourgeoisie, mais le prolétariat", il rencontra un tel succès parmi ceux que Christabel appelait les capitaines de l'industrie, que l'ex-suffragette fut invitée à développer ses propositions dans un opuscule, qui parut quelques mois plus tard sous le titre "Industrial Salvation", et reçut une subvention de £15.000 pour organiser, avec l'approbation du gouvernement, une campagne anti-bolchevique. Fin 1917, Christabel, sa mère et Flora Drummond se rendirent donc au Sud du Pays de Galles, dans les Midlands et dans le Clydeside afin de haranguer les travailleurs contre les grèves qui, en temps de guerre, expliquaient-elles, revenaient à trahir le pays et soutenir les bolcheviques⁶⁸.

Peu de temps après sa création, le Women's Party avait déclaré que "*la meilleure façon pour les femmes de servir leur pays [était] de se tenir à l'écart de l'appareil politique des partis masculins*"⁶⁹. Cependant, aussitôt votée la loi sur l'éligibilité des femmes au Parlement et suite à la décision du premier ministre de distribuer des lettres d'approbation aux candidats soutenus par la coalition, Christabel contacta Lloyd George afin de lui faire part de son souhait de disputer la division de Westbury, dans le Wiltshire. L'ayant assurée de son soutien, le premier ministre communiqua à Bonar Law la proposition, précisant à ce dernier que Northcliffe, était particulièrement favorable à l'idée et avait promis de publier une édition spéciale de l'*Evening News* dans la région pour appuyer la candidature : "*Je ne suis pas sûr que*

⁶⁸ David Mitchell, *Queen Christabel*, p. 265.

⁶⁹ "*While the Women's Party is in no way based on sex-antagonism, it is felt that women can best serve the nation by keeping clear of men's party political machinery and traditions which, by universal consent, leave so much to be desired*", WP pamphlet, 1917, Fawcett Library, 324.24102.

*nous ayons une candidate", écrivit-il, "et je pense qu'il est extrêmement souhaitable que nous en ayons une [...] Le Women's Party, à la tête duquel se trouve Miss Pankhurst, a été, comme vous le savez, d'une grande aide au gouvernement — particulièrement dans les régions industrielles où certains troubles ont eu lieu durant ces deux dernières années très éprouvantes. Ces femmes ont combattu les éléments bolcheviques et pacifistes avec beaucoup d'adresse, de ténacité et de courage"*⁷⁰.

Le jour même, Christabel écrivait à Lloyd George pour lui signaler son désir de se présenter non plus à Westbury, mais à Smethwick, banlieue industrielle de Birmingham et circonscription récemment créée, et lui demander son aide afin de persuader le candidat unioniste de la coalition —le Major Thompson— de lui céder la place. Début décembre, ce dernier reçut une lettre de Lloyd George et Bonar Law lui demandant de retirer sa candidature afin de laisser toutes ses chances à Christabel Pankhurst pour représenter la coalition, ce qu'il fit, non sans provoquer une vive déception parmi les électeurs unionistes. Le fait que Christabel ne se soit pas particulièrement attirée la sympathie des conservateurs locaux, déçus par ce changement et avec qui elle eut peu de contacts (son équipe était entièrement composée de membres du Women's Party), représenta un handicap certain. Néanmoins, sa performance aux élections du 14 décembre 1918 fut plutôt impressionnante : battue par 775 voix (9.389 à 8.614), elle fut celle qui, parmi les quinze candidates⁷¹ fut la plus proche de la victoire et la seule qui reçut le coupon de la coalition⁷². Manquant cependant de soutien et d'argent après cet échec, le parti

⁷⁰ "I am not sure that we have any women candidates and I think it is highly desirable that we should [...] The Women's Party, of which Miss Pankhurst is the leader, has been extremely useful, as you know, to the government —especially in the industrial districts where there has been trouble during the last two very trying years. They have fought the Bolshevik and Pacifist element with great skill, tenacity and courage", dans Andrew Rosen, *Rise up, Women !*, p. 269, (David Lloyd George to Andrew Bonar Law, 21/11/18).

⁷¹ A l'exception de la comtesse Markievicz, la seule candidate à être élue.

⁷² Voir 3^{ème} partie, chapitre III, I ("l'élection de 1918").

tenta une deuxième fois, début 1919, de disputer une élection partielle (Westminster Abbey), pour ensuite disparaître aussi rapidement qu'il était apparu.

Prendre cet échec comme exemple de la non-viabilité d'un parti féminin est cependant impossible⁷³. Tout d'abord, parce que, plus qu'un réel parti, le Women's Party fut, comme la WSPU dans ses derniers temps, en grande partie un véhicule personnel —avec Christabel Pankhurst comme seule et unique candidate. Ensuite parce qu'à aucun moment Christabel Pankhurst ne reçut le soutien des organisations féministes, qui insistèrent au contraire, auprès de ceux que le nom de "parti des femmes" pouvait induire en erreur, sur l'absence de tout lien entre le parti et leur mouvement : *"Les lecteurs [...] hors de la Grande-Bretagne, ne devraient pas se laisser tromper par le titre ronflant du "Parti des Femmes", qui ne comprend qu'une petite minorité non représentative de femmes travaillant, non pas pour des objectifs féministes, mais pour un groupe d'hommes particulier", tint à préciser, au lendemain des élections, l'International Women's Suffrage News*"⁷⁴.

La formation possible d'un parti féminin continua, dans les années qui suivirent 1918, à être régulièrement évoquée au sein des organisations féministes et à faire l'objet de nombreux articles dans leurs différents organes, la question devenant d'autant plus pertinente qu'au fil des années, il apparaissait évident que les femmes n'arrivaient pas à s'imposer dans les partis ni à accéder au Parlement. Aux Etats-Unis, de nombreuses dirigeantes féministes incitaient les femmes à rejeter l'appareil politique traditionnel, incapable de véhiculer leurs idéaux, et à ne pas adhérer aux

⁷³ Beaucoup plus récemment, en Islande, Kvinnalistinn (Alliance des Femmes), un mouvement féministe fondé en 1983, a remporté 6 sièges sur les 63 au Parlement islandais (Alpin), 5 en 1991 et en possède 3 à l'heure actuelle.

⁷⁴ *"Readers [...] outside Britain should not be misled by the high-sounding title of the "Women's Party", which includes a small unrepresentative minority of women, not working for feminist objects, but for a particular set of men", IWSN, January 1919, p. 49.*

organisations politiques établies : Alice Paul, du National Woman's Party (NWP), menaça à plusieurs reprises de former une force politique indépendante et Alva Belmont, du NWP également, appela, en 1920, les électrices américaines à boycotter les élections présidentielles et à former leur propre parti qui, seul, pourrait permettre aux intérêts des femmes et des enfants de se faire entendre⁷⁵ : "*Les suffragistes*", déclara-t-elle, "*ne se sont pas battues pour votre émancipation pendant soixante-dix ans pour vous voir maintenant devenir les servantes de partis masculins*"⁷⁶. En Angleterre, si certaines questions telles que la paix, la réduction de l'armement, la pureté du lait, la réforme du divorce ou la tutelle des enfants semblaient capables de réunir un nombre important de femmes⁷⁷, les allégeances politiques semblaient être un obstacle trop important à surmonter.

II. UN PARTI DES FEMMES AU PARLEMENT

Un parti féminin avait semblé vouloir s'ébaucher au Parlement au début des années vingt au sein d'un petit groupe de députées favorables à la cause féministe (Nancy Astor, Margaret Wintringham, Dorothy Jewson et Lady Terrington⁷⁸), mais la non-réélection des trois dernières aux élections d'octobre 1924 —au cours desquelles le nombre de députées fut réduit de moitié—, avait mis fin à la tentative, les quatre députées restantes⁷⁹ étant, à l'exception de Nancy Astor, trop attachées à leur parti pour accepter une collaboration transpartisane de ce genre. La duchesse d'Atholl se souvient dans ses mémoires avoir été sollicitée par le *Spectator*, tôt dans

⁷⁵ *The Vote*, 30/7/20, "Women and Political Parties".

⁷⁶ "*Suffragists did not fight for your emancipation for seventy years to have you now become servants to men's parties*", Liz Tuttle, *Encyclopedia of Feminism*, p. 35.

⁷⁷ *The Vote*, 3/11/22, "Should there be a woman's political party ?".

⁷⁸ Respectivement conservatrice, libérale, travailliste et libérale.

⁷⁹ Astor, Atholl et Hilton-Philipson : réélues, Ellen Wilkinson : élue.

la nouvelle session parlementaire, pour un article sur la pertinence de former un parti féminin au Parlement :

Christabel Pankhurst avait tenté d'en lancer un quelques années auparavant, et je me rendais compte que certaines femmes, à l'extérieur de la Chambre, continuaient à entretenir un rêve de ce genre, écrit-elle. Selon moi, cela aurait été une grave erreur. Cela aurait inévitablement éveillé l'hostilité des hommes et, ce faisant, aurait créé un obstacle bien plus difficile à surmonter que les clivages de parti ou de "classe"⁸⁰.

L'augmentation du nombre de femmes à la Chambre des Communes en 1929 encouragea néanmoins Nancy Astor à renouveler la tentative en invitant, dès le premier jour, certaines des nouvelles venues à considérer l'idée d'un parti féminin au Parlement. Là encore, cependant, l'idée fut abandonnée, les clivages idéologiques et la loyauté envers les partis se révélant plus forts que la solidarité féminine : neuf⁸¹ députées sur les quatorze étaient travaillistes et jugeaient qu'elles avaient été élues pour s'occuper du chômage et du niveau de vie, pas de féminisme, et que ni leur parti ni leurs électeurs n'auraient apprécié une collaboration avec les conservateurs.

Lady Astor, lors de cette première journée [...] rassembla certaines d'entre nous pour dîner et nous fit part de son espoir de nous voir faire fonction de parti féminin, se souvient Mary Agnes Hamilton. Aucune tendance immédiate perceptible chez elle à ne pas jouer son rôle en tant que conservatrice ; aucune, dans mon esprit, à être autre chose que la députée travailliste que les gens avaient élue [...]. Nous étions certainement, en 1929, un groupe hétérogène, rebelle à tout regroupement féministe⁸².

⁸⁰ "Christabel Pankhurst had tried to launch one a few years before, and I had realised that there were some women outside the House who still had a dream of this kind. I felt it would have been a grave mistake. I would inevitably have antagonised men and, in doing so, would have created a gulf far more difficult to bridge than the cleavage of party or of 'class' ", K. Atholl, *Working Partnership*, p. 138.

⁸¹ E. Bentham, M. Phillips, M.A. Hamilton, E. Picton-Tuberville, C. Mosley, S. Lawrence, E. Wilkinson, M. Bondfield, J. Lee.

⁸² "Lady Astor, on this first day [...] gathered some of us to lunch and expressed the hope that we should function as a woman's party. No immediate inclination perceptible in her not to function as a Tory ; none in my mind to be other than the Labour MP as which I had been returned [...] We certainly were, in 1929, a mixed lot, resistant to feminist grouping", M.A. Hamilton, *Remembering my good friends*, p. 180.

III. UN PARTI DES FEMMES AU NIVEAU LOCAL

Le gouvernement local, parce qu'il était plus facile d'accès et comptait par conséquent plus de femmes, mais également parce que les partis y exerçaient moins d'emprise qu'au Parlement, représentait sans doute un terrain beaucoup plus propice au fonctionnement d'un parti féminin. Des initiatives de nature similaire purent d'ailleurs se développer dans certaines régions comptant une base substantielle de femmes éduquées de la classe moyenne, comme ce fut le cas à Londres, où la présence féminine en politique, avant et après la guerre, était importante, et où une organisation sut profiter avec beaucoup d'efficacité de la situation : formé en mars 1913, le Women's Municipal Party s'était donné pour objectif de soutenir des candidatures féminines indépendamment de leur parti et d'organiser les électrices municipales, partant de la constatation qu'il était impossible de compter sur les conseillères siégeant au Conseil de Comté de Londres (London County Council) pour voter en bloc sur des questions spécifiquement féminines alors qu'elles avaient disputé les élections suivant le programme de leurs organisations politiques respectives⁸³. Le public, si l'on en croit la dirigeante du WMP, Mrs O'Sullivan, était apparemment intéressé et prêt à accepter un tel parti. Si les résultats, dans la région, étaient plutôt probants —les femmes, dans les arrondissements londoniens, représentaient, dans les années trente, 16 % des conseillers (contre une moyenne nationale d'environ 5,5 %⁸⁴) et la proportion était similaire au LCC (24 sur 144)—, on ne peut toutefois pas parler du WMP comme d'un véritable parti : il ne présenta en effet jamais de candidate en tant que membre du parti mais donna son soutien à des

⁸³ "the lady councillors now sitting on the LCC cannot be reckoned with as a solid vote on special women's questions, as they have been run on party lines by their several political organisations.", O'Sullivan, *The Women's Municipal Party, formation and work*, 1913.

⁸⁴ M. Pugh, *Women and the Women's Movement*, p. 57.

candidates extérieures de tous bords à la condition qu'elles s'engagent à soutenir le programme féministe de l'organisation une fois élues.

D'autres villes virent se dérouler des expériences similaires : à Glasgow, par exemple, plusieurs groupes féminins, parmi lesquels la WCA, la section locale de la NUWSS, le NCW et la British Temperance Association, décidèrent, en 1919, de former un Women's Local Representation Joint Committee avec toujours pour objectif d'assurer l'élection d'un maximum de femmes dans les structures locales, en cherchant des candidates, récoltant des fonds et fournissant des bénévoles pour le démarchage électoral⁸⁵. Bien que guère plus qu'une organisation fédérale aux liens assez lâches, le comité parvint à assurer l'élection annuelle au Parlement de trois ou quatre femmes pendant quelques années consécutives ; mais là encore, le fait qu'une proportion importante des femmes soutenues appartenait au parti travailliste l'empêcha de se présenter comme un "parti des femmes".

Une situation sociale et politique différente fit d'une ville comme Cambridge un lieu de campagne beaucoup plus propice à la participation politique des féministes indépendantes. La Women's Suffrage Society (section locale de la NUWSS) y avait été remplacée, en 1918, par une association de citoyennes (WCA) qui servait de coordinatrice à quelques dix-huit sociétés féminines locales, parmi lesquelles la Women's Liberal Association —une illustration supplémentaire de l'indépendance des libérales vis-à-vis de leur parti après la guerre. C'est sous les auspices de celle-ci qu'en 1918 fut élue la première femme au conseil municipal, où lui succédèrent, en 1921, cinq collègues féminines, dont quatre représentant la WCA⁸⁶, tandis que six autres étaient élues au Conseil de Comté. Diverses tentatives furent également faites

⁸⁵ WLRJC, Glasgow, minutes 17/3/19, 5/10/19, in M. Pugh, *Women and the Women's Movement*, p. 59.

⁸⁶ Toutes quatre étaient indépendantes ; la cinquième appartenait au parti travailliste (*The Woman's Leader*, 11/11/21)

de persuader les Women's Institutes d'encourager leurs membres à se présenter pour les conseils de districts ruraux.

La WCA de Cambridge, dont les membres étaient recrutés essentiellement à l'Université, fut sans doute l'organisation qui se rapprocha le plus d'un parti féminin au niveau local durant la période. Les questions défendues, qui reprenaient à peu de choses près le programme de la NUSEC de la même période, représentaient, en outre, une plate-forme électorale socio-politique cohérente, capable de fonctionner avec succès lors des élections, d'autant plus que, contrairement à Glasgow, les partis traditionnels y étaient plutôt faibles. Disputer des élections en tant que candidates indépendantes devint cependant de plus en plus difficile tandis que les organisations politiques, partout dans le pays, augmentaient leur emprise sur la politique locale (phénomène en partie dû à l'expansion spectaculaire du parti travailliste depuis 1919), si bien que si, au début des années trente, la WCA de Cambridge comptait encore 700 membres, elle était, comme ailleurs, en recul.

"*Un parti féminin*", déclara Eleanor Rathbone, "*ne sera jamais possible à cause de la politique*"⁸⁷. Les questions politiques fondamentales, constatait-elle, divisaient en effet les femmes plus que ne pouvait les unir une féminité commune. Sans doute l'échec d'un parti féminin dans l'entre-deux-guerres est-il le reflet des obédiences partisans ainsi que des concessions accordées aux féministes au début des années vingt. Peut-être les divisions de classe étaient-elles aussi trop importantes pour être surmontées : les grandes organisations féministes avaient toujours eu certaines difficultés à mobiliser les femmes de la classe ouvrière, avant même que le parti

⁸⁷ "A Woman's Party is never feasible because of politics", in Elizabeth Vallance, *Women in the House*, p. 83.

travailliste ne s'oppose à toute relation avec les deux. Mais il est également vrai que les parti conservateur et travailliste, en agissant rapidement et en se restructurant pour accueillir les femmes dans leurs rangs, mirent un frein à ce qui aurait pu être un mouvement vers un parti féminin⁸⁸.

⁸⁸ Voir pour comparaison la tentative faite, en France, par Irène de Lipkowski et Marcelle Devaud de créer , en 1945, un parti féminin, "Les Françaises libres" : *"les partis politiques veillaient là, comme des caïmans : quand ils ont vu ce regroupement, ils sont tous intervenus pour récupérer les femmes dans leurs partis respectifs. Ils se sont inquiétés. "C'est notre clientèle que l'on va perdre". Cette volonté de création d'un parti féminin se soldera par un échec"*. (Andrée Dore-Audibert & Annie Morzelle, *Irène de Lipkowski – Le combat humaniste d'une Française du vingtième siècle*, Paris : Siloe, 1988, p. 151).

CHAPITRE III

LES FEMMES AU PARLEMENT

L'échec d'un parti féminin et les difficultés rencontrées par les femmes pour s'imposer dans leurs partis respectifs nous amènent à nous interroger sur les conditions d'accès à l'objectif premier de l'une comme l'autre de ces organisations : le Parlement. Dans quelle mesure, et de quelle façon, tout d'abord, les femmes parvinrent-elles à s'insérer dans ce bastion masculin ? Quelle y fut leur contribution ? Répondirent-elles, enfin, aux attentes des suffragistes concernant la contribution féminine aux questions débattues au niveau législatif ?

Le droit à l'éligibilité couplé à l'obtention du droit de vote avait laissé croire à une accession massive des femmes au Parlement. En réalité, malgré une croissance de l'électorat féminin de 39,6 millions en 1918 à 52,9 millions en 1931, elles ne furent pas plus d'une trentaine⁸⁹ à être élues dans l'entre-deux-guerres, et jamais plus de 15 députées présentes en même temps aux Communes, pendant quelques mois en 1931.

I. CANDIDATURES FEMININES

Plus que la conséquence d'un choix électoral, cette sous-représentation féminine au Parlement était avant tout le reflet du nombre peu élevé de candidates — au nombre de 323, celles-ci ne représentèrent, entre 1918 et 1935, que 3,2 % des

candidatures totales—, ce qui signifie que son origine ne doit pas uniquement être recherchée entre le moment de la sélection et celui des élections mais également *avant et pendant* la sélection.

1. Explication de leur rareté

Les raisons au faible nombre de candidatures sont diverses. Le facteur financier, par exemple, joua certainement en la défaveur des femmes dans la course parlementaire, ainsi que le faisait remarquer Christine Murrell, présidente du Women's Election Committee⁹⁰ : en 1922, le montant du cautionnement d'un candidat était de £150 —l'équivalent, pour beaucoup, d'un salaire annuel—, auquel devaient s'ajouter toutes les dépenses qu'impliquait l'organisation d'une campagne électorale, soit autant de frais que peu de femmes de la classe moyenne, et à plus forte raison de la classe ouvrière, pouvaient se permettre. La fonction de député, par ailleurs, par ses exigences d'un pied à terre londonien, signifiait, pour une mère de famille vivant en province, une séparation de son foyer et, par conséquent, outre d'importants sacrifices affectifs que toutes n'étaient pas prêtes à faire, des dépenses supplémentaires pour une aide domestique. Edith Summerskill reconnaissait dans ses mémoires :

*Mon existence tripartite, combinant la politique, la médecine et ma famille, ne put être menée que parce que je pouvais compter, chez moi, sur une aide qui ne me laissait aucun doute quant au fait que mes enfants, en mon absence, recevaient des soins et une attention qui remplaçaient convenablement les miens*⁹¹.

⁸⁹ Liste des députées élues durant la période : annexe 23.

⁹⁰ *Time and Tide*, 6/7/23, p. 697 ; "It is much rarer to find women than men who can afford to spend lavishly on nursing or fighting a constituency", faisait également remarquer Eleanor Rathbone dans *Our Freedom* (p. 32).

⁹¹ "My tripartite existence, which encompassed politics, medicine and my family, could only be sustained by securing help in the home of a kind which left no doubt in my mind that when I was away my children were receiving the care and affection which would be an adequate substitute for my own", Summerskill, *A Woman's World*, London : Heinemann, 1967, p. 46.

Même bénéficiant de ces aides matérielles et morales, les candidates mariées ne pouvaient d'ailleurs pas toujours échapper à l'attitude critique du public face à cet "abandon" du domicile familial et Lady Astor, lors de sa première élection partielle, se sentit obligée de justifier son absence de son foyer, loin de ses enfants : "*Je crois que quelqu'un doit s'occuper des enfants moins favorisés*", expliqua-t-elle. "*Mes enfants font partie des favorisés*"⁹².

Avant de mettre en cause les préjugés dont pouvaient être victimes les candidates, il est également nécessaire de voir quelles étaient les aspirations des femmes en politique. Tout porte en effet à croire qu'en 1918, par exemple, peu de femmes, même parmi les plus actives en politique, envisageaient sérieusement une carrière parlementaire : les féministes s'étaient jusqu'alors concentrées sur la lutte pour le droit de vote et la rapidité avec laquelle fut votée la loi de 1918 sur l'éligibilité des femmes au Parlement, pour laquelle elles s'étaient attendues à une nouvelle bataille, ainsi que le fait que la majorité des sièges à disputer aient, au moment du vote, déjà été attribués, peuvent en partie expliquer pourquoi seulement dix-sept candidates se présentèrent. Cependant, si ce chiffre augmenta par la suite, il ne le fit jamais au rythme attendu, et les sièges parlementaires restèrent, dans l'entre-deux-guerres, bien moins convoités, par exemple, par les femmes que les gouvernements locaux ; il est d'ailleurs significatif que nombre de celles qui disputèrent —et remportèrent— des élections le firent à la demande ou sur le conseil de collègues masculins, de partis locaux, ou poussées par des organisations féministes et non de leur propre initiative. Ce fut le cas de Megan Lloyd George, Thelma Cazalet, Nancy Astor ou Katharine Atholl, sollicitée une première fois pour un siège dans le West Pertshire par Lloyd George en 1921, une deuxième fois par

⁹² "*I feel someone ought to be looking after the more unfortunate children. My children are among the fortunate ones*", , Nancy Sykes, *The Life of Nancy Astor*, 1972, p. 190.

Lords Haldane en août 1923⁹³. Même pour celles qui n'en manquaient pas, la motivation était cependant loin d'être une condition suffisante, et la recherche d'un mandat parlementaire pouvait parfois se révéler être une expérience frustrante.

L'étape de la sélection est généralement considérée comme cruciale. Or, dans *Pathways to Parliament*, Austin Ranney découvrait, en 1965, qu'il était encore habituel pour les comités de sélection conservateurs de demander aux candidates mariées pourquoi elles étaient prêtes à négliger leur mari et leurs enfants et, inversement, d'interroger les célibataires sur les raisons de leur célibat⁹⁴. En 1996, le sujet des enfants, nés ou à venir, continuait d'ailleurs à représenter un handicap pour les femmes lors de la sélection par le comité : *"Dès l'instant où ils soulèvent la question",* témoigne une conservatrice, *"vous savez que vous avez perdu. Si vous dites que vous n'avez pas d'enfants, ils pensent que vous êtes une femme insensible. Si vous répondez que vous en avez, ils pensent que vous n'allez pas vous en sortir"*⁹⁵. La persistance de telles attitudes, près de quatre-vingts ans après que les femmes eurent obtenu le droit de siéger au Parlement, ne peut que nous laisser imaginer leur importance à une époque où la présence féminine en politique à un niveau représentatif était chose récente et où l'on pouvait plus facilement craindre un rejet par l'électorat.

Les appréhensions étaient-elles pour autant fondées ? L'argument qui voulait qu'il fût impossible pour une femme d'une vingtaine d'années, compte tenu de son exclusion de l'électorat, d'être prise au sérieux, n'empêcha pas de jeune politiciennes

⁹³ S.J. Hetherington, Katharine Atholl, 1874-1960. *Against the Tide*, Aberdeen University Press, 1989, p. 92-3 ; K. Atholl, *Working Partnership*, p. 134.

⁹⁴ *"Married women are asked why they contemplate neglecting a) their husbands and b) their children and grandchildren and c) their homes. But single women have faced a blunt 'why aren't you married ? Isn't it rather odd ?'",* Lucille Iremonger, *The Sunday Times*, 26/4/64, "Women on Approval", in Austin Ranney, *Pathways to Parliament*, London : Athlone, 1965, p. 95.

⁹⁵ *"Once they raise the subject, you know you've lost. If you say you haven't got children, they think you're a hard woman. If you say you have, they think you won't be able to cope",* *The Times*, 27/1/96, "Vote of No Confidence", p. 17.

comme Jennie Lee ou Megan Lloyd George d'être élues ; de même, en dépit de la soi-disant hostilité des circonscriptions rurales à l'idée d'être représentées par une femme, Margaret Wintringham remporta une importante victoire en 1921 à Louth, Lincolnshire⁹⁶ et Katharine Atholl, à qui Sir George Younger avait conseillé de chercher un siège urbain plutôt que rural⁹⁷, remporta Kinross et West Perthshire en 1923. Un certain nombre d'études menées depuis les années cinquante⁹⁸, ont par ailleurs montré que l'hostilité envers les candidates est très limitée et que si un certain nombre d'hommes ou de femmes montrent une préférence pour un candidat masculin, cela ne les conduit que rarement à retirer leur voix à une candidate⁹⁹. Les réponses à un sondage de 1952 — "Si votre parti présentait une femme dans votre circonscription, seriez-vous plus enclin ou moins enclin à voter pour votre parti, ou cela ne vous influencerait-il pas ?" ¹⁰⁰ — ne suggèrent en fait qu'une tendance limitée (6 %) contre les femmes ; si le contraste entre les réponses des hommes et celles des femmes n'est pas sans intérêt et dément la croyance selon laquelle les femmes voteraient contre les femmes, le fait est que les doutes très courants ressentis à l'égard d'un candidat individuel s'amenuisent de manière importante face aux allégeances de partis.

⁹⁶ "The question arises [...] as to whether it is possible for a lady to adequately represent this large and important agricultural division", pouvait-on lire dans un journal local. "[Mrs Wintringham] cannot claim to fully and clearly understand the great agricultural industry which is the mainstay of the division" (Louth and North Lincolnshire Advertiser, 17/9/21, in Pugh, *Women and the Women's Movement*, p. 155). Mais peut-être le commentaire était-il simplement une tentative de la part de ses opposants pour semer le doute dans l'esprit des électeurs.

⁹⁷ Hetherington, *Katharine Atholl*, p. 93 ; 98.

⁹⁸ Jill Hills, "Candidates, the impact of gender", *Parliamentary Affairs*, vol. XXXIX, n°2 (1981), pp. 221-228 ; Joni Lovenduski & Pipa Norris, "Selecting Women Candidates : obstacles to the feminisation of the House of Commons", *European Journal of Political Research*, vol. XVII, n°5, (September 1985) ; Jorgen Rasmussen, "Women candidates in British by-elections : a rational choice interpretation of electoral behaviour", *Political Studies*, vol. XXIX, n°2 (June 1981), pp. 47 à 63.

⁹⁹ Jill Hills, *op.cit.*, p. 222.

¹⁰⁰ "If your party put up a woman candidate in your constituency, would it make you less inclined or more inclined to vote for your party, or wouldn't you mind one way or the other ?", Jorgen Rasmussen, *op.cit.*, p. 266.

Si votre parti présentait une femme dans votre circonscription, seriez-vous plus enclin ou moins enclin à voter pour votre parti, ou cela ne vous influencerait-il pas ?

	Moins enclin	Plus enclin	Aucune différence	Sans opinion
Hommes	22 %	2 %	69 %	7 %
Femmes	10 %	18 %	63 %	9 %
Total	16 %	10 %	66 %	8 %

Bien sûr, ces études furent menées plus d'une vingtaine d'années après la période qui nous intéresse et les réactions de l'électorat étaient peut-être alors différentes de ce qu'elles étaient dans les années vingt (pour lesquelles aucun sondage n'existe), quand une femme candidate parlementaire était une nouveauté ; néanmoins, il est difficile de trouver, dans l'entre-deux-guerres, des exemples de disputes électorales dont l'échec pourrait être attribué au sexe du candidat présenté : quatre circonscriptions seulement furent, au cours de la vingtaine d'années, perdues après que le député en place eut été remplacé dans la course par une femme et, dans chacun des cas, la reconduction du parti était loin d'aller de soi¹⁰¹, ce qui fait qu'il est difficile, en réalité, de savoir si des femmes échouèrent là où des candidats masculins auraient réussi.

Quant aux impressions des candidates elles-mêmes face à l'accueil des électeurs, elles sont également partagées et varient selon le lieu, les circonstances et, bien évidemment, les tendances politiques des circonscriptions. Mrs Rowley-Moody, candidate libérale, témoigne ainsi à propos des élections de 1923 :

¹⁰¹ En 1922, Lady Cooper perdit de peu Walsall, que son mari, Richard Cooper (conservateur), avait remporté en 1918 ; la circonscription était cependant en réalité un siège marginal, gagné de peu en 1910 et dont la victoire en 1918 était peu représentative. Ce qui joua contre Lady Cooper fut l'arrivée d'un candidat libéral local qui parvint à s'attirer un certain nombre de voix travaillistes (les successeurs masculins de Lady Cooper ne réussirent d'ailleurs pas mieux qu'elle). Une autre défaite est celle de Miss Gibbon (libérale), en 1929, à South Hackney, où elle fut confrontée à Herbert Morrison. Le siège, gagné par les travaillistes en 1923, n'avait été remporté par les libéraux en 1924 que parce que le candidat conservateur s'était retiré et que ses voix étaient allées aux libéraux. La défaite de Miss M. Beavan (conservatrice), en 1929, à Liverpool n'est pas non plus surprenante : les travaillistes avaient peu à peu progressé depuis 1922 et en 1924 avaient perdu de peu. Enfin, le siège que perdit Jean Mann en 1931 n'avait été gagné par les travaillistes aux élections précédentes qu'à une faible majorité.

*... Le deuxième grand obstacle que j'ai rencontré a été le fait que j'étais une femme. Harley est presque entièrement une circonscription industrielle, et les électeurs n'ont pas, pour le moment, des vues suffisamment avancées pour comprendre pourquoi une femme souhaite les représenter au Parlement. Ce que j'ai souvent entendu, c'est que "la place d'une femme était au foyer"...*¹⁰².

Dix ans plus tard, lors de sa campagne électorale pour les élections du conseil de comté du Middlesex, Edith Summerskill se souvient également s'être heurtée à une certaine hostilité, *"particulièrement de la part des hommes qui, je le soupçonne, craignaient que nos activités en dehors du foyer ne mettent des idées dans la tête de leurs femmes..."*¹⁰³, ce qui ne l'empêcha pas de remporter par une confortable majorité l'élection en question, donnée comme perdue d'avance pour les travaillistes dans une circonscription traditionnellement conservatrice. A propos de sa première élection parlementaire, qu'elle fut invitée à disputer la même année dans le bastion conservateur de Putney (sud ouest de Londres) et au cours de laquelle elle reçut, pour sa campagne, un soutien important de la part des femmes du nord de Londres, elle refuse cependant de considérer son sexe comme un handicap :

Un aspect profondément satisfaisant de cette campagne fut qu'elle me donna l'occasion de prouver à la hiérarchie du parti que les candidates avaient un potentiel pour attirer les voix au moins égal à celui des hommes, et peut-être parfois supérieur. Il est erroné de croire que les femmes perdent des voix à cause de leur sexe ; au contraire, les électrices, si le démarchage électoral a été bien fait, sont prêtes à

¹⁰² "The second great obstacle in the way was the fact that I was a woman. Harley is almost entirely an industrial division, and the electors are not sufficiently advanced in their views, at the present time, to understand why a woman wishes to represent them in parliament. What I heard many times was that 'a woman's place was at home'...", *The Federation News*, January-February 1924, "Our Women Candidates", p. 6.

¹⁰³ "particularly from men, who I suspected felt that our activities outside the home might put ideas into the heads of their wives". "The selfish husband", explique-t-elle, "experiences great satisfaction in possessing a wife who is always at his beck and call, constantly at her post when he returns, whatever the hour, and anxious to minister to his comfort. The thought that she might ever hanker after interests outside the home or give a thought to the welfare of those other than himself and his family not only alarms him, but he views the whole prospect with extreme distaste. The main sufferer would be himself and any inconvenience or discomfort even of the most trivial nature is anathema to him. Consequently, even the sight of women in canvassing squad suggested a veiled threat to the creature comforts of some of the men who opened the door to us.", E. Summerskill, *A Woman's World*, p. 41.

*soutenir une femme parce qu'elle est plus au courant des problèmes domestiques. Et je n'ai jamais vu un homme vraiment intéressé par la politique voter contre une candidate à cause de son sexe*¹⁰⁴.

2. Stratégies

Cette dernière remarque nous amène à la question de savoir s'il existait, pour les candidates, certaines conditions plus favorables que d'autres à leur acceptation par l'électorat, autrement dit leur permettant à la fois de gagner des voix et de faire face aux critiques. En 1918, sans doute inquiètes face aux réactions émotionnelles des hommes après la guerre, certaines avaient insisté sur le rôle des hommes de leur famille dans les forces armées et, en 1922, Nancy Astor mentionnait encore son travail de guerre dans les hôpitaux militaires mais, même une fois passée la fin de la guerre, nombre d'entre elles continuèrent à être sur la défensive. Les plus féministes, notamment, devaient parfois marcher sur une corde raide, comprenant qu'il leur fallait à la fois stimuler l'intérêt des électrices et éviter d'effrayer ou de s'aliéner les hommes —ce qu'elles tentaient généralement de faire en tenant des réunions réservées aux femmes en plus des réunions publiques "normales"— mais également être particulièrement attentives, dans leurs discours électoraux, à ne pas tomber dans les pièges fréquents que la presse et les hommes politiques pouvaient leur tendre. Nombre d'entre elles, y compris Nancy Astor¹⁰⁵, préférèrent par conséquent éviter l'étiquette en taisant leurs idées et, à l'exception de Ray Strachey, aucune candidate n'exposa en réalité de politique féministe dans sa campagne.

¹⁰⁴ "One profoundly satisfying aspect of this campaign was the opportunity afforded me of proving to the Party hierarchy that women candidates had a vote-catching potential at least equal to men if not in some cases superior. It is a fallacy to believe that women lose votes on grounds of sex ; on the contrary women voters if thoroughly canvassed are prepared to support a woman because she is more conversant with the problems of the home. And I have never known a politically minded man vote against a woman candidate because of her sex.", Summerskill, *A Woman's World*, p. 49.

¹⁰⁵ Identifiée comme "la féministe la plus virulente de toutes" (Stocks, 1970, p. 145), elle protesta un jour : "Being the first woman MP, I naturally specialized in questions affecting women and children [...] while my help to the men of the upper and lower deck, to teachers, to the unemployed, etc., shows that I have not only been a sex representative", *The Woman's Leader*, 10/11/22, p. 324.

Présenter l'image traditionnelle de l'épouse et de la mère était sans aucun doute la manière la plus susceptible de les aider à contrecarrer les critiques tout en éveillant un sentiment d'identification parmi les femmes. En déclarant disputer des élections afin de pouvoir continuer le travail d'un mari anobli (Lady Astor et Lady Noel-Buxton), mort (Margaret Wintringham et Agnes Hardie), déchu de son mandat parlementaire (Mabel Philipson) ou engagé dans une autre circonscription (Hilda Runciman et Ruth Dalton), ces candidates donnaient l'image de l'épouse loyale et en aucun cas ne pouvaient être accusées d'ambition politique ou attaquées pour leurs idées féministes, comme dans le cas de Margaret Wintringham, membre actif de la NUSEC et présidente de la WCA de Louth. La succession maritale comme voie d'entrée en politique, tout comme l'hérédité politique, facilita en fait sans nul doute considérablement leur acceptation sur la scène politique en amenuisant, aux yeux de l'opinion, le degré de transgression opéré, même si la personnalité de certaines contribua indéniablement à leur popularité : Nancy Astor, Mabel Philipson ou encore Cynthia Mosley¹⁰⁶, riches, élégantes et titrées, et n'hésitant pas à se rendre, pour leur démarchage électoral, dans les quartiers les plus défavorisés de leur circonscription, furent rapidement très populaires parmi la classe ouvrière¹⁰⁷.

Une autre possibilité fut adoptée par celles qui ne pouvaient ou ne voulaient pas d'une telle image : se fondre dans la politique du parti au point de faire oublier leur sexe et ne jamais aborder les questions féminines mais se concentrer sur le programme du parti. La méthode, plus caractéristique, il est vrai, des candidates travaillistes, ne leur était en aucun cas limitée et fut adoptée par exemple par Megan Lloyd George chez les libéraux ou Lady Iveagh et la duchesse d'Atholl chez les

¹⁰⁶ Fille de Lord Curzon et épouse de Sir Oswald Mosley.

¹⁰⁷ Cynthia Mosley remporta, à Stoke-on-Trent, en 1929, l'une des victoires les plus importantes obtenues par une femme dans l'entre-deux-guerres, avec une majorité de plus de 8.000 voix. Le taux d'abstention, au cours de son élection, diminua de 25 à 19 %.

conservateurs. Néanmoins, outre le fait que nombre d'entre elles, dans les années vingt, étaient célibataires, et plus vulnérables, par conséquent, aux accusations de féminisme, les travaillistes, telles que Margaret Bonfield, Susan Lawrence ou Marion Phillips, étaient en effet souvent des politiciennes professionnelles dont la vie était étroitement liée au mouvement travailliste, ce qui était plus rare parmi les libérales et les conservatrices.

3. Obstacles à leur élection

Quel qu'ait pu être le nombre de candidatures féminines, le nombre des élues reste, en proportion, très bas : tandis que les femmes constituaient, de 1918 à 1935, 3,2 % des candidats, elles ne représentaient en effet plus que 1,2 % des députées, ce qui signifie que même une fois sélectionnées, elles avaient moins de chances que les hommes d'être élues (16,4 % et 42,6 % de chances respectivement¹⁰⁸). Or, si l'électorat ne peut pas être tenu comme directement responsable de cet échec, à qui ce dernier doit-il être attribué ?

On peut se demander, notamment, si les circonscriptions que les partis confièrent à leurs candidates respectives étaient les plus faciles à défendre. Eleanor Rathbone exprime, en 1936, de sérieux doutes à ce sujet et cite une lettre de la secrétaire du NCEC à la presse, de laquelle il ressort que pas moins de 37 candidates sur les 58 qui avaient été battues aux élections de 1935 (auxquelles 9 seulement furent élues) avaient eu à disputer des sièges qui, depuis 1918, n'avaient jamais été occupés par un membre de leur parti¹⁰⁹ :

Les candidates travaillistes, par exemple, dénonça Eleanor Rathbone, se virent offrir l'occasion de convertir les populations rurales de Westmorland, New Forest et du Dorset : elle prêchèrent le socialisme à

¹⁰⁸ Chiffres calculés à partir du tableau annexe 24.

¹⁰⁹ NCEC, Annual Report, 1935-36, p. 7.

*Harrow, Hendon, Cheltenham et St Marylebone. Les conservatrices, quant à elles, semblèrent s'être spécialisées dans les Poteries, les bassins miniers et l'East End de Londres*¹¹⁰.

Car présenter une candidate était une chose ; lui donner une réelle chance d'être élue en était une autre. Ainsi, tandis que les femmes, de 1918 à 1935, représentèrent en moyenne 4,2 % des candidatures travaillistes, 3,6 % des libérales et 1,8 % des conservatrices, le nombre de candidates élues fut inversement plus élevé chez les conservateurs avec 29 élues sur 70 présentées (soit 41 %) contre 14 sur 151 (soit 9 %) chez les travaillistes et 6 sur 80 (7,5 %) chez les libéraux¹¹¹. Si le parti travailliste nomma systématiquement le plus grand nombre de candidates —parfois même plus que conservateurs et libéraux réunis, ainsi qu'en 1924—, ces candidates se voyaient confier principalement des circonscriptions n'offrant que peu des chances de victoire. Même quelqu'un comme Margaret Bondfield, qui avait prouvé sa valeur et allait quelques années plus tard être nommée ministre du Travail (1929), se vit confier plusieurs fois consécutives une circonscription difficile, à propos de quoi George Bernard Shaw lui écrivit, en 1922 :

*Pourquoi Northampton ? Vous êtes le meilleur homme du lot et ils vous expédient dans un endroit où l'eau est trop froide pour leurs pieds délicats, tout comme ils ont expédié Mary [Macarthur] à Stourbridge, et gardent les sièges sûrs pour leurs imbéciles, qui sont maintenant plutôt nombreux*¹¹².

De même, lorsqu'en 1934, Edith Summerskill fut invitée à disputer la circonscription de Green Lane (Harringay, Middlesex), on l'avertit que celle-ci avait

¹¹⁰ "Labour women, for example, were given the opportunity of converting the rural populations of Westmorland, the New Forest and North Dorset : they preached Socialism to Harrow, Cheltenham and St Marylebone. The Conservative women, on the other hand, appear to have specialised in the potteries, the Coal fields and the East End of London.", E. Rathbone, *Our Freedom*, p. 30.

¹¹¹ Voir annexe 24.

¹¹² "Why Northampton ? You are the best man of the lot and they shove you off on a place where the water is too cold for their dainty feet, just as they shoved Mary off on Stourbridge, and keep the safe

toujours été aux mains des conservateurs et était considérée imprenable par les travaillistes :

On m'offrait la place, m'expliqua-t-il [Fred Messer], parce qu'aucun homme n'en voulait et que si je refusais, nous perdrons le siège par défaut, rapporte Edith Summerskill. Je n'eus aucune hésitation, j'acceptai. Je m'étais résignée au fait que le sexe du candidat jouait un rôle extrêmement important pour déterminer son éligibilité, que ce soit aux élections locales ou parlementaires. J'étais une femme et [...] je devais accepter le fait que mon avenir politique était déterminé par mes organes reproducteurs et non par mon expérience, mes connaissances, mon intelligence, ou même toute autre qualification qui devrait motiver le choix d'un candidat potentiel¹¹³.

Tandis, donc, qu'en termes de candidatures, le parti travailliste pouvait, à première vue, se targuer de présenter l'image la plus favorable aux électrices, celles qui examinèrent de plus près la situation virent peut-être bien leur enthousiasme tiédire même si, pour les féministes, aucun parti ne valait mieux que l'autre : "*Il paraît clair, si l'on regarde de près la liste des sièges mis à leur disposition, qu'aucun des partis n'a été prêt à prendre des mesures concrètes en faveur de la proposition d'avoir des femmes au Parlement*", dénonçait *Time and Tide* à propos de l'élection de 1922¹¹⁴, quand, sur les 31 vaincues, seulement une (Lady Cooper) s'était présentée pour un siège précédemment tenu par un candidat de son propre parti. Des femmes étaient adoptées, mais on leur demandait de disputer des batailles perdues d'avance, pour lesquelles ni les syndicats ni les partis locaux n'accepteraient de déboursier de

seats for their now quite numerous imbeciles...", Margaret Bondfield, *A Life's Work*, London : Hutchinson, 1948, p. 245.

¹¹³ "*I was being offered the vacancy he explained because no man wanted it and if I refused then the seat would go by default. I did not hesitate ; I accepted. I had become resigned to the fact that sex played a most important part in determining the eligibility of a candidate whether in local or parliamentary elections. I was a woman, and [...] I had to accept the fact that my reproductive organs were what decided my political future, not my experience, knowledge, intelligence, or indeed any other qualification which should commend potential candidates.*", E. Summerskill, *A Woman's World*, p. 41.

¹¹⁴ "*It seems clear from a close scrutiny of the list of seats placed at their disposals, that none of the Parties have been prepared to pay much more than lip service to the proposition that it is desirable to have women in Parliament.*", *Time and Tide*, 17/10/22, Women MPs".

l'argent. *"Ce que font les partis"*, accusait-il de nouveau à la veille des élections l'année suivante, *"c'est jeter à la figure de toute femme prête à l'accepter —et dans la plupart des cas à payer la majeure partie de ses dépenses— une circonscription que le candidat moyen, qui sait qu'elle est imprenable, refuse de toucher"*¹¹⁵. En même temps, il était difficile pour une femme de se présenter sans le soutien d'un parti, dont l'étiquette était un raccourci bien utile pour établir, auprès de l'électorat, une identité que les candidates indépendantes devaient travailler dur pour construire. Car il ne faut enfin pas oublier que les premières candidates manquaient d'expérience politique et, à l'exception de celles qui siégeaient dans des gouvernements locaux, se présentaient pour la première fois à des élections

Certaines victoires, pourtant, furent possibles, en dépit de conditions à première vue peu favorables : des candidates à qui l'on avait confié des sièges difficiles purent ainsi être élues lors de revirements politiques électoraux importants, comme ce fut le cas en 1931, quand huit candidates conservatrices remportèrent des circonscriptions que leur parti croyait imprenables¹¹⁶ (la même agréable surprise attendait plusieurs candidates travaillistes en 1945). Le fait d'avoir à disputer une élection partielle plutôt que générale où, les enjeux étant moins importants, les électeurs ont moins de scrupules à voter pour un autre parti que le leur et à manifester ainsi leur opinion, augmentait également les chances de réussite d'une femme : tandis que les candidates aux élections partielles ne représentèrent, entre

¹¹⁵ *"What the parties are doing is to fling to any women who are prepared to accept them —and in most cases to pay the greater part of their own expenses— constituencies which the average male candidate refuses to touch knowing them to be 'duds'."*, *Times and Tide*, 16/11/23, "Women Candidates".

¹¹⁶ Mrs I. Copeland à Stoke-on-Trent, Miss F.M. Graves à Hackney South, Mary Pickford à Hammersmith, Mrs N.C. Runge à Rotherhithe, Mrs H.B. Shaw à Bothwell, Mrs M. Tate à Willesden West, Miss I. Ward à Wallsend et Mrs S.A. Ward à Cannock.

1918 et 1939, que 8,75 % du nombre total de candidates¹¹⁷, elles constituaient 27,5 %, soit près d'un tiers, des élues¹¹⁸.

4. La représentation proportionnelle

Au total, cependant, les femmes ne représentèrent jamais plus de 2,4 % des élus (en 1931) et ce malgré un électorat majoritairement féminin. La situation ne pouvait être résolue, selon les féministes, qu'en instaurant un mode de scrutin plus favorable¹¹⁹ : la représentation proportionnelle comme moyen d'obtenir l'élection de davantage de femmes au Parlement apparut dès 1919 dans le programme de la NUSEC et dès 1920 dans celui de la WFL pour ne plus disparaître de la liste des revendications défendues par les organisations dans l'entre-deux-guerres. La WFL, à qui le sujet était cher, proclama son soutien à trois conférences successives (1920, 1921 et 1922) et lorsqu'aux élections générales de 1922, aucune femme ne rejoignit Lady Astor et Margaret Wintringham au Parlement, l'organisation, à travers son journal, déclara :

Notre détermination à obtenir, avant une prochaine élection, une modification de notre système électoral, afin qu'un nombre plus satisfaisant de femmes soit élu, devrait être si forte que la représentation proportionnelle, plutôt qu'être l'un des points, devrait être le point principal de notre programme [...] Les femmes, tout comme elles

¹¹⁷ 323 candidates aux élections générales, 31 aux élections partielles.

¹¹⁸ 36 élues députées, dont 10 lors d'élections partielles : Astor (1919), Wintringham (1921), Philipson (1923), Runciman (1928), Dalton (1929), la comtesse d'Iveagh (1927), Lady Noel-Buxton (1930), Manning (1931), Hardie (1937), Summerskill (1938). Bondfield et Lawrence furent également réélues à l'occasion d'élections partielles.

¹¹⁹ Le système britannique du scrutin majoritaire à un tour ("first-past-the-post" — Le candidat le mieux placé l'emporte, quel que soit le pourcentage de voix qu'il a obtenues), dénonçaient-elles, désavantageait les minorités dont, en termes de conventions et de mœurs, les femmes avaient les caractéristiques, en imposant comme choix de candidat un "produit standard" : homme d'âge moyen et de la classe moyenne. En revanche, le fait que, dans un système proportionnel, les partis soient incités à présenter une liste équilibrée afin d'attirer un électorat aussi large que possible, signifiait que, dans un électorat en majorité féminin, il était inconcevable qu'un nombre adéquat de femmes ne fût pas inclus.

*voulaient le droit de vote et l'ont obtenu, doivent réclamer la représentation proportionnelle et l'obtenir*¹²⁰.

Le système en place, dénonçait-on, faussait le choix réel de l'électorat. Une Chambre des Communes élue à la proportionnelle n'aurait pas seulement été un reflet plus exact des opinions de toutes les sections de la communauté, elle aurait également compté dans ses rangs un nombre bien plus élevé de femmes en favorisant l'inclusion par les partis de femmes dans leurs listes. D'autres pays ayant adopté le système permettaient d'ailleurs de constater la différence que celui-ci avait amenée dans la composition de leur Parlement et représentaient des modèles attractifs pour les féministes : en 1922, l'Allemagne comptait, au Reichstag, 34 femmes sur 469 députés, la Hollande 8 sur 100, le Parlement d'Irlande du Nord 2 sur 52 —soit respectivement 7,25 %, 8 % et 3,8 % contre 0,3 % seulement au Royaume Uni la même année. La WFL calcula en outre que, sous la proportionnelle, avec les voix obtenues aux élections de 1922, Margaret Bondfield, Lady Cooper, Ray Strachey, Mrs Burnette Smith, Eleanor Rathbone et Dame Gwynne-Vaughan auraient toutes pu obtenir des sièges¹²¹. Le sentiment de frustration était d'autant plus grand que le nombre de voix obtenu par les candidates avait doublé depuis 1918.

II. LES ELUES

1. Expérience, milieu

Quelles furent les femmes qui malgré tous ces obstacles, parvinrent à se faire élire au Parlement ? L'expérience qui donna aux premières députées les

¹²⁰ "Our determination to secure before another election an alteration in our electoral system, so that a more adequate number of women may be returned should be so strong that P.R., instead of being a plank, should be the plank in the women's programme [...] women, just as they wanted the vote and got it, must want P.R. and get it.", *The Vote*, 24/11/22, première page.

connaissances, mais également l'assurance nécessaire à la poursuite d'un mandat parlementaire fut, l'on s'en doute, acquise de façon quelque peu différente selon l'appartenance politique : vie active¹²², syndicats et gouvernement local¹²³ pour les travaillistes, bénévolat et organismes publics pour une grande partie des libérales et des conservatrices avec également, pour un nombre important de ces dernières, une certaine popularité acquise auprès de la population locale en jouant, pendant la guerre, un rôle actif dans les œuvres sociales : la duchesse d'Atholl travailla à l'hôpital de Perth et pour la Croix Rouge écossaise, Lady Iveagh présida la Royal Naval Division Prisoner of War Funds (fonds pour les prisonniers de guerre de la marine royale), Lady Astor s'occupa des troupes qui débarquaient à Plymouth.

Bien plus que leur expérience, ce fut cependant, tout comme pour la plupart de leurs collègues masculins, le milieu auquel appartenaient ces premières députées qui favorisa d'une part, leur intérêt pour la politique, d'autre part leur acceptation par leur parti et par l'électorat. L'appartenance de plus de la moitié d'entre elles, tous partis confondus, à des familles actives en politique ou dans la vie publique, et issues de l'aristocratie et de la bourgeoisie, fut, pour ces femmes, un avantage inestimable à plusieurs égards : en les familiarisant très tôt à la politique et aux campagnes électorales, parfois disputées aux côtés d'un mari (Nancy Astor, Margaret Wintringham...), en leur procurant le soutien moral et financier nécessaires à un engagement de la sorte hors de leur foyer, mais également en les "légitimant" aux yeux de l'électorat. L'hérédité politique, comme dans le cas de Megan Lloyd George ou Cynthia Mosley, ou la défense, en tant que substitut, d'une circonscription que

¹²¹ *Ibid.*

¹²² Trois quart des travaillistes avaient obtenu un diplôme universitaire (11 sur 16) contre un dixième seulement des conservatrices (2 sur 17) (M. Currel, *Political Woman*, p. 55 ; Harrison, "Women in a Men's House", p. 627).

¹²³ Susan Lawrence, Ethel Bentham, Mary Agnes Hamilton, Marion Phillips, Ellen Wilkinson, Ruth Dalton, Thelma Cazalet, Hilda Runciman et Edith Summerskill.

leur père ou leur mari¹²⁴, pour une raison ou pour une autre, ne pouvait pas défendre, permit ainsi à de nombreuses candidates de ne pas offenser les électeurs par une conduite "hors-normes" et facilita leur acceptation sur la scène politique et leur accession au Parlement.

Que les trois premières femmes à accéder au Parlement (Nancy Astor, Margaret Wintringham et Mabel Philipson) l'aient fait à la tête d'une circonscription précédemment représentée par leur mari et au nom de ce dernier n'a par conséquent rien de bien surprenant : l'idée d'une femme représentante parlementaire était nouvelle et certaines personnes craignaient sans doute que celle-ci soit trop radicale, trop féministe ou, ce qui était inacceptable chez une femme, trop ambitieuse. Parce qu'elles ne se lancèrent pas d'elles-mêmes en politique mais aidèrent loyalement leur mari, ces trois candidates purent gagner la sympathie de leur circonscription, qui vit dans ces candidatures une sorte d'extension de leur rôle d'épouse. Enfin, en prenant la suite d'un homme, elles n'héritèrent pas seulement d'une certaine légitimité, mais également de la possibilité, refusée à beaucoup de leurs consœurs, de disputer un siège gagnable. La combinaison de ces deux avantages contribua sans nul doute beaucoup à ce que ces femmes accèdent, les premières, au pouvoir politique.

On a souvent dit que, dans l'ensemble, les féministes qui avaient fait campagne pour le droit de vote n'étaient elles-mêmes pas devenues députées et il est vrai que les grandes figures du féminisme d'avant-guerre ne parvinrent jamais au Parlement¹²⁵. Néanmoins, outre Eleanor Rathbone, qui fut élue en 1929, Margaret Wintringham, Ellen Wilkinson, Ethel Benthall et Edith Picton-Tuberville avaient toutes pris part au mouvement suffragiste, et Dorothy Jewson et Thelma Cazalet à la campagne

¹²⁴ Lady Iveagh, Nancy Astor, Mabel Philipson (conservatrices), Margaret Wintringham (libérale), Lady Noel-Buxton, Agnes Hardie (travailleuses)...

militante. Parce qu'il n'y avait aucun avantage à retirer de ces engagements auprès de l'électorat, aucune d'entre elles ne semble cependant avoir voulu rappeler à ses électeurs son combat pour le vote des femmes.

2. Une contribution particulière ?

Une chose peut, peut-être, être avancée sans risque d'erreur : ceux qui s'attendent à ce que la contribution des femmes soit particulière à leur sexe et complètement différente de celle des hommes seront déçus. Les cinq sixièmes ou les neuf dixièmes de cette contribution seront un échantillon plutôt représentatif de l'effort parlementaire dans toute sa variété. Sa quantité et sa qualité dépendront des forces interactives de l'hérédité, de l'éducation, du milieu social, de la politique de parti, du type de circonscription [...] et à tous ces niveaux les femmes diffèrent moins des hommes que les hommes d'autres hommes (ou les femmes d'autres femmes) avec une hérédité, une éducation... différentes. Mais le sixième ou le dixième restant sera propre à leur sexe¹²⁶.

L'accession des femmes au Parlement suscita autant d'espoirs parmi les féministes qu'elle suscita d'appréhensions chez ses détracteurs. Pourtant, comme le fait remarquer Eleanor Rathbone en 1936, s'attendre à une attitude unique dictée par le sexe du député plutôt que par les différents facteurs —à commencer par l'appartenance politique— déterminant habituellement le comportement politique, était illusoire et revenait à faire des femmes une catégorie à part. Néanmoins, et tout en comprenant que leur faible nombre entre les deux guerres et leurs personnalités très différentes interdit toute généralisation, il paraît intéressant de chercher à voir si

¹²⁵ Christabel Pankhurst (Smethwick), Mrs Despard (Battersea) et Mrs Pethick-Lawrence (Rusholme), furent toutes trois battues aux élections de 1918. La deuxième était toutefois déjà âgée pour une entrée en politique (74 ans), la troisième était une pacifiste

¹²⁶ "One thing may perhaps be safely prophesied : that those who expect women's contribution to be something completely sui generis, utterly different from the contribution of men, will be disappointed. Perhaps five-sixths or nine-tenths of that contribution will be a fair sample of the whole mixed bag of parliamentary effort. Its quantity and quality will depend on interacting forces of heredity, education, social environment, party politics, the nature of the constituency [...] and in all these respects women differ less from men than men from men and women from women possessing different heredity education, etc. But the remaining sixth or tenth will be sui generis. ", Eleanor Rathbone, in R. Strachey (ed.), *Our Freedom*, p. 34.

certaines tendances peuvent être dégagées de cette participation féminine : y eut-il, indépendamment de leurs partis, des domaines dans lesquels les députées se manifestèrent plus que d'autres, comment s'intégrèrent-elles ou dans quelle mesure, encore, parvinrent-elles à imposer certaines idées ?

Plusieurs études¹²⁷, ces trente dernières années, se sont intéressées à la place des femmes et à la contribution féminine au Parlement qui mettent en évidence la variété surprenante de questions auxquelles le petit groupe de députées parvint à s'intéresser dans l'entre-deux-guerres mais ne révèlent pas de différence radicale entre leur contribution et celle de leurs collègues masculins : tout en exprimant parfois, inévitablement, un "point de vue féminin", les députées utilisèrent, comme ces derniers, les connaissances apportées avec elles au Parlement et qui n'étaient pas nécessairement propres aux femmes : Lea Manning, en tant que présidente de la National Union of Teachers, s'intéressa particulièrement à l'éducation, Ethel Bentham et Edith Summerskill, toutes deux médecins, à l'amélioration du système de santé, Eleanor Rathbone aux logements sociaux et aux allocations familiales, Mabel Philipson, qui représentait une circonscription rurale, à l'agriculture et à la pêche etc.

L'idée tenace, dans l'entre-deux-guerres, de la séparation des sphères rendit cependant inévitable la concentration des contributions féminines dans certains domaines que, pour la plupart, elles connaissaient particulièrement bien, qui les intéressaient et sur lesquels, de l'avis de tous, elles étaient les mieux placées pour s'exprimer : le logement, les enfants, la santé et, de manière générale, le social qui, dans le classement que Harrison établit, à partir des interventions féminines¹²⁸ entre

¹²⁷ Brian Harrison, "Women in a Men's House, 1919-1945", *The Historical Journal*, vol.29, n°3 (1986) ; Pamela Brookes, *Women at Westminster, 1918-1966*, 1967 ; Elizabeth Vallance, *Women in the House*, 1979 ; M. Pugh, *Women and the Women's Movement*, 1992.

¹²⁸ Calculées à partir du nombre de lignes du Hansard (ce qui signifie que ces chiffres peuvent parfois être trompeurs : certains projets de loi, dirigés avec succès par des députées, n'entraînèrent en effet pas de longs débats).

1918 et 1945, arrive très largement en tête des domaines abordées par les députées, avec près de 50 % des interventions¹²⁹. En abordant certains sujets, certaines reconnaissaient d'ailleurs franchir ces limites implicites, comme Lady Iveagh, en 1929, qui admettait : *"Il peut sembler inhabituel pour une femme d'intervenir dans un débat sur l'armée"*, ou Agnes Hardie en 1942 : *"Vous pensez peut-être que, parce que je suis une femme, je ne suis pas qualifiée pour parler d'affaires militaires"*¹³⁰. Inversement, la famille, la santé, la paix, étaient revendiquées comme étant des domaines nécessitant une intervention féminine. Une députée travailliste, justifiera ainsi, en mai 1939, son intervention contre la conscription, en déclarant vouloir *"exprimer le point de vue des mères"*, tout comme, un an plus tard, une conservatrice opposée à l'évacuation obligatoire des enfants insistera : *"seule une mère peut vraiment comprendre cette question"*¹³¹. Certaines députées refusèrent, bien entendu, d'agir en fonction de ce modèle de ségrégation. Néanmoins, l'impression globale reste la même, sans doute parce qu'il était plus facile pour une femme, comme en témoignent certaines députées dans les années soixante-dix¹³², d'attirer l'attention du Speaker sur des questions sociales ou sur l'éducation que, par exemple, sur l'économie.

Brian Harrison distingue, dans son étude, huit grands domaines auxquels contribuèrent les députées de l'entre-deux-guerres, chacun couvrant différents sujets et pouvant bien entendu donner lieu à des prises de position très diverses : le social (comprenant les questions du logement, de l'éducation, du chômage et des relations industrielles), qui représenta 49 % des contributions féminines jusqu'en 1945, les

¹²⁹ Harrison, "Women in a Men's House", p. 637.

¹³⁰ *"It might seem unusual for a woman to intervene in an Army Debate..." (HC Debates, 28/2/29, col.2237) ; "You may think that because I am a woman I am not qualified to talk on military affairs," (Ibid., 8/12/42, col.1493).*

¹³¹ *"state the point of view of the mother" (Adamson, Ibid., 8/5/39, col.99) ; "only a mother can really understand this question" (Davidson, Ibid., 13/6/40, col.1480).*

¹³² E. Vallance, *Women in the House*, p. 110.

affaires étrangères et la défense 14 %, les questions féminines (égalité des salaires, allocations familiales, droit de la famille, égalité du droit de vote, service de guerre des femmes, emploi, droits et statut des femmes) 13 %¹³³, l'économie 8 %, la deuxième guerre mondiale 4 %, les questions "morales" (boisson, jeu, moralité sexuelle, religion) 3 %, les questions légales et constitutionnelles 2 % et les questions libertaires et humanitaires 2 % (autre : 4 %).

Si cette réticence des députées à aborder des questions légales et constitutionnelles —mais également, bien que dans une moindre mesure, commerciales ou agricoles—, peut parfois s'expliquer, ainsi que le fait Harrison, par un certain désavantage dans ces domaines encore largement fermés, professionnellement, aux femmes, il faut toutefois se garder de conclusions trop hâtives : tout d'abord, si tout porte à croire que les femmes députées furent en grande partie confinées à une sphère spécifiquement féminine, il serait inexact de les présenter comme des victimes: tout d'abord parce que nombre d'entre elles étaient réellement désireuses d'intervenir sur la question du logement, de la santé ou de l'éducation, choix d'autant plus logique pour celles qui avaient participé au mouvement suffragiste afin de pouvoir justement s'exprimer sur ces questions et apporter un point de vue féminin ; ensuite parce que ces questions, durant les années vingt et trente, étaient celles-là mêmes que la plupart des politiciens hommes ou femmes, considéraient comme essentielles ; enfin parce que, comme le fait remarquer Martin Pugh¹³⁴, on ne peut pas réellement dire en ce qui concerne un domaine comme l'économie que les députées étaient *contraintes* de le laisser aux hommes : Margaret Bondfield, grâce à son expérience syndicale, connaissait bien le problème du chômage et des relations industrielles, Mary Agnes

¹³³ Moins importantes, proportionnellement, en milieu de période, où elles cédèrent la place aux questions de politique étrangère.

Hamilton possédait une licence en économie et Edith Summerskill se sentit assez sûre d'elle pour faire son premier discours au Parlement sur le Budget de 1938¹³⁵ ; la plupart n'hésitaient d'ailleurs pas, si nécessaire, à intervenir sur certaines questions économiques touchant de près leur circonscription : Megan Lloyd George sur l'agriculture, Irene Ward sur le charbon et l'industrie navale, Forence Horbrugh sur la pêche etc.

D'un point de vue quantitatif cette fois, l'étude de Harrison révèle que la contribution des députées aux débats au cours de la période en nombre total de colonnes du Hansard, si elle ne dépassa jamais 4 % de la quantité totale des débats — avec une moyenne pour la période de seulement 1,9 % et des maximums à la fin des années vingt, en 1935¹³⁶, et durant la Seconde Guerre—, fut, en termes de contribution moyenne par député, supérieure, sur 16 années sur 25¹³⁷, à celle des hommes¹³⁸.

Il faut dire, à cet égard, que moins les femmes étaient nombreuses au Parlement, plus elles se sentaient tenues de prendre la parole ("*Etant donné que je suis la seule députée de mon parti dans la Chambre*", remarqua Ellen Wilkinson lorsqu'elle attira l'attention de ses collègues sur les revendications des femmes lors du débat sur le chômage le 29 juin 1925, "*je dois dire quelque chose à ce sujet*"¹³⁹), — inversement, lorsqu'en 1932-34, le nombre de députées atteignit son maximum d'avant-guerre, leur contribution moyenne tomba en-dessous de celle des hommes—

¹³⁴ M. Pugh, *Women and the Women's Movement*, p. 196.

¹³⁵ E. Summerskill, *A Woman's World*, p. 62.

¹³⁶ Correspondent respectivement à l'arrivée du deuxième gouvernement travailliste et au projet de loi sur l'Inde — "Government of India Act"—, fortement attaqué par certains membres du parti conservateur (Churchill notamment), dont la duchesse d'Atholl, qui soutenaient que le retrait des Britanniques mènerait tout droit à la guerre civile entre Musulmans et Hindous, et qui reçut néanmoins l'assentiment royal le 4 août 1935.

¹³⁷ Entre 1920 et 1944.

¹³⁸ Harrison, "Women in a Men's House", p. 631. Nancy Astor l'emporte aisément parmi les députées qui intervinrent le plus, avec 65.494 lignes du Hansard (soit 12 % de tout ce qui fut dit par des

mais également que, quand un parti n'avait qu'une ou deux députées, il s'attendait à ce que l'une d'entre elles participe à certains débats : *"Quand s'ouvrit la nouvelle session", se souvient Katharine Atholl à propos de 1924, "je découvris que les occasions de parler ne manqueraient pas. Comme il y avait maintenant trois femmes parmi les travaillistes et deux parmi les libérales, nos chefs de file n'étaient que trop désireux de me laisser prendre la parole. Je me retrouvai donc à intervenir sur nombre de sujets : la tutelle des enfants, l'extension du suffrage pour les femmes à 21 ans [...], la représentation proportionnelle et l'heure d'été"*¹⁴⁰. Enfin, les premières députées ne pouvaient pas ignorer les attentes nourries à leur égard — particulièrement en matière de questions féminines — par une partie non négligeable des femmes du pays et qui firent dire à Ellen Wilkinson lors d'un débat sur les pensions de veuvage en 1928 *"J'ai parfois l'impression d'être la députée des veuves plutôt que la députée de Middlesborough"*¹⁴¹.

3. Les députées et les questions féminines

Ces attentes, parce qu'elles ne venaient pas uniquement des féministes mais d'une partie de la population féminine ne pouvaient pas, par ailleurs, être ignorées. Dès son arrivée au Parlement, Nancy Astor avait été inondée de courrier, recevant souvent 1.500 et 2.000 lettres par semaine, écrites en grande partie par des femmes et auxquelles elle ne pouvait faire face que grâce aux services d'une secrétaire, Ray

députées au cours de la période), suivie de près par Eleanor Rathbone (63.816) puis Katharine Atholl, Margaret Bondfield, Ellen Wilkinson et Susan Lawrence (p. 632).

¹³⁹ *"As I am the only woman Member of my party in the House, I must say something on this head".*

¹⁴⁰ *"When the new session opened I found that I need not have been afraid that no opportunities would present themselves for speaking. As there were now three women among the Labour members, and two among the Liberals, our Whips were only too anxious to give me chances to speak. So I found myself speaking on a variety of subjects—the guardianship of infants, the extension of the suffrage to women of twenty-one [...] Proportional Representation, and Summer Time", K. Atholl, Working Partnership, 1958, p. 137.*

¹⁴¹ *"I feel sometimes that I am the Member for widows rather than the Member for Middlesborough", HC Debates 22/2/28, col.1646.*

Strachey en l'occurrence¹⁴² ; quant à Katharine Atholl, elle déclara, un peu moins d'un an après son élection, à propos de la position délicate dans laquelle se trouvait une femme députée : *"Elle [est] élue à la Chambre des Communes par les voix des hommes autant que celles des femmes de sa circonscription et je n'oublie jamais cela. Mais, une fois que vous êtes parvenue au Parlement [...] les femmes du pays ont la charmante habitude de penser que ce sont elles qui vous y ont envoyée et que ce n'est qu'à elles que vous devez rendre des comptes"*¹⁴³. Les deux femmes, cependant, avaient des opinions très différentes quant à l'attitude à adopter et aux priorités à donner : pour la duchesse d'Atholl —et c'est ainsi qu'elle justifiait son opposition à la proportionnelle, *"tout député, homme ou femme, qui parvenait [au Parlement], de[vait], dans la mesure du possible, s'efforcer de représenter tous les intérêts de sa circonscription, toutes les sections, les deux sexes et toutes les croyances"*¹⁴⁴.

Lady Astor, en revanche, comme elle l'avait très tôt fait comprendre, estimait avoir un double rôle à remplir : celui de représentante parlementaire pour la division de Sutton (Plymouth), mais également, en tant que première députée, celui de porte-parole des femmes et des enfants de tout le pays. Ses objectifs, à cet égard, étaient clairs : l'égalité du droit de vote, les pensions de veuvage, une meilleure éducation et de meilleures conditions de travail, la réforme des lois sur la propriété et le mariage, la protection des jeunes enfants, la lutte contre l'alcoolisme ou encore la qualité du lait —autant de causes pour la défense desquelles elle n'eut pas peur de s'opposer à

¹⁴² *The Vote*, 20/2/20, p. 507.

¹⁴³ *"She ha[s] been sent to the House of Commons by the votes of the men as well as the women of her constituency, and I never forget that. But when you get there [...] the women of the country have a charming habit of thinking that it is they who have sent you there and that you are only responsible to them !"*, K. Atholl, *Working Partnership* p. 139.

¹⁴⁴ *"Every Member coming here should endeavour as far as possible to represent all interests in his or her constituency, all sections, both sexes and all creeds"*, *HC Debates*, 2/5/24, col.2013.

son parti¹⁴⁵. Elle, qui siégea de 1919 à 1945, déclara d'ailleurs en 1928 que si, en tant que première femme au Parlement, elle avait donné priorité à son parti, la déception aurait été grande pour celles qui s'étaient battues pour l'y envoyer. Pendant neuf ans, affirmait-elle, elle avait pensé aux femmes, travaillé pour elles, et essayé de faire ce que l'on attendait d'elle au Parlement¹⁴⁶. Tout en admettant que les discussions de 1922 sur l'âge de consentement étaient "*un débat on ne peut plus gênant pour n'importe quelle femme*"¹⁴⁷, elle pensait ainsi que sa présence et ses interventions aideraient les jeunes filles, tout comme Katharine Atholl et Eleanor Rathbone estimèrent nécessaire de passer outre les protestations de leurs collègues et leur propre gêne pour donner des explications détaillées sur la question de l'excision des femmes kenyanes lors d'un débat sur les affaires coloniales, en décembre 1929¹⁴⁸.

Certes, l'attitude de Nancy Astor ne peut être donnée comme représentative de celle de la trentaine de députées de l'entre-deux-guerres. Nombre d'entre elles se considéraient en effet avant tout comme des *députés* femmes et non comme des *femmes députées*¹⁴⁹, ce qui impliquait une priorité donnée au programme du parti plutôt qu'aux revendications féminines : "*Je ne pense pas [...] que les questions qui concernent la vie de tous les jours devraient être étiquetées comme questions masculines ou féminines*", protestait Margaret Bondfield, dont la contribution aux débats concernant les questions féminines, tout comme celle de Susan Lawrence, était très basse (5 % et 1 % respectivement). "*... Nous n'atteindrons jamais une situation satisfaisante tant que nous ne reconnâtrons pas le citoyen quel que soit son*

¹⁴⁵ Elle vota notamment contre ce dernier à propos de l'égalité des salaires en 1936 et de l'égalité du droit de vote en 1924.

¹⁴⁶ *The Times*, 9/3/28, "Lady Astor on Women's Work in Parliament".

¹⁴⁷ "A most uncomfortable debate for any woman", *HC Debates*, 25/7/22, col.402.

¹⁴⁸ Mary Stocks, *Eleanor Rathbone*, p. 198-200.

¹⁴⁹ "Why don't you call Churchill a man MP ?" protesta Susan Lawrence (Pamela Brookes, *Women at Westminster*, p. 51).

sexe"¹⁵⁰. Néanmoins, il n'était pas rare, lorsque certaines questions étaient débattues, de voir émerger des prises de position similaires et, surtout, une collaboration féminine faisant fi des divisions de parti (que l'on ne retrouvera qu'au cours des débats sur l'avortement, quarante ans plus tard), au point que l'on peut dire que certaines batailles furent menées au Parlement.

Ce fut le cas, notamment, en novembre 1930, pour défendre une réforme de la loi sur la nationalité des femmes mariées¹⁵¹, en 1932 lorsque 11 des 15 députées s'opposèrent aux restrictions des allocations de chômage pour les femmes mariées décidées par le gouvernement travailliste et en 1936, lorsque toutes, à l'exception de la duchesse d'Atholl, votèrent en faveur de l'égalité des salaires pour les enseignantes que réclamait Ellen Wilkinson¹⁵², mais également à de nombreuses autres reprises au cours de la décennie précédente : la question d'une force de police féminine reçut ainsi le soutien actif de Nancy Astor et Margaret Wintringham alors qu'elles étaient les deux seules femmes au Parlement¹⁵³ puis de Edith Picton-Tuberville et Ellen Wilkinson —cette dernière présenta, en décembre 1925, un projet de loi visant à assurer la présence de gardiennes de la paix dans toutes les circonscriptions¹⁵⁴ ; le projet de loi en faveur de droits de tutelle égaux pour les deux parents présenté, en 1924, par Mrs Wintringham, reçut le soutien unanime des autres députées, y compris celui de la duchesse d'Atholl, d'ordinaire peu favorable, on l'a vu, aux revendications

¹⁵⁰ "I am not [...] of the opinion that matters relating to our common life should be earmarked as men's questions or women's questions. I am strongly of the opinion, for instance, that it is as important for women as for men to understand foreign politics. We shall never reach a satisfactory state until we have the recognition of the citizen irrespective of sex.", *The Vote*, 13/2/20, "Are Women MPs Necessary ?", p. 498.

¹⁵¹ Le problème de la perte de la nationalité britannique par la femme qui épousait un étranger avait déjà été soulevée plusieurs fois dans les années vingt : en 1922, lorsqu'un projet de loi, secondé par Nancy Astor, fut voté par les Communes puis rejeté par les Lords ; en 1925, avec un projet de loi de nouveau secondé par Nancy Astor et cette fois rejeté par le gouvernement, qui prétexta que rien ne pouvait être décidé à ce sujet sans l'accord des dominions autonomes.

¹⁵² Nancy Astor était suffisamment concernée par la question pour voter contre le gouvernement et contre son parti.

¹⁵³ Voir *The Vote*, 19/5/22, p. 156 à propos de Margaret Wintringham, et 2/8/24, p. 267, à propos de Nancy Astor.

féminines et qui fut d'ailleurs la seule femme, dans les années qui suivirent, à s'opposer à l'extension du droit de vote aux femmes selon les mêmes termes qu'aux hommes, sous prétexte que celle-ci n'était pas réellement souhaitée par les femmes¹⁵⁵ ; le projet de loi rédigé par la NUSEC en 1927 et concernant le droit au travail des femmes mariées fut défendu par Lady Astor mais également par deux travaillistes, Margaret Bondfield et Susan Lawrence, qui ne parlaient que très rarement en faveur de question féminines ; enfin, des questions telles que le droit de vote des femmes en Inde et la lutte pour l'amélioration de la condition des femmes dans les territoires britanniques d'outre-mer entraînèrent, à la fin des années vingt, la mobilisation d'un certain nombre de députées¹⁵⁶.

Individuellement, Margaret Wintringham œuvra plus particulièrement pour les tribunaux pour enfants, la répression des agressions sur mineurs, des logements salubres, la situation de la mère célibataire, l'accès à la Chambre des Lords, Nancy Astor pour une meilleure éducation, la réforme des lois sur la propriété et le mariage, la protection de l'enfance, contre le jeu et l'alcoolisme, Eleanor Rathbone pour la condition des femmes outre-mer, la nationalité des femmes mariées et le statut des mères, et Edith Summerskill profita du projet de loi sur le cancer présenté en 1938 par le gouvernement pour exprimer son opinion sur la situation de la ménagère aux moyens modestes qui n'avait droit à aucun traitement médical à moins de travailler à l'extérieur : l'une des meilleures méthodes de prévention afin de réduire le taux de

¹⁵⁴ *HC Debates*, 8/12/25, col.263 et *Time and Tide* 11/12/25.

¹⁵⁵ *HC Debates*, 29/2/24, vol.170, col.870.

¹⁵⁶ En 1929, Katharine Atholl souleva le problème de l'excision et, l'année suivante, Nancy Astor attira l'attention de la Chambre sur la pratique du "mui-tsai" à Hong Kong et en Malaisie, qui permettait la vente de petites filles comme servantes exploitées ou prostituées envoyées dans des bordels. Dans les années trente, Susan Lawrence, Edith Picton-Tuberville (travaillistes), Florence Horsbrugh (conservatrice) et Eleanor Rathbone (indépendante) se préoccupèrent également du problème.

morbidité et de mortalité était, soulignait-elle, d'inclure les dépendants du travailleur assuré sous le National Health Service Insurance Act¹⁵⁷.

La part de contribution parlementaire accordée par les députées aux questions féminines telles qu'elles sont définies par certaines études n'est, certes, guère élevée (13 % selon Harrison¹⁵⁸). Cependant, si l'on choisit de ne pas limiter cette catégorie aux réformes touchant directement et principalement les femmes mais de l'étendre aux questions figurant au programme des différentes organisations féministes ou d'intérêt particulier pour les femmes —questions morales, boisson, jeu, prostitution, structures sanitaires, salubrité des logements—, cette contribution atteint cette fois près de 20 %, chiffre non négligeable si l'on considère qu'à de très rares exceptions, les députées représentaient avant tout un parti et une circonscription et que, compte tenu du peu d'intérêt des différents partis pour les questions féminines, obtenir que ces dernières soient abordées à la Chambre des Communes n'était pas chose facile¹⁵⁹.

Les organisations féministes, si elles ne parvinrent à "placer" que peu de leurs membres au Parlement, se déclarèrent d'ailleurs plutôt satisfaites de la plupart des députées, dont elles rapportaient régulièrement les actions dans leurs publications respectives. Elles avouaient avoir eu quelques appréhensions lorsque Nancy Astor, qui n'avait jamais participé au mouvement suffragiste ou féministe, avait été élue¹⁶⁰,

¹⁵⁷ Summerskill, *A Woman's World*, p. 66-7. Cela fut fait dix ans plus tard.

¹⁵⁸ Sur les sept questions touchant particulièrement les femmes, l'emploi des femmes représente, toujours selon les calculs de Harrison, 3,09 % de la contribution des députées avant 1945, les services de guerre 3,07 %, les droits et le statut des femmes 2,55 %, le droit de la famille 1,74 %, les allocations familiales 1,45 %, l'égalité des salaires 0,82 % et le droit de vote 0,48 %. La principale députée à contribuer aux questions féminines dans leur ensemble fut Eleanor Rathbone, dont 21,6 % des contributions concernèrent ces neuf sujets, suivie de Nancy Astor et Edith Summerskill.

¹⁵⁹ Eleanor Rathbone accusa en 1937 les Communes de ne porter aucun intérêt aux questions concernant la vie et la santé des femmes et des jeunes filles : ces questions n'étaient soulevées que par des députées et ces dernières "*rarely had any opportunity of ventilating it except.. at the fag-end and in the tired moments of a long debate*" (*HC Debates*, 2/6/37, vol.324, col.1100).

¹⁶⁰ "*In the long years that preceded the right of women to form part of the legislation of this country, many hopes were born that when the time actually came for them to take their place as legislators, a type of woman would be returned who would inspire confidence and create the idea of responsibility*

mais cette dernière avait fait de son mieux pour dissiper leurs inquiétudes en déclarant, dans son discours post-électoral, son intention de travailler pour les femmes et les enfants puis en adressant, un jour à peine après avoir pris sa place aux Communes, une lettre aux sociétés féminines afin de leur offrir son soutien et de leur demander le leur :

Etant donné que je suis la première femme à prendre place à la Chambre des Communes, je pense avoir une occasion particulière d'aider les sociétés féminines et souhaite donc me tenir du mieux possible au courant de leurs opinions et de leurs souhaits [...] Je suis décidée à faire de mon mieux pour servir les causes et les intérêts des femmes. J'espère, et c'est une faveur que je vous demande, que votre organisation me soutiendra politiquement [...] Ce que j'espère c'est que les femmes parviendront à se montrer à la hauteur de nos espérances indépendamment de la politique de partis. Je ne vois aucune issue politique tant que ce ne sera pas le cas¹⁶¹.

Le Consultative Committee of Women's Organisations¹⁶², que Nancy Astor forma un peu plus d'un an après son élection afin de coordonner le travail politique des différents groupes féminins et permettre la discussion annuelle des questions féminines et sociales débattues au Parlement se révéla en effet un lien direct utile entre les femmes et le Parlement, tout comme la personne de Ray Strachey (LSWS) qui, n'étant elle-même pas parvenue à se faire élire, avait proposé ses services à Nancy Astor deux jours à peine après la victoire de celle-ci et lui servit pendant de nombreuses années de secrétaire particulière. La NUSEC put également compter au Parlement sur la collaboration étroite de Margaret Wintringham et, bien entendu, de

and seriousness [...] The question is being asked on all sides, how far Lady Astor has fulfilled these hopes, and is she a sufficiently responsible type to justify those who advocated the return of women to Parliament ?", Time and Tide, 18/6/20, p. 122.

¹⁶¹ "Since I am the first woman to take her seat in the House of Commons, I feel that I have a special opportunity of helping Women's Societies, and I am therefore anxious to be thoroughly in touch with their opinions and wishes [...] I am determined to do my best to be useful to the causes and interests of women. I hope and beg that your organisation will back me up in so far as it politically can. What I hope is that we women will be able to act up to our beliefs irrespective of party politics. I see no political salvation until we do", IWSN, January 1920, p. 58 (V.C. Law p. 239)

¹⁶² Voir 2^{ème} partie, Chapitre I.

celle qui fut pendant dix ans sa présidente : Eleanor Rathbone, élue en 1929. Les idées des organisations féminines purent par conséquent, dans une certaine mesure, être représentées devant les Communes, non seulement par une pression politique générale, mais grâce à une association étroite avec certaines (et certains) députés.

Si les députées, dans l'ensemble, donnèrent priorité à leur parti, il est clair qu'elles considérèrent néanmoins un certain nombre de questions concernant plus particulièrement les femmes comme assez importantes pour mener une campagne et parfois même défier leur parti. Plusieurs conservatrices élues au Parlement en 1931 adoptèrent ainsi une attitude assez féministe et très indépendante, comme ce fut le cas pour Mavis Tate, qui allait défendre plus tard l'égalité des salaires, Irene Ward, ou Thelma Cazalet, toutes deux influencées par la pauvreté et le chômage dans leurs circonscriptions respectives de Wallsend et Islington. Parmi les travaillistes, pour qui la loyauté au parti était de règle, seules quatre femmes semblent avoir été disposées à faire occasionnellement pression pour des questions féminines : Ethel Benthall, Ellen Wilkinson, Dorothy Jewson et Edith Summerskill, et les trois premières avaient, ce n'est pas un hasard, participé au mouvement suffragiste d'avant-guerre (Dorothy Jewson fut d'ailleurs l'une des rares femmes à parler en faveur de la légalisation de la contraception durant son bref passage au Parlement en 1923-24¹⁶³). Plus important, encore, la grande majorité des questions considérées comme féminines ne semble pas avoir divisé les femmes.

Dans les années trente, les enjeux politiques étaient cependant devenus trop importants pour que les députées osent encore franchir si fréquemment les frontières

de leurs partis. C'est d'ailleurs à la même période que commencèrent à paraître un certain nombre de critiques concernant le soi-disant échec des nouvelles députées à avoir une influence au Parlement. "Les femmes déçues par leurs députées" titra en 1932 le *Daily Express*, suivi par le *Sunday Chronicle* ("L'énigme des femmes députées") et le *Daily Mirror* ("Les femmes ont-elles échoué au Parlement ?")¹⁶⁴ Les organisations féminines à travers le pays, assurait le *Daily Express*, déploraient le manque d'initiative dont faisaient preuve les députées et leur reprochaient *"de ne s'être battues distinctement pour leur sexe dans aucun des débats qui concernent de manière vitale les intérêts féminins, tels que l'assurance des femmes mariées, la santé, le logement, le bien-être de l'enfant et les allocations familiales"*¹⁶⁵. Les femmes de ce Parlement n'avaient pas su développer leur propre personnalité et, si elles défendaient certaines causes féminines, elles le faisaient avec moins d'enthousiasme et de persistance que beaucoup d'hommes, les deux seules exceptions, selon le journal, étant Lady Astor et Megan Lloyd George.

De même, Ellen Wilkinson, en réponse à la question "Les femmes ont-elles échoué au Parlement ?", déclarait en 1933 que le travail accompli par les députées jusqu'alors avait été plutôt satisfaisant et que les mesures défendues par Nancy Astor sur la tutelle des enfants et le racolage, par Susan Lawrence sur les enfants illégitimes, par Eleanor Rathbone sur l'héritage des femmes et des enfants ou par Edith Picton-Tuberville sur l'interdiction de condamner à mort une femme enceinte,

¹⁶³ Aucune autre, excepté Eleanor Rathbone, ne semble avoir fait de même. La pression en faveur du contrôle des naissances vint en réalité principalement de députés hommes, tels qu'Ernest Thurtle (travailliste) et E.D. Simon (libéral).

¹⁶⁴ *Daily Express*, "Women disappointed in their MPs", 24/6/32, p. 11 ; *Sunday Chronicle*, "The Riddle of the Women MPs", 11/12/32 ; *Daily Mirror*, "Have Women Failed in Parliament ?", December 1931, 8/11/33, p. 12.

¹⁶⁵ *"that they have put up no distinctive fight on behalf of their sex in any of the debates which most vitally affect women's interests, such as married women's insurance, health, housing, child welfare and family allowances"*, *Daily Express*, 24/6/32, p. 11.

étaient des réussites importantes¹⁶⁶. Surtout, des femmes comme Cynthia Mosley, Marion Phillips et Lady Iveagh avaient été, chacune à leur manière, de vraies personnalités et avaient eu un certain poids dans les affaires de la Chambre. Or, il y avait à présent, selon Wilkinson, un danger que "*les chicaneries sur de petits projets de loi d'intérêt privé*"¹⁶⁷ en viennent à être considérées comme du travail parlementaire typiquement féminin. Parmi les femmes siégeant au Parlement actuel, dénonçait Wilkinson qui, comme de nombreuses travaillistes, avait été battue aux élections de 1931, seules Eleanor Rathbone, Megan Lloyd George et Lady Astor pouvaient être considérées comme de vraies femmes politiques. "*En ce qui concerne les autres députées*", concluait-elle, "*combien d'entre elles connaissons-nous, ne serait-ce que de nom?*"¹⁶⁸

La présence des femmes au Parlement resta, dans l'entre-deux-guerres, limitée à la Chambre des Communes. Après la décision relative à la requête de Lady Rhondda et les tentatives, en 1922-1923, de Mr Briant et de Mrs Wintringham de présenter un projet de loi à la Chambre des Communes, la bataille pour l'admission des paires¹⁶⁹ était passée à la Chambre des Lords elle-même où, entre 1924 et 1929, Lord Astor tenta à cinq reprises de faire voter un "Parliament (Qualification of Peeresses) Bill". Malgré le soutien d'une trentaine de sociétés féministes, de la

¹⁶⁶ Projets de loi présentés par des femmes et devenus loi : 1919 : Sale of intoxicating liquor to persons under eighteen bill (Astor) ; 1927 : Registration of nursing homes bill (Philipson) ; 1931 : Illegitimate children (Scotland) bill (Atholl) ; 1931 : Abolition of death sentence on expectant mothers bill (Picton-Tuberville) ; 1937 : Sale of methylated spirits bill (Horsbrugh) ; 1938 : Poor Law Amendment bill (I. Ward) ; 1939 : Hire purchase bill (Wilkinson) ; 1939 : Adoption of children bill (Horsbrugh).

¹⁶⁷ "*fussing over little private bills*", *Daily Mirror*, 28/11/33, p. 12.

¹⁶⁸ "*For the rest of the women MPs, how many of them are even known by name ?*", *Ibid.*

¹⁶⁹ Jenny Brocks et Drewry Gavin, dans leur étude sur le rôle des femmes à la Chambre des Lords ("The Impact of Women on the House of Lords", Centre for the Study of Public Policy, University of Strathclyde), font remarquer que le terme "peeress" désigne normalement l'épouse d'un pair et que

vingtaine de paires concernées, des sections féminines des différents partis (WNLF, WUA et SJCIWO) et des plus grands journaux¹⁷⁰, tous échouèrent. Les Lords, qui avaient, en 1918, voté en faveur de l'éligibilité des femmes à la Chambre des Communes, n'avaient de toute évidence, toujours pas l'intention de les accepter à la Chambre Haute¹⁷¹.

Après une opposition non dissimulée et nombre de propos misogynes¹⁷², la mise en place en 1926 d'une commission chargée d'examiner la question d'une réforme de la Chambre Haute, fournit une excuse bien commode et plus acceptable pour ne pas accepter de traiter la question de l'admission des paires indépendamment de la question de la réforme des Lords et il fallut attendre 1958 pour que le "Life Peerage Act" ouvre les portes de la Chambre des Lords à un petit groupe de femmes.

"woman peer" est la désignation correcte. "Peeress" est néanmoins le terme employé dans tous les débats de l'époque, dans le Hansard aussi bien que dans la presse.

¹⁷⁰ le Lord Chief Justice —président de la Haute Cour de Justice— lui-même signa un article dans le *Sunday Times* (17/5/25) dans lequel il déclara clairement que, selon lui, le "Sex Disqualification (Removal) Act" avait donné aux paires le droit de siéger à la Chambre des Lords" (rapporté dans *Time and Tide*, 25/5/25, p. 490).

¹⁷¹ Quand la Chambre des Lords s'était réunie, en 1918, afin de discuter le "Parliament (Qualification of Women) Bill", le Vicomte Haldane avait proposé un amendement afin de permettre aux paires de siéger à la Chambre des Lords : puisque les Lords, en votant la deuxième lecture du projet de loi, avaient montré leur accord avec le principe que le sexe ne devait pas être un obstacle pour un siège au Parlement, affirma-t-il, ils ne pouvaient pas dire qu'ils étaient prêts à permettre aux femmes de siéger aux Communes et refuser de les accepter. C'est néanmoins ce qu'ils firent, en rejetant l'amendement par 33 voix à 14 (*The Times*, 16/11/18, "The Right of Peeresses to Sit", p. 10).

¹⁷² Lors du débat du 24/6/26, Lord Newton déclara ainsi que les femmes députées n'avaient amené aucune amélioration aux Communes, étaient inférieures à leurs collègues et qu'il ne voyait aucune raison pour qu'elles se révèlent être d'une quelconque utilité à la Chambre des Lords. Leur seule utilité pourrait être de servir d'attraction afin d'inciter les jeunes pairs à assister aux séances et encore, des girls seraient mieux qualifiées pour cela car plus attirantes ! (*HL Debates*, vol. 64, 1926, June 24, col.602-605). Quant à Lord Birkenhead, il soutint que la seule fonction qui convenait à une paire était d'être "féconde" et il ne savait même pas si aucune des paires en question remplissait cette condition ! (*Ibid.*, col. 593). Il avait déjà déclaré, en mai 1925 que les paires, telles que Rhondda ou Ravensdale, qui n'avaient pas de frère, avaient reçu le titre de la part de leur père afin que "physiologically they may act as a conduit pipe through which the blood of distinguished men may pass from one generation to another" (Pamela Brookes, *Women at Westminster*, p. 207).

CHAPITRE IV

PARTICIPATION FEMININE AU

GOUVERNEMENT NATIONAL ET LOCAL

I. LES FEMMES AU GOUVERNEMENT NATIONAL

La sous-représentation des femmes au Parlement, ainsi que la relative brièveté de leur carrière parlementaire entraînèrent à leur tour une faible représentation féminine aux postes ministériels. Aucun premier ministre n'eut en effet jamais plus d'une poignée de députées parmi lesquelles choisir et, qui plus est, peu d'entre elles avaient connu, entre les deux guerres, une longue expérience au Parlement¹⁷³. Les circonstances politiques au cours de la période ne furent pas non plus très favorables aux chances de promotion des femmes : deux périodes, 1918-1922 et 1931-1939, furent des périodes de gouvernement de Coalition ou d'Union Nationale, durant lesquelles la concurrence pour les places était inévitablement rude étant donné que plusieurs partis devaient être représentés ; quant à 1924, le principal objectif de Ramsay MacDonald était également de former un gouvernement conforme aux attentes du pays et de rassurer les électeurs sur les compétences des travaillistes, ce qui limitait nécessairement la place pouvant être accordée aux femmes, non pas parce qu'elles n'avaient pas les capacités requises, mais parce qu'un rôle trop important

¹⁷³ Les exceptions : Nancy Astor, qui siégea de 1919 à 1945, Megan Lloyd George, de 1929 à 1951, Katharine Atholl, de 1923 à 1938, Eleanor Rathbone, de 1929 à 1946, Thelma Cazalet, de 1931 à 1945, Florence Horsbrugh, de 1931 à 1945 et Mabel Philipson, de 1923 à 1929.

donné aux femmes serait apparu comme un élément nouveau et dérangeant de la nouvelle administration.

Accédèrent cependant aux divers gouvernements qui se succédèrent entre 1918 et 1940 un certain nombre de députées : Margaret Bondfield, comme sous-secrétaire d'Etat au ministère du Travail en 1924 et comme ministre en 1929-31, Susan Lawrence, comme sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'Education en 1924 et à la Santé en 1929-31, Katharine Atholl, comme sous-secrétaire d'Etat à l'Education en 1924-29, et Florence Horsbrugh comme sous-secrétaire d'Etat à la Santé en 1935, ce qui, si l'on considère le nombre peu élevé de députées qui siégèrent durant la même période, n'est en aucune façon négligeable (4 sur 36), même si tout porte à croire que cette présence fut plus symbolique que réelle : la concurrence entre les deux principaux partis pour gagner la sympathie de l'électorat féminin faisait en effet qu'il était considéré comme préférable, dans les années vingt, de nommer au moins une femme au gouvernement comme geste symbolique pour les femmes du pays et celles du parti. Ainsi, après que le premier gouvernement travailliste eut nommé, en janvier 1924, Margaret Bondfield sous-secrétaire d'Etat au ministère du Travail, le gouvernement conservateur de Baldwin se sentit obligé de suivre l'exemple de MacDonald en invitant Katharine Atholl, en novembre 1924, à devenir sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'Education, poste auquel elle prédisposait son expérience des commissions éducatrices de comté (county education committee). Le choix qui s'offrait au premier ministre était réduit : Nancy Astor, Katharine Atholl et Mabel Philipson ; or, cette dernière semblait manquer d'envergure et Nancy Astor, si elle était la plus connue et la plus expérimentée, avait une attitude indépendante et cavalière envers son propre parti peu souhaitable à un tel poste —il était peu probable, par ailleurs, qu'elle accepte de se soumettre à un ministre et à la discipline

que supposait l'appartenance au gouvernement. La duchesse d'Atholl, en revanche, apparaissait comme plus conventionnelle, loyale au parti (même si cela allait changer par la suite) et, ce qui n'était pas négligeable, était loin d'être une féministe. Elle appartenait en outre à une famille aristocratique britannique, contrairement à l'Américaine Lady Astor.

Il est évident que les postes occupés par ces femmes correspondaient aux idées traditionnelles à propos des capacités et des intérêts féminins : trois sur les quatre furent nommées à l'Education ou à la Santé (Susan Lawrence occupa les deux), la nomination de Margaret Bondfield au ministère du Travail étant une exception notoire. Rassurante pour les syndicalistes et experte en matière de relations industrielles, cette dernière avait été un choix attractif pour son ministre, Tom Shaw, en 1924, sa nomination au Cabinet en 1929 ayant été, quant à elle, due à Arthur Henderson¹⁷⁴. Le ministère du Travail n'était cependant pas encore, dans les années vingt, considéré comme particulièrement important et la tâche de Margaret Bondfield était par ailleurs limitée à l'administration des aides aux chômeurs, la recherche de solutions au problème du chômage et la création d'emplois revenant à un triumvirat composé de Mr J.H. Thomas (Lord Privy Seal), de George Lansbury (First Commissioner of Works), et de Sir Oswald Mosley (Chancellor of the Duchy of Lancaster). Lorsqu'en mai 1929 les travaillistes revinrent au gouvernement, le nombre de chômeurs atteignait cependant un million et allait en augmentant ; la tâche de Margaret Bondfield d'administrer les fonds pour le chômage était par conséquent loin d'être aisée.

Katharine Atholl, à l'Education, n'eut quant à elle jamais véritablement l'occasion de prendre personnellement la moindre décision : son ministre, Lord Eustace Percy, homme autoritaire et peu populaire, et sans doute mécontent de voir

son ministère choisi pour y placer une femme, s'arrangea pour la tenir éloignée aussi souvent que possible de Westminster, l'envoyant participer à des conférences sur l'éducation à l'étranger ou à des remises de prix dans les écoles, tâche pour laquelle une femme sous-secrétaire d'Etat, en tant que nouveauté, était, selon les propres termes de Katharine Atholl, "la proie rêvée"¹⁷⁵. Néanmoins, la duchesse n'hésita pas, dans certains cas, à s'opposer à la politique de Lord Percy, notamment lorsque celui-ci, que les contraintes budgétaires¹⁷⁶ avaient déjà amené à abandonner les promesses électorales du gouvernement de réduire la taille des classes et développer l'éducation secondaire¹⁷⁷, suggéra de reculer l'âge d'entrée à l'école de 6 à 7 ans puis d'abandonner la gratuité de l'enseignement élémentaire, instaurée en 1891. Bien qu'elle fût censée représenter le ministère à la Chambre des Communes (Eustace Percy, en tant que membre de la Chambre des Lords, ne pouvait pas y prendre la parole), son désaccord en 1927 était d'ailleurs tel qu'elle décida de passer outre Percy pour faire directement part de son mécontentement au premier ministre.

La défaite des conservateurs aux élections de 1929 mit fin à sa carrière ministérielle. Il était désormais peu probable qu'elle fût de nouveau nommée ; si Baldwin l'avait choisie comme sous-secrétaire d'Etat en raison de son obéissance au parti, il allait, au cours des années trente, être déçu : la duchesse devint en effet rapidement critique, et même rebelle, à propos de trois questions majeures : la réforme constitutionnelle indienne, à propos de laquelle elle soutenait Churchill¹⁷⁸, la question abyssinienne et la guerre civile espagnole¹⁷⁹. Ses visites en Espagne, son

¹⁷⁴ Margaret Bondfield, *A Life's Work*, p. 276.

¹⁷⁵ "I soon found that my work would not all be centred at Westminster. Every school had its prize-giving day and, a woman Parliamentary Secretary, as a novelty, was fair game as distributing of prizes", K. Atholl, *Working Partnership*, p. 144.

¹⁷⁶ Le besoin d'équilibrer le budget signifiait, pour le ministère de l'Education, des économies de deux million de Livres pour 1925-26.

¹⁷⁷ Voir manifeste du parti conservateur de 1924.

¹⁷⁸ Voir 3^{ème} chapitre, II, 2.

¹⁷⁹ Invasion de l'Abyssinie par l'Italie : 1935. Guerre civile espagnole : 1936-39.

action pour les enfants Basques et sa défense de la cause républicaine lui valurent d'ailleurs de nombreuses critiques, en particulier de la part de l'association conservatrice de sa circonscription et de ses électeurs catholiques qui l'accusèrent de soutenir un gouvernement espagnol anarchiste, communiste et athée —on la surnomma "la Duchesse Rouge"— et elle fut forcée de quitter son siège de députée en 1938.

Après elle, la deuxième conservatrice à être nommée au gouvernement ne le fut qu'en 1935, lorsque Florence Horsbrugh devint sous-secrétaire d'Etat au ministère de la Santé. Cette nomination montrait d'ailleurs que les pratiques du parti conservateur commençaient à se rapprocher de celles des travaillistes, Florence Horsbrugh ayant, à la différence de Katharine Atholl, fait son apparition à travers l'organisation du parti plutôt qu'à travers sa famille et son milieu.

II. LES FEMMES DANS LE GOUVERNEMENT LOCAL

La réforme électorale de 1918 ainsi que l'éligibilité parlementaire des femmes, si elles n'entraînèrent pas de changements notables dans la composition du Parlement et du gouvernement, eurent en revanche, un impact relativement important sur la participation féminine dans les gouvernements locaux et ce de deux manières : d'une part en faisant passer le nombre d'électrices municipales de 1 million à 8,5 millions¹⁸⁰, d'autre part en facilitant l'adoption de candidates féminines.

¹⁸⁰ Selon le "Representation of the People Act", une femme pouvait, à l'âge de trente ans, être inscrite sur le registre électoral sur la base de la qualification locale de son mari ou, à l'âge de vingt et un ans, être inscrite sur la base d'une qualification personnelle durant les six mois précédant le 15 décembre ou le 15 juin en tant que 1) occupante, propriétaire ou locataire d'un terrain ou de locaux, 2) co-occupante d'un terrain ou de locaux, 3) occupante d'un logement non meublé, 4) habitante d'un logement pour cause d'emploi.

L'un des obstacles à la candidature des femmes aux élections municipales avant 1918, outre les conditions d'éligibilité¹⁸¹, avait été la tendance de plus en plus importante à disputer les élections selon les lignes des partis, en vue des élections parlementaires. Or, sachant qu'un maire ou un conseiller de comté populaire pouvait être le prochain député, un homme pourvu du droit de vote parlementaire était tout naturellement préféré à une femme, sans aucune valeur —quelles que soient par ailleurs ses qualifications— car inéligible. Lors des élections des conseils d'arrondissements londoniens de 1913, seules huit candidates sur la soixantaine qui se présenta avaient été élues¹⁸². Quand, après la guerre, une grande partie de ces handicaps disparurent¹⁸³, leur nombre fut multiplié par six. Tandis qu'au début de la Première Guerre, les municipalités comptaient, au total, en Angleterre, près de 1.800 élues¹⁸⁴, ce chiffre passa à 2.700 aux élections de 1919¹⁸⁵. A la fin des années trente, les femmes étaient présentes dans près de deux tiers des autorités locales¹⁸⁶ et représentaient au niveau national 12 à 15 % des élus locaux¹⁸⁷.

¹⁸¹ En dehors de Londres, seules étaient éligibles aux conseils de comté et de bourg les femmes occupant un logement en nom propre, ce qui excluait la majorité des femmes mariées et les filles vivant chez leurs parents.

¹⁸² "Women's Work in Local Government", NUWSS, 1913.

¹⁸³ La qualification pour être candidate fut, après 1918, la même que pour un homme : avoir plus de vingt et un ans, être mariée ou célibataire, être une électrice municipale ou posséder une propriété à l'intérieur de la zone électorale ou avoir résidé au moins douze mois dans le même endroit.

¹⁸⁴ 1.536 dans les Boards of Guardians, 200 dans les Conseils de Districts Ruraux (Rural District Councils), 11 dans les Conseils de Districts Urbains (Urban District Councils), 48 dans les Conseils de Comté et Conseils Municipaux (Town and county councils), Londres inclus.

¹⁸⁵ 2.039 dans les Boards of Guardians, 263 dans les Conseils de Districts Ruraux, 67 dans les Conseils de Districts Urbains, 320 dans les Conseils de Comté et Conseils Municipaux (source : Patricia Hollis, *Ladies Elect, Women in English Local Government 1865-1914*, Oxford : Clarendon, 1987, p. 478).

¹⁸⁶ La réforme du gouvernement local de 1929, en remplaçant les Boards of Guardians par des Commissions d'Assistance Publique dépendant des autorités locales porta un coup sévère à la participation féminine pour laquelle les Guardians avaient toujours représenté la part la plus importante.

¹⁸⁷ Patricia Hollis, *op.cit.*, p. 478.

Elues locales (Angleterre et Pays de Galles) 1914-1937¹⁸⁸

	1914	1919-20	1922	1923	1925	1927	1930	1937
Conseils de Comté	7	46	66	68	—	—	138	242
Conseils municipaux	19	132	187	213	—	—	439	599
Arrondissements londoniens	22	142	118	116	141	—	289	253
Conseils de districts urbains	11	67	91	104	—	261	}308	—
Conseils de districts ruraux	200	263	353	353	—	493		—
Boards of Guardians	1.536	2.039	2.523	2.323	2.340	2.400	—	—

1. Les attraits du gouvernement local

Les raisons pour lesquelles les femmes se dirigèrent plus volontiers vers la politique locale que vers le Parlement sont nombreuses : il était tout d'abord plus facile, pour une élue locale, de concilier travail et famille : tandis qu'une députée se retrouvait parfois avec le Parlement à Londres, sa famille dans un comté et sa circonscription dans un autre, le gouvernement local, en revanche, outre sa proximité, n'exigeait souvent qu'un engagement à temps partiel (entre 10 et 20 heures par semaine), ce qui signifiait que famille, travail et vie politique pouvaient être réunis en un même lieu sans qu'il y eût de choix à faire. Il était également moins intimidant et plus facile d'accès que le gouvernement national, les sièges étant plus nombreux, la concurrence moins sévère, et le coût de la campagne moins élevé. Enfin, la politique locale apparaissait à de nombreuses femmes comme plus concrète, plus proche de leurs préoccupations quotidiennes que les débats nationaux, et un grand nombre semblaient apprécier l'absence relative de contrôle des partis politiques. Des listes publiées par le *Woman's Leader* suggèrent qu'une majorité des

¹⁸⁸ Sources : Ray Strachey, *Our Freedom and Its Results*, p. 36 ; *The Woman's Leader*, 11/11/21 ; International Alliance for Women's Suffrage English Committee, *Report of 10th Congress, May-June 1926*, p. 226 ; Gates, *The Woman's Year Book*, p.123 ; Patricia Hollis, *Women Elect*, appendix ; International Women's Suffrage Association, *Le Suffrage en Pratique*, p. 78.

élues, en 1921, était toujours indépendante et les commentaires de l'époque indiquent que beaucoup ne souhaitaient pas la discipline ni l'attachement à un parti, même si, en s'attachant ainsi à leur indépendance, il est clair que les femmes progressaient à contre-courant à un moment où les partis politiques augmentaient leur emprise sur la politique locale, phénomène en partie dû à l'expansion spectaculaire du parti travailliste après 1919.

2. La contribution féminine

Lors des premières élections auxquelles elles avaient pu participé, de nombreuses femmes s'étaient présentées en tant qu'indépendantes, non pas parce qu'elles se considéraient comme "non alignées" mais parce qu'elles souhaitaient être élues en tant que représentantes des femmes et défendre un programme de valeurs familiales, de réforme morale, de meilleurs soins qui leur fût propre. Si, de plus en plus, à partir des années 1870, les querelles entre l'église et la chapelle cédèrent le pas à des conflits de partis et que les femmes, avec plus ou moins de réticence, entrèrent dans le système politique, leurs préoccupations restèrent beaucoup plus ouvertement féminines qu'au Parlement, avec une attention particulière portée à l'éducation, la surveillance des rues et des enfants, la distribution de lait gratuit ou à bas prix aux mères et aux enfants, la rénovation des taudis et l'agencement des nouvelles constructions¹⁸⁹, les parcs et jardins publics, l'éclairage des rues, l'inspection médicale pour les enfants... A Cambridge, où cinq conseillères municipales appartenaient à la WCA locale, elles parvinrent même à obtenir l'égalité des salaires pour les gardiennes de la paix.

¹⁸⁹ A Cambridge fut même créé un comité consultatif féminin chargé d'examiner les plans et suggérer des améliorations pratiques. De nombreuses autres municipalités acceptèrent également la coopération de ces comités consultatifs dans le domaine du logement

Tandis que de nombreuses femmes députées refusaient de se confiner aux questions féminines, craignant à juste titre que, dans le club masculin de Westminster, cela ne les envoyât tout droit dans une carrière cul-de-sac, la situation, dans les gouvernements locaux, était très différente : les questions traitées étaient en prise directe avec la vie quotidienne des femmes et ces dernières, surtout, ne cherchaient pas à devenir ministre. Les candidates et conseillères municipales n'hésitaient par conséquent pas à utiliser le langage des sphères séparées, sachant que, dans un monde où peu de femmes de la classe moyenne avaient un travail et où peu d'hommes publics avaient la moindre expérience des enfants, tous deux possédaient des attributs et des savoir-faire différents. Chercher l'accès au gouvernement local en tant que substituts des hommes n'aurait pas seulement semblé absurde mais également un gaspillage de compétences. Par ailleurs, sur certaines questions, les visions des hommes et des femmes pouvaient se révéler très différentes, ainsi que put s'en rendre compte Hanna Mitchell, conseillère municipale travailliste de 1924 à 1935 : *"Les parcs évoquaient pour moi les arbres, les fleurs et le repos ; pour mes collègues masculins, ils semblaient évoquer le football, les terrains de boules et les courts de tennis"*¹⁹⁰, se souvient-elle, expliquant que le travail des commissions relatives aux jardins publics ne s'était pas révélé aussi plaisant qu'elle se l'était imaginé.

3. Encouragements des organisations féministes

Parce qu'elles savaient que le gouvernement local était plus facile d'accès mais également plus propice à une contribution féminine distincte et plus proche des préoccupations quotidiennes que le Parlement, les organisations féministes, et plus

¹⁹⁰ "Parks, to me meant trees, flowers, and rest ; to my male colleagues they seemd to mean football, bowling greens and tennis courts", Hanna Mitchell, *The Hard Way Up*, p. 207.

particulièrement la Women's Local Government Society (jusqu'en 1925) et la National Federation of Women Citizen's Associations¹⁹¹, encouragèrent inlassablement adhérentes et lectrices à participer aux élections et à s'intéresser à la politique locale. De nombreux articles dans *The Vote*, *The Catholic Citizen* et *The Woman's Leader* dénoncèrent sans relâche l'apathie générale des électeurs et le désintérêt pour ce qui concernait les questions locales et la composition des conseils, et incitèrent leurs lectrices à participer en tant qu'électrices aux élections municipales et à s'intéresser aux affaires débattues lors des conseils, insistant sur le rôle important des autorités locales pour elles. Celles-ci, leur faisait-on remarquer, étaient les autorités responsables de l'administration des lois sur les sages-femmes, l'assurance, le logement ou encore l'éducation qui, tous, réclamaient la collaboration des femmes¹⁹². Les conseils de comté et de bourgs, faisait encore remarquer *The Vote* en 1919¹⁹³, étaient les deux autorités principales sur lesquelles allait reposer en grande partie le travail de reconstruction du pays, et il était par conséquent essentiel que parmi leurs membres se trouvent des femmes.

¹⁹¹ "A special aim of the Women's Citizens' Associations will be to secure a much larger proportion of women to serve as Local Councillors. The practical assistance of women is everywhere wanted on the committees for Education, Public Health [...], Public Parks and Playing Fields, Watching, Lighting, Cleansing, Houses of Entertainment, Courts dealing with juvenile Offenders — all these systems require to be reconsidered. The whole trend of present-day legislation is to add more and more duties to the Town and County Councils ; and men are now prepared to welcome much larger partnership of women on these public bodies. We sincerely hope that women will take up this work with courage and enthusiasm, and will endeavour to enter as duly elected members, and come back and take counsel with their local Women Citizen's Associations", "The Citizenship of Women", NWCA leaflet n°6, 1933, a reprint of the Report of the Inaugural Meeting, 31 May 1918.

¹⁹² "We want women on county councils who will realise the need for a central heating system in urban districts and for adequate bathing and cupboard accommodation. Women spend the greater part of their lives in the home, and they desire that the houses should be built with a sunny aspect and sufficient window space [...] County councils are the authorities for elementary, secondary and technical education [...] Education cannot in any way be efficient unless women in sufficient numbers take their share. Special schools may be provided for afflicted children who cannot be taught in ordinary schools... Care must be taken that the Trade Schools established for girls are not exclusively for domestic training...", *The Vote*, 31/1/19, "Women and the County Councils Elections", p. 68. "Few people have sufficient imagination to realise that not only drains, but townplanning, the preservation of the countryside, the welfare of mothers and children, and many other matters come within the province of local government", insistera encore le journal en 1930 (*The Vote*, 16/5/30).

Les années vingt ne furent pas toujours faciles pour les femmes au niveau local : les controverses sur le renvoi par les conseils municipaux des femmes mariées et sur la délivrance par les cliniques locales d'informations sur la contraception isolèrent rapidement les féministes de bon nombre d'hommes politiques ; les contribuables, par ailleurs, étaient parfois enclins à croire que les femmes, dans leur enthousiasme pour l'éducation, la santé ou la protection de l'enfance, entraînaient des dépenses excessives pour la municipalité, et certaines candidates rencontrèrent des difficultés, notamment au cours de la campagne "anti-gaspillage" de 1920-21¹⁹⁴. Néanmoins, le gouvernement local reste indubitablement l'instance politique sur laquelle l'impact de la réforme électorale de 1918 fut le plus évident et où la participation, comme l'influence féminine, furent les plus marquées.

¹⁹³ *The Vote*, 31/1/19.

¹⁹⁴ *Woman's Leader*, 5/11/20, 12/11/20, 1/7/21.

Dans les partis comme dans les différentes instances politiques, et en dépit des portes qui leur étaient désormais officiellement ouvertes, les femmes furent loin d'accéder au pouvoir dans une proportion égale à la place qu'elles occupaient dans l'électorat. Nombreuses à la base, dans les organisations locales et les gouvernements locaux, elles allaient d'ailleurs, à quelques exceptions près, longtemps rester absentes du sommet, qu'il s'agisse de la direction des partis, du Parlement ou du gouvernement.

Interrogée quant aux raisons qui, selon elle, expliquaient l'échec des femmes à obtenir le partage du pouvoir et de la vie publique, Vera Brittain répondait en 1953 :

*Au pied de l'échelle, là où l'initiative des femmes, comme des hommes, doit toujours commencer, la conscience sociale des femmes est encore trop limitée [...] Les vieux opposants à l'égalité entre les sexes sont toujours là, mais ils sont aujourd'hui moins redoutables que l'apathie, la méfiance et les inhibitions qui handicapent encore les femmes après des siècles d'assujettissement*¹⁹⁵.

Duverger, à la même époque, accusait l'inertie des femmes elles-mêmes et le fait que celles-ci continuaient à se sentir dépendantes des hommes. Il était inutile, affirmait-il, de chercher à donner aux femmes un plus grand rôle en politique par des réformes : leur petit rôle en politique ne faisait que refléter et découlait du rôle secondaire auquel les avaient assignées les coutumes de la société et que leur éducation tendait à leur faire accepter comme l'ordre naturel des choses. Plus important, par conséquent,

¹⁹⁵ "At the foot of the ladder, where the initiative for women, as of men, must always begin, female social awareness is still too limited [...]. The old antagonists of sex-equality remain, but they are less formidable today than the apathy, diffidence and inhibitions which still handicap women after centuries of subjection", Vera Brittain, *Lady into Woman*, p. 59.

selon lui, était la lutte contre la croyance profonde dans l'infériorité naturelle des femmes¹⁹⁶.

Toutefois, si l'on peut en effet, dans une certaine mesure, accuser le manque d'ambition ou d'intérêt des femmes elles-mêmes pour la politique, celui-ci ne doit pas occulter un autre problème, à savoir les obstacles importants rencontrés par celles qui recherchaient une carrière parlementaire : si les femmes avaient adhéré en masse aux partis au début des années vingt, elles restèrent durant toute la période largement confinées aux rôles d'organisatrices, n'accédant aux postes les plus hauts de la hiérarchie qu'en nombre infime, peinant pour faire entendre leur voix et confrontées, au niveau local, au double obstacle des commissions de sélection, à savoir non seulement être sélectionnées, mais être sélectionnées pour un poste gagnable.

Une fois au pouvoir, compte tenu de leur petit nombre et de leur appartenance quasi obligée aux partis, et malgré des contributions efficaces en faveur de certaines réformes féminines, les députées purent difficilement combler les espoirs des suffragistes de voir les femmes révolutionner un jour la vie politique. Il aurait fallu pour cela non seulement que les femmes accèdent en masse au Parlement et au gouvernement, mais également qu'un plus grand nombre d'entre elles jouissent d'une certaine indépendance vis-à-vis des partis politiques afin de pouvoir représenter plus distinctement et plus librement les intérêts et points de vue féminins.

¹⁹⁶ Maurice Duverger, *The Political Role of Women*, p. 126, 130.

Conclusion

Nous avons tenté, dans cette étude, de démontrer qu'en dépit des progrès qui, quatre-vingts ans après l'obtention du droit de vote par les femmes, restent à accomplir, les conséquences du droit de vote féminin dans la période de l'entre-deux-guerres ne furent en aucun cas insignifiantes : les adhésions massives aux partis politiques, l'accès au pouvoir politique, l'amélioration de la condition féminine grâce à une abondante législation et une plus grande prise en compte des intérêts féminins par le Parlement et par les partis sont autant de changements qui, bien que limités et concentrés dans le temps sur les dix premières années, procurèrent à celles qui avaient, depuis le dix-neuvième siècle, participé à la lutte suffragiste, une réelle satisfaction. Pour Eleanor Rathbone et Millicent Fawcett, Ray Strachey ou Winifred Holtby, bien que de générations différentes, les progrès accomplis ne faisaient aucun doute.

Freinées par un contexte politique, économique et social peu favorable, il est vrai, comme on a trop souvent eu tendance à l'oublier, que les réformes n'auraient pas été si nombreuses sans une pression constante des organisations féministes à laquelle se mêla, pendant un temps, une crainte indéniable de cette nouvelle force électorale féminine. Il ne fait aucun doute, néanmoins, que ces changements furent occasionnés, même si ce fut de manière indirecte, par l'accession des femmes à l'électorat. Rien, en réalité, ne suggère que les réformes votées dans la période l'auraient été si les femmes n'avaient pas eu, désormais, un certain poids politique. Les suffragistes affirmaient que le droit de vote était une condition nécessaire pour faire avancer le reste de la législation et les progrès dans ce domaines semblent leur

donner raison ; tandis qu'avant 1918 le vote d'une réforme était invariablement précédé par de longues années de pression et nombre de projets de lois, le processus, après 1918, fut accéléré : *"On nous disait que nous exagérions le pouvoir du droit de vote"*, déclarait Eleanor Rathbone en 1930, *"mais nous seules pouvons juger de la différence —et de la différence naturelle— que celui-ci a apporté à notre travail"*¹.

Que, malgré ces changements, suffragistes et féministes aient éprouvé certaines déceptions n'a rien de surprenant : le droit de vote était un outil donné aux femmes pour s'exprimer et faire valoir leurs revendications, non un moyen d'obtenir satisfaction immédiate ou systématique sur ces revendications, et les résultats obtenus dépendaient de l'*exercice* de ce droit bien plus que de sa seule possession. Or, nous l'avons vu, en dépit des efforts constants des féministes pour organiser les électrices, le comportement politique de ces dernières ne fut guère différent de celui des hommes et les femmes, en tant que bloc électoral distinct, ne furent une menace, et par conséquent un moyen de pression, que pendant quelques années. De même, pour que des progrès plus importants aient été accomplis en matière d'égalité des chances ou des salaires, il aurait fallu que les féministes installent au pouvoir les défenseurs de leur cause ou qu'elles-mêmes accèdent au pouvoir, ce qu'elles ne firent pas. Si la route vers le pouvoir était officiellement ouverte pour les femmes, son accès, nous l'avons vu, ne fut en effet pas facile et, qui plus est, pas toujours recherché ; quant aux femmes qui accédèrent au parlement ou au gouvernement, leur contribution, bien qu'utile à plusieurs reprises à la cause des femmes, ne fut pas ouvertement féministe ; pour certaines, parce que telle n'était pas leur priorité, pour

¹ *"We used to be told that we exaggerated the power of the vote, but only ourselves can know the difference —the innate difference— it has made to our work"*, in J. Alberti, "Allowing for the family : Eleanor Rathbone and the effects of enfranchisement", *Crecib*, vol.8, n°3, p. 112.

d'autres parce que prendre une position ouvertement féministe aurait menacé leur carrière.

La lutte féministe après 1918 fut elle-même, outre ses divisions internes, durement freinée, non seulement parce qu'un certain nombre de femmes put croire la bataille terminée, mais également parce que les principales organisations féministes trouvèrent difficile de se concentrer sur une ou deux causes principales et que de nombreux membres quittèrent le mouvement pour les partis politiques. Ce à quoi durent faire face les féministes durant la période ne fut, par ailleurs, pas tant une résistance sans relâche des pouvoirs dirigeants masculins qu'une stratégie plus subtile, composée de retraites tactiques et de concessions à certains changements limités, plus difficile à combattre et génératrice d'une nette perte d'élan.

Si les femmes n'ont pas obtenu plus, peut-on penser, c'est qu'elles ne se sont pas assez battues. Les suffragistes avaient été en minorité, la masse des femmes acceptant cet état des choses par indifférence ou par adhésion aux idées qu'il sous-entendait ; une fois le vote obtenu, elles ne furent pas non plus prêtes à se battre pour de nouvelles réformes et encore moins à s'organiser politiquement, les clivages de classes et de partis étant, ainsi qu'on l'a vu dans la troisième partie, plus importants que toute autre division.

Ainsi qu'ont permis de le constater les élections de mai 1997, les questions d'une force électorale féminine et de l'accession des femmes au Parlement restent d'actualité. Les efforts des différents partis pour capturer les voix féminines, en partie motivés par l'abstentionnisme masculin des élections de 1992², ainsi que l'intérêt porté à la question par la presse, ont en effet été l'un des aspects marquants de la

campagne électorale : John Major, particulièrement soucieux de ne pas perdre les électrices de moins de 35 ans —les plus enclines à voter travailliste—, diffusa ainsi, dès le mois d'août 1996, auprès des ministres et hauts fonctionnaires, un document de quatorze pages, rédigé sous l'égide du sous comité aux affaires féminines du gouvernement, leur demandant de prendre en compte les besoins des femmes et de s'assurer de l'égalité des traitements dans l'élaboration des nouvelles politiques. Dans le même temps, une section du manifeste conservateur³ était consacrée aux femmes, intitulée "Opportunities for Women", qui, bien que placée dans la partie "Choix et sécurité pour les familles", s'efforçait de mettre l'accent sur les changements de la condition féminine : *"Les femmes font plus d'études, sont financièrement plus indépendantes et ont plus de perspectives qu'elles n'en n'ont jamais eu dans l'histoire britannique"*⁴. Néanmoins, la proposition de John Major d'offrir une réduction fiscale aux couples dont la femme resterait à la maison pour s'occuper des enfants semble plus révélatrice de l'idée que certains dirigeants conservateurs continuaient à se faire de la place de la femme...

Le manifeste travailliste⁵ ne comprenait quant à lui aucune rubrique particulière concernant les femmes. L'objectif, avait déclaré Tessa Jowell, ministre aux affaires féminines du Cabinet Fantôme, en défendant, fin janvier 1996, la nécessité d'une stratégie électorale féminine, n'était pas de viser des "questions féminines", telles que les garderies ou l'avortement, mais plutôt d'adoucir de manière générale la façon de présenter les programmes, de mettre l'accent sur l'aspect humain, afin que les femmes soient plus susceptibles de leur accorder leur attention : *"Les*

² 82 % des femmes avaient voté, contre seulement 79 % des hommes, soit une différence de plus de un million de voix.

³ "You can only be sure with the Conservatives".

⁴ *"Women have a better education, more financial independence and more opportunities than at any other time in Britain's history"*, p. 20.

⁵ "Because Britain Deserves Better"

femmes ne vivent pas dans un monde à part, uniquement préoccupées par les 'questions féminines'. Elles s'intéressent aux mêmes choses que les hommes —la santé, l'éducation, etc.— mais d'un point de vue légèrement différent"⁶. C'est sans doute cette idée que le parti voulut mettre en application dans son manifeste, ne mentionnant explicitement les femmes qu'en rapport avec la question d'un salaire minimum, dont elles seraient les premières à bénéficier⁷, la lutte contre la criminalité, avec une plus grande protection accordée aux victimes de viols, leur sous-représentation en politique et, surtout, la vie de famille, l'accent étant mis sur le choix devant être donné aux mères de famille de travailler ou de rester à la maison. Tout comme le manifeste conservateur, le manifeste travailliste jugea cependant opportun d'insister sur l'évolution des relations hommes-femmes⁸ et de choisir des illustrations dans ce sens : hommes et femmes y furent donc présentés dans le même genre de situation, avec leurs enfants, ou sur leur lieu de travail. Sous la section "Equal Rights" du Policy Handbook⁹, une section importante leur fut par ailleurs également consacrée, elle aussi intitulée "Opportunities for Women" et qui soulevait les questions d'un salaire minimum, de la garde d'enfants, des congés parentaux, des formations pour les femmes voulant reprendre le travail après un arrêt de plusieurs années, et du respect des lois concernant l'égalité des salaires et la discrimination sexuelle¹⁰.

Chez les Libéraux-démocrates, Paddy Ashdown ne cacha pas lui non plus sa détermination à rendre son parti attractif pour les électrices —s'il parvenait à capturer

⁶ "Women do not live in a separate world, worrying about 'women's issues'. They are concerned about the same things as men —health, education and so on— but from a slightly different perspective".

⁷ Si un salaire minimum de £4 de l'heure était établi, il concernerait environ 30 % des actives contre 10 % seulement des actifs.

⁸ "More equal relationships between men and women have transformed our lives", "New Labour : Because Britain Deserves Better", p. 24.

⁹ "New Labour, New Life for Britain"

¹⁰ *Equal Pay Act, 1970, Sex Discrimination Act 1975.*

le vote des femmes, le parti pouvait, selon lui, gagner jusqu'à quarante sièges aux élections— et dénonça l'agressivité des deux autres partis, déclarant vouloir quant à lui offrir une atmosphère "familiale et rassurante"¹¹. Jugeant, contrairement aux travaillistes, que les femmes étaient intéressées par certains domaines plus que par d'autres, le parti publia même, en plus de son manifeste¹², un programme à l'attention particulière des électrices, *The Liberal Democrat Fair Deal for Women*¹³, couvrant une multitude de questions touchant directement ou indirectement les femmes : l'éducation, la santé, le logement, la lutte contre la criminalité, l'égalité des salaires, l'indépendance économique et les congés parentaux. Concernant la place des femmes en politique, les Libéraux-démocrates déclaraient viser une représentation féminine d'au moins un tiers dans tous les organismes publiques, un plus grand nombre de candidates aux élections parlementaires¹⁴, une réforme du système électoral et une réforme des heures et des pratiques du Parlement afin de rendre celui-ci plus accessible aux femmes. "*Nous avons pour objectif*", affirmaient-ils en conclusion, "*de construire une Grande-Bretagne où chaque femme pourra façonner son propre avenir en développant ses compétences et en augmentant ses forces pour son bien et celui de la communauté toute entière*"¹⁵.

Parallèlement à la propagande des trois partis, la presse britannique s'interrogea très tôt sur l'existence d'un point de vue féminin distinct et sur l'efficacité des différentes stratégies adoptées pour le conquérir —intérêt renforcé par le rôle attribué

¹¹ "cosy family atmosphere", *The Times*, 23/9/96, "Women wooed with Cosy Family Image", p. 8.

¹² "Make the Difference".

¹³ "The Liberal Democrats recognise that women's lives are different from men's", *The Liberal Democrat Fair Deal for Women*, *Women Liberal Democrats*, Acorn Press, 1997, p.1.

¹⁴ La procédure de sélection des Libéraux-démocrates exige que les listes de candidats ne soient ni entièrement masculines ni entièrement féminines mais que deux des candidats au moins soient des femmes.

aux électrices américaines dans la victoire de Bill Clinton au mois de novembre 1996 aux Etats-Unis. L'enjeu, se plurent à le répéter les journaux, était de "*gagner le cœur des femmes*"¹⁶, ce qui impliquait "faire la cour", "séduire", "chercher à plaire"¹⁷, des termes qui non seulement ne s'emploieraient jamais pour parler de l'électorat masculin —ce qui montre bien que ce n'est pas tant à l'électrice en tant que citoyenne que l'on s'adresse mais en tant que femme— mais qui contribuent par ailleurs à dévaloriser le comportement politique féminin en perpétuant la croyance selon laquelle les femmes seraient plus influencées par la rhétorique et l'image d'un candidat que par ses idées politiques.

Les candidates parlementaires et la sous-représentation féminine au Parlement représentèrent, pour la presse, un autre sujet d'intérêt : près de quatre-vingts ans après avoir obtenu le droit de voter et de siéger au Parlement, les femmes ne représentaient encore, à la veille des élections, qu'à peine plus de 9 % des députés à la Chambre des Communes : 18 sur 327 chez les conservateurs, 37 sur 271 chez les travaillistes et 4 sur 25 chez les Libéraux-démocrates. Le Palais de Westminster comptait dans ses murs un barbier, mais toujours pas de coiffeur pour dames, un stand de tir, mais toujours pas de crèche.

Parce que le problème restait clairement identifié comme ayant sa source au moment de la sélection, le parti travailliste décida d'agir en appliquant la décision prise sur la question au congrès de 1993 de sélectionner des candidates dans la moitié

¹⁵ "*We aim to build a Britain where every woman can shape her own future by developing her skills, enhancing her strengths, for her benefit and that of the whole community*" (dernière page)

¹⁶ "*win women's hearts*", *The Observer*, 17/12/95, "Labour softens to win women's hearts" et 6/4/97, "Still left holding the baby".

¹⁷ *The Sunday Times*, 22/9/96 p. 6 ; *The Times*, 23/9/96, p. 8 et 30/4/96, p. 13 ; *The Observer*, 6/4/97, op.cit....

des sièges les plus susceptibles d'être remportés¹⁸. Certaines circonscriptions reçurent par conséquent la consigne de choisir leur candidat à partir de listes entièrement féminines. La mesure était temporaire, souligna Tony Blair face à certaines oppositions, et serait révisée et probablement abandonnée après qu'une présence féminine importante aurait été établie au Parlement. La pratique fut cependant déclarée illégale par un tribunal administratif de Leeds en janvier 1996 après qu'une plainte eut été déposée par deux candidats dont la candidature avait été rejetée. Entre temps, 34 sièges avaient cependant déjà été attribués et, à la veille des élections, l'on pouvait estimer qu'environ 111 candidates se présentaient dans des circonscriptions sûres. Elles furent au total 120 à être élues, dont 101 travaillistes¹⁹, soit deux fois plus qu'aux élections précédentes.

Si l'accession simultanée d'un tel nombre, pour la première fois, à Westminster a longuement été commentée, il peut sembler difficile à croire, à la lecture de certains articles de presse, que les femmes siègent depuis quatre-vingts ans déjà au Parlement. Les mêmes détails, notamment, semblent intéresser les journalistes d'aujourd'hui que les journalistes des années vingt : ainsi, lorsque *The Independent* présente, à la veille des élections, les députées potentielles, la journaliste ne peut s'empêcher de préciser, après le nom de chacune, si celle-ci est mariée ou si elle a des enfants²⁰, détail rarement signalé lorsque le candidat est un homme. De même, leur popularité, après leur élection, ne semble pas tant due à leurs actions politiques qu'à certains détails superficiels :

¹⁸ Étaient jugés comme "les plus susceptibles d'être remportés" les sièges occupés par un député travailliste ne se représentant pas ou pouvant être remportés par un revirement en faveur du parti travailliste de 6 % ou moins

¹⁹ 13 conservatrices, 3 Libérales-démocrates, 2 du Parti National Ecossais et la présidente de la Chambre des Communes.

²⁰ *The Independent*, 17/4/97, "Breaking the rules of the gentlemen's club", p.21.

*Si l'on commence à plutôt bien connaître ces femmes, ce n'est pas toujours pour les raisons qu'elles auraient souhaitées. On connaît Ruth Kelly parce qu'elle a un bébé ; Yvette Cooper parce qu'elle est fiancée au conseiller de Gordon Brown, Ed Balls ; Claire Ward parce qu'elle est la cadette du Parlement —elle n'avait que 24 ans quand elle a été élue ; Oona King parce qu'on l'a élue la plus belle députée..."*²¹

Sans doute plus surprenant encore, les mêmes espoirs et les mêmes attentes à leur égard qui, quatre-vingts ans plus tôt, avaient animé les féministes, semblent également avoir resurgi. On attend des femmes qu'elles changent la politique, qu'elles la rendent plus proche, plus intègre, plus humaine ; on espère une approche différente, plus pragmatique²², un exercice du pouvoir humanisé. Les femmes, entend-on de nouveau, seraient plus attentives au sort des plus faibles et plus susceptibles d'œuvrer au Parlement en faveur des revendications féminines : *"Je pense que les femmes, à la Chambre des Communes, se lèveront, diront ce qu'elles ont à dire, et se rassieront. Nous aurons peut-être finalement une approche plus efficace"*, déclare Janet Anderson, porte-parole du parti travailliste en matière de questions féminines, au lendemain des élections. *"Je pense que le pays sera mieux dirigé"*, déclare encore la Barone Williams, membre du précédent Cabinet travailliste et aujourd'hui Libérale-démocrate²³ ; et pour Maria Eagle, députée travailliste : *"Le fait que nous soyons si nombreuses changera la gestion des affaires à la Chambre et dans le pays"*²⁴. Selon Luise Jury, journaliste à *The Independent*, élire des femmes

²¹ *"If these women are getting to be rather well known, it's not always for the reasons they might have hoped. Ruth Kelly is known for having a baby ; Yvette Cooper for being engaged to Gordon Brown's adviser, Ed Balls ; Claire Ward for being the baby of Parliament, just 24 when elected ; Oona King for having been voted the most beautiful MP..."*, *The Observer*, 30/11/97, "Six months hard labour", p.7.

²² *"Elles privilégient les actions concrètes, se méfient des discours et, lorsqu'elles parlent, c'est dans un langage simple, accessible, plus direct, allant à l'essentiel"*, déclare, en France, Elisabeth Guigou (*Etre femme en politique*, Paris : PLON, 1997, p. 222).

²³ *"I think women will stand up in the Commons, say what they have to say and sit down. We may end up with a more business-like approach" ; "I think it is going to make the country better run"*, *The Independent*, 17/4/97, p. 21.

²⁴ *"The fact that there are so many of us will change the way things are run in the House and in the country"*, *The Observer*, 23/11/97, "Hold on a Minute".

contribuera à changer le système et permettra à plus de femmes d'accéder au gouvernement et de révolutionner la nature des décisions prises et la façon dont elles sont prises²⁵.

La conséquence de telles déclarations est que, six mois après les élections, les députées continuent à voir leurs faits et gestes épiés tandis que fusent les premières critiques. On leur reproche par exemple violemment leur absence de mobilisation contre la décision du gouvernement de réduire les aides financières aux mères célibataires, d'autant plus lorsque la décision en question, bien que prise par le ministre des Finances (Gordon Brown) et le premier ministre, est présentée au Parlement par une femme, Harriet Harman, ministre de la Sécurité Sociale. Pour Natacha Walter (*The Observer*), une telle attitude revient à ne pas tenir compte des besoins "*des femmes qui les [ont] amenées au pouvoir*"²⁶, des propos semblables à ceux de Nancy Astor et Katharine Atholl soixante-dix ans plus tôt²⁷ ; pour Nick Cohen, du même journal et dont les propos misogynes rappellent également étrangement certains commentaires de l'époque, les nouvelles députées semblent être des incompetentes, qu'il compare à des "*potiches d'une agence d'hôtesse à une réception donnée par quelque magnat*"²⁸, belles et muettes, puis aux personnages féminins du film de William Goldman, *The Stepford Wives* (1975), programmés pour crier de plaisir entre les mains de leur maître²⁹.

²⁵ *The Independent*, op.cit.

²⁶ "Ignoring the needs of the women who had put them in power", *The Observer*, 4/1/98, "If faith falters, be charitable and hope". "When I first met the five youngest women MPs back in May", avait-elle déjà écrit en novembre 1997, "I was struck by their feistiness. They talked impatiently about wanting a better deal for women, and about changing the system they found at Westminster and in their constituencies, about a new style of politics [...] What is happening to all that energy and passion ?", *The Observer*, 30/11/97, "Six months hard Labour", p. 7.

²⁷ Voir cinquième partie, chapitre III, 3. "Les députées et les questions féminines".

²⁸ "hirelings from an escort agency at a tycoon's party. They looked good and said absolutely nothing", *The Observer*, 23/11/97, "Hold on a Minute".

La question qui continue en réalité à se poser face à ces critiques est : est-il possible pour les femmes de consolider leur pouvoir croissant sans intégrer totalement le système et sans se couler dans un moule masculin ? *"En s'identifiant si étroitement au gouvernement"*, remarque Natasha Walter, *"ces députées courent le risque de perdre le contact avec celles qui les ont placées au pouvoir. Il y a encore une certaine énergie chez la plupart d'entre elles, mais elle est actuellement en train d'être exploitée par le système"*³⁰. Selon un sondage réalisé en 1997 par la Fawcett Society auprès des députées du nouveau Parlement, elles seraient néanmoins 60 % à se dire féministes, dont 67 % de celles élues en 1997 contre 48 % seulement de celles élues avant 1997, ce qui semblerait indiquer la disparition d'une certaine réticence à cet égard et laisse encore espérer à certaines qu'une fois que ces femmes auront pris plus de confiance dans leur nouveau rôle, leur féminisme les incitera à faire pression pour de réels changements, à la fois dans le processus politique et dans la législation.

Si, pour certains, les femmes continuent à représenter l'espoir d'un renouveau de la politique³¹, sans doute est-ce que celle-ci, encore aujourd'hui dominée par les hommes, est profondément discréditée, tâchée de promesses électorales non tenues, de corruption et d'enrichissements personnels. Les femmes, parce qu'elles sont encore relativement absentes en politique, peuvent tout naturellement apparaître, par contraste, à l'abri de tous les scandales qui tendent à discréditer la vie politique.

²⁹ *"It is a faintly sexist simile"*, ajoute-t-il, *"but a comparison does not fail"*, Ibid.

³⁰ *"By identifying themselves so absolutely with the Government, these MPs run the risk of losing the connection with the people who put them in power [...] There's still an energy about most of these MPs, but it's now being harnessed to the system"*, *The Observer*, 30/11/97, "Six months hard Labour", p.7.

³¹ Pour 51 % des Britanniques interrogés lors d'un sondage sur les relations hommes-femmes, réalisé entre juin 1995 et février 1996, le pays serait mieux gouverné s'il y avait plus de femmes en politiques ; pour 11 % il serait moins bien gouverné (Elisabeth Guigou, *Etre femme en politique*, p. 264).

Eleanor Rathbone déclarait en 1935, en conclusion d'une conférence sur les changements apportés par le droit de vote, que si les femmes avaient réellement, compte tenu de certaines différences biologiques et sociales, une sensibilité qui leur était propre, alors on pouvait espérer que l'une des conséquences de leur citoyenneté serait une approche différente des choses politiques, et notamment un combat plus ardu contre la misère humaine et la cruauté sous toutes ses formes, la guerre peut-être plus que toute autre. "*Mais*", concluait-elle, "*la réalisation [de ces changements] prendra de longues années. Je ne vivrai pas assez longtemps pour en voir l'accomplissement, ni peut-être même les membres les plus jeunes de mon auditoire d'aujourd'hui*"³². Il paraît aujourd'hui indiscutable que, dans les grands choix politiques (paix ou guerre, justice et ordre public, politique économique ou financière), les orientations politiques sont plus importantes que le fait d'être un homme ou une femme et que l'approche "sexuée" est surtout valable en rapport avec les problèmes liés à la vie quotidienne. —ainsi, dans les pays où les femmes sont plus proches de l'égalité avec les hommes dans la vie publique³³, le problème de la garde des enfants dont les mères travaillent a été réglé relativement efficacement. Il est vrai, aussi, que la présence de quelques femmes au pouvoir ne peut pas suffire à changer les choses et que leur impact en politique, quel qu'il soit, ne peut que rester réduit tant qu'elles resteront l'exception. Les attentes des suffragistes, à cet égard, ont, sans nul doute, été largement déçues.

³² "*But its fulfilment will take a long time. I shall not live to see the end of it, nor perhaps will even the youngest members of my present audience*", E. Rathbone, *The Harvest of the Women's Movement*, p. 183.

³³ Finlande (39 % de femmes dans les assemblées élues en 1993), Norvège (35,8 %), Suède (33,5%), Danemark (33 %).

Annexes

ANNEXE 1 : Détails biographiques des principales femmes citées :

Astor, Lady Nancy : 1879-1964. D'origine américaine, scientifique chrétienne. Fut élue, en 1919, députée conservatrice pour Plymouth lorsque son mari, Waldorf Astor, abandonna son siège afin d'accéder à la Chambre des Lords, et devint ainsi la première femme à siéger à la Chambre des Communes. Elle y soutint activement les intérêts des femmes et des enfants ainsi que la réglementation de l'alcool par l'Etat. Maurice Collis, Nancy Astor - *An informal biography*, London : Faber & Faber, 1960.

Brittain, Vera : 1893-1970. Ecrivain. Plus particulièrement connue pour ses mémoires : *Testament of Youth* (1933), *Testament of Friendship* (1940), *Testament of Experience* (1957). Membre du Six Point Group à partir de 1922, elle contribua régulièrement à *Time and Tide* par des articles défendant une vision égalitariste du féminisme mais aussi, et de plus en plus au fil des années, le pacifisme. Berry & Bishop (eds), *Testament of a Generation, The Journalism of Vera Brittain and Winifred Holtby*, London : Virago, 1985.

Despard, Charlotte : 1844-1939. Née Charlotte French, elle épousa Maximilian Despard en 1870. A la mort de celui-ci, en 1890, elle milita au sein du parti travailliste indépendant. Suffragiste convaincue, elle adhéra en 1906 à la Women's Social and Political Union, dont elle fut nommée secrétaire honoraire, mais au sein de laquelle elle ne resta que peu de temps. Désapprouvant l'attitude dictatoriale des Pankhursts, elle quitta l'organisation et, avec quelques autres ex-suffragettes, dont Teresa Billington Greig, forma, en 1907, la Women's Freedom League. Elle fut parmi les premières femmes qui, en décembre 1918, profitèrent du droit qui leur était maintenant donné de se présenter comme candidates à une élection parlementaire même si, comme ses collègues, elle échoua. Le reste de sa vie fut dévoué à la cause irlandaise (elle soutenait le Sinn Féin).

A. Linklater, *An Unhusbanded Life : Charlotte Despard, Suffragette, Socialist, Sinn Féiner*, London : Hutchinson, 1980.

Fawcett, Millicent Garrett : 1847-1929. Issue d'une famille bourgeoise, sa sœur aînée, Elizabeth, fut la première femme à obtenir le titre de docteur en médecine en 1865 et à ouvrir la profession médicale aux femmes. La carrière politique de Millicent Garrett Fawcett commença réellement en 1867 lorsque, âgée de vingt ans, elle épousa le Professeur Henry Fawcett, député puis ministre des Postes dans le gouvernement libéral de Gladstone (1880-84). Outre son rôle de secrétaire auprès de son mari infirme, elle fut également très active de son côté, œuvrant pour le "Married Women's Property Act" puis rejoignant le premier comité pour le suffrage des femmes en 1867. A la mort de Lydia Becker en 1890, elle prit la direction du mouvement féministe et dirigea la National Union of Women's Suffrage Societies jusqu'en 1919, date à laquelle elle fut remplacée par Eleanor Rathbone.

Ray Strachey, *Millicent Garrett Fawcett*, London : Murray, 1931

Haig, Margaret (Lady Rhondda) : 1883-1958. Fille unique d'un riche propriétaire terrien, elle travailla pour son père et, après son mariage, s'impliqua dans le suffragisme militant au sein de la WSPU. Dans les années vingt, femme d'affaires reconnue, elle fonda le premier journal à être entièrement dirigé par des femmes,

Time and Tide, et participa à la fondation d'une nouvelle organisation féministe, le Six Point Group. Elle fit notamment campagne pour l'accès des femmes à la Chambre des Lords, dont l'échec contribua à révéler l'hypocrisie de la loi soi-disant anti-discriminatoire voté en 1919.

Shirley M. Eoff, *Viscountess Rhondda, Equalitarian Feminist*, Ohio State University Press : Columbus, 1991.

Hamilton, Cicely : 1872-1953. Ecrivain, actrice, dramaturge et suffragiste, elle fonda, en 1908, avec Bessie Hatton, la Women Writers' Suffrage League. Dans *Marriage as a Trade*, publié en 1909, elle dénonça le fait que la majorité des femmes ne se mariaient pas par amour mais parce que le mariage était souvent la seule carrière qui était envisagée pour elles. Après la guerre, elle devint journaliste indépendante (elle écrivit beaucoup pour *Time and Tide*) et fit campagne au sein de l'Open Door Council, qui était notamment opposé aux lois protectrices.

L. Whitelaw, *The Life and Rebellious Times of Cicely Hamilton : actress, writer, suffragist*, London : Women's Press, 1991.

Holtby, Winifred : 1898 - 1935. Romancière et journaliste, elle est également, l'auteur d'une analyse pertinente de la condition de la femme dans la société britannique de l'entre-deux-guerres : *Women and a Changing Civilisation* (1934). Elle travailla pour de nombreux magazines et journaux, parmi lesquels *Time & Tide*, dont elle devint la rédactrice en chef en 1926.

Berry & Bishop, *Testament of a Generation, The Journalism of Vera Brittain and Winifred Holtby*.

Pankhurst, Christabel : 1880-1958. Fille aînée de la famille Pankhurst, Christabel fut aussi, après des études de droit, la force dirigeante de la WSPU, fondée par sa mère. Impatiente devant la lenteur des progrès de la National Union of Women's Suffrage Society mais aussi de la WSPU, elle décida d'insuffler de l'énergie dans le mouvement en mettant au point la tactique qui allait enfin faire parler de l'organisation: participer aux réunions politiques et harceler sans répit les candidats, les députés ou les ministres. Arrêtée de nombreuses fois pour ses activités militantes, elle fut obligée, en 1912, de s'exiler en France, d'où elle continua à diriger la campagne, notamment à travers son journal, *The Suffragette*. Après avoir tenté, sans succès, de se faire élire au Parlement comme représentante du Women's Party, elle délaissa la cause féministe pour la religion. Elle quitta l'Angleterre pour les Etats-Unis où elle vécut de 1939 jusqu'à sa mort. Elle reste une figure très controversée parmi les féministes et les historiens, notamment pour son caractère autocratique.

David Mitchell, *Queen Christabel*, London : MacDonald & Jan, 1977.

The Fighting Pankhursts, London : Jonathan Cape, 1967.

E. Sarah, "Christabel Pankhurst : reclaiming her power", dans Dale Spender (ed.), *Feminist Theorists*, London : Women's Press, 1983.

Pankhurst, Emmeline : 1858-1928. De milieu plus modeste que Millicent Fawcett, elle étudia de 1873 à 1877 à l'Ecole Normale de Paris puis épousa en 1879 le Dr Richard Pankhurst, avocat et fervent partisan du vote des femmes. Tous deux œuvrèrent ensemble au sein du Manchester Women's Suffrage Committee et du Married Women's Property Committee, et fondèrent en 1889 la Women's Franchise League. Emmeline Pankhurst quitta en 1892 le parti libéral et se rallia au jeune parti travailliste indépendant (ILP) de Keir Hardie. A la mort de son mari, en 1898, elle

décida de consacrer toutes ses forces à la lutte pour le droit de vote et fonda, en 1903, avec l'aide de ses filles, la WSPU qu'elle dirigea jusqu'à sa mort. Elle fut arrêtée plus d'une douzaine de fois, pour conspiration et incitation à la violence et ses nombreuses grèves de la faim, du sommeil et de la soif altérèrent sérieusement sa santé.

Emmeline Pankhurst, *My Own Story*, London : NASA, 1914.

David Mitchell, *The Fighting Pankhursts*, London : Jonathan Cape, 1967.

Pankhurst, Sylvia : 1882-1960. La deuxième fille des Pankhurst, Sylvia fut dans un premier temps l'artiste attitrée de la WSPU et dessina la plupart des affiches, badges, banderoles et cartes de membre. Elle fut également un membre actif de l'organisation et fut emprisonnée treize fois. Désapprouvant la scission de la WSPU d'avec le mouvement travailliste et le caractère de plus en plus bourgeois de l'organisation, Sylvia s'éloigna progressivement de sa mère et de sa sœur et entreprit d'organiser les femmes de l'East End londonien, publiant son propre journal, *The Workers' Dreadnought*. En 1912, Emmeline et Christabel Pankhurst désavouèrent officiellement les activités de Sylvia, qui quitta la WSPU et organisa indépendamment l'East London Federation (devint en 1915 la Worker's Suffrage Federation puis, en 1918, la Workers Socialist Federation). *The Suffragette Movement*, qu'elle écrivit en 1931, offre un compte-rendu détaillé de la campagne pour le suffrage et du rôle joué par sa famille.

Richard Pankhurst, *Sylvia Pankhurst, Artist and Crusader : an intimate portrait*, London : Paddington Press, 1980.

David Mitchell, *The Fighting Pankhursts*, London : Jonathan Cape, 1967.

Barbara Winslow, *Sylvia Pankhurst, Sexual Politics and Political Activism*, London : UCL Press, 1996.

Pethick-Lawrence, Emmeline : 1867-1954. Après avoir milité pendant plusieurs années à la Women's Social and Political Union et fondé, avec son mari, Frederick Pethick Lawrence, le journal de l'organisation, *Votes for Women* (1907), elle quitta les Pankhurst pour rejoindre la Women's Freedom League, dirigée par Charlotte Despard et au sein de laquelle elle continua à militer dans l'entre-deux-guerres.

Rathbone, Eleanor : 1872-1946. Suffragiste et réformatrice sociale. Succéda à Millicent Garret Fawcett à la tête de la NUSEC de 1919 à 1929. Auteur de *The Disinherited Family* (1930), elle ne cessa de faire campagne pour les allocations familiales pour mettre fin à la dépendance économique des femmes et, durant les années trente, défendit activement la cause des femmes en Inde et s'opposa à la politique britannique de non-intervention en Espagne.

Johanna Alberti, *Eleanor Rathbone*, London : Sage Publications, 1996.

Suzie Fleming, *Eleanor Rathbone : Spokeswoman for a Movement*, Introductory Essay to the *Disinherited Family*, Bristol : Falling Wall, 1986.

Strachey, Ray : 1887-1940. Auteur de *The Cause* (1928), un classique de l'histoire du mouvement pour le droit de vote, elle fit également partie du comité-directeur de la NUWSS et fut rédactrice en chef du *Woman's Leader*. Après la Première Guerre, elle s'intéressa plus particulièrement à l'emploi et à l'indépendance économique des femmes et se présenta, à trois reprises, comme candidate au Parlement (1918, 1922, 1923). Jamais élue, elle participa néanmoins de près à l'action parlementaire en offrant notamment ses services de secrétaire à Lady Astor.

West, Rebecca : 1892-1983. Ecrivain, journaliste et suffragette, elle milita au sein de la WSPU jusqu'en 1913, où à la suite de tensions personnelles avec Christabel Pankhurst, elle quitta l'organisation. Elle écrivit régulièrement pour *Time and Tide* dans les années vingt.

Wilkinson, Ellen : 1891-1947. Femme politique travailliste. Elle dirigea la section de la NUWSS de Manchester à partir de 1913 en même temps qu'elle se faisait un nom au sein du parti travailliste indépendant. Représentante syndicale au sein de l'Amalgamated Union of Co-operative Employees de 1915 à 1925, elle adhéra en 1920 au parti communiste britannique mais s'en retira pour remporter la circonscription parlementaire de Middlesbrough East et devenir, en 1924, la première femme députée travailliste. Elue députée de Jarrow, ville portuaire du nord-est, en 1935, elle participa, en 1936, à la marche de Jarrow à Londres organisée en signe de protestation contre le chômage.

ANNEXE 2 : Principales organisations suffragistes et féministes

CCWO : Consultative Committee of Women's Organisations

Créé en 1921 à l'initiative de Nancy Astor afin de coordonner les actions des différentes organisations féministes et fournir une pression parlementaire plus efficace ; une quarantaine de sociétés y adhérèrent. Le comité, particulièrement durant les années vingt, renforça l'image d'Astor en tant que porte-parole parlementaire du mouvement féministe. La députée en fut la présidente jusqu'en 1928.

CWSS / ST JOAN'S SPA : Catholic Women's Suffrage Society / Social and Political Alliance

Formée en 1911, l'organisation se voulait, comme la NUWSS, indépendante de tout parti et constitutionnelle. Après avoir continué à être active pendant la guerre, la CWSS poursuivit la lutte pour l'extension du droit de vote et contre les autres inégalités sociales, économiques et politiques dont continuaient à être victimes les femmes. Elle dut changer de nom en 1923 lorsque, suite à une décision du Saint Siège interdisant à toute société utilisant, dans son appellation, le terme catholique, de participer à des réunions ou manifestations non confessionnelles, protestantes ou neutres, l'organisation ne put participer au Congrès de l'Alliance Internationale pour le Suffrage des Femmes, tenue à Rome au mois de mai de cette année. Il fut dès lors décidé que la Société des Femmes Catholiques pour le Suffrage s'appellerait désormais l'Alliance Sociale et Politique de Sainte Jeanne d'Arc, la patronne depuis toujours de l'organisation. Bien que pour ainsi dire jamais mentionnée dans aucune des études sur le mouvement féministe de l'entre-deux-guerres, la Saint Joan's SPA fut pourtant, d'après Millicent Garrett Fawcett (*Equal Franchise 1918-1928*, June 1927, p.1), l'une des organisations, avec la NUSEC et la WFL, qui furent les plus actives dans la campagne pour l'extension du droit de vote.

Son journal : *The Catholic Suffragist* (1911-1918)

The Catholic Citizen (1918-)

NCW (GBI) : National Council of Women of Great Britain and Ireland;

Remplça en 1918 la National Union of Women Workers, organisation philanthropique créée en 1895 et dont les efforts étaient plus particulièrement dirigés vers les besoins des ouvrières. Le NCW fut la plus grande organisation coordinatrice de l'entre-deux-guerres, regroupant les principales organisations féminines sociales et politiques du pays (à l'exception de celles affiliés au parti travailliste). Elle comptait, en 1937, 86 sections et 130 sociétés affiliées, pour un nombre total d'adhérentes de 2,5 millions.

NUSEC/NUWSS : National Union of Societies for Equal Citizenship/National Union of Women's Suffrage Societies

La plus grande organisation suffragiste britannique, fondée en 1897 afin de regrouper toutes les sociétés locales. Organisation démocratique et aux méthodes constitutionnelles, elle fut jusqu'en 1919 présidée par Millicent Garrett Fawcett et fit campagne pour un droit de vote parlementaire selon les mêmes conditions qu'il était ou pouvait être accordé aux hommes. Une fois obtenu un suffrage partiel grâce à la réforme électorale de 1918, l'organisation étendit ses objectifs et changea de nom pour devenir la National Union of Societies for Equal Citizenship, sous la présidence, cette fois, d'Eleanor Rathbone. Composée de membres des trois

principaux partis, elle fit notamment campagne pour l'égalité des salaires et des chances, la réforme des lois iniques sur le divorce et la prostitution, l'égalité du droit de vote, l'élection de femmes au Parlement, l'ouverture des professions libérales aux femmes. Elle se scinda, en 1932, en deux organisations : le NCEC (National Committee for Equal Citizenship) intéressé par la poursuite de la lutte pour l'égalité des droits politiques et économiques, et la National Union of Townswomen's Guilds, qui se voulait apolitique.

Son journal : *The Common Cause* (1909-1919)

The Woman's Leader (1920-1932)

ODC : Open Door Council

Créée en 1926, en réaction aux pratiques discriminatoires dont étaient victimes les femmes dans le monde du travail (interdiction d'embauche pour les femmes mariées, protection légale...), l'ODC lutta sans relâche pour l'égalité des chances et des conditions de travail dans tous les secteurs.

SPG : Six Point Group

Fondé en 1921 afin d'insuffler de l'énergie dans un mouvement qui, déjà, selon ses membres, commençait à se fatiguer. Contrairement à la NUSEC, qui évolua, au cours de l'entre-deux-guerres, vers une nouvelle forme de féminisme, le SPG resta fidèle à la tradition égalitariste. Son nom correspondait aux six domaines de réformes à traiter en priorité, soit, lors de sa formation : 1- la situation des mères célibataires et de leurs enfants, 2- les veuves avec enfants à charge, 3- les lois sur les agressions d'enfants, 4- les lois concernant la tutelle des enfants, 5- l'inégalité des salaires entre hommes et femmes dans l'enseignement, 6- l'inégalité des chances dans l'administration.

Son journal (lien non officiel) : *Time and Tide*

WFL : Women's Freedom League

Fondée en 1907 à la suite d'une scission au sein de la WSPU entre les défenseurs d'Emmeline Pankhurst et ceux désirant un fonctionnement plus démocratique de l'organisation. Avec comme présidente, Charlotte Despard, l'organisation préconisa la résistance passive et notamment le refus par les femmes seules de payer les impôts (elle participa à la formation de la Women's Tax Resistance League) et de participer aux recensements. Après 1918, le nombre de ses membres chuta de façon dramatique, mais la WFL refusa de cesser ses activités et continua à se battre pour l'égalité du droit de vote, des salaires et des chances.

Son journal : *The Women's Franchise* (1907-1909)

The Vote (1909-1933)

WSPU : Women's Social and Political Union

Fondée par Emmeline Pankhurst en 1903, cette organisation fut la branche militante du mouvement suffragiste et ses membres reçurent le surnom de "suffragettes". Celles-ci se distinguèrent par des actions de plus en plus violentes et spectaculaires, notamment entre 1908 et la veille de la guerre. Elle disparut en 1917 pour céder la place au Women's Party, parti plus nationaliste que féministe, dirigé par Christabel Pankhurst.

Son journal : *Votes for Women* (1907-1912)

The Suffragette (1912-1915)

Britannia (1915-1918)

ANNEXE 3 : Proportion en pourcentage des électeurs inscrits sur les listes électorales par rapport à la population totale âgée de plus de vingt et un ans avant et après chaque réforme électorale.

Date des listes électorales	Proportion d'électeurs (%)
1831	5,0
(1832 : premier <i>Reform Act</i>)	
1832	7,1
1864	9
(1867 : deuxième <i>Reform Act</i>)	
1868	16,4
1883	18
(1884-5 : troisième <i>Reform Act</i>)	
1886	28,5
1914	30
(1918 : <i>R. of the People Act</i>)	
1921	74
1927	74
(1928 : <i>Equal Franchise Act</i>)	
1931	96,9

ANNEXE 4 : Constitution de la WSPU.

NAME : The Women's Social and Political Union

OBJECTS : To secure for Women the Parliamentary Vote as it is or may be granted to men ; to use the power thus obtained to establish equality of rights and opportunities between the sexes, and to promote the social and industrial well-being of the community.

METHODS : The objects of the Union shall be promoted by :

- 1- Action entirely independent of all political parties.
- 2- Opposition to whatever Government is in power until such time as the franchise is granted.
- 3- Participation in Parliamentary Elections in opposition to the Government candidate and independently of all other candidates.
- 4- Vigorous agitation upon lines justified by the position of outlawry to which women are at present condemned.
- 5- The organising of women all over the country to enable them to give adequate expression to their desire for political freedom.
- 6- Education of public opinion by all the usual methods, such as public meetings, demonstrations, debates, distribution of literature, newspapers, correspondence, and deputations to public representatives.

MEMBERSHIP : Women of all shades of political opinion who approve the objects and methods of the Union, and who are prepared to act independently of party, are eligible for membership.

(les clauses concernant l'organisation de la société n'ayant jamais été appliquées ont été délibérément omises de cet extrait). Programme for Second Annual Conference, 12 October 1907.

ANNEXE 5 : Circulaire du 13 août 1914 de Mrs Pankhurst.

Dear friend,

Even the outbreak of war could not affect the action of the WSPU, so long as our comrades were in prison and under torture.

Since their release, it has been possible to consider what should be the course adopted by the WSPU, in view of the war crisis.

It is obvious that even the most vigorous militancy of the WSPU is for the time being rendered less effective by contrast with the infinitely greater violence done in the present war, not to mere property and economic prosperity alone, but to human life.

As for work for the vote on the lines of peaceful argument, such work is we know, futile even under ordinary conditions, to secure vote for women in Great Britain. How much less, therefore, will it avail at this time of international warfare.

Under all circumstances, it has been decided to economise the Union's energies and financial resources by a temporary suspension of activities. The resumption of active work and the reappearance of The Suffragette, whose next publication will be also temporarily suspended, will be announced when the right time comes.

As a result of the decision announced in this letter, not only shall we save much energy and a very large sum of money, but an opportunity will be given to the Union as a whole, and above all to those individual members who have been in the fighting line to recuperate after the tremendous strain and suffering of the past two years.

As regards the war, the view the WSPU expresses is this :

We believe that under the joint rule of enfranchised women and men, the nations of the world will, owing to women's influence and authority, find a way of reconciling the claims of peace and honour, and of regulating international relations without bloodshed. We nonetheless believe also that matters having come to the present pass it was inevitable that Great Britain should take part in the war and with that patriotism which has nerved women to endure torture in prison cells for the national good, we ardently desire that our Country shall be victorious - this because we hold that the existence of small nationalities is at stake, and the status of France and Great Britain is involved.

It will be the future task of women, and only they can perform it, to ensure that the present world tragedy and the peril in which it places civilisation, shall not be repeated and therefore, the WSPU will at the first possible moment step forward into the political arena in order to compel the enactment of a measure giving votes to women on the same terms as men.

ANNEXE 6 : Discours de Christabel Pankhurst à la London Opera House le 8 septembre 1914.

Obviously, the might-is-right principle upon which German policy is now based is altogether contrary to the principle upon which women's claim to citizenship depends...

Our position with regard to women fighting is this. If we are needed in the fighting line, we shall be there. If we are needed to attend to the economic prosperity of the country, we shall be there. What it is best in the interest of the State to do, women will do. But it must be clearly understood that if women do not actually take part in the fighting, that argues no inferiority, that argues no diminution of their claim to political equality. It simply means that men and women in co-operation decide the task which, in the interests of the whole, it is most necessary that they shall do. You must remember that if the men fight, the women are the mothers. Without the mothers, you have no nation to defend. Therefore, we never have admitted, we never shall admit - that even though we do not take part in the actual fighting, we are not equally important from the point of view of citizenship. It is well known that you cannot maintain more than a certain proportion of your citizens in the fighting line. For every one who fights you must have a number of non-combatants to feed him, to clothe him and to prevent the State for which he is fighting from crumbling into ruins. One thing is certain. You are not now utilising to the full the activities of women.

...

How often have we told you that if you want the country to be prosperous, you must organise and utilise the productive energy of women as well as of men, so that they may not be in a position of being a burden to the country ! Why is it that every woman who wants to earn her living, and is physically fit to do so, has not a trade in her fingers, so that she could step into the place that her husband leaves vacant, or pursue some occupation of her own ? It is a serious weakness to our country that women should be economically dependent upon others."

ANNEXE 7 : Liste des membres de la "speaker's conference".

Suffragists :

Liberals : Sir John Simon, W.H. Dickinson, Earl Grey, Aneurin Williams, Sir Jhon Bethell, Ellis Davies, Lord Southwark.

Unionist : Sir William Bull, Lord Burnham, Col. James Craig.

Labour : F. Goldstone, S. Walsh, G.J. Wardle.

Nationalists : Maurice Healy, T.P. O'Connor, P.J. Brady, T. Scanlan.

Anti-Suffragists :

Liberals : A. MacCallum Scott, Viscount Gladstone.

Unionist : Sir F. Banbury, Sir R. Williams, Lord Salisbury, Col.

H. Page-Croft, Sir Harry Samuel, Basil Peto, Sir Robert Finlay, Donald MacMaster.

Doubtful or thought to be changing their minds :

Liberal : W.M.R. Pringle, Sir Ryland Adkins, George Lambert.

Unionist : E.R. Turton, Sir Joseph Larmor.

Source : M. Pugh, "Politicians and the Woman's Vote", History, p.363

ANNEXE 8 : Texte des différents projets de loi concernant le suffrage féminin proposés entre 1910 et 1917.

1st Conciliation Bill : "A Bill to Extend the Parliamentary Franchise to Women Occupiers". D.J Shackleton (Lab)

1- Every woman possessed of a household qualification, or a ten pound occupation qualification, within the meaning of the Representation of the People Act 1884, shall be entitled to be registered as a voter, and, when registered, to vote for the county or borough in which the qualifying premises are situate.

2- For the purposes of this Act, a woman shall not be disqualified by marriage from being registered as a voter, provided that a husband and wife shall not both be qualified in respect of the same property.

2nd Conciliation Bill : "A Bill to confer the Parliamentary Franchise on Women"

Sir George Kemp (Liberal Unionist¹)

1- Every woman possessed of a household qualification within the meaning of the Representation of the People Act (1884) shall be entitled to be registered as a voter, and when registered to vote for the county or borough in which the qualifying premises are situate.

2- For the purposes of this Act a woman shall not be disqualified by marriage from being registered as a voter, provided that husband and wife shall not be registered as voters in the same parliamentary borough or county division.

3rd Conciliation Bill : identical with second. J.T. Agg-Gardner (Cons)

Representation of the People Bill

W.H.Dickinson (Lib)

1- Every woman who-

(a) if she were a man would be entitled to be registered as a parliamentary elector in respect of a household qualification within the meaning of the Representation of the People Act, 1884, or

(b) is the wife of a man entitled to be registered in respect of a household qualification and has resided in the qualifying premises during the period required by law to enable a person to be so registered ; shall be entitled to be registered and when registered to vote as a parliamentary elector in the constituency wherein the qualifying premises are situate.

2- A woman shall not be entitled to be registered unless she has attained the age of 25 years

3- A woman shall not be disqualified by reason of marriage from being registered and voting.

¹ En 1886, le parti Libéral se divisa au sujet de la question irlandaise. Le gouvernement Libéral, dirigé par Gladstone, proposait d'accorder aux Irlandais un parlement irlandais, chargé des questions purement irlandaises et subordonné à celui de Westminster (Home Rule). Presque toute l'aristocratie Libérale et un certain nombre de Libéraux (parmi lesquels Joseph Chamberlain) quittèrent alors le parti pour former les Libéraux Unionistes. Ils continuèrent pendant un certain à se considérer comme des Libéraux, ne différant du reste du parti que sur la question irlandaise, mais dès les années 1890, il devint clair que leurs idées les rapprochaient beaucoup plus des Conservateurs. Le terme "Unioniste" fut alors de plus en plus utilisé de façon générique pour décrire les Conservateurs et les Unionistes Libéraux. La distinction nominale entre Conservateurs et Unionistes Libéraux fut supprimée et les deux partis fusionnèrent le 9 mai 1912 (C. Cook, *The History of the Liberal Party*).

ANNEXE 9 : Les propositions de la "Speaker's Conference", 1917.

A - Registration

- 1 Reduce the qualifying period to six months.
- 2 Revise the Register every six months.
- 3 The qualifying period should end on 15 January and 15 July each year.
- 4 Reduce the time between the preparation and the coming into force on the Register.
- 5 Resolutions 2,3 and 4 do not apply to Ireland.
- 6 Registration Officers to be Town Clerks in boroughs and Clerks to the County Council in counties.
- 7 Appeals from the decisions of Registration Officers to go to the County Court.
- 8 Registration to be paid out of local rates with a 50 % subsidy from the state.

B - Franchise

- 9 Residence in any premises during the qualifying period or occupation for business or professional purposes of any premises of £10 yearly value to entitle a man to be registered.
- 10 The qualification not to be lost through removal to different premises in the same constituency, or in the same borough or county (including London), or in a contiguous county or borough.
- 11 No one may vote more than once except as either a business voter or a University voter.

C - Redistribution of Seats

14-21 Redistribution on the basis of a 70,000 population unit for new constituencies and 50,000 for remainders of counties or boroughs. Old seats under 50,000 to lose separate representation. Two-member seats to lose one seat if the population was below 120,000. Ireland was not considered from the point of view of redistribution.

D - University Representation

E - Methods and Costs of Elections

F - Local Government Franchise

31 Anyone with six months occupation either as owner or tenant of any land or premises in any Local Government area to qualify in that area; all other franchise abolished, but no recommendation made for Scotland and Ireland.

G - Soldiers and Sailors

NB All the above resolutions were unanimous.

H Woman Suffrage

33 Any woman who is on the Local Government Register or whose husband is on it may also vote in Parliamentary Elections; an age limit should operate, and thirty and thirty-five were the most favoured. This was agreed by a majority.

ANNEXE 10 : Discours d'Asquith du 28 mars 1917 sur le rapport de la "Speaker's Conference".

"Why, and in what sense, the House may ask, have I changed my views ?...My opposition to woman suffrage has always been based, and based solely, on consideration of public expediency. I think that some years ago I ventured to use the expression "Let the women work out their own salvation". Well, Sir, they have worked it out during this War. How could we have carried on the War without them ?...But what I confess moves me still more in this matter is the problem of reconstruction when the War is over. The questions which will then necessarily arise in regard to women's labour and women's functions and activities...are questions in regard to which I, for my part, feel it impossible, consistently either with justice or with expediency, to withhold from women the power and the right of making their voice directly heard. And let me add that, since the War began, now nearly three years ago, we have had no recurrence of that detestable campaign which disfigured the annals of political agitation in this country, and no one can now contend that we are yielding to violence what we refused to concede to argument."

ANNEXE 11 : Votes des partis sur la question du vote des femmes 1911-1917.

	Cons.	Lib.	Trav.	Nat.s	Total
1911 Conciliation Bill : Sir George Kemp					
Pour	53	145	26	31	255
Contre	43	36	0	9	88
1912 Conciliation Bill : Agg-Gardener					
Pour	63	117	25	3	208
Contre	114	73	0	35	222
1913 Representation of the People Bill : Dickinson					
Pour	28	146	34	13	221
Contre	140	74	0	54	268
1917 Representation of the People Bill					
Pour	140	184	30	33	387
Contre	45	12	0	0	57

ANNEXE 12 : Votes de la Chambre Des Communes De 1917 sur la question du suffrage féminin de 1908 A 1913.

	Députés qui ont soutenu le suffrage féminin le 19 juin 1917		Députés qui se sont opposés au suffrage féminin le 19 juin 1917	
	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>
1908	101	8	1	14
	Gain net pour les suffragistes : 5,6%			
1910	152	44	4	32
	Gain net pour les suffragistes : 17,2%			
1911	151	18	4	21
	Gain net pour les suffragistes : 7,2%			
1912	136	69	1	36
	Gain net pour les suffragistes : 24%			
1913	153	87	0	43
	Gain net pour les suffragistes : 30,7%			

ANNEXE 13 : Réformes législatives concernant les femmes 1918 - 1938.

- 1918** **The Representation of the People Act**
(Enfranchised all women over 30 who were on the local government register or were married to registered men.)
The Parliament (Qualification of Women) Act
(Allowed women to be elected as members of Parliament)
The Registration of Midwives Amending Act
(Modified the Act of 1902)
Affiliations Orders (Increase of Maximum Payment) Act
(Increased the sum payable by a father for an illegitimate child from 5 shillings to 10 shillings a week)
Maternity and Child Welfare Act
(Imposed on local authorities the duty of establishing Maternity and Child Welfare Committee on which working women were to be represented. It also allowed grants for home helps, food for expectant mothers and children, day nurseries, hospital treatment for children up to 5 years old.)
- 1919** **The Sex Disqualification (Removal) Act**
(Abolished all existing restrictions upon the admission of women into professions, occupations and civic position including appointment as jurors and magistrates)
Nurses Registration Act
(Compulsory registration of all who practised as nurses)
- 1920** **Married Women's Property (Scotland) Act**
(extended to Scotland rights already enjoyed in England and Wales)
Maintenance Orders (Facilities for Enforcement) Act
(Enabled women to recover sums payable under maintenance orders from men living in other parts of the empire)
- 1921** **The Deceased Brother's Widow Act**
(permitted a woman to marry her deceased husband's brother)
- 1922** **Married Women (Maintenance) Act (England and Wales)**
(Allowed a woman a maximum of 40 shillings for herself and 10 shillings per child under separation order)
The Infanticide Act
(Removed the charge of murder for a woman guilty of killing child where it was shown that she was suffering from the effects of her confinement)
Criminal Law (Amendment) Act
(Abolished the defence that a man had reasonable cause to believe that a girl was over 16 except for men under 23 and in connection with a first offence. Raised the age of consent for indecent assault from 13 to 16. Extended from 6 to 9 months the period during which proceedings could be taken in cases of criminal assault)

The Law of Property Act

(Enabled husband and wife to inherit equally the other's property.
Placed mothers on an equal footing with fathers as to inheritance of property from intestate children)

1923

Matrimonial Causes Act (England and Wales)

(Allowed a wife equal grounds for divorce (i.e. adultery) with a husband)

The Bastardy Act

(Increased maximum payment by a father from 10 to 20 shillings under an affiliation order)

Intoxicating Liquor (Sale to persons under 18) Act

(Provides that no intoxicating liquor shall be sold to any person under 18 for consumption on licensed premises except when beer, etc. is sold with a meal.

1925

The Guardianship of Infants Act

(Provided for equal rights between the sexes with respect to guardianship of infants after dissolution of marriage by separation or divorce)

The Administration of Estates Act

(The old forms of inheritance, such as a wife's right to dower and freebench and a husband's right to curtsy were abolished, and husband and wife were in future "for all purposes of distribution or division. to be treated as two persons")

The Criminal Justice Act

(Abolished the presumption of coercion in the case of a married woman committing certain crimes in the presence of her husband)

The Summary Jurisdiction (Separation and Maintenance) Act (England and Wales)

(Extended the grounds on which either partner in a marriage could obtain a separation order to include (1) cruelty, (2) habitual drunkenness, (3) enforced cohabitation by a partner suffering from venereal disease. Abolished the requirement that a wife must leave her husband before applying for a separation order)

The Widows, Orphans and Old Age Contributory Pensions Act

(Granted widows of insured men with children under 14½ a weekly pension of 10s and children's allowances : 5s for first child ; 3s for subsequent children ; 7s6d for children if both parents dead)

1926

Adoption of Children Act (England and Wales)

(Introduced the principle that a court must satisfy itself with the circumstances of an adoption)

Registration of Midwives and Maternity Homes Act

(Provided for inspection and registration)

Legitimacy Act (England and Wales)

(Legitimised children born out of wedlock if their parents subsequently married, provided that neither parents was married to another person at time of child's birth)

1927 Nursing Homes Registration Act**1928 Equal Franchise Act**

(Abolished the age qualification for women parliamentary electors. Allowed a woman to register as an elector in respect of her residence)

1929 Age of Marriage Act

(Raised the age of marriage for both sexes to 16

Offences Against the Person Act

(Against abortion : any person who by any wilful act causes the death of a child capable of being born live shall be guilty of a felony, unless it is proved that the act was done for the sole purpose of preserving the life of the mother.)

1931 Unemployment Insurance Act (Anomalies Act)

(Attempt to prevent fraudulent claims. A married woman who had not after marriage secured a certain number of stamps could no longer draw benefit unless she proved that she was normally employed in insurable employment, would normally seek to obtain their livelihood by means of insurable employment and could reasonably expect to obtain insurable employment.)

1932 National Health Insurance and Contributory Pensions Act

(Benefits for women still further reduced, and those of a married woman to a lower rate than those of a single woman.)

1933 Nationality of Married Women

(Provision for those British women rendered stateless by marriage to retain their British nationality.)

1935 Law Reform (Married Women and Tortfeasors) Act

(Extended the Married Women's Property Act of 1882. A married woman was henceforward capable of rendering herself and being rendered liable in respect of any tort, contract, debt or obligation, as if she were a man or a single woman.)

1937 Matrimonial Causes Act (England and Wales)

(recognized four grounds for divorce : adultery, wilful desertion, cruelty, incurable insanity)

1938 Inheritance (Family Provision) Act

(prevented the total disinheritance of either spouse of dependent children)

Source : Erna Reiss, "Changes in Law", dans Strachey (ed.), *Our Freedom and Its Results*, p.77-116.

ANNEXE 14 : Propagande conservatrice

1 - "To Women Voters", 1918, National Union leaflet n°1878.

**NB: EN L'ABSENCE D'AUTORISATION, LES DOCUMENTS DES ANNEXES
14 A 18 N'ONT PU ETRE REPRODUITS ICI.**

2 - Important matters before Parliament and the Women's Vote, by a Woman to WOMEN, 1918, n°1880.

3 - Women and Politics, 1919, n°1895.

4 - WOMEN ! Don't touch Bolshevism, 1920, n°1975.

5 - WOMEN ! Learn the Lesson Russia Teaches, 1922, n°2081.

6 - Protection means the Big Market Basket, 1923, n°2221.

**7 - Over the Garden Wall : Mrs Brown and Labour Party Promises, 1923,
n°2227.**

8 - Mothers of the Empire, 1924, n°2433.

9 - Buy Empire Goods, 1925, n°2537.

10 - Why Women should Vote Conservative ? 1927, n°2735.

11 - The "Women's Party", 1929, n°3021.

12 - A Word to the Young Voter, 1928, n°2792.

13 - Every Housewife Knows ! Do you ? 1935, n°3458.

14 - A Word to Every Woman, 1935, n°3535

ANNEXE 15 : Propagande travailliste**1 - A Word to the Women, Glasgow, October 1922**

2 - What women in the ILP stand for, September 1929.

3 - Mothers, fight for your Hearths and Homes, ILP, 1929.

ANNEXE 16 : Propagande libérale

1 - To Every Woman Voter : the Message of LIBERALISM, 1918, n°2535.

2 - To Every Woman : Do You Remember ? 1921, 2573.

3 - Eat More Salmon, 1923, n°2638.

4 - A Woman's Opinion, 1926, n°2731

5 -Women should Vote Liberal, 1929, n°2754.

6 - The Woman's Part in the Liberal Plans, 1929, n°2776.

7 - The Business Girl on this New Business of Voting, 1928, n°2713.

ANNEXE 17 : My First Vote, *Home and Politics*, July 1929.

ANNEXE 18 : Things that Matter, *Home and Politics*, May 1929.

ANNEXE 19 : Quelques exemples de questionnaires électoraux adressés aux candidats parlementaires par les différentes organisations féminines.

Conservative Women's Reform Association : Questionnaire électoral de 1922

(envoyé aux candidats de Londres et des circonscriptions avoisinantes)

Will you support ?—

- (1) That a mother be recognised as the equal guardian of her child.
- (2) That further steps be taken to make fathers of illegitimate children responsible for their support.
- (3) That married women should have the choice of keeping their own nationality.
- (4) That sex should not be a ground of challenge for women on Juries.
- (5) That the Women Police Force should be restored.

To question (1) 23 answered — Yes

To question (2) 26 answered — Yes

To question (3) 23 answered — Yes

To question (4) 20 answered — Yes; 1 No; 5 doubtful

To question (5) 9 answered — Yes; 5 No; 12 doubtful.

Source : *Monthly News of the Conservative Women's Reform Association*, November 1922, "Our Work", p.25.

Saint Joan's Social and Political Alliance : Questionnaire électoral de 1929

If returned to Parliament, will you press for :

(1) *Equal political rights ?*

The admission of Peeresses in their own right to a seat and vote in the House of Lords ?

(2) *Equal moral standards ?*

a - The abolition of the present unjust solicitation laws and the substitution of a law dealing with street solicitation by general legislation against annoyance or molestation, under which the evidence of the person annoyed or molested would be necessary in order to obtain a conviction ?

b - The abolition of all brothels known to the authorities within the jurisdiction of the British Empire ?

(3) *Equal pay and opportunities ?*

a - Legislation in favour of equal pay for equal work and equal opportunities for training, entry and promotion in the Civil Service ?

b - Abolition of restrictive legislation for women and the basing of all labour legislation and restriction upon the nature of the work and not upon the sex of the worker ?

(4) *The right of married women :*

a - To retain or change their nationality ?

b - To engage in paid work ?

c - To be separately assessed and taxed ?

(5) *Women police :*

Legislation to make it compulsory on Watch Committees and Standing Joint Committees to appoint a sufficient number of qualified women police.

(6) Birth Control² :

The continuance of the policy of the Ministry of Health in not allowing information on artificial birth control to be given at Infant Welfare Centres, which are maintained out of public funds to which people of all opinions are required to contribute ?

(7) Education :

Fair and adequate financial treatment for Catholic elementary and secondary schools ?

Source : *The Catholic Citizen*, 15/5/29, "General Election Questionnaire, 1929".

Women's Freedom League : Questionnaire électoral de 1929

Will you, if elected, urge the Government : —

(1) To secure that Peeresses in their own right shall have a seat, a voice, and a vote in the House of Lords ?

(2) To establish equal opportunities and equal pay for men and women throughout all branches of the Civil Service at home and abroad ; and to secure the equal treatment of men and women employed by local governing bodies ?

(3) To restore to British women the right to retain their own nationality on marriage with an alien ?

(4) To establish the right of married women to work for pay in the Civil Service and under local governing bodies ?

(5) To ensure that all industrial legislation shall be based on the nature of the work and not on the sex of the worker ?

(6) To ensure that in all schemes dealing with training and employment equal consideration shall be given to the needs of unemployed women and men ?

(7) To secure that the incomes of husbands and wives shall be automatically assessed separately and taxed separately ?

Source : *The Vote*, 17/5/29, "The Women's Election".

Questionnaire électoral commun : "General Election—Appeal to Candidates"

The undermentioned Organisations unite to urge the different Parliamentary Parties and Parliamentary Candidates of all parties and Independent Candidates, to make clear to the public and to their constituents that if returned to the new Parliament they will support such legislative and administrative measures as would promote the establishment of a real equality of liberties, status and opportunities between men and women. They further urge Candidates to give special consideration to these points during their election campaigns and emphasise in particular the need for the early establishment of : —

1. Equal political polling rights for men and women and equal eligibility to the Upper House.
2. Equal pay and opportunities as between women (whether married or unmarried) and men in industries, in the professions, and in the civil and local government services.
3. Equal status for married women in relation to the guardianship of children, employment and nationality.
4. Pensions for civilian widows with dependent children.

² On remarquera que la St Joan's SPA, organisation catholique, est la seule organisation féministe à s'opposer à la contraception.

The undermentioned Organisations also appeal to the men and women electors throughout the country to obtain from Candidates in their own constituencies a pledge to support these reforms.

Actresses 'Franchise League. Association of Civil Service Sorting Assistants. Association for Moral and Social Hygiene. Association of Women Clerks and Secretaries. Conservative Women's Reform Association. Federation of Women Civil Servants. Guild of Insurance Officials (Women's Committee). League of the Church Militant. London Society for Women's Service. National Council of Women (This Society wishes to delete words : "Whether Married or Unmarried" in n°2). National Union of Societies for Equal Citizenship. National Union of Women Teachers. Professional Union of Trained Nurses. St. Joan's Social and Political Alliance. Six Point Group. Women's Election Committee. Women's Engineering Society. Women's Freedom League. Women's International League. Women Sanitary Inspectors and Health Visitors Association.

Source : Time and Tide, 24/10/24 (p.1036)

ANNEXE 20 :

ANNEXE 21 :

ANNEXE 22 :

Source : Evelyn Gates (ed.) The Woman's Year Book 1923-24, pp. 94-96.

ANNEXE 23 : Députées à la Chambre des Communes 1918-1939

<i>Nom</i>	<i>Date</i>	<i>Parti</i>	<i>Circonscription</i>
ADAMSON, Mrs J.L.	1938-46	travailliste	Dartford
ASTOR, Viscountess C.H.	1919-45	conservateur	Plymouth, Sutton
ATHOLL, Duchess of.	1923-38	conservateur	Perth and Kinross
BENTHAM, Dr Ethel	1929-31	travailliste	Islington E.
BONDFIELD, Margaret	1923-24	travailliste	Northampton
	1926-31		Wallsend
CAZALET-KEIR, Mrs T.	1931-45	conservateur	Islington E.
COPELAND, Mrs I.	1931-35	conservateur	Stoke-on-Trent
DALTON, Mrs R.	1929	travailliste	Bishop Auckland
DAVIDSON, Viscountess	1937-59	conservateur	Hemel Hempstead
GRAVES, Miss M.	1931-35	conservateur	Hackney South
HAMILTON, Mrs M.A.	1929-31	travailliste	Blackburn
HARDIE, Mrs A.	1937-45	travailliste	Glasgow, Sprinburn
HORSBRUGH, Baroness	1931-45	conservateur	Dundee
IVEAGH, Countess of	1927-35	conservateur	Southend
JEGER, Mrs L.	1935-59	travailliste	Holborn and St Pancras S.
JEWSON, Miss D.	1923-24	travailliste	Norwich
LAWRENCE	1923-24	travailliste	Poplar
	1926-31		
LEE, Miss J.	1929-31	travailliste	Lanark North
LLOYD George, Lady M.	1929-51	libéral	Anglesey
MANNING, Mrs E.L.	1931	travailliste	Islington
MARKIEVICZ, Countess	1918-22	Sinn Fein	Dublin, St Patrick's
MOSLEY, Lady C.	1929-31	travailliste	Stoke-on-Trent
NOEL-BUXTON, Lady	1930-31	travailliste	Norfolk North
PHILIPSON, Mrs M.	1923-29	conservateur	Berwick-on-Tweed
PHILIPS, Dr M.	1929-31	travailliste	Sunderland
PICKFORD, M.	1931-34	conservateur	Hammersmith
PICTON-TUBERVILLE, Miss E.	1929-31	travailliste	The Wrekin
RATHBONE, Miss E.	1929-46	indépendante	Combined English Univ.
RUNCIMAN, Mrs H.	1928-29	libéral	St Ives
RUNGE, Mrs N.	1931-35	conservateur	Rotherhithe
SHAW, Mrs. H.B.	1931-35	conservateur	Bothwell
SUMMERSKILL, Dr. E.	1938-55	travailliste	Fulham West
TATE, Mrs M.	1931-35	conservateur	Willesden West
TERRINGTON, Lady	1923-24	libéral	Wycombe
WARD, Dame I.	1931-45	conservateur	Wallsend
WARD, Mrs S.A.	1931-35	conservateur	Cannock
WILKINSON, E.	1924-31	travailliste	Middlesbrough
	1935-47	travailliste	Jarrow
WINTRINGHAM, Mrs M.	1921-24	conservateur	Louth

ANNEXE 24 : Candidatures féminines, membres du parlement, partis politiques : 1918-55.

	Total cands.	cands feminines	% cands. féminines	Total députés	femmes députées	% femmes députées
Conservateurs						
1918	445	1	0.2	382	—	0.0
1922	482	5	1.0	344	1	0.3
1923	536	7	1.3	258	3	1.2
1924	534	12	2.2	412	3	0.7
1929	590	10	1.7	260	3	1.2
1931	583	16	2.7	521	13	2.5
1935	583	19	3.3	429	6	1.4
1945	618	14	2.3	210	1	0.5
1950	619	28	4.5	298	6	2.0
1951	617	29	4.7	321	6	1.9
1955	624	32	5.1	345	10	2.9

Travailleurs						
1918	361	4	1.1	57	—	0.0
1922	414	10	2.4	142	—	0.0
1923	427	14	3.3	191	3	1.6
1924	514	22	4.3	151	1	0.7
1929	569	30	5.3	287	9	3.1
1931	516	36	7.0	52	—	0.0
1935	552	35	6.3	154	1	0.6
1945	603	45	7.5	393	21	5.3
1950	617	42	6.8	315	14	4.4
1951	617	39	6.3	295	11	3.7
1955	620	43	6.9	277	14	5.1

	Total cands.	cands feminines	% cands. féminines	Total députés	femmes députées	% femmes députées
Libéraux						
1918	421	4	1.0	163	—	0.0
1922	477	16	3.4	115	1	0.9
1923	457	12	2.6	158	2	1.3
1924	340	6	1.8	40	—	0.0
1929	513	25	4.9	59	1	4.0
1931	118	6	5.1	37	1	2.7
1935	161	11	6.8	21	1	4.8
1945	306	20	6.5	12	1	8.3
1950	475	45	9.5	9	1	11.1
1951	109	11	10.1	6	—	0.0
1955	110	12	10.9	6	—	0.0
Total						
1918	1623	17	1.0	707	1	0.1
1922	1441	33	2.3	615	2	0.3
1923	1446	34	2.4	615	8	1.3
1924	1428	41	2.9	615	4	0.7
1929	1730	69	4.0	615	14	2.3
1931	1292	62	4.8	615	15	2.4
1935	1348	67	5.0	615	9	1.5
1945	1683	87	5.2	640	24	3.8
1950	1868	126	6.7	625	21	3.4
1951	1376	74	5.4	625	17	2.7
1955	1409	89	6.3	630	24	3.8

Bibliographie

Sources Primaires :

Principales bibliothèques :

Fawcett Library,
British Library of Political and Economic Science,
Labour Party Resource Centre, Transport House

A - DOCUMENTS OFFICIELS

1. Débats du Parlement :

Chambre des Communes, 5^{ème} série :

Vol. 36 (28 March 1912) :

Sir Alfred Mond, cc.619-623.

Viscount Hemsley, cc.642-644.

Vol.94 (19 June 1917) :

Representation of the People Bill, Clause 4, cc.1634-1748.

Vol.120 () :

Sex Disqualification Bill, cc.343-399.

Vol.125 (27 February 1920) :

Representation of the People Bill, cc.2067-2146.

Vol.151 (8 march 1922) :

Women's Enfranchisement, cc.1286-1290.

Vol.156 (5 July 1922) :

Criminal Law Amendment Bill, cc.403-458.

Vol.160 (2 March 1923) :

Matrimonial Causes (England and Wales) Bill, cc.2355-2411

Vol.170 (29 February 1924) :

Representation of the People Bill, cc.859-933.

Vol.202 (9 February 1927) :

Debate on the Address, cc.206-7.

Vol.205 (29 April 1927) :

Married Women (Employment) Bill, cc.1175-1201.

Vol.215 (29 March 1928) :

Representation (Equal Franchise) Bill, cc.1358-1482.

Vol.260 (27 November 1931) :

Unemployment Insurance Bill, c.699.

2. Chambre des Lords :

Vol 205 (avril 1927) ; Vol 215 (mars 1928)

3. Rapports

Report of the War Cabinet Committee on Women in Industry, London : HMSO, 1919, 340pp.

Women's War Work, issued by the War Office, London : HMSO, September 1916, 94 pp.

4. Statistiques

British Labour Statistics, Historical Abstract 1886-1968, Department of Employment and Productivity, London : HMSO, 1971, 436 pp.

B - JOURNAUX (avec mention des principaux articles)

1. Presse nationale

DAILY EXPRESS : décembre 1919, juin 1932

24 June 1932 : "Women Disappointed in their MPs - Lady Astor Sets the Pace" (p. 11)

DAILY MAIL : juin 1919-avril 1927

30 June 1919 : "Our Surplus Girls"

20 April 1927 : "Women in Control. What Flappers' Vote Means" (p. 6) ; "The Surplus Women. What is to Become of Them ?" (p. 11)

21 April 1927 : "Surplus Women Problem. Work Waiting Overseas" (p. 4)

23 April 1927 : "Flapper's Vote - Where Socialists hope to Gain. Women on the Dole" (p. 9)

26 April 1927 : "Flapper Vote Folly - Conservative Hostility. Lesson from Australia - Young Women Vote Red" (p. 11)

27 April 1927 : "The Organised 'Flapper' Vote" (p. 10) ; "Flapper Vote Fears - Conservative Anxiety - Effect on the Next Election" (p. 11)

28 April 1927 : "Flapper Vote Folly - The Socialist Menace" (p. 11)

DAILY MIRROR : novembre 1933

28 November 1933 : "Have Women Failed in Parliament ? - Bill-Fussing Members, by Ellen Wilkinson" (p. 12)

LISTENER : 1929 (extraits de programmes radiophoniques)

Questions for Women Voters (série) :

- 22 January : "Foreign Affairs and How they Affect Us"
- 5 February : "Does Protective Restrictive Legislation Benefit Women Wage Earners ?"
- 10 February : "Should Wages be Supplemented by Family Allowances ?"
- 19 march 1929 : "Can Women Influence Legislation More Effectively by Joining Party or Non-Party Organisations ?"

Elections Addresses :

- 17 April : " Labour Address by Arthur Henderson"
- 14 April : "Conservative Address by Neville Chamberlain"
" Liberal Address by Lloyd George"
- 1 May : "Conservative Address by Stanley Baldwin"
"Liberal Address by Herbert Samuel"
- 8 May : "Conservative Address by Winston Churchill"
"Labour Address by Philip Snowden"

THE TIMES 1918-1928 :

- 12 November 1918 : "Meeting of the Women's Party in Queens Hall"
- 15 November 1918 : "The Vote of the Women" (p. 7) ; "The Position of Women" (p. 8)
- 3 December 1918 : "Demobilization of Women" (p. 2)
- 4 December 1918 : "Coalition Support of Miss Pankhurst" (p. 12)
- 7 December 1918 : "Women's Freedom in Industry, Claim to Equal Pay and Training" (pp. 9-12)
- 10 December 1918 : "Women's Duty to Vote, Prime Minister's Appeal" (p. 6)
- 13 December 1918 : "Women in Industry" (p. 5)
- 14 December 1918 : "Miss C. Pankhurst's Campaign, Chivalry at Smethwick" (p. 10)
- 16 December 1918 : "The Polling : Women's Day", p. 9 ; "Eager Women Voters" (p. 12)
- 22 April 1919 : "How Can Woman Grasp Her Future ?".
- 22 November 1923 : "The Women's Budget", (p. 8)
- 23 November 1923 : "Women's Interest in Tariffs", (p. 10)
- 4 October 1927 : "Votes for Women at 21 - Their Claims to Equality, by M.G. Fawcett".
- 9 March 1928 : "Equal Suffrage : Prime Minister's Faith. New Freedom and New Duty" (p. 16)
- 12 March 1928 : "Franchise Bill Presented in the House of Commons. First Reading. 5,240,000 More Voters"
- 14 March 1928 : "Franchise Bill. 5,250,000 More Voters. Sex Equality" (p. 9)
- 30 March 1928 : "Franchise Bill. Second Reading Debate" (pp. 8-9)

2. "Organes" d'organisations suffragistes/féministes

CATHOLIC CITIZEN : 1918-1939 (Catholic Women's Citizen's Association/Saint Joan's Social and Political Alliance)

- 15 June 1918 : "Why I Should Vote ?" (p. 43)
- 15 October 1919 : "Women Citizens Associations" (pp. 75-6)
- 15 January 1925 : "Ten Years of Change" (p. 1)

15 November 1927 : "Labour Party and Birth Control" (p. 85)

15 September 1928 : "Victory—And After ?" (p. 72)

15 October 1928 : "History of the Catholic Women's Suffrage Society" (pp. 93-4)

15 December 1928 : "History of the Catholic Women's Suffrage Society" (p. 104)

15 September 1930 : "Inequalities in the Educational Sphere" (p. 65)

15 December 1931 : "Feminists and the Crisis" (p. 94)

July-August 1933 : "The Economic Depression and the Employment of Women" (p. 56)

COMMON CAUSE : 1918-1919 (devient THE WOMAN'S LEADER) (NUWSS)

28 June 1918 : "The Education of the Woman Citizen" (pp. 129-30)

22 November 1918 : "The NUWSS and the General Election"

13 December 1918 : "Women, Use Your Votes !" (p. 410) ;

31 October 1919 : "The Future Work of the National Union of Societies for Equal Citizenship", by Eleanor Rathbone (president) (p. 361)

ENGLISHWOMAN : 1914-1920

Vol. 37, n°109, January 1918, "Women and the Labour Party", by William Adamson (MP), (pp. 1-4)

Vol. 21, January-March 1914, "Women's Work in the Municipality", by L. Keyser Yates, (pp. 14-26)

TIME AND TIDE : 1920-1933 (SPG)

9 July 1920 : "The Power of the Voter"

21 January 1921 : "A Programme"

25 February 1921 : "The New Group" (Formation du Six Point Group)

22 April 1921 : "On Sticking to One's Jobs"

26 May 1922 : "The Sex Disqualification (Removal) Act"

14 July 1922 : "The Power of the Vote"

23 February 1923 : "The Whole Duty of Woman"

18 May 1923 : "Party Women" (suivi d'une série d'article sur la pertinence d'adhérer ou non à un parti : 18 May 1923 : "Non-Party Women" ; 16 May 1924 :

"Party Women", "Labour Women" ; 6 February 1925 : "The Non-Party Woman"...)

15 June 1923 : "Labour's Appeal to Women"

27 July 1923 : "The Non-Party Spirit"

30 November 1923 : "The Woman Voter"

14 December 1923 : "Black and White List"

1 May 1925 : "Party Women's Organisations"

29 May 1925 : "The Turning of the Tide"

29 January 1926 : "Equal Political Rights"

5 March 1926 : "The 'New' Feminism"

6 August 1926 : "Feminism Divided"

12 August 1927 : "The Return to Femininity"

6 April 1928 : "Equal Franchise and the Future"

7 October 1933 : "Unemployment and the Women Who Work"

+ Six Point Group Supplements : Introductory number (19/1/23), N°1 : "The Child of Unmarried Parents" (26/1/23), N°2 : "Equal Guardianship" (2/2/23), N°3 : "Equality for Men and Women Teachers" (9/2/23), N°4 : "The Civil Service" (16/2/23), N°5 : "Child Assault" (23/2/23), N°6 : "The Widowed Mother" (2/3/23)

THE VOTE : 1919-1931 (WFL)

3 January 1919 : "The General Election Results : What We Think" (p. 36)

10 January 1919 : "Women Voters and the Coalition Victory" (p. 44)

24 January 1919 : "The Labour Party's Bid for the Women's Vote" (p. 59)

31 January 1919 : "Women's New Power" (p. 71)

2 May 1919 : "Women's Opportunity" (p. 172)

23 May 1919 : "Women A Political Force" (p. 196)

4 July 1919 : "The Magic Age of 30" (p. 224)

15 August 1919 : "Women in Control" (front page)

9 January 1920 : "Women's Right To Work" (p. 462)

20 February 1920 : "The Need for Women MPs" (p. 507)

5 March 1920 : "Proportional Representation" (p. 523)

30 July 1920 : "Women and Political Parties" (p. 142)

- 17 March 1922 : "Votes At 21" (p. 84)
- 13 October 1922 : "Our Prehistoric Government !" (p. 324)
- 3 November 1922 : "Shoud There Be A Woman's Political Party ?" (p. 350)
- 10 November 1922 : "Women Use Your Votes !" (p. 153)
- 24 November 1922 : "P.R. And The Women Candidates" (front page)
- 27 April 1923 : "How to Get Women into Parliament" (p. 132)
- 18 May 1923 : "Women—Party and Non-Party" (p. 156)
- 8 June 1923 : "Woman—The Unknown Quantity" (p. 181)
- 23 November 1923 : "The Women's Election" (p. 372) ; "Women Parliamentary Candidates" (p. 373)
- 4 April 1924 : "Put Not Your Trust In Parties !" (p. 108)
- 17 October 1924 : "The Parties' Manifestos" (p. 333)
- 25 September 1925 : "Political Equality First !" (p. 308)
- 22 June 1928 : "Now- Economic Equality !" (p. 196)
- 6 July 1928 : "Victory !" (p. 212)
- 5 October 1928 : "The Immediate Work of the Women's Freedom League" (p. 317)
- 30 November 1928 : "The Woman's Vote" (p. 384)
- 25 January 1929 : "The Education of the New Voter - 1. The Conservative View" (p. 27)
- 8 February 1929 : "The Education of the New Voter - 2. The Work of the Labour Party" (p. 47)
- 15 February 1929 : "The Education of the New Voter - 3. The Liberal View" (p. 53)
- 1 March 1929 : "The New Electorate" (p. 69)
- 15 March 1929 : "Women's Interests at the General Election" (p. 84)
- 12 April 1929 : "Political Work of the Women's Freedom League" (p. 117)
- 17 May 1929 : "The Women's Election"
- 20 June 1930 : "What We Want Now" (p. 197)
- 26 December 1930 : "Women in 1930" (p. 417)
- 9 October 1931 : "Our Election Policy" (p. 328)

WOMAN'S LEADER : 1920-1929 (NUSEC)

- 6 February 1920 : "The Woman's Leader and the Task Before It" (p. 7) ; "The Home in Parliament (p. 10)
- 13 February 1920 : "Unanimity" (p. 43) ; "The Need for More Women MPs" (p. 50)
- 12 March 1920 : "The Second Round" (p. 125)
- 14 May 1920 : "The Government and Women's Suffrage"
- 25 February 1921 : "Is There a Woman's Point of View ?" (p. 52)
- 10 June 1921 : "Women Voters, Here and in the USA"
- 5 August 1921 : "To Women War Workers" (p. 393)
- 13 April 1923 : "Why Superfluous Women Don't Emigrate" (p. 83)
- 15 June 1923 : "Inside or Outside the Parties ?" (p. 156)
- 23 November 1923 : "The Party Manifestos and Women" (p. 339) ; "How the Average Woman Voter Can Help" (p. 341)
- 2 January 1925 : "The Women's Political Year"
- 30 January 1925 : "The Case Against Family Endowment, by D.M. Fawcett" (p.3) ; "The Political Education of Women in the Conservative Party" (p.5)
- 13 February 1925 : "The Political Education of Women in the Labour Party, by Marion Phillips"
- 13 March 1925 : "The Old and the New Feminism, by Eleanor Rathbone" (p. 51-2)
- 17 July 1925 : "What is Feminism ?" (p. 195)
- 11 February 1927 : "What is Equality ?" (p. 3-4)
- 20 May 1927 : "The Occupation of the 'Occupied' " (p. 119)
- 10 September 1927 : "Labour Women and Labour Men" (p. 269) ; "The Unknown Quantity" (p. 273)
- 25 November 1927 : "Labour Women's Organisations and Protective Legislation" (p. 336)
- 30 December 1927 : "Retrospect 1927" (p. 374)
- 4 January 1929 : "Retrospect 1928"
- 15 February 1929 : "Food for the New Voter" (p. 13)
- 8 February 1929 : "Letters to a New Voter from an Old Voter".

3. Journaux d'organisations politiques et organisations politiques féminines

DAILY HERALD : 1918-1922

30 November 1918 : "Keeping Women Clean" (p. 5)

7 December 1918 : "Women, Vote Labour !" (p. 1)

14 December : "Women – The General Election" (p. 12) ; "Woman Voter and Canvasser" (p. 14)

HOME AND POLITICS : 1921-29

January 1921 : "More Haste, Less Speed" (p. 2)

May 1921 : "The Women's Unionist Organisation" (p. 1) ; "The Women's Part"

June 1921 : "The Women's Unionist Annual Conference"

December 1922 : "What We Did and What We Have to Do" (p. 13)

November 1923 : "How to Form a Branch" (p. 5)

January 1924 : "Some Reflections on the General Election" (pp. 3-4)

June 1924 : "Why the Unionist Party Appeals to Women" (p. 2)

July 1924 : "Miss Twenty-One : Her New Responsibilities" (p. 9)

August 1924 : "How We Won – A Day at a By-Election" (p. 11)

November 1924 : "Mothers ! What Have Socialists Done for You ?" (p. 5)

June 1925 : "The Bread and Butter Budget" (p. 9)

January 1929 : "Neither One Thing Nor The Other" (pp. 9-10)

February 1929 : "New Women Voters' Week" (p. 2) ; "Why Women Should Vote Conservative" (p. 24)

March 1929 : "A Matter of Common Sense" (pp. 8-12)

May 1929 : "The Women's Party" (p. 4) ; "The Prime Minister's Message to Women" (p. 11)

July 1929 : "My First Vote" (p. 13)

LABOUR WOMAN : 1921-1931

1 June 1921 : "Labour Women's Conference of 27 & 28 April 1921, Manchester" (pp. 85-91) ; "Report of the Organisation of Women Within the Labour Party 1920-21" (p. 98) ; "Non-Party Organisations of Women" (p. 100)

1 June 1922 : "National Conference of Labour Women, held at Leamington Spa on May 9 & 10".

1 November 1922 : "Women Electors" (p. 172)

1 December 1922 : "The Labour Party and Non-Party Organisations" (p. 183)

1 June 1923 : "National Conference of Labour Women, held at York on May 8 & 9" (pp. 87-93)

1 January 1924 : "The Work of Women Members" (p. 3)

1 June 1924 : "National Conference of Labour Women, London, May 13 & 14"

1 August 1924 : "Middle-Class Women and Industrial Legislation" (pp. 123-4)

1 March 1928 : "National Conferences of Labour Women"

1 March 1929 : "Pet Bogey of Extreme Feminism. Protective Legislation for Women Workers" (p. 39)

1 August 1929 : "Chronicles of Parliament. What Women M.P.'s Are Doing" (pp. 120-1)

May 1931 : "What Interests Me Most In Parliament. Women M.Ps Give Their Views" (p. 73)

LIBERAL MONTHLY : Nov. 1919-Dec.1920

May 1920 : "The Organisation of Liberal Women – A Plea for Joint Action" (p. 11)

August 1920 : "Do Wives and Husbands Vote Alike ?" (p. 10) ; "A Call to women" (p. 8)

October 1920 : "Women's Politics" (p. 11)

MONTHLY NEWS OF THE CONSERVATIVE & UNIONIST WOMEN'S FRANCHISE ASSOCIATION : 1917. Devient en 1919 THE MONTHLY NEWS OF THE WOMEN'S REFORM ASSOCIATION : 1919-1923.

March 1918 : "Our Future"

March 1919 : "The Two-fold Value of the Vote" (

May-June 1919 : "The National Unionist Association (Women's Branch)"

October 1922 : "The Political Future of Women" (p. 22)

WOMEN'S LIBERAL MAGAZINE : février à décembre 1920. Devient THE
FEDERATION NEWS : janvier 1921 à mars 1924. Devient (janvier 1925) THE
LIBERAL WOMEN'S NEWS : septembre 1927

February 1920 : "Impressions from Paisley" (pp. 1-2)

July 1920 : "Second Council of the Women's National Liberal Federation, May
11,12,13" (pp. 117-8)

February 1923 : "Women's Work in this Session" (p. 11)

January-February 1924 : "Our Women Candidates" (pp. 4-6)

September 1927 : "Women in the Party" (p. 114)

C - RAPPORTS ANNUELS :

CONSULTATIVE COMMITTEE OF WOMEN'S ORGANISATIONS : 1921-26
INTERNATIONAL ALLIANCE OF WOMEN FOR SUFFRAGE AND EQUAL
CITIZENSHIP : 1926

LONDON SOCIETY FOR WOMEN'S SERVICE : 1918-1921

NATIONAL COUNCIL OF WOMEN : 1918-1926

NATIONAL COUNCIL FOR EQUAL CITIZENSHIP 1932-38

NATIONAL UNION OF SOCIETIES FOR EQUAL CITIZENSHIP : 1918-31
(DEVIENT)

NATIONAL UNION OF WOMEN'S SUFFRAGE SOCIETIES : 1911-1918

NATIONAL WOMEN CITIZENS' ASSOCIATIONS : 1934-35, 1937-38

OPEN DOOR COUNCIL : 1926-1936

SIX POINT GROUP : 1931 à 1939 (Box 525 Fawcett Lib.)

ST JOAN'S SOCIAL AND POLITICAL ALLIANCE : 1922-39 (publiés dans *The
Catholic Citizen*)

WOMEN'S ELECTION COMMITTEE : 1925-1927

WOMEN'S FREEDOM LEAGUE : 1919-1931

D – CONGRES ANNUELS – PARTIS POLITIQUES

LABOUR PARTY : January 23rd, 1918 (17th a.c.) ; June 26,27 & 28, 1918 (18th a.c.) ; October 1 to 5th, 1928 (28th a.c.)

LABOUR WOMEN'S CONFERENCES : 1921-1931

NATIONAL LIBERAL FEDERATION : November 27 & 28, 1919 (36th annual meeting)

NATIONAL UNIONIST ASSOCIATION OF CONSERVATIVE AND LIBERAL UNIONIST ASSOCIATIONS : November 30th, 1917.

E – PAPIERS PERSONNELS (Fawcett Library)

1. **Millicent Garrett Fawcett :**

Letter to Asquith, 4 May, 1916, MGF/89/II/119

Asquith's Reply, 7 May, 1916, MGF/89/II/121

Report of Conference in the House of Commons, 18 August 1916, MGF/89/II/122

Memorandum on conversation at 36, Eccleston Square, 15 December 1916 (confidential), MGF/89/II/128a

Letter from Sir John Simon (private), 8 December 1918, MGF/89/III/148

Letter to Miss Margaret Jones, 20 December 1918, MGF/89/III/150

2. **Teresa Billington Greig**

"Women's Election Committees" : Summary of suggestions made to the Women's Freedom League and used as basis for action in Glasgow in May 1937.

Excerpts from the Glasgow Women's Representation Committee, 13 October 1937 (from I.H. McLelland to TBG)

"More Women in Parliament and on all public elective bodies – recommendations passed for submission to the branches and members of women's societies, 1 December 1937.

Central Women's Electoral Committee for More Women in Parliament and on all Elective Bodies : Objects, Methods..., 14 March 1938.

WEC, Appeal Letter, nd 1938.

Central WEC, endorsement of women candidates, draft n°15, 24 March 1938.

Women's Committees for Electoral Action, redraft of aims and objects for meeting on 16 May 1938, nd.

Women's Freedom League, conference of representatives of women organisations on women and election policy, 22 October 1937.

Letters from Mrs Tate, MP, dated July 13th, 1937 and from Mrs Corbett-Ashby, dated July 16th, 1937 and addressed to Miss F.A. Underwood (General Secretary of the WFL) concerning the increase of women in Parliament.

Women for Westminster, "Education for full and active citizenship", ne 1947.

Women for Westminster, "A Letter to Every Woman", June 1945.

F - AUTOBIOGRAPHIES

ATHOLL, Duchess of, *Working Partnership*, London : Arthur Barker, 1958, 255 pp.

BONDFIELD, Margaret, *A Life's Work*, London : Hutchinson, 1948, 368 pp.

BRITTAIN, Vera, *Testament of Youth*, London : Virago, 1993 (1^{ère} édition 1933), 661 pp.

CARTLAND, Barbara, *The Isthmus Years*, London : Hutchinson, 1942, 196 pp.

CAZALET-KEIR, Thelma, *From the Wings*, London : The Bodley Head, 1967, 208 pp

HAMILTON, Cicely, *Life Errant*, London : Dent, 1935

HAMILTON, Mary Agnes, *Remembering my Good Friends*, London : Jonathan Cape, 1944, 320 pp.

KENNEY, Annie, *Memories of Militant*, London : Edward Arnold, 1924.

LEE, Jenny, *This Great Journey, A Volume of Autobiography 1904-45*, Macgibbon & Kee : London, 1963 (1^{ère} ed. 1941), 30 pp.

MANN, Jean, *Woman in Parliament*, London : Odhams Press, 1962, 256 pp.

MITCHELL, George (ed.) *The Hard Way Up. The Autobiography of Hannah Mitchell, Suffragette and Rebel*, Faber & Faber : London, 1968, 260 pp.

PANKHURST, Christabel, *Unshackled : The Story of how we won the vote*, London : Hutchinson, 1959, 312 pp.

- PETHICK-LAWRENCE, Emmeline, *My Part in a Changing World*, London : Victor Gollancz, 1938, 367 pp.
- PICTON-TUBERVILL, Edith, *Life is Good - An Autobiography*, London : Frederick Muller, 1939, 319 pp.
- RHONDDA, Viscountess, *This was my World*, London : Macmillan, 1933
- RUSSEL, Dora, *The Tamarisk Tree. My Quest for Liberty and Love*, Virago : London, 1978 (1^{ère} ed. 1975), 304 pp.
- STOCKS, Mary, *My Commonplace*, London : Peter Davies, 1970
- SUMMERSKILL, Edith, *A Woman's World*, London : Heinemann, 1967, 258 pp.
- SWANWICK, H.M., *I have been young*, London : Gollancz, 1933, 512 pp.

G - ESSAIS ET TRACTS D'ORGANISATIONS FEMINISTES

- ASTOR, Nancy, *A Problem for women*, 1920, pamp. 344.0541 (F.L.)
- Women and Freedom*, 1937, pamp., 324 (F.L.)
- BRITTAIN, Vera, *Geneva, the Key to Equality*, issued by the Six Point Group, 1929
- Why Feminism Lives*, SPG, 1927
- FAWCETT, M. G., *Equal Franchise 1918-1928*, London, NUSEC, June 1927
- "The New Women Voters", tiré de *The Review of Reviews*, July 1918, p. 30-31
- Women and their Use of the Vote*, English Review, 1918, pamp.324.623041 (F.L.)
- What the Vote has Done*, London, NUSEC, Oct. 1927, Fawcett Coll. 3342.40878
- GALLANCZ, Victor (ed.), *The Making of Women : Oxford Essays in Feminism*, Allen & Unwin, 1917, 217 pp.
- HUGHES, D.M., *Why I Should Vote*, 1918-20, publié par la Catholic Women's Suffrage Society, pamp. 324.6230941 (F.L.)
- MACADAM, Elizabeth & HUBBACK, Eva, *The Case for Equal Citizenship*, NUSEC, 1925, 6 pp.
- MACMILLAN, Chrystal, *And Shall I Have a Parliamentary Vote ?*, NUWSS, July 1918, 17 pp., pamp. 324.6230941 (F.L.)
- NORTHCROFT, D.M., *British Women MPs*, WFL pamphlet, 1924 (F.L.)
- NUSEC, *Programme for 1919*, Fawcett Coll.

- Notes on Election Work for the Use of Women Candidates and their Workers*, 1921, Fawcett. Coll. pamp. 324.7082
- How to Conduct a Non-Party Election Campaign*, October 1922
- NUWSS, *Fourteen Reasons for Supporting Suffrage*, June 1913
- Protest Against Violence*, July 1913
- Women's Work in Local Government*, 1913
- Election Policy of the NUWSS*, June 1913
- Why We Are in a Hurry*, May 1913
- OPEN DOOR COUNCIL, *The Real Protection of the Woman Worker*, December 1926
- Fallacies in Factory Legislation*, July 1927
- Restrictive Legislation and the Industrial Woman Worker*, February 1928
- What the Feminist Movement has Already Done*, 1929
- The Factories Bill - Women Wage-Earners need Real Protection*, December 1929
- Memorandum on the Proposals in the Unemployment Insurance (n°3) Bill which Penalise the Married Woman*, June 26, 1931
- Memorandum presented by a deputation of women's organisations received by Mr Douglas Hacking, under-secretary of State for Home Affairs*, June 21, 1933
- Factory Legislation - Hours of Work - The Present Condition*, January 1937
- National Spinsters' Pensions : Mind the Catch in It !*, 1937
- O'SULLIVAN, *The Women's Municipal Party. Formation and Work*, 1913, 8 pp.
- RATHBONE, Eleanor, *Milestones*, Liverpool : Lee & Nightingale, 1929
- ROYDEN, Maude, *How Women Use the Vote*, NUWSS, May 1912
- SWANWICK, Helena M., - *Women and War* (1ère édition 1915)
- *The War and Its Effects upon Women* (1ère édition 1916)
- New-York, Garland Publishing Inc., 1971, 48 pp.
- WOMEN CITIZEN'S ASSOCIATIONS, *A Short History of the National Women Citizen's Associations*, 1932-33, Fawcett Coll.
- Statement of Origin of WCAs*, 1936, Fawcett Coll.
- The Citizenship of Women*, NWCA, 1933, Reprint of the Report of NWCA, Inaugural Meeting
- What WCAs Do*, 1933
- WCAs and What they are*, 1918

WCAs and What they Are, 1937

Why you should join thee NWCA !, 1932

WOMEN'S PARTY, *Manifesto*, 1918, pamp. 324.24102 (F.L)

H - TRACTS ET BROCHURES DE PARTIS POLITIQUES

Sources : Partis conservateur et libéral : British Library of Political and Economic Science (classement par numéro)

Parti travailliste : BLPES (Francis Johnson Collection) et Labour Party Resource Centre (Transport House). (classement par année)

1. **Conservateurs (National Unionist Association)**

A Word To Women – Trustees For The Silent, 1918, N°1827

To Women Voters, 1918, N°1836

Women's Branch Of The National Unionist Association, 1918, N°1873

To Women Voters, 1918, N°1878

Important Matters Before Parliament And The Women's Vote, 1918, N°1880

Women And The Vote, 1919, N°1895

Women And Politics, 1919, N°1895

Coalition Work For Women, 1920, N°1954

Women Should Not Vote For Nationalisation, 1920, N°1974

Women Don't Touch Boshevism, 1920, N°1975

A Call To Women Against The Red Terror, by Mrs P. Snowden, 1920 (Evening Standard, 1st July)

What Is Waste ? The Women's View, 1921, N°2011

Women And Their Votes, 1922, N°2060

Women ! Learn The Lesson Russia Teaches. Don't Touch Socialism, 1922, N°2081

Women Should Vote. Mr Bonar Law's Message, 1922, N°2136

Over The Garden Wall. Mrs Brown Explains "Protection", 1923, N°2192

Where's The Sunday Dinner ?, 1923, N°2213

Protection Means The Big Market Basket, 1923, N°2221

Over The Garden Wall. Mrs Brown And The Labour Party Promises, 1923, N°2227

Over The Garden Wall. Mrs Brown Tells Why Socialists Want Free Trade, 1923, N°2232

Why Women Support Mr Baldwin, 1923, N°2270a
The Study Circle. What It Is. How To Form It. What To Study, 1924, N°2307 (14 pp.)
Mothers Of The Empire, 1924, N°2433
Beware Of False Friends ! A Woman's Warning To Mrs Worker, 1924, 12 pp.
Buy Empire Goods, 1925, N°2537
My Ten Reasons For Joining The Local Women's Branch, 1925, N°2550
Why Women Should Vote Conservative, 1927, N°2735
The New Women Voters, 1928, N°2765
Some Reasons Why You Should Join The Women's Branch Of Your Local Conservative And Unionist Association, 1928, N°2780
A Word To The Young Voter, 1928, N°2792
What The Conservative Government Has Done For Women And Children, 1925-28, 1928, N°2770 (16 pp.)
The Women's Party, 1929, N°3021
Every Housewife Knows ! Do You ?, 1935, N°3458
A Word To Every Woman, by Jane Bull, 1935, N°3535

2. Liberaux

To Every Woman Voter : The Message Of Liberalism, 1918, N°2535
A Word To The Women, 1918, N°2537
Wife : Mother : Voter. Her Vote. What Will She Do With It ?, by R.M. Wilson, London : Hodder & Stoughton, 1918, 92 pp.
A Word To The Women, 1920, N°2549
To Every Woman : Did You Know ? 1921, N°2572
To Every Woman : Do You Use It ? 1921, N°2572
To Every Woman : Do You Remember ? 1921, N°2573
To Every Woman : Do You Like Violence ? 1921, N°2573
Protection Means Taxes On Food, 1923, N°2637
Eat More Salmon, 1923, 1923, N°2638
A Woman's Opinion – Liberalism Is The Safest And The Best, 1926, N°2700
The Business Girl On This New Business Of Voting, 1928, N°2713
Politics In The Home, 1928, N°2720
Taxes That Women Pay – By Order Of The Conservative Government, 1928, N°2739

Women Should Vote Liberal – Safeguard Increases The Cost Of Living, 1929,
N°2754

*Women And Politics – Speech Delivered By Sir Herbert Samuel At The Women's
National Liberal Federation Meeting, Held At The Town Hall, Torquay, On
March 20th, 1929*

The Woman's Part In The Liberal Plans, 1929, N°2776

Liberal Policy for Women, WNLF, 1929, 34 pp.

3. Travaillistes

Women And The Vote, ILP5 1918/45 (BLPES)

To Women Voters, ILP5 1919/78 (BLPES)

The Real Women's Party, by Mrs Philip Snowden, Glasgow : Reformers' Bookstall
Ltd, 1920, 16 pp., ILP5 1920/54 (BLPES)

The Employment Of Married Women, London : TUC And Labour Party, 1922
(LPRC)

Motherhood And Child Endowment, Interim Report, London : TUC And Labour
Party, 1922, 24 pp. (LPRC)

What The Open-Air Nursery School Is, by Margaret Macmillan, London : Joint
Labour Publication Department, 1922, 8 pp. (LPRC)

A Word To The Women, by Stephen Campbell (Labour Candidate, Camlachie
Parliamentary Division), Glasgow, October 1922 (LPRC)

Better Times For The Housewife ! Labour's Policy For The Home-Maker, by Herbert
Morrison, London : Labour Party, 1923, 11 pp. (LPRC)

Widowed Mothers' Pensions, by Rhys J.Davis, London : TUC And Labour Party,
1923, 40 pp. (LPRC)

The Housewife's Budget, by Labour's Chancellor of The Exchequer, Philip Snowden,
London : Labour Party, 1924, 14 pp. (LPRC)

The Housewife And World Supplies, SJCIWO, London : Labour Party, 1924, 8 pp.
(LPRC)

Socialism For Women, by Minnie Pallister, London : ILP, 17 pp., ILP5 1925/47
(BLPES)

Women And Politics, ILP5 1924/84 (BLPES)

What Women in The ILP Stand For, September 1929, ILP5 1929/39 5BLPES)

Women And The General Election, London : Labour Party, 1929, 36 pp. (Fawcett Lib.324.24107)

Mothers Fight For Your Hearths And Homes, ILP5 1929/23 (BLPES)

Thanks To The Women, Reprinted From *The New Clarion*, 25/3/33 (LPRC)

I – CIRCULAIRES – PUBLICATIONS INTERNES AUX PARTIS

1. Conservateurs

Campaign Guide, 1922.

Handbook for Women Organizers and Workers, Women's Unionist Association,
Issued by the Conservative and Unionist Central Office, January 1928, 120 pp.

2. Libéraux

Memorandum by Mr James Scott on the Liberal Party and Women Voters, 1940

3. Travaillistes

Standing Joint Committee of Industrial Women's Organisations. Its Aims, Its Constitution, by Marion Phillips, Margaret Llewelyn Davis & Mary Macarthur, 1916.

The New Constitution of the Labour Party, by Sidney Webb, London : Labour Party, 1918, 4 pp.

The Aims of Labour, by Arthur Henderson, London : Headley Bros, 1918.

Report of the Organisation of Women within the Labour Party, 1919-1920, by Marion Phillips, 3 pp.

Organisation of Women within the Labour Party. The Work of the Women's Sections, London : Labour Party, 1920, 7 pp.

Organisation of Women within the Labour Party. A Handbook for Officers and Members of Women's Sections, by Marion Phillips, London : Labour Party, 1921, 16 pp.

To Women's Sections. Circular from Marion Phillips —Chief Woman Officer of the Labour Party— to the Secretaries of Women's Sections, June 1922

The Organisation of Women and Women's Day. Circular from Arthur Henderson — Secretary of the Labour Party— to Local Labour Parties, March 1923, 4 pp.

Women's Month, June 1931. Circular from the Labour Party (Transport House) to Labours Parties, Women's Sections and Women's Advisory Councils, January 1931

Circular from Mary E. Sutherland —Chief Woman Officer— to Secretaries of Women's Sections, Central Committes and Advisory Councils, 23th November 1937

Women's Work in the Labour Party, May 1938-August 1939, Report of the Chief Woman Officer on the Year's Work of the Labour Party in Women's Interests at Home and Abroad, 1939, London : Labour Party, 36 pp.

J - MANUELS A L'USAGE DES ELECTRICES

ATHOLL, Duchess of, *Women and Politics*, London : Philip Allan, 1931, 184 pp.

CHALLONER, Phyllis & MATTHEW, Vera L., *Towards Citizenship*, London : P.S. King, 941 pp.

DORE, Harold & MACKINNEL, J.A., *The New Voter*, London : Longman, 1929, 106 pp.

NUSEC (ed.), *A List of Books for Women Citizens*, London : P.S. King & Son, July 1922

SHAW, George Bernard, *The Intelligent Woman's Guide to Socialism, Capitalism (Sovietism and Fascism)*, London : Constable, 1929, 496pp.

WHITE, E.M., *The Girl Voter - Talks on her Inheritance, her Responsibilities and her Opportunities*, London : Herbert Russel, 1930, 127 pp.

WILLIAMS-ELLIS, Amabel et PLUMMER, L.A., *Why Should I Vote ? A Handbook for Electors*, London : Gerald Howe, 1929, 136 pp.

K - DISCOURS

1. Rathbone : discours présidentiels (NUSEC) 1920-1929

- 9 March 1920 : "Equal Citizenship"
- 8 March 1921 : "The Uses of Unpopularity"
- 7 March 1922 : "Retrospect and Prospect"
- 6 March 1923 : "Patience and Impatience"
- 26 March 1924 : "Put Not Your Trust in Parties"
- 11 March 1925 : "The Old and the New Feminism"
- 24 February 1926 : "Apologia Pro Vita Nostra"
- 7 March 1928 : "It was an Obstinate Hill to Climb"
- 6 March 1929 : "Victory —and After ?"

2. Christabel Pankhurst

8 September 1914 : discours à la London Opera House

L - MANIFESTES ELECTORAUX

1. Coalition

1918 : Manifesto of Mr. Lloyd George and Mr. Bonar Law

2. Travaillistes

1918 : Labour's Call to the People
 1922 : Labour's Call to the People
 1923 : Labour's Appeal to the Nation
 1924 : Labour's Appeal to the People
 1929 : Labour's Appeal to the Nation
 1931 : Labour's Call to Action : The Nation's Opportunity
 1935 : The Labour Party's Call to Power
 1997 : Because Britain Deserves Better

3. Libéraux

1918 : Mr. H.H. Asquith's Election Address

1922 : Manifesto to the Nation

1923 : A Call to the Nation

1929 : Mr. Lloyd George's Election Address

1931 : Liberal Address to the Nation

1935 : The Liberal Manifesto

4. Conservateurs

1922 : Mr. Bonar Law's Address

1923 : Mr. Stanley Baldwin's Election Address

1924 : Mr. Stanley Baldwin's Election Address

1929 : Mr. Stanley Baldwin's Election Address

1997 : You Can Only Be Sure With the Conservatives

5. Union nationale

1931 : The Nation's Duty : Mr. Stanley Baldwin's General Election Message

1931 : An Appeal to the Nation by the Rt. Hon. J. Ramsay MacDonald, Prime Minister

1931 : A National Call to Liberals : Sir John Simon on the Need for National Unity

1935 : A Call to the Nation : the Joint Manifesto of the Leaders of the National Government

M - OUVRAGES

1. Le droit de vote : lutte, utilisation, résultats...

ALLIANCE INTERNATIONALE POUR LE SUFFRAGE DES FEMMES, *Le Suffrage en Pratique*, Londres, édition française (2ème édition), 1923, 192 pp.

BERNHARD, Dr. Marguerite, *La Situation Actuelle du Suffrage Féminin*, publié par l'Alliance Internationale pour le Suffrage et l'Action Civique et Politique des Femmes, Londres, 1929, 43 pp.

- BILLINGTON-GREIG, Teresa, *The Militant Suffrage Movement, Emancipation in a Hurry*, London : Frank Palmer, 1911, 230 pp.
- FAWCETT, M.G., *The Women's Victory —and After*, London : Sidgwick & Jackson, 1920, 176 pp
- METCALFE, A.E., *Woman : A Citizen*, London : Allen & Unwin, 1918, 101 pp.
- PANKHURST, Christabel, *Pressing Problems of the Closing Age*, Morgan & Scott : London, 1924, 194 pp.
- PANKHURST, Sylvia, *The Suffragette Movement*, London : Virago, 1977 (1ère ed.1931), 631 pp.
- RATHBONE, Eleanor, *The Harvest of the Women's Movement*, conference given at Bedford College, 29th November 1935, 18 pp.
- STRACHEY, Ray, *The Cause, A Short History of the Women's Movement in Great-Britain*, Bath : Redwood Press, 1974 (1ère ed. 1928), 429 pp. (riche en détails et en souvenirs personnels,. Très peu sur les années de guerre cependant).
- VILLIERS, Brougham (ed.) , *The Case for Women's Suffrage*, London : Fisher & Unwin, 1907, 220 pp.

2. Les organisations féminines

- ADAM, H.Pearl (ed.), *Women in Council - The Jubilee Book of the National Council of Women of Great-Britain*, London : OUP, 1945, 114 pp
- GORDON, Dam Maria Ogilvie, *Historical Sketch of the National Council of Women of Great-Britain*, Richard Madley : London, 1937, 56 pp.
- JENKINS, Inez, *The History of the Women's Institute Movement of England and Wales*, Oxford : OUP, 1953, 169 pp.
- STOTT, Mary, *Organisation Woman : the Story of the National Union of Townswomen's Guilds*, London : Heineman, 1978, 240 pp.
- STRACHEY, Ray, *Women's Suffrage and Women's Service. The History of the London and National League for Women's Service*, LNLWS, 1927, 36 pp.

3. La condition de la femme

- BRITTAIN, Vera, *Lady into Woman*, London : Andrew Dakers, 1953, 256 pp.
- CLEPHANE, Irene, *Towards Sex Freedom*, London : John Lane, 1935, 243 pp.
- DANE, Clemence, *The Women's Side*, London : Herbert Jenkins, 1926, 144 pp.

- DRAKE, Barbara, *Women in Trade-Unions*, London : Virago, 1984 (1ère éd. 1920), 237 pp.
- DUVERGER, Maurice, *The Political Role of Women*, New-York, UNESCO, 1955
- EYLES, Leonora, *Women's Problems of To-day*, London : The Labour Publishing Company, 1926, 94 pp.
- FISHER, H.A.L., *The Housewife and the Townhall*, London : Nicholson & W., 1935, 113 pp.
- GATES, Evelyn G. (ed.), *The Woman's Year Book 1923-24*, London : Women Publishers Ltd, 1925, 697 pp (évolution de la législation)
- HOLTBY, Winifred, *Women and a Changing Civilisation*, London : John Lane, The Bodley Head, 1934, 213 pp.
- PHILLIPS, Marion, *Women and the Labour Party*, Headley Bros : London, 1918, 110 pp.
- RATHBONE, Eleanor, *The Disinherited Family*, London : Edward Arnold, 1927 (allocations familiales)
- REISS, Erna, *Rights and Duties of Englishwomen : A Study in Law and Public Opinion*, Manchester : Sherratt & Hughes, 1934, 269pp.(évolution de la législation depuis 1837)
- SHREINER, Olive, *Women and Labour*, London : Virago, 1978 (1ère ed. 1913)
- STRACHEY, Ray, *Careers and Openings for Women - a Survey of Women's Employment and a Guide for those Seeking Work*, London : Faber & Faber, 1935, 271 pp.
- Our Freedom and Its Results* (ed.), London : Hogarth Press, 1936, 285pp.
- THIBERT, Marguerite, *The Economic Depression and the Employment of Women*, Research Division, ILO : Geneva, 1933, 40 pp.
- TUC, *Women in the Trade-Union Movement*, 25th Annual Conference of Unions Catering for Women Workers, 1955, 99 pp.
- WOOLF, Virginia, *A Room of One's Own*, London : Hogarth Press, 1929.
- Three Guineas*, Harmondsworth : Penguin, 1982 (1^{ère} ed. 1938)

4 - Anti-féminisme :

- HALDANE, Charlotte, *Motherhood and its Enemies*, London : Chatto & Windus, 1927.

KENEALY, Arabella, *Feminism and Sex Extinction*, London : T.Fisher Unwin, 1920, 313 pp.

LUDOVICI, Anthony, *Woman : A Vindication*, London : Constable, 1923, 378 pp.

N - ROMANS

ALDINGTON, Richard, *Death of a Hero*, London : Chatto & Windus, 1929.

HUTCHINSON, A.S.M, *This Freedom*, London : Hodder & Stoughton, 1922, 318 pp.

LAWRENCE, D.H., *England, My England*, Leipzig : Bernhard Tauchnitz, 1924, 271pp

Sources Secondaires :

A - LA LUTTE POUR LE SUFFRAGE

1. Ouvrages généraux

BLACKBURN, Helen, *Women's Suffrage - A Record of the Women's Suffrage Movement in the British Isles*, London : Williams & Norgate, 1976 (1ère ed. 1902), 298 pp. (naissance du mouvement, s'arrête en 1900)

FULFORD, Roger, *Votes for Women. The Story of a Struggle*, London : Faber & Faber, 1957, 343 pp.

HOLTON, Sandra Stanley, *Feminism and Democracy - Women's Suffrage and Reform Politics in Britain 1900-1918*, Cambridge : CUP, 1986, 201 pp.

Suffrage Days, Stories from the Women's Suffrage Movement, London : Routledge, 1997

"Women and the Vote", dans Purvis, June, *Women's History. Britain, 1850-1945, an introduction*, London : UCL, 1997, p. 277 à 305.

LIDDINGTON, Jill & NORRIS, Jill, *One Hand Tied Behind Us - The Rise of the Women's Suffrage Movement*, London : Virago, 1993 (1ère ed. 1978), 304pp. (de 1867 à 1914)

NORQUAY, Glenda, *Voices and Votes, A Literary Anthology of the Women's Suffrage Campaign*, Manchester University Press, 1995, 332 pp.

O'NEILL, William, *The Woman Movement - Feminism in the United States and England*, London : Allen & Unwin, 1969, 208 pp.

PUGH, Martin, *Women's Suffrage in Britain, 1867-1928*, London : The Historical Association, 1980, 40 pp.

KENT, Susan Kingsley, *Sex and Suffrage in Britain, 1860-1914*, London : Routledge, 1990, 295 pp.

2. Les suffragistes militantes

HOLTON, Sandra Stanley, "'In Sorrowful Wrath' : Suffrage Militancy and the Romantic Feminism of Emmeline Pankhurst", dans H. Smith (ed.), *British Feminism in the Twentieth Century*, pp.7-24.

MITCHELL, David, *The Fighting Pankhursts*, London : Jonathan Cape, 1967, 352pp.

Queen Christabel, London : MacDonald & Jan, 1977, 397 pp.

MULVEY ROBERTS, Marie (ed;), *The Suffragettes. Towards Emancipation*, London : Routledge, 1993 (recueil de textes)

The Militants. Suffragette Activism, 1994 (idem)

RAEBURN, Antonia, *The Militant Suffragettes*, London : Victorian Bookclub, 1974, 269 pp.

ROSEN, Andrew, *Rise Up, Women ! The Militant Campaign of the WSPU, 1903-1914*, , London : Routledge & Kegan Paul, 1974

3. Les anti-suffragistes

HARRISON, Brian, *Separate Spheres : the Opposition to Women's Suffrage in Britain*, London : Croom Helm, 1979, 274 pp.

MULVEY ROBERTS, Marie (ed.), *The Opponents. The Anti-Suffragists*, London : Routledge, 1995.

4. La question du suffrage et les partis politiques

BUTLER, David, *The Electoral System in Britain 1918-1951*, Oxford : Clarendon Press, 1953, 222 pp.

CLOSE, David H, "The Collapse of Resistance to Democracy : Conservatives, Adult Suffrage and Second Chamber Reform 1911-1928", *The Historical Journal*, 20, 4, 1977, pp. 89-98

HARRISON, Brian, "Women's Suffrage at Westminster 1866-1928", dans *High and Low in Modern Britain*, BENTLEY,M & STEVENSON, J, Oxford : Blackwell, 1983, pp. 80-122

MORGAN, David, *Suffragists and Liberals - The Politics of Woman's Suffrage in England*, London : Blackwell, 1975, 184 pp.

PUGH, Martin, *Electoral Reform in War and Peace, 1906-1918*, London : Routledge & Kegan Paul, 1978, 228 pp.

"Politicians and the Woman's Vote 1914-18", *History*, 59, 197, 1974, pp.358-374.

ROVER, Constance, *Women's Suffrage and Party Politics in Britain 1866-1914*, London : Routledge & Kegan Paul, 1967, 240 pp.

B - LA PERIODE DE LA GUERRE

1. Général

MARWICK, Arthur, *The Deluge. British Society and the First World War*, London : The Bodley Head, 1965.

WINTER, J.M., *The Great War and the British People*, London : Macmillan, 1985, 360 pp.

2. Les femmes pendant la guerre

BONNES RAUD, Marie-Noële, "Les femmes au service de l'institution militaire en Grande-Bretagne pendant la première guerre mondiale", Doctorat, Bordeaux 3, 1992, 917 pp.

BRAYBON, Gail, *Women Workers in the First World War - The British Experience*, London : Croom Helm, 1981, 244 pp.

BRAYBON, Gail & SUMMERFIELD, Penny, *Out of the Cage. Women's Experiences in Two World Wars*, London : Pandora, 1987, 330 pp.

HIGONNET, Margaret & Patrice (eds.), *Behind the Lines : Gender and the Two World Wars*, Yale University Press., , 1987, 310 pp. (recueil d'articles. Seuls certains se rapportent à la première guerre en Angleterre, mais les autres permettent des comparaisons intéressantes)

KAMESTER, Margaret, and Jo Vellacott (eds) *Militarism vs Feminism*, London, 1987 (recueil d'essais écrits en 1917)

KINGSLEY-KENT, Susan "The Politics of Sexual Difference : World War I and the Demise of British Feminism", *Journal of British Studies*, Vol.27, N°3, July 1988, The University of Chicago Press, pp.232-253

- MARSHALL, Catherine E. "The Future of Women in Politics", in Margaret Kamester and Jo Vellacott (eds) *Militarism versus Feminism : Writings on Women and War*, London, 1987
- MARWICK, Arthur, *Women at War, 1914-1918*, Glasgow : Fontana, 1977, 176 pp.
- MITCHELL, David, *Women on the Warpath The Story of the Women of the First World War*, London : Jonathan Cape, 1966, 400 pp.
- PANKHURST, Sylvia, *The Home Front*, London : The Cresset Library, 1982 (1^{ère} ed. 1932), 460 pp.
- PEDERSEN, Susan, "Gender, Welfare and Citizenship in Britain during the Great War", *The American Historical Review*, Vol.95, N°4, Oct. 1990
- PERROT, Michelle, "Sur le Front des Sexes : un Combat Douteux", *Vingtième Siècle*, N°3, Juillet 1984, pp.69-76
- SUMMERFIELD, Penny, "Women and War in the Twentieth Century", dans Purvis, June, *Women's History. Britain 1850-1945, an introduction*, op. cit., p.307 à 332.
- THEBAUD, Françoise, "La Grande Guerre - Le Triomphe de la division sexuelle", ds *Histoire des Femmes en Occident*, N°5, Le Vingtième Siècle, Paris : PLON, 1992.

3. Les suffragistes pendant la guerre

- ALBERTI, Johanna, *Beyond Suffrage : Feminists in War and Peace 1914-28*, Basingstoke : Macmillan, 1989 (s'attache à 14 féministes en particulier et examine leurs idées et activités pendant et après la guerre).
- DE VRIES, Jacqueline, "Gendering Patriotism : Emmeline and Christabel Pankhurst and World War One", ds Oldfield, *This Working-Day World*, pp.75 à 88

C - L'ENTRE-DEUX-GUERRES

1. Général

- BRANSON, Noreen, *Britain in the 1920s*, London : Weindenfeld & Nicolson, 1975, 274 pp.
- BRANSON, Noreen & HEINEMAN, Margo, *Britain in the 1930s*, London : Weidenfeld & Nicholson, 1971.
- BUTLER, David, *British Political Facts, 1900-63*, London : Macmillan, 1963.

CARR-SAUNDERS, A.M. & CARADOZ-JONES, *A Survey of the Social Structure of England and Wales*, Oxford : Clarendon, 1937, 235 pp. (statistiques).

A Survey of Social Conditions in England and Wales, Oxford : Clarendon, 1958

CRAIG, F.W.S. (ed.), *British General Election Manifestos, 1918-1974*, London & Basingstoke : Macmillan, 1975, 483 pp.

GRAVES, Robert & HODGE, Alan, *The Long Week-End, A Social History of Great-Britain 1918-1939*, London : Faber & Faber, 1941, 472 pp.

HALSEY, A.H. (ed.), *British Social Trends since 1900*, London : Macmillan, 1988.

MOWAT, Charles Loch, *Britain Between the Wars, 1918-1940*, Cambridge : Methuen & co, 1983, 698 pp.

2. La femme dans l'entre-deux-guerres

ALEXANDER, Sally, "Becoming a Woman in London in the 1920s and 1930s", ds D. Feldman & J. Stedman (eds.), *Metropolis London - Histories and Representations since 1800*, London, 1989, 300 pp.

BEDDOE, Deirdre, *Back to Home and Duty : Women between the wars 1918-39*, London : Pandora, 1989, 175 pp.

BROOKES, Barbara, "The Illegal Operation : Abortion 1919-39", dans *The Sexual Dynamics of History*, The London Feminist History Group : London, 1983

BRULEY, Sue, "A Woman's Right to Work ? The Role of Women in the Unemployed Movement Between the Wars", ds Oldfield, *This Working-Day World*, pp.40 à 53

CAMUS, Françoise, "L'évolution de la condition féminine", *Les Années Trente, La Grande-Bretagne et les périls intérieurs et extérieurs*, Université de Nantes, N°3, février 1985

CHARLOT, Monica (ed.), *Les femmes dans la société britannique*, Paris : Armand Collin, 1977, 253 pp.

CHAFE, William Henry, *The American Woman. Her changing social, economic and political roles 1920-1970*, O.U.P.: New-York, 1972, 351 pp. (exemple américain, beaucoup de similitudes avec l'Angleterre)

GILES, Judy, "A Home of One's Own : Women and Domesticity in England, 1918-50", *Women's Studies International Forum*, Vol 16, n°3, 1993, pp.239-53

- GLUCKSMANN, Miriam, *Women Assemble - Women Workers and the New Industries in Inter-War Britain*, London : Routledge, 1990, 325 pp.
- HEENEY, Brian, "Women's Struggle for Professional Work and Status in the Church of England, 1900-1930", *The Historical Journal*, Vol.26, N°2, 1983, pp. 329-347
- JEFFREYS, Sheila, *The Spinster and Her Enemies - Feminism and Sexuality 1800-1930*, London : Pandora, 1985, 232 pp.
- JEFFREYS, Sheila, "Sex Reform and anti-feminism in the 1920s", dans *The Sexual Dynamics of History*, London Feminist History Group : London, 1983
- JOANNOU, Maroula, "Nothing is impracticable for a single, middle-aged woman with an income of her own : The Spinster in Women's Fiction of the 1920s", ds Oldfield, *This Working-day world*, p.175-91.
- KINGSLEY KENT, Susan, "Gender Reconstruction after the First World War", ds H. Smith, *British Feminism in the Twentieth Century*, p.66 à 83.
- Making Peace - The Reconstruction of Gender in Inter-War Britain*, Princeton University Press, 1993, 182 pp.
- LEWIS, Jane, "The Ideology and Politics of Birth Control in Inter-War England", *Women's Studies International Quarterly*, Vol.2, 1979, pp.333-48
- Women in England 1870-1950, Sexual Divisions and social change*, London, Harvester Wheatsheaf, 1984, 240 pp.
- MACLEAN, Mavis & GROVES, Dulcie, *Women's Issues in Social Policy*, London : Routledge, 1991
- OLDFIELD, Sybil, *This Working-Day World, Women's Lives and Culture(s) in Britain 1914-1945*, London : Taylor & Francis, 1994, 209 pp.
- ORAM, Alison M., "Serving Two Masters ? The Introduction of a Marriage Bar in Teaching in the 1920s", ds *The Sexual Dynamics of History*, London Feminist History Group, pp. 134-150.
- ROBERTS, Elizabeth, *A Woman's Place*, Oxford : Blackwell, 1984
- SOHN, Anne-Marie, "Entre-Deux-Guerres : Les Rôles Féminins en France et en Angleterre", *Histoire des Femmes en Occident*, N°5, Le Vingtième Siècle, Sous la direction de Françoise
- STETSON, Dorothy M., *A Woman's Issue - The Politics of Family Law Reform in England*, Greenwood Press, 1982, 278 pp.

ZIMMECK, Meta, "Strategies and Stratagems for the Employment of Women in the British Civil Service 1919-1939", *The Historical Journal*, Vol.27, N°4, 1984, pp.901-924

3. Féministes et organisations féministes

ALBERTI, Johanna, "British Feminists and Anti-Fascism in the 1930s", ds Oldfield, *This Working-Day World*, pp.111 à 122

Eleanor Rathbone, London : Sage Publications, 1996

" Keeping the Candle Burning : Some British Feminists between Two Wars, ds Daley & Nolan, *Beyond Suffrage*, p.295 à 312.

"The Turn of the Tide : Sexuality and Politics, 1928-31", *Women's History Review*, Vol 33 N°2, 1994, pp.169-90

BANKS, Olive, *The Politics of British Feminism 1918-1970*, Aldershot : Edward Elgar, 1993, 149 pp.

DALEY, Caroline & NOLAN, Melanie, *Suffrage and Beyond - An International Perspective*, New-York University Press, 1994, 368 pp.

EOFF, Shirley M., *Viscountess Rhondda. Equalitarian Feminist*, Ohio State University Press : Columbus, 1991, 185 pp.

FLEMING, Suzie, *Eleanor Rathbone : Spokeswoman for a Movement*, Introductory Essay to *the Disinherited Family*, Bristol : Falling Wall, 1986, pp. 9-120

GORHAM, Deborah, "'Have we really rounded seraglio point ?' : Vera Brittain and inter-war feminism", dans H. Smith (ed), *British Feminism in the Twentieth Century*, pp. 84-103.

HARRISON, Brian, *Prudent Revolutionaries : Portraits of British Feminists between the Wars*, Oxford : Clarendon, 1987, 330 pp. (les principales figures du féminisme dans l'entre-deux-guerres)

LAW, VivienCheryl, *The Women's Cause : Feminist Campaigns 1918-28*, PhD, London University, 1993

LEWIS, Jane, "Beyond Suffrage : English Feminism in the 1920s", *The Maryland Historian*, 6, 1975

MILLER, Carol, "Geneva. The Key to Equality : Inter-War Feminists and the League of Nations", *Women's History Review*, Vol.3, N° , 1994

- MORGAN, Maggie, "The Women's Institute Movement — The Acceptable Face of Feminism ?", ds Oldfield, *This Working-Day World*, pp.29 à 39
- NEWSOME, Stella, *The Women's Freedom League 1907-1957*, publié par la WFL, 1960, 20 pp.
- PUGH, Martin, *Women and the Women's Movement in Britain 1914-1959*, London : Macmillan, 1993
- "Domesticity and the Decline of Feminism, 1930-1950", dans H. Smith (ed.), *British Feminism in the Twentieth Century*, pp.144-64.
- SMITH, Harold, *British Feminism in the Twentieth Century*, London : Edward Elgar, 1990
- "British Feminism and the Equal Pay Issue in the 1930s", *Women's History Review*, vol 5, n°1, 1996, pp. 97-109.
- "British Feminism in the 1920s", dans *British Feminism in the Twentieth Century* pp. 47-65.
- SPENDER, Dale, *There's always been a women's movement this century*, London : Pandora, 1983
- STOCKS, Mary, *Eleanor Rathbone, a Biography*, London : Victor Gollancz, 1949, 376 pp.

4. Presse et littérature

- BALLASTER, R & BEEHAM, M , *Women's Worlds : Ideology, Femininity and the Women's Magazines*, Basingstoke : Macmillan, 1991
- BEAUMAN, Nicola, *A Very Great Profession : the Woman's Novel 1914-39*, London : Virago, 1983
- BERRY, Paul & BISHOP, Alan (eds.), *Testament of a Generation - The Journalism of Vera Brittain & Winifred Holtby*, London : Virago, 1985, 390 pp. (recueil d'articles écrits entre 1919 et 1938 par Vera Brittain et Winifred Holtby dans divers journaux)
- LIGHT Alison, *Forever England, Femininity, Literature and Conservatism between the wars*, London : Routledge, 1991, 281 pp.
- MELMAN, Billie, *Women and the Popular Imagination in the Twenties*, New-York : St Martin's Press, 1988, 196 pp.
- SPENDER, Dale, *Time and Tide wait for no man*, London : Pandora 1984

TINKLER, Penny, "Women and Popular Literature", dans Purvis, Jane, *Women's History. Britain 1850-1945, an introduction*, op. cit., pp. 131-156.

WHITE, Cynthia L., *Women's Magazines 1693-1968*, London : Michael Joseph, 1970, 348 pp.

D - LES FEMMES ET LA POLITIQUE

1. Général

BAXTER, Sandra & LANSING, Marjorie, *Women and Politics, The Visible Majority*, University of Michigan press, 1983,

BLONDEL, Jean, *Voters, Parties and Leaders - The Social Fabric of British Politics*, Reading : Penguin, 1974 (1ère ed. 1963), 272 pp.

RANDALL, Vicky, *Women and Politics, an International Perspective*, 2nd ed., London : Macmillan, 1987, 362 pp.

2. En tant qu'électrices

BENNEY Mark, GRAY A.P. & PEAR R.H., London : Routledge, *How People Vote*, 1956, 258 pp.

BUTLER, David, *British Political Facts, 1900-60*, London : Macmillan, 1963

GOOT, M. & REID, E., *Women and Voting Studies : Mindless Matrons or Sexist Scientism ?*, Glasgow : Sage, 1975, 44 pp.

PUGH, Martin, "The Evolution of the British Electoral System 1832-1987", London : *The Historical Association*, 29 pp

RASMUSSEN, Jorgen, "Women in Labour : the Flapper Vote and Party System Transformation in Britain", *Electoral Studies*, Vol , N°1, April 1984, pp.47-63

ROGERS, Barbara, *52% : Getting Women's Power into Politics*, London : The Women's Press, 1983, 181 pp.

3. Les femmes députées

BROOKES, Pamela, *Women at Westminster - An Account of Women in the British Parliament 1918-1966*, London : Peter Davies, 1967, 2833 pp.

COLLIS, Maurice, *Nancy Astor - an Informal Biography*, London : Faber & Faber, 1960, 235 pp.

- CURREL, Melville, *Political Woman*, London : Croom Helm, 1974, 201 pp.
- HARRISON, Brian, "Women in a Men's House : the Women Members of Parliament 1919-1945", *The Historical Journal*, 29, 3, September 1986, p.623-654.
- HETHERINGTON, S.J., *Katharine Atholl, 1874-1960 - Against the Tide*, Aberdeen University Press, 1989, 234 pp.
- HILLS, Jill, "Candidates, the Impact of Gender", *Parliamentary Affairs*, Vol 34, N°2, 1981
- LOVENDUSKI, J. & NORRIS, P., "Selecting Women Candidates : Obstacles to the Feminisation of the House of Commons", *European Journal of Political Research*, Vol.17, N°5, Sept.1985
- RASMUSSEN, Jorgen, "Women Candidates in British By-Elections : a Rational Choice Interpretation of Electoral Behaviour", *Political Studies*, Vol. 29, N°2, June 1981
- ROSS, J.F.S., "Women and Parliamentary Elections", *The British Journal of Sociology*, Vol.4, N° 1, March 1953 (pp 15-24)
- VALLANCE, Elizabeth, *Women in the House*, London : Athlone Press, 1979, 210.pp.

4. Les femmes à la Chambre des Lords

- BROCKS, Jenny & GAVIN, Drewry, *The Impact of Women on the House of Lords*, Centre for the Study of Public Policy, University of Strathclyde, 1983, 40 pp.

5. Les femmes dans les gouvernements locaux

- HOLLIS, Patricia, *Ladies Elect : Women in English Local Government 1865-1914*, Oxford : Clarendon, 1982, 533 pp.

6. Les femmes et le parti conservateur

- CAMPBELL, Beatrix, *The Iron Ladies : Why do Women Vote Tory ?*, London : Virago, 1987, 314 pp.
- KELLY, Richard N., *Conservative Party Conferences*, Manchester : Manchester University Press, 1989, 29 pp.
- PUGH, Martin, *The Tories and the People, 1880-1935*, Oxford : Blackwell, 1985, 257 pp.

7. Les femmes et le parti travailliste

- COLETTE, Christine, *For Labour and for Women, the Women's Labour League, 1906-18*, Manchester University Press, 1989, 25 pp.
- GOULD, Joyce, *Women's Organisation in the Labour Party*, L. P. , June 1982
- GRAVES, Pamela M., *Labour Women, Women in British Working-Class Politics 1918-1939*, Cambridge University Press, 1994, 271 pp.
- HARRISON, Brian, "Class and Gender in Modern British Labour History", *Past and Present*, N°124, Aug.1989
- LIDDINGTON, Jill, *The Life and Times of a Respectable Rebel : Selina Cooper 1864-1946*, London :Virago, 1984
- MIDDLETON, Lucy, *Women in the Labour Party*, London : Croom Helm, 1978 (1ère ed. 1977), 221 pp.
- ROWBOTHAM, Sheila, *Hidden from History*, London : Pluto Press, 1973, 182 pp.
- ROWAN, Caroline, "Women in the Labour Party 1906-1920", *Feminist Review*, Vol.12, 1982
- SMITH, Harold, "Sex vs Class : British Feminists and the Labour Movement 1919-1920", *The Historian*, Vol.27, November 1984
- THANE, Pat, "The Women of the British Labour Party and Feminism, 1906-1945", ds Harold SMITH (ed.), *British Feminism in the Twentieth Century*

8. Les femmes et le parti communiste

- BRULEY, Sue, *Socialism and Feminism among Women in the Communist Party, 1920-1939*, PhD, University of London, 1980, 324 pp.

9. Les femmes dans la British Union of Fascists

- DURHAM, Martin, "Gender and the British Union of Fascists", *Journal of Contemporary History*, London : Sage, Vol. 27, N°3, 1992, pp. 513-529
- "Women in the British Union of Fascists, 1932-1940", ds Oldfield, *This Working-Day World*, pp. 101-109

10. Les femmes dans les syndicats

- LEWENHAK, Sheila, *Women and Trade-Unions*, London : E. Benn, 1977, 308 pp.
- SOLDEN, N.C., *Women in British Trade-Unions*, Dublin : Macmillan, 1978, 226 pp.

TABLE DES MATIERES

Remerciements	3
Table des illustrations	4
Liste des abréviations	5
Introduction	6
 PREMIERE PARTIE : L'IMPACT DE LA GRANDE GUERRE	 16
 Chapitre I - La situation à la veille de la guerre	 20
<i>I. La lutte pour le suffrage...</i>	20
1. Les sociétés constitutionnelles	22
2. Les militantes	24
<i>II. ... ce que l'on pouvait en attendre</i>	30
 Chapitre II - Les sociétés suffragistes pendant la guerre	 35
<i>I. La WSPU</i>	36
<i>II. La NUWSS</i>	42
<i>III. Autres organisations</i>	45
 Chapitre III - La population féminine pendant la guerre	 51
<i>I. L'expérience de la guerre</i>	51
- Main-d'œuvre féminine	52
- Les femmes en uniforme	54
- Les mœurs	57
<i>II. L'image de la femme</i>	61
1. L'ouvrière	61
2. L'image de la mère	69
3. La ménagère	75
 Chapitre IV - La réforme électorale de 1918	 79
<i>I. Son origine</i>	79
<i>II. Les débats : la « Speaker's Conference » et le débat au parlement</i>	84
<i>III. Le rôle des suffragistes</i>	97

DEUXIEME PARTIE : L'ENTRE-DEUX-GUERRES ET LA REACTION ANTI-FEMINISTE 106

Chapitre I - Les organisations féministes après l'obtention du droit de vote 111

<i>I. La réorganisation du mouvement</i>	111
1. La NUWSS	113
2. Le Six Point Group	120
3. Fragmentation	123
<i>II. « Nouveau » féminisme et féminisme égalitariste</i>	129
<i>III. Le déclin du mouvement</i>	141

Chapitre II - Les femmes et le travail 148

<i>I. La démobilisation</i>	149
<i>II. La Dépression</i>	158
<i>III. Les emplois féminins</i>	173

Chapitre III - Le retour au foyer 183

<i>I. L'épouse et la mère : les modèles féminins</i>	184
<i>II. Le culte de la domesticité</i>	197
<i>III. Les femmes « superflues »</i>	201
<i>IV. Féministes et femmes émancipées : une menace</i>	210

TROISIEME PARTIE : UNE NOUVELLE FORCE ELECTORALE ? 224

Chapitre I - Réaction des partis politiques 227

<i>I. La réorganisation des partis</i>	228
1. Les conservateurs	229
2. Les travaillistes	236
3. Les libéraux	242
<i>II. A la conquête du vote féminin</i>	245
1. L'élection de 1918	246
2. Les conservateurs	250
3. Les travaillistes	258
4. Les libéraux	262
5. Le rôle des associations et des sections féminines	266
6. Les manifestes électoraux	273

Chapitre II - Tentatives des organisations féministes pour organiser les électrices 284

<i>I. Education des nouvelles électrices</i>	285
1. Les organisations éducatrices	285
- Women Citizen's Associations	287
- Organisations dépendant de partis politiques	293

2. Les médias	296
- Les journaux féministes	297
- La radio	298
- Les manuels d'éducation civique pour électrices	299
<i>II. Activités électorales</i>	301
1. Soutien des candidates	302
2. La pression sur les candidats	310
Chapitre III - Le comportement politique des femmes	322
<i>I. L'élection de 1918</i>	323
<i>II. Comment les femmes ont voté</i>	334
<i>III. Intérêt des femmes pour la politique</i>	345
QUATRIEME PARTIE : EVOLUTION DE LA LEGISLATION	353
Chapitre I - Le pouvoir du droit de vote	355
<i>I. Les attentes</i>	355
1. Le vote : une clef pour d'autres réformes féminines	356
2. Un moyen pour changer la société : le mythe de la femme rédemptrice	359
<i>II. Les résultats</i>	364
<i>III. Les déceptions</i>	370
Chapitre II - Les réformes féminines	379
<i>I - Une quantité importante de réformes</i>	380
1. La femme en tant que mère	381
2. La femme en tant qu'épouse	385
3. Protection des mineurs	388
4. L'influence du droit de vote à la Chambre des Communes	389
5. Motivations derrière les réformes	391
<i>II - Evolution plus que révolution</i>	395
- Réformes rarement atteintes sans de longues luttes de la part des organisations féministes	396
- Mesures mutilées	399
- Rejet des demandes plus radicales	400
- Le Sex Disqualification (Removal) Act	405
Chapitre III - 1928 : Equal Franchise Act	412
<i>I. La campagne des organisations suffragistes</i>	413
<i>II. Le débat au Parlement</i>	421
<i>III. Après la réforme...</i>	428

CINQUIEME PARTIE : LES FEMMES ET LE POUVOIR	438
Chapitre I - Les femmes dans les partis politiques	441
<i>I. Parti politique ou organisation féminine indépendante ?</i>	442
- En faveur d'une organisation à l'extérieur des partis	442
- En faveur d'une organisation à l'intérieur des partis	443
- Les difficultés d'une double affiliation	446
<i>II. Les femmes dans le parti travailliste</i>	450
- Tensions entre travaillistes et féministes	450
- Conflits entre les sections féminines et l'exécutif du parti	452
- Vers une intégration (années trente)	460
<i>III. Les femmes dans le parti conservateur</i>	462
- La représentation des femmes dans le parti	462
- Divisions féministes/conservatrices	464
- Leur impact sur la stratégie globale du parti	464
<i>IV. Dans le parti libéral</i>	466
- Leur relative indépendance	466
- Leur impact au sein du parti	467
Chapitre II - Les tentatives de création d'un « parti des femmes »	472
<i>I. Le « Women's Party » de Christabel Pankhurst</i>	473
- Sa formation et sa politique	473
- Ses défenseurs	476
- Ses résultats	477
<i>II. Un parti des femmes au Parlement</i>	479
<i>III. Un parti des femmes au niveau local</i>	
- Le Women's Municipal Party	481
- Women's Local Representation Joint Committee	482
- Les WCAs	482
Chapitre III - Les femmes au Parlement	485
<i>I. Candidatures féminines</i>	485
1. Explication de leur rareté	486
2. Stratégies	492
3. Obstacles à leur élection	494
4. La représentation proportionnelle	498
<i>II. Les élues :</i>	499
1. Expérience, milieu	499
2. Une contribution particulière ?	502
3. Les députées et les questions féminines	507
Chapitre IV - Participation féminine au gouvernement national et local	518
<i>I. Les femmes au gouvernement national</i>	518
<i>II. Les femmes dans le gouvernement local</i>	522
1. Les attraits du gouvernement local	524
2. La contribution féminine	525
3. Encouragements des organisations féministes	526

Conclusion	531
Annexes	544
1. Détails biographiques des principales femmes citées	545
2. Principales organisations suffragistes et féministes	549
3. Proportion en pourcentage des électeurs inscrits sur les listes électorales par rapport à la population totale âgée de plus de vingt et un ans avant et après chaque réforme électorale	551
4. Constitution de la WSPU	552
5. Circulaire du 13 août 1914 de Mrs Pankhurst	553
6. Discours de Christabel Pankhurst à la London Opera House le 8 septembre 1914	554
7. Liste des membres de la "Speaker's conference"	555
8. Texte des différents projets de loi concernant le suffrage féminin proposés entre 1910 et 1917	556
9. Les propositions de la "Speaker's Conference", 1917	557
10. Discours d'Asquith du 28 mars 1917 sur le rapport de la "Speaker's Conference"	558
11. Votes des partis sur la question du vote des femmes 1911-1917	559
12. Votes de la Chambre des Communes de 1917 sur la question du suffrage féminin de 1908 à 1913	560
13. Réformes législatives concernant les femmes 1918 - 1938	561
14. Propagande conservatrice	564
15. Propagande travailliste	583
16. Propagande libérale	586
17. My First Vote, <i>Home and Politics</i> , July 1929	596
18. Things that Matter, <i>Home and Politics</i> , May 1929	597
19. Quelques exemples de questionnaires électoraux adressés aux candidats parlementaires par les différentes organisations féminines	599
20. "Parliament for Wives and Mothers", tract de la NUWSS, 1913	602
21. "Why we are in a Hurry", tract de la NUWSS, 1913	603
22. The qualifications of parliamentary voters	604
23. Députées à la Chambre des Communes 1918-1939	607
24. Candidatures féminines, membres du parlement, partis politiques : 1918-55.	608
Bibliographie	610
<u>Sources Primaires</u>	611
<i>A - Documents officiels</i>	611
1. Débats de la Chambre des Communes	611
2. Débats de la Chambre des Lords	612
3. Rapports	612
4. Statistiques	612
<i>B - Journaux</i>	612
1. Presse nationale	612
2. "Organes" d'organisations suffragistes/féministes	614
3. Journaux d'organisations politiques et organisations politiques féminines	619
<i>C - Rapports annuels</i>	621

<i>D – Congrès annuels – partis politiques</i>	622
<i>E – Papiers personnels</i>	622
1. Millicent Garrett Fawcett	622
2. Teresa Billington Greig	622
<i>F - Autobiographies</i>	623
<i>G - Essais et tracts d'organisations féministes</i>	624
<i>H - Tracts et brochures de partis politiques</i>	626
1. Conservateurs	626
2. Libéraux	627
3. Travaillistes	628
<i>I – Circulaires – publications internes aux partis</i>	629
1. Conservateurs	629
2. Libéraux	629
3. Travaillistes	629
<i>J - Manuels a l'usage des électrices</i>	630
<i>K - Discours</i>	631
1. Rathbone : discours présidentiels (NUSEC) 1920-1929	631
2. Christabel Pankhurst	631
<i>L - Manifestes électoraux</i>	631
1. Coalition	631
2. Travaillistes	631
3. Libéraux	632
4. Conservateurs	632
5. Union nationale	632
<i>M - Ouvrages</i>	632
1. Le droit de vote : lutte, utilisation, résultats...	632
2. Les organisations féminines	633
3. La condition de la femme	633
4 - Anti-féminisme	634
<i>N - Romans</i>	635
 <u>Sources Secondaires :</u>	636
<i>A - La lutte pour le suffrage</i>	636
1. Ouvrages généraux	636
2. Les suffragistes militantes	637
3. Les anti-suffragistes	637
4. La question du suffrage et les partis politiques	637
<i>B - La période de la guerre</i>	638
1. Général	638
2. Les femmes pendant la guerre	638
3. Les suffragistes pendant la guerre	639
<i>C - L'entre-deux-guerres</i>	639
1. Général	639
2. La femme dans l'entre-deux-guerres	940
3. Féministes et organisations féministes	642
4. Presse et littérature	643
<i>D - Les femmes et la politique</i>	644
1. Général	644
2. En tant qu'électrices	644

3. Les femmes députées	644
4. Les femmes à la Chambre des Lords	645
5. Les femmes dans les gouvernements locaux	645
6. Les femmes et le parti conservateur	645
7. Les femmes et le parti travailliste	646
8. Les femmes et le parti communiste	646
9. Les femmes dans la British Union of Fascists	646
10. Les femmes dans les syndicats	646
Index	647
Index des noms propres	648
Index thématique	651